



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

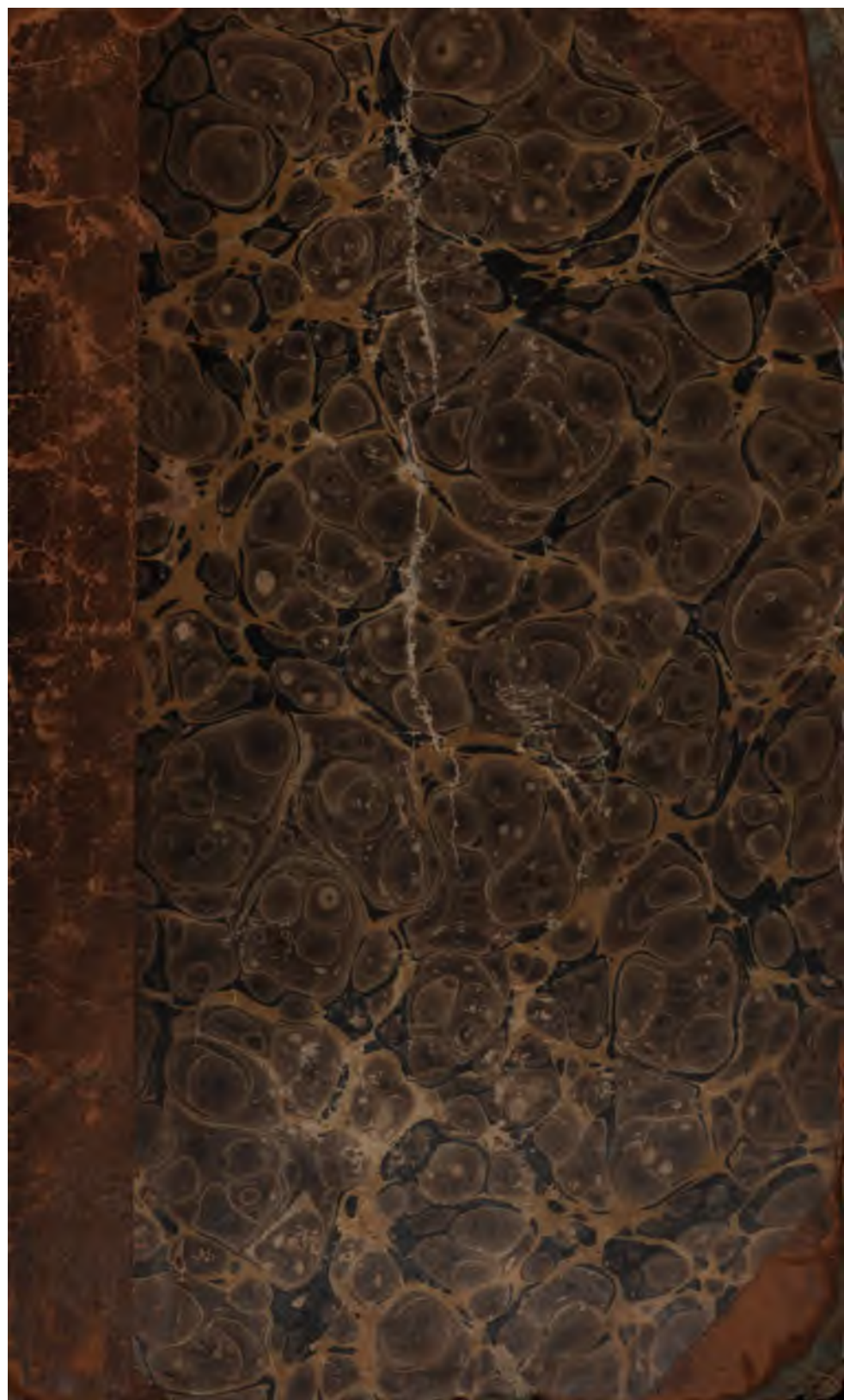
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

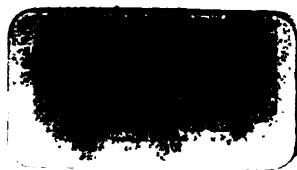




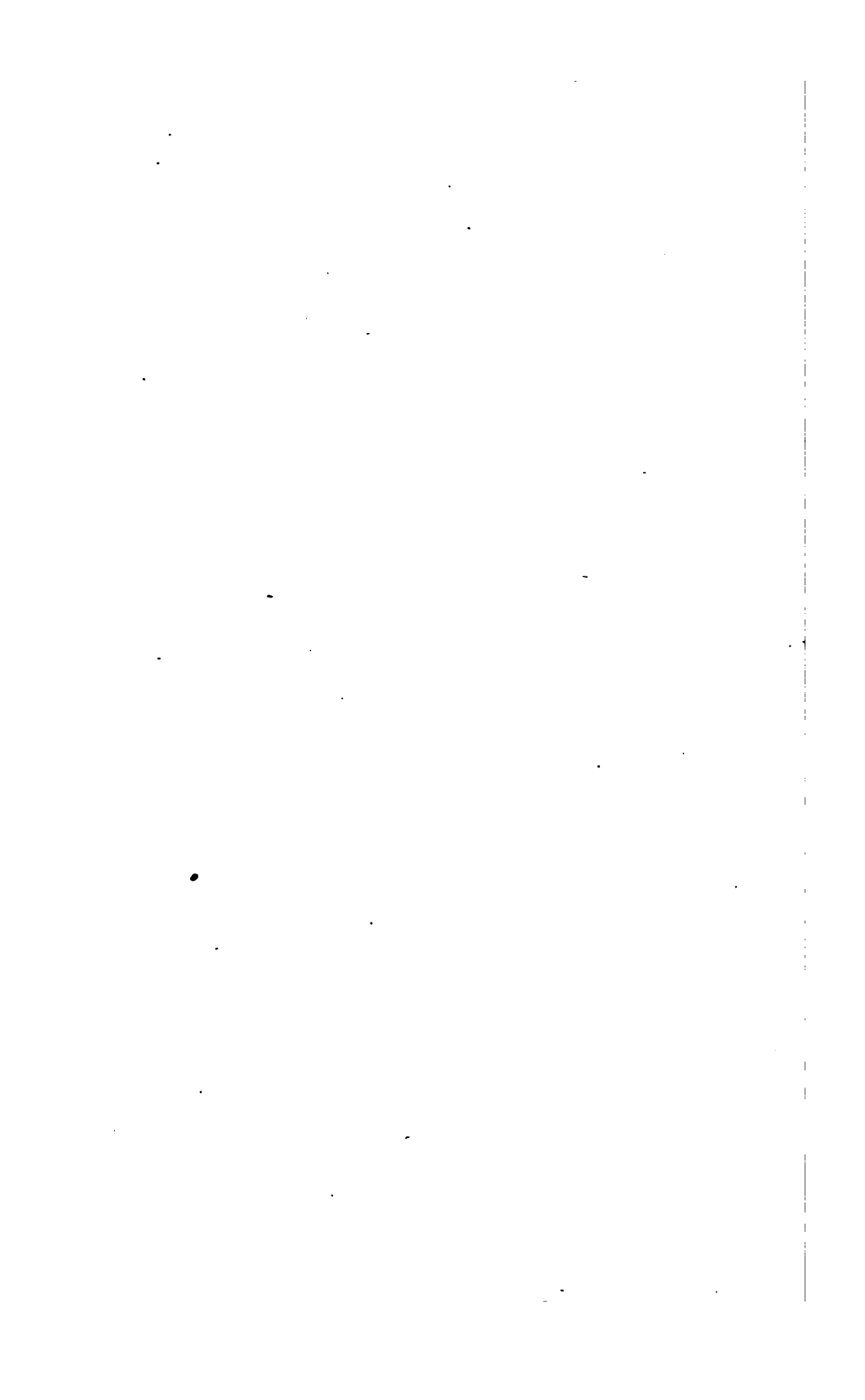
600011711H

29

555.







MÉMOIRES

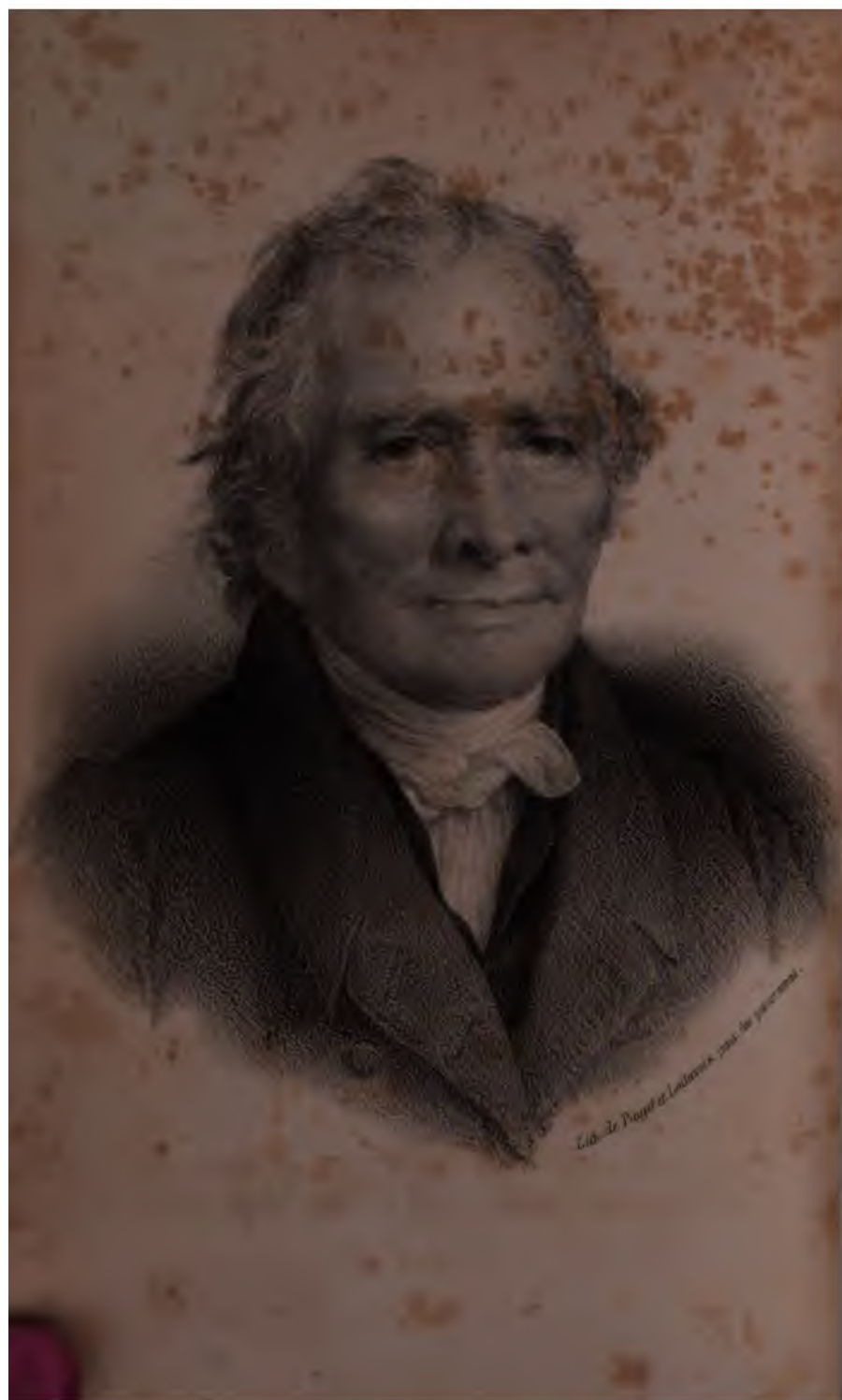
DE

R. LEVASSEUR,

(DE LA SARTHE.)

PARIS, IMPRIMERIE DE GAULTIER-LAGUIONIE.





MÉMOIRES
DE
R. LEVASSEUR,
(DE LA SARTHE)

EX-CONVENTIONNEL,

ORNÉS DU PORTRAIT DE L'AUTEUR.

Mānebant etiam tūm vestigia morientis libertatis.

TACIT., *Annal.*

•••••
Tome Premier.
•••••



PARIS,
RAPILLY, LIBRAIRE,

PASSAGE DES PANORAMAS.

—
1829.

556.

ۛۛۛۛۛ

INTRODUCTION.

Dans la foule des Mémoires sur la Révolution qui ont été publiés jusqu'à ce jour presque tous les partis ont trouvé des organes. Les serviteurs de la monarchie absolue, les dévouements de Coblenz comme les constitutionnels de 89, les proscrits de la Gironde comme les guerriers de la Vendée. Tous ont voulu prendre le public pour juge de leur carrière politique. Une seule opinion n'est pas parvenue à se faire jour, et cette opinion, contre laquelle les hommes de tous les partis se sont réunis, est le républicanisme ardent dont le monde étonné a déploré les excès et admiré les prodiges. Vaincu au 9 thermidor, il a vu tomber avec lui le principe actif de la révolution. Depuis lors, au milieu d'une réaction progressive, toutes les factions ont tour à tour régné, et les républicains sont seuls restés abattus.

De là vient que l'histoire, complice en dernier résultat des causes qui triomphent, n'a enregistré que leurs excès sans vouloir faire la part de leurs belles actions. La révolution a été répudiée même par les amis de la liberté. On veut bien encore profiter de ses bienfaits, mais en la flétrissant; on consent à conserver son héritage, mais en déversant sur elle honte et mépris. Si l'on excepte les patriotes de 89 et les Girondins de 92 de la proscription commune, c'est parce que, revenus au pouvoir, ils ont pris soin de séparer leur cause de la cause républicaine; on les excuse d'avoir aimé la liberté avec ardeur, parce qu'ils ont lutté contre le torrent révolutionnaire; mais on condamne définitivement ceux qui n'ont jamais désespéré de la révolution et de la France; ceux qui, en 93 même, ont voulu faire sortir un état libre et florissant du chaos de l'anarchie et du délire démagogique.

Jusqu'à ce jour les républicains de 93 n'ont point élevé la voix. Ceux qui ont survécu aux longues et pénibles persécutions dont on les a accablés ont senti le poids de la réprobation

universelle, et ils l'ont supporté en silence, dévorant dans la retraite ce qu'a d'amer l'ingratitude des contemporains, dans l'espoir d'être mieux connus de la postérité. Cette dernière satisfaction même était pour eux une consolation, mais non un but. Doués de cette énergie qui crée l'ambition de la gloire, ils s'appliquèrent toute entière au désir d'établir la liberté et l'égalité, et livrés exclusivement à cette noble chimère, ce sont eux qui osaient dire : Périclès notre mémoire s'il le faut, mais que la République soit florissante ! De tels hommes, après la défaite, devaient savoir en subir toutes les conséquences. Ce n'était pas d'eux qu'on devait attendre des mémoires justificatifs.

Aujourd'hui que les débris de toutes les factions révolutionnaires peuvent voir la postérité commencer pour eux, aujourd'hui que, vivant encore, ils sont déjà du domaine de l'histoire, un vieillard plus qu'octogénaire, un proscrit de trente années se présente aux regards de la jeune génération du 19^e siècle. Ce n'est pas sa justification personnelle qu'il livre à nos méditations, c'est l'explication de

l'ère dite de la terreur, telle qu'il l'a vue, telle qu'il l'a secondée. Comme aux jours de sa puissance il songe seulement à la cause qu'il a défendue; c'est pour la république française qu'il plaide, et non pour lui : ce vieillard, c'est Levasseur (de la Sarthe), membre de la convention nationale, proscrit au 12 germinal, et proscrit de nouveau à la seconde restauration. Son plaidoyer est le livre que nous soumettons au lecteur.

Par suite de la tendance générale que nous avons fait remarquer, tendance qui porte à écrire l'histoire dans l'intérêt des causes triomphantes, l'ère de 93 a été constamment sacrifiée. Cette époque gigantesque a été peinte de traits sanglants et erronés par les hommes de l'ancien régime, de la réaction et de la Gironde; Aujourd'hui, c'est un montagnard non converti, un montagnard qui pense avoir fait son devoir, et qui, dans des circonstances semblables, voudrait agir encore comme il a agi; c'est un des acteurs des mouvements délirants de la terreur, qui esquisse à son tour le tableau de cet âge de malheurs et de triomphes.

Son point de vue est différent de celui de tous ses devanciers. Il défend avec force ce que tant d'autres ont attaqué avec fureur : cependant il est impossible de suspecter sa bonne foi. C'est sur le bord de la tombe qu'il écrit ; et, nous le répétons, le besoin qu'il éprouve de repousser la calomnie ne lui est pas personnel. Ce sont les actes des républicains qu'il défend ; ce n'est pas sa propre carrière.

Sans nous prononcer entre Levasseur (de la Sarthe) et ses adversaires, nous devons dire qu'il y a quelque chose d'extraordinaire et de frappant dans cette espèce de testament politique d'un homme que la haine n'a point épargné, et qui songe moins à lui-même qu'à ce qui fut de tout temps pour lui la cause sacrée ! Nous devons dire que l'anarchie de 93, expliquée comme ce vieillard l'explique, présente une idée plus nette à la fois et moins déshonorante pour l'humanité que les autres tableaux qu'on a voulu en faire. Nous devons dire enfin qu'il démontre jusqu'à l'évidence que souvent l'erreur et le mensonge se sont glissés dans les histoires de la révolution écri-

tes depuis trente ans. Il donne la preuve non équivoque de la fausseté de vingt assertions passées en force de chose jugée; il donne surtout aux faits rapportés par tous les historiens des causes bien différentes et bien plus vraisemblables que celles que jusqu'ici on a prétendu leur assigner.

D'après les récits généralement admis, la France, à l'époque de la terreur, aurait été gouvernée par une poignée de scélérats sans frein et sans conscience. Leur but aurait été le pillage; leur mobile la cupidité. L'échafaud aurait été élevé pour tous les riches, parce que les proscripteurs étaient avides de richesses; pour tous les talents et toutes les vertus, parce que les proscripteurs étaient aussi ineptes que scélérats, aussi vils que féroces. La convention, dominée par ces hommes, serait devenue après la chute des Girondins une arène d'ignobles gladiateurs, et la France n'aurait été sauvée au 9 thermidor que parce que les brigands se seraient battus pour le partage des dépouilles de leurs victimes. Telle est l'histoire de la république vulgairement répandue.

Telle est celle qu'on veut inculquer au peuple. On la lui présente sous vingt formes différentes, sans dédaigner même le vaudeville et le mélodrame (1), singuliers auxiliaires de la haine des partis contre une opinion qui n'a régné quatorze mois que pour disparaître à jamais. Le tableau que trace Levasseur (de la Sarthe) des mêmes événements est bien différent, et, il faut le dire, bien plus rationnel et bien plus grand.

Dès 1789, un petit nombre d'hommes ardens et énergiques osaient rêver l'égalité absolue, chimère généreuse du peuple français quatre années plus tard. Leur parti, soutenu seulement par quelques voix isolées, grossit rapidement. Chaque faute de la cour lui attirait de nouveaux adeptes; les masses finirent par le comprendre, et, en 1792, il réunit les vœux de l'immense majorité des citoyens. Mais déjà avant le 10 août diverses factions se des-

(1) *Sept Heures*, mélodrame de la Porte-Saint-Martin, dans lequel la révolution a été travestie; *Avant, Pendant et Après*; *Latour d'Auvergne*, *Antoine*, et autres productions informes où l'on a prétendu peindre quatre-vingt-treize, sans même oser prononcer une seule fois le mot de *liberté*.

sinent avec leurs caractères distinctifs, et l'on peut pressentir qu'après la victoire il y aura division dans le camp républicain. D'une part, des hommes presque tous doués de talents extraordinaires (les Girondins) appellent avec regret l'insurrection au secours des théories nées de leurs études philosophiques. Ils ont toutes prêtes leurs utopies de bonheur et de liberté, et le désir de les faire régner à tout prix leur fait adopter des moyens peu en harmonie avec les habitudes de douceur et de repos qu'ils ont puisées dans la vie de cabinet. D'autre part, des hommes ardents, qu'a blessés l'inégalité sociale, et que l'aspect des misères du peuple a irrités jusqu'au délire (les Montagnards), veulent réédifier par sa base une société vieillie, dont les fondements croulent de toutes parts. Hommes d'action, ils ne s'arrêtent pas aux promesses menteuses des maximes philosophiques; ils veulent un bonheur positif, ils le veulent pour tous, et c'est dans l'énergie des masses qu'ils espèrent trouver leur principale force.

Après le 10 août, ces éléments différents

MEMORANDUM

TO : THE SECRETARY OF THE ARMY
FROM : THE CHIEF OF THE ARMY
SUBJECT: [Illegible]
[The following text is extremely faint and largely illegible due to poor scan quality. It appears to be a memorandum detailing military operations or administrative matters, with several paragraphs of text.]

C'est entre ces deux partis que, dès les premiers jours de la convention, le combat fut engagé. Quand les Girondins eurent succombé au 31 mai, on vit commencer ce que l'on a appelé depuis l'ère de la terreur. Ce fut un temps fertile en prodiges. En guerre à l'intérieur contre cent factions rivales, la république triomphait au-dehors de toutes les puissances de l'Europe coalisée. L'enthousiasme de la liberté faisait seul ces miracles ! Sans trésors, sans organisation militaire, sans généraux exercés, les masses républicaines se précipitaient sur l'étranger, leurs représentants à leur tête, poussant des cris de liberté, entonnant l'*Hymne marseillaise*, et ayant la certitude de la victoire, parce que, dans cette lutte étrange, un peuple libre combattait contre des millions d'esclaves. Du reste, les soldats, enfants de la patrie, ne connaissaient point leurs chefs et savaient à peine ce qu'était la discipline militaire. La force civile les dirigeait seule, et quand un général, au sortir d'un combat fameux, devenait suspect au pouvoir républicain, le décret lancé par un représentant du peuple, dont l'armée ignorait

jusqu'au nom, suffisait pour le faire arrêter par ses propres soldats; car ces soldats étaient avant tout des citoyens, des républicains français. Les mémoires de Levasseur donnent pour la première fois le récit de cet étrange pouvoir de l'ordre civil sur la force militaire. Long-temps en mission auprès des armées, il a usé lui-même de cette autorité, que le vœu du peuple rendait seul exécutoire. Mais il faut l'avouer : si les représentants dirigeaient les armées au nom de la convention, ils ne croyaient pas devoir rester simples spectateurs des combats auxquels leurs missions les forçaient d'assister. Ceints de l'écharpe nationale, le fer dans une main et les droits de l'homme dans l'autre, ils se jetaient dans la mêlée, excitaient par leur exemple l'enthousiasme du soldat; et, à défaut de connaissances militaires, apportaient au commandement des armées la plus grande de toutes les forces, le prestige d'un enthousiasme sans limite et d'une conviction sans bornes. C'est ainsi que Levasseur, à la bataille de Hondschoote, général improvisé, après avoir en vain transmis aux chefs

militaires les ordres de la convention, se met à la tête des troupes, et les rallie par sa mâle énergie et son audacieux courage.

Pendant ce temps, dans l'intérieur, la France était sans lois et sans chefs. La convention nationale et les comités dirigeaient à peine le mouvement de délire démagogique qui s'était emparé de tous les esprits. La force était dans les masses : cette force, à défaut de pouvoir organisé, la république en avait besoin. Les Montagnards le savaient, et ils laissaient croître l'anarchie, parce qu'avec elle augmentaient les chances de salut. Cependant à l'aide même de ce mouvement désordonné, les agents des ennemis de la liberté trouvaient moyen de nuire à la cause nationale. Ils s'étaient fait jour dans le sein de la commune de Paris, l'un des centres d'action de la puissance populaire. Là, loin d'arrêter l'incendie, auquel leurs faibles mains n'auraient pu opposer de digue, ils soufflaient le feu de la terreur, pour la jeter dans ce genre d'excès qui perdent à jamais la cause qui les autorise. Ils excitaient à l'immoralité un peuple dont la vertu républi-

tainne avait causé tous les triomphes. L'athéisme était proclamé, les vices encouragés, les ministres des autels foulés au pieds. Ces excès étaient propagés au nom de la liberté, idole du peuple. La Montagne ne put couper le mal à sa racine; elle laissa passer son premier élan sans y prendre part; et, démasquant ensuite ceux qui avaient allumé les torches de la discorde, elle les réduisit au néant. La commune vendue à l'étranger fut renversée et les principes de la vertu proclamés de nouveau : tel fut le dernier acte de cette Montagne et de ce comité de salut public, que l'on a représentés comme la réunion de toutes les perversités humaines.

Quand les ennemis extérieurs furent vaincus; quand les royalistes de l'intérieur eurent cessé d'exciter des troubles, les chefs montagnards songèrent à clore le gouffre anarchique. Clémence, constitution, telle était leur devise; mais ils durent en préparer dans l'ombre le règne avant de l'offrir publiquement à l'adoration des masses, car tout pas rétrograde était considéré comme une trahison, et

il fallait convaincre le peuple avant de lui imposer des lois. Mais les intentions des républicains furent devinées et causèrent leur perte. Comme dans toute grande conflagration, des éléments impurs s'étaient mêlés aux hommes sincères ; des énergumènes sans talent s'étaient faits les apôtres de l'opinion régnante, les agents d'exécution des actes sanglants de la terreur. On peut encore diviser cette classe d'hommes en deux branches. Les uns avaient pris une part directe au gouvernement, et avaient cherché à maintenir leur règne par la terreur, faute de pouvoir autrement satisfaire une basse ambition. Les autres, hommes de plaisir, avaient exercé sur les provinces leur sanglante rapacité. Ces êtres vils pressentirent la fin du gouvernement révolutionnaire, et comprirent que Robespierre et ses amis, austères dans leurs principes, ne voudraient jamais accorder un bill d'indemnité à leurs crimes et à leur immoralité. Une coalition se forma entre tous les membres gangrenés de la Montagne pour renverser les chefs organisateurs du mouvement républi-

cain. Mais cette coalition, trop faible encore, ne put conquérir la majorité qu'en se ralliant les débris du parti de la Gironde. Pour cela il lui fallut écrire sur ses drapeaux : *Plus de terreur!* Ainsi par une étrange bizarrerie, que les données écrites plus haut expliquent seules, Robespierre et les purs Montagnards furent renversés pour avoir voulu mettre un terme à la terreur; et le jour de leur chute fut la fin de ce régime qu'on tremblait de voir arrêter par leurs mains. Au reste, le mouvement qui terrassa les Montagnards porte les traces de son ignoble origine. On voit, en l'étudiant, une assemblée long-temps dominée par l'ascendant de quelques hommes énergiques, se refuser à les entendre, de peur de reprendre la chaîne qu'elle n'ose secouer qu'en tremblant; on voit une assemblée qui prétend être mue par la justice, envoyer à la mort un frère et un ami, dont le crime consiste à avoir dit : *Nous demandons à mourir avec notre frère, avec notre ami, parce que nous avons partagé ses vertus;* et d'atroces applaudissements accompagnent ces décrets atroces. Un Carrier

de Nantes veut envoyer à la mort, comme proscripteur, un jeune homme coupable d'avoir désapprouvé ses crimes, en les mettant sous les yeux de Robespierre. On demande contre David le décret d'accusation, en l'accusant d'avoir embrassé *le tyran* ; et, parmi les crimes qu'on met à la charge du vaincu, se trouve l'imputation étrange d'avoir *calomnié le divin Marat*.

Ici commente une nouvelle ère, dont les mémoires de Levasseur présentent pour la première fois le tableau. La Montagne décimée par de sanglants décrets, et abandonnée par l'ancien parti de Danton, ne se compose plus que d'un petit groupe de vieux républicains. Leurs ennemis, marchant à grands pas dans la voie de la réaction, portent chaque jour contre eux de nouvelles accusations. Une seule voie de salut leur est ouverte ; il leur faut se jeter dans le parti de la réaction ou subir ses coups. Les Montagnards opposent une héroïque constance à ces cruelles attaques. Ils défendent leurs principes avec plus d'intrépidité que jamais ; ils n'ont rien perdu de leur

conviction; rien de leur audace. Quand, de proscrits devenus proscriptionnaires, les soixante-treize reprennent leurs places dans le Marais, les *crétois* (nom ridicule donné alors aux Montagnards) persistent à appeler ennemis publics ceux qui vont devenir leurs juges. Les vengeances s'ourdissent, les menaces s'accroissent sans les ébranler : *On a frappé Robespierre, mais il faut encore détruire sa queue*, crient les réactionnaires. On amène contre quelques hommes désarmés une troupe de jeunes gens, chez qui l'on allume le feu des passions haineuses : on cherche à lancer les fils des victimes *contre les bourreaux de leurs pères*; et ce sont les Fréron, les Tallien, les Fouché, les Barras qui dirigent le mouvement : ce sont des hommes couverts de sang, qui appellent la proscription sur la tête des Rulh, des Goujon, des Bourbotte, des Levasseur, des Soubrani, des Duquesnoy, hommes énergiques, mais que n'a jamais souillés le crime.

Cette horrible tragédie eut pour dénouement les journées de prairial, et la mort héroï-

que de six des principaux Montagnards. Un mois plus tôt, quelques-uns de leurs collègues, à la suite de l'insurrection du 12 germinal, avaient été jetés dans les cachots. De ce nombre étaient Levasseur, coupable d'avoir persévéré à s'asseoir sur les bancs désertés par les thermidoriens, et Lecointre, ennemi de Robespierre, accusateur des membres des deux comités et de Robespierre!

Après avoir recouvré la liberté à la faveur de l'amnistie du 4 brumaire, Levasseur vécut dans la plus profonde retraite, pleurant sur la cause de la liberté abattue, sur ses fils qu'a poursuivis la haine de ses persécuteurs, et nourrissant dans son sein l'espoir de voir triompher plus tard et à jamais la cause de la raison. Il fut tiré de son asile par la loi d'amnistie de la chambre introuvable. Quel était le crime de ce vieillard? l'adhésion à un acte auquel deux millions de Français avaient adhéré par écrit, et presque toute la France par ses acclamations! Depuis lors il a traîné dans l'exil le reste de sa carrière infortunée. Aujourd'hui, prêt à descendre au tombeau, il met sous les yeux de

ses concitoyens sa carrière politique, sans déguisement, sans apologie, et attend sans crainte le jugement de la postérité. Nous avons parcouru successivement les divers sujets qu'il traite ; nous avons indiqué le point de vue où il a dû se placer. Que le lecteur étudie, et juge. Depuis trente ans, les accusateurs élèvent la voix ; les esprits de nos contemporains ont été saturés de leurs clameurs : on pourra enfin connaître la défense. Sans partager les opinions du vigoureux Montagnard qui montre à nu toute sa pensée, il est au moins une vérité qu'on ne saurait révoquer en doute, si porté que l'on soit à désapprouver les moyens dont les hommes de 93 se sont servis, c'est que leur but était le bien de la patrie, et leur unique passion l'enthousiasme de la liberté.

Pour nous, qui nous sommes chargés de la publication de ces mémoires, nous ne pouvions pas nous dissimuler que notre participation attirerait sur notre tête bien des haines et bien des calomnies. Oser défendre ce que tout le monde attaque ! c'est une sorte de courage que l'on regarde presque comme un crime. Aussi se

trouvera-t-il des hommes qui ne craindront pas de nous appeler démagogue, révolutionnaire ! mais ces expressions de parti perdent chaque jour de leur valeur, et il faut espérer que dans peu de temps elles seront tout-à-fait anéanties. Il y a si peu d'analogie entre le temps où nous vivons et l'époque gigantesque que notre auteur a essayé de tracer, les passions qui animaient nos devanciers sont si loin de nous, que ces déclamations furibondes ne sauraient nous atteindre.

La révolution n'est aujourd'hui pour nous qu'un souvenir historique; nous admirons son héroïsme; nous sommes attachés à ses bienfaits, mais ses crimes nous font horreur. Nés loin des passions qu'elle a enfantées, nous pouvons la juger avec une impartialité complète; nous pouvons nous enthousiasmer pour les vertus qu'elle a révélées et les grandes actions qu'elle a fait naître, sans qu'on doive nous accuser d'avoir un intérêt personnel à soutenir ou un esprit de faction à défendre.

Cependant un esprit de parti contraire ne craint pas de nous prodiguer, à nous jeunes gens,

les épithètes de révolutionnaires et de jacobins ; épithètes qui, appliquées à nous, ne signifient absolument rien. Veut-on dire par là que nous sommes attachés aux principes de la révolution ? Et pourquoi les répudierions-nous s'ils sont nobles et vrais ? Veut-on dire que nous savons rendre hommage à nos gloires républicaines ! et pourquoi les répudierions-nous si elles ont honoré la France et l'humanité ? Ce qu'il y a de bien certain c'est que par notre âge même nous sommes étrangers aux excès révolutionnaires , et qu'à eux ne peut pas être attribuée l'admiration que nous vouons à une époque célèbre.

Nous voyons dans le grand mouvement national de 89 la lutte de la raison contre les préjugés, de l'émancipation de l'homme contre la servitude : entre de pareils contendants notre choix ne saurait être douteux ; mais dans cette grande crise nous avons aussi à juger des hommes ; nous avons à examiner des faits de détail sur lesquels il est impossible que nous ayons un jugement fait d'avance. A qui persuadera-t-on que nous ne sachions pas nous attendre sur les victimes ? à qui persuadera-t-on

que nous ne sachions pas déplorer les excès? Certes il est douloureux pour la France, il est douloureux pour nous que la plus belle page de notre histoire soit en même temps une page sanglante; abjurerons-nous pour cela notre raison? condamnerons-nous en masse les hommes et les faits? les malheurs de cette époque nous rendront-ils indifférents à sa gloire? non sans doute; le sang qui a coulé dans une bataille n'a jamais empêché d'en apprécier les résultats heureux, les larmes qui ont été versées dans le cours de notre révolution ne doivent pas nous fermer les yeux sur le pas de géant qu'elle a fait faire à l'espèce humaine.

Voilà pour les faits : quant aux hommes, nous devons le dire; il y a eu des héros et des scélérats dans tous les partis; et pour nous, qui déjà sommes la postérité pour cet âge écoulé, il n'y a plus de parti, il ne reste plus que des individus que nous pouvons seulement juger par l'impulsion qui les dirigeait. Aristocrates, constitutionnels, jacobins, pouvaient nourrir les uns contre les autres d'injustes haines, car

ils étaient ennemis de position. Mais, quel rapport actif avons-nous avec eux pour les juger autrement que par leurs actes? On est toujours juste envers des cendres refroidies : quoique patriotes, nous savons donc admirer Cathelineau et Malesherbes aussi bien que Bailly et Camille Desmoulins ; nous ne détestons pas moins Carrier et Lebon que Pichegru et Charette, car notre jugement sur ces hommes, jugement historique ou philosophique, ne peut être ni politique ni passionné. Tout dévouement nous paraît beau, tout égoïsme est ignoble à nos yeux. Nous ne pouvons pas, au reste, savoir quelle eût été notre place au milieu de cette terrible conflagration. L'enthousiasme de la liberté eût pu nous pousser au sommet de la Montagne. L'horreur des sacrifices humains eût pu au contraire nous faire fuir une terre souillée de sang ; il y a des rôles qu'on aimerait avoir joués à toutes les places ; mais ce que nous savons bien c'est que nous n'eussions jamais fait partie de corps d'émigrés armés, pas plus que nous ne nous fussions unis aux farces viles et sanguinaires inventées par les Chaumette et les Hébert.

Le jour n'est pas loin où tous les Français jugeront l'ère révolutionnaire avec autant de sang-froid que nous. Le jour viendra où tous les postes de la société ne seront plus occupés par d'anciens acteurs de cette grande crise. Jusque là on accusera encore avec la turbulence de l'esprit de parti ceux qui étudient des faits qu'ils n'ont point vus avec le calme de l'impartialité, et disent froidement ce qu'ils croient être vrai. Personne que je sache ne se passionne aujourd'hui pour César ou pour Brutus. Comment peut-on croire que les enfants du dix-neuvième siècle jugent d'une manière passionnée les querelles de Vergniaud et de Robespierre? Certes nous pouvons mettre de la chaleur à défendre ce que la patrie a gagné dans ces luttes, car c'est notre patrimoine et notre avenir; mais les faits et les hommes ne sont pour nous que la lettre morte du passé.

Pourquoi ne dirions-nous pas que la Montagne, représentée si long-temps comme une caverne de brigands, a vu sur ses bancs plus d'un pur républicain, plus d'un homme à talents, plus d'un enthousiaste plein de probité?

On ne pensera pas sans doute que nous admirions dans ces hommes le sang qu'ils ont versé; cette supposition serait absurde. Pourquoi ne dirions-nous pas même que leur violence a sauvé la patrie? Nous n'avons plus heureusement à parcourir la même série d'événements, et jamais on n'aura besoin de recourir à d'aussi terribles moyens. Aujourd'hui la France est organisée sur des bases libérales; ceux qui l'attaquent sont trop faibles pour exciter en elle des haines profondes et de terribles ressentiments; nos aînés combattaient pour acquérir, nous n'avons plus qu'à conserver; ils furent obligés d'attaquer les préjugés par le fer et par le feu; il nous suffit d'attendre les gothiques partisans de l'ancien régime derrière le rempart de mœurs nouvelles et d'une organisation sociale plus forte qu'eux.

Enfants de la révolution, nous aimons la liberté dont les hymnes magiques se faisaient entendre autour de notre berceau. Mais, mûris de bonne heure par la fatale expérience de nos pères, nous ne sommes pas appelés à passer par les sanglantes épreuves à travers lesquelles

ils l'ont conquise. Pour jouir de cette liberté nous n'avons pas les mêmes résistances à vaincre, les mêmes obstacles à franchir. En regardant autour de nous à peine voyons-nous chez les vieillards de l'ancien régime quelques débilés soutiens du passé. Le siècle marche vers un affranchissement certain, et les liens dont on le garrotte sont vermoulus. Les efforts qu'il nous reste à faire pour les briser sont trop faibles pour avoir besoin d'une crise violente et d'une fièvre d'anarchie. Plus tôt ou plus tard la liberté nous est assurée, et nous savons attendre.

Qu'on renonce donc à nous traiter de révolutionnaire et d'anarchiste ! Nous craignons l'anarchie et nous n'avons pas besoin de révolution. Cette fièvre d'enthousiasme qui a transporté nos pères ne se reproduit pas deux fois en un siècle ; elle ne conviendrait pas à notre génération calme et réfléchie qui se voit près du port, et qui ne voudrait pas tenter de se briser sur des écueils en affrontant de nouveaux orages. La révolution, il est vrai, est pour nous un glorieux souvenir ; loin de nous

la pensée de désavouer les généreux efforts de ceux qui nous ont fait naître à la liberté ! Mais c'est un souvenir historique où nous n'irons pas chercher nos exemples. Elle a trop bien détruit l'ancien ordre social pour qu'il nous reste à soutenir une lutte du même genre. On a pu en 1788 haïr la noblesse ; en 1829 à peine ce qu'on appelle la noblesse a encore assez d'existence pour attirer nos regards.

Il en est de même de tous les vieux préjugés, de toutes les anciennes supériorités sociales. L'égalité a déjà chez nous force de chose jugée ; toute liberté est en même temps passée dans nos mœurs, et si un Catilina nobiliaire tentait de reconstituer l'ancien régime, il ne retrouverait pas de matériaux pour commencer son ouvrage, ni d'ouvriers pour le seconder. Tout ce qu'il fallait détruire a été si bien détruit qu'il n'en reste plus de vestiges. Il n'y a plus maintenant qu'à reconstituer : noble tâche que nous remplirons un jour en dépit des hommes qui regardent sans cesse en arrière pour nous entraîner dans de nouveaux combats.

Que nos lecteurs nous pardonnent cette di-

gression ; elle nous a paru nécessaire pour répondre d'avance aux attaques que nous présentons ; elle ne les arrêtera pas sans doute, car les ennemis de la liberté n'ont jamais connu la bonne foi, mais il nous était nécessaire de prouver qu'on peut admirer l'héroïsme de notre révolution sans rêver de révolutions nouvelles, et qu'il suffit même de bien connaître les bienfaits de cette grande crise pour être certain que son délire ne se reproduira jamais.

Achille ROCHE, éditeur.

NOTICE HISTORIQUE

SUR RENÉ LEVASSEUR

(DE LA SARTHE),

DÉPUTÉ A LA CONVENTION NATIONALE.

C'EST un spectacle digne de remarque que celui d'un homme qui, après avoir pris une grande part aux affaires publiques, après avoir compté parmi les gouvernants, dans un moment où tant d'existences ont été bouleversées, où tant de fortunes se sont élevées, où l'égoïsme pouvait tirer un si grand profit d'une commotion sans exemple dans l'histoire du monde, c'est un spectacle digne de remarque, disons-nous, que celui d'un des chefs de la république française sorti pauvre de cette grande crise, et exerçant long-temps dans la retraite, et plus tard dans l'exil, la profession modeste qui le faisait vivre en 1788. Un tel fait en dit plus qu'un volume d'apologie. L'amour seul de son pays a pu guider les pas de celui qui a constamment dédaigné son propre intérêt, et quels que soient d'ailleurs les écarts dans lesquels les passions politiques ont pu le jeter, on ne peut se défendre pour lui de l'estime que le désintéressement fait naître et de l'admiration qu'inspire un patriotique dévouement.

Cette abnégation de sa personne, ce stoïcisme républicain, distinguent plus d'un homme ignoré, cachant dans la retraite les derniers jours d'une vie consacrée à la nation, et livrée, comme un cadavre délaissé, au scalpel des sophistes politiques et aux calomnies des ennemis de la liberté. Combien de ces vieux républicains gémissent en secret de voir leur nom diffamé par cela même qu'ils ont cru à la vertu ! combien doit être triste pour eux, après la perte de leurs décevantes illusions, après la perte de la gloire, seule récompense terrestre qu'ils ont pu ambitionner, la conviction acquise qu'ils sont méconnus et maudits d'une génération à laquelle ils ont voulu donner l'égalité et le bonheur, et à laquelle au moins ils ont préparé les garanties de la Charte au lieu de l'arbitraire de l'ancien régime ! Mais ces douloureux résultats de leurs généreux efforts, cet abandon, cette ingratitude même, ils l'avaient prévue comme une chance possible. Amants passionnés de la gloire, comme toutes les âmes ardentes, ils portaient à un plus haut degré la passion du patriotisme et de la liberté ; ils étaient résolus à lui sacrifier jusqu'à cette gloire dont le pressentiment faisait battre leurs nobles cœurs. Périssent nos noms, disaient-ils, mais que la France soit heureuse ! Cette héroïque résignation devant laquelle pâlisser les sacrifices des vieux Romains était commune chez les hommes de la république : elle présida à toute la carrière du conventionnel dont nous publions aujourd'hui les mémoires.

René Levasseur, né au Mans, exerçait avant la révolution la profession de chirurgien-accoucheur dans sa ville natale. Sans fortune personnelle, il trouvait

dans les travaux de son art, qu'il exerçait avec habileté et succès, des ressources suffisantes pour subvenir aux besoins de sa femme et de trois enfants en bas âge. Doué d'une âme ardente et d'une imagination vive, il pressentait la grande révolution qui ne tarda pas à embraser la France, et l'appelait de tous ses vœux. Simple dans ses mœurs, laborieux, solitaire, il nourrissait dans l'étude et dans la retraite la passion de la liberté qui seule faisait bouillonner son sang. Les grandes scènes politiques des républiques de l'antiquité partageaient presque entièrement, avec les soins domestiques, les loisirs de sa vie active. La philosophie avait aussi part à ses études, et s'il adoptait avec exaltation les doctrines desséchées de son siècle, c'était parce qu'il croyait y trouver la vérité; car son enthousiasme même prouvait assez qu'il était au-dessus des systèmes qu'il regardait comme le suprême bien.

Long-temps avant la révolution Levasseur s'était montré dévoué aux doctrines libérales; long-temps avant la révolution il avait fait des sacrifices personnels à ses convictions. Nous citerons un exemple qui, quoique puisé dans la vie privée, peint trop bien son caractère pour que nous puissions nous dispenser de le rapporter.

René Levasseur avait pour oncle maternel un riche planteur de Saint-Domingue, M. David de La Brosse, possesseur de plusieurs centaines de nègres. Ce colon avait promis de se charger de l'avenir de son neveu; et, comme il n'avait point d'enfants, cette promesse semblait ouvrir devant notre jeune chirurgien une brillante carrière de fortune; mais ses affections le

fixèrent au Mans, en dépit des instances de son oncle pour l'appeler auprès de lui. Cette négligence n'enleva rien à M. David de la tendresse qu'il portait à Levasseur ; aussi, ayant eu l'occasion de voyager en France, dix ans avant la révolution, il vint loger, au Mans, chez le jeune chirurgien. Au milieu des épanchements d'une amitié réciproque, et du respectueux empressement de Levasseur pour son oncle, une cause de dissentiment ne tarda pas à s'élever entre eux : M. David possédait cinq cents nègres, et Levasseur était ennemi déclaré de la traite des noirs ; sur tous les autres points le jeune homme se plaisait à céder à son oncle ; mais là il s'agissait d'un principe, d'un principe sacré à ses yeux, et rien ne pouvait lui en faire abandonner la défense.

Un jour surtout, pendant un banquet auquel assistaient M. Leclerc et MM. Duhail et Desportes du Tertre, qui existent encore, une discussion animée s'éleva sur l'esclavage des malheureux nègres. M. David défendit avec chaleur un usage atroce, mais sur lequel reposait toute sa fortune. Levasseur le combattit avec énergie. Il s'éleva entre eux un dialogue que, malgré les années écoulées depuis lors, les récits du vieux proscrit nous permettent de reproduire.

Le Colon. — Vos déclamations ne prouvent rien contre les faits. Il est certain que les colonies péri-raient sans la traite des nègres.

Levasseur. — Eh ! mon oncle, est-ce une raison pour réduire des hommes au plus dur esclavage, pour les soumettre au traitement des brutes ! Jamais je ne pourrai admettre des richesses matérielles comme

compensation de la violation des droits les plus sacrés de l'humanité ! Jamais je ne pourrai évaluer par livres, sous et deniers, les sueurs et les coups de chabouque de malheureux esclaves !...

Le Colon. — Monsieur le raisonneur, tout cela est sans doute fort beau, mais le malheur est qu'il n'y a pas dans toutes vos déclamations une ombre de vérité. Les nègres mourraient de faim dans leur pays et nous leur donnons du pain ; la traite leur est aussi avantageuse qu'à nous.

Levasseur. — Pardon, mon cher oncle, mais je ne puis comprendre un tel raisonnement. Certes, si le mendiant qui nous effraie de ses misères, fait prisonnier par un corsaire algérien, était jeté par lui dans les fers, vous ne vanteriez pas son bonheur ; si ce pauvre esclave secouait ses chaînes et réduisait en cendre sa prison, s'il reprenait sa liberté en donnant la mort à ses tyrans, vous l'admireriez comme un héros !...

Le Colon. — Est-ce à dire que vous appelez l'assassinat sur nos têtes ?

Levasseur. — Je désire justice pour tous. Je souhaite que vous affranchissiez les hommes que vous appelez vos esclaves. Quant à moi, si j'étais possesseur d'une habitation, je voudrais faire un acte généreux, en rendant à des hommes, à mes frères, le plus grand des biens, le bien sans lequel on ne peut jouir d'aucun autre... la liberté !...

Le Colon. — Mais remarquez donc que, si tout le monde suivait votre exemple, la propriété des colonies perdrait toute sa valeur.

Levasseur. — Périssent toutes les richesses matérielles plutôt qu'un principe philanthropique !

Et avec une chaleur que légitimait la discussion à laquelle il venait de se livrer, le jeune chirurgien débite de mémoire ce passage de Raynal :

« Cette soif insatiable de l'or a donné naissance au plus infâme, au plus atroce de tous les trafics, à celui des esclaves. On parle de crime contre nature, j'ai nommé le plus exécrationnel, et la plupart des nations de l'Europe s'en sont souillées ! Ainsi un vil intérêt a étouffé dans tous les cœurs le sentiment de ce que l'homme doit à son semblable. — Mais, sans ces bras, des contrées dont l'acquisition a coûté si cher resteraient incultes. — Eh ! laissez-les en friche, s'il faut que, pour les mettre en valeur, l'homme soit réduit à la condition de la brute, dans celui qui achète, dans celui qui vend, et dans celui qui est vendu ! » Édit. in-8°, tom. 4, pag. 107.

On pense bien que cette vigoureuse sortie indisposa outre mesure M. David. Il quitta peu de jours après le logement qu'il avait pris chez son neveu et la ville du Mans. Il conserva dans la suite un vif ressentiment contre Levasseur, et au moment de sa mort, il partagea sa fortune, qui se montait à 700,000 livres, entre ses autres héritiers, laissant seulement à notre jeune républicain 15,000 livres pour *prix de mémoire* et en *récompense de sa philanthropie*. Cette cruelle raillerie fut reçue avec calme de Levasseur. Il avait toujours dû hériter de la fortune de M. David, à charge de faire de modiques pensions à ses cohéritiers. Ses espérances furent donc tout d'un coup renversées. Mais

il s'applaudit d'avoir professé hautement les vrais principes au prix même de tout son avenir, et trouva, dans la satisfaction que procure l'accomplissement d'un généreux sacrifice, un ample dédommagement de la fortune qu'il avait perdue. Nous verrons dans ses Mémoires que la liberté des noirs a été votée sur sa proposition dans la convention nationale, et nous aimerons à nous rappeler que sa motion de 1793 n'était pas fondée sur des convictions de circonstance, mais sur des principes qui, avant la révolution même, étaient à ses yeux chose sacrée.

Lorsque le grand mouvement national de 1789 éclata, Levasseur fut au comble de la joie; il voyait dans cette glorieuse crise la régénération de sa patrie et le triomphe de ses principes chéris : aussi mérita-t-il au milieu de ses concitoyens la réputation de zélé patriote. A la formation des municipalités il reçut une première marque de leur confiance par sa promotion aux fonctions d'officier municipal. L'année suivante, ayant quitté sa place par la voie du sort, il fut réélu à la presque unanimité. Il accepta avec reconnaissance un emploi gratuit et obscur, dans lequel on ne pouvait obtenir d'autre récompense que le plaisir de faire le bien; et il consacra la plus grande partie de son temps à la chose publique, quoiqu'il n'eût aucun autre moyen d'existence que sa profession, et qu'il fût déjà chargé d'une nombreuse famille.

Les fonctions d'officier municipal n'étaient pas alors comme aujourd'hui un titre honorifique sans peines et sans dangers. Quelque modéré que l'on fût, on aurait en vain essayé d'échapper à la haine des aristo-

crates ; quelque patriote que l'on fût, on aurait en vain essayé d'être au niveau de tous les ultra-patriotes. Des deux côtés il y avait des aversions et des injustices à subir, des deux côtés il y avait des dangers à affronter. Levasseur surtout fut, par la nature de l'emploi spécial dont il se chargea, en butte à plus d'un inique ressentiment. Il dirigea pendant ses deux années d'exercice des charges municipales la police de la ville du Mans. Le désir de maintenir l'ordre et de servir en même temps la cause de la liberté le compromit souvent, soit avec les ennemis de la révolution, soit avec ses plus ardents amis. Nous en citerons quelques exemples.

La ville du Mans eut, dès 1790, à souffrir plus d'une fois de la disette, et l'on sait ce que devient une population nombreuse lorsque les subsistances commencent à manquer. Des mutineries se renouvelèrent à chaque marché, et l'esprit de révolte finit par se manifester entièrement. Les propriétaires furent ouvertement attaqués. Les classes pauvres voulurent faire la loi en empêchant la sortie des grains apportés au marché et en taxant arbitrairement les céréales. Les propriétaires opposèrent une grande résistance à cette espèce de spoliation déguisée. Levasseur se hâta de leur prêter son appui, car il était, avant tout, ami de la justice ; sa popularité, son patriotisme, les insignes de la magistrature nationale qu'il remplissait, ne parvinrent pas à calmer l'effervescence de la populace. « C'est un traître, criait-on de toutes parts, c'est un traître, c'est un aristocrate ! A la lanterne le traître ! à la lanterne le municipal ! » Et un ouvrier d'une

haute stature , qu'une figure aussi dure que repoussante rendait encore plus effroyable , agitait dans ses mains la corde destinée à donner la mort au fonctionnaire que ses concitoyens avaient deux fois , depuis quelques mois , honoré d'unanimes suffrages.

Dans une semblable crise la moindre faiblesse ou la moindre imprudence pouvait perdre notre jeune municipal. Il pouvait se briser également contre deux écueils contraires. Son sang-froid et sa fermeté le sauvèrent. Sans paraître s'apercevoir des menaces dont il était l'objet , Levasseur monta sur un monceau de pierres et se mit à haranguer la multitude. Il fit sentir les funestes suites de la taxe des grains , défendit énergiquement la liberté du commerce , et démontra aux amis de la liberté qu'ils devaient , pour assurer leurs droits , savoir respecter ceux des autres. On applaudit , et les menaces cessèrent. La foule se retira en chantant les louanges de celui qu'un instant avant elle voulait sacrifier à ses vengeances.

Une autre fois , l'assemblée primaire ayant voté la vente des cloches de la ville du Mans , une espèce de sédition se manifesta : « Nous voulons garder nos cloches ! » criaient les insurgés ; et les officiers municipaux , qui se rendaient à leurs sections , furent insultés et frappés. Levasseur essaya encore de faire revenir la multitude à la raison par une harangue. « Le produit de la vente des cloches , s'écria-t-il , sera employé à des travaux publics qui feront vivre les pauvres ouvriers. Cette mesure vous est donc favorable , vous ne pouvez pas vivre de son..... »

« — L'entendez-vous ? s'écria avec perfidie l'un des

meneurs de la populace ; il veut nous faire vivre de son comme des bestiaux !... »

Et ce misérable jeu de mots provoqua le redoutable cri *à la lanterne !* Poussé, pressé par la foule, Levasseur est conduit contre un mur où la corde fatale est déjà attachée ; dans ce mouvement un furieux lui brise sur le pied la boucle de son soulier. Il n'y avait aucun moyen d'échapper. Notre officier municipal essaya de faire bonne mine à mauvais jeu, et gardant un front serein, feignit de prendre pour une plaisanterie les menaces dont il était l'objet ; il se mit à chanter à haute voix un couplet grivois sur la nécessité des cloches. Ce couplet fit rire la multitude, et l'on commença à parlementer. Les gens sages eurent le temps de secourir le courageux patient, qui en fut encore une fois quitte pour la peur.

Vers le milieu de 1790, il s'établit au Mans deux sociétés populaires affiliées aux clubs de la capitale ; Levasseur fit partie de toutes les deux : c'était un moyen de popularité ; mais, comme nous l'avons vu, la popularité avait alors ses dangers. Tel acte que l'on n'eût pas remarqué venant d'un aristocrate, était signalé comme une trahison chez un patriote, et le mettait aussitôt en péril de la vie. C'est ainsi que Levasseur vit mettre sa tête à prix pour avoir blâmé les mauvais traitements exercés par la populace contre un régiment de dragons qui tenait garnison au Mans. On ne pouvait cependant pas le supposer ami des aristocrates en général, et encore moins des chefs du régiment dont il s'agit, puisqu'il avait eu un duel avec deux de ses principaux officiers, pour avoir, malgré

leur opposition, fait jouer l'air *ça ira* sur le théâtre de la ville : mais l'esprit de parti est aveugle ; aussi l'homme qui s'était le plus énergiquement opposé au joug militaire, fut-il accusé de l'avoir soutenu, et on le condamna sans avoir voulu l'entendre. Dix-huit francs avaient été offerts à celui qui promènerait sa tête au bout d'une pique. On avait proposé en même temps à la société de l'exclure de son sein. Ses amis l'avertirent du danger qu'il courait, et l'engagèrent à se cacher pendant quelques jours, lui promettant de le défendre dans le sein de la société. « Comment, répondit-il, ils n'offrent que dix-huit francs de ma tête ! c'est trop peu. Je vais la leur porter cette tête qu'ils demandent, et ils n'oseront pas y toucher. »

Il se rendit en effet dans le sein de la société ; un murmure d'étonnement se fit entendre ; alors s'élançant à la tribune, il s'écria : « Ma vie est, dit-on, menacée, mais mon cœur ne connaît pas le sentiment de la crainte ; faites de moi ce que vous voudrez ! Cependant, que me reprochez-vous ? les services que je vous ai rendus peut-être ?... J'ai blâmé votre conduite envers les troupes de la garnison ; je le devais. Les officiers sont presque tous, je l'avoue, d'odieux aristocrates ; mais ce n'est pas une raison pour indisposer les soldats, et les tourner contre la révolution, qu'ils auraient peut-être servie. Votre conduite tend à faire des ennemis à la liberté. Vos excès perdront notre cause, la cause sacrée de la patrie !... » Ce discours, écouté en silence, ne fut suivi d'aucun murmure. Les amis de Levasseur s'empressèrent de le défendre, et sa cause fut gagnée. S'il fût resté chez lui, il était perdu : son audace le sauva.

En 1791, un grand nombre de prêtres réfractaires étaient détenus dans les prisons du Mans; le conseil municipal décida qu'ils seraient conduits à Nantes; mais la haine du peuple contre ces infortunés faisait craindre qu'ils ne fussent massacrés en chemin. Levasseur se chargea de les conduire jusqu'à la Flèche. On lui donna pour escorte quelques gardes nationaux au milieu desquels se trouvait un nommé Delion, homme sanguinaire, du nombre de ceux qui ont souillé la révolution par des excès de tout genre. Ce Delion avait quelque influence sur ses camarades; il passait d'ailleurs pour un homme déterminé et pour un ardent patriote. Levasseur l'observait avec inquiétude, se promettant bien de s'opposer aux sinistres projets qu'il nourrissait probablement contre les prisonniers. Quand le convoi fut arrivé près de Pontlieu, dans un endroit où la route est bordée des deux côtés par un bois de sapins, Delion s'arrêta tout à coup, et s'écria, en proférant un juron horrible : « Camarades, il n'est pas nécessaire d'aller plus loin ! c'est ici qu'il faut nous défaire de ces calotins. — Camarades, répondit Levasseur avec feu, vous êtes de bons citoyens et non des assassins; je me fie à vous. Vous n'écoutez pas les infâmes provocations de ce misérable ! Au reste, s'il était possible que je me trompasse sur votre compte, disposez-vous à m'assassiner le premier. J'ai promis de conduire ces prisonniers à la Flèche, je tiendrai parole au péril de ma vie. » Ce peu de mots, prononcés avec véhémence, et surtout la fermeté bien connue de l'orateur, en imposèrent aux hommes de l'escorte. Les prêtres réfractaires furent

conduits à la Flèche sans avoir d'autres périls à courir.

Dans sa courte carrière municipale, Levasseur a constamment déployé la même énergie et conservé la même modération. Ses concitoyens doivent se rappeler avec quelque reconnaissance les soins qu'il prit pour veiller à leur sûreté et à leur liberté. Nous citerons encore un de ses actes qui, quoique purement local, montre ce que valait un homme qu'on a peint depuis comme un Vandale et un féroce révolutionnaire.

Au commencement de la révolution, les agitations de la place publique interrompirent la plupart des travaux particuliers, et une grande quantité d'ouvriers restèrent sans ouvrage. Il en résulta pour la classe des artisans un malaise extraordinaire qui se fit ressentir dans toute la France. La ville du Mans ne fut pas la dernière à souffrir de cet état général de gêne. Des ouvriers sans ouvrage parcouraient la ville par bandes nombreuses, et mendiaient ouvertement, quelquefois même en employant la menace. Tout le monde sentait le mal et désirait le voir cesser, mais personne ne songeait à y porter remède, parce qu'une telle entreprise paraissait impossible. Levasseur seul trouva un moyen de cicatriser cette hideuse plaie, et quoique son plan présentât de grandes difficultés, il mit un si grand zèle à remplir sa noble tâche, qu'il parvint à la voir récompensée par le plus heureux succès. Il y avait non loin de la ville, dans un lieu nommé le Greffier, situé sur les bords de la Sarthe, à peu de distance de l'hôpital civil, une côte assez étendue et tout-à-fait inculte. Il conçut le projet de la transformer en une

promenade publique, projet dans lequel il voyait le double avantage de procurer pour long-temps de l'ouvrage aux malheureux ouvriers, et de concourir à l'embellissement de sa ville natale. Il confia son projet à M. Bruyère, ingénieur des ponts et chaussées, qui s'y associa avec ardeur, et traça le plan de la promenade, esplanade magnifique, descendant en amphithéâtre jusqu'à la rivière, et que les Manceaux admirent encore aujourd'hui. Levasseur soumit ensuite son idée et le plan de M. Bruyère au conseil municipal. Au premier mot de son discours on lui cria de toutes parts : « Nous manquons d'argent ! le trésor de la ville est à sec. — Je le sais, répondit-il, aussi n'ai-je point l'intention de vous en demander. Ce que je vous prie de m'accorder, c'est votre assentiment pour mon plan, et l'autorisation de le mettre à exécution avec les dons volontaires que je pourrai recueillir... » On pense bien que la proposition fut accueillie : aussitôt Levasseur redoubla d'activité ; il fit des quêtes chez tous les particuliers, et eut le bonheur d'amener à bien son généreux projet. Presque tous les habitants du Mans se montrèrent jaloux de faire réussir une entreprise avantageuse sous tant de rapports. Cependant que ne peut pas l'esprit de parti ! Les aristocrates répudièrent un plan non moins utile pour eux que pour les autres citoyens. Ainsi M. de Gonsans, évêque du Mans, refusa d'abord de participer à cette œuvre philanthropique, en disant : « Il ne faut pas craindre le peuple ! — Non, monseigneur ; mais la charité ordonne de donner du pain à ceux qui n'en ont pas. Et puis, remarquez bien, monseigneur, qu'ils sont grands, forts,

et qu'ils ont de *grands bras* ! » L'évêque, sans répliquer, tira *un écu de six livres* de sa poche, et le déposa dans la bourse de la souscription. Cette mesquine libéralité de la part d'un prélat opulent était une sorte de protestation. Heureusement les autres habitants du Mans n'envisagèrent pas la souscription du même œil, et les travaux commencés furent achevés en peu de mois. Ainsi la ville du Mans doit à Levasseur un de ses plus beaux ornements, qui, sans grever les contribuables, a contribué par sa construction à donner du pain aux classes pauvres.

Aimé et estimé des patriotes, détesté des aristocrates, qu'il avait cependant protégés autant que ses principes pouvaient le lui permettre, Levasseur devait être regardé comme un utile défenseur de la liberté : aussi ne tarda-t-il pas à recevoir la plus haute marque de confiance que pussent lui décerner ses concitoyens.

Après cette seconde révolution que l'émigration et les nations rivales suscitèrent, après l'ébranlement du trône le plus antique de l'Europe, en septembre 1792 enfin, il fut envoyé à la convention nationale par l'assemblée électorale de son département réunie à Saint-Calais. Simple et vrai dans ses convictions, il ne chercha pas dans sa mission un moyen de faire briller ses talents ou de se procurer des avantages personnels : il ne songea qu'au salut du peuple. En arrivant à Paris, après un premier coup d'œil sur l'état des partis qui se partageaient la nouvelle assemblée, il se détermina à siéger sur *la Montagne*. Une lutte terrible avait commencé au 10 août ; devenu acteur dans cette lutte, par l'élection de ses concitoyens, il ne crut pas qu'on pût

la terminer avec des phrases et des déclarations de principes. C'était du fer qu'il fallait opposer aux ennemis du dehors et aux factieux de l'intérieur. Cette conviction lui parut le nœud qui unissait les diverses fractions de la Montagne, tandis que les brillants orateurs de la Gironde, ayant épuisé toute leur énergie au 10 août, proclamaient que pour sauver la patrie il n'y avait plus qu'à adopter la constitution rédigée par leurs soins. Nous ne suivrons pas le député de la Sarthe dans sa carrière législative ; ses mémoires la feront connaître à nos lecteurs dans ses moindres détails. Long-temps en mission auprès des armées, il prouva que son énergie ne se bornait pas aux spéculations de cabinet, et qu'il savait manier le sabre comme la plume. Plusieurs de nos généraux les plus illustres lui ont dû leur avancement, et peut-être sans lui le brave Jourdan n'aurait-il pas acquis la glorieuse réputation qui recommande son nom à la postérité. Dans plus d'une occasion, et surtout à la bataille de Hondscoote, où il eut un cheval tué sous lui, il paya de sa personne et s'associa par son courage aux succès de nos drapeaux. Représentant du peuple, il vota constamment pendant le cours de la session avec les plus ardens républicains ; mais son enthousiasme révolutionnaire ne s'arrêta pas comme celui de tant d'autres à la première menace d'une réaction. Montagnard obscur avant le 9 thermidor, il redoubla de courage après cette journée célèbre ; alors il aborda souvent la tribune pour défendre les patriotes menacés ; alors il lutta chaque jour contre la nouvelle majorité conventionnelle, et devint l'un des chefs les plus audacieux des

débris du parti gigantesque qui avait pendant quatorze mois étonné le monde par sa sombre énergie. Proscrit à son tour pour avoir défendu d'autres proscrits, il passa dans la captivité les derniers jours de nos orages, et ne recouvra la liberté que pour reprendre dans la retraite l'exercice de sa profession obscure, et pleurer en silence sur la perte de nos libertés.

En 1815, Levasseur, presque septuagénaire, fut compris sur la liste d'exil dressée par son ex-collègue Fouché de Nantes, pour s'être associé par la signature de l'acte additionnel au gouvernement de Buonaparte. Enlevé par le général Tillman, il fut conduit à Cologne, où on le retint quelque temps prisonnier. Il se retira plus tard à Bruxelles, où il continue d'exercer l'art de la médecine, première occupation de ses jeunes années.

Nous ne terminerons pas cette notice sans rappeler que Levasseur, dans le cours de sa carrière révolutionnaire, n'a pas augmenté son modeste patrimoine. Une trentaine de mille francs, provenant d'héritages, composaient tout son avoir : cette faible somme a décru dans ses mains quand les missions dont il était chargé lui donnaient tant de moyens de fortune. Nous verrons dans ses Mémoires, par les comptes qu'il rendit à la convention, combien la frugalité et le désintéressement républicain étaient dans ses mœurs. Si quelques hommes jeunes et enthousiastes lisent ces pages, ils pourront trouver étranges des éloges donnés à la probité d'un législateur. Nous sentons, comme eux, qu'une vertu si simple ne devrait pas être un sujet de louanges ; mais dans un temps d'égoïsme comme le

nôtre, où les convictions de tous les partis peuvent à peu de choses près s'évaluer en francs et centimes, c'est déjà élever un homme au-dessus de la masse que de lui reconnaître une austère probité.

MÉMOIRES

DE RENÉ LEVASSEUR,

ANCIEN MEMBRE

DE LA CONVENTION NATIONALE.

CHAPITRE PREMIER.

But de cet ouvrage. — Ce qu'était l'ancien régime. — Premiers mouvements révolutionnaires. — Enthousiasme général. — Voyage à Paris. — Fédération. — Coup d'œil rapide sur les événements de 1789, 1790, 1791 et 1792. — 10 août. — 2 septembre. — Élection des membres de la convention. — Situation de la France lors de la réunion de cette assemblée.

DEPUIS trente-quatre ans ma carrière politique est terminée, et depuis trente-quatre ans mes ennemis ont défiguré les trois années que j'ai passées sur la scène publique, et en ont fait contre moi une source féconde de calomnies. Malheureux débris d'un parti vaincu, je n'ai point abandonné les principes que je professais lorsqu'il était triomphant; et mes accusateurs, dédaignant de coordonner entre elles leurs imputations, m'ont

reproché jusqu'à ma constance. Si j'ai commis quelques fautes, elles ont été bien cruellement rappelées, et l'on n'a pas jugé nécessaire de me tenir compte de ce que j'ai fait de bien. La passion a en même temps aggravé mes erreurs et essayé de flétrir jusqu'à mes intentions généreuses. Les uns m'ont peint comme un agent obscur du despotisme de Robespierre; d'autres, comme un fanfaron de courage; d'autres, comme un fanatique énergumène, possédé de la sombre manie du terrorisme. Depuis trente-quatre ans j'ai supporté toutes les calomnies sans me plaindre, attendant, au sein de la retraite, le moment de faire entendre la vérité. Vieux et proscrit, j'ai déjà un pied dans la tombe. L'heure est enfin venue d'élever la voix. Aussi bien quelques mois de plus, et peut-être ne pourrais-je plus parler. Aujourd'hui une jeune génération, qui n'a point vu nos jours d'orages, a succédé à mes contemporains. Pour eux, nous autres, survivants affaiblis d'une ère que je ne crains pas d'appeler glorieuse, nous sommes en quelque sorte des personnages historiques auxquels aucune passion vivante ne se rapporte plus. Nous avons vu la postérité de notre vivant, et nous pouvons enfin être jugés par des hommes impartiaux, vierges d'esprit de parti, et qui nous apprécieront d'après les faits, avec l'équité consciencieuse que les contemporains, acteurs comme nous dans le grand drame de la révolution, nous ont refusée.

C'est donc à vous, mes jeunes concitoyens, que j'adresse mes Mémoires. Vous aussi, vous savez chérir la liberté qui fut la passion unique de toute ma vie, et j'ose dire, avec orgueil, que mes travaux, et ceux de mes amis, ont contribué à vous former pour son noble culte. Si l'égalité règne parmi vous, si l'arbitraire et les vexations de tout genre, qui formaient le honteux cortège de l'ancien régime, ont presque entièrement disparu, c'est à nous que vous le devez. Si dans mes écrits vous trouvez quelques sentiments qui sympathisent avec les vôtres, si vous y rencontrez une audace qui vous étonne, un patriotisme qui excite votre enthousiasme, vos pères, vos oncles, m'ont vu professer ces sentiments à la tribune nationale, et faire preuve de cette audace et de ce patriotisme dont je ressens encore les élans sous le poids des glaces de l'âge, dans les luttes du Forum, et sur les champs de bataille. Alors trente millions de voix répétaient avec nous le cri de liberté ! Alors ce qu'on prend aujourd'hui pour le délire de quelques maniaques exaltés, était le sentiment commun de tout un peuple, et en quelque sorte sa manière d'exister ! Centre de ce mouvement immense, nous étions entraînés par son énergie en cherchant à le diriger. Quel effet magique produisent encore sur moi ces souvenirs effacés de trop de mémoires ! Tout un peuple courait à la frontière pour repousser l'ennemi, tout un peuple avide de *liberté* et d'*égalité* s'enivrait de l'espoir

de les voir régner seules sur la France. Cette hymne marseillaise, ces poésies de Chénier que vous regardez comme des sensations isolées, et dans lesquelles vous découvrez peut-être un peu d'emphase, c'était la manière de sentir du plus humble citoyen, l'hymne de toutes les heures, la pensée de tous les instants!... Cet élan est passé! Plus la crise avait été vive, plus elle fut courte. Nous avions rêvé un monde enchanté, nous sommes retombés dans le monde réel, et alors ceux qui avaient partagé notre enivrement nous ont délaissés. Dans ce vaste tourbillon de gloire et de malheurs, on n'a plus vu que le sang des victimes, et l'on est venu nous en demander compte, à nous qui ne l'avions point versé. Représentants de cette fièvre républicaine, nous avons été méconnus quand on a cessé de sympathiser avec des idées trop absolues et trop généreuses pour être l'apanage des hommes de notre âge. Nous eussions été les héros de l'humanité si le succès eût couronné notre généreuse tentative; on a voulu nous ravalier au niveau des brigands; mais nous en appelons à la postérité des arrêts d'une génération qui s'est fait notre juge sévère pour ne pas partager la complicité de nos actes!

L'intérêt sacré de mon honneur n'est pas le seul qui m'ait mis la plume à la main; j'ai encore voulu défendre les hommes avec lesquels j'ai combattu pour des principes que je n'ai pas cessé de croire vrais. Je ne réclame aucune indulgence, aucun

intérêt pour mes cheveux blancs. Que mes concitoyens lisent et jugent. Certain de n'être mu que par l'amour de la vérité, je les en crois également animés. Il est impossible qu'ils la méconnaissent quand elle leur est exposée avec simplicité et franchise.

Pour mieux montrer ce que nous avons voulu faire, et quel mobile si puissant a dirigé toutes nos actions, qu'il me soit permis de rappeler ce qu'était cet ancien régime que quelques hommes égarés ou corrompus regrettent encore aujourd'hui, et que la masse a le bonheur de ne connaître que de nom.

Née au milieu de la barbarie du moyen âge, la monarchie française en portait encore, en 1789, les stigmates informes. Après huit siècles de combats entre la féodalité et le despotisme, le despotisme l'avait enfin emporté, et depuis le règne de Richelieu il ne connaissait plus de limites. Une volonté unique faisait les lois et les exécutait; c'est-à-dire que l'arbitraire sans contre-poids était le seul régulateur des destinées de la France. La noblesse et les derniers vestiges de la féodalité restaient debout pour vexer les petits sans pouvoir apporter d'obstacles à la volonté des grands; et le roi, gouverné par une cour impure, était le maître suprême d'un État sans base et sans droits.

Ce qui distinguait la monarchie du pouvoir sans bornes de Constantinople, c'était l'existence de

corporations, appelées intermédiaires, dont l'action, non légalement réglée, était ou séditeuse ou impuissante. Les parlements prétendaient avoir un droit de remontrance dont on ne tenait pas compte, un droit d'enregistrement des édits que rendaient vain les lits de justice tenus par le monarque. Et tandis que les magistrats discutaient sur la résistance inerte et la résistance efficace, les lettres d'exil et d'emprisonnement mettaient un terme à leurs doctes et impuissants débats. Dans quelques parties de la France les impôts étaient répartis par des états que le moindre geste d'un intendant de province suffisait pour réduire au silence. Les lois changeaient suivant les provinces, et partout les usages, l'arbitraire des juges, masqués du nom de pouvoir discrétionnaire, suppléaient aux lois ou les remplaçaient même. La seule chose partout uniforme était la toute-puissance des lettres de cachet, confiées en blanc, dans Versailles, à des favoris ou à des maîtresses qui en disposaient suivant leur bon plaisir. Ainsi l'homme puissant faisait emprisonner le mari qu'il avait déshonoré, ou le créancier dont il avait amené la ruine. Toute réclamation était vaine dans de pareils cas; la justice ne pouvait rien contre les lettres de cachet, et l'on gémissait pendant un demi-siècle sous les verroux des prisons d'État, sans avoir été accusé même d'un délit, et sans qu'aucune autorité légale pût intervenir en votre faveur.

Outre cette suprême puissance de l'autorité des-

potique, départie par la tourbe des courtisans et long-temps exercée par des êtres tels que la Pompadour, la Dubarry, ou leurs protégés, cent fois plus vils qu'elles, puissance qui pesait également sur toutes les têtes, le peuple, qualifié alors de tiers-état, avait encore deux sortes de maîtres qui, écrasés par la cour, faisaient à leur tour gémir les petits sous une verge de fer. Je veux parler du clergé et de la noblesse.

Long-temps tout-puissant en Europe, le clergé avait passé sous le joug depuis la déclaration des quatre articles; mais pour être assujetti à la puissance royale, il n'en était pas moins éloigné du peuple, et son action n'en était ni moins outragante ni moins dure : corps séparé du tiers, il possédait une grande partie de la fortune territoriale; et, quoique plus riche que les deux autres ordres, il était exempt de tout impôt. La noblesse, également exempte d'impôt, était élevée au-dessus du peuple par les préjugés non moins que par les lois : elle pouvait seule parvenir aux emplois civils, militaires, ecclésiastiques. Le cadet d'une famille illustre était à vingt ans colonel, évêque ou conseiller de parlement; tandis que le roturier instruit et laborieux végétait pendant toute une longue carrière de travaux et de services utiles dans les fonctions subalternes de l'Église, de l'administration et de l'armée.

A cette étrange organisation sociale, si onéreuse à la nation, se joignaient mille vexations de détails

plus insupportables peut-être. Le noble faisait sentir sa supériorité légale par des actes d'arrogance reproduits sous les formes les plus oppressives et les plus variées. Un homme de la caste privilégiée insultait-il gravement un citoyen du tiers-état, il lui refusait la réparation de ses outrages, sous prétexte qu'on ne pouvait se battre qu'avec ses égaux. Un seigneur, dans ses parties de chasse, ruinait-il vingt paysans en faisant passer ses chevaux et ses meutes sur leurs propriétés, on se moquait du manant, et l'on voyait une agréable plaisanterie dans la brutalité stupide du gentilhomme. Un plébéien, au contraire, se permettait-il de tendre des pièges à quelques lapins ou à quelques moineaux, dans un parc féodal, les galères devenaient la punition de son audace. L'impôt des tailles frappait la population roturière que l'on soumettait encore à ces prestations en nature ou corvées, infâmes vestiges du gothique esclavage. Joignez à cela les derniers restes des droits féodaux, et l'intolérance du clergé catholique, et les querelles entre les prêtres et les parlements, dont le peuple payait toujours les frais en dernier résultat; ajoutez encore les folles dépenses de la cour, qu'aucun contrôle ne venait restreindre, et qui par le déficit des finances menaçaient toutes les fortunes; et ces banqueroutes partielles, tristes présages d'une banqueroute générale; et la censure permanente qui empêchait à toute vérité de se faire jour par la voie de la

presse : et vous aurez un tableau , sinon complet , du moins assez exact de l'état de la France avant la grande révolution de 1789. Certes , il y aurait cruauté et injustice à nous reprocher d'avoir désiré le renversement d'un semblable ordre de choses.

Je ne rappellerai pas les troubles qui précédèrent la deuxième réunion des notables , les querelles du ministère et du parlement , les mouvements insurrectionnels de plusieurs provinces , et ce vœu généralement manifesté d'une convocation des états-généraux , vœu dont l'énergie sous un gouvernement despotique parvint pourtant à se rendre obligatoire pour l'autorité. Déjà , dans ces mouvements précurseurs de notre régénération , mon cœur brûlait de l'amour de la liberté. Cet élan généreux était partagé de toute la France. Plus tard on a vu des opinions différentes diviser la nation ; mais en 1788 il n'en était pas ainsi : tout ce qui , en France , n'était pas vivant d'abus , se réunissait dans un désir unanime de destruction d'un régime de fer ; tout ce qui n'était pas dévorateur de la fortune publique voulait en voir confier la gestion aux députés du peuple ; tout ce qui n'était pas membre des castes privilégiées voulait voir passer le niveau de la loi sur toutes les têtes et soumettre tous les citoyens aux mêmes charges. Aussi , au fond de la province que j'habitais , applaudimes-nous avec tout l'enivrement de l'enthousiasme aux premiers actes de l'assemblée nationale. Après le renversement de la Bas-

tille, à l'appel qui nous était adressé par nos frères de Paris, la garde nationale fut organisée en peu de jours, et les municipalités furent renouvelées sur le modèle de la capitale. Je fus appelé dès-lors aux fonctions d'officier municipal, qui m'ont procuré le bonheur de faire quelque bien à mes concitoyens et d'empêcher beaucoup de mal.

Au mois de mai 1790, je fus envoyé à Paris par la commune du Mans, pour demander à l'assemblée nationale, au nom de mes collègues, l'autorisation d'aliéner plusieurs propriétés municipales, dont nous destinions le produit à faire commencer de vastes travaux, pour soulager la misère du peuple, que le défaut de subsistances avait jeté dans l'état le plus déplorable. Il m'est impossible de me rappeler ce voyage sans une sorte de ravissement. La capitale était encore dans ce premier élan d'enthousiasme dont on peut à peine aujourd'hui se rappeler le magique effet. Une idée commune dominait dans toutes les têtes, un sentiment commun remplissait tous les cœurs : l'idée de l'affranchissement de la nation et le sentiment de la dignité de l'homme reconquise. Il semblait que ces passions eussent rapproché tous les hommes. Sans s'être jamais vu on semblait se connaître, on se parlait avec confiance ; Paris ressemblait à un peuple de frères, dans toute l'acception de ce mot, et sans mettre dans les termes la moindre exagération.

Je suivis pendant près d'un mois les séances de l'assemblée constituante qui méritait alors toute l'estime et tout l'amour de la nation. J'entendis plusieurs fois l'aigle de la tribune française, ce Mirabeau dont l'éloquence nous donna la liberté, et dont la parole audacieuse avait plus de puissance qu'une armée. Je vis briller autour de lui Sieyès, froid logicien, cachant sous une enveloppe de glace une ambition dévorante, et une étude approfondie des choses et des hommes; Barnave, chaleureux ami de la liberté, qui depuis laissa succomber sa vertu sous les séductions de la cour; et le grave Camus, et le sage Chapelier, et le savant Lanjuinais et les brillants Lameth. Les fêtes de la fédération s'approchaient. Plus d'une fois, au Champ-de-Mars, je travaillai avec les Parisiens à préparer cette vaste enceinte pour recevoir les serments des envoyés de tout un peuple. Dès quatre heures du matin nous nous rendions à l'École-Militaire, et là, maniant la pioche, ou traînant la brouette, nous nous unissions pour hâter l'achèvement de ces préparatifs de joyeux augure. Toute la population confondue paraissait être composée des membres nombreux d'une heureuse famille. On travaillait ensemble sans s'être entendu, et l'ouvrage n'en marchait pas moins vite. Abbés, citadins, ouvriers, femmes de la classe aisée, et femmes du peuple, tout était mêlé, tout se mouvait dans un même esprit, avec les mêmes illusions, la même ivresse. Après quarante ans ces

souvenirs sont encore présents à ma mémoire, brillants de leur éclat passager; et je ne puis penser aux nuages qui sont venus remplacer de si beaux jours, sans que d'amers pleurs mouillent aussitôt mes paupières.

J'étais de retour au Mans, et j'avais repris mes fonctions municipales, quand la nouvelle de la fuite et de l'arrestation du roi à Varennes vint troubler l'harmonie qui jusque-là n'avait cessé de régner entre les patriotes. Il était désormais évident que le chef du gouvernement n'avait pas vu de bon œil tous les changements heureux survenus dans notre situation politique, et qu'il avait souvent, contre son gré, donné sa royale sanction aux actes de l'assemblée constituante. Dès-lors l'horizon se couvrit de sombres nuages. Les anciens privilégiés, dont l'opposition factieuse à la constitution n'était avant cette époque qu'une résistance sans force et sans danger pour la nation, avaient trouvé dans la cour un point d'appui assuré, que les conférences de Pilnitz entre les princes de l'Europe et les émigrés français rendirent bientôt formidable. Il était facile de prévoir qu'un parti absolutiste chercherait à l'avenir, sûr de l'appui secret du trône, à rétablir l'ancien régime dans toute sa pureté, et que la tourbe des amis du pouvoir, des ambitieux mercenaires, des hommes cupides et sans talents graviterait dans la sphère de la contre-révolution où elle pouvait espérer fortune et pouvoir, tandis que la France n'avait à offrir à ses

défenseurs qu'un peu de reconnaissance pour d'éclatantes vertus. Le parti national se trouva divisé en vingt fractions distinctes. Les uns, pleins d'un vieux respect pour la monarchie, et surtout pour l'antique dynastie des Bourbons, furent vivement émus et consternés d'une réprobation manifeste qu'ils n'avaient fait jusque-là que pressentir. La crainte d'avoir été trop loin dans la carrière de la réforme les oppressa, et ils ne rêvèrent plus que marche rétrograde et que sacrifice des bienfaits acquis de la révolution. D'autres, c'était le petit nombre, restèrent ce qu'ils étaient avant le voyage de Varennes. D'autres, enfin, pensèrent que cet événement funeste avait rendu impossible toute alliance entre le trône et le pays, et que l'on n'avait plus de moyens de se préserver de la contre-révolution, autres qu'un changement de dynastie ou l'extinction de la royauté en France. La première de ces opinions eut la majorité dans l'assemblée, la dernière fut toute-puissante sur les masses. De là, des divisions sans nombre; de là, des haines et des combats entre les amis de la liberté, dont les contre-révolutionnaires profitèrent. Nous par tageâmes, dans nos provinces, les craintes et les vœux des Parisiens, et nous regardâmes comme une triste, mais irrécusable nécessité, de rompre tous les liens par lesquels nous étions unis au roi, qui avait délaissé son trône et sa patrie. Cette manière de voir se répandit comme l'éclair dans toutes les parties de la France. La fermeté de l'assemblée

nationale pendant l'absence du roi nous donnait la presque certitude du succès; aussi partout à la fois les insignes de la monarchie furent effacés, et l'on s'élança en espoir vers une forme de gouvernement toute nouvelle. Cette attente ne fut point remplie. A peine trente députés firent-ils entendre dans le sein de la représentation nationale les réclamations de l'opinion dominante. La constitution fut révisée dans un sens moins populaire qu'elle n'avait été d'abord conçue : les changements furent peu importants; mais ils suffirent pour faire perdre à l'assemblée toute sa popularité, et à la constitution la sanction la plus désirable, celle de la nation. Peut-être était-ce une grande faute que cette révision, trop faible dans ses résultats pour assurer l'action du pouvoir, mais assez sensible pourtant pour mettre les citoyens dans un état de guerre déplorable, en laissant croire aux uns qu'il y avait encore beaucoup à acquérir tandis que les autres pensaient qu'il n'y avait plus qu'à conserver. Malheur plus grand, les derniers jours de la *constituante* furent ensanglantés ! Pour la première fois la proclamation de la loi martiale fut suivie de violences contre le peuple, violences dont la garde nationale devint l'instrument, ce qui amena une rupture déplorable entre cette garde, composée de la classe moyenne des citoyens, et les derniers rangs du peuple. Tout annonçait de nouveaux orages, et une fatalité inévitable nous poussait vers des bouleversements dont personne ne pouvait prévoir le terme.

C'est sous ces auspices que la constitution fut proclamée et que les élections pour la nouvelle législature commencèrent. On parlait encore, comme au moment de la fédération, de réconciliation générale, d'union, de fraternité. Mais tout était bien changé. L'union était sur les lèvres et la discorde dans les cœurs. On parlait d'union, et le champ de la fédération avait bu le sang des patriotes (1) ! On parlait d'union, et les révélations du voyage de Varennes étaient présentes à tous les esprits ! On parlait d'union, et dans les dernières luttes de l'assemblée on avait semblé avoir pour but de réédifier pièce à pièce l'échafaudage de l'ancien régime ! On parlait d'union, et toute la noblesse, quittant le sol de la patrie, se rassemblait en armes sur nos frontières, ou allait dans les différentes cours de l'Europe

(1) Nous n'avons pas besoin de dire que nous sommes loin d'adopter tous les jugements de l'auteur de ces Mémoires. Acteur dans le grand drame révolutionnaire, il a, malgré sa bonne foi évidente, envisagé et dû envisager les faits du point de vue où il se trouvait placé. Il a donc dû conserver un amer souvenir des événements qui ont frappé ses amis politiques et des préventions sur les hommes contre lesquels il a lutté. En général, nous croyons que tous les partis ont compté en grande majorité des hommes de bonne foi dans leurs rangs, et tous les partis ont accusé de mauvaise foi leurs adversaires. Ces jugements sont naturels au moment du combat ; mais l'histoire doit les rectifier, et nous, qui sommes placés au premier rang des spectateurs de ces crises terribles, nous pouvons déjà sur beaucoup de points connaître l'entière vérité. Ainsi, par exemple, nous pouvons en même temps comprendre les motifs de la haine qu'inspira aux républicains la catastrophe du 17 juillet, sans cesser de vouer une entière estime et une

mendier contre nous des secours et nous chercher des ennemis ! Le mot de constitution, naguère tout-puissant, avait perdu son magique effet, parce que, d'une part, on avait des doutes légitimes sur la sincérité de l'adoption du pacte fondamental, et que, d'autre part, les restrictions apportées après coup à des formes démocratiques déjà adoptées, avaient montré aux masses un dessein de revenir sur ce qui avait été fait, de retirer ce qu'on avait donné. Aussi les marques de joie que l'on voulut faire éclater n'eurent-elles rien des transports d'enthousiasme de l'année précédente. La défiance avait remplacé l'union générale, les pressentiments d'une guerre prolongée avaient succédé aux souhaits et aux espérances de paix. Les élections furent donc hostiles au pouvoir et à la constitution. Un élan tout nouveau agitait la France et l'appelait vers de nouvelles commotions. Les contre-ré-

admiration sincère au général qui proclama la loi martiale dans cette funeste journée. Ce général était mû par l'amour du bien, et l'on ne peut douter aujourd'hui, après les gages qu'il a donnés à la cause de la patrie dans le cours d'une longue et glorieuse carrière d'héroïsme et de vertu, que le désir de maintenir l'ordre ne fût joint dans son cœur à l'amour bien sincère de la liberté. La haine qu'on lui a portée tenait à la fatalité des circonstances. Mais combien d'hommes sincères, qui se firent dans ces temps orageux une guerre acharnée, étaient mus au fond par des sentiments identiques ! Combien de patriotes, alors ennemis politiques, étaient dignes de s'estimer ! Combien de républicains qui vouèrent une haine éternelle au commandant général de la garde nationale, porteraient une profonde vénération à La Fayette, s'ils avaient le bonheur de le connaître !

(Note de l'Éditeur.)

volutionnaires, long-temps terrifiés, proclamaient hautement leurs projets de bouleversement ; les émigrés, au lieu de songer seulement à fuir, se préparaient à combattre. L'Europe sonnait le tocsin contre la France. Nous ne pouvions pas voir une égide assurée contre ces menaçants présages dans la constitution affaiblie, dont les plus puissants rouges étaient placés dans des mains douteuses, sinon ennemies. Les ministres du roi, tantôt contre-révolutionnaires déclarés, tantôt constitutionnels faibles, étaient peu propres à réunir toutes les forces de la France, à les coordonner et à les opposer aux obstacles qui se pressaient sous nos pas. La nation devait sentir et sentait en effet, que, pour terrasser les coalitions de l'étranger et les conspirateurs, elle ne pouvait compter que sur elle. Son gouvernement était, même par sa nature et par la puissance d'inertie que rien ne pouvait lui ôter, une entrave de plus. Telle était notre position, et sans la calculer avec autant d'exactitude qu'il est possible de le faire aujourd'hui, un instinct sûr, qui ne trompe jamais les masses, nous la révélait tout entière. Les élections furent l'expression de ces nouveaux besoins, de cette nouvelle commotion prête à éclater.

C'était sans doute une fort belle chose sur le papier que la constitution de 1791 : on peut même dire qu'elle renfermait en substance les bases de toute liberté ; avant le départ de Varennes elle

était l'unique espoir des Français, et elle pouvait certainement faire leur bonheur. En était-il de même après cet événement funeste ? Au bout de quarante ans d'épreuve, j'ose encore répondre : non. Une constitution, comme toute autre loi, ne peut avoir une exécution profitable que lorsqu'elle est l'expression des besoins, des mœurs, des vœux, des préjugés même du plus grand nombre. Il ne suffit pas que ses prescriptions soient écrites, que ses rouages soient établis par des articles spéciaux, que ses pouvoirs soient ingénieusement pondérés, tout cela n'est que la charpente ou pour mieux dire le squelette de l'édifice. Tout cela ne donne pas la vie. Il faut avant tout un principe d'existence puissant : ce principe, comme le souffle de Prométhée, ne vient pas d'une volonté humaine ; il plane sur tout de lui-même, mais rien ne peut lui commander de naître : c'est l'assentiment enthousiaste de la majorité. C'est la conviction que l'œuvre célèbre est bonne et utile, c'est la confiance générale enfin. Ce principe d'action, la constitution de 91 n'en était pas vivifiée ; rien ne pouvait le ranimer ou en tenir lieu. Le pouvoir ne l'avait adoptée qu'à son corps défendant ; on l'avait proclamée au nom du peuple quand le peuple avait cessé d'y croire ; elle n'existait donc de fait qu'ostensiblement, et tout le monde tendait à la répudier ; il ne fallait pas avoir la vue bien longue et être un prophète bien hardi pour prédire sa prochaine destruction.

Qu'on cesse donc de dire que la constitution fut détruite parce qu'elle n'avait créé qu'une assemblée unique, ou parce qu'elle avait refusé tel ou tel droit au monarque, ou parce qu'elle avait omis telle ou telle disposition. Elle a cessé d'exister parce qu'il lui manquait le principe même de la vie. Quand elle fut tirée de l'arche sainte elle n'avait plus pour partisans que ses auteurs; et ses auteurs ne pouvant pas être réélus, elle fut mise en activité par des hommes qui, à quelque classe qu'ils appartenissent, aristocrates ou patriotes, la considéraient avec défiance, et se persuadaient qu'elle avait fait trop ou trop peu.

La session de l'assemblée législative ne fut qu'une guerre mal dissimulée du pouvoir populaire contre l'autorité royale. Guerre dans laquelle les deux contendants se servaient de la constitution tour à tour comme d'un glaive ou d'un bouclier. Guerre acharnée, dans laquelle la constitution, que l'on invoquait sans cesse des deux côtés, n'était des deux côtés qu'un vain mot auquel on ne croyait pas. Au reste, cette assemblée impuissante, dans les langes dont la constitution l'avait entourée, ne pouvait rien faire d'utile. Elle voyait bien que la cour lui était hostile, et elle se bornait à invoquer tout bas le secours du peuple, sans pouvoir guerroyer ouvertement contre la cour; aussi les événements nombreux qui se sont passés pendant sa durée ne sont-ils pas partis de son sein. Constitutionnellement parlant, ou selon la

limite de leurs pouvoirs légaux, la cour et l'assemblée ne pouvaient rien faire, et ne faisaient rien. Ces deux grands colosses se contemplaient en silence, et demandaient à des conspirations secrètes ce qu'ils ne pouvaient attendre de la loi.

Une telle situation de choses n'était pas propre à calmer le peuple; je dis plus: s'il se fût calmé, la contre-révolution était faite. Je parle ici avec une entière franchise; il n'y avait pas plus de reproches à adresser à un parti qu'à l'autre; ni l'un ni l'autre n'étaient de bonne foi; tous les deux étaient en guerre; tous les deux avaient une pensée unique, le désir de rester vainqueur; et tous les deux savaient fort bien qu'ils ne pouvaient devoir la victoire qu'à des moyens extra-légaux. Aussi la crise dans laquelle la constituante avait laissé la France ne pouvait-elle avoir que deux solutions: le renversement du trône, ou le retour de l'ancien régime. Pour chacun des deux partis il s'agissait donc de l'existence même (1).

(1) L'auteur néglige ici de parler d'un tiers parti dont nous devons signaler l'existence. C'était celui des amis sincères de la constitution. Il devait échapper à l'investigation des hommes qui se trouvaient au milieu des événements. Les contre-révolutionnaires devaient voir des ennemis du trône dans tous les ennemis de l'ancien régime. Les républicains, convaincus de la force et des desseins secrets de la cour, devaient voir des contre-révolutionnaires dans les hommes qui regardaient la révolution comme terminée et voulaient mettre en œuvre la constitution. Mais nous ne saurions douter

Cette grande époque de 1791 à 1792, qui a décidé des destins de la France, n'a été signalée par aucune lutte de tribune remarquable. C'est entre le peuple et le pouvoir que la guerre fut continuée. Le 20 juin, le triomphe de Pétion au 14 juillet, les mouvements qui signalèrent l'entrée des fédérés marseillais à Paris eurent de grands résultats, sans que l'assemblée y prit la moindre part. Les députés y figurèrent comme conspirateurs, et non comme députés. La déclaration de guerre même, événement majeur de cette période, fut décidée aux Jacobins. Les seuls combats constitutionnels vraiment importants de cette année de crise, furent ceux auxquels donnèrent lieu les deux décrets contre les prêtres réfractaires, et sur l'organisation d'un camp de vingt mille hommes sous les murs de Paris. Le second de ces décrets était une mesure préservatrice contre les intentions supposées de la cour; mais la cour, de son

que quelques constitutionnels aient désiré servir à la fois la dynastie et la liberté. Inaperçus au milieu de cette grande lutte, ils ont été en butte aux accusations de tous les partis. Peut-être se trompaient-ils en croyant que, dans les circonstances où la France se trouvait placée, il leur fût possible de prendre un tiers parti entre les deux grands intérêts qui la divisaient. Toujours est-il vrai que l'on doit leur tenir compte de leur dévouement consciencieux à la constitution qu'ils avaient jurée. Si dans toutes les nuances d'opinion nous portons une haute estime aux hommes de bonne foi, à plus forte raison devons-nous admirer ceux qui se sacrifiaient volontairement, en disant : Fais ce que dois, advienne que pourra.

(Note de l'Éditeur.)

côté, ne voulut point fournir une pareille arme à ses adversaires, et le roi apposa son *veto*. Dès-lors la guerre était flagrante, la constitution n'était plus même invoquée; et, lorsque La Fayette vint jurer de la défendre, il fut regardé comme un ennemi par les deux partis. La cour refusa l'appui d'un guerrier constitutionnel, parce qu'elle ne voyait de triomphe possible que dans la destruction de la constitution; et d'autre part les patriotes concurent contre lui la plus grande défiance, parce que, assurés qu'ils étaient que la constitution n'était pas une garantie sûre contre le retour de l'ancien régime, ils sentirent bien que ce général s'opposerait à tout état de choses contraire à ce pacte, objet de son admiration.

L'esprit qui animait Paris s'était également répandu dans les provinces. Les constitutionnels y formaient une imperceptible minorité, et la masse des citoyens, divisée en patriotes et en aristocrates, désirait ou l'ancien régime pur ou la chute d'un trône avec l'existence duquel on croyait toute liberté incompatible. Ce qui donnait surtout une grande force à cette opinion, c'était le commencement de la guerre, et la certitude qu'elle ne serait pas soutenue par la cour avec une fermeté et une dignité convenables au peuple français. La présence des frères du roi et des émigrés dans les rangs de la coalition donnait un nouveau poids à des conjectures déjà puissantes, et l'on

voyait qu'avec le maintien des formes constitutionnelles qui confiaient au roi la direction suprême de l'armée, on risquait de perdre jusqu'à l'indépendance nationale. Aussi le vœu d'une nouvelle insurrection était-il presque unanime, et l'on sentait que, jusqu'au moment où un grand mouvement populaire aurait changé l'état des choses, les citoyens ne voleraient pas aux frontières avec confiance, et nos armées ne pourraient attendre que des revers.

Enfin, cette grande insurrection eut lieu dans la sanglante journée du 10 août 1792. La nouvelle s'en répandit avec la rapidité de l'éclair, et elle ralluma partout dans le peuple un enthousiasme semblable à celui qu'avait fait naître, quelques années plus tôt, la révolution du 14 juillet. Cependant, ce second mouvement national, aussi exalté que le premier, ne portait pas les mêmes caractères. En 1789, le peuple français, nouveau dans la carrière des révolutions, croyait avoir tout gagné par une éclatante victoire; et l'enivrement du triomphe éteignait les haines et les discordes, et réunissait tous les patriotes dans une joie commune. En 1792, on avait déjà acquis une assez triste expérience pour que l'ivresse du triomphe ne pût pas calmer tout d'un coup les défiances répandues entre toutes les classes de citoyens. Un premier succès ne faisait que doubler l'ardeur qui entraînait le peuple vers de nouveaux combats. On applaudissait vivement à l'ap-

pel à la nation que venait d'invoquer l'assemblée législative, mais on ne se livrait pas pour cela à une aveugle confiance dans les législateurs. L'assemblée était, au contraire, presque oubliée, et tous les regards se tournaient avec espoir vers la *convention*, parce que toutes les volontés se réunissaient pour faire de cette assemblée la réunion des plus ardents patriotes.

De grands revers de nos armes signalèrent aussi cette époque d'agitation. La France était entamée, et les rois de l'Europe se préparaient à lui donner des lois. Les factieux de l'intérieur tressaillaient de joie au bruit de nos revers : l'aristocratie devenait non moins menaçante que la coalition. Quelle force restait à la France pour parer à tant de dangers amoncelés sur nos têtes ? La législature n'existait plus que de nom ; la convention n'était pas encore nommée. Nous n'avions point d'armée, et, chose plus funeste, le peu de forces militaires qui nous restassent étaient sous le commandement de chefs appartenant à la noblesse, et dont les uns s'étaient montrés les ennemis acharnés des patriotes, et les autres, faibles transfuges de leur caste, ne paraissaient rester qu'avec regret dans leurs rangs. Ainsi, mille causes de destruction apparaissaient de tous les côtés, et nous n'avions pas une garantie d'existence. Mille ennemis fondaient à la fois sur nous, et nous n'avions pas une résistance organisée ; nous n'avions pas même un gouvernement, une règle fixe, une volonté légale qui

pût diriger nos faibles ressources et en tirer parti pour nos immenses besoins.

Heureusement l'exaltation du 10 août n'était pas assoupie, et, à défaut de centre d'unité, à défaut de guides et de gouvernants, la France trouvait des forces dans l'élan de son enthousiasme. L'insurrection, qui avait remplacé tous les pouvoirs au 10 août, était restée debout. Ce terrible pouvoir était sans doute une calamité fatale, puisqu'en sa présence disparaissaient les lois et l'ordre public ; mais au moins c'était une force active, et elle terrassa les ennemis de la liberté. En même temps, sans doute, nous eûmes à déplorer bien des malheurs, et à nous indigner de plus d'un crime. Les massacres du 2 septembre vinrent épouvanter la France au moment où elle s'élançait vers un avenir meilleur. Ces crimes, ces désastres ont été reprochés aux hommes avec lesquels j'ai longtemps voté : je dois repousser une telle accusation, la plus hideuse et la plus injuste de celles qu'on a essayé de faire peser sur nous. Non, les patriotes exaltés, qui composèrent depuis la Montagne, n'ont pas provoqué les assassinats de septembre ; ils n'ont pas vu ces crimes avec moins d'horreur que le reste de la France. D'où vient donc le préjugé funeste qui les en a rendus en quelque sorte solidaires ? Je vais m'expliquer sur ce point avec la plus entière franchise.

Je l'ai déjà dit, la seule force qui existât en France pendant l'interrègne commencé au 10 août,

était l'élan populaire, l'insurrection, l'anarchie. Cependant la France était menacée par une foule d'ennemis, dont les uns envahissaient ses frontières, et les autres soufflaient le feu de l'anarchie. Le dernier moyen de salut qui restait, consistait donc à faire usage des ressources qu'offrait l'anarchie et à diriger contre nos ennemis la force brutale qu'elle soulevait. Si l'on comprend bien les faits que je viens d'exposer, et il est impossible de les méconnaître, on aura déjà fait un grand pas vers l'explication complète de cette douloureuse époque.

L'assemblée, qui avait de fait donné sa démission en appelant l'élection d'une convention nationale, ne possédait aucune puissance réelle. Elle n'osait presque jamais donner des ordres de quelque importance. Les décrets qu'elle rendait n'avaient aucune autorité. Le ministère, émanation d'une assemblée impuissante, n'était pas lui-même un véritable pouvoir. Il fallait de toute nécessité que les patriotes doués de quelque courage et de quelque talent, se missent à la tête du mouvement populaire, sous peine de voir tout dépérir, faute de direction. Le gouvernement passa donc dans les mains de ceux qui surent s'en séparer, c'est-à-dire, dans les sociétés populaires et dans les municipalités. Mais ces centres de gouvernement improvisés, émanations de l'anarchie même, et ne tenant aucun droit de la loi ou de la constitution, n'étaient que les premiers du peuple, puissants tant qu'ils

se bornaient à lui imprimer une direction et à rendre efficaces ses volontés ; ils n'eussent pas contraint l'obéissance, dès qu'ils se fussent mis en contradiction avec lui, et qu'ils eussent voulu lui imposer le frein des lois.

C'est alors qu'une grande division se manifesta au milieu des patriotes influents. Les uns pensèrent que leur mission était de rétablir l'ordre, troublé par le soulèvement du 10 août, et de faire exécuter les lois existantes. Ils invoquèrent les droits sacrés de la propriété ; l'humanité blessée, les existences privées menacées. Tant de maux les effrayaient, et ils voulaient y opposer leur faible portion d'influence. Au premier rang de ces hommes bien intentionnés, étaient les principaux membres du ministère et de l'assemblée législative. Les autres comprirent autrement les devoirs qui leur étaient imposés. Sans se dissimuler les calamités attachées à l'état d'anarchie, ils se convainquirent aisément que, si l'on parvenait à éteindre cet unique mobile d'action, les Français, languissants, dispersés, sans organisation commune, et sans cet élan d'enthousiasme qui en tient lieu, ne pourraient plus opposer qu'une ombre de résistance à l'invasion étrangère et au royalisme de l'intérieur. Effrayés des désordres inhérents aux mouvements indisciplinés du peuple, mais plus effrayés encore de voir dicter des lois à leur pays par l'Europe en armes, ils crurent que leur première obligation était de couvrir nos frontières, et ils invoquèrent

la force anarchique en la poussant contre l'étranger. Ces hommes étaient maîtres de la commune de Paris, de presque toutes les municipalités de France, et avaient une voix au ministère.

Les girondins, car dès les premières séances de la convention, le premier parti que nous avons signalé fut connu sous ce nom; les girondins qui voyaient avec horreur les désordres enfantés par le déchainement du peuple, n'essayèrent aucun moyen efficace de faire rentrer le torrent dans son lit. Leurs admirables théories se bornèrent dans la pratique à quelques discours et à quelques vagues déclamations qui achevèrent de les dépopulariser, sans pouvoir mettre le moindre poids dans la balance de nos destinées.

Pendant ce temps, la commune de Paris excitait les citoyens à voler aux frontières; le canon d'alarme tonnant d'heure en heure annonçait les dangers publics, et tous les citoyens allaient se faire inscrire dans les sections pour marcher contre l'ennemi.

C'est alors que les horribles journées de septembre vinrent épouvanter tout ce qu'il y avait d'honnête en France. Tandis que la crainte de l'invasion poussait aux frontières tous les cœurs généreux, des hommes altérés de vengeance trouvaient plus facile d'assouvir leur rage sur de malheureux prisonniers. Ces fatales journées sont assez connues : on n'attend pas que j'en fasse le récit détaillé; assez d'autres se sont chargés de ce

soin, croyant apparemment flétrir la liberté par le récit de quelques crimes isolés sur lesquels les amis de la liberté avaient pleuré les premiers. J'ai montré comment ces odieux massacres étaient nés de l'anarchie, et comment on avait excité l'anarchie, sans avoir pour but ces massacres. J'avouerai maintenant que si les énergiques républicains qui ont formé depuis lors le parti montagnard s'étaient réunis aux girondins pour arrêter le mouvement du peuple, sans doute nous n'aurions pas eu à déplorer ces désastres ; mais aussi toute vie publique eût été éteinte jusqu'au jour de la réunion de la convention ; et quand le 22 septembre 1792 serait arrivé, au lieu de voir les conventionnels proclamer la république, sans doute Paris eût été témoin de l'entrée triomphante des baïonnettes étrangères et de la reconstitution du régime de 1788.

Au reste , dans la province à laquelle j'appartiens, les massacres de septembre inspirèrent une profonde horreur ; mais tout en les détestant, comme l'ombre terrible d'un magnifique tableau, on n'en voua pas moins une éternelle reconnaissance aux hommes qui avaient entretenu la fièvre insurrectionnelle pour peupler nos camps de soldats citoyens. On comprit bien que cet abominable incident d'un drame sublime n'avait été ni prévu ni désiré, et l'on refusa de regarder les républicains exaltés comme ses auteurs. Au milieu donc des cris d'indignation que poussaient les girondins

contre des hommes qui n'avaient d'autre part à ces mouvements que d'avoir éveillé l'énergie du peuple, sans chercher à la diriger vers d'autre but que les combats, on s'obstina à mépriser ces mêmes girondins, qui, n'ayant trouvé en eux aucune audace pour faire marcher les citoyens contre les troupes étrangères, n'avaient pas même pu opposer une résistance énergique à des crimes qu'ils détestaient avec raison, mais dont ils semblaient vouloir se servir comme d'une horrible source de récrimination contre leurs vigoureux adversaires. C'est au milieu de ces sombres nuages que les élections eurent lieu. Je fus choisi par l'arrondissement de Saint-Calais, et je dus les suffrages du peuple à l'ardeur bien connue de mon patriotisme. Je n'étais l'homme d'aucun parti : Robespierre et Danton m'étaient inconnus aussi bien que Brissot et Guadet. J'étais républicain, et je pensais que la crise qui se préparait avait besoin du concours des plus énergiques volontés. Telle était toute ma profession de foi politique. Mes concitoyens la connaissaient, et c'est pour cela qu'ils m'ont élu. Concourir à l'organisation d'un gouvernement républicain, rétablir l'ordre et le calme dans toute la France, mais surtout chasser les étrangers et réduire l'aristocratie au silence, voilà quel était mon mandat : c'est ainsi que je le compris du moins, et je me promis bien de ne rien épargner pour le remplir fidèlement.

Quand j'arrivai à Paris, l'agitation insurrection-

nelle n'avait pas encore cessé ; la commune était toute-puissante , l'assemblée législative entièrement effacée ; mais toutes les pensées et toutes les espérances se tournaient vers la convention nationale. Émanation du peuple , elle devait connaître ses besoins , elle avait la ferme volonté de les faire respecter , et tous les pouvoirs remis entre ses mains lui en assuraient les moyens. Hélas ! pourquoi faut-il que la fatalité des circonstances nous ait empêchés de réaliser ces espérances !

Je siégeai sur la Montagne ; ai-je besoin d'en dire le motif ? Dans les deux précédentes assemblées , le côté gauche avait été la place des amis de la liberté. J'aurais cru manquer à moi-même et à mes commettants en en choisissant une autre. C'est sans doute une chose fort indifférente que la place où s'asseyaient les membres d'une assemblée ; mais dans cette première détermination même , ce n'est pas nous qui nous sommes séparés des girondins ; c'est la Gironde qui s'est séparée de nous. C'est Buzot qui a déserté la place qu'il occupait à la constituante ; c'est Vergniaud qui a délaissé le siège que naguère encore il remplissait à la législative. Il en fut de même dans nos opérations préliminaires : nous étions loin de chercher des divisions , et d'oublier les services qu'avaient rendus à la cause publique ceux qui se sont faits nos ennemis. Pétion fut nommé président à la presque unanimité ; les autres membres du bureau furent choisis parmi les députés influents de la dernière assemblée.

Ceux des nouveaux députés qui n'avaient point fait partie des deux précédentes législatures, et qui formèrent le noyau de la Montagne, ignoraient presque tous, comme moi, les sourdes divisions qui menaçaient d'éclater dans le sein de la convention. Ne connaissant leurs collègues que par leurs discours de tribune, ils ne savaient pas même que de graves inimitiés eussent éclaté entre eux, et ils confondaient dans leur estime et dans leur reconnaissance patriotique Robespierre et Pétion, Danton et Guadet ou Gensonné. Ils les regardaient tous comme animés du même amour de la liberté, et étaient si convaincus de l'union qui devait régner dans le sein de la convention, qu'ils pensaient terminer en peu de mois les importants travaux qu'ils étaient destinés à accomplir.

C'est ici le moment de jeter un coup d'œil sur la composition de la convention, et sur l'effet qu'elle dut produire sur moi lors de ses premières séances.

On a paru croire jusqu'ici que, dès sa réunion, la convention avait été divisée en partis bien distincts, bien marqués. On a placé d'un côté tous les talents et toutes les bonnes intentions, et l'on a dit : Telle était la Gironde. On a montré de l'autre côté fureur et ignorance, et l'on a prétendu avoir peint la Montagne. Je ne saurais concevoir, je l'avoue, comment ces exagérations de parti ont pu tomber jusqu'à nous ; il faut qu'un parti triomphant jouisse d'une puissance bien grande lorsqu'il veut

étouffer la vérité. Je le répète donc, lors de notre réunion, les nouveaux députés dont je faisais partie, et qui composaient la grande majorité de la Montagne, ignoraient même qu'il y eût deux camps, et que les républicains ne fussent pas tous pénétrés des mêmes sentiments et des mêmes vœux. Notre marche nous paraissait simple et bien tracée : proclamer la république ; entretenir l'enthousiasme qui poussait aux frontières toutes les classes de citoyens ; rédiger une constitution où toute liberté et toute égalité soient comprises, mais ne la mettre à exécution que lorsqu'une victoire complète sur nos ennemis rendrait inutile l'effervescence populaire, qui seule pouvait nous sauver. Voilà comment nous comprenions tous notre rôle, et nous étions loin de penser que d'autres pourraient voir dans de tels sentiments le dernier degré de la scélératesse.

La Montagne était donc composée d'une foule d'hommes nouveaux, doués d'un énergique républicanisme et d'un généreux désintéressement ; cela vaut mieux, je pense, que des talents. Cependant il est faux de dire que les talents fussent tous réunis dans le centre ou sur les bancs de la droite. Je ne parle pas ici de Danton et de Robespierre, dont l'esprit de parti pourrait méconnaître l'éloquence et les lumières ; mais Grégoire, mais Fourcroy, mais Chénier, Thibaudeau, Cambacérès, Merlin (de Douai), Cambon, David, Guyton-Morveau, mais tant d'autres hommes remarquables dans des

genres bien divers, pouvaient sans doute être opposés avec avantage aux avocats de la Gironde. Quoi qu'il en soit, ce que je réclame, et ce que je dois réclamer pour mes collègues, c'est au moins la bonne foi et l'amour sincère du bien. Je l'ai déjà dit, l'habitude de voir les patriotes des assemblées précédentes siéger au côté gauche, les avait pressés sur la Montagne; il n'y avait là rien de systématique, aucun esprit de parti.

Je n'ai pas besoin de dire que le centre se recruta de tous les hommes qui ont la constante habitude de se prononcer en faveur du parti qui triomphe, et qui, avant de prendre une couleur, cherchent d'abord les moyens de ne pas se compromettre et d'attendre sans danger les événements. Tel député qui se cacha d'abord au centre, devint depuis fougueux montagnard, et réacteur plus fougueux encore. Là aussi cependant siégeaient des hommes de talent : Barrère, qui depuis fut poussé par la peur au sommet de la Montagne; Sieyes, Dulaure, et ce Boissy-d'Anglas, qui se réunit plus tard aux thermidoriens, mais qui expia, par une longue carrière de patriotisme, la part qu'il avait prise dans les réactions de l'an III.

Le seul parti qui vint dans la convention avec un système arrêté et une marche réglée d'avance, prit place sur les bancs du côté droit. C'est ce célèbre parti de la Gironde qui, avec d'excellentes intentions et de grands talents, nous traina vers une ruine complète par son ambition étroite et sa

vindicative opiniâtreté. Se jeter en masse sur les bancs opposés aux nôtres, c'était nous déclarer la guerre, même avant de nous connaître. Quels purent être le motif et le but d'une semblable détermination ? Je vais essayer de le faire comprendre en peu de mots.

Le parti de la Gironde, ainsi nommé parce que ses principaux orateurs étaient des avocats du barreau de Bordeaux, le parti de la Gironde avait été tout-puissant dans l'assemblée législative, dont il avait dominé la majorité. En même temps il régnait en maître sur le club des jacobins, c'est-à-dire sur l'opinion publique ; brillant par ses talents, savant de théories, habile d'intrigues, il avait, lors de l'insurrection du 10 août, cru voir la France dans ses mains ; et en appelant une convention nationale pour décider sur les destins futurs de la nation, il n'avait pas songé un seul instant qu'une majorité indépendante de sa puissance pût se former auprès de lui. Peut-être les faits eussent-ils vérifié ce calcul, si les élections et la réunion de la nouvelle assemblée eussent pu se faire en vingt-quatre heures. Mais quarante-deux jours d'interrègne dont nous avons esquissé le tableau changèrent bien la face des choses. L'assemblée législative et par conséquent les girondins qui avaient montré quelque énergie dans leur lutte contre la cour, se montrèrent faibles et sans volonté dès que le gouvernail de l'État fut placé sans contestation entre leurs mains. Ils n'avaient aucune force pour

arrêter le torrent déchaîné au 10 août; ils eurent la maladresse de lui opposer des discours et des déclamations. Ils se séparèrent de l'opinion publique sans pouvoir empêcher aucun désordre, et se privèrent seulement des moyens qu'ils avaient pour diriger le torrent. Le club des jacobins était alors le thermomètre de l'opinion publique. Il était bien rare que la majorité de la France cassât ses arrêts. Depuis long-temps les girondins y avaient dicté des lois; même avant la fin de l'assemblée constituante ils avaient détrôné les Lameth et chassé les constitutionnels dans l'enceinte impopulaire des feuillets. Après le 10 août ils se laissèrent dépasser à leur tour; la popularité leur échappa, et ils abandonnèrent presque tous une société dont ils avaient préconisé les services tout le temps qu'elle avait applaudi à leurs vues, mais qu'ils ne regardaient plus que comme un repaire de factieux depuis qu'elle avait cessé de penser comme eux.

Les girondins avaient également, au 10 août, chargé un conseil des ministres provisoire, du pouvoir exécutif. Le conseil sans supports dans la nation devint tout-à-fait impuissant dès que le parti auquel il tenait se fut rendu impopulaire, et l'autorité exécutive fut de fait exercée par les communes et surtout par la commune de Paris, composée d'hommes vigoureux et chéris du peuple. Les élections de la capitale furent faites sous l'influence de la commune dont les principaux membres furent élus.

De là vient tout le secret de l'attitude hostile

que prirent les girondins dès les premiers instants de notre réunion. Tous les députés connus par quelque énergie et quelque patriotisme furent affiliés, à leur arrivée à Paris, à la société des jacobins, où la commune avait une grande influence. Les mêmes députés siégèrent au côté gauche; ce fut assez pour porter la Gironde sur les bancs de la droite. Les jacobins ayant repoussé leur autorité, étaient devenus leurs ennemis, et avant même d'être bien fixés sur les reproches qu'ils devaient adresser à leurs adversaires, ils les désignèrent par la qualification de *jacobins*, devenue dans leur bouche une injure. Ennemis seulement de la commune et de la députation de Paris, ils comprirent dans leurs haines tous ceux qui siégeaient à côté d'eux, tous ceux qui fréquentaient les jacobins et qui se signalaient par un ardent républicanisme. Ainsi donc, au commencement de la session, la convention n'était pas divisée en partis; elle était composée d'une masse compacte de républicains qui, réunis par un sentiment commun, étaient d'ailleurs divisés sur beaucoup de points. Seulement il s'élevait dans son sein une coterie ambitieuse qui voulait imposer ses opinions à l'assemblée, et qui s'appropriait à guerroyer pour venger des blessures faites à son amour-propre et satisfaire ses rancunes particulières.

Parmi les accusations furibondes dirigées contre nous par la Gironde, il en est deux qui paraissent se réfuter d'elles-mêmes par leur absurdité, et

qui ont cependant été souvent reproduites. Il suffit de peu de mots pour les repousser, si toutefois il en est besoin. La première, soutenue il n'y a pas long-temps encore par un savant conventionnel dont les opinions libérales donnent quelque poids à ses paroles, tendrait à faire considérer les actes de la Montagne comme résultant des inspirations de l'étranger et de l'émigration. Suivant ce système les principaux chefs montagnards auraient été vendus à la faction des ennemis de la liberté. Je ne conçois pas comment un homme aussi éclairé que l'auteur des *Esquisses de la Révolution*, a pu se rendre l'écho d'inculpations aussi contraires au bon sens le plus simple. Que les étrangers et les aristocrates aient soufflé parmi nous le feu de la discorde, et cherché à nous faire succomber sous le poids des excès de l'anarchie; c'est, il est vrai, un fait hors de doute, et je le démontrerai plus tard en parlant de la faction d'Hébert. Mais comment a-t-il pu entrer dans une tête raisonnable, l'idée que l'ardente Montagne se soit associée à de tels plans? Quels sont donc les chefs montagnards qui ont dirigé la convention, et quel intérêt pouvaient-ils avoir dans une aussi infernale machination? Danton? Loin d'avoir cherché à entamer la convention et à y souffler la discorde, il a fait mille tentatives de rapprochements avec les girondins, et s'il n'est pas parvenu à éteindre tout germe de dissension, c'est qu'il avait trop heurté l'amour-propre du ministère Rolland et des chefs de la législative,

pour qu'ils voulussent consentir à une réconciliation d'où dépendait le salut de la république. Danton ? Lorsque la terreur eut débordé et qu'il ne put plus tenir dans ses mains le fil de salut qui devait le diriger au travers de ce terrible labyrinthe, il voulut rendre un dernier service à son pays en renversant les hébertistes, et se laissa ensuite conduire à l'échafaud, las d'une lutte qu'il n'avait pas pu terminer selon ses généreuses intentions, et indifférent à l'idée de la mort ! Robespierre ? Depuis 1789, il s'était prononcé pour les principes d'absolue liberté qu'il a défendus en 1793. Sobre, chaste, sans besoins personnels, il ne pouvait avoir aucun désir de fortune, et toute son ambition tendait à acquérir la réputation du plus pur et du meilleur citoyen. Un pareil homme pouvait-il consentir à jouer le rôle d'un obscur agent d'intrigues ! On ne risque pas tant pour obtenir si peu ; et celui qui a voué sa vie à nos agitations révolutionnaires ne pouvait placer son bonheur personnel que dans le triomphe de la cause qu'il défendait. Marat même, malgré le délire de ses théories, ne pouvait être de mauvaise foi. Qu'on flétrisse les sanglantes listes de proscription qu'il a dressées ; on en a le droit : mais croire qu'un homme puisse se résoudre à passer plusieurs années dans une cave, sans voir la lumière du jour, à offrir son nom comme un épouvantail aux partis rivaux, à braver la haine des uns sans pouvoir obtenir l'affection des autres, sans une profonde et sincère conviction ; croire

qu'on puisse attendre un salaire d'actes que le calcul ne saurait avoir dirigés et qui ne trouvent une explication que dans leur spontanéité même, c'est pousser l'absurdité de l'esprit de système jusqu'à ses plus extrêmes limites ! Que les étrangers et l'émigration aient vu avec plaisir les Français se déchirer eux-mêmes et le sang des patriotes couler sous la hache de la république, cela se conçoit ; que, cachés dans l'ombre, leurs agents aient excité les hommes influents à de nouveaux excès, c'est une chose possible et vraisemblable ; mais que les chefs du mouvement national aient conspiré avec les ennemis de la nation, que ceux qui ont battu l'étranger aient été vendus à l'étranger, que ceux qui ont poussé si loin l'enthousiasme des Français aient travaillé contre la France ; une telle utopie est si loin de toute vraisemblance, qu'elle est de tous côtés percée à jour par le ridicule.

La seconde accusation lancée contre nous est celle d'orléanisme. Or, c'est nous qui avons condamné le duc d'Orléans ; c'est nous qui avons proscrit Dumouriez, le seul homme qui ait été reconnu comme son partisan bien avéré. Si c'est ainsi qu'on travaille en faveur d'un homme, je ne conçois plus rien à toutes les accusations des partis et au degré d'extravagance qu'il faut pour les faire répéter !

Si nous voulions récriminer, nous pourrions dire à notre tour qu'au milieu de la Gironde se trouvaient bien des hommes qui depuis ont avoué hautement leur royalisme et reçu des récompenses

du pouvoir royal. Nous pourrions dire que la Gironde était liée d'amitié avec le traître Dumouriez, supôt avoué de Philippe d'Orléans ! Nous pourrions dire qu'en entravant le peuple dans son impulsion patriotique, le côté droit pouvait nous livrer pieds et poings liés aux étrangers ou à l'usurpateur du trône ! Mais ces accusations réciproques ne mènent à la découverte d'aucune vérité. Non, le parti de la Gironde n'était pas non plus composé en majorité de traîtres, mais il en recélait dans son sein. Non, il ne voulait pas la ruine de la république, mais ses théories y conduisaient ; ce qui le prouve, c'est que le peu de royalistes qui firent partie de la convention se réunirent à lui ! Ce fut un malheur sans doute d'être contraint à combattre des hommes tels que Louvet, Barbaroux, Vergniaud, mais ils nous y forcèrent. C'est eux qui nous ont fait la guerre ; et après avoir longtemps gardé la défensive, ils nous ont contraints à attaquer pour nous défendre. Nous avons tiré l'épée et jeté loin de nous le fourreau, aussitôt les girondins ont été vaincus. Si nous eussions succombé, c'était nous qu'ils auraient traînés à l'échafaud ! Notre victoire fut déplorable sans doute, mais elle nous était devenue nécessaire. La faute en reste aux agresseurs, à ceux qui n'ont pas su sacrifier leur amour-propre à la chose publique et au bonheur de tous !

Dans le chapitre suivant, je commencerai le récit de ces grands combats.

CHAPITRE II.

Premières séances de la convention. — La république est proclamée. — Marat. — Effet qu'il produit sur la Montagne. — Conseil exécutif. — Accusations réciproques des deux partis. — Luites violentes.

LE 21 septembre 1792, la convention nationale commença sa première séance sous la présidence de l'ancien maire de Paris, Jérôme Pétion. Nous pensions que le moment de clore le gouffre de l'anarchie était enfin venu, et que le règne des lois allait commencer. Nous étions si loin, nous, montagnards des départements, d'entrevoir les ferment de discorde que l'assemblée recélait dans son sein, que nous avions presque tous porté au bureau les membres de l'assemblée législative, qui, sous le nom de *girondins*, devinrent bientôt nos plus cruels ennemis. Gémissant sur les crimes du 2 septembre et sur le sang versé dans l'inter règne de tout pouvoir légal, nous avions toute confiance en l'avenir, et nous pensions que l'union des conventionnels sauverait la France ; aussi est-ce avec un véritable enthousiasme que nous entendîmes Danton exprimer, dès l'ouverture de la séance, avec la chaleureuse énergie qui caractérisait son

éloquence, les sentiments dont nous étions tous animés.

« Qu'il me soit permis, s'écria-t-il, de résigner dans le sein de la convention les fonctions (de ministre de la justice) qui m'ont été déléguées par l'assemblée législative. Je les ai reçues au bruit du canon dont les citoyens de la capitale foudroyèrent le despotisme. Maintenant que la jonction des armées est faite, que la jonction des représentants du peuple est opérée, je ne dois plus reconnaître mes fonctions premières; je ne suis plus que le mandataire du peuple, et c'est en cette qualité que je vais parler.....

« Il ne peut exister de constitution que celle qui sera textuellement, nominativement acceptée par la majorité des assemblées primaires; voilà ce que vous devez déclarer au peuple..... Après cette déclaration, vous en devez faire une autre qui n'est pas moins importante pour la liberté et pour la tranquillité publique. Jusqu'ici on a agité le peuple, parce qu'il fallait lui donner l'éveil contre les tyrans. Maintenant il faut que les lois soient aussi terribles contre ceux qui y porteraient atteinte, que le peuple l'a été en foudroyant la tyrannie..... D'excellents citoyens ont pu présumer que des amis ardents de la liberté pouvaient nuire à l'ordre social en exagérant leurs principes. Eh bien ! abjurons toute exagération ; déclarons que toutes les propriétés territoriales, individuelles et industrielles, seront éternellement maintenues.

Souvenons-nous ensuite que nous avons tout à revoir, tout à créer, et que la déclaration des droits elle-même doit passer à la révision d'un peuple vraiment libre. »

Ce discours, qui excita d'unanimes applaudissements, peut encore être regardé comme un tableau exact de la position de la Montagne aux premiers jours de la convention. *On avait agité le peuple*, parce que les lois ne conféraient aucun moyen de sauver la liberté. *On avait entretenu son agitation*, parce qu'aucune autre force constituée n'existait; mais cette force populaire, dont la France avait besoin pour repousser la coalition, la convention, si tous ses membres eussent marché vers un but unique, pouvait s'en emparer, et alors l'anarchie devenait inutile, et tous les soins des amis de la liberté auraient dû tendre à rétablir l'ordre et le règne des lois. Voilà ce que disait Danton, voilà ce que pensaient comme lui tous les montagnards. Pourquoi n'ont-ils pas été secondés?

Les deux premiers décrets de la convention rendus sur la proposition de Danton, étaient conçus en ces termes :

« La convention nationale déclare qu'il ne peut y avoir de constitution que lorsqu'elle est acceptée par le peuple. »

« La convention nationale déclare que la sûreté des personnes et des propriétés est sous la sauvegarde de la nation. »

L'abolition de la royauté fut ensuite prononcée

à l'unanimité sur la motion du vertueux Grégoire, et de vifs applaudissements et un délirant enthousiasme terminèrent cette première séance d'une assemblée dont l'aurore promettait tant de bonheur, et qui se traîna de catastrophe en catastrophe, dès que l'union de ses membres devint impossible.

On voit par le tableau fidèle de cette première séance que la Montagne ne désirait rien tant qu'une réconciliation générale dans l'intérêt de l'ordre et de la liberté. Peu de jours se passèrent sans que les girondins prouvassent, en dirigeant contre les membres influents de notre parti de violentes attaques, qu'ils n'étaient pas mus comme nous par un sincère désir de rétablir l'harmonie, mais que le besoin de vengeances violentes les tourmentait. Dès le 24 septembre, trois jours après notre réunion, Kersaint, l'un des plus exaltés d'entre eux, parla des dangers qui menaçaient la convention dans la capitale, et proposa de les faire cesser en appelant autour d'elle une force départementale considérable; le lendemain cette proposition donna lieu à une vive discussion, dans laquelle la physionomie des deux côtés se dessina.

La députation de Paris était composée des plus énergiques patriotes; ses membres avaient, presque tous, avant la réunion de la convention, fait partie de cette commune du 10 août, qui, en s'emparant de tous les pouvoirs lorsque l'assemblée législative les avait laissés échapper de ses mains, s'était asso-

ciée à la fois à l'élan national, qui poussa spontanément le peuple à la frontière et aux sanglantes tragédies qui accompagnèrent ce beau mouvement. Les girondins, membres de l'assemblée législative qui avaient été annihilés par l'action de la commune, et par la domination qu'exerça dans le conseil exécutif l'audace de Danton, tournèrent donc toute leur colère contre cette redoutable commune, et particulièrement contre la députation de Paris. Ce fut une première déclaration de guerre de leur part que le choix des bancs du côté droit; mais bientôt ces sentiments de haine éclatèrent ouvertement, et les hostilités commencèrent.

Il faut le dire, la députation de Paris et la Montagne avaient dans leur sein deux hommes qui prêtaient aux calomnies de la Gironde. Ces deux hommes étaient *Joseph Égalité*, singulier sobriquet de l'ancien duc d'Orléans, et *Jean-Paul Marat*, l'ami du peuple. Le premier, autour duquel se groupaient quelques êtres corrompus qui espéraient s'élever avec lui en le portant au trône, attirait sur la tête de ses collègues des accusations de royalisme et de vénalité dont l'injustice fut bientôt démontrée, mais qui ne laissèrent pas de produire quelque effet sur les masses. Le second, républicain atrabilaire, possédé par quelques idées fixes, compromettait la cause de la liberté par ses exagérations. Il ne craignait pas de proclamer que ses principes ne pouvaient triompher qu'en faisant

couler des flots de sang, et dans sa sombre monomanie, il demandait le sacrifice de deux cent soixantedix mille têtes. Un tel homme était un funeste drapeau pour le parti au milieu duquel il vint siéger; aussi les girondins profitèrent-ils de sa fatale réputation pour diriger contre nous d'odieuses imputations qui avaient d'autant moins de vraisemblance, que les députés des départements virent Marat pour la première fois, dans le sein même de la convention. Bien plus ! ce fanatique énergumène nous inspirait à nous-mêmes une sorte de répugnance et de stupeur. Lorsqu'on me le montra pour la première fois, s'agitant avec violence au sommet de la Montagne, je le considérai avec cette curiosité inquiète qu'on éprouve en contemplant certains insectes hideux. Ses vêtements en désordre, sa figure livide, ses yeux hagards, avaient je ne sais quoi de rebutant et d'épouvantable qui contristait l'âme. Tous les collègues avec lesquels je me liai d'amitié le jugèrent comme moi. Un tel homme n'eût jamais exercé la moindre influence, si les girondins, en poursuivant dans sa personne le principe même de l'énergie, n'eussent accru son importance, et ne lui eussent fourni l'occasion de montrer au moins le calme, la constance, le sang-froid et le mépris des injures qui caractérisent la véritable conviction et le dévouement.

Après cette digression nécessaire, je reviens à la séance du 25 septembre. Dans la séance de la veille, on avait indirectement inculpé la commune

de Paris de tendre à la tyrannie, et plusieurs députés de vouloir organiser la dictature. Les montagnards demandèrent une explication franche et entière, et ce fut alors que les accusateurs désignèrent explicitement la députation de la capitale, et que Barbaroux et Rebecqui nommèrent Robespierre. Leur dénonciation était vague et insignifiante. Elle se bornait en substance à déclarer qu'avant le 10 août Paris leur avait dit que l'insurrection généralement désirée avait besoin d'un chef, et qu'il était impossible de choisir un homme plus vertueux que Robespierre. Ce qui doit au reste prouver le vide de ces accusations, c'est le discours même de Barbaroux.... « Je déclare, disait-il, que j'aimais Robespierre, que je l'estimais; qu'il reconnaisse sa faute, et j'abandonne mon accusation. S'il a servi la cause de la liberté, nous l'avons servie aussi. » Certes, ce n'est pas ainsi qu'on parle d'un homme qu'on regarde comme convaincu de conspiration et de trahison, et dans lequel on voit un aspirant à la tyrannie.

Aussi Robespierre, que du reste on n'écouta qu'avec la plus grande impatience, n'eut-il pas de peine à démontrer que cette accusation n'avait rien de sérieux. Danton, de son côté, chercha à justifier la commune de Paris, et profita de l'occasion qu'on lui fournissait pour prêcher de nouveau la réconciliation et la bonne harmonie. Il ne dissimula pas qu'un pouvoir extra-légal avait été nécessaire sous la faible gestion de la dernière assemblée; mais il

annonça hautement le désir de voir rentrer dans l'ordre tout ce qui s'en était écarté, et jusqu'aux hommes poussés par une exaltation révolutionnaire.

Certes, un pareil langage de la part de l'impétueux Danton aurait dû faire réfléchir sérieusement nos adversaires ; ils eussent dû voir que ce chef audacieux demandait à se dépouiller du pouvoir populaire dont il s'était emparé dans un moment de crise, et dans leur intérêt même, comme dans celui de la république, ils eussent dû s'unir à lui pour fonder dans l'avenir un gouvernement légal, au lieu de revenir sur le passé pour y chercher d'éternels sujets de récriminations, et de contraindre ainsi des adversaires qui voulaient signer la paix à tirer de nouveau du fourreau l'instrument terrible qui avait renversé le trône, et qui pouvait aussi les mettre en poudre. Mais il n'en fut point ainsi ; le cours des dénonciations continua. L'éloquent Vergniaux porta l'oubli de ses propres principes, jusqu'à reprocher à Marat les poursuites dont il avait été l'objet sous le gouvernement royal. Boileau lut un pamphlet de cet énergumène, dans lequel des doutes étaient émis sur le patriotisme des principaux membres de la convention. A cette lecture, des cris de fureur éclatèrent à droite et au centre. Les uns demandèrent que Marat fût conduit à l'*Abbaye* ! D'autres provoquèrent un décret d'arrestation.

Pendant ce temps Marat descendait tranquille-

ment les degrés du côté gauche, et se dirigeait vers la tribune avec le plus grand calme. Qu'il demeure à la barre ! crièrent une foule de voix.

Boileau. — Je demande le décret d'accusation contre ce monstre.

Larivière. — Je demande que cet homme soit interpellé purement et simplement d'avouer ou de désavouer l'écrit.

La Montagne gardait le silence. Je l'ai déjà dit, il n'était pas un de nous qui sentit pour Marat quelque sympathie; il n'était pas un de nous qui ne regardât ses exagérations comme fatales à la cause de la liberté. Cependant il était impossible de supposer qu'il eût été dirigé par des vues intéressées; sa longue persévérance, les souffrances qu'il avait eues à subir, la réprobation que l'on jetait sur lui, et les fureurs que son nom seul avait excitées faisaient même porter un intérêt involontaire à sa justification; et il faut l'avouer, quoique dépourvu de tout avantage physique, de toute éloquence, il avait dans ce moment fatal, par son impassible contenance, une véritable supériorité sur ses brillants adversaires.

« Je n'ai pas besoin d'interpellation, dit-il en commençant son discours; on a osé m'inculper à cette tribune et me donner pour titre de proscription les décrets provoqués contre moi dans les précédentes assemblées. Eh bien ! ces décrets, le peuple les a anéantis en m'appelant parmi vous. Les titres de réprobation qu'on a invoqués contre

moi, je m'en fais gloire, j'en suis fier. Les décrets qui m'ont frappé, je m'en étais rendu digne pour avoir démasqué les traîtres, déjoué les conspirateurs. »

Après cet exorde, il prouva que l'écrit incriminé était d'une date antérieure à la réunion de la convention, et lut un autre écrit daté du 25 septembre même, dont la modération frappa vivement l'assemblée. Enfin il termina en disant au côté droit : « Je resterai parmi vous pour braver vos fureurs. » Malgré les préventions que j'avais apportées contre cet homme, je fus vivement ému, et cette attitude vraiment noble et fière, m'inspira une sorte d'admiration. Après le discours de Marat, l'assemblée passa à l'ordre du jour sur toutes les accusations dont on l'avait trop longtemps entretenue. Ainsi une trêve fut signée, mais désormais la paix était impossible. Les hostilités étaient commencées, et chaque parti avait reconnu le terrain sur lequel il devait combattre à l'avenir. Ces malheureuses altercations continuèrent donc, et prirent de plus en plus un caractère d'aigreur et de violence. Chaque jour la guerre se ranimait avec acharnement, chaque jour les récriminations violentes se croisaient entre les divers côtés. On escarmouchait en attendant une action décisive, et la division entre les ministres Roland et Danton, les torts imputés à la commune de Paris, les placards de Marat, étaient les prétextes de ces inutiles combats. Presque toujours la

victoire paraissait pencher du côté des girondins. Cependant, lors de ces premières luttes, la majorité n'étant pas systématiquement organisée, flottait souvent incertaine. Ainsi un grand nombre de républicains énergiques votèrent long-temps avec le côté droit; de ce nombre étaient Phelippeaux, Cambon, Cambacérès, etc.

Dans la séance du 29 septembre, s'agita une importante question qui ne semblait présenter au fond aucune difficulté, mais que les dispositions hostiles des deux extrémités envenimèrent. Roland, élu député par le département de la Somme, annonça à la convention qu'il devait quitter ses fonctions de ministre de l'intérieur. Aussitôt le côté droit témoigna hautement ses regrets; Buzot demanda que le ministre fût prié de rester à son poste; tous les girondins l'appuyèrent. Phelippeaux proposa d'étendre l'invitation à Danton; mais celui-ci s'élança à la tribune, et protesta contre un tel oubli de la dignité nationale : « Je déclare, s'écria-t-il, que je me refuse à une invitation, parce qu'une invitation n'est pas de la dignité de la convention; la seule manière possible de retenir Roland à son poste, est de prononcer l'invalidité de son élection. » En effet, l'élection du ministre présentait une irrégularité qui a été dans la suite reconnue. Les girondins n'insistèrent pas moins pour l'invitation. Valazé déclara que le nom de Roland était sacré pour lui. Louvet, Barbaroux, l'accablèrent d'éloges outrés; mais cette fois, les

hommes du centre, qui donnaient souvent la majorité au côté droit sans lui appartenir, Barrère, Lacroix, Tureau, s'élevèrent avec chaleur contre la motion de Buzot, qui fut rejetée à une immense majorité. Le lendemain, Roland renonçant à son premier projet, et un peu confus de n'avoir pas pu faire descendre devant lui les représentants du peuple à la prière, se décida lui-même à garder ses fonctions ministérielles. Il écrivit à ce sujet à la convention une lettre emphatique dans laquelle il se louait beaucoup et admonestait vivement ses adversaires. Un passage de cette lettre, qui inculpe indirectement Danton, me paraît propre à confirmer ce que j'ai dit de l'état des esprits à cette époque, et des vues du parti de la Gironde : « Des hommes ardents, peut-être égarés, disait le ministre, prenant leurs passions pour des vertus, et croyant que la république ne peut être sauvée que par eux ; en voulant s'en réserver les premiers avantages, sèment les défiances entre toutes les autorités qu'ils n'ont pas créées, dénoncent toutes les personnes qui ne sont pas de leur choix, ne parlent que de trahisons, ne veulent que des mouvements, paralysent le glaive de la loi, pour lui substituer le poignard des proscriptions ; ils se font un droit de leur audace, un rempart de la terreur qu'ils essaient d'inspirer ; ils veulent de l'autorité, du pouvoir, dont ils se croient seuls capables de bien user ; ils traineraient à l'anarchie, à la dissolution l'empire assez malheureux

pour n'avoir pas des citoyens qui sachent les arrêter.

« Combien serait coupable l'individu supérieur, par sa force et ses talents, à cette horde insensée, qui voudrait la faire servir à ses desseins ambitieux ! qui tantôt, avec l'air d'une indulgence magnanime, excuserait ses torts, adoucirait ses excès ; tantôt, avec une apparente sévérité, s'élèverait adroitement contre elle pour lui porter des coups plus funestes ; mais toujours la protégerait en secret, caressant ses erreurs, animant sa colère, et dirigeant ses pas !

« Telle a été la marche des usurpateurs, depuis *Sylla* jusqu'à *Rienzi*..... »

Sous ces phrases arrondies, sous cette rhétorique ampoulée, il était facile de voir la haine personnelle d'un parti vaincu contre les vainqueurs ; car, qu'on veuille bien le remarquer, tous ces reproches, qui avaient en vue Danton et la commune de Paris, sont relatifs à des faits antérieurs à la réunion de la convention et à l'établissement du gouvernement légal. Dans ces moments de trouble, je crois l'avoir prouvé, l'anarchie et la dissolution dont parle Roland auraient été inévitables, s'il ne se fût pas trouvé d'hommes *qui se fissent un droit de leur audace* pour le salut de la patrie, et un individu supérieur par sa force et par ses talents pour diriger leurs pas. Je n'ajouterai aucune réflexion ; ce passage se coordonne assez avec ce que j'ai dit plus haut, pour que le lecteur en reconnaisse lui-même la liaison.

Chaque jour les membres du côté droit poursuivaient de leurs attaques la commune du 10 août, que défendaient les députés de Paris. Enfin la dissolution de cette autorité révolutionnaire fut ordonnée, et elle fut sommée de rendre ses comptes ; mais un nouveau sujet de haines et un prétexte de querelles animées se présenta. Le comité de surveillance de la commune annonça à la convention qu'il avait saisi des papiers fort importants qui jetteraient un grand jour sur les trahisons de la cour, et dans lesquels plusieurs députés se trouvaient compromis. Il demandait à ne point se dessaisir de ce dépôt et à rester en fonction jusqu'au moment favorable pour en faire usage. On pense bien que dans ce moment de vertige et de défiance, chacun des deux côtés jugea différemment la question. Les girondins aperçurent dans cette déclaration l'intention manifeste de la part du comité de se perpétuer dans ses fonctions ; les montagnards de leur côté ne doutèrent pas que les députés intéressés à étouffer la vérité ne fussent au nombre de leurs adversaires. La discussion ne servit qu'à entretenir chaque parti dans ses préventions. Louvet s'écria que les pièces n'appartenaient pas à la commune de Paris, mais à la France tout entière, et demanda qu'elles fussent remises à la convention. Marat vit dans cette proposition le désir de détruire les pièces qui prouvaient la trahison du côté droit. « Si l'on transporte ici ce dépôt,

ajouta Panis (1), je demande à en être déchargé ; car je ne pourrai plus répondre de rien, et bientôt les scélérats auront gain de cause. Cela est arrivé à la mairie ; quand je tournais la tête on en enlevait une partie ; je fus contraint d'y mettre le scellé, et de tenir ma plume d'une main et le sabre de l'autre. » Toute cette affaire se termina par le renvoi des pièces à une commission de vingt-cinq représentants, dans laquelle, par une sorte de transaction entre les opinions extrêmes, ne dut entrer aucun membre de la commune ou de la députation de Paris, ni des assemblées constituante et législative. Du reste, la commission reçut ordre de procéder à la levée des scellés en présence du comité de surveillance. L'examen ne produisit pas les résultats que l'un et l'autre parti en avaient attendu. Plusieurs pièces importantes furent trouvées, qui figurèrent plus tard dans le procès de Louis XVI, et qui accusaient des constituants reconnus depuis longtemps comme aristocrates ; c'en était assez pour mettre la commune à l'abri de tout soupçon ; mais aucune preuve n'apparut contre les girondins. Aussi chaque parti fit-il entendre à la fois des cris de victoire, qui, comme il n'arrive que trop souvent, n'étaient justifiés ni de l'un ni de

(1) Montagnard obscur, intime ami de Robespierre, et membre de la commune avant et après le 10 août.

(Note de l'Éditeur.)

l'autre côté. Je ne puis résister, avant d'en finir avec ces luttes sans objet, au désir de citer quelques passages du rapport du girondin Joseph Delaunay, sur la commune parisienne. On y verra que, malgré l'intention formelle d'accuser des ennemis, il fut obligé de reconnaître que cette autorité révolutionnaire avait fait beaucoup de bien (1), et que les fautes nées de son influence ont été l'ouvrage du temps, des circonstances, et non des intentions préméditées des républicains qui la composaient (2).

(1) Il ne faut pas oublier que cette commune, organisée le jour même de l'insurrection du 10 août, et dissoute en octobre 1792, n'a aucun rapport avec la commune du 31 mai que domina plus tard la faction de l'étranger et qu'organisèrent des hommes corrompus, tels que Chaumette, Hébert, etc. *(Note de l'Éditeur.)*

(2) On doit remarquer ici que notre auteur ne peut être soupçonné d'aucune partialité en faveur de la commune du 10 août. Les hommes qui y commandaient en maîtres devinrent pour la plupart ses ennemis les plus acharnés. Tallien, Legendre, se placèrent à la tête des thermidoriens, et prirent la part la plus active à la proscription du 12 germinal dont Levasseur fut victime. L'intérêt de la vérité lui fait donc seul défendre les opérations de ce pouvoir formidable, dont la conduite fut toujours illégale sans doute, mais dont l'audace était nécessaire au salut du peuple. La question qui s'agitait dans le sein de la convention, au sujet de la commune du 10 août, est facile à résoudre telle que Levasseur l'a posée. Fallait-il laisser périr la république en s'associant à la léthargie de l'assemblée législative, ou user de la force révolutionnaire qui était alors en mouvement pour donner de la vie au corps social? La réponse ne saurait être douteuse. Il faut le dire cependant, l'usage d'une force brutale, et non réglée par les lois, entraînait à sa suite assez de crimes et de malheurs, pour qu'on doive tenir compte aux girondins des sentiments qui les ont empêchés de s'en emparer. *(Note de l'Éditeur.)*

Delaunay avait été chargé de rendre compte de l'examen des mandats d'arrêt lancés par la commune. Nous verrons dans son discours l'expression du dédain contre ce corps célèbre ; mais nous verrons aussi que si le langage est accusateur, les faits et les raisonnements forment au contraire une justification analogue à celle que j'ai essayé de tracer plus haut. « C'est encore de la commune de Paris que je viens vous entretenir, dit en commençant l'orateur, quelque étrange qu'il soit qu'une section de la république appelle chaque jour l'attention des représentants d'un grand peuple ; cependant telle a été son influence dans la révolution, qu'elle a communiqué un mouvement presque général, que sa marche a été suivie dans les départements.....

« Vos comités ont cru qu'ils devaient moins examiner si dans le droit les communes et les sections ont pu lancer des mandats d'arrêt, qu'examiner si les faits et les délits, qui en sont la base, sont de nature à y donner lieu. D'ailleurs, dans ces temps de révolution, il faut juger les hommes et les moyens autrement que dans les temps ordinaires. Souvent on est réduit à céder, par prudence, et à conduire le désordre pour le prévenir ; et dans ces moments de troubles et de terreur, au milieu des crises, des dangers, des menaces, à la suite d'une révolution qui bouleverse les anciens rapports, on est obligé d'employer des mesures fortes et extraordinaires qui ne sont pas dans la loi, mais que la nécessité des conjonctures commande, et sur lesquelles il

faut ensuite, par prudence, jeter un voile épais. Je ne parle ici que des hommes qui ont fait la révolution du 10 août; je ne leur fais pas l'injure de les confondre avec les lâches brigands du 2 septembre, qui l'auraient déshonorée, si toutefois la cause de la liberté pouvait être souillée par les crimes de quelques vils scélérats.....

« Par rapport aux détenus, les uns ont été arrêtés comme prévenus de délits ordinaires, tels qu'excès, vols et escroqueries; et les autres, en *petit nombre*, sont accusés de délits relatifs à la révolution. La commission ne pense pas qu'il y ait lieu à prononcer leur liberté provisoire.....

« Cependant il faut concilier ce que recommandent et la sûreté générale et les droits des citoyens. Un Français ne peut être tenu de faire le sacrifice, même momentané, de la liberté que lorsque le salut public l'exige impérieusement; en conséquence nous proposons le prompt examen du procès des détenus pour cause d'incivisme.

« Il faut que nous périssions ici, ou que le règne des lois renaisse. *Sans doute un moment d'anarchie fut nécessaire pour consommer la ruine de vos ennemis*; mais ce qui assure le triomphe de la plus belle cause qui fut jamais peut la perdre sans retour, s'il se prolonge au-delà de la limite assignée par la nécessité des conjonctures; et il est très-évident, pour quiconque a étudié la marche des choses et le caractère des hommes, que vos dé-

terminations doivent principalement porter sur le rétablissement de l'ordre..... (1) »

Je ne pousserai pas plus loin le récit de ces inutiles débats ; qu'il me suffise de rappeler que chaque jour les accusations réciproques se reproduisaient avec une nouvelle fureur : le côté droit commençait toujours l'attaque en s'appuyant de faits antérieurs à la réunion de la convention , et il se servait constamment de l'espèce de répugnance que Marat inspirait à toute l'assemblée pour incriminer toute la Montagne. Sans cesse la liberté des opinions était méconnue quand un membre du côté gauche voulait parler ; Robespierre était repoussé de la tribune par des clameurs et des injures ; Marat ne parvenait à répondre à ses accusateurs qu'en bravant les fureurs, les menaces, les cris de vengeance et de proscription , et en lassant , à force de ténacité, la constance de la majorité. Certes, je le répète, nul de nous ne voyait avec plaisir sur nos bancs un homme tel que Marat, nul de nous ne désirait que sa présence à la tribune troublât le cours de nos discussions ; mais quand cet homme, après avoir eu à subir, de la part des girondins, les épithètes de monstre, de scélérat, de brigand, réclamait

(1) C'est précisément ce que disait Danton et à peu près dans les mêmes termes. C'est ce que nous ne cessons de répéter. Pourquoi donc nous combattre si l'on était d'accord avec nous sur les principes et sur les faits ?

(Note de l'auteur.)

la parole ; quand , accueilli à la tribune par des cris tels que ceux-ci : Qu'il descende à la barre ! qu'on le chasse au lieu de l'entendre ! débarrassons-nous de sa présence par un décret d'accusation ! quand Biroteau s'écriait : « Il faudra purifier la tribune après qu'il l'aura quittée , pour que nous y puissions monter après lui ; » quand , dis-je , ces inconcevables vociférations , de la part des hommes que l'on a appelés *les modérés* , avaient dû le porter au dernier degré de l'exaltation , et que nous entendions ce démagogue , regardé non sans justice comme le type du fanatisme , aborder froidement la question en discussion , sans tenir compte du scandale qu'il avait excité et des insultes personnelles qu'on lui prodiguait , nous ne pouvions qu'être portés à lui accorder au moins toute notre commisération , sinon aussi quelque pitié.

J'arrive au dernier acte de ces scènes de parti , au milieu desquelles les élus du peuple consumaient un temps précieux , et des forces qu'ils eussent dû diriger tout entières contre les ennemis de la France. On a vu que jusque alors le côté droit avait eu constamment la majorité. On a vu que , lorsqu'il s'agissait de questions de principes , lorsqu'on voulait rétablir l'ordre et assurer l'exécution des lois , la Montagne votait avec ses adversaires. Nous allons voir bientôt les hommes véritablement modérés , les Cambon , les Robert Lindet , les Lacroix , quitter des alliés d'un jour , dans lesquels ils ne pouvaient plus voir que des hommes

poussés par un esprit vindicatif et par le besoin de punir des blessures d'amour-propre.

Roland, très-honnête homme et républicain sincère, mais zélé partisan et ami particulier des chefs du parti de la Gironde; Roland, que l'ascendant de Danton au conseil avait écrasé, répétait sans cesse dans ses rapports que les crimes de l'inter-règne restaient à punir. Il mêlait à de belles phrases sur la vertu et sur la liberté en général, des inculpations indirectes contre la députation de Paris et en particulier contre Robespierre et Danton. Le lundi, 29 octobre, ce ministre apporta à l'assemblée un rapport dans lequel Robespierre était de nouveau désigné. Robespierre s'élança à la tribune, où il essaya de se défendre au milieu des cris réitérés de la droite et des interruptions continues du président Guadet. Il défia ses accusateurs de le dénoncer ouvertement et de signer leurs dénonciations. Danton ajouta à son tour quelques mots sur le vague de ces inculpations captieuses que l'on ne saurait prouver. Il appela avec énergie une explication franche. « Il existe des défiances entre nous, dit-il; eh bien! si quelqu'un connaît des députés coupables, qu'il apporte contre eux des preuves et qu'on les punisse à l'instant; mais qu'on cesse des imputations sans preuves qui ne peuvent que nuire à la considération de l'assemblée et à la chose publique. »

Louvet releva le gant que Robespierre et Danton venaient de jeter au côté droit. Ce député était sin-

cère dans ses convictions, éloquent dans ses paroles; mais ses préventions étaient pour lui des règles de conduite certaines dont il ne consentait jamais à se départir, et la plus banale accusation contre ceux dont il s'est fait l'ennemi, valait à ses yeux la preuve la plus complète. C'est lui qui n'a pas craint de nous présenter comme des agents de l'émigration et de l'étranger; c'est lui qui, dans ses mémoires, que j'aurai l'occasion d'examiner, a poussé l'exagération de l'esprit de parti jusqu'au point de voir, dans une alternative de deux ans de succès et de défaites non les chances de la guerre, mais un plan arrêté d'avance avec Pitt et Cobourg. Ennemi des montagnards par position, il s'était fait un cas de conscience de leur trouver des crimes. Au reste, lui et Barbaroux étaient, sans aucun doute, les seuls hommes d'action de leur parti. Entraînés à partager les préjugés des girondins, ils défendirent leur cause avec courage; mais si quelques hommes de leur énergie avaient siégé dans l'assemblée législative, les patriotes ne se fussent sans doute pas divisés. En voyant le courage avec lequel ils ont lutté contre nous, on conçoit qu'ils étaient faits pour s'entendre avec des hommes bouillant de l'enthousiasme de la liberté. Je reviens à la séance du 29 octobre.

Louvet annonça donc qu'il allait accuser nominativement Robespierre; et la convention, sur la motion expresse de Robespierre jeune, décida qu'il serait

entendu. Sa philippique fut longue et véhémence ; il y révéla un grand talent et une grande ardeur pour sa cause : mais elle ne pouvait néanmoins faire que peu d'effet, car elle était absolument sans base. Il accusait Robespierre de prétendre à la dictature, et pas un fait relatif à ce député, pas une parole sortie de sa bouche, pas une preuve émanée de lui, ne venait justifier cette grave incrimination. L'accusation était divisée en deux parties distinctes : les faits généraux, c'est-à-dire les crimes de l'interrègne que Louvet rattachait sans preuves, et même sans probabilité, à une direction secrète qu'il attribuait à Robespierre ; les faits particuliers à l'accusé, et qui consistaient à dire qu'il se croyait le citoyen le plus vertueux, qu'il aimait à l'entendre dire, qu'il savourait la flatterie avec délice, et qu'il trouvait des flatteurs.

Ces allégations vagues, ces dénonciations qui ne s'appuyaient d'aucun document, noyées dans un déluge de phrases sonores contre le despotisme ; tel fut le discours de Louvet, telle fut l'argumentation sur laquelle il fonda l'accusation redoutable de tendre à la dictature. L'assemblée ajourna au lundi suivant 5 novembre la réponse de Robespierre. L'éloquence diffuse et bavarde de ce dernier pouvait difficilement lutter avec le clinquant de Louvet ; cependant l'accusation était tellement dénuée de faits, qu'il n'eut pas de peine à la réduire au néant. Il produisit sous leur véritable point de vue les malheurs des jours d'orage qui

s'étaient écoulés entre la chute du trône et la réunion du pouvoir populaire. L'assemblée entière fut convaincue du vide des charges portées contre lui, et il eut réellement cette fois, même aux yeux du côté droit, les honneurs de la séance. On réclama de toutes parts l'ordre du jour, et Vergniaud, Guadet et Pétion ne furent pas les derniers à l'appuyer. Il ne resta plus autour de Louvet que Salles, Barbaroux, Lanjuinais et Larivière, qui apportaient dans leur discussion non la chaleur d'adversaires qui cherchent à triompher, mais l'âpreté d'ennemis qui veulent avant tout terrasser des hommes qu'ils haïssent.

L'ordre du jour avait été prononcé à la presque unanimité, et Barbaroux réclamait encore la parole pour appuyer l'accusation. Repoussé de la tribune par la décision même des collègues avec lesquels il votait habituellement, il descendit à la barre et voulut parler comme pétitionnaire ou même comme accusé. Cette scène indécente se prolongea long-temps et se termina comme à l'ordinaire, sans que l'assemblée prit aucune résolution.

CHAPITRE III.

Gouvernement révolutionnaire.—D'Orléans.—Pache.—Dumouriez.
— Lois et décrets divers. — Les partis commencent à se dessiner.
— Nouvelles dissensions.

DANS les premiers mois de la réunion de la convention nationale, le pouvoir révolutionnaire ne fut ni réglé ni défini comme par la suite. La force se trouvait partout disséminée, et ne se trouvait nulle part à l'appui d'un droit positif. Sous les précédentes assemblées, quoique la législature n'eût pas l'initiative du choix des agents d'administration, elle les plaçait et les déplaçait à son gré, et chaque jour de vives attaques tendaient à renverser les ministres appelés par Louis XVI. La convention, au contraire, ayant un droit absolu sur ses ministres n'en usait qu'avec la plus excessive timidité. Le conseil exécutif du 10 août, dont Danton avait cessé de faire partie, était peu sympathique avec la plus grande partie de nos collègues, et cependant on le conservait malgré les réclamations qui ne cessaient de s'élever contre lui dans la crainte de tout bouleverser, en renversant la seule branche d'organisation qui soit restée debout sur les ruines

de l'ancien ordre des choses ; mais le ministère , responsable de ses actes , n'était pourtant pas parfaitement libre de ses actions. Les comités de la convention , et la convention elle-même , s'occupaient de toutes les branches de l'administration , et faisaient par des décrets des actes nombreux et fréquents d'autorité exécutive. D'un autre côté , les municipalités s'étaient aussi emparées d'une grande partie de l'administration. Pouvoir civil , pouvoir militaire , pouvoir judiciaire même , rien n'était parfaitement réglé. Il n'y avait de barrière insurmontable contre aucun empiétement , et dès que , par des fonctions quelconques , une réunion de citoyens était appelée à s'occuper de la chose publique , elle s'ingérait en même temps dans les affaires les plus étrangères à la mission qui lui était confiée. Un pareil état constitue l'anarchie la plus complète. Cependant on voyait surgir sous cette dissolution de tous les pouvoirs des éléments de la force la plus énergique , et même , il faut l'avouer , d'une véritable tyrannie. S'il existait une infinité de *pouvoirs de fait* , un seul être collectif , la convention réunissait de droit toute l'autorité du corps social , et elle en usait souvent ; législatrice par ses décrets , administrative par ses comités , elle exerçait encore le pouvoir judiciaire par la manière dont elle étendait le droit d'accusation. Tout venait aboutir à elle ; elle concentrait en son sein tous les moyens de force. Pour les rendre redoutables , il ne lui manquait qu'une volonté.

Un tel état de choses serait sans doute comme organisation fixe d'un grand État, le pire de tous les gouvernements. Des sujets sans garantie, une souveraineté sans bornes, ne sont pas autre chose que la tyrannie, et fût-elle exercée par la majorité d'un peuple au lieu de l'être par un seul homme, elle serait encore insupportable et contraire aux droits imprescriptibles de l'homme ; mais comme état transitoire entre la monarchie détruite et la république à organiser, comme moyen de guerre contre l'aristocratie, l'émigration et l'étranger, cette concentration de tous les pouvoirs était un symptôme heureux, et je dirai plus indispensable. Le jour où les représentants du peuple parviendraient à s'entendre, la grande pensée, le besoin unique de la France, l'établissement de l'égalité absolue devait être exécutée comme la volonté d'un seul homme par une impulsion unique, et une unique tête servie par trente millions de bras. Cette heureuse unité ne devait pas sitôt nous être acquise ; il fallait, avant de sentir notre force et nos besoins, passer par de terribles crises et de sanglantes catastrophes, que tous les partis ont dû déplorer.

J'ai déjà dit que la présence de Philippe-Joseph *Égalité*, ci-devant duc d'Orléans, au milieu de nous, était une source d'accusations réciproques. Elles ne tardèrent pas à se faire jour avec la plus extrême violence. Dans la séance du 16 décembre, Thuriot ayant fait décréter le principe de l'unité

et de l'indivisibilité de la république, Buzot réclama la parole pour une motion qui devait, disait-il, compléter celle de Thuriot. Cette motion, jetée ainsi incidemment au milieu d'une autre discussion, cette motion qu'il défendit à l'aide d'un long discours préparé à l'avance, était celle de l'expulsion de d'Orléans et de ses fils. La proposition de Buzot, appuyée par Louvet et Lanjuinais, fut combattue comme prématurée par un grand nombre de députés qui ne voulaient pas voir admettre la possibilité de décimer la représentation nationale. Et c'est ici le lieu de remarquer que les girondins ont été plus tard victimes du mal qu'ils avaient voulu faire à la Montagne.

Ce sont eux qui réclamaient des décrets d'accusation contre leurs collègues; ce sont eux qui, en livrant Marat au tribunal révolutionnaire, ont violé l'inviolabilité des élus du peuple. Cette fatale décision fut le précédent fâcheux qui les traina à l'échafaud.

Après une discussion très-vive et très-animée, la motion de Buzot fut ajournée en ce qui concernait Philippe Égalité. Un décret fut rendu, qui frappait de bannissement les autres membres de la famille de Bourbon; ce dernier décret fut rapporté le lendemain, et la question du sort de l'ancienne famille royale ajournée jusque après le jugement de Louis XVI sur la proposition expresse de Pétion. Louvet se rappelait donc très-mal les faits, quand il a dit dans ses mémoires : « Je fis voter l'expul-

sion de d'Orléans ; mais une insurrection des jacobins et des cordeliers fit rapporter ce décret. » Sa haine contre la Montagne , et sa préoccupation de notre prétendu royalisme, altéraient pour lui le souvenir de nos doctrines, et jusqu'au souvenir des faits.

On verrait bientôt que si la Montagne respecta dans l'Égalité le principe de l'inviolabilité des représentants du peuple , elle ne chercha pas pour cela à faire de cet illustre infortuné un chef de parti. Ce n'est pas elle qui protégea jusqu'au dernier moment le traître Dumouriez, partisan avoué du duc de Chartres ; ce n'est pas elle qui comptait au nombre de ses amis Sillery, Biron, Valence, créatures de Philippe, et c'est elle au contraire qui les a renversés ; c'est elle qui a frappé l'aspirant à la tyrannie dès qu'elle eut des preuves de ses desseins ambitieux.

La discussion relative à l'expulsion des Bourbons en suscita une autre non moins intéressante ; car elle avait pour objet l'espèce de despotisme que s'arrogeait le côté droit à l'aide de son influence sur le conseil exécutif. Déjà on avait eu des preuves patentes de la partialité avec laquelle notre autorité était exercée par nos ministres. Lors de l'accusation lancée par Louvet contre Robespierre, la convention avait purement et simplement ordonné l'impression de l'attaque et de la défense. Roland fit répandre avec profusion le discours de Louvet, avec ces mots : *Imprimé par*

ordre de la convention, et borna la distribution du plaidoyer de son adversaire aux membres de l'assemblée. C'était presque faire croire au public qu'une sorte de réprobation avait été déversée sur Robespierre par la convention nationale. La même escobarderie se renouvela lors du décret qui portait bannissement des Bourbons. Avant la lecture du procès-verbal qui constatait son adoption, c'est-à-dire, avant que sa rédaction fût régulièrement consentie par la majorité, son impression fut rapidement expédiée, et son envoi aux quatre-vingt-quatre départements effectué par les soins de Roland, tandis que l'ajournement du sort de Philippe Égalité ne fut pas livré à la même publicité; ainsi l'on put croire effectivement que le lendemain les partisans de d'Orléans avaient surpris le rapport d'un décret qui le concernait, tandis qu'il n'en était rien, ainsi que je viens de l'établir par le simple récit des faits.

Qu'on ne croie pas qu'au terme de ma carrière je vienne récriminer avec amertume contre des hommes dans lesquels je ne puis plus voir des ennemis. Loin de moi une semblable pensée! Il y a trop long-temps que la république est ensevelie sous ses ruines, pour que je puisse encore regarder comme mes adversaires ceux qui furent comme moi républicains. J'use seulement contre eux, en rétablissant les faits que leurs amis ont tronqués, du droit sacré de la défense. Mais, une fois pour toutes, je dois fixer le vrai sens des luttes que je décris, et

dire comment je juge des collègues que j'ai longtemps combattus, aujourd'hui que leurs cendres sont froides aussi bien que celles de la plupart de mes amis.

Je dois donc répéter que, malgré leurs préventions contre nous, Louvet, Roland, Guadet, Pétion, Gensonné, étaient de véritables et sincères républicains. Ils eussent pu, en oubliant quelques blessures d'amour-propre, nous aider à consolider la république. Leur haine les a égarés. Dans le grand procès de la révolution contre l'ancien régime, je les regarde comme frères, et je suis prêt à monter sur la brèche pour les défendre. Mais le soin de mon propre honneur me force à déclarer qu'ils furent dans leur lutte contre nous d'une extrême injustice. Toujours assaillants, ils nous ont reproché de nous être défendus contre eux. Amis de Dumouriez, après l'avoir préconisé pendant plusieurs mois, ils nous ont reproché de nous être entendus avec lui pour les perdre. Quoique zélés républicains, ils eurent le malheur de prêter des armes au royalisme, et le malheur plus grand encore de receler quelques royalistes dans leur sein. Cette vérité fut démontrée jusqu'à l'évidence après le 31 mai, et lorsque pris de toutes parts dans les pièges du royalisme, ils durent voir que leur espoir avait été cruellement déçu. Lorsque Lyon, Bordeaux, Marseille, la Bretagne, la Normandie, où ils avaient cru exciter l'insurrection républicaine, se déclarèrent en faveur de la

monarchie ; lorsque Wimpfen voulut les jeter dans les bras de l'étranger ; lorsque leurs perfides alliés livrèrent Toulon aux Anglais, au lieu de reconnaître leur erreur et de gémir de s'être trompés, ils nous imputèrent leurs fautes ! Ce n'est pas ici le lieu d'examiner le ridicule de ces accusations. Je n'ai voulu seulement qu'indiquer la ligne que je me suis tracée, et comment je me trouve appelé à contredire les récits d'anciens adversaires que j'estime, et qui, si la hache n'eût pas frappé tous les partis, se fussent trouvés nos amis, quand le 18 brumaire, en relevant le trône, plongea dans la même douleur tout ce qui en France avait une âme républicaine.

Les dissensions qui troublaient les délibérations de la convention nationale s'introduisirent bientôt au sein du conseil exécutif. Servan ayant été obligé de quitter le ministère de la guerre à cause de sa mauvaise santé, la convention nomma de confiance à sa place, sur la présentation de Roland, le citoyen Pache, employé dans les bureaux de l'intérieur. Le nouveau ministre ne partagea pas les haines et les vues de son protecteur. Il voulut marcher seul et secouer les lisières dont Roland avait bien compté l'enchaîner ; en outre, et ce fut son plus grand crime, il fréquenta le club des jacobins dont la Gironde s'était éloignée. C'en fut assez pour le désigner aux accusations de nos implacables adversaires. Pache était un chaud patriote, mais un ministre peu capable, et il faut

avouer au surplus qu'à cette terrible époque un ministre de la guerre avait à vaincre des difficultés presque insurmontables. Comment, en effet, trouver de l'argent pour les troupes, quand le trésor national est vide ? Comment procéder à une organisation forte de l'armée, lorsqu'on est soumis au pouvoir législatif, et que ce pouvoir regarde toute mesure coercitive qui ne vient pas de lui comme un attentat à la liberté des citoyens ? Quoi qu'il en soit, il est certain que la gestion de Pache fut loin d'être bonne ; mais il est certain aussi que les girondins, en l'accusant de trahison, commirent une horrible injustice, et excitèrent un redoublement de violence dans les récriminations qui depuis long-temps s'élevaient contre Roland. Dumouriez, du sein de son armée victorieuse, se plaignait à chaque instant de manquer des fonds nécessaires pour payer ses troupes, et des subsistances qui devaient pourvoir à leurs besoins. Ces plaintes, que ne légitimait que trop le malheur des circonstances, étaient une éternelle source de dénonciations contre le malheureux Pache qui n'en pouvait mais, et qui, coupable peut-être d'incapacité, n'était si violemment poursuivi que parce qu'il s'était réuni d'intentions à la Montagne.

Pendant ces éternelles querelles, les comités de la convention n'avaient pas été inactifs comme elle ; le comité de défense générale avait, sous l'influence de Carnot, secondé nos armées et préparé nos victoires ; le comité de la comptabilité,

dont Cambon était le rapporteur habituel, avait créé des ressources à l'aide de ce papier-monnaie, qui, sous le nom d'*assignats*, a été tant et si souvent décrié, et de la vente des biens nationaux, mesure trop rigoureuse peut-être, mais que la nécessité des temps commandait. On a abusé sans doute de ces deux ressources. Les richesses fallacieuses que promettait la planche aux assignats ont conduit à l'embarras des finances; cependant il faut le dire, au moment où l'on s'en servit, elles sauvèrent la France. Sans ces moyens extrêmes, et dont l'abus suscita tant de dangers, nos opérations étaient, faute de fonds, frappées de mort. C'était la faible branche à laquelle il serait stupide de s'attacher dans un temps calme, mais qui, au moment du péril, peut devenir un utile appui pour l'homme qui se noie.

En même temps, le comité de l'instruction publique présenta un projet de loi fort étendu, et qui donna lieu à une vive discussion relativement à l'exercice du culte. La majorité pensa avec raison qu'il ne fallait lui donner aucun pouvoir réel sur l'éducation, et laisser aux croyances religieuses une entière liberté. Quelques philosophes voulurent plus; au nom de la tolérance ils songeaient déjà à proscrire le culte. Dans cette question les partis se divisèrent, et la majorité fut prise sur tous les bancs. Beaucoup de montagnards votèrent en haine des prêtres contre la liberté religieuse; mais Danton et Robespierre

s'opposèrent à leurs motions, et je me rangeai à l'avis de ces derniers.

On s'occupa aussi d'un décret sur les subsistances, qui fut également voté par une majorité sortie de tous les rangs. Je n'avais encore jamais pris la parole à la tribune de la convention ou même dans la société des jacobins. Les talents qui brillaient autour de moi m'intimidaient ; mais une mesure concernant les subsistances, dans un moment où la plus grande partie de mes concitoyens manquait de pain, me parut d'une telle importance, que je rompis le silence dans lequel je m'étais jusque alors enfermé. J'avais d'ailleurs, dans l'exercice de mes fonctions municipales, vu assez de faits, et étudié assez à fond la question pour croire que mon opinion ne serait pas sans quelque utilité. Je prononçai donc le discours suivant (1) : « Les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune ont traité les grands principes de l'économie politique. Pour moi, je me bornerai à des faits et à des observations que je dois à une longue et périlleuse expérience. Chargé en 89 et 90 de l'approvisionnement d'une grande ville

(1) On pense bien que nous sommes loin de partager, sur cette question, les opinions de notre auteur. Quoiqu'elles fussent bien naturelles en décembre 1792, elles ne seraient plus défendables aujourd'hui. Les ennemis de la liberté du commerce eux-mêmes ont abandonné le système coercitif, pour faire vendre aux marchands leurs denrées. On sait enfin que l'intérêt particulier est plus puissant dans ces sortes de choses que toutes les prescriptions.

et de la police de son marché, je suis allé plusieurs fois inviter les fermiers à apporter du blé au marché; sur mon invitation, qui paraissait pour beaucoup un ordre, le marché était plus fourni; mais le blé était vendu très-cher. Les fermiers, qu'un instinct d'intérêt ne trompe jamais, avaient bien pensé que je ne prenais tant de peine que parce que la disette se faisait sentir dans la ville. Aussi ils tenaient la main : c'est ce qui arrivera toutes les fois que les fermiers seront forcés de porter du blé au marché en vertu des réquisitoires que votre comité vous propose. Vous savez, citoyens, que les officiers municipaux ne peuvent donner de réquisitoires que dans leur municipalité. Les municipalités des grandes villes n'ont point, ou très-peu de fermiers; elles ne pourront, par conséquent, profiter du moyen que propose le comité.

« Est-il avantageux pour le peuple que le blé ne soit vendu qu'aux halles, un jour de marché ?

« Le prix du pain est en raison du prix du blé vendu au marché. Il est de l'intérêt du boulanger d'acheter chez le fermier presque tout le blé dont il a besoin, de n'en acheter que peu aux halles, et de l'acheter très-cher. Voici les motifs qui déterminent les boulangers en achetant chez les fermiers; ils ont le blé à meilleur compte, parce que le fermier est sûr d'être bien payé, et qu'il connaît l'acheteur. Le fermier n'est pas obligé de se déplacer et de perdre une journée pour aller à la ville; ses domestiques conduiront le blé. D'un autre côté,

le fermier ne craint point l'arrestation de son blé, ni de le voir piller au marché. Il aime donc mieux vendre moins cher chez lui que de porter son blé au marché. Le boulanger qui a sa provision ne manque pas de se trouver au marché pour augmenter la concurrence avec les boulangers qui n'ont pas de provisions et les autres particuliers. J'ai dit qu'il était de l'intérêt du boulanger qui a sa provision d'acheter quelques boisseaux fort cher, et bien plus cher qu'il ne les a achetés chez le fermier, parce que le pain devant être taxé sur le prix du blé vendu au marché, plus le boulanger achète cher au marché, et plus il augmente la valeur du blé acheté chez le fermier; aussi ils ne marchandent pas. J'en ai même vu un qui, dans un temps de disette, voulait payer le blé plus cher qu'il ne l'avait acheté. Le boulanger fut pris sur le fait par des citoyens que l'inquiétude avait attirés au marché : ils voulurent le pendre. Ah ! il le méritait bien ; mais mon devoir fut de l'empêcher. Je le fis conduire en prison, d'où les aristocrates le firent bientôt sortir.

« Quelques boulangers sont convenus avec les fermiers, que, quand ils achèteront du blé au marché, ils auront *treize* pour *douze*, *vingt-un* pour *vingt*. Le fermier déclare au prud'homme qu'il a vendu son blé tant ; mais le prix du treizième ou vingt-unième boisseau réparti sur les autres, en diminue réellement la valeur ; le boulanger y gagne, et le peuple y perd.

« D'un autre côté, il y a un inconvénient de ne pas permettre aux fermiers de vendre du blé chez eux ; les journaliers, les ouvriers, et même les cultivateurs qui n'ont pas récolté pour leur approvisionnement, seront obligés de perdre une journée pour aller au loin acheter quelques boisseaux de blé. Le journalier et l'artisan trouveront du crédit chez le fermier dont ils sont connus, et le cultivateur pourra vendre en nature.

« Peut-on, sans blesser la propriété et la liberté, forcer un fermier et un propriétaire de vendre leur blé ? Il est un principe consenti par tout homme vivant en société, c'est que l'intérêt particulier doit céder au bien général. C'est d'après ce principe que le corps législatif obligea les gardes nationales d'un canton à s'assembler, et à ne pouvoir se séparer sans avoir fourni le nombre de citoyens déterminé par la loi. La patrie était en danger, et, pour le bien général, quelques citoyens devaient sacrifier leur vie, la plus chère des propriétés. Et lorsque la tranquillité publique est troublée, la vie de vos concitoyens exposée ; je dis plus, la liberté menacée ; vous ne pourrez forcer un fermier à vendre son blé ! Et qu'exigez-vous de lui ? Qu'il échange le produit de son travail contre de l'argent ou un signe qui en est représentatif ? en cultivant la terre n'était-ce pas son intention ? Qui a pu l'en détourner ? l'avarice, le dessein perfide d'attenter à la liberté. Qu'elles sont faibles ces barrières devant la loi impérieuse

du besoin ! L'humanité parle, que l'égoïsme se taise. Si les marchands de fer, les maréchaux et les charrons ne voulaient ni vendre ni travailler, vous seriez bientôt assaillis des pétitions des fermiers. Ils vous diraient : nous ne pouvons tirer des entrailles de la terre notre subsistance et celle de nos frères. La faux de la mort va seule moissonner. Forcez les marchands de fer, les maréchaux et les charrons de travailler, ou la France ne sera plus qu'un vaste cimetière. Eh bien, les marchands de fer, les maréchaux et les charrons vous disent : forcez les cultivateurs à vendre leur blé ; nous ne pouvons travailler, si nous n'avons pas de pain.

« Citoyens, je respecte la propriété et la liberté autant que qui que ce soit ; mais je crois ne blesser ni l'une ni l'autre en obligeant les cultivateurs à vendre leur blé ; je leur laisse la liberté de le vendre tel ou tel jour, à tel ou tel, quand, et où ils voudront : seulement je veux qu'à telle époque ils aient vendu le tiers de l'excédant de leur approvisionnement et de la semence, si c'est un cultivateur ; à telle époque le second tiers, et à telle époque le dernier tiers : comment faire exécuter la loi ? Par un procédé bien simple.

« Tous les cultivateurs ou propriétaires seront obligés de faire la déclaration de la quantité de grains ou farines qu'ils ont au-delà de leur approvisionnement et de la semence, si ce sont des cultivateurs. Au premier avril prochain, les culti-

vateurs ou propriétaires auront dû vendre le tiers de leur déclaration; jusqu'à ce jour point de visites ni de vérifications. Si le propriétaire et le fermier déclarent au-dessous de la quantité réelle, l'un dans la crainte d'une augmentation dans l'imposition foncière, l'autre dans le prix de la ferme, il sera toujours vrai qu'au premier avril il ne leur restera au plus que les deux tiers de ce qu'ils auront déclaré; ce n'est qu'à cette époque, et sur des dénonciations, qu'il sera fait des visites. La vente du dernier tiers ne sera faite qu'après la récolte; et comme cette loi n'est que provisoire, il sera temps à la récolte prochaine de prendre les précautions que les circonstances exigeront.

« La seconde déclaration sera celle sur laquelle on pourra compter. Les propriétaires et les fermiers n'auront aucun intérêt à la faire fausse. La crainte d'une dénonciation les retiendra. Je le répète, toute vérification ne pouvant être faite qu'au premier avril, les propriétaires et fermiers auront eu le temps de vendre l'excédant de leur déclaration, s'ils n'en ont pas fait une véritable; et par ce moyen, ils auront pu soustraire à la connaissance du public leurs richesses. Citoyens, en attendant que les hommes soient ce qu'ils devraient être, employons-les pour le plus grand bien tels qu'ils sont.

« Ces visites domiciliaires, ces dénonciations, feront rejeter mon projet : si l'on en trouve un

meilleur, je m'en réjouirai. Lorsqu'une ville est assiégée, le magistrat a certainement le droit de forcer les habitants qui ont plusieurs fusils à les partager avec leurs concitoyens pour concourir tous à la défense commune, et lorsque les citoyens sont menacés de mourir de faim, le magistrat ne pourra forcer les cultivateurs à vendre l'excédant de leur approvisionnement ! Je ne conçois rien à de tels ménagements : voyez d'un côté l'avarice et la vengeance satisfaites, de l'autre la misère du peuple. »

Peu de temps après le vote du décret sur les subsistances commencèrent les discussions relatives au procès de Louis XVI. Il n'entre pas dans mon cadre de m'expliquer sur ce point, ni de rendre compte des débats de cette affaire au milieu de la convention nationale. Qu'il me suffise de rappeler que les haines s'envenimèrent encore pendant le cours de cette douloureuse délibération.

A la fin de janvier 1793, nous nous trouvions donc, comme aux premiers jours de notre réunion, livrés à des hostilités sans objet qui nous rendaient incapables de travailler d'une main ferme à la réédification de l'ordre social. Mais il s'était pourtant fait un notable changement dans les dispositions de l'assemblée. Certains de ne pouvoir amener leurs adversaires à aucune réconciliation durable, les montagnards avaient quitté la défensive sur laquelle ils s'étaient peut-être tenus trop longtemps pour attaquer à leur tour la Gironde. La

guerre était flagrante, et l'on devait bien sentir dès-lors qu'on ne pourrait procéder à l'organisation de la république que lorsqu'un des deux partis serait complètement anéanti.

L'assassinat de Michel Lepelletier Saint-Fargeau amena une explication et une rupture ouverte entre les deux côtés extrêmes. Cette malheureuse victime de nos troubles appartenait à la Montagne, et ses collègues jurèrent de le venger et de sauver la patrie. Les girondins, par l'organe de Pétion, firent le même serment ; quelques membres du Marais, jusque alors indifférents aux deux partis, mais qui votaient plus souvent avec la droite, voulurent profiter de cette circonstance pour tenter une réconciliation générale ; mais ils furent repoussés également par chacune des extrémités. « Nous ne voulons point de réconciliations ridicules ! point de baisers de Lamourette (1) ! » cria-t-on de toutes parts, et de chaque côté l'on se prépara à de sérieux combats.

On doit remarquer que dès-lors la majorité cessa d'être assurée aux girondins, et que le Marais, de

(1) Lamourette, évêque constitutionnel de Lyon, et membre de l'assemblée législative, avait proposé une réconciliation entre les divers partis de cette assemblée. Son éloquence onctueuse parut d'abord obtenir un plein succès. Les divisions des deux côtés cessèrent. Pastoret et Bazire, Merlin et Vaublanc, Chabot et Dumas, coururent s'embrasser. On chanta le *Te Deum*. Mais le lendemain les divisions recommencèrent plus sérieuses que jamais.

(Note de l'Éditeur.)

plus en plus dégoûté de l'humeur intrigante et de l'insupportable vanité de ce parti, se réunit souvent contre lui à la Montagne, dont il s'était d'abord montré très-éloigné. Ainsi la démission offerte par Roland fut acceptée ; d'un autre côté, il est vrai, Pache fut éloigné du ministère. Mais la première décision était pour la Montagne une victoire que n'atténuait pas la seconde, puisque le ministre de l'intérieur avait eu jusque alors une autorité considérable que ne balançait aucunement la présence de Pache dans le conseil. D'ailleurs ce dernier, bientôt élu au poste important de maire de Paris, fut en mesure de nous servir, tandis que Roland était trop dépopularisé pour pouvoir user d'aucune influence une fois sorti du conseil.

Une motion de Buzot, que son injustice n'aurait peut-être pas suffi pour faire rejeter un mois plus tôt, vint prouver, bien plus que les avantages compensés du changement de ministère, les pertes que le parti de la Gironde avait dues à son irritable vanité. J'ai déjà eu occasion de parler du comité de sûreté générale de la convention : je ne sais comment il se fait que plusieurs montagnards, au milieu desquels on distinguait Tallien, Chabot et Bazire, y aient trouvé accès malgré la Gironde qui composait alors toutes les commissions et disposait de toutes les fonctions. La composition de ce comité suffit pour le rendre l'objet de perpétuelles hostilités ; car, dès qu'un montagnard se montrait quelque part, on pouvait être sûr d'enten-

dre le parti opposé crier à l'anarchie et à la contre-révolution. Aussi demanda-t-on souvent le renouvellement du comité sans pouvoir l'obtenir, ce qui n'empêcha pas de réitérer chaque jour les mêmes attaques.

Enfin le 28 janvier Buzot dénonça le comité de sûreté générale comme ayant lancé un mandat d'arrêt contre un *journaliste estimable*, et profita de cette circonstance pour demander sa dissolution ; car les girondins avaient pour coutume constante de sacrifier plutôt une institution que de la laisser fructifier entre les mains de leurs adversaires. Buzot demanda en outre la mise en liberté immédiate du journaliste.

Un membre du comité donna alors lecture du numéro du *Tableau politique de Paris*, qui avait suscité des poursuites contre son auteur. « La liste des membres du comité de sûreté générale, y était-il dit, est souillée des noms d'un Bazire, d'un Chabot, et d'autres hommes de sang, qui dans ce moment disposent souverainement de la vie, de l'honneur et de la fortune des citoyens. Ce comité est le conseil des dix de Venise : ils n'ont qu'à dire *poignardez*, et l'on poignarde. » Tels étaient les écrits que défendaient les mêmes girondins, qui ne cessaient de crier à la licence et à la calomnie dès qu'ils étaient en butte aux moindres attaques de la presse périodique ; mais cette fois leur levée de boucliers n'obtint pas de succès. Le journaliste resta en prison, et le comité fut maintenu.

CHAPITRE IV.

Revers de nos armées. — Établissement du tribunal révolutionnaire.
— 10 mars. — Décret d'accusation contre Marat.

J'ARRIVE à cette journée du 10 mars qui nous a été imputée à crime, et que Louvet cite comme une preuve du dessein formé par la Montagne de faire assassiner le côté droit. Les faits portent avec eux toute la vérité, et je n'ai qu'à tracer un récit exact de tout ce qui s'est passé pour repousser victorieusement les inductions odieuses qu'on en a tirées. Moi-même j'ai joué un rôle dans cette affaire ; car j'ai eu part à l'organisation d'un tribunal sans appel. Mais je dois prouver, et heureusement il ne faut pour cela qu'ouvrir le *Moniteur*, que ce n'est pas à la faveur des ténèbres de la nuit et de violences insurrectionnelles que j'ai fait décréter ma motion. C'est encore là une erreur échappée sans doute involontairement à Louvet, mais qu'il n'est pas moins nécessaire de relever pour l'instruction de ceux qui n'étudient pas le *Moniteur*.

Les troubles révolutionnaires trouvent leur explication dans les causes qui les ont fait naître.

Il faut donc que je remonte aux causes avant de raconter les événements du 10 mars. Nos armées, long-temps victorieuses dans la Belgique, se préparaient, sous le commandement de Dumouriez, à envahir la Hollande lorsque de grands revers vinrent les atteindre. Miranda fut contraint de lever le siège de Maestrich, nos troupes rétrogradèrent en deçà d'Aix-la-Chapelle, et repassèrent la Meuse. Ces affligeantes nouvelles parvinrent à la convention le 8 mars. Beurnonville, ministre de la guerre, et allié du parti de la Gironde, en nous en donnant connaissance, s'exprimait ainsi : « La convention jugera sans doute convenable de prendre de grandes mesures pour exciter le zèle des départements, et fournir de prompts secours à nos armées. Paris surtout, où j'ai vu autrefois le plus grand zèle, se signalera sans doute dans cette circonstance, où il s'agit du salut de la république. »

Danton et Lacroix, commissaires de la convention près de l'armée de Belgique, qui venaient d'arriver à Paris à l'instant même, parlèrent dans le sens du ministre, et demandèrent comme lui de promptes et grandes mesures. Un membre ayant alors proposé le renvoi de toutes ces motions au comité de défense générale, Barrère, qui votait encore avec les girondins, s'écria : « Nous n'avons pas besoin de ce renvoi ; car nous n'avons point de secret à garder. Une assemblée qui est publique par son essence devrait délibérer sur la guerre au milieu de la place publique. Vous avez changé

la diplomatie de l'Europe ; vos armées ne connaissent plus d'autre tactique que celle d'hommes qui, voulant la liberté ou la mort, se précipitent sur les esclaves. Je sais bien qu'il existe dans le conseil exécutif un secret naturel pour les mesures d'exécution, pour les plans de campagne ; mais quand on annonce des dangers à la convention nationale, elle devrait désirer que la nation entière se trouvât dans cette enceinte, parce que nous la verrions se précipiter tout entière vers les points menacés pour écraser les despotes. »

Ces discours portèrent l'enthousiasme à son comble. Tous les côtés de l'assemblée montrèrent la même exaltation, tous proposèrent à l'envi des moyens d'enflammer l'ardeur populaire et de pousser les masses à la frontière. Le président Gensonné, Phelippeaux, Robespierre, disputèrent de zèle et de chaleur. Danton, renchérissant sur eux, s'exprima ainsi : « Il faut le dire à la France entière : si vous ne volez pas au secours de vos frères de la Belgique, si Dumouriez est enveloppé en Hollande, si son armée est obligée de mettre bas les armes, qui peut calculer les malheurs incalculables d'un pareil événement ? La fortune publique anéantie, la mort de six cent mille Français, en pourraient être les suites !

« Citoyens, vous n'avez pas une minute à perdre..... Nous ne pouvons pas attendre notre salut de la loi du recrutement, dont l'exécution peut être lente..... Il faut que Paris, cette cité célèbre

tant calomniée..... contribue , par son exemple , à sauver la patrie. Je dis que cette ville est encore appelée à donner à la France l'impulsion qui l'année dernière a enfanté nos triomphes. Comment se fait-il que vous n'ayez pas senti que, s'il faut faire les lois avec maturité, on ne fait bien la guerre qu'avec enthousiasme? Toutes les mesures dilatoires, tout moyen tardif de recruter, détruit cet enthousiasme, et reste souvent sans succès.

« Tous les Français veulent être libres. Ils se sont constitués en gardes nationales. Aux termes de leurs serments, ils doivent tous marcher quand la patrie réclame leurs secours.

« Je demande, par forme de mesure provisoire, que la convention nomme des commissaires, qui ce soir se rendront dans toutes les sections de Paris, convoqueront les citoyens, leur feront prendre les armes, et les engageront, au nom de la liberté et de leurs serments, à voler à la défense de la Belgique. La France entière sentira le contre-coup de cette impulsion salutaire..... hâtons-nous de réparer nos fautes. Que ce premier avantage de nos ennemis soit, comme celui de l'année dernière, le signal du réveil de la nation..... »

Des applaudissements réitérés suivirent cette harangue, et le décret proposé par Danton fut rendu à l'unanimité dans les termes suivants :

« La convention nationale décrète que des commissaires pris dans son sein se rendront ce jour, dans les quarante-huit sections de Paris, pour les

instruire de l'état actuel de l'armée, pour rappeler à tous les citoyens en état de porter les armes le serment qu'ils ont prêté de maintenir jusqu'à la mort l'égalité, la liberté, et pour les requérir au nom de la patrie de voler au secours de leurs frères dans la Belgique.

« Des commissaires chargés de la même mission seront envoyés dans tous les départements de la république. »

En même temps la convention décrétait la réunion de Louvain et de Namur à la république française. Jamais on n'avait vu plus d'accord dans le sein de la représentation nationale.

Dans la séance du 9, les divers commissaires envoyés près des sections de Paris, vinrent présenter leur rapport. Partout ils avaient trouvé les citoyens animés de l'ardeur la plus vive, partout les enrôlements volontaires dépassaient l'attente publique; mais partout aussi la plus grande fermentation commençait à régner. En même temps les lettres du ministre de la guerre, de Miranda et de Dumouriez, en nous rassurant sur notre avenir, nous donnaient des détails sur nos récents désastres, et faisaient connaître que la faiblesse et l'impéritie, sinon la trahison des généraux Stengel et Lanoue, avaient été la cause première de nos revers et de la levée du siège de Maestrich. Ces détails divers répandaient dans nos rangs une agitation excessive. Les propositions se croisaient. On demandait que les commissaires nommés pour faire

lever en masse toute la France, se répandissent immédiatement dans les départements. Mais ces commissaires émirent le vœu qu'avant de partir, on leur donnât des garanties contre les trahisons dont nous étions entourés. Plusieurs sections de Paris parurent à la barre pour peindre le zèle qui poussait les citoyens aux frontières, et pour inviter la convention à les rassurer sur l'intérieur, en faisant justice des conspirateurs royalistes. C'est alors que fut proposé par plusieurs membres l'établissement d'un tribunal extraordinaire. J'en fis adopter le principe en ces termes :

« La convention nationale décrète l'établissement d'un tribunal criminel extraordinaire, sans appel et sans recours au tribunal de cassation, pour le jugement de tous les traîtres, conspirateurs et contre-révolutionnaires. » Danton fit en même temps voter la mise en liberté de tous les détenus pour dettes, et l'abolition de la contrainte par corps.

Les mêmes causes produisent ordinairement les mêmes effets. Si la proclamation des dangers de la patrie et l'appel fait au peuple de Paris en septembre 1792 avaient excité des troubles et des massacres, il n'était pas probable qu'un semblable mouvement se fit en mars 1793 sans quelque agitation et quelques symptômes fâcheux. Aussi dès le 9 mars la fermentation de la capitale commença-t-elle à se manifester par des mouvements tumultueux, au milieu desquels les presses de Gorsas furent brisées, et ce député journaliste contraint

à prendre la fuite. Les girondins ont prétendu que ces troubles étaient excités par des brigands apostés. S'il en eût été ainsi ils eussent été étouffés aussitôt, car c'était dans ce moment surtout que l'on pouvait dire avec vérité : *le peuple est debout*, et le peuple eût fait justice de séditions auxquelles il n'eût point participé. Il est si vrai que c'était bien le peuple en corps qui concourait aux votes des sections et à l'agitation de la capitale, que toutes les professions utiles en souffrirent pendant ces deux journées, et qu'il fallut un décret de la convention pour renvoyer les boulangers à leur fournil et les employés des postes à l'expédition des dépêches.

Les désordres qui signalèrent les journées des 9 et 10 mars étaient-ils de nature à ne pas pouvoir être pris comme compensation de l'élan énergique tout nouveau qu'ils imprimaient au peuple, et de la force qu'ils donnaient à la défense de notre indépendance nationale ? Fallait-il museler l'anarchie avant de songer à couvrir nos frontières ? c'est ce que je n'ai point à examiner ici. Mais s'il était coupable de songer avant tout à soustraire la France au joug étranger, si nous devions pour calmer l'irritation des esprits calmer la soif de vengeance des Parisiens ; s'il fallait pour nous préserver de cette fièvre brûlante négliger de repousser l'Europe coalisée, les girondins ont été aussi coupables que nous. Ils ont appuyé les décrets du 8 mars qui excitèrent l'effervescence publique :

comment donc ont-ils pu nous reprocher les effets naturels d'une crise qu'ils ont comme nous cru nécessaire de faire naître ? Mais, disent-ils, nous avons été attaqués par le peuple au 10 mars, est-ce nous qui l'avons lancé contre nous-mêmes ? est-ce nous qui avons fait briser les presses de Gorsas ? Ce n'est pas la Montagne non plus. Si vous seuls avez été frappés, c'est l'effet de nos positions respectives. Trainés à la remorque dans la carrière révolutionnaire, votre marche lente et forcée n'a pas été un secret pour les masses, et au moment où vous-mêmes en appeliez à leur énergie, elles vous reprochaient votre précédente faiblesse. Quand vous nous aidiez à mettre le peuple en mouvement, vous fournissiez des armes pour vous écraser. Je reprends le récit des faits.

Dans la soirée du 9 mars la plupart des sections vinrent protester dans le sein de la convention de leur zèle républicain et promettre de voler aux frontières. Des discussions sans objet s'engagèrent sur la rédaction de leurs adresses. Le côté droit voulait ainsi empêcher la franche manifestation de l'opinion générale des Parisiens. Je m'écriai : « Beaucoup de sections doivent se présenter ; si l'on ouvre la discussion sur chaque pétition, très-peu pourront être entendues. Je demande que l'on n'accorde la parole sur aucune pétition. » Ma motion fut adoptée, et les adresses des sections prouvèrent que l'on s'y occupait exclusivement des enrôlements volontaires que nous avions décrétés.

La séance du 10 mars fut entièrement consacrée à l'organisation du tribunal révolutionnaire d'après le principe adopté sur ma motion. Lesage d'Eure-et-Loire et Robert Lindet présentèrent deux plans différents qui furent discutés pendant tout le cours de la séance. C'est alors que Danton demanda que la discussion fût hâtée, parce qu'il fallait avant tout songer au départ de nos commissaires et au salut de la patrie : « Qu'ils partent cette nuit même, s'écria-t-il. Voyez, citoyens, les belles destinées qui vous attendent. Quoi ! vous avez une nation entière pour levier, la raison pour point d'appui, et vous n'avez pas encore bouleversé le monde ! Il faut pour cela du caractère, et la vérité est qu'on en a manqué. Je mets de côté toutes les passions ; elles me sont toutes parfaitement étrangères, excepté celle du bien public. Dans des circonstances plus difficiles, quand l'ennemi était aux portes de Paris, j'ai dit à ceux qui gouvernaient alors : Vos discussions sont misérables ; je ne connais que l'ennemi ; battons l'ennemi. Vous qui me fatiguez de vos contestations particulières, au lieu de vous occuper du salut de la république, je vous répudie tous comme traîtres à la patrie. Eh ! que m'importe ma réputation ! que la France soit libre, et que mon nom soit flétri !... » Puis, à la fin de la séance, il traçait ainsi le plan de nos travaux : « Ce soir, organisation du tribunal révolutionnaire, demain mouvement militaire ; que demain

vos commissaires soient partis; que la France entière se lève, coure aux armes, marche à l'ennemi; que la Hollande soit envahie; que la Belgique soit libre; que le commerce d'Angleterre soit ruiné; que les amis de la liberté triomphent de cette contrée; que nos armes partout victorieuses apportent aux peuples la délivrance et le bonheur, et que le monde soit vengé. »

Ces paroles de Danton furent accueillies par les applaudissements unanimes de l'assemblée, et la fin de la discussion relative à l'organisation du tribunal révolutionnaire, fixée à la séance du soir.

Qu'on se rappelle les motions qui se succédaient depuis deux jours sur les dangers de la patrie, les harangues des commissaires conventionnels dans les sections, le grand mouvement national que l'on venait d'exciter, et l'on ne sera pas étonné si l'on apprend que Paris n'était pas dans un état de parfaite tranquillité. Des groupes se formaient dans divers endroits. Quelques attroupements tumultueux parcouraient les divers quartiers de la capitale. Nous le savions tous quand nous fixâmes notre prochaine réunion à neuf heures du soir, et à cette heure les symptômes alarmants s'étaient plutôt dissipés qu'accrus; aussi ne fut-ce pas sans étonnement que je vis à la séance du soir les bancs de la droite presque entièrement dégarnis, ce dont je ne pus pas m'empêcher de faire la remarque à mes collègues, en leur disant : Ces messieurs dorment sans doute quand nous veillons pour le salut

de la patrie. Ils ne dormaient pas cependant ; ils méditaient contre nous une injuste accusation de plus. Or voici les faits qui y donnèrent lieu.

Le 10, dans l'après-midi, les attroupements réunis aux Champs-Élysées prirent un caractère séditieux. Les discussions de la convention devinrent le sujet de nombreuses motions, dans lesquelles les députés qui avaient voté avec la minorité dans le procès de Louis XVI furent maltraités. On se porta ensuite aux *Jacobins* et aux *Cordeliers*, où l'on prêcha l'insurrection contre la convention ; mais dans ces deux clubs ces propositions furent repoussées par des députés montagnards, parmi lesquels figuraient Dubois-Crancé et Marat. En même temps la commune veillait à la sûreté publique. Pache et Santerre prenaient de salutaires mesures pour empêcher l'insurrection d'éclater. Ils arrêtaient la clôture des barrières, et veillaient à ce que les malveillants ne pussent pas faire battre la générale et sonner le tocsin.

Pendant ce temps nous étions en séance, poursuivant l'organisation du tribunal révolutionnaire. Nous apprîmes qu'un mouvement se manifestait dans Paris, et aussitôt la discussion fut interrompue, le maire et le commandant général mandés à la barre, et nous ne reprîmes le cours de nos travaux qu'après avoir obtenu la preuve qu'aucun trouble sérieux n'était à craindre. La séance fut levée à quatre heures du matin. Depuis dix heures du soir, Paris jouissait de la plus grande tranquil-

lité. Le lendemain, 11 mars, il ne fut point question des appréhensions de la veille. La convention continua ses occupations habituelles, et le décret relatif au tribunal révolutionnaire, rendu dans la nuit précédente, fut modifié et rédigé sur la proposition d'Isnard (1), dans les termes suivants :

« Il sera établi à Paris un tribunal criminel extraordinaire, qui connaîtra de toute entreprise contre-révolutionnaire, de tout attentat contre la liberté, l'égalité, l'unité, l'indivisibilité de la république, la sûreté intérieure et extérieure de l'État, et de tous les complots tendant à rétablir la royauté ou à établir toute autre autorité attentatoire à la liberté, à l'égalité et à la souveraineté du peuple, soit que les accusés soient fonctionnaires civils ou militaires, ou simples citoyens. »

Le 12, plusieurs pétitionnaires envoyés, disaient-ils, par la section Polissonnière, se présentèrent à la barre, demandant le décret d'accusation contre Dumouriez. On était loin encore de soupçonner la trahison de ce général ; aussi un mouvement d'indignation s'éleva-t-il de toutes parts contre les dénonciateurs. On demanda généralement qu'ils fussent improuvés. Quelques députés provoquèrent même leur arrestation immédiate. Ce fut alors que, pour la première fois, une voix s'éleva dans

(1) Isnard était l'un des plus impétueux orateurs du côté droit. Il figura depuis dans les réactions royalistes.

(Note de l'Auteur.)

notre enceinte pour flétrir les attentats du 10, et réclamer la punition des coupables. Cette voix était celle de Marat !!! Oui, Marat dénonça les mouvements du 10 mars, nomma Fournier, dit *l'Américain*, comme un de leurs auteurs, et se plaignit que des pétitions eussent été colportées pour faire demander les têtes de Gensonné, de Guadet et de Vergniaud ; crime atroce, ajouta-t-il, qui tend à amener la dissolution de la convention !

Ce fut le lendemain seulement que Vergniaud vint se plaindre des mêmes événements, et que le côté droit essaya de les présenter comme le résultat d'un complot suscité contre lui par la Montagne. Dans cette séance, on ordonna au ministre de la justice, Garat, de poursuivre et traduire devant les tribunaux le comité insurrectionnel qui avait présidé aux troubles, et Garat répondit à notre barre qu'il n'existait pas de comité insurrectionnel ; que les troubles du 10 mars avaient été spontanés et sans but, et qu'à la tombée de la nuit il n'en restait aucune trace ; en effet Paris était à l'ouverture de la séance dans le calme le plus complet. Dans un rapport subséquent, le même ministre attribuait les troubles de Paris aux dissensions des représentants. « Pour mieux déterminer les faits, ajoutait-il, ayant des amis dans les deux côtés de la convention, je me flatte d'avoir lu dans leur âme ; voici les soupçons qui se sont établis des deux côtés : je rapporte ces confidences parce qu'elles

ne peuvent nuire à personne. Des membres du côté droit m'ont dit : Ne voyez-vous pas que ces hommes veulent vous mener à l'anarchie, pour l'accomplissement de leurs vues criminelles ? mais ils peuvent en avoir deux, ou d'ériger un nouveau trône, ou d'élever un pouvoir de triumvir ou de dictateur. Les membres du côté gauche ont aussi un système très-lié, très-suivi, sur les conspirations attribuées au côté droit. Ne voyez-vous pas, disent-ils, que, sous le prétexte de modérer le cours trop rapide de la révolution, on veut tuer la liberté ? Les membres de la droite, par leurs discours, leurs journaux, répandent que Paris et la convention sont remplis de brigands. Par là ils cherchent à soulever les départements, pour détruire la Montagne, la sainte Montagne, et anéantir sous ses débris la liberté et la France.

« Voilà ce que j'ai entendu à mon grand étonnement, et lorsque j'ai essayé de les dissuader et de défendre les membres de la convention, contre lesquels chacun des deux côtés s'élevait avec plus de fureur, ils m'ont tous dit : Vous ne connaissez pas ces hommes, nous serons leurs victimes, et vous serez leur dupe. Eh bien, c'est moi qui, par mes fonctions au milieu de tous les partis, ne m'associant à aucun, crois avoir mieux jugé et les hommes et les événements. Je pense qu'il y a des moyens très-simples de calmer les inquiétudes, et si ce n'est d'étouffer entièrement les haines, au moins de prévenir les malheurs qui peuvent ré-

sulter de leur exaspération. Les scélérats ne peuvent avoir de force que par les suites de vos querelles. Vous pouvez les déjouer en ne vous occupant d'aucun des objets particuliers qui excitent les passions, mais seulement des objets généraux qui tiennent au salut de la république. La seule séance d'hier, et cela résulte des rapports qui m'ont été faits à la mairie, a produit en bien un effet prodigieux sur la capitale. Avec de semblables mesures, la sagesse et la vertu du maire de Paris parviendront à maintenir le calme. Il a été beaucoup calomnié; quant à moi, je ne l'ai pas suivi dans les bureaux du ministère de la guerre; mais je l'ai vu au conseil exécutif voter constamment pour les mesures les plus favorables à la liberté, mais les plus calmes et les plus modérées. Je l'ai vu se livrer avec la plus grande activité à la recherche des malintentionnés et des agitateurs; je l'ai toujours trouvé debout, veillant à la tranquillité publique. »

Et la convention nationale décida que le maire de Paris, Pache, et le commandant général Santerre, avaient bien mérité de la patrie.

Voyons cependant comment ces faits si simples ont été dénaturés par nos adversaires : selon eux, la Montagne avait conçu le projet d'égorger le côté droit; elle avait pour cela indiqué une séance du soir, et toutes les mesures étaient prises pour qu'une insurrection formidable amenât la réussite de ses horribles projets. Ce projet n'a, disent-ils,

échoué que par la présence d'esprit de Kervélegan, député du Finistère, qui se mit à la tête d'un bataillon de fédérés brestoix, et intimida ainsi les factieux. Louvet va plus loin : selon lui la Montagne était d'accord avec Pitt et Cobourg. Elle avait conspiré le mouvement du 10 mars avec Dumouriez, par l'entremise de Danton et de Lacroix. On devait livrer à Cobourg les têtes des républicains du côté droit. Aussi Dumouriez marcha-t-il bientôt sur Paris, en annonçant qu'il venait défendre la saine majorité de l'assemblée, c'est-à-dire le côté droit, dans l'intention de déshonorer les girondins en les faisant passer pour ses complices ! Ils prétendent également que la force seule dicta dans la nuit du 10 mars l'établissement du tribunal révolutionnaire. Étrange aveuglement de l'esprit de parti, qui, non content de dénaturer les faits, ne se donne pas même la peine de coordonner entre elles ses accusations !

Nous voulions, suivant le récit de Louvet, vendre à Dumouriez les têtes de nos collègues ; et en même temps Dumouriez s'était engagé à se prononcer contre nous en faveur du côté droit, dans l'intention de le dépopulariser. C'est-à-dire que nous avions médité l'étrange complot d'ôter leur influence à des hommes morts, et de faire marcher Dumouriez au secours d'un parti qui devait ne plus exister ! De pareilles imputations se réfutent par leur propre absurdité ! Je veux cependant, une fois pour toutes, repousser ces allégations

vagues d'intelligence avec l'étranger, de conspiration pour faire haïr la république. Peut-être une pareille tâche est-elle bien inutile; peut-être après quarante années n'est-il pas un homme de bonne foi que de telles assertions ne fassent sourire de pitié. Cependant une preuve de plus ne peut nuire, si elle n'est point nécessaire, et ce qui abonde en fait de raisonnement ne vicie pas toujours.

Je ferai donc remarquer à nos calomniateurs que la Montagne n'était pas et ne pouvait pas être liée comme un seul homme à tel ou tel engagement particulier. Beaucoup d'entre nous ne se connaissaient que de vue et ne se rencontraient qu'à l'assemblée. Le club des Jacobins était de même une assemblée nombreuse composée d'individus entièrement étrangers les uns aux autres. Il pouvait devenir quelquefois un foyer d'insurrection et de révolte. Il pouvait s'allumer dans son sein un incendie subit, mais il eût été impossible de le faire servir à tramer des complots secrets. D'ailleurs les jacobins et la Montagne étaient loin d'être composés d'éléments homogènes. Réunis en corps de parti contre la Gironde, ils se subdivisaient en beaucoup d'opinions différentes. Ainsi l'on y trouvait une masse de patriotes purs, mais enthousiastes; que la passion de la liberté entraîna plus d'une fois à des excès, mais qui n'étaient poussés dans le torrent révolutionnaire que par le zèle de la chose publique. On y trouvait en même temps des hommes qui se jetaient

au milieu de nos orages pour essayer d'y faire leur chemin ; on y trouvait des athées fanatiques et de fanatiques réformateurs ; des amis de tel ou tel chef qui avaient pour la plupart des intentions et des vues différentes ; enfin il s'y était peut-être glissé des intrigants vendus à l'étranger, mais en trop petit nombre pour agir sur les masses. Ils pouvaient bien s'associer au cours des choses pour essayer d'en tirer profit, mais bien certainement ni eux, ni personne, ne pouvait prétendre à le diriger.

Supposons toutefois, pour un instant, que les chefs de la Montagne et des deux clubs aient voulu fomentier ensemble un vaste complot ; supposons que le secret, si difficile à garder entre quelques hommes, ait été caché à tous les yeux pendant cette lutte ; croit-on que lorsque ces chefs se sont divisés entre eux, des indiscretions ne fussent pas sorties de la bouche des vaincus ? Croit-on qu'Hébert, Danton, Fabre d'Églantine, n'eussent pas jeté à la tête de Robespierre leur ancienne complicité ? C'était de conspiration avec l'étranger que la faction Hébertiste était accusée ; d'où vient qu'aucun de ses membres n'a récriminé, en expirant, contre Robespierre ? D'où vient, au contraire, que Chabot a avoué sa participation à une intrigue royaliste isolée, sans chercher à y englober ceux qui l'envoyaient à l'échafaud ? Passons encore sur tant d'absurdités. Mais aujourd'hui que le trône triomphe, s'il avait eu des défenseurs parmi les républicains exaltés, ne les

verrions-nous pas réclamer le salaire de leur dévouement ? Et où est aujourd'hui marquée la place des survivants ? Dans la retraite ou dans l'exil. Ce n'est pas ainsi que le pouvoir traite les instruments qui l'ont servi. Il est tel girondin qui depuis la restauration a reçu de hautes marques de reconnaissance. Il en est à la chambre des pairs, dans nos cours et dans nos tribunaux ; il en est qui approchent de fort près le trône. Qu'on me cite des montagnards récompensés, flattés, accueillis ! Bien plus, il n'est pas de vils services dont les affidés du pouvoir ne se soient vantés depuis la restauration. Tel s'est enorgueilli de trahisons multipliées ; tel s'est avoué conspirateur ; tel a revendiqué l'honneur d'avoir fait de faux serments ; il n'est pas enfin jusqu'aux services rendus par l'espionnage et la bassesse la plus abjecte qui ne se soient parés de leur infamie, et je répéterai que dans toutes les classes et tous les rangs, les seuls députés montagnards ont été exempts de ces dégradantes apologies.

Je reviens au 10 mars, et je rappelle que les mouvements tumultueux de Paris avaient été fomentés par tous les partis, puisque tous les partis avaient pris part à l'excitation tentée pour pousser le peuple aux frontières ; que les scènes du 10 mars ont été une suite nécessaire de cette exaltation ; que la Montagne, siégeant seule dans l'enceinte de la convention, avait calmé en peu d'heures le désordre qui s'annonçait menaçant ; que Pache et Santerre, tant calomniés par nos ennemis, avaient le lende-

main, reçu des éloges pour leur zèle; enfin que Marat et Dubois-Crancé avaient pacifié les deux clubs des Jacobins et des Cordeliers, et étaient parvenus à leur faire abandonner leurs sinistres projets.

Je rappellerai en outre que Marat fut le premier à dénoncer les troubles du 10 mars; qu'il provoqua le décret d'accusation contre Fournier l'Américain, l'un de ses auteurs; que Lasource, girondin exalté, lui adressa des éloges dans la séance du 12; et enfin, ce qui est plus décisif encore, qu'un membre de la droite ayant dans cette même séance insulté Marat, le nom du provocateur fut, par une décision unanime, malgré la partialité révoltante dont on usait habituellement à l'égard de l'*ami du peuple*, inscrit au procès-verbal avec censure.

Malgré tant de faits qui dénotent l'innocence de la Montagne dans les mouvements du 10 mars, on n'en a pas moins répété depuis les calomnies de ses adversaires, et ce qui est plus grave, on a en même temps rejeté sur cet événement fortuit, pour en faire son ouvrage, toutes les plaies de la république. On a prétendu que dans la nuit du 10 mars la Montagne avait forcé les suffrages et dominé par la terreur, et l'on a rattaché toutes les mesures acerbes de l'époque à cette prétendue domination de quelques heures. Écoutons encore Louvet :

« Je me contenterai, dit-il, d'ajouter que c'est

à cette époque, à jamais fatale, du 10 mars 1793, qu'il faut rapporter la destruction de la liberté de la presse, l'entière violation du secret des lettres, les premières atteintes généralement portées aux propriétés, la naissance de la guerre de la Vendée, si constamment, si cruellement entretenue par Marat, par les municipaux de Paris, par Pache, Ronsin et la foule de leurs complices; l'envoi de quelques proconsuls dans les départements; la première tentative de la fondation de *ce comité de salut public*, qui tyrannise aujourd'hui la France, et la création de ce tribunal révolutionnaire qui la couvre de sang : événements odieux, établissements exécrables qui n'étaient encore que le prélude et les moyens de tous les fléaux, de toutes les épouvantables plaies dont mon pays allait être frappé.....

« Je ne quitterai pas cet article sans une observation de quelque importance. Lorsque la *force* eut arraché ce décret du tribunal révolutionnaire, nous sentîmes qu'il fallait du moins nous réunir pour bien choisir ses prétendus *jurés*. Nous parvinmes en effet à nommer d'honnêtes gens; mais auraient-ils accepté? Marat n'attendit pas l'événement. Il cria à la contre-révolution, menaça d'appeler le peuple, fit casser la liste des jurés et proclama la sienne. »

Je ne prétends point répondre en détail à cette longue kyrielle d'accusations sans bases; qu'il me suffise de dire qu'à l'époque du 10 mars la Gironde

avait encore presque toujours la majorité, et que si des mesures iniques furent dès-lors décrétées, c'est sur elle qu'en doit retomber la responsabilité. D'ailleurs, quant au tribunal révolutionnaire, j'ai déjà fait remarquer que ce fut la rédaction d'Isnard qui reçut la sanction de l'assemblée; quant à l'envoi de proconsuls dans les départements, j'ai montré que cet envoi était antérieur au 10 mars, que la Gironde y prit part, et qu'elle tira de son sein la plus grande partie des commissaires; enfin je dois dire que le comité de salut public, à l'époque de son organisation, fut en grande majorité composé de girondins, à tel point que des murmures éclatèrent de notre côté, et que Bentabolle, si je ne me trompe, s'écria : « On charge du salut public des ennemis de la patrie et des conspirateurs ! » Quant à la dernière assertion de Louvet, celle relative au changement des listes des jurés, je dois dire que ma mémoire, aidée du *Moniteur* et des écrits du temps, me laisse la conviction qu'elle est entièrement fausse et dénuée de fondement.

Mais voyons jusqu'où l'esprit de parti a pu entraîner un homme d'esprit comme Louvet.

« Le comité Valazé, dit-il, composé (je crois l'avoir déjà dit, mais qu'on me pardonne les répétitions, j'écris avec tant de hâte) des républicains les plus vigoureux, de ces membres *du côté droit*, qui ne ressemblaient guère aux côtés droits des deux premières assemblées, profondément affligé

de cette nouvelle faute des girondins , me chargea de la réparer , en préparant aussi une plus sérieuse dénonciation de ce complot du 10 mars. Je l'écrivis , mais je ne pus obtenir de la prononcer. De là vient que , dans les derniers temps , on ne me voyait jamais à la tribune. Je pris le parti de faire imprimer ce discours. On y trouvera toutes les principales circonstances , tous les principaux auteurs de cette conspiration. Je n'y ai rien avancé que de très-exact ; et malheureusement presque toutes les conjectures que j'y ai hasardées sur les événements dont l'avenir me paraissait gros , ont encore été des prédictions. Son titre est : *A la convention nationale et à mes commettants , sur la conspiration du 10 mars et la faction d'Orléans.* Il fut réimprimé dans plusieurs départements ; à Paris , je fus obligé d'en faire tirer jusqu'à six mille exemplaires. » On trouve à la suite de ce morceau cette note curieuse. « J'en excepte Bourdon de l'Oise. La suite a fait voir , je crois , qu'il n'était qu'égaré. Il faut bien qu'il le soit encore , puisque aujourd'hui il reste l'ennemi des députés proscrits , et mon ennemi. Cela ne m'empêchera pas de lui rendre cette justice , de déclarer qu'il ne paraît pas qu'il ait vraiment appartenu à la faction d'Orléans. »

Ainsi Louvet n'a rien avancé que de très-exact. Il a peint la faction d'Orléans ; il en a nommé les principaux membres , tout cela en s'appuyant de preuves. Cependant il reconnaît s'être trompé

à l'égard de Bourdon de l'Oise ; et pourquoi ? Parce que Bourdon de l'Oise a pris une part active au 9 thermidor et à la réaction qui a suivi cette journée célèbre ! Quelles étaient donc les preuves si fortes que ce seul fait est venu détruire ? Qu'est-ce que Louvet appelle donc des preuves ? Comment a-t-il pu sur des fondements si légers porter contre des collègues une accusation infamante ? Et voilà comme les hommes de parti écrivent l'histoire.

Au bout de quelques jours, les girondins, qui avaient d'abord jugé comme nous les événements du 10 mars, se ravisèrent et commencèrent à vouloir en faire peser sur nous la responsabilité. On pense bien que ce nouveau ferment de discorde fut loin de rendre nos discussions plus calmes et plus modérées. Les orages devinrent l'état habituel de la convention. Une pétition, un décret, qui autrefois auraient passé sans exciter la moindre discussion, donnaient lieu aux scènes les plus affligeantes et les plus tumultueuses. Les tribunes se mêlaient souvent à ces scandaleuses interruptions. Alors les girondins criaient qu'il n'y avait pas de sûreté pour eux à Paris, et appelaient à leur secours les forces départementales. Les montagnards accusaient à leur tour leurs adversaires de prêcher la guerre civile, et quelquefois des jours et des nuits s'écoulaient dans ces tristes débats.

Cependant, malgré les injures réciproques des

deux partis , tous les membres de la convention avaient jusqu'à-là tenu à honneur de respecter l'inviolabilité de leurs collègues. Le côté droit dévia le premier de cette règle sacrée. A propos d'une adresse de la société des jacobins qui accusait une partie de la convention de tendre à la tyrannie, Marat , signataire de cette pièce , fut décrété d'accusation , sur la motion de Guadet. Le comité de législation rédigea l'acte d'accusation du pamphlétaire , et y inséra une foule de griefs sur lesquels la convention avait depuis sa réunion passé maintes fois à l'ordre du jour. Quels que fussent les torts de Marat , la forme de cet acte d'accusation ne pouvait être regardée que comme inique. On y spécifiait un grand nombre de faits que l'on qualifiait de crimes , on en reconnaissait la culpabilité , et l'on déterminait quelle loi leur était applicable ; c'était enfin une condamnation anticipée. On conçoit un pareil acte de la part d'un accusateur public qui comparait devant le tribunal comme partie contre l'accusé ; mais de la part de la convention , c'était usurper les fonctions de juge sans renoncer au droit d'accuser. Les girondins préparaient ainsi les précédents dont on se servit depuis contre eux. Ils crièrent alors à l'injustice , et peut-être ils eurent raison ; mais ils avaient été non moins injustes , et ils avaient dressé l'échafaud sur lequel ils portèrent bientôt leurs têtes.

Marat fut acquitté à l'unanimité par le tribunal révolutionnaire , et ramené en triomphe par le

peuple dans le sein de la convention. Sans porter un grand intérêt à cet individu, les montagnards virent avec plaisir l'humiliation qui rejaillissait de sa victoire sur leurs fiers ennemis. Hélas ! nous eussions dû sentir plutôt combien d'avilissement tombait sur la convention entière de ces funestes dissensions ! Ce fut pourtant un tableau assez curieux que celui de l'entrée triomphale de Marat au milieu de ceux qui l'avaient proscrit ; ce qui le rendit plus piquant encore, fut la nécessité où le président Lasource (girondin) crut être d'adresser des compliments de félicitation au triomphateur, et des remerciements aux citoyens qui l'avaient accompagné. Il s'en tira avec des phrases vagues qui annonçaient tout son embarras, et qui furent accueillies par les applaudissements ironiques de la gauche et des tribunes.

Cet événement, peu grave en lui-même, eut d'immenses résultats. Une issue judiciaire avait été donnée à nos querelles ; un fait isolé faisait planche pour d'autres occasions ; ainsi le décret d'accusation contre Marat, que les girondins regardèrent comme un coup de parti, fut de leur part une maladresse fatale ; car on peut le regarder à juste titre comme le prélude immédiat du 31 mai.

CHAPITRE V.

Trahison de Dumouriez. — Danton déclare la guerre au côté droit.
— Pétition des sections de Paris. — Signes précurseurs d'une nouvelle catastrophe.

LE général Dumouriez ne jouissait de l'estime d'aucun parti; il était connu de tous comme un homme d'une moralité fort suspecte, lancé seulement dans la révolution par son intérêt particulier. On se rappelait encore qu'après avoir été appelé au ministère en 1792 par les patriotes de l'assemblée législative, il s'était lié avec les hommes de la cour pour renverser ses collègues Roland, Servan et Clavière, et organiser un autre cabinet dans le sens du côté droit. Mais en même temps on croyait avoir trouvé en Dumouriez le seul homme de guerre véritablement distingué, capable d'être placé à la tête de nos armées. Les succès qu'il avait obtenus à la fin de 92, dans un moment de crise où la France avait de tous côtés à craindre des revers, rehaussaient surtout l'éclat de ses talents. On l'admirait pour les circonstances dont il avait eu à triompher autant que pour son propre mérite; enfin on ne voyait personne à mettre à sa place, et la cruelle loi de la nécessité

militait autant au moins en sa faveur que l'admiration que lui prodiguait la France. On pensait d'ailleurs que, quelque immoral qu'il fût, et quelque peu d'attachement véritable qu'il portât à la république, son intérêt le liait dorénavant à la cause de la liberté. N'était-ce pas au succès de cette cause que sa gloire était irrévocablement attachée ? Son nom ne s'était-il pas élevé au niveau de celui des grands hommes de guerre à l'aurore de la république française ? Que pouvait-il espérer de plus sous tout autre régime que les couronnes civiques dont on avait déjà ceint son front ? Voilà ce qu'on répétait sans cesse, et c'en était assez pour continuer à ce général la confiance qu'on avait été forcé de lui accorder. Quelques patriotes ombrageux, appelés alors du nom d'ultra-révolutionnaires, à la tête desquels il faut placer Marat, conçurent seuls des doutes sérieux contre Dumouriez. Ils l'accusèrent de vouloir placer le duc de Chartres sur le trône, en se faisant proclamer lui-même duc de Brabant ; mais leurs soupçons ne furent pas écoutés. Nous avons même vu dans le chapitre précédent qu'une accusation portée contre Dumouriez avait été, dans la séance du 12 mars, déclarée calomnieuse par la presque unanimité des membres de la convention.

Le 18 mars, la défaite de Nerwinde porta le découragement dans l'âme du général. Jugeant bien qu'il perdrait sa popularité s'il était abandonné de la victoire, il ne voulut point subir les effets de

l'ingratitude républicaine. Il cessa d'ambitionner le titre de héros de la liberté dès qu'il n'entrevit plus de chants de triomphe, ni de couronnes de laurier. Aussi son dégoût se manifesta-t-il par des actes inconvenants à l'excès. Il écrivit lettre sur lettre au conseil exécutif, et chacune de ces dépêches contenait de violentes diatribes contre la convention et contre sa propre armée. Il annonçait hautement qu'il n'y avait plus moyen de se défendre en Belgique, et qu'il allait se voir obligé de ramener ses troupes sur la frontière.

Le conseil exécutif donna connaissance de ces lettres au comité de défense générale, qui ne crut pas convenable de les rendre publiques en en donnant lecture à la convention. Quoique je ne fusse pas membre de ce comité, j'assistais à ses séances ainsi qu'un grand nombre de mes collègues, avides de recevoir des nouvelles des armées aussitôt qu'elles parvenaient à Paris. Plusieurs montagnards et moi-même, nous attaquâmes vigoureusement Dumouriez contre lequel nous aurions voulu voir lancer un décret d'accusation. Robespierre était de la même opinion. Danton et Camus, qui revenaient de l'armée, sans ouvrir d'avis, nous peignirent la situation véritable des affaires et l'esprit qui animait Dumouriez. J'emprunte au représentant Thibaudeau, qui s'est assez montré notre ennemi pour qu'on ne puisse pas l'accuser de partialité en faveur de Danton, le récit que fit ce dernier dans cette circonstance.

« Dumouriez a de grands talents militaires et la confiance des soldats ; il est, surtout dans cet instant, très-nécessaire à l'armée. Il a eu des torts assez graves dans la Belgique ; le décret de réunion a contrarié ses idées. Il manifeste des principes politiques souvent contraires à ceux de la convention. Il s'était persuadé qu'il appartenait à lui seul de diriger les révolutions de la Belgique et de la Hollande, qu'il voulait *élever comme ses enfants* et à sa manière. Il aime à être caressé. Il a été entouré de flatteurs et d'intrigants, surtout d'anciens révolutionnaires du Brabant, qui lui ont fait faire beaucoup de sottises. Lors de son retour à Bruxelles dans ce mois même, il a réintégré dans leurs fonctions les administrateurs provisoires, destitués en vertu d'un arrêté des représentants du peuple en mission. Il a fait à Anvers un emprunt en son propre nom. Il n'a ni pour les commissaires de la convention, ni pour la convention elle-même, le respect qui leur est dû. Il a dit qu'elle était composée moitié d'ignorants, moitié de scélérats ! A l'exemple de leur chef, les autres généraux se permettent des plaisanteries amères sur toutes les opérations du gouvernement. Cette conduite répréhensible a une influence funeste sur l'opinion de l'armée. En présence du représentant Ganain, auquel on ne faisait nulle attention, les soldats s'écriaient : Voilà Dumouriez, notre père ! nous irons partout où il voudra !... Ils se pressaient autour de lui, baisaient ses mains, ses bottes et son cheval. »

Des membres influents de tous les côtés de la convention entendirent ce rapport, dans lequel Danton était loin de se montrer favorable au vainqueur de Jemmapes. Il était d'ailleurs de notoriété publique que ce général était l'ami des girondins : ces derniers applaudissaient même aux insolentes lettres dans lesquelles il peignait la Montagne comme une minorité factieuse composée des plus vils scélérats ! Cependant l'on ne craignit pas, quelques jours après, d'accuser Danton et la Montagne d'être de connivence avec Dumouriez. J'ai presque honte de repousser d'aussi absurdes imputations ! je dois le faire pourtant, pour qu'on ne puisse pas dire que j'ai laissé une seule calomnie sans réponse. Mais je n'ai besoin d'aucun effort d'argumentation, je puiserai même mes preuves autant que possible dans les propres paroles de nos adversaires.

Le 29 mars une nouvelle lettre de Dumouriez, communiquée au comité de défense générale, excita contre lui la plus vive indignation. Il dictait des lois à la convention, se plaignait de notre marche, tonnait surtout contre la Montagne, vantait la modération et l'humanité des Autrichiens qu'il opposait aux troupes françaises, dans lesquelles il ne voyait plus que des brigands et des déserteurs ; enfin il annonçait qu'il allait faire tous ses efforts pour ramener la tranquillité dans *le royaume*. C'était assez pour provoquer contre lui un décret d'accusation ; toutefois, la

majorité du comité ne crut pas nécessaire de prendre une mesure si décisive. On se contenta de faire demander, par l'organe de Camus, à la convention, un décret pour traduire l'insolent général à la barre, et l'envoi, auprès de son armée, de commissaires chargés de nos pleins pouvoirs. La proposition de ce décret ne fut pas motivée, parce que l'on crut dangereux de répandre trop tôt le bruit d'une rébellion qui pouvait entraîner les plus graves conséquences. Mais tous les membres de la convention avaient appris ce qui s'était passé dans le sein du comité, et les mesures qu'il réclamait furent votées silencieusement et sans objection, tant on considérait comme désirable de conserver Dumouriez à l'armée, et tant on s'effrayait de la nécessité de recourir contre lui aux voies de rigueur.

Cette modération et ces temporisations prudentes furent inutiles. Dumouriez, au lieu de se soumettre au décret qui le traduisait à la barre, se mit en révolte ouverte. Il fit arrêter les commissaires de la convention et les livra aux Autrichiens. Alors, levant entièrement le masque, au lieu de faire, comme dans sa dernière lettre, l'apologie de la *saine partie de la convention* (la Gironde), ce fut contre la convention tout entière qu'il se prononça, et il annonça hautement l'intention de rétablir la constitution de 1791. « La tyrannie, les assassinats, les crimes sont à leur comble à Paris, l'anarchie nous dévore... Il est temps que l'armée émette son

vœu, purge la France des assassins et des agitateurs, et rende à notre malheureuse patrie le repos qu'elle a perdu par les crimes de ses représentants ! »

Malgré cet appel aux soldats, Dumouriez fut abandonné de son armée. Comme toute la France, l'armée était alors républicaine. L'idée d'un retour à l'ancien ordre de choses la révolta. Force fut à l'imprudent général de fuir chez l'ennemi, que naguère encore il avait battu aux cris de *vive la liberté* ! Il publia alors, de concert avec le prince de Cobourg, manifeste sur manifeste pour offrir aux Français la paix et la constitution de 1791. Les soldats républicains répondirent par l'hymne marseillaise et par des coups de canon.

Cependant il était désormais impossible de révoquer en doute la trahison de Dumouriez. Il lançait, du camp de Cobourg, des proclamations contre la France (1); il tonnait contre la république et contre la convention : les girondins ne pouvaient plus le nier. Honteux d'avoir été joués par un traître, ils ne se contentèrent pas

(1) Un fait assez curieux à constater, c'est que les manifestes de Dumouriez sont complaisamment rapportés dans le *Moniteur* de l'époque, rédigé par ce qu'on appelait alors le parti modéré. Il faut donc avouer que, bien que la majorité de la Gironde fût sincèrement républicaine, ce qu'il y avait alors de royalistes timides se jetaient dans leurs rangs et se servaient du masque d'une modération prétendue, pour travailler à rétablir la constitution de 1791.

(Note de l'Éditeur.)

de faire amende honorable, et d'avouer qu'ils s'étaient trompés : ils voulurent faire tourner contre nous un événement qui, aux yeux de beaucoup de patriotes sincères, faisait peser sur leurs têtes de graves soupçons. Lasource osa dénoncer Danton comme complice de Dumouriez. Son accusation portait sur la faiblesse qu'aurait montrée ce député, lors de sa mission en Belgique, en ne destituant pas le général, et sur un prétendu éloge qu'il en aurait fait dans le sein du comité de défense générale. J'ai déjà fait justice de cette dernière imputation par l'autorité de Thibaudeau, qu'on n'accusera pas sans doute d'être trop favorable à la Montagne. Quant à la première, elle se réfute d'elle-même; il n'y avait pas lieu en effet sans doute de destituer Dumouriez avant sa révolte, puisque la convention n'avait pas même jugé nécessaire de prendre une semblable mesure après le retour de Danton, et l'envoi des deux dernières lettres, dont l'insolence avait cependant dépassé toutes les bornes. Danton avait assez fait connaître son opinion sur le compte de Dumouriez, pour qu'il fût facile d'expliquer sa conduite. Sans croire ce général irréprochable, il le jugeait nécessaire à la défense du pays, et il pensait en même temps que, tel peu attaché qu'il fût au fond à la république, son intérêt personnel et le soin de sa gloire l'empêcheraient toujours de se séparer de sa cause.

Il restait donc hors de doute, malgré cette imprudente attaque, que la Montagne avait tou-

jours marché à la tête des antagonistes de Dumouriez ; que la Gironde lui avait au contraire long-temps été attachée, et qu'elle n'avait reconnu la trahison de ce chef qu'à la dernière extrémité. On vient de voir que ce ne fut pas une cause pour que la Gironde se privât d'une absurde imputation de plus ; mais cet incroyable acte d'hostilité hâta sa perte ; car il anima contre elle le puissant Danton, dont la longue hésitation l'avait jusque-là protégée, et qui croyait encore nécessaire de tenter tous les moyens possibles de réconciliation avant de commencer une guerre à mort.

Je n'oublierai jamais l'instant où, dans la séance du 3 avril, Lasource commença son inconcevable accusation contre Danton. Lorsqu'à l'aide de rapprochements captieux il essayait de transformer ce redoutable montagnard en un partisan secret de Dumouriez ; lorsqu'il rassemblait des inductions forcées pour former un fantôme de corps de délit, et qu'il coordonnait tous les éléments de cet échafaudage misérable sans cacher une espèce de complaisance et de contentement secret ; Danton, immobile sur son banc, relevait sa lèvre avec une expression de mépris qui lui était propre et qui inspirait une sorte d'effroi ; son regard annonçait en même temps la colère et le dédain ; son attitude contrastait avec les mouvements de son visage, et l'on voyait dans ce mélange bizarre de calme et d'agitation qu'il n'interrompait pas son adversaire parce qu'il lui serait facile de lui répondre, et

qu'il était certain de l'écraser. Mais lorsque Lassoche eut terminé sa diatribe, et qu'en passant devant nos bancs pour s'élancer à la tribune, Danton dit à voix basse, en montrant le côté droit : « Les scélérats ! ils voudraient rejeter leurs crimes sur nous ; » il fut facile de comprendre que son impétueuse éloquence long-temps contenue allait rompre enfin toutes les digues, et que nos ennemis devaient trembler.

En effet, son discours fut une déclaration de guerre plus encore qu'une justification. Sa voix de Stentor retentit au milieu de l'assemblée, comme le canon d'alarme qui appelle les soldats sur la brèche. Il avait enfin renoncé aux ménagements qu'il avait crus utiles à la chose publique, et certain désormais de ne voir jamais les girondins se réunir à lui pour sauver la liberté, il annonçait hautement que cette liberté chérie pouvait être sauvée sans eux. Assez souvent il avait refusé de relever le gant qu'on lui jetait presque à chaque séance. Le gage du combat était enfin accepté, et en paraissant pour la première fois dans l'arène armé de toutes pièces, il dut prouver au côté droit que l'on ne pourrait pas sans peine renverser un athlète tel que lui.

« Je dois commencer par vous rendre hommage, s'écria-t-il d'abord en se tournant vers la gauche, et en désignant du geste les bancs où nous étions assis, citoyens qui êtes placés sur cette montagne ; vous avez mieux jugé que moi. J'ai cru long-temps

que, quelle que fût l'impétuosité de mon caractère, je devais tempérer les moyens que la nature m'a départis pour employer, dans les circonstances difficiles où m'a placé ma mission, la modération que m'ont paru commander les événements. Vous m'accusiez de faiblesse, vous aviez raison ; je le reconnais devant la France entière. C'est nous qu'on accuse, nous faits pour dénoncer l'imposture et la scélératesse, et ce sont les hommes que nous ménageons qui prennent aujourd'hui l'attitude insolente de dénonciateurs !.... »

Après cet énergique début, Danton parla plus de deux heures, et suivit l'accusateur dans toutes ses imputations. La réponse était facile ; elle fut accablante d'évidence et de vigueur. Il démontrait que toutes les haines de Dumouriez avaient été pour la Montagne, toutes ses affections pour le côté droit ; il démontrait que de la Montagne étaient partis, contre l'ancien collègue de Roland, les premiers soupçons qui, le 12 mars même, avaient été repoussés par le côté droit comme un crime de lèse-nation. Enfin, poursuivant tour à tour les faits cités par Lasource et ses raisonnements, il les réduisit également en poussière.

« A-t-on pu croire un seul instant, continuait-il, a-t-on eu la stupidité de croire que moi, je me sois coalisé avec Dumouriez ? Contre qui Dumouriez s'élève-t-il ? contre le tribunal révolutionnaire ; c'est moi qui ai provoqué l'établissement de ce tribunal. Dumouriez veut dissoudre la con-

vention. Quand on a proposé dans le même objet la convention des assemblées primaires, ne m'y suis-je pas opposé ? Si j'avais été d'accord avec Dumouriez, aurais-je combattu ses projets de finances sur la Belgique ? Les citoyens de Mons, de Liège, de Bruxelles, diront si je n'ai pas été redoutable aux aristocrates, autant exécré par eux qu'ils méritent de l'être ; ils vous diront qui servait les projets de Dumouriez, de moi ou de ceux qui le vantaient dans les papiers publics, ou de ceux qui exagéraient les troubles de Paris.

« Tous les citoyens vous diront quel fut mon crime ; *c'est d'avoir défendu Paris.*

« A qui Dumouriez déclare-t-il la guerre ? Aux sociétés populaires. Qui de nous a dit que sans les sociétés populaires, sans le peuple en masse, nous ne pourrions nous sauver ? De telles mesures coïncident-elles avec celles de Dumouriez ? Ou la complicité ne serait-elle pas plutôt de la part de ceux qui ont calomnié à l'avance les commissaires, pour faire manquer leur mission ? Qui a pressé l'envoi des commissaires ? Qui a accéléré le recrutement ? le complément des armées ? C'est moi, moi, et je le déclare à toute la France, qui ai le plus puissamment agi dans ce sens. Ai-je, moi, comme Dumouriez, calomnié les soldats de la liberté qui courent en foule pour recruter les débris de nos armées ? N'ai-je pas dit que j'avais vu ces hommes intrépides porter aux armées le civisme qu'ils avaient puisé dans l'intérieur ? N'ai-je pas dit que

cette portion de l'armée, qui depuis qu'elle habitait sur une terre étrangère, ne montrait plus la même vigueur, reprendrait, comme le géant de la fable, en posant le pied sur la terre de la liberté, toute l'énergie républicaine ? Est-ce là le langage de celui qui aurait voulu nous désorganiser ? »

Après avoir complété sa justification, Danton reprit l'offensive, et nous adressa cette véhémence apostrophe : « Ralliez-vous contre les lâches qui entravent nos délibérations. Serrez-vous ; appelez le peuple à se réunir en armes contre l'ennemi du dehors ; écrasez celui du dedans, et confondez par la vigueur et l'immobilité de votre caractère tous les scélérats, tous les aristocrates, tous les modérés, tous ceux qui vous ont calomniés dans les départements. Plus de composition avec eux. Reconnaissez-le tous, vous qui n'avez jamais su tirer de votre situation politique dans la nation le parti que vous auriez pu en tirer, justice doit vous être rendue. Vous voyez, par la situation dans laquelle je me trouve en ce moment, la nécessité où vous êtes d'être fermes, et de déclarer la guerre à tous vos ennemis quels qu'ils soient. Il faut former une phalange indomptable. Ce n'est pas vous, puisque vous aimez les sociétés populaires et le peuple, ce n'est pas vous qui voudrez un roi. C'est à vous à en ôter l'idée aux défenseurs des tyrans. Je marche à la république, marchons-y de concert ; nous verrons qui de nous ou de nos détracteurs atteindra le but.....

« Je demande qu'une commission examine la conduite de ceux qui nous ont calomniés, de ceux qui ont machiné contre l'indivisibilité de la république, enfin de tous les coupables qui ont voulu ruiner la liberté, et l'on verra si je redoute les accusateurs. »

Pour juger tout l'effet que produisit sur nous cette éloquente improvisation, il faut se rappeler que Danton avait jusqu'alors cherché à amener une réconciliation entre les deux côtés de l'assemblée. Il faut se rappeler que, bien qu'assis au sommet de la Montagne, il était en quelque sorte le chef du *Marais*. Il faut se rappeler enfin qu'il avait souvent blâmé notre fougue, combattu les défiances de Robespierre, et soutenu qu'au lieu de s'occuper de guerroyer contre les girondins, il fallait les contraindre à nous seconder pour sauver de concert la chose publique. Peu de jours même avant la malencontreuse levée de boucliers de La-source et l'accablante réplique que je viens de rapporter, Danton avait eu une conférence avec les principaux chefs du côté droit, conférence dans laquelle on était convenu de marcher d'accord, et de ne plus songer à autre chose qu'à battre l'étranger, et à confondre l'aristocratie. Nous aimions tous Danton; mais la plupart d'entre nous pensaient qu'il jugeait mal l'état des choses quand il espérait rétablir l'union entre les girondins et la Montagne. La plupart d'entre nous, il est vrai, avaient consenti à marcher avec lui vers la fusion sur laquelle

il paraissait fonder tant d'espérances : mais c'était plutôt pour tenter un essai auquel on croyait peu, que dans la conviction de la réussite que Danton nous promettait. Aussi, lorsque ce chaleureux orateur, maladroitement provoqué par l'un des éclaireurs du parti adverse, répondit avec tant de force à d'imprudentes attaques ; lorsqu'il déclara si hautement la guerre à des hommes avec lesquels nous avions vu depuis long-temps qu'il n'était point de paix possible ; lorsqu'il brûla en quelque sorte ses vaisseaux pour s'enlever toute possibilité de retour, nous fûmes tous transportés d'une espèce d'enthousiasme électrique ; nous regardâmes la résolution inopinée de Danton comme le signal d'une victoire certaine. Quand il descendit de la tribune, un grand nombre de députés coururent l'embrasser, et la salle retentit du bruit réitéré de nos applaudissements. Cependant cet incident n'eut pas de suite : Lasource n'ayant fait aucune motion formelle, la convention reprit simplement la suite de ses travaux ; mais si le discours de Danton n'amenait aucun résultat positif, il en avait un immense pour la direction des esprits. Nous étions rassurés sur notre avenir, et les girondins ne nous paraissaient plus à craindre, depuis qu'il était décidé à les combattre : son acquisition valait à nos yeux une armée.

Vers la même époque, Robespierre reproduisit la proposition faite autrefois par Louvet d'expulser tous les membres de la maison de Bourbon, en

y comprenant Philippe Égalité. Malheureusement un grand nombre de montagnards, ne songeant qu'aux services rendus par cet homme à la liberté, s'opposèrent à cette espèce d'ostracisme qui aurait ravi à nos adversaires le prétexte d'une calomnie de plus. La convention passa à l'ordre du jour à une immense majorité. Cependant la fuite du général Égalité (duc de Chartres) ramena bientôt l'attention de l'assemblée sur les Bourbons, et un décret d'arrestation fut porté contre eux à l'unanimité : cela n'empêcha pas de répéter encore que la Montagne était vendue à d'Orléans, qu'il existait une faction d'Orléans dont elle était la tête. En vain Sillery, courtisan du duc d'Orléans et beau-père du général Valence, l'un des fugitifs complices de Dumouriez, resta-t-il jusqu'au dernier instant attaché à la faction girondine ; en vain, après le 31 mai, d'Orléans fut-il décrété d'accusation et livré à l'échafaud, nous n'en étions pas moins des orléanistes, comme nous étions des royalistes au dire de Louvet, malgré notre vote dans le procès de Louis XVI. Si l'on ne connaissait pas bien jusqu'à quel délire de folie l'esprit de parti peut entraîner, on ne trouverait pas d'expressions pour flétrir des accusations si odieusement mensongères ! Au reste, je veux encore citer un passage de Thibaudeau, qui montre les discussions relatives à Égalité sous leur véritable point de vue. Je cite cet homme de préférence, je le répète, parce qu'il a été notre ennemi, et que son té-

moignage ne peut pas en conséquence être suspect.

« Lorsque Robespierre, dit-il, fut revenu de la tribune à sa place, Massieu lui demanda comment il se faisait qu'après avoir combattu dans le temps la motion de Louvet, il vint la reproduire aujourd'hui ? Robespierre répondit : Je ne puis pas expliquer mes motifs à des hommes prévenus, et qui sont engoués d'un individu ; mais j'ai de bonnes raisons pour en agir ainsi : j'y vois plus clair que beaucoup d'autres. La conversation continuant sur ce sujet, Robespierre ajouta : Comment peut-on croire qu'Égalité aime la république ? son existence est incompatible avec la liberté ; tant qu'il sera en France, elle sera toujours en péril. Je vois, parmi nos généraux, son fils aîné ; Biron, son ami ; Valence, gendre de Sillery, son courtisan : ses autres fils sont élevés par la femme de Sillery. Il feint d'être brouillé avec Égalité ; mais ils sont tous les deux intimement liés avec Brissot et ses amis. Ils n'ont fait la motion d'expulser les Bourbons, que parce qu'ils savaient bien qu'elle ne serait pas adoptée. Ils n'ont supposé à la Montagne le projet d'élever Égalité sur le trône, que pour cacher leurs desseins et l'y porter ensuite.

« — Mais où sont les preuves ?

« — Des preuves ! des preuves ! Veut-on que j'en fournisse de légales ? J'ai là-dessus une conviction morale. Au surplus, les événements prouveront si j'ai raison. Vous y viendrez. Prenez garde que ce ne soit trop tard. »

Nous nous aperçûmes en effet trop tard que nous avions été le jouet des plus noires intrigues ; mais alors nous déployâmes contre le prétendant à la tyrannie la même vigueur que nous avions montrée pour renverser l'ancien trône de France. Et c'est nous que les amis de Sillery et de Dumouriez ont voulu faire regarder comme les partisans de d'Orléans et les suppôts de la royauté !

La fin d'avril et le commencement de mai furent signalés par le caractère de gravité tout nouveau que prirent nos discussions. Ce n'étaient plus des querelles de tribune, c'était une guerre acharnée, une guerre à mort. Chacun des deux côtés commençait à chercher la victoire dans l'appui du dehors. Mais la différence qu'il y avait entre nous, c'est que la Montagne, malgré cette lutte intestine, s'occupait sérieusement des affaires de la France, tandis que la Gironde ne songeait qu'à terrasser ses ennemis et abandonnait entièrement le gouvernail du vaisseau de l'État. C'est dans le cours de ces deux mois que l'on agita la question du *maximum* du prix des grains ; le côté droit combattit cette mesure, moins par des raisons tirées de l'intérêt commun que par des injures ; il nous accusa de vouloir violer le droit de propriété et de menacer l'existence des propriétaires ; ces déclamations avaient pour but de tourner contre nous la classe moyenne, dans les mains de laquelle il pensait avec raison que gisait toute véritable autorité. Nous n'en poursuivîmes pas moins la

discussion de ce décret que nous ne regardions que comme une mesure transitoire, nécessitée par la gravité des circonstances. Certes, en thèse générale, la liberté absolue doit être accordée au commerce ; mais il peut se présenter des circonstances qui fassent violer temporairement ce principe, quelque juste en soi qu'on aime à le reconnaître. Ainsi dans le cas d'invasion soudaine, qui osera blâmer un gouvernement d'exiger des particuliers la vente à un *maximum* légal de toutes les armes de guerre dont ils peuvent être détenteurs ? Le droit de propriété est chose sacrée aux yeux de la société ; cependant, quel gouvernement a été blâmé des dépossessions opérées pour cause d'utilité publique ? A plus forte raison, lorsque la disette réduit la classe pauvre à l'état de souffrance le plus excessif, lorsque la disparition du numéraire gêne toutes les transactions, et qu'en même temps la classe qui souffre est appelée à faire de grands sacrifices à la patrie par l'envoi aux armées de tout ce qu'elle a de bras disponibles, est-on blâmable de grever la classe riche d'une espèce d'impôt à son profit ! Voilà tout simplement ce qu'était le *maximum*. Sans doute il entraînait des vexations de détail, puisqu'il appelait des mesures coercitives contre les producteurs qui refusaient de vendre, et qu'il entraînait à sa suite visites domiciliaires, accusations d'accaparement, etc. Mais il satisfaisait un besoin urgent, le plus sacré peut-être de ceux

que nous étions obligés de remplir ; il donnait à manger aux enfants , aux femmes et aux pères des défenseurs de la patrie ! Il garantissait contre les souffrances les plus horribles la partie active de la population , et donnait ainsi le courage de marcher sous nos drapeaux à des hommes qui , sans lui , eussent sans cesse regardé en arrière , et demandé avec anxiété qui , pendant leur absence , veillerait aux besoins de leurs proches. Comme loi ordinaire rendue dans un temps calme , le *maximum* serait sans doute une institution funeste. Il tuerait le génie de la spéculation , cheville ouvrière du commerce , et par cela même une des sources de la prospérité des États. Mais comme mesure révolutionnaire , il remplissait parfaitement bien son but , et ce but était utile. Ce n'était pas à la prospérité commerciale qu'il nous fallait songer. A la paix seulement notre devoir eût été de féconder les sources de richesses que présentait la France. Jusque alors un devoir plus impérieux nous était imposé. Il fallait rendre la patrie indépendante de l'étranger et libre du joug des privilèges , avant de l'enrichir et de lui donner le repos. Qu'on prouve donc que le *maximum* n'a pas diminué la misère des masses , et secondé ainsi leur élan , avant de nous blâmer de l'avoir établi ! Jusque-là nous devons soutenir que nous avons fait notre devoir. Mais quand on tenterait la preuve que j'indique , quand on l'établirait même rigoureusement , on aurait seulement

montré que nous étions dans l'erreur ; avant de nous déclarer coupables, il faudrait encore prouver que nous n'avons pas vu dans le *maximum* une ressource guerrière ; il faudrait prouver qu'il était absurde de le considérer sous ce point de vue ; il faudrait prouver enfin que nous avons voulu en faire un moyen de désorganisation. C'est ce que les girondins n'ont pas fait ; toute leur argumentation peut se résoudre en une vague accusation d'armer les pauvres contre les riches, en définitions contradictoires de l'égalité et en déclamations contre la spoliation et la loi agraire. A tout cela nous répondions par les arguments que j'ai répétés plus haut. Pourquoi ne les réfutait-on pas ?

Au reste, le *maximum* fut adopté, en dépit des discours de quelques girondins. Une partie du côté droit vota donc avec nous dans cette question. Dira-t-on encore que la majorité fut opprimée par les violences du dehors ? Un seul mot répond à cette assertion. Les girondins avaient toujours la majorité quand il s'agissait de querelles de parti, et c'étaient cependant là les questions les plus irritantes, celles qui pouvaient exciter des mouvements populaires, celles enfin au sujet desquelles on pouvait chercher à intimider les faibles. Pourquoi emportions-nous toutes les mesures d'utilité générale ? Quand on délibéra sur l'accusation de Marat, sur les troubles de mars, sur les pétitions des sections, sur la commission des douze, la Gironde eut la majorité. Pourquoi la force nous

restait-elle, quand on soumit au vote de la convention le *maximum*, les moyens de recrutement révolutionnaire, le tribunal extraordinaire, l'emprunt forcé, etc. ? C'est évidemment parce que nos adversaires réunissaient leur ban et leur arrière-ban pour les débats de parti, et que nous songions aux affaires de la France. C'est qu'ennemis par position de la Montagne, la droite et le Marais se coalisaient pour nous faire une guerre acharnée, tandis que tout ce qu'il y avait sur leurs bancs de sincères amis de la révolution, votaient avec nous dans tout ce qui intéressait le salut public. La Gironde trouvait au reste un certain avantage à nous laisser ainsi la direction des affaires tout en nous opprimant. On pouvait ainsi nous faire passer pour les oppresseurs ; en même temps tout l'honneur des mesures qui réussissaient, telles que la puissance imposante donnée à nos quatorze armées, restait de droit et de fait à la majorité, tandis qu'on rejetait sur nous seuls les maux attachés aux mesures acerbes, mais transitoirement nécessaires, telles que le *maximum* et le tribunal révolutionnaire.

La discussion sur le *maximum* fut troublée par un incident fâcheux. Tandis que Ducos était à la tribune, blâmant la mesure proposée, et opposant aux sans-culottes les classes moyennes de la société, une rumeur violente s'éleva dans l'une des tribunes publiques. Aussitôt Guadet réclama la parole pour une motion d'ordre, et, dans une im-

provisation apprêtée d'avance, demanda que la convention transportât à Versailles la tenue de ses séances. Cette motion fut reçue avec acclamations par le côté droit, qui cherchait tous les prétextes possibles d'insulter la commune de Paris, et d'exciter les départements contre la capitale. Je demandai alors que l'on s'en tint aux termes du règlement pour punir des interruptions coupables, mais qui étaient loin d'avoir la gravité qu'on leur supposait. En effet, ce règlement suffisait pour réprimer un pareil abus, et le président Lasource aurait dû le savoir ; je demandai donc qu'on l'exécutât sur-le-champ, et que la tribune fût évacuée. « Non, non, cria tout le côté droit ; aux voix la proposition de Guadet ! » En vain Phelippeaux, Danton, Lacroix, aux réclamations desquels je mêlai ma faible voix, rappelèrent l'assemblée au souvenir de sa dignité et de ses devoirs les plus impérieux. En vain nous demandâmes qu'on n'abandonnât pas pour un incident insignifiant la discussion des plus graves intérêts de la patrie, la question mère des subsistances du peuple et du recrutement de l'armée ; il fallut que la colère de nos adversaires eût son cours. Une vive discussion s'éleva, dans laquelle les autorités de Paris furent de nouveau inculpées : on nous menaça du ressentiment des provinces. On sonna ainsi le tocsin de la guerre civile au moment même où s'agitait un intérêt qui tenait le peuple en émoi. C'était vouloir lancer l'une contre l'autre deux classes entières de la

société, qui jusque alors avaient été intimement liées à la révolution. Peut-être se préparait-on ainsi le beau rôle en se mettant à la tête de la partie de la société où toutes les lumières se trouvent concentrées; nous croyions, nous, mieux servir la chose publique en appuyant cette masse de peuple où se rencontrent les bras nerveux et les énergiques dévouements. Peut-être ne devait-il pas en sortir un général illustre ou un éloquent tribun; mais c'était elle qui composait les nombreux bataillons qui rejetèrent loin de nos frontières les cohortes ennemies; c'était elle qui sauvait la république, tandis que les passions de nos hommes d'État la précipitaient vers l'abîme. Quoi qu'il en soit, ma proposition fut adoptée; les tribunes furent évacuées, et nous reprîmes notre ordre du jour, sans que les girondins aient tiré de cet incident d'autre profit que d'avoir excité un peu de scandale.

Quoique l'on eût réparé le tort réel qu'avait fait à la France la trahison de Dumouriez, et qu'on eût pourvu à la paix intérieure par la décision relative à l'Égalité, et à la défense du territoire par de nombreux armements de troupes, les circonstances continuaient à être graves. Les troubles de la Vendée étaient devenus une véritable guerre civile : de nouvelles levées d'hommes et de nouvelles émissions de fonds étaient donc nécessaires. Peut-être pour pourvoir à ces indispensables besoins n'avons-nous pas pris les meilleures voies,

mais, ce qu'il y a de certain, c'est que nous y avons fait face; et lorsque les girondins fugitifs nous ont reproché les mesures que nous avons prises comme iniques et vexatoires, ils ont oublié de dire ce qu'ils ont proposé d'y substituer.

Qu'on lise attentivement les papiers de cette époque, et l'on se convaincra que nous seuls avons proposé des moyens de salut public, et des mesures d'exécution. Fallait-il donc abandonner notre mandat, parce que le côté droit dédaignait de prendre part à nos travaux? Des articles de constitution, des mesures pour organiser les futurs contingents, telles furent ses seules occupations. Les nôtres furent la guerre contre l'étranger, le maniement des finances, et l'administration de nos ressources pour les appliquer à nos besoins. Je le répète, on pouvait faire mieux que nous n'avons fait; mais, avant tout, il fallait faire, et les girondins n'y ont même pas songé.

Quoi qu'il en soit, la guerre de la Vendée nécessitait de nouveaux armements; on y pourvut par un nouvel appel, qui donna d'heureux résultats. Mais il fallait encore des armes et de l'argent, et Danton, C. Desmoulins, Phelippeaux, Gouthon, cherchèrent les moyens d'en créer : leurs propositions furent adoptées à l'unanimité, sans qu'aucun membre du côté droit eût pris part à la discussion. « C'est une vérité puisée dans l'histoire et dans le cœur humain, s'écria Danton, qu'une grande nation en révolution, ou même en guerre

civile, n'en est pas moins redoutable à ses ennemis. Ainsi donc, loin de nous effrayer de notre situation, nous n'y devons voir que le développement de l'énergie nationale, que nous pouvons tourner encore au profit de la liberté. La France entière va s'ébranler. Douze mille hommes de troupes de ligne, tirés de nos armées, où ils seront aussitôt remplacés par des recrues, vont s'acheminer vers la Vendée : à cette force va se joindre la force parisienne. Eh bien ! combinons avec ces moyens de puissance les moyens de politique ; faisons connaître à ceux que des traîtres ont égarés que la nation ne veut pas verser de sang, mais qu'elle veut les éclairer et les rendre à la patrie !

« Les despotes ne sont pas toujours malhabiles dans leurs moyens. Dans la Belgique, l'empereur traite les peuples avec la plus grande douceur, et semble même flatter ceux qui s'étaient déclarés contre lui avec le plus d'énergie : pourquoi n'agissons-nous pas de même pour rendre des hommes à la liberté ?

« Il faut donc créer une commission ayant pouvoir de faire grâce à ceux des rebelles qui se soumettraient volontairement avant l'action de la force armée. Cette mesure prise, il faut faire marcher la force de Paris. Deux choses se sont un moment opposées à son recrutement : les intrigues des aristocrates, et les inquiétudes des patriotes eux-mêmes. Ceux-ci n'ont pas considéré que Paris a une arrière-garde bien formidable ; elle

est composée de cent cinquante mille citoyens que leurs occupations quotidiennes ont éloignés jusqu'ici des affaires politiques, mais que vous devez engager à se porter dans les sections, sauf à les dédommager de la perte de temps qu'ils essuieront. Ce sont ces citoyens qui, dans un grand jour, en se débordant sur nos ennemis, les feront disparaître du sol de la liberté ! Que le riche paie, puisqu'il n'est pas digne le plus souvent de combattre pour la liberté ; qu'il paie, paie largement, et que l'homme du peuple marche dans la Vendée. Il est telle section où se trouvent des groupes de capitalistes ; il n'est pas juste que les citoyens de cette section en profitent seuls. Il faut que la convention nationale nomme deux commissaires par section pour s'informer de l'état du recrutement. Dans les sections où le contingent est complet, ils annonceront qu'on répartira également les contributions des riches. Dans les sections qui, dans trois jours, n'auront pas fourni leur contingent, ils assembleront les citoyens et les feront tirer au sort. Ce mode, je le sais, a des inconvénients, mais il en a moins encore que tous les autres.

« Il est un décret que vous avez rendu en promesse, et dont je demande l'exécution pratique. Vous avez ordonné la formation d'une garde sol-dée dans toutes les grandes villes : cette institution soulagera les citoyens que n'a pas favorisés la fortune. Je demande qu'elle soit promptement organisée, et j'annonce à la convention qu'après avoir

opéré le recrutement de Paris, si elle veut revenir à l'unité d'action, si elle veut mettre à contribution les malheurs mêmes de la patrie, elle verra que les machinations de nos ennemis pour soulever la France n'auront servi qu'à son triomphe. La force nationale va se développer ; si vous savez diriger son énergie, la patrie sera sauvée, et vous verrez les rois coalisés vous proposer une paix honorable. »

Pendant que Danton présentait ainsi le tableau de nos besoins, et traçait la route que nous avions à suivre, Cambon faisait décréter une émission de 1,200,000,000 fr. d'assignats, auxquels il assignait pour garantie la vente des biens d'émigrés. Il résultait de ce compte général de nos ressources, qu'à l'aide des moyens révolutionnaires pris par le comité des finances, nous avions le moyen de couvrir nos dettes et de satisfaire à toutes les nécessités d'une position inouïe dans l'histoire des peuples. Je présente ici le relevé de ce curieux tableau qui peut donner une juste idée de l'état de nos caisses à cette époque :

1° Arriéré des contributions .	500,000,000 fr.
2° Créances liquidées, sommes à recouvrer sur les sels et les tabacs, sommes avancées sur les grains et différents prêts aux communes, enfin arriéré des fermes, des domaines et régie.	500,000,000

<i>D'autre part.</i>		1,000,000,000 fr.
3° Ce qui reste dû sur les biens		
nationaux vendus.	2,000,000,000	
4° Bois et forêts.	1,200,000,000	
5° Biens de la liste civile. . . .	300,000,000	
6° Bénéfices sur les domaines		
engagés.	100,000,000	
7° Droits féodaux, dont les ti-		
tres primitifs existent. . . .	50,000,000	
8° Salines et salins.	50,000,000	
9° Biens nationaux non vendus,		
toutes dettes défalquées. . .	3,000,000,000	
Total. . . .		<u>7,700,000,000 fr.</u>

Cette somme, qui représentait notre actif le 10 mai 1793, dépassait de 4 milliards notre passif. L'émission de 1,200,000,000 fr. d'assignats n'était donc pas une opération onéreuse; elle était, au contraire, commandée par le besoin du moment, et légitimée par la nécessité de mettre en circulation les trésors qu'offraient à la France les biens nationaux.

Je n'examinerai point ici si la confiscation est juste en principe; je pense même que l'abolition générale de cette peine, toujours vexatoire, est un bienfait que l'on doit aux progrès de la raison publique. Je n'examinerai pas non plus si la saisie des biens d'émigrés fut une mesure trop rigoureuse; mais je dois dire que les lois contre les émigrés ont pris naissance dans l'assemblée législative,

et que les aggravations qu'elles ont reçues dans la convention étaient l'ouvrage du côté droit non moins que le nôtre. Je dois dire surtout que nous n'avions pas inventé la confiscation ; elle était de droit commun dans l'ancienne monarchie pour tous les délits politiques. Mieux aurait valu peut-être qu'elle nous dût son abolition, à nous qui avons détruit tant d'abus anciens et tant d'iniquités sanctionnées par le temps. Mais nous l'avons prise telle que nous l'avons trouvée, et nous l'avons appliquée à un délit qui en avait toujours été passible, à l'attaque à main armée contre le sol de la patrie. D'ailleurs la vente des biens nationaux, comme mesure révolutionnaire, était un puissant levier ; elle soulevait toute la population contre des ennemis dont elle était appelée à partager les dépouilles ; elle plaçait dans les mains de la république les sommes énormes nécessaires pour couvrir les dépenses que causait l'invasion étrangère. Elle remplaçait, par des assignats, auxquels s'attachait alors une immense confiance, la disparition du numéraire ordinaire dans des temps de crise et la circulation commerciale rendue impossible.

En général, en parlant de l'époque connue sous le nom terrible de *la terreur*, on s'est plu à y rattacher tout ce qu'il y a eu de calamités et de crimes dans nos annales révolutionnaires : ainsi la dépréciation des assignats est appliquée généralement à ce temps. C'est une erreur grave : alors les assignats avaient le cours de l'argent. Ils étaient à la

vérité garantis par les biens d'émigrés, et ce n'est pas à nous qu'il faut attribuer la baisse ruineuse qui suivit le temps de notre règne, et qui provint en partie des fautes de nos successeurs. A l'époque dont nous parlons maintenant, le seul moyen possible de faire face aux dépenses urgentes était la mobilisation des biens nationaux. Les émissions successives d'assignats, ordonnées jusqu'au 9 thermidor, ont rempli ce but et ne l'ont pas dépassé. Toujours le gage était auprès de la création de nouvelles sommes de papier-monnaie.

Au reste, sans cette ressource, la république eût nécessairement succombé ; c'est à elle que nous devons en partie nos succès : c'en est assez peut-être pour nous absoudre. Après tout, la vente des biens nationaux et leur mobilisation au moyen des assignats, n'a servi qu'à faire payer les frais de la guerre que nous soutenions à ceux-là même qui l'avaient suscitée, et qui s'unissaient à nos ennemis pour menacer nos frontières : ce résultat est de toute justice. En l'envisageant en dehors des détails d'exécution, je défie qui que ce soit de nier en outre qu'il ne soit parfaitement politique ; et quelles que soient les fautes de détails qu'ait pu commettre l'administration, n'est-ce pas faire notre éloge que de rappeler ce résultat ? la France pouvait-elle désirer mieux ?

Je ne veux point contester que l'arbitraire, nécessairement fort large, laissé aux inscriptions sur la liste des émigrés, n'ait pu amener de grandes injus-

tices. Certes, plus d'un homme menacé par les mouvements anarchiques, et fuyant une patrie qu'il regrettait et à laquelle il aurait voulu concourir à donner la liberté, a pu être confondu avec les soldats de Coblentz. Je ne veux point dire non plus que la facilité donnée au gouvernement de se procurer des ressources à l'aide de la planche aux assignats, n'ait pas concouru à faire perdre les garanties données à cette valeur, et amené ainsi sa fatale dépréciation ; mais je pense que, dans son origine, la création des assignats était une bonne opération ; qu'elle était d'ailleurs justifiée par la nécessité ; je pense également que les rigueurs exercées contre les émigrés étaient une juste application du droit de légitime défense, et que la France devait être satisfaite de voir supportées par eux seuls les dépenses de la guerre qu'eux seuls avaient fait diriger contre elle.

Cependant, malgré la nouvelle émission d'assignats, les frais d'armement et de transport des troupes levées contre les rebelles de la Vendée, étaient encore à la charge des communes. Le département de l'Hérault donna le signal du dévouement. La commune de Paris ne tarda pas à l'imiter ; elle décida que son contingent serait, en hommes, de douze mille soldats, et en argent, de 12 millions destinés à l'entretien des troupes et au soulagement des parents des volontaires restés pauvres dans leurs foyers. Les 12 millions furent levés au moyen d'un emprunt forcé, qui dut être pris sur le super-

flu des citoyens. Le nécessaire fut fixé à 1,500 fr. pour un chef de famille, et 1,000 fr. pour les autres membres de la famille. Le nécessaire d'une famille, composée des parents et de quatre enfants, était ainsi fixé à 6,500 fr. C'était sur le revenu excédant, compté comme superflu, que devait peser l'emprunt dans les proportions suivantes :

SUPERFLU ORIGINAIRES.	EMPRUNT A FOURNIR.	SUPERFLU RESTANT.
2,000 fr.	30 fr.	1,970 fr.
3,000	50	2,950
4,000	100	3,900
5,000	300	4,700
10,000	1,000	9,000
15,000	2,250	12,750
20,000	5,000	15,000
30,000	10,000	20,000
40,000	16,000	24,000
50,000	20,000	30,000

Cet arrêté fut approuvé par la convention. Sans doute il lésait de nombreux intérêts privés; mais il attachait à nos institutions nouvelles la plus grande partie des citoyens, et il fournissait à la patrie des bras nécessaires à sa défense. Je l'ai cru indispensable; et, en me reportant à cette époque, je le crois encore, tout en déplorant la fatalité des circonstances qui nous ont forcés d'user d'un semblable moyen de salut. Au reste, je le répète, je ne veux en rien soutenir que les mesures que nous avons prises pour sauver la république fussent les meil-

leures, mais elles étaient les seules qui nous fussent offertes; et les membres du côté droit, qui les ont tant blâmées depuis, ne leur ont opposé aucun plan. Bons ou mauvais, je rappelle des actes émanés de nous dans l'intérêt public; que les partisans de la brillante Gironde me montrent autre chose que des théories vagues ou des hostilités contre une fraction de la convention!

Nous cherchions à organiser la défense commune; à préserver la république des dangers qui l'entouraient: les girondins nous ont-ils secondés? Nous pouvons nous être trompés: les girondins nous ont-ils combattus? Non, mille fois non! ils n'ont pas pris part à ces travaux, les seuls véritablement utiles de ceux dont la convention s'est occupée jusqu'au 31 mai. Nous diront-ils qu'ils ont fait des plans de constitution? qu'ils ont soutenu les principes républicains? Et nous aussi nous avons accepté avec avidité, soutenu avec enthousiasme les théories qui élèvent l'homme à la hauteur de sa noble destinée! Mais nous avons fait plus: nous avons mis la république en action, et nous avons chassé les ennemis loin de nos frontières! Que faisaient-ils alors? comment s'associaient-ils à notre dévouement? ils discouraient, ils récriminaient. Ils ont depuis osé dire que Danton cherchait à se frayer le chemin du trône, que Cambon s'était enrichi en prêchant l'économie. Danton, qui dans son enthousiasme patriotique a associé tant de désintéressement à un dévouement sublime; Danton

qui, lorsque les aristocrates furent vaincus et les ennemis repoussés, aima mieux se laisser trainer à l'échafaud que de combattre pour se défendre ; Danton, qui se retira dans ses foyers domestiques dégoûté du maniement des affaires, lorsque la cause lui sembla gagnée, et qui ne reparut un instant sur la scène publique que pour terrasser les royalistes de la commune masqués en démagogues et en athées ! Cambon qui, après la session, retourna dans son département exercer dans l'ombre une profession honorable mais peu lucrative, et qui mourut exilé dans un état voisin de la misère ; tandis que plus d'un girondin célèbre se pavanait sous le manteau de pair, et devenait membre de l'aristocratie qu'il nous contestait naguère l'honneur de haïr, et l'un des soutiens assermentés d'un trône qu'il avait juré de ne reconnaître jamais ! Cambon qui, après avoir tiré des milliards de la planche aux assignats, fut obligé de vendre une partie du modeste domaine qu'il tenait de ses pères ! D'ailleurs, ce même Cambon, homme de mœurs douces, quoique doué d'une conviction énergique, avait voté avec la Gironde à l'assemblée législative, et s'était assis au milieu de ses adeptes aux premiers jours de la convention. Ce sont eux qui l'ont investi de la dictature des finances, dont ils ont voulu depuis lui faire un crime et un ridicule. S'il s'est séparé d'eux, c'est à l'époque où il devint nécessaire de créer des ressources nouvelles, de se signaler par des actions et non par des paroles, et

lorsqu'il fut convaincu que, sur leurs bancs, il n'y avait pour tous moyens pratiques d'organisation que du vent et de la fumée. Il se réunit à nous, malgré ses préventions, lorsqu'il vit que nous seuls songions réellement à tirer parti de notre position pour les besoins du peuple et la défense de la patrie. La conversion d'un pareil homme est une preuve de plus en notre faveur. Il n'y a pas de contes ridicules qui ne viennent se briser contre les vertus de cet excellent citoyen !

Au reste, si les girondins reconnaissaient, par leur inertie même, qu'ils n'étaient point aptes à conduire le torrent révolutionnaire ; s'ils reconnaissaient que les rênes de l'État échapperaient nécessairement à leurs débiles mains dans un moment aussi grave, leur jalousie ne pouvait pas se résoudre à jouir de nos succès : tous leurs efforts tendaient à les déprécier, à les entraver. Ils accusaient de démagogie l'exécution des plans qu'ils avaient accueillis à la tribune par leurs applaudissements ; ils dénonçaient, comme attentatoires à la propriété, des mesures financières qui avaient reçu la sanction de leurs votes ! Aussi, je le répète, leur influence croulait de jour en jour dans la convention, et le gouvernement, délaissé par eux, se dérobaît pièce à pièce à leur impuissance.

Lorsqu'une nouvelle levée d'hommes fut ordonnée par la convention ; lorsque l'envoi des commissaires dans les sections échauffait partout l'enthousiasme ; lorsque l'emprunt forcé annonçait

aux classes populaires qu'on cherchait réellement à rétablir l'égalité, et qu'on tenait compte des intérêts de tous, les déclamations du côté droit et de ses journaux, la scission qu'ils annonçaient entre les sans-culottes et les classes aisées, attirèrent des rixes dans les sections, et entravèrent des opérations auxquelles nos intérêts les plus chers étaient attachés. Les citoyens opulents et les pauvres engagèrent une lutte d'autant plus déplorable, que le recrutement, notre but à tous, en fut entravé. C'est ce que dénonça Thuriot dans un discours dont je citerai quelques phrases remarquables par leur extrême exactitude. « Les habitants de Paris, disait-il, seraient déjà en marche si malheureusement on n'avait, sans le vouloir sans doute, favorisé les malveillants. Il existe des hommes auxquels la révolution ne plaira jamais : les nobles, les prêtres, et ceux qui recherchent sans cesse les moyens de s'enrichir. Ces hommes ont empêché les patriotes de marcher, se sont portés dans les sections, et, se prétendant amis de l'ordre et des lois, ils s'en sont montrés les plus cruels ennemis. Ce sont eux qui ont dit : Pourquoi partirions-nous, quand il y a à Paris une force soldée, et que la convention a une garde ? Où est-elle donc cette force soldée ?... Dans la section de Bonconseil ; lorsque les patriotes offrirent de partir, ils prenaient, eux, des arrêtés contraires. Il y a ici des hommes assez lâches pour souffler dans les départements le feu de la contre-révolution, et ce sont eux qui, pendant six mois,

ont été chargés de sauver la chose publique, et n'ont rien fait pour y parvenir. La nation n'aurait-elle pas le droit de leur dire : Qu'avez-vous fait pour moi ? »

Les troubles continuèrent et devinrent de plus en plus animés. D'abord on commença à se plaindre de ce que chaque section avait organisé séparément son mode de recrutement, quoique la convention même lui en eût donné le droit; on réclama contre l'emprunt forcé, on déclama contre le *maximum*; enfin, ces symptômes de désordres se changèrent bientôt en une véritable sédition. Des groupes de citoyens, trompés par de vaines déclamations et excités, sans s'en douter, par l'aristocratie et le royalisme, parcoururent Paris et crièrent à *bas la Montagne!* à *bas les jacobins!* Le côté droit vit dans cette manifestation d'opinion, un signe de triomphe, et il y applaudit. Bientôt les agents cachés de ces manœuvres déplorables poussèrent l'audace jusqu'à faire entendre le cri de *vive le roi!* Le même jour, une pétition fut apportée à la barre par la section de Bonconseil, pour promettre d'appuyer la *partie saine* de la convention. C'étaient les termes mêmes dont s'était servi naguère Dumouriez, et le même esprit avait dicté l'adresse. Ce qui le prouve, c'est que le soir plusieurs membres de la députation furent arrêtés comme ayant fait partie des attroupements des Champs-Élysées, de ces attroupements dont était parti le cri de *vive le roi!* Les sectionnaires accusés se plainquirent à la

convention et feignirent de prendre leur arrestation comme une suite de leur pétition de la veille. Les girondins oubliant qu'ils devaient sacrifier leurs vues personnelles à la nécessité de hâter le recrutement, eurent l'imprudence d'appuyer ces pétitions, quoiqu'on leur eût fait connaître le véritable motif de l'arrestation qu'on signalait comme arbitraire. Cette imprudence en amena d'autres. D'après la manière même dont ils défendirent les pétitionnaires, on put voir qu'ils approuvaient les ennemis des jacobins et de la Montagne, par un motif caché de haine et malgré les cris qu'ils s'étaient permis. Vergniaud et Buzot feignirent de croire que les pétitionnaires étaient poursuivis pour leur adresse à la convention. Isnard, plus franc, excusa la sédition même. Après avoir dit que le seul moyen pour que le peuple ne pût jamais être opprimé, serait de tenir d'une main ferme la balance de la justice, il proposa de mettre provisoirement les accusés en liberté, et de leur donner pour juges la représentation nationale ! Admirable moyen pour tenir d'une main ferme la balance de la justice, que de faire décider sur une affaire purement judiciaire, par un pouvoir qui n'a pas le droit d'en connaître, et d'arracher des accusés à la juridiction des autorités compétentes pour prononcer sur leur sort !

Mais Isnard ne recula pas même devant l'aveu de la plupart des faits et leur justification. Son récit, tel brodé qu'il fût, ne laissait pas moins

percer la vérité au travers d'une gaze légère; et, dans les circonstances graves où nous nous trouvions, au moment où le recrutement de la capitale était notre seul moyen de lutter contre les rebelles de la Vendée, c'était réellement servir leur cause que d'amener de telles discussions au lieu des sérieux sujets dont nous avions à nous entretenir. « Des jeunes gens, disait Isnard, se sont rassemblés sans armes aux Champs-Élysées : ils y ont crié *vive la loi !...* »

Nous lui dîmes, de toutes parts : « On a crié *vive le roi !* »

« Je ne veux pas, continua Isnard, justifier ceux qui auraient poussé un pareil cri ; mais qui vous a dit qu'un homme, qui voulait perdre ces jeunes gens, ne s'est pas glissé au milieu d'eux, et n'a pas poussé ce cri liberticide ? Ces jeunes gens étaient des citoyens qui, ne voyant pas de loi expresse qui établît dans Paris un mode uniforme de recrutement, se sont réunis pour demander à la convention une loi égale pour tous.... »

Nous fîmes encore remarquer à Isnard que des pétitionnaires tranquilles ne parcourent pas Paris, pendant trois jours, en poussant des cris séditieux.

Isnard. — Ils ont crié *à bas les jacobins !* mais est-ce une raison pour les traduire devant le tribunal révolutionnaire ?

A gauche. — Ils ont crié *vive le roi !*

Quelques applaudissements partent des tribunes.

Isnard, avec un geste menaçant : « A deux cents lieues d'ici, il est des hommes qui m'ont donné le droit de parler ici et d'y exprimer librement mon opinion. Peuple qui m'interrompez, ce n'est pas vous seuls qui êtes mes mandataires ! »

Puis, revenant à la pétition en discussion : « Quand on se croit opprimé, dit-il, serait-ce un crime, de pousser un cri d'oppression, de crier à bas tels et tels?... Je vous demanderai pourquoi les autorités de Paris, qui ont fait arrêter ces jeunes gens, ont été si négligentes à rechercher les auteurs de la conspiration du 10 mars?... Si vous avez pu jeter un voile sur ces délits énormes, est-ce à ceux-là même, qui avaient alors tant d'indulgence, à venir nous reprocher aujourd'hui d'élever la voix en faveur d'hommes qui réclament contre l'oppression ! Craignez que, si l'un de ces jeunes citoyens vient à périr victime de l'esprit de parti qui nous divise ; craignez, dis-je, que ce soit une étincelle de guerre civile ! L'excès de la tyrannie a toujours produit l'indépendance... Et, ne croyez pas que toutes les tyrannies s'appellent *royauté*... il en est de plusieurs espèces... Je demande que vous ne vous montriez pas plus sévères envers les citoyens qui réclament contre l'oppression, qu'envers les conspirateurs du 10 mars. Je propose en conséquence que la représentation nationale connaisse de cette affaire. »

Buzot, qui était en quelque sorte compromis dans les troubles, puisque son domestique, auquel il témoigna porter le plus grand intérêt, avait fait partie des attroupements séditieux ; Buzot, qui, par son âcreté de langage, s'était séparé même des autres girondins, et s'était habitué à appeler sans cesse les départements ~~aux~~ armes contre Paris ; Buzot appuya la motion d'Lenard, et s'emporta jusqu'à inviter les révoltés à persévérer dans leurs attaques, et à leur promettre aide et protection. « Citoyens, bons citoyens de Paris, s'écria-t-il (or les bons citoyens étaient les hommes qui s'opposaient au recrutement contre les rebelles de la Vendée, les hommes du milieu desquels était parti le cri alors détesté de *vive le roi* !), souvenez-vous qu'il vaut mieux périr en défendant la liberté (contre les amis de la liberté sans doute), que de tomber sous le joug des oppresseurs (c'est-à-dire, que d'obéir à la convention et aux autorités parisiennes). Vous trouverez un refuge dans le sein de la convention ; votre intérêt est le sien ; elle a gémi trop long-temps elle-même sous la tyrannie ; il faut qu'elle rallie autour d'elle tous les bons citoyens. »

Puis revenant à ses éternelles provocations aux départements : « Quant à moi, dit-il, on a souvent menacé ma vie ; mais, je le déclare, il en coûtera cher à ceux qui me l'arracheront ; j'en ai le serment de mon département entier. Je reviens à la question : il ne s'agit ici que d'un seul individu,

dont plusieurs citoyens se portent caution..... Si vous ne lui accordez pas la protection qu'il réclame, il n'est plus de liberté. »

Ces déclamations, ces injustices, étaient faciles à réfuter. Otez en effet de ces deux discours les injures et les provocations, il ne reste qu'un grossier sophisme et une fautive assertion. On demande, au nom de la justice, que nous enlevions des prévenus à leurs juges naturels pour les couvrir de notre protection ; on veut que nous quittions le caractère de législateurs pour nous couvrir de celui de magistrats, et l'on appelle une telle prétention du nom de respect pour les lois. On invoque les souvenirs du 10 mars ; mais au 10 mars n'avions-nous pas professé les mêmes principes ? Nous avons ordonné au pouvoir exécutif de faire poursuivre les coupables par l'autorité judiciaire. C'était notre devoir et notre droit. Les girondins, au contraire, en demandant que nous nous saisissions du procès, tenaient à amener la confusion de tous les pouvoirs ; c'était encore la même confusion de tous les pouvoirs qu'ils réclamaient en nous excitant à nous immiscer entre un accusé et son juge. Mais cet étrange système devenait bien plus étrange par les circonstances dans lesquelles nous nous trouvions placés, et il faut que les girondins soient tombés dans un bien étrange aveuglement pour sacrifier à leur haine le salut de la république.

En effet, il était évident que les troubles de Paris avaient une couleur contre-révolutionnaire ;

il était évident que leur premier résultat était de favoriser les rebelles de la Vendée en entravant le départ des troupes. « Des jeunes gens, disait Charlier sans être contredit, se sont présentés avec des cannes à sabre devant le corps-de-garde du pont Notre-Dame, et tentèrent d'enlever les canons de vive force. On assure que des prêtres réfractaires ont été pris parmi ces jeunes gens, et que le frère de Laporte était au milieu d'eux. Je demande que l'assemblée ne sorte jamais des principes, et qu'elle n'arrache pas aux tribunaux des citoyens arrêtés par les autorités constituées. On n'est pas coupable pour être arrêté, et je déclare que si j'étais accusé, je ne voudrais être justifié que par les tribunaux : laissons-les donc prononcer sur cette affaire. »

Robespierre disait également : « Est-il quelqu'un qui ignore les motifs des arrestations qui ont eu lieu ? Est-il quelqu'un qui ignore que d'insolents aristocrates ont insulté au peuple ? Des bandes de scélérats attroupés se sont répandus dans les promenades publiques, en criant *vive le roi ! à bas la république !* Plusieurs d'entre eux ont arboré la cocarde blanche. Il est vrai qu'ils ont ajouté d'autres cris qui peuvent plaire à bien des gens ; ils ont crié *à bas les patriotes ! à bas la Montagne ! à bas les jacobins !*... La municipalité, dans un moment de crise, a rempli avec courage un devoir pénible. Il a fallu que le peuple se rassemblât ; il a fait des patrouilles nombreuses, et,

par son énergie, de grands malheurs ont été conjurés... L'aveu qui vient de vous être fait, par les pétitionnaires eux-mêmes, que l'homme dont il s'agit a fait partie des attroupements, ne vous suffit-il pas?... Quoi ! vous dites que vous voulez vous armer contre les rebelles, et vous protégez leurs complices à Paris !

« Citoyens, les moments de crise exigent des mesures très-actives : c'est autour des autorités constituées qu'il faut se rallier. Mais, au contraire, si vous protégez ouvertement la cause des ennemis extérieurs et intérieurs, et, loin d'étouffer le feu de la guerre civile, si c'est vous qui l'attisez, c'est donc à vous qu'il faudra attribuer le funeste système qui tend à organiser la guerre civile... Je demande que l'assemblée passe à l'ordre du jour sur la pétition qui lui est adressée. »

Ces conclusions furent adoptées. Les girondins eux-mêmes ne les contestèrent pas sérieusement. Satisfaits d'être arrivés à leur but, le scandale, et d'avoir déversé, autant qu'il était en eux, haine et mépris sur leurs adversaires, ils abandonnèrent facilement les pétitionnaires qui étaient seulement pour eux un prétexte et à qui ils ne portaient au fond aucun intérêt.

Il est hors de doute, pour tout homme de bonne foi, que dans cette circonstance comme dans mille autres, nous avons soutenu contre la droite les véritables principes ; il est hors de doute, par les aveux mêmes de Buzot et d'Isnard, que des attrou-

pements provocateurs avaient parcouru les rues de la capitale ; on pourrait donc difficilement contester les récits de Robespierre et de Charlier. Or, comment se fait-il que nos adversaires aient accusé la commune d'avoir fait son devoir, et aient prétendu rendre justice en tentant d'enlever des accusés à la juridiction des tribunaux ? Le recrutement s'opérait, ont-ils dit, d'une manière illégale. Il fallait alors rendre une loi qui fixât un meilleur mode, ou plutôt il fallait ne pas adopter par acclamations ce même mode et le sanctionner par l'envoi de commissaires dans les sections, lorsque Danton le développa dans toute son énergie ; mais il fallait se garder de soutenir des mouvements hostiles contre la loi, surtout contre une loi qu'on avait concouru à rendre sans la contester, ou même en y applaudissant. Mais, ont-ils dit encore, la commune était mue par un esprit anarchique et désorganisateur, ses arrestations étaient arbitraires. Il fallait la destituer et non chercher, en la maintenant, à lui enlever son autorité légitime. Ils ont dit enfin que le tribunal révolutionnaire était dominé par l'esprit de faction, et que les accusés n'avaient aucune justice à en attendre. En admettant la vérité du fait, je ne cesserai de répéter qu'il fallait sévir contre ses injustices, mais le faire respecter jusqu'à ce moment, car jusqu'à ce moment il participait de la majesté de la loi. Cette digression n'est pas inutile, comme on pourrait le croire. On a répété jusqu'à satiété que les

girondins défendaient les principes, tandis que nous nous livrions à des querelles de parti; j'ai dû montrer que l'on a, en accréditant cette idée, tout simplement retourné les rôles.

On a dû voir par le récit de nos luttes que nous avions long-temps tardé à user contre les girondins de tous nos moyens. Nous dûmes enfin être convaincus qu'il n'y avait pas avec eux d'accord possible, et que, loin de nous seconder, ils entravaient nos opérations les plus urgentes. Dès-lors nos escarmouches se tournèrent en hostilités déclarées. Déjà lors de l'accusation de Lasource contre Danton, ce redoutable chef s'était disposé à renverser ses implacables ennemis. Cependant, malgré sa généreuse colère, Danton fit encore plusieurs tentatives de retour vers la paix; mais son langage était entièrement changé, et il lançait à chaque occasion importante, contre le côté droit, les traits véhéments qu'il avait jusqu'alors réservés aux ennemis publics. Ainsi lorsque Pétion donna lecture d'une pétition dans laquelle la section de la halle aux blés dénonçait le côté droit de l'assemblée, notre collègue s'écria : « Je demande qu'on entende avant tout le rapport du comité de salut public; ensuite on discutera la mention honorable que je propose de l'adresse qui vient d'être lue. »

L'assemblée ayant manifesté l'intention de continuer immédiatement cette discussion, et Pétion ayant proposé le renvoi des rédacteurs de

l'adresse devant le tribunal révolutionnaire, Danton s'élança à la tribune : « C'est une vérité incontestable, dit-il, que vous n'avez pas le droit d'exiger d'un peuple ou d'une portion du peuple plus de sagesse que vous n'en avez vous-mêmes. Le peuple n'est-il pas porté à des bouillonnements de délire patriotique, lorsque cette tribune semble continuellement être une arène de gladiateurs ? N'ai-je pas été moi-même, tout à l'heure, assis à cette tribune ? ne m'a-t-on pas dit que je voulais être dictateur ?...

« . . . Tous les jours il arrive à cette barre des pétitions plus ou moins exagérées, mais il faut les juger par le fond. J'en appelle à Pétion lui-même. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il se trouve dans les orages populaires. Il sait bien que lorsqu'un peuple brise la monarchie pour arriver à la république, il dépasse son but par la force de projection qu'il s'est donnée ! Que doit faire la représentation nationale ? profiter de ces excès même (1). Dans

(1) Ce discours de Danton nous paraît suffire pour faire connaître les plans de l'énergique Montagne, et surtout de l'homme fort qui marchait alors à sa tête. On a pu voir dans les Mémoires de Levasseur, que, tout en nourrissant l'enthousiasme, le délire même des masses, ce chef vigoureux n'avait jamais appelé de vengeance sur la tête des individus. C'est qu'il déplorait autant que les girondins les excès résultant d'une exaltation peu commune ; mais il croyait voir en même temps que cette exaltation était un mal indispensable ; et loin de la calmer, il l'accueillait comme une arme de victoire. Con vaincu que la république serait perdue au moment où elle serait

la première assemblée constituante Marat n'était non moins terrible aux aristocrates, ni moins odieux aux modérés. Eh bien ! Marat y trouve des défenseurs. Il disait aussi que la majorité était mauvaise, et elle l'était.

« Ce n'est pas que je croie qu'il en soit de même de cette assemblée ; mais que devez-vous répondre au peuple, quand il dit des vérités sévères ? vous devez lui répondre en sauvant la république. Eh ! depuis quand vous doit-on des éloges ? êtes-vous à la fin de votre mission ? On parle de calomnieurs ! la calomnie, dans un État vraiment libre,

calme, sans avoir à force de temps conquis des mœurs démocratiques et une constitution qui les sanctionnât, il sentit que sa mission était avant tout la victoire, et il la remporta. Les Girondins se trouvaient sur son chemin ; après de vains efforts pour les heurter, il vit qu'il ne pourrait pas les tourner, et résolut de les abattre. Mais il pleura sur Vergniaud, condamné à mort, après avoir renversé Vergniaud puissant ! Son système, qu'avait si bien compris l'âme enthousiaste et pure de Camille-Desmoulins, est contenu tout entier dans le discours qui fait l'objet de cette note. Il consistait à profiter, pour débarrasser la France de ses ennemis du dedans et du dehors, de tous les éléments que présentaient les circonstances, et des excès populaires même. Mais on a feint de prendre pour son but ce qui n'était à ses yeux qu'un moyen, on l'a accusé de menées démagogiques, et l'on a prétendu qu'il n'avait pas de plans formés, pas de vues arrêtées ; qu'il n'avait en vue qu'une grossière domination à l'aide du pillage et de la terreur ! Ces faciles calomnies se réfutent par toute la carrière de Danton ; toujours conséquent et toujours gigantesque, il a constamment tendu à l'établissement de la liberté, mais d'une liberté sage et constitutionnelle en dépit de luttes sanglantes qu'il n'a pas regardées comme nécessaires pour l'atteindre.

(Note de l'Éditeur.)

n'est rien pour l'homme qui a la conscience intime de son devoir. Encore une fois, de pareils objets ne peuvent faire naître une délibération dans le sein de la convention. Il existe des lois, des tribunaux, que ceux qui croient devoir poursuivre cette adresse l'y poursuivent..... Oui, je le déclare, vous seriez indignes de votre mission, si vous n'aviez pas constamment devant les yeux ces grands objets : vaincre les ennemis, rétablir l'ordre dans l'intérieur, et faire une bonne constitution ; nous la voulons tous, la France la veut ; elle sera d'autant plus belle, qu'elle sera née au milieu des orages de la liberté ; ainsi un peuple de l'antiquité construisait ses murs en tenant d'une main la truelle et de l'autre l'épée pour repousser les ennemis. N'allons pas nous faire la guerre, animer les sections, les mettre en délibération sur des objets particuliers, tandis que nous devons concentrer leur énergie pour la diriger contre les Autrichiens... Si Paris montre une espèce d'indignation, il a bien le droit de reporter la guerre à ceux qui l'ont calomnié après les services qu'il a rendus. »

L'ordre du jour fut encore une fois le résultat de ces débats si longs et si douloureux.

Malgré l'espèce de désaveu de la pétition de la *halle aux blés*, les autres sections nommèrent des commissaires pour la rédaction d'une adresse contre le côté droit. Cette adresse, adoptée par les sections et par le conseil de la commune, fut pré-

sentée à la convention par les commissaires qui avaient été chargés de la rédiger. Le maire Pache fut envoyé par la commune auprès de la convention pour accompagner les pétitionnaires. On a pu voir encore dans cette circonstance combien Danton et ses amis Phelippeaux, Lacroix, avaient de peine à engager un combat direct avec une portion de l'assemblée ; on a pu voir quelle modération véritable animait la Montagne ; nos applaudissements annoncèrent combien nous partagions les sentiments des pétitionnaires, et cependant c'est nous qui, en provoquant un ordre du jour motivé, témoignâmes l'intention bien prononcée de sacrifier nos ressentiments à la cause de la patrie.

Déjà depuis trois jours on savait que les sections s'occupaient de rédiger une adresse contre la Gironde ; nous l'attendions à chaque instant ; aussi, lorsque le maire et les commissaires parurent à la barre, un mouvement prononcé se manifesta-t-il dans l'assemblée. Boyer-Fonfrède, qui n'était pas sur la liste des députés accusés, s'écria : « Je demande que les pétitionnaires soient entendus, afin de montrer aux départements qu'ils ont le droit d'imiter Paris, et de rappeler leurs mandataires. »

La pétition des quarante-huit sections fut lue par le jeune Rousselin, ami de Danton, qui signalait son adolescence par une grande énergie révolutionnaire et quelques talents. Elle était forte et

modérée à la fois. Paris, si long-temps diffamé par le côté droit, récriminait contre ses ennemis, au moins avec toute l'apparence de la justice : « Les Parisiens, disaient les pétitionnaires, ne viennent point faire un acte exclusif de souveraineté comme on les en accuse tous les jours; ils viennent émettre un vœu auquel la majorité de leurs frères des départements donnera force de loi... Nous reconnaissons ici solennellement que la majorité de la convention est pure... Ce n'est donc point la dissolution effrayante de la représentation nationale, ce n'est point la suspension de la machine politique que nous demandons; loin de nous cette idée vraiment anarchique, nous venons armés de la portion d'opinion publique du département de Paris... indiquer à la France les attentats et les noms de ses perfides mandataires.

« Les crimes de ces hommes sont connus..... Brissot, quelques jours avant le 10 août, voulait prouver que la déchéance serait un sacrilège; Vergniaud osait annoncer au corps législatif que, malgré le vœu connu du peuple, il ne proposerait jamais aucune mesure qui pût l'amener. Guadet protégeait les trahisons de Narbonne; la mémorable journée du 10 a arraché de leurs mains les pouvoirs qu'ils s'étaient appropriés..... Alors ils se sont attachés à calomnier Paris comme usurpateur, pour qu'on oubliât leurs usurpations particulières; ils ont voulu la guerre civile pour fédéraliser la république; ils ont, à l'aide de Roland,

présenté les Parisiens à l'Europe comme des hommes de sang.

« Après avoir par ce moyen perfide aliéné le parti libre et populaire de l'Angleterre, ils ont sollicité la guerre offensive ; ils ont, sous le faux amour des lois, prêché le meurtre et l'assassinat ; au moment même où Lepelletier venait d'expirer, où Léonard Bourdon était percé de coups, Salles écrivait dans le département de la Meurthe d'arrêter ses collègues les députés commissaires, comme des désorganiseurs et des factieux.....

« Quand Dumouriez est venu faire à Paris son voyage mystérieux, quels sont les hommes qu'il a fréquentés ?... Quels sont les hommes qui, sous le prétexte de punir les provocateurs au meurtre, voulaient anéantir la liberté de la presse ? Quels sont les hommes à qui leur conscience coupable faisait appréhender le tribunal révolutionnaire en même temps que Dumouriez répétait leurs blasphèmes ?

« Quand Brissot et ses adhérents, sous le vain nom de l'amour des lois, criaient à *l'anarchie*, Dumouriez répétait le même cri ; quand ils voulaient déshonorer Paris, Dumouriez en faisait autant ; quand leurs efforts impuissants voulaient fermer les sociétés populaires, ces foyers de l'esprit public, Dumouriez chassait des clubs les hommes libres, comprimait de tous ses moyens l'essor des opinions et de la vérité ; quand, d'après les indications perfides et si souvent répétées du

ministre Roland, ils demandaient une force départementale et prétorienne pour les garder, Dumouriez voulait aussi venir à Paris, protéger ce qu'ils appelaient et appellent encore *la partie saine de la convention*, et que nous nommons, nous, les plus grands ennemis du peuple.

« Leurs vœux et les actions de ce traître se sont toujours rencontrés. Cette identité frappante n'était-elle point complicité ? Ah ! ne viens pas dire, Pétion, que le peuple change, ce sont les fonctionnaires qui changent ; le peuple est toujours le même ; son opinion a toujours suivi la conduite de ses mandataires ; il a poursuivi les traîtres sur le trône, pourquoi les laisserait-il impunis dans la convention ?

« Nous demandons que cette adresse, qui est l'exposition formelle des sentiments unanimes, réfléchis et constants du département de Paris, soit communiquée à tous les départements par des courriers extraordinaires, et qu'il y soit annexé la liste ci-jointe de la plupart des mandataires coupables du crime de félonie envers le peuple souverain, afin qu'aussitôt que la majorité des départements aura manifesté son adhésion, ils se retirent de cette enceinte. »

Cette pétition était suivie du nom des vingt-deux députés inculpés ; les principaux étaient Brissot, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Buzot, Barbaux, Salles, Pétion, Lanjuinais et Louvet.

Si j'oublie un instant les événements qui se sont

passés depuis la lecture de cette adresse, pour me reporter au milieu des impressions du moment ; si je me place dans la même situation qu'alors ; si je parviens à rassembler autour de moi et les causes légitimes de défiance, et le souvenir des luttes de chaque jour, et le dépit mêlé d'indignation que me faisaient éprouver les fautes nombreuses et les nombreuses calomnies de nos adversaires ; si je retrouve jusqu'aux préjugés même dont il m'était impossible de me dépouiller entièrement, aujourd'hui, comme alors, je vois dans la pétition des sections des faits vrais, et des inductions qu'on avait le droit d'en tirer. Oui, les girondins entravaient la marche du gouvernement révolutionnaire ; oui, ils compromettaient la cause de la France en refusant d'unir leurs forces aux nôtres, contre l'aristocratie et l'Europe armée ; oui, ils étaient restés les amis de Dumouriez jusqu'au moment où ce chef s'était déclaré en révolte ouverte ; oui, ils avaient sans cesse provoqué la guerre civile, en appelant les vengeances des départements contre le peuple de Paris. Aujourd'hui, comme alors, je ne puis révoquer ces faits en doute. Ils résultent des discours mêmes de nos adversaires, et pour en constater la vérité il suffit d'ouvrir le *Moniteur* ; mais alors la plupart d'entre nous, et moi tout le premier, nous voyons dans cette imprudente conduite des preuves flagrantes d'une trahison avérée. Comme les sections de Paris, nous voyons dans la communauté de vœux avec

Dumouriez une communauté d'action et une entière complicité ; comme la commune de Paris, nous voyons dans les entraves mises à tous nos mouvements une preuve certaine de conspiration contre la république que les ferments de guerre civile sans cesse répandus venaient corroborer de la manière la plus complète. Aujourd'hui sans doute, je suis loin de juger de même ; un assez grand nombre de nos adversaires ont souffert pour la liberté, plusieurs d'entre eux ont déployé un trop beau caractère, principalement ce Louvet qui se montrait notre ennemi le plus acharné, pour que je doive voir seulement des fautes, là où alors je croyais reconnaître des crimes. Nous étions injustes sans le savoir, et peut-être en était-il de même de beaucoup de membres du côté droit. Dès que nos adversaires s'étaient arrêtés dans la carrière que nous voulions parcourir jusqu'au bout, ils faisaient à leur insu cause commune avec les aristocrates, et, recevant seulement l'impression des résistances que nous éprouvions, nous pouvions difficilement distinguer entre les opposants ; tout ce qui s'accrochait au char de la révolution pour le tirer en arrière était égal à nos yeux : c'était l'aristocratie seule qui devait profiter de leur triomphe. Au reste, cette injustice était si naturelle, que les girondins étaient tombés dans une erreur semblable à l'égard des constitutionnels. Roland et Louvet avaient confondu La Fayette et Bailly avec Maury et Bouillé ; il

n'était pas étonnant, lorsque les premiers s'arrêtèrent à leur tour, que nous fussions portés à confondre Vergniaud et Pétion avec Ramond et Dumas ; c'est le cours naturel des choses ; nous ne voyions que le but et l'entrave qui nous empêchait de l'atteindre ; à quelque titre que nos adversaires aient concouru à l'élever, ils ne devaient pas nous être moins suspects, ils ne nous étaient pas moins odieux.

Cependant, je l'ai dit, si une partie de la Montagne, dont Robespierre et Saint-Just étaient les principaux membres, et avec laquelle je votais, croyaient nécessaire de terminer la guerre contre les girondins par leur prompte expulsion, Danton et les autres montagnards espéraient encore n'avoir pas besoin de recourir à ce moyen violent. Nous nous réunîmes à l'avis de Danton, et l'ordre du jour fut proposé sur la pétition de Paris. Les accusés s'y opposèrent : ils convertirent la pétition en motion, demandèrent la convocation des assemblées primaires, et le jugement par le peuple de tous les membres de la convention. Cette motion leur fournit le prétexte de nouvelles provocations à la guerre civile : « Si j'étais dans mon département, dit Fonfrède, et puisse ma voix y être entendue ! je révèrerais trop les représentants du peuple, pour croire qu'ils accordassent à une portion du peuple le droit exclusif d'émettre son vœu ; et, sûr au moins que mes braves compatriotes n'ont pas voulu le concéder à d'autres qu'à

la convention nationale, je les inviterais à se rassembler. Sans doute, ceux qui ont applaudi au dévouement héroïque des pétitionnaires et des citoyens du département de Paris ne sauraient blâmer, par exemple, ceux du département de la Gironde de tenir la même conduite.

« Maintenant, citoyens, si vous ne légalisez pas une mesure que les pétitionnaires vous ont ravi la faculté d'improver, que va-t-il arriver ? Ou les Français que les députés proscrits représentent sont des lâches, et loin de moi cette pensée, ou ce sont des hommes libres, et je ne leur fais pas l'injure d'en douter ; dans ce cas, ils doivent se réunir et s'assembler pour exprimer aussi leur vœu ; ils vous demanderont aussi des rappels ; et je vous l'annonce avec assurance, les députés qu'on proscrit ici sont révévés là-bas, et ceux que les pétitionnaires ont voulu couvrir d'opprobre seront bientôt couverts du témoignage de l'estime publique, douce récompense de ceux qui ont bien servi la patrie. »

Opposons à ces provocations le langage plein de sagesse du seul montagnard qui ait pris la parole dans cette discussion, Phelippeaux, ami de Danton, qui, ainsi que cet éloquent orateur, n'avait jamais pris part à nos dissensions intestines, et s'était contenté de songer aux intérêts de la France : « Lorsque l'ennemi est à nos portes, s'écria-t-il, que la patrie consternée nous appelle à son secours, et qu'au lieu de la sauver nous la

déchirons, il doit être permis d'élever la voix pour conjurer l'orage. Citoyens, c'est avec terreur que j'approche de cette tribune; veuillez m'écouter avec indulgence; je n'ai aucun motif pour être écouté avec faveur; mais ce que j'ai à dire doit fixer votre attention. Nous avons tous voulu sauver la république; chacun a cru travailler pour le bonheur du peuple; je vais vous indiquer les moyens d'arriver à ce but : le premier, c'est de repousser ces accusations indirectes qui nous divisent; ayons le courage d'abandonner ces hommes que leur orgueil a portés à vouloir être chefs de parti. On a parlé d'ostracisme dans cette assemblée; nous n'avons pas encore cette loi que nous trouvons écrite dans le Code des peuples libres de l'antiquité; mais ceux qui sont désignés, s'ils étaient sages, sauraient se l'appliquer eux-mêmes. Je ne sais si l'adresse qui vous a été présentée hier a été dictée par la ligue des tyrans; mais il est bien vrai que le jour où elle serait sanctionnée serait un jour de deuil et de tristesse. Citoyens, lorsque nous voulons imprimer l'amour de la liberté, ce ne peut être en violant nos serments, en abandonnant le gouvernail du vaisseau lorsqu'il est battu par la tempête. Comment voulez-vous que la patrie se sauve, lorsque vous la poignardez de vos propres mains? Au nom sacré de la patrie, mettez fin à ces déclamations arbitraires, qui ne sont propres qu'à attirer le mépris sur la convention. Faisons une bonne constitution, qui assure

le bonheur du peuple ; préparons l'opinion publique par des discussions paisibles ; faisons de sages lois , occupons-nous de l'instruction publique , épurons les mœurs , éclairons la classe indigente de la société ; c'est par ce moyen que nous sauverons la liberté , que nous vaincrons nos ennemis. Voici le projet de décret que je propose :

« La convention nationale déclare qu'elle veut sauver la république , qu'en conséquence elle regardera comme mauvais citoyens ceux qui voudraient sa dissolution en tout ou en partie ; en conséquence improuve l'adresse qui lui a été adressée hier. »

Les applaudissements qui accueillirent ce discours , l'empressement avec lequel le décret de Phelippeaux fut adopté , prouvèrent qu'il y avait encore dans le sein de la convention une majorité bien intentionnée. En effet , le Marais commençait à se lasser de la domination des beaux diseurs de la droite , et à s'apercevoir que ce parti était aussi stérile en moyens de gouvernement , aussi incapable en pratique que fécond en belles phrases et en inutiles théories. Aussi , quoiqu'une improbation formelle frappât les pétitionnaires , les girondins regardèrent avec raison cette décision spontanée comme une défaite. Le bruit courut alors que la démarche de Phelippeaux lui avait été suggérée par Danton , trop au-dessus des animosités personnelles pour ne pas protéger encore ses ennemis , mais qui ne voulait plus prendre la parole

en leur faveur, après la violente sortie à laquelle ils l'avaient poussé presque malgré lui ; quoi qu'il en soit le décret de Phelippeaux peut encore être regardé comme une trêve, mais ce fut la dernière.

CHAPITRE VI.

Plan de constitution. — Saint-Just. — Présidence d'Isnard. — Commission des douze. — Arrestation d'Hébert. — Mouvements insurrectionnels. — Violents débats.

Au milieu des circonstances graves qui nous dominaient, et de la guerre acharnée que nous faisait la Gironde, nous travaillions avec ardeur à la constitution. Le côté droit, qui nous appelait sans cesse démagogues et anarchistes, et qui tendait sans cesse à l'anarchie et au fédéralisme, ne perdit pas cette occasion de mettre en avant ses principes favoris. Isnard devint son organe, et demanda ouvertement le démembrement du territoire et la fédération départementale. Après un fort long discours, dans lequel il soutenait que les diverses parties de la France étaient complètement indépendantes l'une de l'autre, il fit la déclaration suivante, sans laquelle, disait-il, il n'y avait pas de société, et par conséquent pas de république, pas de droits ni de devoirs.

« Moi, Maxime Isnard, je déclare, au nom de mes commettants directs, que je consens à m'associer à tous les Français ici représentés, pour

former avec eux une seule et même association, une république indivisible ; mais je désirerais, pour condition, qu'avant de convenir que la majorité des suffrages forme désormais la volonté commune, et avant de décréter à cette majorité les articles d'une constitution, il fût passé entre nous un pacte social, consenti et signé des parties contractantes, et qui, entre autres stipulations dont on tombera d'accord, contient celles insérées dans le pacte social que je vais proposer, et que j'ai cru devoir faire précéder d'une déclaration des droits de l'homme, qui exprimât dans un seul article tout ce qu'un pareil acte doit contenir.

Projet de pacte social. — « Cejourd'hui..... les représentants des Français réunis à Paris en convention nationale, avec mission expresse et pouvoir spécial pour organiser la société, après avoir reconnu et déclaré les droits naturels de l'homme, base éternelle de toute association, ont arrêté entre eux, après discussion, d'un consentement libre, au nom de leurs commettants, et sauf approbation, le présent pacte social.

Article premier. — « Tous les habitants des divers territoires, dont l'ensemble est connu sous le nom de *France*, tous ceux des divers territoires dont la convention nationale a accepté et décrété la réunion, et qui dans ce moment ont des représentants à ladite convention, formeront à l'avenir une seule et même association, sous les dénominations de *peuple français*, ou *nation française*. »

Cette idée bouffonne de faire dépendre les destinées d'un grand peuple d'une sorte d'acte notarié, et de considérer les députés d'une société unique comme les ambassadeurs de diverses puissances, ne méritait que le mépris. Buzot l'appuya pourtant, lui qui a voulu faire regarder l'accusation de fédéralisme comme une calomnie.

Marat repoussa cette absurde utopie. « La motion de Maxime Isnard, dit-il, ne tend réellement qu'à dissoudre la république, en nous amenant à des idées de gouvernement fédératif. »

Danton parla dans le même sens, et fit décréter l'ordre du jour sur le ridicule pacte qui nous était soumis : « Isnard aurait dû sentir, dit-il, que les éléments de la justice humaine, et la source de la liberté des nations, sont dans la déclaration des droits ; il aurait dû sentir qu'une constitution est le véritable pacte social, et qu'une constitution acceptée par le peuple est éternelle comme lui..... Puisque vous allez de nouveau écrire la constitution, je pense qu'il faut déclarer de nouveau que le gouvernement de la France est républicain, et discuter ensuite une série d'idées fondamentales. Il faudra que le pouvoir exécutif soit élu par le peuple ; il faudra l'investir d'une grande puissance, et la balancer par une autre ; il faudra qu'un tribunal créé par la nation soit chargé d'acquitter ou de condamner tous les fonctionnaires publics sortant de place ; il faudra surtout se pénétrer de cette vérité que le peuple est essentiellement bon,

et que les fonctionnaires publics ont intérêt d'être mauvais. Je demande donc que la convention nationale, écartant la proposition d'Isnard, proclame encore à la face de l'univers que la France est une république. »

La motion de Danton fut votée ; la convention fit ainsi justice des projets anarchiques de ces prétendus modérés qui tonnaient sans cesse contre l'anarchie. Un grand nombre de discours furent prononcés sur les principes républicains et les bases de la constitution, et l'on consacra plusieurs séances à en écouter la lecture. Les plus remarquables furent ceux de Condorcet, de Vergniaud, de Robespierre, et surtout de Saint-Just. Les hommes d'action, tels que Danton et Cambon, ne prirent aucune part à cette guerre de théories, dans laquelle se complaisaient tant les sophistes et les rhéteurs.

Le discours de Maximilien Robespierre est digne d'attention sous plus d'un rapport ; plein d'énergie républicaine, appuyé sur les principes les plus vrais, les plus démocratiques, il était encore fort en moyens d'exécution qui prouveraient seuls que cet homme n'était pas, comme on l'a dit depuis, une pauvre tête. L'amour du bien s'y faisait fortement sentir, et il était également bon à consulter pour ce qu'il contenait en faveur de l'ordre et de l'obéissance aux lois, et pour ce qu'il réclamait en faveur de la liberté et de l'égalité.

« Donner au gouvernement la force nécessaire

pour que les citoyens respectent toujours les droits de leurs concitoyens, et faire en sorte que le gouvernement ne puisse jamais les violer lui-même ; voilà, à mon avis, le double problème que le législateur doit chercher à résoudre.

« Le premier me paraît très-facile ; quant au second, on serait tenté de le regarder comme insoluble si l'on ne consultait que les événements passés et présents, sans remonter à leurs causes ; parcourez l'histoire, et vous verrez partout les magistrats opprimer les citoyens, et le gouvernement dévorer la souveraineté. Les tyrans parlent de séditions quand le peuple ose se plaindre de la tyrannie, ce qui arrive lorsque l'excès de l'oppression lui rend son énergie et son indépendance. Plût à Dieu qu'il pût la conserver toujours ! mais le règne du peuple n'est qu'un jour ; le règne des tyrans embrasse la durée des siècles. »

Robespierre, à l'aide de plusieurs citations historiques, s'attachait ensuite à prouver que dans tous les temps le peuple avait vu tourner contre lui la puissance qu'il avait confiée à ses magistrats ; ainsi partout l'autorité légale, remise entre les mains de quelques hommes, a été la source de l'inégalité et du despotisme. C'est à cet empiétement si grave, et qui paraît presque inévitable, qu'il faut remédier. Quels moyens faut-il prendre pour cela ? Donner au peuple des protecteurs, tribuns, éphores, etc. ? Le peuple n'en a pas besoin. Il faut l'appeler à se protéger lui-même. « Il n'y

a qu'un seul tribun du peuple que je puisse avouer, c'est le peuple lui-même; c'est à chaque section de la république que je renvoie la puissance tribunitienne, et il sera facile de l'organiser d'une manière également éloignée des tempêtes de la démocratie absolue, et de la perfide tranquillité du despotisme représentatif. »

Robespierre ne regardait pas comme un moyen de salut la balance des pouvoirs dont on a fait tant de bruit « quand la mode semblait exiger cette espèce d'hommage à nos voisins. » Mais cette prétendue balance est selon lui une déception; car s'il y a lutte entre trois pouvoirs égaux, il y a anarchie; s'il y a parfaite union, c'est qu'ils se sont arrangés pour croître tous à l'ombre de la constitution et aux dépens du peuple, « et on sent aisément qu'ils aiment beaucoup mieux s'accorder que d'appeler le souverain pour juger sa propre cause. Témoin l'Angleterre, où l'or et le pouvoir du monarque font constamment pencher la balance du même côté, où le parti de l'opposition même ne paraît solliciter de temps en temps la réforme de la représentation nationale, que pour l'éloigner de concert avec la majorité qu'elle semble combattre; espèce de gouvernement monstrueux, où les vertus publiques ne sont qu'une scandaleuse parade, où le fantôme de la liberté anéantit la liberté même, où la loi consacre le despotisme, où les droits du peuple sont l'objet d'un trafic avoué, où la corruption est dégagée du

frein même de la pudeur (1). Eh ! que nous importent les combinaisons qui balancent l'autorité des tyrans, c'est la tyrannie qu'il faut extirper ; ce n'est pas dans les querelles de leurs maîtres que les peuples veulent chercher l'avantage de respirer quelques instants ; c'est dans leur propre force qu'il faut placer la garantie de leurs droits. »

Après quelques autres développements, de ces considérations remarquables il descendait aux moyens d'application, et commençait à tracer des règles pour renfermer les diverses magistratures dans de justes limites. « 1° La durée des pouvoirs confiés aux magistrats doit être très-courte, en appliquant surtout ce principe à ceux dont l'autorité est plus étendue.

« 2° Il faut que nul ne puisse exercer en même temps plusieurs magistratures.

« 3° Que le pouvoir soit divisé. Il vaut mieux multiplier les fonctionnaires publics que de confier à quelques-uns un pouvoir trop redoutable.

« Que la législation et l'exécution soient séparées soigneusement.

(1) Il me semble que cet homme à vues étroites, ce fanatique sans talents, ce démagogue qui ne savait que dénoncer, ce très-médiocre Robespierre, pour me servir des expressions par lesquelles on a l'habitude de qualifier un républicain qui, sans pouvoir réel, a gouverné un grand peuple par la seule influence de la parole ; il me semble, dis-je, que Robespierre n'a pas si mal jugé ce qu'on appelle système représentatif. On croirait qu'il a écrit ce passage quarante ans plus tard, ayant sous les yeux de bien déplorables modèles.

(Note de l'Éditeur.)

« Que les diverses branches de l'exécution soient elles-mêmes distinguées le plus qu'il est possible, selon la nature des affaires, et confiées à des mains différentes.....

« Au reste vous ne pourrez jamais empêcher que les dépositaires du pouvoir exécutif ne soient des magistrats fort puissants ; ôtez-leur donc toute autre autorité et toute influence étrangère à leurs fonctions ; ne permettez pas qu'ils assistent et qu'ils votent dans les assemblées du peuple pendant la durée de leurs fonctions , appliquez la même règle aux fonctionnaires publics en général.

« Éloignez de leurs mains le trésor public..... laissez dans les départements la portion de deniers qu'il ne sera pas nécessaire de verser dans la caisse générale, et que les dépenses soient autant que possible acquittées sur les lieux. »

Abordant ensuite une autre série de moyens d'application , il s'appuyait d'abord de cette maxime : « La loi ne peut défendre que ce qui est nuisible à la société, elle ne peut ordonner que ce qui lui est utile.

« Fuyez, disait-il, la manie ancienne des gouvernements, de vouloir trop gouverner (1) ; laissez aux individus, laissez aux familles le droit de faire ce qui ne nuit pas à autrui ; laissez aux communes

(1) Cet homme qui n'était pas, dit-on, à la hauteur de son siècle, le devançait cependant de beaucoup dans ce passage. L'indépendance individuelle qu'il réclame est bien loin de l'esclavage du contrat

le pouvoir de régler leurs propres affaires en tout ce qui ne tient pas à l'administration générale de la république, rendez à la liberté individuelle tout ce qui n'appartient pas essentiellement à l'autorité publique, et vous aurez laissé d'autant moins de prise à l'ambition et à l'arbitraire.

« Respectez surtout la liberté du peuple, lorsqu'il délibère dans ses assemblées. Par exemple, en supprimant le Code énorme qui entrave et qui anéantit le droit de voter, sous le prétexte de le régler, vous ôterez des armes infiniment dangereuses au despotisme de l'administration ou des législatures, de même qu'en simplifiant le Code civil et tout le gothique édifice du droit canonique on rétrécit singulièrement le domaine du despotisme judiciaire.

« Au reste, quelque utiles que soient toutes ces règles, elles seront insuffisantes si vous n'adoptez pas la seconde espèce de moyens que j'ai indiqués, c'est-à-dire, si vous ne soumettez pas tous les fonctionnaires à une responsabilité sérieuse en les plaçant dans la dépendance réelle du souverain...

« Il y a deux sortes de responsabilité, la responsabilité morale et la responsabilité physique... »

social et des théories qui étaient alors préconisées par la plupart des hommes publics. Elle est au contraire conforme aux idées plus raisonnables et plus modernes de nos doctrinaires. Ce que cite ici Levasseur pourrait figurer dans les œuvres de M. Guizot ou dans *le Globe*.

(Note de l'Éditeur.)

Robespierre examinait avec détail les mesures propres à rendre efficaces ces deux sortes de responsabilité : la première, en étendant autant que possible le domaine de la publicité ; la seconde, en rendant les fonctionnaires justiciables des tribunaux. Il voulait en même temps que la plus grande latitude fût laissée à la liberté des assemblées primaires. « Faites en sorte que le peuple puisse assister aux assemblées publiques ; car lui seul est l'appui de la liberté et de la justice ; les aristocrates, les intrigants en sont le fléau. » Il voulait aussi donner au peuple une espèce de droit d'ostracisme : « A l'expiration de leurs fonctions, les membres de la législature et de l'agence exécutive pourront être déférés au jugement de leurs commettants. Le peuple prononcera simplement sur cette question : Tel citoyen a-t-il répondu ou non à la confiance du peuple ? Un jugement qui déclarera qu'ils ont perdu la confiance emportera l'incapacité de remplir aucune fonction publique. Le peuple ne décernera pas de peines plus fortes ; et si les mandataires sont coupables de quelques crimes particuliers et formels, il pourra les renvoyer au tribunal ordinaire. »

Il terminait son discours en repoussant d'avance les accusations de démagogie qu'on était habitué à nous adresser. « On me demandera peut-être comment avec des précautions si sévères contre les magistrats, je puis assurer l'obéissance aux lois et au gouvernement ; je réponds que je l'as-

sure davantage ; précisément par ces précautions-là même je rends aux lois et au gouvernement toute la force que j'ôte aux vices des hommes qui gouvernent et qui font des lois.

« Le respect qu'inspire le magistrat dépend beaucoup plus du respect qu'il porte lui-même aux lois que du pouvoir qu'il usurpe ; et la puissance des lois est bien moins dans la force militaire qui les entoure, que dans leur concordance avec les principes de la justice, avec la volonté générale. Quand la loi a pour principe l'intérêt public, elle a le peuple lui-même pour appui, et sa force est la force de tous les citoyens, dont elle est l'ouvrage et la propriété (1).

« La volonté générale et la force publique ont une origine commune ; la force publique est au corps politique ce qu'est au corps humain le bras qui exécute spontanément ce que la volonté commande, et repousse tous les objets qui peuvent menacer le cœur et la tête.

« Quand la force publique ne fait que seconder la volonté générale, l'État est libre et paisible ; lorsqu'elle la contrarie, l'État est asservi ou agité.

« La force publique est en contradiction avec

(1) Cela est si vrai, qu'il suffit d'un confesseur et de deux gendarmes pour conduire un assassin à la mort ; tandis que pour exécuter un arrêt politique, l'autorité sent le besoin de mettre sur pied toutes ses forces, et qu'elle tremble encore au milieu des canons et des baïonnettes.

(Note de l'Éditeur.)

la volonté générale dans deux cas : ou lorsque la loi n'est pas la volonté générale, ou lorsque le magistrat l'emploie pour violer la loi même. Telle est l'horrible anarchie que les tyrans ont établie de tout temps sous le nom de tranquillité, d'ordre public, de législation et de gouvernement. Tout leur art est d'isoler et de comprimer chaque citoyen par la force, pour les asservir tous à leurs odieux caprices qu'ils décorent du nom de lois. Législateurs, faites des lois justes ; magistrats, faites-les religieusement exécuter. Que ce soit là toute votre politique, et vous donnerez au monde un spectacle inconnu, celui d'un grand peuple libre et vertueux. »

Quelque étendue que soit cette citation, je me crois obligé de rapporter encore plusieurs passages du discours de Saint-Just, sur le même sujet. C'est dans nos principes surtout que se trouve notre justification, et nos principes sont restés jusqu'à ce jour enfouis dans le *Moniteur*, dont on ne nous a pas rendu, comme à nos adversaires, le service de les tirer. Il est temps de les montrer au grand jour.

Saint-Just, jeune enthousiaste, qui dès 1790 s'était senti entraîné vers Robespierre, par cette seule raison que l'avocat d'Arras était à la tête des plus chauds défenseurs de la liberté, Saint-Just qui écrivait alors au seul républicain de l'assemblée constituante : « Vous qui soutenez la patrie chancelante contre le torrent du despotisme et de l'in-

trigue... je ne vous connais pas, mais vous êtes un grand homme. Vous n'êtes point le député d'une province, mais celui de l'humanité et de *la république.....* » Saint-Just s'était lié, dans le sein de la convention avec Robespierre, d'une amitié qui ne s'éteignit qu'à la mort de tous deux, et qu'une étonnante unité de doctrines, un caractère commun de froide exaltation et de ténacité énergique rendaient inaltérable. Il présenta, dans ses vues sur la constitution, la contre-partie de celles de son ami. L'un avait parlé de liberté, l'autre réclama la force; l'un s'était tenu aux théories, l'autre descendait à l'application. Ces deux discours renferment toute l'histoire de la convention jusqu'au 9 thermidor.

« Soit que vous fassiez la paix ou que vous continuiez la guerre, disait le jeune républicain, vous avez besoin d'un gouvernement vigoureux; un gouvernement faible et déréglé qui fait la guerre ressemble à l'homme qui commet quelques excès avec un tempérament faible; car en cet état de délicatesse où nous sommes, si je puis ainsi parler, le peuple français a moins d'énergie contre la violence du despotisme étranger; les lois languissent, et la jalousie de la liberté a brisé ses armes. Le temps est venu de sevrer cette liberté et de la fonder sur ses bases. La paix et l'abondance, la vertu publique, la victoire, tout est dans la vigueur des lois: hors des lois, tout est stérile et mort.....

« En général l'ordre ne résulte pas des mouvements qu'imprime la force; rien n'est réglé que ce

qui se meut par soi-même, et obéit à sa propre harmonie. La force ne doit écarter que ce qui est étranger à cette harmonie. Ce principe est applicable surtout à la constitution naturelle des empires. Les lois ne repoussent que le mal ; l'innocence et la vertu sont indépendantes sur la terre...

« ...L'ordre social est plus facile à établir qu'on ne pense, il a précédé l'ordre politique. L'origine de celui-ci fut la résistance à la conquête. Les hommes d'une même société sont en paix naturellement, la guerre n'est qu'entre les peuples, ou plutôt entre ceux qui les dominent.

« ...Il est donc nécessaire de séparer dans le gouvernement l'énergie dont il a besoin pour résister à la force extérieure des moyens plus simples dont il a besoin pour gouverner.

« L'origine de l'asservissement des peuples est la force complexe des gouvernements. Ils usèrent contre les peuples de la même puissance dont ils s'étaient servis contre leurs ennemis... » Ici Saint-Just extrait dans le développement des moyens qui lui paraissaient propres à combiner la plus grande force sociale possible avec le système de liberté le plus absolu ; abordant ensuite la question de la division du territoire, il faisait reposer toute son argumentation sur les principes suivants : « La division d'une monarchie est dans son territoire ; le domaine y est la propriété du chef ; les fractions du domaine soumises à des gouverneurs sont les points d'appui de son autorité ; elles isolent le

peuple de lui-même ; chaque province a son esprit particulier, et n'est liée aux autres provinces que par la puissance du maître. Dans la république, au contraire, la division est dans les tribus, et les mesures du territoire ne sont autre chose que la division du peuple..... Si la division est attachée au territoire, le peuple est divisé, la force du gouvernement se concentre, et le souverain épars se rapproche difficilement ; si la division est attachée au peuple, ou par tribus, ou par communes, cette division n'ayant pour objet que l'exercice des suffrages et de la volonté générale, le souverain se forme alors, il se comprime, et la république véritable existe.....

« On s'est généralement accordé à maintenir les mesures du territoire français en quatre-vingt-cinq départements. Cette division, sous la monarchie, était dans le territoire ; la constitution républicaine la doit attacher à la population ; en sorte que ce ne soit point le sol qui forme un département, mais que ce département s'entende de la portion du peuple qui l'habite. Si cette partie du peuple essayait de se dissoudre du reste de la nation et d'en séparer son territoire, le souverain interviendrait alors pour maintenir l'intégrité du domaine ; et la république, par la constitution, serait vraiment indivisible. Mais si chaque département s'entend d'une portion du territoire, la souveraineté en est demeurée à la portion du peuple qui l'habite, et le droit de cité du peuple en corps

n'étant point consacré, la république peut être démembrée par le moindre choc..... Tout autre lien entre les membres d'une même société est oppressif ; si ce n'est point le souverain qui maintient le domaine, une illusion terrible est laissée au gouvernement ; car si la garantie de l'indivisibilité du domaine lui est confiée, le gouvernement est le souverain lui-même ; le peuple n'est rien, la république est un songe. Je regarde donc la division des départements comme une division de quatre-vingt-cinq tribus dans la population, et non comme une division du territoire en quatre-vingt-cinq parties. La constitution doit être dépositaire de ces principes. »

Comparons maintenant ce langage simple et fort de principes, ce langage où brille le patriotisme et l'amour de la vérité, avec les folles conceptions d'Isnard et de ses amis, nous reconnaitrons que, dans la discussion même de la constitution, les girondins cherchaient une arme pour nous combattre, tandis que nous n'y voyions que le salut du peuple. Ainsi Condorcet, à propos de la constitution, suscitait la dissolution de la convention ; ainsi Vergniaud déclarait qu'il croyait utile le vote d'une constitution forte pour arrêter l'anarchie ; ainsi Salles plaisantait contre le principe de la souveraineté du peuple, principe que les girondins eux-mêmes s'étaient les premiers hâté de proclamer. « Si les 25 millions d'individus, disait-il, répartis sur notre territoire, pouvaient se voir

et s'entendre en un instant, s'ils étaient assez dégagés de passions et de besoins pour s'occuper sans cesse de la chose publique, et assez vigilants pour le vouloir, ils pourraient se gouverner par eux-mêmes; il serait inutile pour eux de diviser le territoire, et *le principe pur et entier de la souveraineté, ou du moins l'abstraction qu'on nous donne pour ce principe*, pourrait être à leur égard conservé dans son intégrité : mais les facultés de l'homme sont bornées, et dès le premier pas que nous voulons faire, nous nous trouvons forcés de modifier nos résultats. Il faut donc que notre territoire soit divisé, voilà une première vérité; une seconde vérité, non moins importante à reconnaître, c'est qu'une division politique de territoire est une atteinte portée à ce qu'on appelle principe pur de la souveraineté, en ce qu'elle constitue une nation en diverses sections qui ne délibèrent pas en commun. Je dis qu'il importe de reconnaître cette seconde vérité, afin de n'être pas étonné des atteintes successives que nous serons forcés de porter à toutes *ces abstractions métaphysiques que des sophistes nous donnent sans cesse pour l'unique règle de notre conduite, et dont malheureusement ils ne se servent que pour disséminer l'anarchie.* »

Salles, dans le reste de son discours, s'étendait sur le danger de la puissance municipale, et faisait un pompeux éloge de ces administrations départementales qui, dans les derniers temps de la monarchie, s'étaient partout opposées à l'élan populaire.

« Si la France entière, ajoutait-il, n'est pas encore engloutie par l'anarchie, si nous ne sommes pas nous-mêmes consumés par le feu de la guerre civile, c'est à nos départements seuls que nous en sommes redevables. Conservons religieusement ces salutaires institutions qui, lorsque nos passions nous dévorent, empêchent du moins qu'elles ne dévorent la patrie. »

J'ai voulu citer ces fragments, parce qu'il m'a semblé qu'il suffisait de les mettre en regard de tout ce qu'on a débité contre la Montagne, pour faire justice des plus noires calomnies. Certes, ce n'est ni un Salles, ni un Isnard, ni même des hommes recommandables d'ailleurs, et brillants de talents et d'éloquence, tels que Cordorcet ou Vergniaud, qu'on pourra nous opposer dès qu'il s'agira de patriotisme sincère, et surtout de patriotisme pratique. Nous aussi, nous voulions fonder la constitution républicaine sur des bases stables. Eh ! quel autre espoir eût pu nous lancer au travers du torrent des factions dont aucun de nous n'espérait tirer d'avantages personnels ? Mais nous voulions avant tout sauver la France de l'esprit aristocratique. Il fallait combattre pour purger d'ennemis le sol de la liberté ; il fallait balayer les gothiques débris de la monarchie avant d'asseoir l'édifice constitutionnel : nous le sentions ; mais nous sentions aussi le besoin de donner pour base à la constitution l'ordre et la paix. On peut le voir dans les discours de Robespierre et de

Saint-Just, en même temps qu'en y reconnaîtra le plus énergique, et j'ose dire en même temps le plus sage amour de la liberté.

Mais la constitution ne s'acheva point. A peine on avait réglé l'ordre du travail, à peine on avait décrété l'unité et l'indivisibilité de la république, et la division du sol en 85 départements, que nos guerres intestines prirent une assez grande intensité pour annuler tous nos travaux. Chacun des deux partis reprit une nouvelle vigueur; et si les girondins commencèrent les premiers l'attaque, nous ne tardâmes pas à les vaincre, et à prendre à notre tour l'offensive : ce moment fut celui de leur chute. quinze jours suffirent pour mener à sa fin cette grande lutte, qu'on a jusqu'ici présentée sous un point de vue bien faux. Avant de l'esquisser, en peu de mots, il me reste à rappeler l'état où se trouvait alors la capitale.

Depuis le mouvement contre-révolutionnaire, suscité à l'occasion du recrutement, Paris jouissait de la plus grande tranquillité. Toutes les sections effectuaient tour à tour le départ de leurs volontaires pour la Vendée : l'emprunt de 12 millions se levait sans obstacle; le tribunal révolutionnaire prononçait de rares condamnations contre quelques individus notoirement conspirateurs; nos armées avaient repris l'offensive sur tous les points; les représentants du peuple, envoyés dans les départements, y réchauffaient l'enthousiasme des patriotes; enfin on eût pu entrevoir des jours meil-

leurs si, dans le sein même de la convention, ne s'étaient pas agitées les torches de la discorde et toutes ses fureurs.

Cependant la Montagne, heureuse de quelques succès, poursuivait avec calme sa noble tâche. Un nouvel emprunt d'un milliard, frappé sur les riches, et remboursable à la première demande en biens nationaux, était voté, et augmentait d'autant la confiance attachée aux assignats en circulation : nous discussions avec calme les bases du pacte fondamental. Paris avait repris ses travaux habituels, et, sauf quelque inquiétude causée par le recrutement dans les sections qui ne l'avaient pas encore complété, et quelque agitation suscitée par la prochaine élection d'un commandant général, en l'absence de Santerre, qui était parti à la tête des volontaires destinés à l'armée de Vendée, jamais depuis 89 cette grande ville n'avait été dans une situation plus calme. Nous commençons à reprendre confiance pour l'avenir ; mais nos ennemis veillaient, et, après une trêve d'un instant, ils nous appelèrent bientôt au combat.

J'ai déjà dit que si la Montagne était chère au peuple qui désirait voir enfin rendre réelle l'égalité vainement promise depuis quatre ans, la Gironde avait conservé une grande influence sur la classe moyenne effrayée de l'ardeur populaire et facile à s'attacher à ceux qui lui promettaient avec emphase le rétablissement de l'ordre et de la paix, si nécessaires en tout temps aux

transactions particulières. Aussi, menacée par l'emprunt et le recrutement, plaies immenses quoique indispensables, la classe moyenne s'était-elle naguère, ainsi qu'on l'a vu, prononcée hautement contre nous. Les girondins le comprirent et espérèrent profiter de ces dispositions. Aussitôt que les volontaires, presque tous sortis des rangs les plus pauvres de la société, furent partis, et qu'ils virent la capitale dégarnie d'une partie de ses forces, ils crurent le moment favorable à l'exécution de leurs desseins, et pensèrent se servir efficacement des citoyens aisés, pour nous renverser et pour détruire le pouvoir municipal, qui depuis long-temps leur portait ombrage. Leurs partisans assistèrent assidument aux assemblées de sections; les déclamations contre l'anarchie et les sociétés populaires y obtinrent quelque faveur, une espèce de mouvement rétrograde menaça de s'opérer. Cependant, après le premier moment d'étonnement, les patriotes des sections reprirent leur première attitude. A peine sur quarante-huit assemblées, cinq ou six s'unirent-elles définitivement à nos ennemis; les autres restèrent indébranlablement attachées à leurs premiers alliés les républicains de la Montagne.

Les sections fidèles commencèrent dans le courant de mai à se réunir, par l'intermédiaire de commissaires spéciaux, dans une salle de l'archevêché, pour y régler le choix du commandant en chef de la garde nationale, la répartition du con-

tingent en hommes et en argent à fournir par chaque section, et enfin l'incarcération provisoire des suspects ordonnée par la convention.

Cette réunion fut l'objet de discussions orageuses dans les cinq ou six sections dissidentes. Des motions violentes furent faites contre l'assemblée de l'archevêché, et l'on oublia entièrement la Vendée, Coblentz et la coalition, pour guerroyer contre l'anarchie menaçante. On doit penser que ces attaques virulentes excitèrent une vive réaction au sein des sections montagnardes; ainsi la guerre civile était allumée dans Paris, et la grande majorité s'en prenait aux girondins, dont l'imprudence avait soufflé le feu. En même temps, plusieurs départements refusaient d'obéir au comité de salut public et aux commissaires de la convention. On y provoquait même l'arrestation des députés montagnards en mission, et le côté droit applaudissait à ces actes menaçants de rebellion.

On touchait alors à la seconde quinzaine de mai. Une circonstance de peu de valeur en elle-même vint ajouter à la gravité des circonstances. Isnard, ce député du côté droit qui avait défendu les factieux royalistes, ce même Isnard qui avait hautement provoqué le fédéralisme en peignant la convention comme un congrès d'ambassadeurs des départements; Isnard, fougueux girondin, qui devait au sol de la Provence une tête exaltée et un tempérament de feu, fut nommé président. Quoique quatre mois à peine se fussent

écoulés depuis le jour où il avait voté avec la majorité dans le procès de Louis XVI, il passait déjà pour royaliste ; la suite ne prouva que trop qu'on n'était pas injuste en le soupçonnant. Dès que cet homme fut au fauteuil, nos débats changèrent de couleur ; à chaque instant sa fureur mal contenue rallumait des brandons à peine éteints. Il parvint en peu de jours à mettre tout en feu, et peut-être doit-on, plus qu'on ne pense, attribuer à sa fougue malheureuse une partie des orages qui ne tardèrent pas à gronder sur nos têtes.

Dès le premier jour de sa présidence, la séance offrit une scène de tumulte à laquelle nous n'étions pas accoutumés. Une députation de la section *de l'unité* ayant demandé la liberté d'un détenu, la majorité, en haine de la commune parisienne qui avait effectué l'arrestation, se prononça pour l'élargissement provisoire. La Montagne réclama l'appel nominal, qu'Isnard s'entêta à refuser, en criant, jusqu'à satiété : « Je saurai mourir à mon poste ; tant que je serai président, la minorité ne parviendra pas à faire la loi ! » En vain nous répétions que, suivant le vœu du règlement, il suffisait de la demande de cinquante membres pour que l'appel nominal fût de droit, nous ne pûmes rien obtenir ; bien au contraire, on décréta un article additionnel au règlement, pour refuser à la minorité ce droit précieux, addition qu'Isnard venait d'appliquer par anticipation.

Le lendemain, une députation de la commune de

Paris étant venue présenter à la convention les comptes de cette autorité depuis le 10 août, les discussions de la veille recommencèrent avec un redoublement de scandale. Le côté droit se perdit en déclamations contre la municipalité et la Montagne. Lasource alla jusqu'à nous présenter comme des agents de Pitt et de Cobourg ; enfin Guadet résuma ces accusations dans un discours dont je dois citer quelques passages :

« Citoyens, lorsque des hommes vertueux (et cela s'applique à Lasource) se sont bornés à gémir sur les malheurs de leur patrie, c'est alors que des perfides et des scélérats se sont agités pour la perdre. Laissez parler, disait César, et moi j'agis. Si vous m'eussiez accordé la parole hier, je vous aurais annoncé que vous n'êtes pas les maîtres de votre police intérieure ; je vous aurais annoncé qu'on arrache les billets aux citoyens des départements, qui se présentent pour être admis dans les tribunes que vous leur avez accordées ; je vous aurais dit qu'en conduisant à ces tribunes un député extraordinaire de la ville de Bordeaux, lui et moi nous avons été insultés ; je vous aurais appris qu'il se trame de nouveaux complots pour dissoudre la convention nationale ; je vous aurais dit qu'avant-hier, à la mairie, dans une assemblée des prétendus membres du comité révolutionnaire, votre dissolution a été arrêtée. Voici comment : cette assemblée a délibéré de mettre en état d'arrestation tous les hommes suspects, c'est-à-dire,

tous ceux qui n'ont pas de patentes des honorables journées des 2 septembre et 10 mars, et à la suite de ces arrestations, on vous aurait livrés à cette multitude égarée à qui l'on est parvenu à faire aimer le sang !....

« Jusques à quand remettrez-vous au hasard le sort de la liberté ? Si jusqu'à présent la fortune a fait tout pour vous, sans doute vous devez être contents d'elle ; mais si vous ne faites rien pour la liberté, je vous le demande, serez-vous contents de vous ? C'est donc des mesures rigoureuses que je vous engage de prendre, afin de déjouer les complots qui vous environnent de toutes parts. Jusqu'à présent les conjurés du 10 mars sont restés impunis : il faut avoir le courage de sonder la profondeur de la plaie ; le mal est dans l'anarchie, dans cette sorte d'insurrection ; il est dans les autorités de Paris, autorités anarchiques.... avides à la fois d'argent et de domination.

« Je propose à la convention les trois mesures suivantes :

« 1° Les autorités de Paris sont cassées ; la municipalité sera provisoirement, et dans les vingt-quatre heures, remplacée par les présidents des sections ;

« 2° Les suppléants de l'assemblée se réuniront à Bourges dans le plus court délai, sans cependant qu'ils puissent entrer en fonctions que sur la nouvelle certaine de la dissolution de la convention ;

« 3° Ce décret sera porté, par des courriers extraordinaires, dans les départements.

« Quand ces mesures seront adoptées, nous travaillerons avec la tranquillité d'âme d'hommes qui ont mis en sûreté le dépôt sacré qui leur a été confié. »

Ce discours, qui avait été médité par la Gironde, dans un club formé chez Dufriche-Valazé de tous les hommes influents de la faction, de tous les hommes qui nous reprochaient notre affiliation aux clubs publics, ce discours était la première attaque sérieuse qu'ils tentaient de nous porter. Barrère démontra facilement le danger des mesures proposées par Guadet. La réunion des suppléants à Bourges eût été le signal de la dissolution de l'assemblée, et cette dissolution n'était rien moins que la contre-révolution. Mais en même temps Barrère proposa la formation d'une commission de douze membres, chargée d'examiner les actes de la municipalité et de proposer à la convention des mesures de salut public. Cette proposition fut unanimement adoptée, car nous n'étions pas moins jaloux que les girondins de voir examiner les actes de la commune. Eux désiraient lui trouver des crimes; nous espérions au contraire mettre son innocence au grand jour. Du reste, le bon sens du Marais se réunit à nous pour faire justice des propositions de Guadet, sur lesquelles la question préalable fut votée à une immense majorité.

Malheureusement les membres de la commission des douze furent choisis parmi les députés les plus

exagérés du côté droit. Impuissants à la tribune, mais forts d'intrigues, les royalistes de ce côté abusèrent les girondins par la haine qu'ils faisaient éclater contre l'anarchie ; c'en était assez pour que ce faible parti les chargeât de ce qu'il regardait comme ses plus chers intérêts. Au reste, il entra dans le sein de la commission des royalistes reconpus, tels que Henri Larivière, Vigée et Gardien ; de vrais républicains, tels que Boyer-Fonfrède et Bertrand, y furent aussi portés, mais ils y étaient en minorité. Aussi la nomination de ce comité fut-elle une source nouvelle de dissensions. La Gironde avait cru voir en lui un moyen de salut ; il fut au contraire le signal de sa perte. Dépasant leurs pouvoirs dès l'instant de leur institution, les douze se transformèrent en une véritable inquisition d'État : ils tendirent ouvertement à s'emparer d'une sorte de dictature, qu'ils espéraient faire tourner contre la Montagne, et dont plusieurs d'entre eux pensaient même pouvoir disposer contre la convention et la république. En même temps le comité de l'archevêché, composé, comme nous l'avons dit, des commissaires des sections, redoutant l'influence malheureuse des douze, commença à s'occuper de choses étrangères à sa réunion ; des motions y furent faites pour résister à la commission extraordinaire ; enfin des symptômes de guerre civile se manifestèrent de toutes parts.

Notre barre devint une arène où se croisèrent les dénonciations respectives. Plusieurs sections

attaquaient l'espèce de pouvoir inquisitorial dont s'était investie la commission des douze; d'autres accusaient le comité de l'archevêché. Il en était de même dans le sein de la convention : la Gironde déclamaient contre l'influence des jacobins; la Montagne s'élevait contre le club Valazé. Des deux côtés il y avait exagération; mais cependant il faut remarquer une grande différence entre les girondins et nous. Nos clubs, notre réunion de l'archevêché, délibéraient publiquement, et faisaient imprimer leurs procès-verbaux. Leur réunion chez Valazé discutait secrètement et cherchait à exercer sur nous une influence toute d'intrigue. Nous eûmes connaissance de billets partis de cette assemblée, et où l'on disait à des affiliés : « Venez demain et amenez beaucoup de collègues; nous avons à prendre une délibération importante. »

Les événements se pressaient; peu de jours suffirent pour amener le dénouement de la crise. La commission des douze, outre-passant son mandat, fit arrêter Hébert, substitut du procureur de la commune, auteur de feuilles dégoûtantes de cynisme, mais qui ne contenaient pourtant aucun délit punissable : Hébert reçut le décret d'arrestation sur son tribunal; il y obtempéra immédiatement et se rendit lui-même à l'Abbaye, mais le conseil de la commune décida aussitôt de se transporter auprès de la convention pour demander son prompt jugement ou son élargissement.

Isnard, président, qui avait naguère provoqué la mise en liberté d'un individu arrêté au milieu d'un attroupement factieux, poussa la partialité jusqu'au point de répondre par des paroles injurieuses à la légitime réclamation de la commune; je dis légitime, car c'est un droit qu'on ne saurait ravir à un citoyen soupçonné, que celui de demander sa prompte mise en jugement. « Écoutez, dit-il aux pétitionnaires, les vérités que je vais vous dire : la France a mis dans Paris le dépôt de la représentation nationale; il faut que Paris le respecte; il faut que les autorités constituées de Paris usent de leur pouvoir pour lui assurer le respect. Si jamais la convention était avilie, si jamais par une de ces insurrections dont les magistrats n'ont point averti la convention, il arrivait qu'on portât atteinte à la représentation nationale, je vous le déclare au nom de la France tout entière, Paris serait anéanti, bientôt on chercherait sur les rives de la Seine si cette ville a existé. »

On juge bien que ce langage n'était rien moins que propre à calmer les passions; aussi la plus vive agitation se manifesta-t-elle dans l'assemblée. Nous nous disputâmes tous l'honneur de repousser les belliqueuses apostrophes d'Isnard..... « Descendez du fauteuil, président, lui cria-t-on de nos bancs..... vous déshonorez la convention..... »

Mais le beau rôle dans cette scène fâcheuse fut laissé aux pétitionnaires qu'on voulait avilir. Ils

restèrent calmes au milieu de ces assauts de fureur; et quand le tumulte fut apaisé, ils répondirent par l'organe de leur orateur : « Les magistrats du peuple qui viennent vous dénoncer l'arbitraire ont juré de défendre la sûreté des personnes et des propriétés; ils sont dignes de l'estime du peuple français. » Et de vives acclamations suivirent ce peu de mots.

La commission des douze, qui dès son début s'était annoncée d'une manière si malheureuse, fit incarcérer encore quelques membres de la commune et quelques présidents de sections, qui tous, comme Hébert, n'avaient à leur charge que des paroles ou des écrits; elle fit en outre doubler le nombre des troupes de garde autour de la convention. Quand on lui demandait la cause de ces mesures acerbes, elle répondait par l'organe de Vigée ou de Larivière, ses âmes damnées, qu'elle était à la piste d'un grand complot; et quand on la sommait de s'expliquer davantage, elle s'y refusait jusqu'au moment de son rapport qu'elle ajournait sans cesse en dépit de nos instances répétées.

Cependant les orages redoublaient; la convention était entourée de troupes tirées des légions connues pour être opposées aux jacobins; les arrestations continuaient ainsi que les calomnies contre la ville de Paris. Les sections étaient en feu; ici on tonnait contre les jacobins, là contre la Gironde; les deux partis défilaient chaque jour devant nous,

recevant soit des louanges, soit des injures du président Isnard, suivant le sens dans lequel ils se prononçaient; et des attroupements, en sens divers, se pressaient autour de l'enceinte des Tuileries. Enfin, le 27 mai, une députation de la section de la Cité ayant demandé la liberté de son président, Dobsent, arrêté par l'autorité des douze, Isnard répondit : « Citoyens, la convention nationale pardonne à l'égarement de votre jeunesse... Sachez que la liberté ne consiste pas dans des mots ou dans des signes; sachez que la tyrannie, qu'elle se montre brillante de dorures ou sans-culotte, n'est pas moins la tyrannie, etc., etc. La convention jure haine aux anarchistes. »

Aussitôt cent voix s'élevèrent pour transformer en motion la pétition qui venait d'être présentée. Nous demandâmes en même temps la traduction des douze au tribunal révolutionnaire, et la liberté des patriotes incarcérés. On fit remarquer qu'Isnard avait, dans d'autres circonstances, fait voter l'élargissement d'individus légalement arrêtés; on trouva étrange qu'il insultât des citoyens dans l'exercice d'un droit reconnu; mais poursuivant son système de partialité, il s'obstina à nous refuser la parole, et dit d'un ton hautain aux pétitionnaires : « La convention examinera votre pétition dans un autre moment. »

Alors l'agitation fut portée à son comble. Les motions les plus contradictoires se croisèrent en tous sens; les interpellations les plus vives furent

échangées. « Tant d'impudence commence à nous lasser, s'écria Danton; nous vous résisterons. » Et nous persistâmes à réclamer l'élargissement des citoyens incarcérés par ordre d'une commission à laquelle nous n'avions pas prétendu concéder ce droit redoutable.

Ces orageux débats furent interrompus par deux rapports du ministre de l'intérieur Garat, et du maire Pache, dont je citerai quelques passages qui me paraissent propres à jeter une grande lumière sur ces scènes terribles. Écoutons d'abord Garat :

« Tout ce qui arrive a pour première cause le bruit qui s'est répandu qu'un grand complot avait été formé dans un conciliabule présidé par le maire de Paris, et dont le but était de faire arrêter vingt-deux membres de la convention. Le lendemain du jour que fut tenue cette assemblée, je reconnus que les faits avaient été étrangement dénaturés, qu'on les avait présentés sous des couleurs atroces. J'appris aussi que dans cette assemblée, qui n'était point un conciliabule, puisqu'elle avait été convoquée par un arrêté de la commune, on s'y était occupé de l'exécution de quelques décrets de la convention.....

« Vous vous rappelez, citoyen président, que la convention a autorisé les corps administratifs à prendre des mesures contre les gens suspects, à lever une contribution forcée sur les riches, à faire des réquisitions. C'était pour prendre ces mesures

que le maire avait convoqué les commissaires des sections ; ainsi ce comité était légalement assemblé, et ce n'est pas ainsi que se conduisent des scélérats qui méditent un grand crime.....

« La commission des douze m'ayant fait appeler, je m'y suis rendu ; je lui ai exposé d'abord verbalement, ensuite par écrit, comme elle l'a exigé, ce que je viens de vous dire. Je ne sais si elle a acquis depuis de nouveaux renseignements ; mais le lendemain on annonça un grand complot : je vous demande si des propositions repoussées avec indignation peuvent être dites un grand complot.

« Ce sont quelques membres du côté droit qui sont la cause des dissensions qui existent entre la commune et la convention, et cela sans mauvaise intention de la part de la commune. La convention a investi, pour ainsi dire, les corps administratifs de la puissance souveraine, en consacrant les dispositions contenues dans l'arrêté du département de l'Hérault. C'est lorsqu'on a appris que la commune levait des contributions, qu'elle faisait des réquisitions, qu'on a dit : Elle veut marcher rivale de la convention ; mais vous voyez qu'elle n'a fait qu'exécuter vos décrets.

« Je crois devoir passer à un autre fait qui, quoique particulier, semble mettre toute la république en mouvement : c'est d'Hébert que je veux parler. Les principaux motifs de son arrestation, et je le tiens de quelques membres de la commission des douze, sont quelques feuilles du *Père*

Duchesne. Comme fonctionnaire public, j'ai recueilli des notes sur ce qui concerne Hébert, de deux personnes pour lesquelles j'ai la plus grande estime. L'une de ces personnes est le maire de Paris; l'autre est Destournelles, mon ami de quinze ans. Tous les deux m'ont attesté que, dans toutes les assemblées de la commune, il n'y a jamais fait que les propositions que peut faire un bon citoyen. A l'égard des feuilles du *Père Duchesne*, qui font son crime, je ne les connais pas; mais j'ai horreur de tous les écrits qui ne prêchent pas la raison et la morale dans le langage qui leur convient. Je crois pouvoir dire qu'après cinq années de révolution, où l'on a vu tant d'écrits en sens divers, et sur lesquels on a passé si légèrement, il paraît étrange qu'on se soit avisé aujourd'hui d'avoir tant de délicatesse.....

« La partie de l'assemblée constituante qui a fait la révolution, souffrait tous les journaux sans les approuver, mais pour que la liberté de la presse restât inviolable.

« J'arrive à l'état actuel des choses. Dès que les mouvements qui nous agitent dans ce moment ont commencé, j'en ai été instruit par le maire et par d'autres citoyens. J'ai communiqué tout ce qui était à ma connaissance au comité de salut public et à la commission des douze, où je suis resté la nuit dernière jusqu'à trois heures du matin. Aujourd'hui, à six heures du soir, on est venu m'avertir qu'il y avait un grand rassemblement autour de la

convention, et qu'elle n'était point libre. J'ai voulu voir les choses de mes propres yeux ; je suis venu, et j'ai vu que la force armée était bien plus considérable que l'attroupement. Je n'ai pu entrer à la vérité par cette porte (il désigne la porte de la salle qui est à droite), mais encore là le nombre des citoyens armés était plus considérable que celui des autres citoyens.

« Il ne faut pas confondre une insulte faite par un mauvais citoyen, avec des insultes faites par un attroupement. Il s'agit dans cet instant de reconnaître l'état actuel de la convention. Il est de l'intérêt de nous tous, de l'intérêt de la république, que la convention nationale délibère avec calme et liberté. Une seule goutte de sang répandue ici, en ferait verser des torrents dans toute la France : voilà le malheur qu'il faut éviter. Dans la commission des douze, j'ai fait une proposition que je crois propre à assurer la tranquillité de la convention. Je vais la répéter ici : Je propose que la convention, précédée des autorités constituées, se porte aux lieux des rassemblements, et qu'elle ouvre les flots du peuple. S'il y a du danger, je serai le premier à le braver..... Je termine par une seule considération : elle tend à faire disparaître tous les soupçons. J'ai interrogé les sentiments secrets de quelques membres de la commission des douze. Eh bien ! je me suis persuadé qu'ils ont l'imagination frappée. Ils croient qu'ils doivent avoir un grand courage, qu'ils doivent

mourir pour sauver la république. Ils m'ont paru dans des erreurs qui me sont incompréhensibles. Je les crois des gens vertueux, des hommes de bien ; mais la vertu a ses erreurs, et ils en ont de grandes. Vous le savez, vous président (Fonfrède, qui venait de remplacer Isnard au fauteuil), membre de cette commission. Je ne vous parle point un langage qui vous soit étranger ; l'estime que je témoigne pour vous n'est point cette estime simulée que l'on prodigue pour calmer des ressentiments. Je vous le proteste, c'est un sentiment qui est dans mon cœur. »

Le maire Pache confirma les déclarations de Garat de la manière suivante : « Je n'entretiendrai pas la convention d'un complot qu'elle reconnait n'être qu'imaginaire. Il est certain qu'après l'at-troupement des contre-révolutionnaires qui voulaient s'opposer au recrutement, Paris était calme ; il est certain que les mouvements n'ont commencé que lorsque la commission des douze a ordonné les arrestations. Ayant appris qu'il y avait quelques rassemblements autour de la convention, je m'y suis transporté. J'ai vu qu'il n'y avait rien à craindre, qu'il y avait une force armée considérable.

« Les commandants de la force armée me demandaient de leur tracer la marche qu'ils avaient à suivre. Je leur ai répondu qu'ils s'adressassent à la commission des douze. J'ai écrit à cette commission, et je lui ai représenté qu'aucun décret ne lui permettait de faire marcher la force armée ; je l'invitai à

suspendre les ordres qu'elle avait donnés, ou à obtenir un décret de la convention. Elle m'a écrit pour m'inviter à me rendre dans son sein. Après avoir ordonné aux commandants de faire faire de nombreuses patrouilles, de faire porter une force suffisante aux prisons et aux édifices publics, je me suis rendu à la commission des douze ; elle m'a dit qu'elle avait donné des ordres aux troupes dans la nuit, dans le moment où l'on croyait qu'il y avait de grands dangers à courir pour la convention.

« Je prie la convention d'ordonner aux troupes qui sont aux environs de la salle de faire seulement des patrouilles. Je la prie aussi d'admettre plusieurs députations qui viennent lui demander de mettre en liberté quelques citoyens détenus. »

La motion de rendre à la liberté les citoyens incarcérés et de casser la commission des douze, fut, à la suite de ces deux discours, reproduite avec une nouvelle chaleur ; les députés de trente-deux sections auxquels peu de temps après se joignirent les députés des seize autres, vinrent nous présenter la même demande : « Levez la séance, levez la séance, » criait Henri Larivière, qui sentait bien que ses amis n'étaient pas en force ; et Fonfrède, prêt à céder aux moindres vœux de ses collègues, se hâta de quitter le fauteuil : mais Hérault-Séchelles l'y remplaça ; et, après une discussion qui se prolongea jusqu'à minuit, la motion fut convertie en décret à une forte majorité.

Le lendemain les orateurs de la Gironde constatèrent la légalité du décret ; en vain Osselin, secrétaire, leur fit-il observer qu'il avait été signé de tout le bureau , composé en général d'hommes de leur parti. Lanjuinais prétendit que les pétitionnaires avaient voté avec nous ; d'autres assurèrent que nous n'étions pas en majorité ; je m'écriai : « Le décret a-t-il été rendu , oui ou non ? voilà la question. On dit que le décret n'a pas été rendu , que les pétitionnaires ont délibéré. Je réponds que cela est faux ; car avant qu'on allât aux voix , les pétitionnaires se sont retirés dans ce passage (montrant le couloir de gauche), et les représentants seuls ont pris part à la délibération. Lacroix fit la motion de supprimer la commission ; Thuriot demanda par amendement la liberté du citoyen Hébert. La motion avec l'amendement a été mise aux voix et décrétée. Je déclare, moi, que la commission des douze avait été formée non pour découvrir un complot, mais pour en exécuter un. Quand l'impôt forcé d'un milliard a été voté, les aristocrates se sont agités en tous sens et se sont portés dans les sections, espérant se servir de l'influence de la commission des douze pour y dominer.

« De là les pétitions qui ont été lues à votre barre et adroitement renvoyées à la commission des douze. Ils ont voulu renouveler contre les patriotes les massacres de septembre. Voilà le motif des arrestations ; on avait le dessein d'exciter un mouvement dans le peuple et de le faire porter aux

prisons. Tel a été le complot, mais il a été déjoué comme tous les autres. Je le répète, le décret a été rendu, et j'en demande le maintien. »

Le côté droit renonçant alors à soutenir que le décret n'avait pas été rendu, en demanda le rapport, qui fut prononcé après un appel nominal de plus de deux heures, interrompu souvent par de violents débats : « Citoyens, dit alors Danton avec l'énergie qu'on lui connaît, le décret d'hier au soir avait satisfait à l'indignation publique. Vous aviez fait un grand acte de justice. J'aime à croire qu'il sera reproduit avant la fin de cette séance. Mais si la commission conserve le pouvoir tyrannique qu'elle a exercé et qu'elle voulait, je le sais, étendre sur les membres de cette assemblée ; si le fil de la conspiration n'est pas rompu ; si les magistrats du peuple, si les bons citoyens ont encore à craindre des arrestations arbitraires, alors, après avoir prouvé que nous passons nos ennemis en prudence, en sagesse, nous les passerions en audace et en vigueur révolutionnaire. »

J'ajoutai à cette vigoureuse déclaration ce peu de mots : « J'annonce à la convention que nous venons d'être trahis à l'armée des Pyrénées-Orientales. On a crié *saute qui peut* ; le camp a été pris par les Espagnols ; et je remarque que, lorsque Dumouriez trahissait, ce côté (montrant la droite) s'agitait avec la même fureur !... »

Cependant une espèce de transaction fut signée. Le côté droit consentit à l'élargissement d'Hébert,

Dobsent et Varlet, renonça à faire entendre le rapport de la commission des douze dont plusieurs membres annoncèrent leur démission, et l'on se sépara sans avoir donné d'autre solution à ce grand procès : nous croyions pourtant que la commission des douze était de fait dissoute par les démissions; aussi la journée du 29 mai fut-elle assez calme. Je profitai de cette trêve pour faire entendre une parole de paix. Après la lecture du procès-verbal de la séance tumultueuse du 27, je dis : « Le secrétaire a rendu trop minutieusement compte des débats scandaleux qui ont eu lieu hier. Présenter à la république tous ces mouvements des passions, c'est jeter au milieu des citoyens une nouvelle source de discorde. Je demande que le secrétaire fasse une autre rédaction. »

Ma motion fut décrétée; mais dès le lendemain les mêmes scandales se reproduisirent. Nous apprîmes que la commission des douze, que nous croyions dissoute, avait recommencé à siéger et rendu de nouveaux arrêtés : les passions se rallumèrent aussitôt; les uns demandèrent la suppression de cette commission, d'autres continuèrent leurs déclamations contre les grands complots de la commune.

Cependant les choses en étaient venues à un tel point que cette situation critique ne pouvait plus être de longue durée; les sections armées s'étaient déjà prononcées pour l'un ou l'autre parti; la commission des douze avait accru leur irritation,

tant par la haine qu'elle inspirait aux patriotes que par les tentatives qu'elle avait faites pour s'assurer l'appui des classes moyennes. Tout faisait craindre une conflagration universelle. Comme au mois d'août 1792, les roues de la machine politique étaient enrayées ; comme au mois d'août 1792, la crise était parvenue à un tel point qu'elle ne pouvait plus se terminer sans convulsion. La mêlée une fois engagée, il ne s'agissait plus que de triompher et de prouver, suivant la menace de Danton, que nous passions également nos adversaires en prudence et en vigueur révolutionnaire. Dès l'instant où nous avions dit *nous résisterons* ; dès l'instant où la commission des douze avait annoncé le dessein de poursuivre les traîtres jusque sur la *Montagne*, les discussions de collègue à collègue avaient fait place à une guerre à mort, et certes, ce n'est pas nous qu'on peut accuser d'avoir caché nos projets. Qu'on ne dise donc plus que nous avons agi avec perfidie en appelant l'insurrection à notre aide ; cette insurrection, nous en avons donné le signal au milieu de nos ennemis en force ; d'ailleurs eux aussi voulaient notre expulsion, notre accusation, notre mort ; s'ils n'ont pas réussi à lancer contre nous les gardes nationales, c'est la force qui leur a manqué, et non la bonne volonté. Apprécions donc chaque chose à sa juste valeur, et dans un combat où les deux camps se servaient d'armes également meurtrières, ne reprochons pas au vainqueur la mort

de son ennemi, car il est certain que le succès était également dans les intentions des deux partis.

La commune de Paris s'était constituée en permanence au moment de l'arrestation d'Hébert. C'était dans le sein de cette assemblée que s'agitaient les moyens de résistance aux entreprises de la commission des douze. Les orateurs sectionnaires se pressaient autour d'elle, et juraient de la seconder si elle voulait prendre des moyens de sauver la patrie. Hébert, Varlet et Dobsent, délivrés de leur courte incarcération, vinrent jurer dans son sein de mourir ou de terrasser les tyrans du côté droit et de la commission des douze.

Pendant ce temps, le comité de salut public nous adressait des lettres de convocation pour une séance du soir (30 mai). La plupart des membres du côté droit ne s'y trouvèrent pas, et nos délibérations furent entravées. Mais on put au moins dénoncer la nouvelle et illégale réunion de la commission des douze. Fonfrède et Lanjuinais soutinrent que, malgré les démissions de ses principaux membres, elle n'avait pas cessé d'exister. Nous entendîmes encore une députation des quarante-huit sections présidée par Rousselin, qui demandait le renvoi au tribunal révolutionnaire des chefs du côté droit et des membres de la commission des douze ; ces adresses, ces motions ne donnèrent lieu à aucune décision, parce que nous n'étions pas en nombre pour rendre des décrets ; mais on dut prévoir que la journée du lendemain serait décisive.

CHAPITRE VII.

Journée du 31 mai. — Insurrection de la commune de Paris. — 2 juin.

— Décret d'arrestation contre les principaux girondins.

L'ÉPÉE était tirée, et le fourreau jeté loin de nous ; il ne restait plus qu'à combattre. Dans ce moment fatal, sauf un ou deux hommes de courage, les girondins perdirent la tête, tandis que nous marchâmes avec fermeté vers notre but. Le succès ne tarda pas à couronner notre attente. Elle est triste sans doute la victoire remportée sur des collègues, sur des patriotes égarés ; mais on nous avait placés dans la triste alternative de vaincre ou de périr. Force fut pour nous de nous défendre avec énergie, et de terrasser nos adversaires pour ne pas être abattus par eux.

Dans la nuit du 30 au 31 mai, les commissaires des sections, réunis à l'archevêché, proclamèrent l'*insurrection* et la levée en masse du peuple contre les contre-révolutionnaires des sections. Henriot, chef de bataillon d'une section du faubourg Saint-Antoine, fut nommé commandant général provisoire, c'est-à-dire chef de l'insurrection. Les autorités municipales furent cassées ; les commissaires

des sections se transportèrent à la maison commune, où ils signifièrent la cessation de leurs pouvoirs aux membres du conseil général, qui se séparèrent aux cris de *vive la république !*... Mais bientôt les commissaires conférèrent de nouveaux pouvoirs aux autorités parisiennes, qui consentirent à se mettre à la tête de l'insurrection. En même temps quelques sections prenaient des arrêtés contraires. Deux mille sectionnaires girondins remplirent la place du Carrousel, où se précipitèrent également une foule d'insurgés. Le canon d'alarme, la générale, le tocsin, retentirent sur tous les points de la capitale : la crise touchait à sa fin ; c'était au plus habile, et surtout au plus courageux à en profiter.

C'est au milieu de cette confusion terrible que notre séance s'ouvrit : elle se prolongea depuis six heures du matin jusqu'à dix heures du soir. Lanjuinais, Vergniaud, Guadet, y représentèrent le parti de la Gironde ; la plupart des autres membres du côté droit étaient allés recruter dans les sections qu'ils regardaient comme les plus favorables à leur cause. Cependant la séance n'eut pas de résultats très-décisifs ; elle fut employée en grande partie à l'audition de pétitionnaires qui venaient réclamer la mise en jugement des girondins et de la commission des douze. Ces grandes mesures, converties en motions par plusieurs d'entre nous, ne furent pas même discutées ; seulement, sur la proposition de Barrère, au nom du comité de salut

public, la commission des douze fut cassée, les scellés apposés sur ses papiers, et le comité de sûreté générale fut chargé de présenter, sous trois jours, un rapport sur ses opérations. Pendant l'appel nominal sur ce décret, les pétitionnaires remplissaient en partie la barre, les couloirs et les banquettes qui leur étaient destinées. Le côté droit en tira avantage contre nous, pour déclarer que nos délibérations n'étaient pas libres. « Citoyens, m'écriai-je alors en m'adressant aux montagnards, faisons cesser ces clameurs; passons de ce côté (montrant le côté droit) pour éviter toute confusion; nos places seront bien gardées par les pétitionnaires. » Ma motion, accueillie avec une sorte d'enthousiasme par mes collègues, fut aussitôt exécutée, et nous allâmes nous asseoir sur les bancs jusqu'alors occupés par les girondins, aux acclamations réitérées des pétitionnaires et des tribunes.

L'appel nominal donna une immense majorité en faveur des décrets du comité de salut public. Ainsi le Marais abandonnait la Gironde, ou plutôt les girondins s'abandonnaient eux-mêmes; car en présence des bataillons armés contre eux, au son du tocsin, du canon d'alarme et de la générale, Vergniaud proposa de déclarer que les sections de Paris avaient bien mérité de la patrie. On pense bien que cette motion inconcevable de sa part fut accueillie de notre côté avec joie: la commune elle-même en triompha; il lui était

prouvé par ce seul fait que ses adversaires n'avaient ni la volonté ni la force de combattre. « Vous apprendrez sans doute avec joie et avec quelque surprise, dit Chaumette au conseil général, que Vergniaud a proposé de déclarer que nous avons bien mérité de la patrie; mais d'où que vienne cette déclaration, elle est conforme à la justice et à la vérité. » Le lendemain, 1^{er} juin, un acte bien plus inconcevable encore signala, dans ses derniers moments, la faiblesse du parti aussi impuissant que vaniteux qui nous avait jusqu'alors fait tant de mal. Tandis que la commune permanente et constituée en insurrection publiait contre eux une proclamation arrogante; pendant, dis-je, qu'on leur déclarait la guerre avec franchise, ils consentaient à la publication d'une adresse au peuple français, qui contenait leur condamnation et la justification de l'insurrection parisienne et des coups qu'on se préparait à leur porter. On lisait dans cette adresse, rédigée par Barrère, les phrases suivantes, qui suffisaient pour caractériser l'étrange léthargie du côté droit au milieu de circonstances aussi graves :

« Français, un grand mouvement s'est fait dans Paris; les ennemis de la république vont se hâter de vous le peindre comme un grand malheur; ils vont vous dire que le tocsin et le canon d'alarme ont, pendant une nuit et un jour, tenu cette ville immense dans l'épouvante; que des milliers d'hommes armés, sortis confusément de

toutes les sections, se sont précipités autour de la convention nationale, et lui ont dicté leurs volontés pour les lois de la république. Français, vos représentants sont persuadés que le bonheur des empires ne peut être fondé que sur la vérité, et ils vont la dire.

« Des mesures plus rigoureuses que celles qui conviennent à la liberté dans une république naissante avaient excité du mécontentement ; on a cru les droits de l'homme violés ; et les sections d'une ville qui s'est insurgée deux fois avec tant de gloire, se sont levées encore ; mais, avant même de se lever, elles ont mis toutes les personnes et les propriétés sous la sauvegarde de tous les républicains. Si le tocsin et le canon d'alarme ont retenti, du moins aucun trouble, aucune terreur n'ont été répandus ; le bruit des ateliers n'a point été interrompu, et le cours des affaires a été le même : toutes les sections, couvertes de leurs armes, ont marché, mais pour se déployer dans le plus grand ordre et avec respect autour des autorités constituées et des représentants du peuple.

« La liberté des opinions s'est encore montrée dans la chaleur même des débats de la convention. En demandant le redressement de leurs griefs avec quelques exagérations inséparables du zèle civique, même avec cette fierté qui caractérise l'homme libre, les pétitionnaires ont juré de mourir pour le maintien de la loi, pour l'unité et l'in-

divisibilité de la république, et pour la sûreté de la représentation nationale.

« La convention, qu'on avait voulu alarmer jusque sur la vie de plusieurs de ses membres, a vu ses alarmes disparaître au moment même où l'agitation est devenue plus générale ; et c'est au milieu de ce mouvement qu'elle a senti, qu'elle a décrété que les sections de Paris avaient bien mérité de la patrie. Tandis que dans l'enceinte de la représentation nationale la réparation honorable des torts préparait la réconciliation des cœurs, au dehors tout représentait l'image, non pas de la confusion et du désordre, mais celle d'un peuple énergique qui défend ses droits et sa liberté.

« C'est ainsi que chez une nation digne d'exercer elle-même sa souveraineté, les orages qui menacent la liberté la rendent plus pure et plus indestructible, et que l'ordre social se perfectionne à travers les infractions passagères qu'il reçoit.

« Français, vous ne doutez pas que dans cette occasion l'ambition, la malveillance et l'aristocratie veillent, toujours prêtes à profiter des événements ; vous ne doutez pas que de faux patriotes, stipendiés par les ennemis, redoublent d'efforts pour servir leurs desseins, en précipitant les bons citoyens dans des excès dangereux ; mais l'immense majorité d'un peuple fortement prononcé pour l'égalité, la liberté et la propriété, a,

encore une fois, trompé leur espérance et déjoué leurs projets.

« Telle a été cette journée : elle a inspiré un instant des inquiétudes ; mais tous ses résultats ont été heureux ; elle a présenté l'étonnant spectacle d'une insurrection dans laquelle la vie et les propriétés ont été aussi sûrement protégées que dans le meilleur ordre social.

« Ainsi tous les événements profitent à la liberté : accélérons de concert le moment de la consolider par une constitution républicaine : vos représentants viennent de prendre l'engagement solennel de former, dans peu de jours, ce lien indissoluble de tous les départements ; ils vous appellent à une réunion fraternelle pour cette époque du 10 août, qui sera à jamais l'anniversaire de la conquête de la liberté.

« C'est là que vous promettrez d'abhorrer la royauté qui vous soumettrait à l'oppression domestique, et le fédéralisme qui vous livrerait sans force à des tyrans étrangers.

« Citoyens de Paris, vous avez vu que jamais la confiance de la convention nationale ne s'était éloignée de vous. Vous avez vu qu'elle se plaît à délibérer au milieu d'un peuple en qui l'amour de la liberté est une passion, et d'une ville que les travaux d'un siècle entier ont rendue pour l'Europe, comme pour la France, le centre des sciences et le foyer des lumières.

« Soldats de la république, ne craignez plus

qu'au moment où vous combattrez les tyrans et les rebelles, les divisions intestines compromettent la cause de la liberté, pour laquelle vous versez votre sang avec tant de gloire. L'union seule peut sauver la patrie ; quel que soit votre grade, général ou soldat, quel que soit le corps où vous servez, ne vous disputez plus que de courage, comme nous avons juré de ne plus nous disputer que de zèle pour nos devoirs et de sacrifices pour la patrie. »

Le 2 juin l'insurrection recommença plus menaçante encore : le côté droit n'avait rien trouvé à opposer aux forces populaires ; elles se préparèrent à l'écraser. C'était pour nous le moment de rendre définitive une victoire qui pouvait nous coûter cher, si nous laissions à nos adversaires le temps de réunir les forces départementales dont ils pouvaient disposer, et qui déjà avaient tenté de se réunir dans une grande fédération contre la capitale. Aussi, quoique nous eussions l'intention de défendre nos collègues contre toute violence, nous avions en même temps résolu de ne pas laisser passer la séance sans obtenir l'expulsion de ceux des chefs du côté droit dont nous regardions la présence dans le sein de la convention comme incompatible avec le salut public. Les orateurs sectionnaires recommencèrent à se presser à notre barre pour demander l'accusation des vingt-deux ; leur langage était changé depuis la veille ; au lieu de prier, ils ordonnaient, et une

foule de peuple armé entourait la convention pour donner une nouvelle force à leurs pétitions impératives. Les bataillons dévoués aux inculpés, certains de n'avoir aucun appui à attendre d'eux, avaient fraternisé avec les insurgés. Il n'y avait plus de lutte au dehors, il y avait victoire complète; mais il s'agissait de la réaliser dans le sein de la convention. Legendre, Bazire, Robespierre jeune, demandèrent le décret d'accusation contre les députés inculpés. D'autres réclamèrent préalablement un rapport du comité de salut public. Les hommes du Marais, long-temps alliés à la Gironde, rompirent le silence pour proposer un lâche tempérament : « Sauvez le peuple de lui-même, s'écrièrent-ils, sauvez vos collègues, en prononçant leur arrestation provisoire!... »

J'ai toujours été partisan des mesures énergiques, sans approuver les violences inutiles, et j'ai toujours eu horreur surtout du sang injustement répandu; aussi me trouvai-je en cette journée décisive, dans une triste alternative. Prononcer le décret d'accusation contre nos collègues, c'était les envoyer à la mort; les déclarer innocents, c'était à la fois mentir à ma conscience, et perdre le succès d'une journée qui pouvait nous sauver. Le lâche terme moyen du Marais était la plus mauvaise mesure possible; car, en déclarant implicitement les accusés innocents, elle rendait nulle une insurrection qui devait porter ses fruits, et en même temps elle livrait à la fureur popu-

laire des hommes dont nous étions loin de désirer la mort ; d'ailleurs elle déshonorait la convention, en constatant en quelque sorte que nous avions cédé à la peur et à l'oppression.

Je cherchai une mesure propre à tout concilier ; et après quelques instants, je pensai l'avoir trouvée. Il s'agissait de parvenir à la fois à détruire l'influence pernicieuse du côté droit, et à sauver la vie de ses principaux chefs. Je crus remplir ce double but en demandant qu'on fit à ces hommes l'application de la loi des suspects. Mon projet ayant été approuvé par quelques-uns de mes amis, je demandai la parole, et m'exprimai de la manière suivante :

« Il existe une loi portant que tous les citoyens suspects seront mis en état d'arrestation ; il existe un droit que vous avez déclaré, c'est que la loi est égale pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Eh bien ! si des membres de la convention sont reconnus suspects, la loi doit porter sur eux comme sur les plus simples citoyens.

« Maintenant je vais vous faire quelques rapprochements qui vous prouveront que les membres dénoncés sont au moins suspects. Louis XVI, par ses proclamations, calomniait les citoyens de Paris pour s'opposer à l'établissement de la liberté. Qu'ont fait les vingt-deux membres dénoncés ? ils n'ont cessé de calomnier la même ville.

« Les preuves existent, et ce système de calomnie était même antérieur à la réunion de la con-

vention nationale : car nous sommes arrivés, nous, députés des départements, entourés de préventions contre Paris et sa députation ; on nous invitait à tenir nos séances dans une autre ville.

« Je soutiens que ceux qui ont constamment suivi un système de calomnie contre Paris étaient d'accord avec le roi ; et Lanjuinais, en traitant dernièrement le *maximum* des grandes communes, s'est permis la satire la plus virulente contre Paris. Que fit Louis XVI au commencement de la révolution ? Il fit approcher soixante mille hommes de Paris pour le détruire. Eh bien ! la garde départementaire, proposée par plusieurs membres, n'avait-elle pas le même but ? L'intention de ceux qui l'ont demandée n'était-elle pas de mettre sous le joug les patriotes, et de donner aux Français une constitution qui n'aurait point eu pour bases la liberté et l'égalité.

« Le jour que Buzot fit cette proposition, je lui dis : Vous venez de jeter une pomme de discorde entre Paris et les départements, et vous venez de semer un germe de division dans l'assemblée ; le peuple sera toujours rempli de respect et de vénération pour les législateurs qui ne s'occupent que de son bonheur. Buzot me répondit : Jamais on ne pourra faire une bonne constitution à Paris ; vous voyez ce qui s'est passé le 2 septembre. On a donc encore calomnié Paris, et en cela on est d'accord avec Louis XVI, Dumouriez, et tous ceux qui ont voulu perdre cette grande cité.

« Louis XVI a cherché à diviser l'assemblée nationale ; les membres dénoncés sont la cause de la fermentation qui règne dans cette enceinte, et cela est si vrai que, dès le premier jour de nos séances, nous nous sommes séparés en deux côtés : le premier s'est attaché aux vrais principes du républicanisme ; le second est allé se ranger sous les étendards des Buzot, des Vergniaud et des Gensonné. Qui est-ce qui a voté l'appel au peuple ? le parti de Buzot. Qui est-ce qui a condamné Louis XVI ? nous. Qui est-ce qui a voulu le sauver ? les Guadet, les Vergniaud, les Buzot, etc. Tels sont les moyens dont on s'est servi pour diviser la convention.

« Dès notre arrivée ici, on nous a parlé de la faction d'Orléans ; c'était pour nous faire croire qu'on voulait abattre le roi pour placer d'Orléans sur le trône. Pour donner plus de crédit à cette absurdité, Buzot employa un moyen perfide : ce fut de demander le bannissement de la famille des Bourbons. Buzot, en faisant cette demande, avait plusieurs motifs. Si la proposition passe, se disait-il, nous mettrons à couvert d'Orléans, qui était de la faction de Dumouriez ; si elle ne passe pas, nous dirons à tous les départements qu'il existe une faction d'Orléans, et que cette faction veut le rétablissement de la royauté. Nous fîmes rapporter le décret, parce qu'il blessait les principes ; mais lorsque Dumouriez eut mis au jour ses projets, nous reconnûmes que d'Orléans lui était attaché, et

nous dénonçâmes la véritable faction d'Orléans; et je vais prouver que cette faction existait, et qu'elle était unie à celle de Dumouriez. On vint un jour vous lire une belle lettre à la tribune, dans laquelle on annonçait que d'Orléans avait parcouru la ville de ce nom, et avait essayé de donner au peuple l'idée de se donner un roi. Aussitôt des commissaires, pris dans le côté droit, sont envoyés à Orléans à la recherche de ce complot. Eh bien, citoyens, ces commissaires se sont opposés à l'arrestation de Fécamp, seul homme qui aurait pu donner quelque éclaircissement.

« Dumouriez n'a pris le commandement des armées que pour trahir la république; Dumouriez voulait la constitution de 1789, et par conséquent un roi. Il était donc essentiel de conserver Louis XVI, car il fallait un point de ralliement, et c'était l'intention de Dumouriez. Ceux-là sont bien suspects, qui, par leurs opinions, ont favorisé les desseins de ce traître; ceux-là sont bien suspects, qui nous ont fait déclarer la guerre à toutes les puissances sans avoir préparé les moyens de défense; et cela s'applique à Buzot, qui est venu nous proposer la guerre contre l'Espagne. Il savait bien, comme membre du comité de défense générale, que nous manquions d'une infinité d'objets nécessaires à notre défense; mais son projet était de nous livrer aux ennemis.

« Le crime le plus atroce dont un homme puisse se rendre coupable, c'est de vouloir allumer la guerre

civile dans sa patrie ; eh bien ! les personnes dénoncées sont suspectes de ce crime. Ceux d'entre eux qui font des journaux n'ont cessé de dire que la convention n'était pas libre, qu'elle était sous le couteau ; eh bien ! je vais vous prouver que vous l'étiez, et que vous en avez abusé avec les intentions les plus perfides. Vous avez usé de votre liberté pour opérer un grand mouvement dans Paris, afin d'avoir occasion de dire que vous étiez opprimés. Quoi ! vous n'étiez pas libres, et, sans être insultés, vous avez décrété Marat d'accusation, sans qu'au préalable un rapport ait été fait : vous étiez donc de mauvaise foi, quand vous écriviez à vos départements que vous n'étiez pas libres ?

« D'après ces rapprochements, la loi qui ordonne de mettre en arrestation les gens suspects, doit être appliquée aux hommes dénoncés par la ville de Paris ; en conséquence, je demande que la convention décrète qu'ils seront mis en état d'arrestation, ainsi que les membres de la commission des douze. »

On voit que, dans ce discours, je me gardai bien de présenter comme innocents nos éternels adversaires : je ne le devais pas ; d'abord parce que je les croyais coupables, et, en second lieu, parce qu'une telle manière de procéder me semblait indigne de nous ; mais je ne leur imputai pourtant aucune charge capitale ; je me contentai de les présenter comme atteints par les mesures légales portées contre les suspects : c'était gagner du

temps, permettre aux esprits de reprendre du calme et aux passions de s'assoupir; il n'en fallait pas plus pour sauver leur vie. Je ne fus pas compris : aucun membre de la convention ne demanda la parole pour m'appuyer ou pour me combattre, et ma motion resta sans résultat. Je fus peu étonné de ne trouver de soutien ni dans la Montagne, dont la haine contre la Gironde pouvait difficilement se satisfaire d'un semblable tempérament, ni dans le côté droit, qui voulait donner victoire entière aux accusés; mais je vis avec peine que j'étais abandonné même par le Marais, à qui ma motion me paraissait devoir plaire, tant à cause de ses habitudes de conciliation que par sa position propre, puisqu'il avait des liaisons d'amitié avec les inculpés, quoiqu'il commençât à être tout-à-fait las de leur despotisme.

Cependant quarante mille hommes armés entouraient la convention, les sections se succédaient à de courts intervalles à notre barre, demandant d'une manière plus ou moins impérative le décret d'accusation contre les girondins. Une sorte de stupeur régnait dans l'assemblée; nous-mêmes, membres de la Montagne, qui désirions mettre un terme à la domination de quelques collègues incapables de remplir leurs augustes fonctions, nous-mêmes nous ne pouvions pas voir sans douleur les efforts de l'insurrection populaire contre le seul corps constitué qui pût sauver la patrie. Nul ne demandait la parole; aucune délibération

ne s'engageait ; seulement de temps à autre des députés des deux côtés se plaignaient d'avoir été insultés en essayant de sortir de la salle des séances ; enfin Barrère, au nom du comité de salut public, vint conjurer les membres inculpés de se suspendre volontairement de leurs fonctions. Isnard, Lanthenas, Fauchet, Dussaulx, Rabaut, se hâtèrent d'y consentir ; mais Barbaroux et Lanjuinais eurent le courage de refuser. Marat et Billaud-Varennes s'opposèrent en même temps à ce moyen conciliatoire : « S'ils sont coupables, s'écria Billaud, il faut les punir ; s'ils sont innocents, nous n'avons pas le droit de provoquer leur démission. »

Cependant la séance se prolongeait, et aucune mesure n'était prise, et aucune motion ne tendait à nous sortir de l'embarras dans lequel nous étions plongés depuis le matin. Hors cinq ou six hommes d'action, parmi lesquels ne se trouvait aucun ami de Danton, la Montagne partageait la consternation du côté droit. Le président Mallarmé (1) avait quitté le fauteuil de lassitude, et Hérault-Séchelles présidait silencieusement sur une assemblée muette ; enfin Barrère nous proposa de nous présenter devant le peuple et de nous assurer jusqu'à quel

(1) Il avait remplacé Isnard le 1^{er} juin, le bureau de la convention se renouvelant tous les quinze jours. En cas d'absence du président en titre, un ex-président le remplaçait.

(Note de l'Auteur.)

point nous étions libres. Cette motion fut adoptée et exécutée aussitôt : nous défilâmes tous dans les cours et dans le jardin des Tuileries, garnis de tous côtés d'une force armée imposante qui nous recevait aux cris de *vive la république ! sauvez le peuple ! à bas les vingt-deux !* L'aspect terrible de cette multitude décida le Marais. En rentrant dans la salle de nos séances, nul ne songéait plus à contester le décret d'arrestation (1). Il fut voté à une immense majorité. Seulement Marat, Legendre et Couthon, firent rayer de la liste fatale Lanthenas et Dussaulx, ainsi que Fonfrède, qui n'avait pas signé les décrets d'arrestation de la commission des douze.

Le bruit de cette décision se répandit bientôt au dehors, et les alentours de la convention furent à l'instant évacués. Une députation de la commune vint nous remercier d'une mesure qui, disait-elle, assurait le salut de la république : « Nous venons, ajoutait-elle, vous offrir de nous constituer en otages en nombre égal à celui des députés dont vous venez d'ordonner l'arrestation, pour répondre à leurs départements de leur sûreté. »

(1) Les députés décrétés d'arrestation étaient gardés chez eux, et pouvaient même circuler dans Paris, accompagnés d'un gendarme qu'ils étaient seulement obligés de nourrir. On leur continuait l'indemnité de 18 francs par jour, que touchaient tous les membres de la convention.

Barbaroux rejeta avec un dédain courageux cette proposition de garantir sa vie par des otages. « Mes otages, dit-il noblement, sont la pureté de ma conscience et la loyauté du peuple de Paris, entre les mains duquel je me remets. »

« Et moi, s'écria Lanjuinais, je demande des otages, non pour moi, depuis long-temps j'ai fait le sacrifice de ma vie, mais pour empêcher la guerre civile d'éclater, et pour maintenir l'unité de la république. »

Ces deux hommes, de caractères si différents, étaient sans aucun doute les membres les plus intéressants du parti de la Gironde, tant par la pureté de leurs intentions que par leur courage. Barbaroux, jeune, ardent, enthousiaste, était sincèrement républicain ; nous ne l'avons, hélas ! reconnu que trop tard ; et, sans les liaisons qu'il avait contractées avec les chefs de la législative, et surtout avec l'infortunée madame Roland, il se fût sans doute attaché à la Montagne, au milieu de laquelle ses talents, et surtout la fermeté de son caractère, eussent brillé d'un plus vif éclat. Vif, impressionnable, il recevait facilement les soupçons dont se repaissaient ses collègues, et il les faisait ensuite éclater avec opiniâtreté. Il soutint contre nous une guerre acharnée, et au moment même où la chaleur du combat et les préventions que les circonstances entretenaient dans nos cœurs nous portaient à voir en lui un ennemi et un conspirateur, nous ne pouvions pas nous

refuser à estimer ses talents et son énergie. Lanjuinais, franchement attaché aux principes de la liberté, n'était pas également lié de cœur et d'esprit aux institutions républicaines qui étonnaient sa raison, soumise aux anciennes formes de gouvernement et resserrée dans l'étude du droit. Il s'était associé aux girondins par cela seul qu'ils étaient moins avant que nous dans la marche révolutionnaire. D'ailleurs, asservi aux idées jansénistes, et étant resté catholique ardent, il ne pouvait souffrir le dédain dans lequel la religion de ses pères était tombée. De semblables idées ne se coordonnaient pas assez avec les impressions qui dominaient parmi nous, pour qu'on pût bien juger le caractère de ce député. Il nous était impossible de reconnaître en lui autre chose que l'homme à qui répugnait le développement de la force révolutionnaire, et nous voyions un royalisme effectif dans ce qui n'était en lui qu'une manière différente de comprendre la liberté. Il n'est pas de girondin qui ait été plus haï que lui, et peut-être n'en est-il pas qui aient moins mérité de l'être. Cependant la suite de sa conduite a prouvé que nous ne nous trompions pas en le regardant comme attaché au fond à la monarchie constitutionnelle. Quoi qu'il en soit, c'était un honnête homme, dans lequel nous avions tort de voir un traître. Sans affectionner beaucoup la forme républicaine, il n'eût pas songé à la renverser, sans la frayeur que lui firent éprouver les excès inséparables d'une grande crise. Ces

excès le frappèrent trop pour lui permettre de découvrir le noble but qu'ils nous auraient fait atteindre ; mais le courage avec lequel il combattit ce qu'il regardait comme mal, est digne d'estime, et l'on ne saurait trop regretter que le malheur des temps ait pu rendre des hommes d'honneur ennemis irréconciliables d'un homme de cette trempe.

La convention ordonna l'impression de l'adresse de la commune. Ce fut le dernier acte de la longue et triste séance du 2 juin. Nous nous séparâmes ensuite, l'âme navrée de ces douloureux débats. Nous à qui la victoire semblait rester, les montagnards qu'on n'a pas craint de peindre comme des hommes féroces et avides de sang n'étaient pas ceux qui voyaient avec moins de tristesse cette fatale lutte. Ce n'est pas nous qui avons engagé une guerre qui ne pouvait se terminer que par la mort!.... Ce n'est pas nous qui avons fait naître la crise qui dévorait une partie de nos collègues ! Placés malgré nous sur la brèche, il nous avait fallu attaquer pour nous défendre. Hélas ! ils l'avaient voulu.

Avant de terminer ce tableau, l'un des plus douloureux de ceux que j'aurai à tracer, qu'il me soit permis de résumer quelques déductions qui peut-être se trouveraient perdues dans la suite de mon récit. On y trouvera le tableau complet de la crise qui précipita les girondins dans les fers. Nous verrons plus tard comment ils furent poussés à l'é-

chafaud , et , malgré les préventions que trente ans de déclamations dans le même sens ont fait naître dans tous les esprits , je défie tout homme de bonne foi de nier qu'ils furent les artisans volontaires de leur déplorable sort. Plaignons leurs infortunes , je le répète , plaignons-les , car plusieurs d'entre eux étaient républicains ! plaignons-les , mais ne condamnons pas ceux qu'ils ont placés dans la nécessité d'une légitime défense ; plaignons-les , mais avouons que leurs malheurs furent le résultat d'une fatalité à laquelle nous ne pouvions rien opposer , et qu'eux seuls ont rendue inévitable.

CHAPITRE VIII.

Coup d'œil sur les chapitres précédents. — Les girondins. — Quelques portraits. — Réflexions sur l'insurrection du 31 mai. — État des partis à l'issue de cette crise.

Nous avons vu comment, dès l'ouverture de la convention, les membres influents de l'assemblée législative et les nouveaux députés élus sous leur influence, s'étaient mis en état d'hostilité contre la députation de Paris, autour de laquelle étaient venus se grouper les membres les plus énergiques de la nouvelle représentation nationale. Les prétextes manquaient encore à la manifestation de leur haine, que déjà ils avaient commencé une guerre ouverte contre nous. Ils accusèrent d'abord la Montagne de nourrir le projet de relever le trône en faveur de l'ex-duc d'Orléans; cette inculpation détruite, ils voulurent rejeter les crimes de septembre sur nous qui, pour la plupart, étions alors complètement étrangers à Paris et même peu initiés aux affaires politiques; déserteurs des clubs dont ils avaient naguère été les plus zélés sectateurs, ils les présentèrent à la France comme des repaires sanglants où l'on ne rêvait que dévastation, pillage et anarchie.

En face de pareils adversaires , sous le poids de ces accusations sans cesse renouvelées , la Montagne restait impassible , songeant aux grands intérêts qui lui étaient confiés. Battre l'ennemi , fonder la constitution , telle était sa mission ; elle le sentit , et ne voulut pas s'en écarter. Danton , le plus éloquent et le plus influent de ses chefs , répétait sans cesse : « Que m'importe vos querelles intestines ? je ne vois que l'ennemi , battons l'ennemi. »

Cependant les circonstances étaient graves : l'Europe en armes menaçait la France ; les royalistes du dedans frémissaient de joie aux moindres succès de la coalition. Une foule de fonctionnaires civils et militaires , sortis des rangs de la noblesse , trahissaient la république et nous dirigeaient vers un abîme de malheurs et de contre-révolution. Les girondins , qui avaient la majorité dans la convention , étaient maîtres du pouvoir exécutif , par l'influence des ministres Roland , Servan et Clavière , leurs affidés ; ils dominaient tous les comités , remplissaient toutes les administrations de leurs créatures , et , malgré leurs belles phrases sur le bonheur futur de la république , ils ne faisaient rien , absolument rien , pour hâter la marche de la révolution , et régulariser un état de choses dans lequel il fallait bien se servir de l'anarchie , à défaut d'autres forces organisées. Tout occupés qu'ils étaient de nous faire la guerre ; nourrissant des projets de vengeance et de réaction , ils laissaient flotter les rênes du gouvernement , et ne se ser-

vaient du glaive et de la main de justice que contre les patriotes qui avaient eu le malheur de leur déplaire. Dans cette espèce d'inter règne, né de leur inertie complète, il fallait laisser périr le corps social ou s'emparer du gouvernement; c'est ce que fit la Montagne, en s'appuyant sur la commune de Paris et sur la plupart des autres municipalités, et en suppléant à la faiblesse du corps législatif par des moyens de vigueur puisés au dehors. Les girondins s'en apercevaient et redoublaient de rage; incapables de remplir leur haute mission, ils ne voulaient pas permettre néanmoins que la France fût sauvée par d'autres que par eux.

La convention était alors divisée en trois partis bien distincts : le côté droit, auquel la députation de la Gironde donna son nom, était ce parti brillant, habitué à dominer dans l'assemblée législative, et qui apportait parmi nous ses phrases, ses théories philosophiques et son orgueilleuse incapacité; les vigoureux montagnards, au milieu desquels la députation de Paris se signalait par son énergie, étaient leurs adversaires habituels; un tiers parti, le centre ou Marais, balançait l'influence des deux extrêmes. Là venaient s'asseoir les hommes sans idées arrêtées, sans plan fixe (1); en grande majorité bons républicains, ils recélaient aussi dans leur sein quelques constitutionnels et des

(1) Cambacérès, Barrère, Dulaure, Chémer, etc.

amis (1) timides de la Montagne ou de la Gironde. Opposés à toute mesure violente, ces hommes étaient naturellement effrayés de l'impétuosité révolutionnaire de la Montagne; mais, sans prétention à la domination, par cela même qu'ils avaient peu de caractère, ils étaient loin de partager les passions haineuses de la Gironde. Aussi arrivait-il que, par crainte de notre exaltation enthousiaste et par horreur des excès populaires, ils donnaient toujours la majorité au côté droit dans les luttes où les deux partis se trouvaient en présence; mais, au contraire, lorsque nos vues politiques, nos projets pour battre l'étranger ou pour sauver la république se trouvaient en opposition avec les phrases vides de la Gironde, ils revenaient à nous, parce qu'ils sentaient le besoin d'organiser quelque chose, et que toute organisation était impossible avec des hommes tels que Louvet, Isnard, ou même Vergniaud. Il résultait donc de cette étrange combinaison que nous avions de fait l'autorité réelle, quoique nos adversaires n'eussent pas cessé d'avoir la majorité dans nos luttes.

Le seul acte des girondins, pendant leurs huit mois de domination, qui ait été de nature à intéresser la France, était leur plan de constitution,

(1) Sieyes était le plus notable de ces hermaphrodites de la convention. Il traversa tous les partis sans être en butte aux attaques d'aucun d'eux, et attendit plusieurs années avant de prendre couleur dans nos débats.

(Note de l'Auteur.)

si l'on peut donner ce nom à une série de questions métaphysiques qui devait susciter, préalablement, d'interminables discussions académiques avant d'arriver à des résultats réels. Encore chacun de leurs orateurs s'écartait-il de leur plan primitif pour se plonger plus avant dans des théories toutes diverses, toutes inconciliables, et qui ne s'accordaient que par un seul point : elles étaient toutes plus ou moins inapplicables. Tout en admirant dans ces hommes cette faconde verbeuse, que l'on est habitué à appeler du talent, il y avait de quoi faire sourire de pitié. Aussi Danton s'écriait-il souvent, dans les premiers mois de notre réunion : « Non, ils ne sont pas, ils ne peuvent pas être dangereux. » J'ai donné un exemple remarquable des aberrations dans lesquelles ils se laissaient entraîner, en plaçant sous les yeux du lecteur l'étrange pacte social d'Isnard ; mais toutes les mesures de salut public vinrent de nous.

C'est ici le lieu de faire connaître quelques-uns de ces hommes célèbres par leur éloquence et surtout par leurs malheurs. Au premier rang de la Gironde, il faut placer ce Vergniaud dont les talents méritaient un meilleur sort, mais qui n'était point fait pour les grandes circonstances au milieu desquelles le sort l'a placé. Il avait une âme sensible et un esprit cultivé, une éloquence brillante et pleine d'images, un ton de convenance parfaite ; mais il ne s'élevait jamais à la hauteur de notre situation, unique dans les fastes du monde. Il

voulait, comme Danton, jouer le rôle de conciliateur; mais il ne sentait pas, comme le vigoureux député de Paris, que le seul moyen de nous réunir tous était de nous donner un but utile et noble, et d'y marcher avec constance et énergie. Il lançait contre la Montagne des imputations vagues et dénuées de preuves, cherchait à nous accabler sous quelques mots pompeux, et, prenant ensuite un ton de magnanimité, il nous menaçait de sa colère et voulait nous imposer son pardon. De tels moyens de conciliation équivalaient à des hostilités nouvelles; et, au reste, indolent à l'excès, tranquille par tempérament et par habitude, il ne montait guère à la tribune que poussé par ses amis, dont il rendait la cause plus mauvaise. On a beaucoup vanté son éloquence; elle était, il est vrai, sublime, si l'art de bien dire peut encore être sublime en présence de réalités gigantesques; mais elle était dépourvue de ce que je ne cesserai jamais de regarder comme la véritable éloquence, de chaleur et de force d'idées : c'était, si l'on veut, Virgile ou Racine transformés en orateurs; ce n'était ni Démosthènes ni Mirabeau : aussi, malgré son incontestable talent, était-il sans influence réelle sur l'assemblée. La nonchalance de son caractère le distinguait surtout de ses amis; il était incapable de haine réelle, et s'il partageait leur acrimonie de faction, il ne la portait pas comme eux hors de la tribune. Je me rappelle à ce sujet qu'après le 10 mars, lorsqu'il vint dénoncer

la prétendue conspiration de cette nuit désastreuse, il se permit de dire qu'un député avait blâmé le départ des girondins, avec le regret de ne pouvoir pas les assassiner. Or, comme j'avais fait remarquer assez vivement l'absence des membres du côté droit, je pensai qu'il s'adressait peut-être indirectement à moi, et je voulus le forcer à s'expliquer. « Est-ce moi, Vergniaud ? m'écriai-je. » Il ne me répondit point. Je répétai plus vivement mon interpellation lorsqu'il descendit de la tribune. « Je t'ai combattu, lui dis-je, et je le ferai encore ; mais apprends que l'assassinat ne sera jamais une arme à mon usage. Je défendrai et toi et tes collègues au péril de ma vie, si l'on tentait de les assassiner. — Je le sais bien, répondit-il ; je te connais pour un homme honnête et loyal, mais tu te laisses tromper par des gens implacables qui siègent à tes côtés. »

Malgré son inertie habituelle, Vergniaud avait quelquefois des élans de vigueur, et alors son expression prenait une couleur vive et pleine de force. Au 2 juin, tandis que Couthon réclamait le décret d'accusation, Vergniaud l'écoutait avec le sourire de l'indignation ; il l'interrompit enfin par cette exclamation : « Donnez un verre de sang à Couthon, il a soif. » Je n'oublierai jamais ce mot, que *le Moniteur* ni aucun des journaux du temps n'ont, je crois, reproduit.

J'ai déjà exprimé mon opinion sur Lanjuinais et Barbaroux, qui me paraissent tenir un rang séparé

dans leur parti faible et sans couleur. Pétion était très-attaché à la république, mais très-prévenu contre les plus chauds républicains ; aussi nonchalant que Vergniaud, il n'avait pas comme lui une âme sensible et éloquente. Sans idées, sans principes, il était fait pour remplir un emploi subalterne, qu'il eût exercé avec honneur, et non pour diriger un grand peuple dans les commotions d'une crise où son existence même était compromise.

Susceptible d'énergie et d'enthousiasme, Louvet, qui parlait bien de la liberté, était tout-à-fait incapable de s'associer au mouvement qui nous entraînait. Toutes ses connaissances politiques se bornaient aux idées théoriques les plus vulgaires, et aux principes philosophiques qui traînaient dans tous les livres du dix-huitième siècle. Soupçonneux à l'excès, il se laissait entièrement diriger par ses passions, et voyait des royalistes et des affidés de *Pitt et de Cobourg* dans ceux de ses collègues qui ne partageaient pas toutes ses opinions et tous ses préjugés. Les hommes de ce caractère, quelle que soit la pureté de leurs intentions, ne peuvent qu'être excessivement dangereux : il suffit qu'une prévention se soit fourrée dans leur cerveau pour qu'ils la défendent avec opiniâtreté et qu'ils n'en reviennent jamais. Il n'est besoin, pour donner une idée de l'inconséquence des idées de ce député, que d'un seul rapprochement. Il se vante, dans ses *Mémoires*, d'avoir servi la révolution en faisant jouer, dès 1789, une comédie où étaient exposés les avan-

tages du divorce ; et , quelques pages plus loin , voulant peindre un honnête homme , il le fait reconnaître , pour trait principal , à ce qu'il voit avec horreur , cette institution. Plus tard Louvet , rentré dans le sein de la convention , s'est montré bon patriote , et s'est rallié aux débris de la Montagne sans cesser pour cela d'affirmer , qu'en 1793 la Montagne avait été payée par les ennemis de la France.

Guadet , Gensonné , étaient liés à la révolution par leurs principes , et s'en éloignaient par un reste d'habitudes aristocratiques. Brissot , intrigant subtilerne , nuisait beaucoup , par le peu de considération qu'il méritait personnellement , au parti dont il était devenu l'un des chefs. Buzot , jacobin dans la constituante , était devenu , ainsi que son ancien collègue et ami Salles , presque royaliste au sein de la convention. Ces deux hommes étaient les plus irritables du parti ; l'un et l'autre provoquaient sans cesse à la guerre civile ; l'un et l'autre vantaient avec emphase la constitution de 91 , contre laquelle ils avaient déclamé à l'époque de sa promulgation ; l'un et l'autre se montraient tour à tour , en haine de la Montagne , constitutionnels ou fédéralistes , jamais républicains.

A la suite de ces hommes de bonne foi venaient les Henri Larivière , les Isnard , les Cadroy , que nous avons vus depuis royalistes avoués. Tous soufflaient le feu de la guerre civile en déclamant contre la convention ; tous échauffaient l'ardeur

des rebelles de tous les départements. Vergniaud, Louvet, Gensonné, Pétion, par leur imprudence, secondaient les desseins coupables de ces hommes sans les deviner, et quand l'insurrection girondine éclata dans la majorité des départements, on y vit partout le royalisme derrière des républicains trompés qui nous conduisaient à notre perte par leur vaniteuse impuissance. Wimpfen et Puysaie, à Caen, Précý, dans Lyon, durent leur ouvrir les yeux, et Toulon, livré aux Anglais, devint une de leurs fautes, quoiqu'ils eussent frémi d'horreur si on leur eût demandé de prendre part à une si indigne trahison.

On a vu ce parti nous faire, sans motifs et sans but, une guerre acharnée; on l'a vu tendre au Fédéralisme, et appeler sans cesse contre nous l'insurrection départementale. C'est ainsi que Salles, qui appelait arbitraires les actes les plus légaux de la commune de Paris, invitait les municipalités de son département à faire arrêter les commissaires de la convention; c'est ainsi que Fonfrède nous menaçait sans cesse des volontaires de la Gironde; c'est ainsi que Kervélégan ne perdait pas une occasion de se mettre à la tête du bataillon du Finistère et de faire de grandes démonstrations de guerre civile; enfin c'est ainsi qu'Isnard, pendant sa présidence, prédisait que les départements s'armeraient contre Paris, que la capitale serait dans peu détruite, et qu'on chercherait en vain, sur les bords de la Seine, la place où elle s'était

élevée. Sans prendre part aux travaux d'intérêt public auxquels nous nous livrions tout entiers, ils entravaient l'exécution de nos projets, et compromettaient les succès des mesures les plus urgentes par leur incroyable jactance jointe à une radicale nullité. Ainsi ils prirent sous leur protection les attroupements de rebelles qui voulaient empêcher le recrutement de la capitale ; ainsi ils déclamaient contre le tribunal révolutionnaire, contre l'emprunt forcé qu'ils avaient conœuru à fonder, et même contre les assignats dont ils avaient défendu le système dans l'assemblée législative. Enfin jamais parti ne fut plus brillant sous le rapport du talent ; jamais parti ne fut plus nul sous le rapport des connaissances positives qui font l'homme d'État.

Les girondins introduisirent les premiers parmi nous les attaques personnelles qui depuis causèrent tant de maux. Les premiers ils dénoncèrent Robespierre et Marat avec une inconcevable légèreté ; ils accusèrent Danton et la Montagne de complicité avec Dumouriez, et cette fois, j'ose le dire, ils n'étaient pas, ils ne pouvaient pas être de bonne foi, car ils n'ignoraient pas que, dans la Montagne, étaient et Pache ennemi personnel du général, et tous les hommes qu'il était habitué à dénoncer comme anarchistes, tandis qu'il avait toujours conservé au côté droit son ancienne amitié : c'était ce côté qu'il signalait, dans ses proclamations, comme la partie saine de la convention ; c'était sur lui que

reposaient toutes ses espérances avant que l'assemblée entière, par un décret de *hors la loi*, se fût prononcée contre lui. Enfin les girondins nous attribuaient sans cesse, avec non moins de mauvaise foi, de prétendues liaisons avec d'Orléans, tandis que Sillery, Biron, Valence, et Sieyes même, tous les partisans de ce prince enfin, appartenaient à leur parti.

Malgré tant de fautes, malgré même l'imprudente ingratitude dont ils avaient payé la protection de Danton, nos inimitiés personnelles, nos haines de parti, nos querelles de tribune, n'avaient pas encore dégénéré en attaques formelles entre collègues : l'inviolabilité de la représentation nationale était restée intacte. Les girondins lui portèrent le premier coup : leur imprudente attaque contre Marat et le décret d'accusation qu'ils portèrent contre ce pamphlétaire ouvrirent pour eux-mêmes la voie de l'échafaud. Cependant nous répugnions toujours à prendre l'offensive. Déjà convaincus que leurs inimitiés ne pouvaient pas se calmer, et que la paix ne se rétablirait pas parmi nous sans d'affreux déchirements, nous n'osions pas encore attaquer nos collègues ; ils nous mirent dans la nécessité de le faire pour pourvoir à notre propre défense. La marche audacieuse de la commission des douze, les levées de volontaires qui se faisaient dans tous les départements restés sous leur influence, les motions violentes du club Valazé, tout vint nous avertir que, si nous

ne les prévenions pas, nous aurions à subir sous peu une sanglante catastrophe. C'était une guerre à mort qu'ils nous déclaraient ; ils nous forçaient à les renverser ou à délaisser le soin de notre sûreté. Cependant nous hésitions encore lorsque l'insurrection de la commune de Paris, menacée comme nous, vint précipiter la solution de la question. Refuser de les expulser de notre sein eût été nous abandonner nous-mêmes. Mais nous refusâmes de lancer contre eux un décret d'accusation, et l'arrestation qu'ils eurent à subir fut une simple mesure de prudence, qui nous délivrait de leur puérile autorité sans les trainer à l'échafaud que leur fureur nous réservait. On verra comment, dans la suite, ils nous contraignirent, en quelque sorte malgré nous, à sévir contre eux.

Après la fatale séance du 2 juin, la convention prit un aspect tout nouveau. Dans les premières séances qui suivirent cette grande catastrophe, une sorte de consternation régnait sur tous les banes ; car malgré les provocations à l'aide desquelles on nous avait portés à l'acte de rigueur qui avait terminé nos troubles, il était peu d'entre nous qui ne regrettassent la fatalité qui décimait la convention et qui détruisait en partie la garantie d'inviolabilité promise aux représentants du peuple français. On ne voyait pas briller sur les fronts des montagnards les signes de la joie et du triomphe ; nous étions tristes de notre propre victoire.

Le Marais, qui jusqu'alors s'était partagé entre

nous et le côté droit, revint tout-à-fait à la Montagne; les restes du côté droit se renfermèrent dans un morne silence, sauf Boyer-Fonfrède, Ducos et un ou deux autres girondins, qui s'honorèrent en continuant, depuis qu'ils étaient en minorité, la lutte que leur parti avait engagée pendant sa puissance.

Nos premières séances furent froides et calmes, mais plutôt du calme de la terreur que de celui que donne la force. Cependant le comité de salut public veillait pour la patrie; son énergie ne se ralentissait point dans ces jours de crise, et quand la convention, un instant engourdie par le souvenir d'un orage terrible, se réveilla avec son ancienne vigueur, elle apprit que ses chefs n'avaient point démerité de la confiance qu'elle leur avait accordée.

Nous fûmes tirés de notre léthargie par de nouveaux dangers. Déjà nous avions appris que plusieurs de nos collègues, décrétés d'arrestation, s'étaient soustraits à la mesure qui les frappait; nous avions appris également que d'autres, après avoir obéi au décret, avaient rompu leur ban, et s'étaient enfuis de Paris en trompant la surveillance de leur gendarme. Nous avions reçu ces nouvelles avec une sorte de satisfaction, car nous désirions la victoire, et non la mort d'hommes qui avaient autrefois servi la liberté, et qu'un moment d'erreur ne pouvait nous faire considérer comme infâmes. Mais bientôt nous ne pûmes plus douter que ces

hommes, avec lesquels nous nous étions montrés généreux, abusaient de leur liberté pour nous chercher des ennemis. Les symptômes d'insurrection départementale qui s'étaient manifestés avant le 31 mai devenaient menaçants : les députés décrétés d'arrestation étaient à la tête des rebelles. Une grande coalition se formait sur tous les points de la France ; elle s'appuyait dans l'ouest sur cinq départements de la Bretagne et de la Normandie, et donnait la main à la Vendée. Bordeaux, Marseille, Lyon et les départements circonvoisins, points formidables qui menaçaient de s'étendre, étaient entrés dans la coalition, qui se préparait ainsi à nous enfermer dans un vaste réseau. A Caen, plusieurs députés, à la tête desquels étaient Louvet, Buzot, Larivière, Barbaroux, Kervélégan, soufflaient le feu de la révolte. Leurs troupes étaient commandées par le général Félix Wimpfen, dès long-temps suspect de royalisme, qui avait choisi pour second un marquis de Puysaie, ex-émigré et futur chef de chouans. Dans Lyon, le girondin Biroteau devint la tête de la conspiration, dont le royaliste Précý était le bras ; à Bordeaux, le député Grangeneuve excitait les insurgés, dont la résistance ne prit pas une couleur de royalisme aussi prononcée que dans les autres parties de la coalition ; enfin, à Toulon, à Marseille, le drapeau blanc servit de point de ralliement aux rebelles que nos collègues insensés avaient pris pour de francs républicains.

A la première nouvelle de ce soulèvement menaçant, le comité de salut public avait mandé, par un arrêté, le traître Wimpfen à la barre. Ce général répondit avec une insolence qui faisait pâlir l'audace même de Dumouriez ; il terminait son étrange épître par cette menace : « Si je me rends à Paris, ce ne sera qu'à la tête de soixante mille hommes ; voyez maintenant si vous désirez encore m'y appeler. »

Le comité de salut public, pour toute réponse, provoqua un décret qui destituait Félix Wimpfen ; la convention invita en même temps le comité de salut public à s'occuper du rapport sur les députés décrétés d'accusation le 2 juin. Dès lors il n'était plus possible de sauver ces hommes que nous avions seulement voulu expulser de notre sein. Coupables de conspiration et d'attaque à main armée contre la représentation nationale, ils durent subir le sort qu'ils avaient cherché... Mais n'anticipons point sur l'ordre des faits.

Avant de suivre le récit des événements politiques de 1793, il me reste à parler de la constitution, tant décriée et si peu connue, que décréta la convention aussitôt qu'elle fut libre du joug de la Gironde. Je consacrerai un chapitre à l'examen de ce grand acte que l'on a si mal jugé. Après avoir été proscrit comme étant soupçonné d'être fidèle au serment que j'avais fait de la maintenir, il me sera sans doute permis de la défendre contre des attaques toujours injustes et souvent de

mauvaise foi. Dieu me garde de soutenir que cette constitution fût parfaite, ou de défendre la nécessité et les convenances de chacune de ses dispositions, ou surtout d'affirmer qu'elle est en tout appropriée aux besoins de la France ! Les événements qui se sont passés depuis sa publication ont dû me prouver que je m'étais fait bien des illusions, et que la civilisation moderne était trop décrépite peut-être pour jouir de la démocratie pure ; mais on a fait de cette constitution un sujet de calomnies et de proscriptions contre un grand nombre de mes plus vertueux collègues, et ce doit être assez, je pense, pour qu'on ne trouve pas étonnant que je tâche, dans un rapide examen, de rétablir la vérité.

CHAPITRE IX.

De la constitution de 1793.

DEPUIS neuf mois que nous étions réunis, les girondins avaient sans cesse proclamé la nécessité d'une constitution ; chaque jour ils semblaient rejeter sur nous l'accusation d'entraver ce grand travail, et cependant tout s'était encore passé de leur part en discussions métaphysiques et en séries de questions inapplicables. Pour nous, qui avions moins souvent invoqué le nom de la constitution ; pour nous, qui n'avions point fait de si belles phrases constitutionnelles, à peine libres du joug de nos adversaires, nous nous occupâmes sérieusement d'organiser la république. Le comité de salut public fut chargé de rédiger l'acte constitutionnel, et de le présenter à nos délibérations. Dès le 10 juin, c'est-à-dire huit jours seulement après le décret d'accusation contre les vingt-deux, Hérault Séchéllles, rapporteur, vint nous soumettre son travail ; le lendemain commença la discussion, et le 27 du même mois l'acte constitutionnel fut voté par acclamations avec les

amendements qu'il avait reçus dans le cours de la discussion. Il n'est pas hors de propos de remarquer d'avance, et l'on verra dans la suite pourquoi, que les girondins, restés au milieu de nous, prirent part au vote et à la discussion, Ducos et Masuyer surtout : le premier fit passer quelques amendements plus démocratiques encore que l'acte lui-même. Je renvoie cependant toutes mes réflexions à la fin de ce chapitre. Je vais d'abord donner le texte de la constitution, en l'accompagnant de quelques notes ; j'en examinerai ensuite l'ensemble et les effets.

ACTE CONSTITUTIONNEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

« Art. 1^{er}. La république française est une et indivisible (1).

« 2. Le peuple français est distribué, pour l'exercice de sa souveraineté, en assemblées primaires de cantons.

« 3. Il est distribué, par l'administration et la justice, en départements, districts, municipalités.

« 4. Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt-un ans accomplis ; tout étranger âgé de vingt-un ans

(1) La nécessité de l'adoption d'un pareil article prouve assez les dangers que l'indivisibilité a eus. Nous reviendrons plus tard sur ce point, et je réfuterai alors complètement l'assertion de Louvet, qui prétend n'avoir lu l'accusation de fédéralisme portée contre la Gironde que dans le rapport d'Amar. Cette accusation remontait au contraire à nos premières dissensions ; il est facile de le démontrer : nos discours d'octobre et novembre 1792 sont là pour en faire foi.

accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard ; tout étranger enfin qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français.

« 5. L'exercice des droits de citoyen se perd par la naturalisation en pays étranger ; par l'acceptation de fonctions ou services émanés d'un gouvernement non populaire ; par la condamnation à des peines infamantes ou afflictives, *jusqu'à réhabilitation* (1).

« 6. L'exercice des droits de citoyen est suspendu par l'état d'accusation, par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti.

« 7. Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français (2).

« 8. Il nomme immédiatement ses députés.

« 9. Il délègue à des électeurs le choix des administrateurs, des arbitres publics, des juges criminels et de cassation.

« 10. Il délibère sur les lois.

« 11. Les assemblées primaires se composent des citoyens domiciliés depuis six mois dans chaque canton.

« 12. Elles sont composées de deux cents citoyens au moins, de six cents au plus, appelés à voter.

« 13. Elles sont constituées par la nomination d'un président, des secrétaires, des scrutateurs.

(1) Les mots soulignés furent ajoutés à l'article sur la proposition du girondin Fermon. Il est donc faux que le côté droit ait refusé de prendre part à nos discussions depuis le 2 juin, ainsi qu'on l'a si souvent répété depuis.

(2) Nouvel article nécessité par la tendance de certains hommes au fédéralisme, et surtout par les motions insensées d'Isnard : cela est si vrai, qu'omis dans le projet d'Hérault-Séchelles, il fut proposé par Fayau pour fermer toutes portes au fédéralisme.

- « 14. Leur police leur appartient.
- « 15. Nul n'y peut paraître en armes.
- « 16. Les élections se font au scrutin ou à haute voix , au choix de chaque votant (1).
- « 17. Une assemblée primaire ne peut en aucun cas prescrire un mode uniforme de voter.
- « 18. Les scrutateurs constatent le vote des citoyens qui, ne sachant point écrire , préfèrent de voter au scrutin.
- « 19. Les suffrages sur les lois sont donnés par *oui* et par *non* (2).
- « 20. Le vœu de l'assemblée primaire est proclamé ainsi : Les citoyens réunis en assemblée primaire de..... , au nombre de.... votants , votent pour ou votent contre , à la majorité de.....
- « 21. La population est la seule base de la représentation nationale.
- « 22. Il y a un député en raison de quarante mille individus.

(1) Cet article fit naître une longue discussion. Ducos voulait que les suffrages fussent toujours donnés au scrutin secret : « Les Médicis, dit-il, étaient des marchands; ils avaient dix mille votants à leurs ordres; ils ont fini par être souverains. Le scrutin secret laisse plus de liberté aux consciences timides. » Mais Danton fit observer qu'il serait injuste de refuser aux citoyens qui ne savent pas signer le droit de voter à haute voix. « La lumière et la publicité, dit-il, sont les aliments naturels de la liberté; je demande que chacun ait la liberté de voter à son choix; que le riche puisse écrire, et que le pauvre puisse parler. » Ces considérations l'emportèrent, et l'article du comité fut adopté.

(2) Il est assez curieux de le faire remarquer ici, pour l'instruction de ceux qui ont lu partout que la Montagne avait fait une constitution absurdemement populaire, dans l'intention de la rendre inexécutable; le droit de délibérer sur les lois ne parut pas assez populaire à quelques girondins. Ducos voulut faire exprimer dans l'article que les assemblées primaires avaient le droit de discuter les lois. Penières proposa de leur reconnaître également le droit d'amendement. Ces motions furent rejetées par les hommes si souvent accusés de démagogie.

« 23. Chaque réunion d'assemblées primaires, résultant d'une population de 39 à 41 mille âmes, nomme immédiatement un député (1).

« 24. La nomination se fait à la majorité absolue des suffrages.

« 25. Chaque assemblée fait le dépouillement des suffrages, et envoie un commissaire pour le recensement général, au lieu désigné comme le plus central.

« 26. Si le premier recensement ne donne point de majorité absolue, il est procédé à un second appel, et on vote entre les deux citoyens qui ont réuni le plus de voix.

« 27. En cas d'égalité de voix, le plus âgé a la préférence, soit pour être ballotté, soit pour être élu. En cas d'égalité d'âge, le sort décide.

« 28. Tout Français exerçant les droits de citoyen est éligible dans l'étendue de la république (2).

« 29. Chaque député appartient à la nation entière.

(1) Cet article était ainsi conçu dans le projet primitif : « Chaque réunion de cantons, etc. » Une vive discussion s'engagea. Les uns voulaient restreindre le nombre des députés, d'autres l'augmenter; Fonfrède approuvait l'article; ses motifs sont curieux dans la bouche d'un ami des hommes du 31 mai : « L'article, dit-il, a, selon moi, un grand avantage. Il détruit l'aristocratie des grandes villes et ces représentations départementales qui *penchent au fédéralisme*. » Les bons esprits *de tous les partis* avaient donc senti le danger de cette tendance au fédéralisme, qui dans un temps de passion menaçait d'engloutir la France. Je me mêlai à cette discussion, et je demandai qu'au lieu de compter la population par canton, elle fût comptée par assemblées primaires. Ma motion fut adoptée, et l'article modifié suivant mon principe.

(2) Lacroix ayant émis le vœu que chaque député ne pût être choisi que dans les localités où est établi son domicile, et Poulain-Grandpré que les députés sortants ne fussent pas rééligibles à la législature suivante, Boyer-Fonfrède appuya purement et simplement l'article du comité, *pour ne gêner en rien la souveraineté populaire*. Ces remarques peuvent paraître oiseuses; elles ne le sont pas pour un homme que l'on a proscrit à cause de sa fidélité à la constitution de 93. On

« 30. En cas de non-acceptation, démission, déchéance, ou mort d'un député, il est pourvu à son remplacement par les assemblées primaires qui l'ont nommé (1).

« 31. Un député qui a donné sa démission ne peut quitter son poste qu'après l'admission de son successeur.

« 32. Le peuple français s'assemble tous les ans, le 1^{er} mai, pour les élections.

« 33. Il y procède, quel que soit le nombre des citoyens ayant droit d'y voter.

« 34. Les assemblées primaires se forment extraordinairement sur la demande du cinquième des citoyens qui ont droit d'y voter.

« 35. La convocation se fait en ce cas par la municipalité du lieu ordinaire du rassemblement.

« 36. Ces assemblées extraordinaires ne délibèrent qu'autant que la moitié plus un des citoyens qui ont droit d'y voter sont présents.

« 37. Les citoyens réunis en assemblées primaires nomment un électeur à raison de deux cents citoyens, présents ou non; deux depuis deux cent un jusqu'à quatre cents; trois depuis quatre cent un jusqu'à six cents.

« 38. La tenue des assemblées électorales et le mode des élections sont les mêmes que dans les assemblées primaires.

nous a tant prodigué les épithètes d'anarchistes et d'hommes de mauvaise foi, qu'il nous est doux de prouver que peu de mois avant notre proscription, la démocratie à laquelle nous sommes restés seuls attachés était l'idole de tous les partis.

(1) Le côté droit demanda le maintien du système des suppléants; mais cette motion fut rejetée. On sentait les inconvénients de ces suppléants qui forment, pour ainsi dire, une seconde représentation à côté de la véritable, par l'abus qu'en avaient fait nos adversaires en cherchant à réunir leurs suppléants dans une ville de province, pour opposer ainsi un autre corps à la convention, seule mandataire légitime du peuple français.

- « 39. Le corps législatif est un , indivisible et permanent.
- « 40. Sa session est d'un an.
- « 41. Il se réunit le 1^{er} juillet.
- « 42. L'assemblée nationale ne peut se constituer, si elle n'est composée au moins de la moitié des députés plus un.
- « 43. Les députés ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés en aucun temps, pour les opinions qu'ils ont énoncées dans le sein du corps législatif (1).
- « 44. Ils peuvent, pour fait criminel, être saisis en flagrant délit ; mais le mandat d'arrêt ni le mandat d'amener ne peuvent être décernés contre eux qu'avec l'autorisation du corps législatif.
- « 45. Les séances de l'assemblée nationale sont publiques.
- « 46. Les procès-verbaux de ses séances sont imprimés.
- « 47. Elle ne peut délibérer, si elle n'est composée de deux cents membres au moins.
- « 48. Elle ne peut refuser la parole à ses membres, dans l'ordre où ils l'ont réclamée.
- « 49. Elle délibère à la majorité des présents.
- « 50. Cinquante membres ont le droit d'exiger l'appel nominal.
- « 51. Elle a le droit de censure sur la conduite de ses membres dans son sein.

(1) Cet article fit naître une importante discussion. Raffron et Bazire trouvaient injuste de soustraire les députés à la responsabilité; Robespierre, sans adopter positivement leurs vues, désirait que les députés fussent soumis à une sorte de jugement moral; mais Thuriot fit observer que sans l'entière inviolabilité des opinions, il n'y aurait ni liberté ni représentation nationale, et l'article fut adopté sans amendement. On rejeta même celui de Rulh, qui consistait à ajouter : *à moins que ces opinions ne tendent à rétablir la royauté.*

« 52. La police lui appartient dans le lieu de ses séances, et dans l'enceinte extérieure qu'elle a déterminée.

« 53. Le corps législatif propose des lois et rend des décrets.

« 54. Sont compris sous le nom général de lois (1) : les actes du corps législatif concernant la législation civile et criminelle ; l'administration générale des revenus et des dépenses ordinaires de la république ; les domaines na-

(1) Thuriot et Phelippeaux voulaient que la déclaration de guerre fût comprise au nombre des lois. « Cet article, dit ce dernier, sera saisi avec avidité par les peuples voisins. Ils sentiront la différence d'une peuplade d'esclaves avec une nation libre. Nos rois et leurs cours, diront-ils, disposent arbitrairement de nos vies et de nos fortunes. Nous avons vu le sang de nos frères couler pour une alliance de famille, pour une promesse de mariage. Les Français, au contraire, délibèrent eux-mêmes sur la guerre ; ils ne la décrètent qu'après en avoir constaté la nécessité. »

Ce système fut combattu par Ducos, à qui Danton vint prêter son puissant appui. Il démontra la nécessité de laisser au gouvernement le droit de défendre la nation contre une attaque imprévue. « Quand le gouvernement verra que les gouvernements voisins font des préparatifs sur nos frontières : quand il aura la conviction que ces préparatifs sont dirigés contre nous, ne doit-il pas tâcher de les prévenir ? En théorie, en raison et en justice, l'agression, là, n'est pas une guerre offensive. Quand je vois un ennemi qui me couche en joue, je tire sur lui le premier si je peux, et je ne fais en cela que me défendre. Voilà donc un genre de guerre que les puissances ennemies caractériseront peut-être de guerre offensive, mais qui ne sera que purement défensive, et que le corps législatif doit pouvoir déclarer..... »

Thuriot insistait, et se fondait sur ce que le corps législatif pouvait avoir intérêt à tromper le peuple, tandis que le peuple lui-même ne pouvait jamais entreprendre une guerre injuste.

« Eh bien ! dit Danton, que le corps législatif soit autorisé à faire immédiatement tous les préparatifs de défense ; qu'il puisse porter les premiers coups si le salut de l'État l'exige ; mais ce commencement d'hostilité n'empêche pas que le peuple soit convoqué pour se prononcer sur la continuation de la guerre. »

Ces principes furent adoptés, et il fut décrété que la ratification de la déclaration de guerre serait regardée comme une loi soumise au peuple souverain.

tionaux, le titre, le poids ; l'empreinte et la dénomination des monnaies ; la nature, le montant et la perception des contributions ; la déclaration de guerre ; toute nouvelle distribution générale du territoire français ; l'instruction publique ; les honneurs publics à la mémoire des grands hommes.

« 55. Sont désignés sous le nom particulier de décrets : les actes du corps législatif concernant l'établissement annuel des forces de terre et de mer ; la permission ou la défense du passage des troupes étrangères sur le territoire français ; l'introduction des forces navales étrangères dans les ports de la république ; les mesures de sûreté et de tranquillité générale ; la distribution annuelle et momentanée des secours et travaux publics ; les ordres pour la fabrication des monnaies de toute espèce ; les dépenses imprévues et extraordinaires ; les mesures locales et particulières à une administration, à une commune, à un genre de travaux publics ; la défense du territoire ; la ratification des traités ; la nomination et la destitution des commandants en chef des armées ; la poursuite de la responsabilité des membres du conseil, des fonctionnaires publics ; l'accusation des prévenus de complots contre la sûreté générale de la république ; tout changement dans la distribution partielle du territoire français ; les récompenses nationales.

« 56. Les projets de loi sont précédés d'un rapport.

« 57. La discussion ne peut s'ouvrir, et la loi ne peut être provisoirement arrêtée que quinze jours après le rapport.

« 58. Le projet est imprimé et envoyé à toutes les communes de la république, sous ce titre : *Loi proposée*.

« 59. Quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si, dans la moitié des départements plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux régulièrement formées, n'a pas réclamé, le projet est accepté et devient loi.

« 60. S'il y a réclamation, le corps législatif convoque les assemblées primaires.

« 61. Les lois, les décrets, les jugements et tous les actes publics, sont intitulés : Au nom du peuple français, l'an... de la république française (1).

« 62. Il y a un conseil exécutif composé de vingt-quatre membres.

« 63. L'assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le corps législatif choisit sur la liste générale des membres du conseil.

« 64. Il est renouvelé par moitié à chaque législature, dans le dernier mois de la session (2).

« 65. Le conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale. Il ne peut agir qu'en exécution des lois et des décrets du corps législatif.

« 66. Il nomme hors de son sein les agents en chef de l'administration générale de la république.

« 67. Le corps législatif détermine le nombre et les fonctions de ces agents.

« 68. Ces agents ne se forment point en conseil ; ils sont séparés, sans rapports immédiats entre eux : ils n'exercent aucune autorité personnelle.

« 69. Le conseil nomme, hors de son sein, les agents extérieurs de la république.

« 70. Il négocie les traités.

« 71. Les membres du conseil, en cas de prévarication, sont accusés par le corps législatif.

(1) Le comité avait proposé cet intitulé : *Au nom de la république française* ; il fut rectifié sur la motion de Robespierre. « Le mot de *république*, dit-il, caractérise le gouvernement ; le mot de *peuple* caractérise le souverain.

(2) Ces mots, *dans le dernier mois de la session*, n'étaient pas dans le projet du comité. Ils furent ajoutés sur la proposition de Meaule, qui trouva dans cette mesure un moyen d'empêcher toute intrigue entre les membres de la législature et ceux du conseil exécutif.

- « 72. Le conseil est responsable de l'inexécution des lois et des décrets, et des abus qu'il ne dénonce pas.
- « 73. Il révoque et remplace les agents à sa nomination.
- « 74. Il est tenu de les dénoncer, s'il y a lieu, devant les autorités judiciaires.
- « 75. Le conseil exécutif réside auprès du corps législatif. Il a l'entrée et une place séparée dans le lieu de ses séances.
- « 76. Il est entendu toutes les fois qu'il a un compte à rendre.
- « 77. Le corps législatif l'appelle dans son sein, en tout ou en partie, lorsqu'il le juge convenable (1).
- « 78. Il y a dans chaque commune de la république une administration municipale ; dans chaque district, une administration intermédiaire ; dans chaque département, une administration centrale.
- « 79. Les officiers municipaux sont élus par les assemblées de commune.
- « 80. Les administrateurs sont nommés par les assemblées électorales de département et de district.
- « 81. Les municipalités et les administrations sont renouvelées tous les ans par moitié.
- « 82. Les administrateurs et officiers municipaux n'ont aucun caractère de représentation ; ils ne peuvent, en aucun cas, modifier les actes du corps législatif, ni en suspendre l'exécution.

(1) Ici venait se placer un chapitre qui instituait un grand juré national chargé de protéger les simples citoyens contre les membres de la législature et du conseil exécutif ; mais cette mesure, qui était une sorte de superfétation propre seulement à gêner le jeu des rouages de la machine administrative sans produire aucun avantage réel, fut rejetée, quoique Robespierre qui en avait donné le premier l'idée dans son discours sur la constitution dont j'ai rapporté quelques passages, l'appuyât avec chaleur.

« 83. Le corps législatif détermine les fonctions des officiers municipaux et des administrateurs, les règles de leur subordination, et les peines qu'ils pourront encourir.

« 84. Les séances des municipalités et des administrations seront publiques.

« 85. Le code des lois civiles et criminelles est uniforme pour toute la république.

« 86. Il ne peut être porté aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens de faire prononcer, sur les différends, par des arbitres de leur choix.

« 87. La décision de ces arbitres est définitive, si les citoyens ne se sont pas réservé le droit de réclamer.

« 88. Il y a des juges de paix élus par les citoyens des arrondissements déterminés par la loi.

« 89. Ils concilient et jugent sans frais.

« 90. Leur nombre et leur compétence sont réglés par le corps législatif.

« 91. Il y a des arbitres publics élus par les assemblées électorales (1).

« 92. Leur nombre et leurs arrondissements sont fixés par le corps législatif.

« 93. Ils connaissent des contestations qui n'ont point été terminées définitivement par les arbitres privés ou par les juges de paix.

« 94. Ils délibèrent en public ; ils opinent à haute voix ;

(1) Cambacérès proposa l'institution du jury en matière civile ; mais quoique l'on reconnût en thèse générale l'avantage de ce mode de procédure, on en ajourna l'application comme peu facile, et l'on se réunit généralement à l'idée de le remplacer par l'arbitrage public et sans frais. Cette discussion, à laquelle cependant plusieurs légistes prirent part, peut donner une idée de la différence d'esprit qui nous séparait de la constituante, et des principes larges et élevés qui avaient remplacé chez nous le génie procédurier de nos premiers législateurs.

ils statuent en dernier ressort sur défenses verbales, ou sur simple mémoire, sans procédure et sans frais; ils motivent leurs décisions.

« 95. Les juges de paix et les arbitres publics sont élus tous les ans.

« 96. En matière criminelle, nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par les jurés ou décrétée par le corps législatif. Les accusés ont des conseils choisis par eux ou nommés d'office. L'instruction est publique; le fait et l'intention sont déclarés par un juré du jugement. La peine est appliquée par un tribunal criminel.

« 97. Les juges criminels sont élus tous les ans par les assemblées électorales.

« 98. Il y a, pour toute la république, un tribunal de cassation.

« 99. Ce tribunal ne connaît point le fond des affaires; il prononce sur la violation des formes et sur les contraventions expresses de la loi.

« 100. Les membres de ce tribunal sont nommés tous les ans par les assemblées électorales.

« 101. Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques (1).

« 102. La trésorerie nationale est le point central des recettes et dépenses de la république.

(1) Je demandai la consécration dans ce chapitre de ces principes sacrés : on ne peut exiger aucune contribution de celui qui n'a que l'absolu nécessaire, et l'impôt est en raison progressive des richesses. Ma motion, appuyée par le girondin Ducos, fut rejetée après avoir été combattue par Robespierre. « L'amendement, dit ce dernier, loin de servir le peuple, lui nuirait; car il établirait constitutionnellement l'aristocratie des richesses. N'ôtez point aux citoyens ce qui leur est le plus nécessaire; la satisfaction de présenter à la république le denier de la veuve. Bien loin d'écrire dans la constitution une distinction odieuse, il faut au contraire y consacrer l'honorable obligation pour tout citoyen de payer sa contribution. »

Les principes de Robespierre prévalurent, et l'article 101 fut voté.

« 103. Elle est administrée par des agents comptables nommés par le conseil exécutif.

« 104. Ces agents sont surveillés par des commissaires nommés par le corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus qu'ils ne dénoncent pas.

« 105. Les comptes des agents de la trésorerie nationale et des administrateurs des deniers publics sont rendus annuellement à des commissaires responsables nommés par le conseil exécutif.

« 106. Les vérificateurs sont surveillés par des commissaires à la nomination du corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus et des erreurs qu'ils ne dénoncent pas. Le corps législatif arrête les comptes.

« 107. La force générale de la république est composée du peuple entier.

« 108. La république entretient à sa solde, même en temps de paix, une force armée de terre et de mer (1).

« 109. Tous les Français sont soldats ; ils sont tous exercés au maniement des armes.

« 110. Il n'y a point de généralissime.

« 111. La différence des grades, leurs marques distinctives et la subordination, ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

« 112. La force publique, employée pour maintenir l'ordre et la paix dans l'intérieur, n'agit que sur la réquisition par écrit des autorités constituées.

(1) L'article était ainsi terminé : « Une force armée suffisante pour maintenir la paix intérieure et extérieure. » Ducos fit remarquer qu'il n'appartient pas aux troupes soldées de maintenir la paix intérieure ; c'est la noble tâche des gardes nationales. « Si vous donniez, dit-il, cette destination aux troupes soldées, des corps administratifs ambitieux ou corrompus pourraient tourner cette force contre la liberté publique. Je demande que cette disposition soit effacée de l'article. »

L'amendement de Ducos fut unanimement adopté.

« 113. La force publique, employée contre les ennemis du dehors, agit sous les ordres du conseil exécutif.

« 114. Nul corps armé ne peut délibérer.

« 115. Si, dans la moitié des départements, plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, demandait la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques-uns de ses articles, le corps législatif est tenu de convoquer toutes les assemblées primaires de la république, pour savoir s'il y a lieu à une convention nationale (1).

« 116. La convention nationale est formée de la même manière que les législatures, et en réunit les pouvoirs.

« 117. Elle ne s'occupe, relativement à la constitution, que des objets qui ont motivé sa convocation.

« 118. Le peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

« 119. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations. Il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien.

(1) L'article 116 était ainsi conçu : « La convention s'assemble au moins à vingt lieues du corps législatif. » Robespierre demanda que la convention réunit les pouvoirs de la législature. « Un peuple, dit-il, qui a deux espèces de représentants cesse d'être un peuple unique ; une double représentation est le germe du fédéralisme et de la guerre civile. Qu'on ne me dise pas qu'elles auraient des fonctions différentes ; l'une s'armerait de la constitution existante, l'autre de cet intérêt plus vif que prend un peuple à ses nouveaux représentants : la lutte s'engagerait ; la rivalité éveillerait les haines, et les ennemis de la liberté profiteraient de ces dissensions pour bouleverser la république, la fédéraliser ou rétablir la tyrannie. »

Les principes de Robespierre, approuvés par Hérault-Séchelles, rapporteur, furent adoptés. Je demandai cependant que la durée des conventions nationales fût limitée ; mais cette proposition, vivement combattue par Robespierre, Couthon et Grégoire, fut repoussée par la question préalable.

« 120. Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté. Il la refuse aux tyrans (1).

« 121. Il ne fait point de paix avec un ennemi qui occupe son territoire (2).

J'ai donné dans son entier cette constitution que l'on a peinte comme si absurde, sans prendre la peine d'appuyer cette assertion de la moindre preuve. J'ai démontré, en rapportant quelques-unes des discussions qu'elle a fait naître, la fausseté de ce que l'on a dit de son vote, vote de forme selon nos adversaires, et auquel les débris du côté droit ont refusé de s'associer. J'ai établi qu'au contraire Fermont, Ducos, Fonfrède, Mazuyer, avaient pris part à nos délibérations; qu'ils n'avaient relevé aucune absurdité; qu'ils n'avaient repoussé aucune mesure comme trop populaire, et que bien au contraire ils avaient voulu renchérir, à l'occasion de plusieurs articles sur le démocratisme du comité de salut public.

(1) Et aux traitres! ajouta Grégoire; mais Ducos représenta qu'une législature qui ne serait pas à la hauteur de la liberté pourrait comprendre sous le nom de traitres ceux qui auraient conspiré contre le tyran de leur pays; l'article du comité fut adopté sans amendement.

(2) « De tels articles, observa Mercier, s'écrivent ou s'effacent avec la pointe de l'épée; on peut sur son territoire faire des traités avantageux. Vous flattez-vous d'être toujours victorieux? avez-vous fait un traité avec la Victoire?

— Non, répondit tout d'une voix la Montagne; mais nous en avons fait un avec la mort. » Et l'article proposé par le comité fut adopté au bruit des applaudissements réitérés de la convention et des tribunes.

Il ne m'appartient pas de faire l'apologie de l'acte constitutionnel dans son ensemble. C'est au temps qu'il faut laisser cette tâche, qu'il saura remplir mieux que moi. Sans doute, et c'est un espoir qui vivifie encore mon âme, sans doute une époque viendra où la démocratie sera le seul gouvernement possible; alors on saura apprécier les travaux de cette convention qui peut-être a eu le tort de devancer son siècle et de faire trop tôt le bien, mais qui a du moins eu le courage de ne point reculer devant l'application de ce qu'elle a regardé comme la vérité. Oui, un jour viendra où l'égalité sera prise pour base du pacte social, où chaque individu, si infime qu'il soit, aura les mêmes droits et la même part aux affaires publiques que l'homme le plus élevé dans la hiérarchie sociale. On reconnaîtra alors que les titres ne sont rien, puisqu'ils sont l'ouvrage de l'homme et non de la nature; que la richesse ne saurait être la base des droits, puisque la richesse elle-même n'est qu'un droit conventionnel. On sentira que tout habitant du territoire qui ne s'est pas dégradé par une action infâme, a intérêt au bien général, et doit participer aux avantages comme aux charges de la société. On ne traitera plus de folle utopie une constitution qui reposait sur ces bases sacrées.

Oui, un jour viendra, j'en ai l'espoir et la certitude, un jour viendra où la perfectibilité de l'espèce humaine rendra applicables toutes les vérités générales que les publicistes du jour regardent

comme de vaines utopies. L'abolition successive de l'esclavage, de la féodalité, de toutes les servitudes, m'est un sûr garant que nos neveux verront tomber la noblesse et l'hérédité, ces deux grandes plaies de la civilisation moderne. On les verra disparaître sans secousse, sans résistance; car l'homme commence à prendre la robe virile, et ses chefs sont obligés déjà d'incliner leur front lorsque l'opinion publique a parlé : alors la convention sera bénie comme ayant osé faire sans appui, sans support, le premier pas dans cette noble carrière de justice et de liberté.

En attendant, permis aux cerveaux étroits, aux politiques d'un moment, de rire de notre ouvrage. Permis à eux de dire que nous nous sommes laissé entraîner à l'exagération en voulant placer, comme la nature, tous les hommes sur la même ligne. Leurs sarcasmes puérils ne nous atteindront pas. Cinquante ans, cent ans encore peut-être, ils nous traiteront avec dédain, érigeant en système la théorie des capables et les inappréciables bienfaits de la balance des pouvoirs; ils répéteront avec madame de Staël qu'il y a quelque chose de noble dans les souvenirs historiques, et qu'à moins d'être sorti de la boue (ce qui, par parenthèse, ne signifie rien ou peu de chose), on doit éprouver une certaine impression au nom d'un Montmorency ou d'un Bouillon; ils affirmeront que la majorité n'a pas plus de droit qu'un seul homme sur la régularisation des affaires de tous (ce qui, soit dit en passant, est une doctrine

d'anarchie bien conditionnée), et ils en concluront que Dieu seul peut confier les gouvernements aux capables, conséquence despotique d'un principe d'anarchie. Le genre humain n'en marchera pas moins vers ses hautes destinées, et comme, en dernier résultat, lorsque l'égalité aura produit ses derniers fruits, lorsque l'on ne connaîtra plus de rangs et de castes, il faudra bien revenir aux plus simples éléments de la raison humaine dont on s'éloigne à plaisir pour nous chercher des torts; nul, sous peine d'être déclaré fou, ne tentera de nier qu'à la majorité des sociétaires seule peut être confiée la direction de la société. Ainsi la *souveraineté du peuple* qu'on a essayé de détrôner sans pouvoir lui substituer rien que d'absurde, sera de fait fondée en dépit des arguties contradictoires des sophistes et des rhéteurs. C'est alors que la constitution de 93 sera vengée d'injustes dédains.

Certes, je suis loin de dire que, comme forme, la constitution de 93 soit un chef-d'œuvre. On peut concevoir par la pensée cent manières différentes de mettre en pratique les mêmes idées; mais elle fut du moins l'application des plus rigoureuses vérités de droit public. On n'y trouve ni un sophisme ni un préjugé; et comme c'est le seul pacte social qui ait compris les droits de l'homme large sous ce point de vue, sans tenir compte des intérêts individuels et des préjugés de classe, elle restera, au moins par les idées qu'elle implique,

comme un monument gigantesque de la sagesse humaine, et la première page du livre de l'histoire dictée par la raison et la vérité.

Jusqu'au jour où notre ouvrage pourra être jugé sans passion, jour éloigné sans doute, mais que nous attendons avec patience, parce que, lorsqu'on a pour soi la force de l'évidence, on peut lutter avec avantage contre les ténèbres et supporter sans douleur le dédain de petits êtres peu faits pour nous comprendre; en attendant, dis-je, ce jour de justice pour la partie intellectuelle de nos actes, jour qu'il ne nous est pas donné de hâter, car rien au monde ne peut faire avancer l'espèce humaine d'un pas plus rapide que ne l'a décidé la nature, il nous est permis du moins de réfuter les faux jugements en ce qui touche aux faits, choses matérielles que le bon sens des hommes de toutes les époques peut palper. Je vais donc consacrer quelques lignes à repousser deux calomnies qui ont d'autant plus affligé les républicains consciencieux, qu'elles se sont adressées à la partie la plus intime de leur être, à leurs sentiments les plus chers et les plus durables.

On a dit, depuis la prétendue régénération de thermidor, et tous les historiens qui se sont succédé depuis ont répété, sur la foi les uns des autres, et sans se donner la peine d'examiner les faits, qu'aussitôt après le 31 mai la convention avait senti le besoin de rédiger une constitution, pour faire oublier les girondins dont toute la car-

rière avait eu pour but ce grand acte; on a dit que dans cette conviction que la popularité était attachée au vote de la constitution, la Montagne s'était hâtée de rédiger, sans avoir en vue les principes ni aucune direction quelconque, un prétendu acte additionnel, espèce de leurre offert à la crédulité publique, et qui n'était pas destiné à voir le jour; on a dit que cet acte constitutionnel, adopté avec un feint enthousiasme, n'était qu'un masque dont nous cherchions à voiler la tyrannie; qu'aucun de nous n'a jamais songé qu'il pût être exécuté un jour, et que, par lui-même, il était tellement conçu, qu'on n'eût pas même pu en essayer l'application. Voilà, en son entier, le dire de nos adversaires; voyons la vérité.

Nous désirions, il est vrai, terminer promptement la constitution; mais non point, comme on l'a supposé, pour balancer l'influence que la Gironde s'était acquise par ses déclamations constitutionnelles; nous désirions terminer promptement la constitution, parce que c'était un besoin du peuple français, et que nous étions commis à la satisfaction de tous ses besoins; mais il est faux que nous ayons pressé notre travail outre mesure, et que nous ayons fait sciemment une constitution inapplicable pour l'offrir comme un leurre aux passions populaires. Si nous avons terminé en peu de jours un si grand travail, c'est que nos idées constitutionnelles étaient simples comme la nature des choses, et que, n'ayant pas la tête embrouillée

de théories écrites, nous cherchions la vérité seule, et nous ne reculions devant aucun moyen d'application. Cet aveu paraîtra naïf à plus d'un docteur politique, peu m'importe, c'est la vérité; je dois la dire, et il ne me répugne en rien de le faire. Au reste, nous avons souvent dit, du temps que nos adversaires régnaient, qu'il n'était pas besoin de tant de phrases et d'arguties pour fonder une constitution républicaine; nous avons souvent dit que huit jours devaient suffire et au-delà pour reconnaître les véritables principes et pourvoir à leur juste application. On avait fait même de cette déclaration, qu'on regardait comme volontairement exagérée, un sujet d'accusation capitale contre Marat. Il est bien singulier qu'après nous avoir contesté la possibilité de ce prompt travail, on nous ait encore reproché d'avoir tenu nos promesses.

Mais la constitution de 93 était-elle une déception ou une œuvre de mauvaise foi? Ce serait, je pense, aux accusateurs à nous donner les motifs qui le leur ont fait supposer: or, je ne sache pas les avoir trouvés à côté de leurs accusations. N'importe; je leur demanderai maintenant une phrase, une seule phrase émanée de la Montagne, qui semble prouver que les articles constitutionnels, rédigés par nous, n'étaient pas l'expression de notre pensée. Je leur rappellerai en outre que quelques-uns d'entre nous avaient pris part, avant le 31 mai, aux fastueuses discussions constitutionnelles, et je leur demanderai si leurs

théories constitutionnelles d'alors n'étaient pas identiques avec celles que nous avons adoptées en commun. Les extraits que j'ai donnés des discours de Robespierre, de Danton, de Saint-Just, suffisent, je pense, pour prouver que la constitution qui fut notre ouvrage était depuis long-temps dans nos cœurs.

« Mais la constitution n'était pas applicable. » C'est ce qu'il resterait à prouver, et l'application seule, si elle venait à échouer, serait à mes yeux une preuve convaincante. « Mais on n'avait pas envie de l'appliquer. » Ici je demanderai à nos adversaires où ils ont puisé le droit de descendre dans notre conscience, de sonder nos cœurs, et de nous déclarer de mauvaise foi sans avoir daigné nous entendre.

La constitution n'a pas été exécutée il est vrai, et je ne crains pas de dire qu'après avoir participé avec un véritable enthousiasme à la fonder, j'ai également concouru à en arrêter l'exécution. Mais pourquoi ? Nous l'avons dit en la suspendant, et il aurait fallu d'abord prouver que les motifs que nous avons donnés étaient absurdes avant de nous en supposer d'autres. Nous avons arrêté momentanément l'exécution de la constitution, parce que les factions s'agitaient avec une force qui menaçait de trainer la république à sa ruine. Nous avons arrêté l'exécution de la constitution, parce que les girondins agitaient les départements ; parce que l'insurrection semi-girondine, semi-royaliste,

parcourait toutes les contrées de la France, et menaçait de nous engloutir sous les ruines de la liberté. Nous avons suspendu la constitution, parce que des royalistes masqués en démagogues commençaient à dépasser la Montagne et à secouer les brandons de la discorde là où nous avions voulu allumer les flambeaux de la raison. Nous avons suspendu la constitution, parce qu'il fallait débarrasser la France de ses ennemis avant de songer à organiser son avenir. Voilà ce que nous avons dit en 93, quand nous avons tiré le voile de l'arche sainte sur le pacte constitutionnel. Y a-t-il donc là rien d'incroyable, ou même rien qui puisse inspirer le doute ? Comment a-t-on donc pu contester notre bonne foi, et supposer à une immense réunion d'hommes à laquelle on ne refusera pas sans doute quelques vertus, des intentions perfides et un mensonge collectif dont je suis encore à comprendre la possibilité ?

D'ailleurs un seul fait me paraît suffire pour mettre un terme à cette pénible discussion : la constitution de 93 a eu ses martyrs. On nous reproche de ne l'avoir point mise à exécution ; et à qui ose-t-on adresser ce reproche ? A ceux qui furent proscrits pour l'avoir invoquée comme un palladium sacré dans nos jours d'orage. C'est pour avoir demandé l'établissement effectif de la constitution de 93, que douze de mes collègues et moi, nous fûmes mis en état d'arrestation, et plongés plusieurs mois dans les cachots sans obtenir que

l'on nous donnât des juges. Un semblable vœu a fait décréter d'arrestation l'infortuné Lecointre, qu'on ne supposera pas sans doute partisan de Robespierre, puisque le premier il avait sonné le tocsin contre les victimes de thermidor, puisque le premier surtout il avait demandé la punition des membres des anciens comités. C'est aussi pour être restés fidèles à la constitution de 93 que six des plus vertueux montagnards furent jetés sur l'échafaud de la réaction dans les sanglantes saturnales de prairial ! Bien plus ! le culte de la constitution a survécu à la destruction de cet acte célèbre. C'était encore pour la constitution de 93 que Drouet, Fyon, Huguet, et quelques autres conventionnels bravaient les vengeances du directoire ; c'était aussi la constitution de 93 qu'invoquaient en mourant les Babœuf et les Darthé ; c'est encore, sous les glaces de l'âge, la constitution de 93 qui fait battre le cœur du stoïque Buonarrotti ; et si je puis me nommer après ces hommes douloureusement, mais noblement célèbres, c'est la participation que j'ai prise au vote de la constitution, c'est ma longue fidélité à ce que j'ai cru être bien, qui me console dans mon exil et mes longues douleurs.

Je sais que certains montagnards qui se jetèrent à corps perdu dans la réaction pour faire oublier qu'ils avaient été au nombre des sicaires de la terreur, ont cru, pour se populariser dans les salons de 1795, devoir renier l'acte constitution-

nel qu'ils avaient voté avec nous. Aimant mieux passer pour de malhonnêtes gens, ou si l'on aime mieux pour de rusés politiques, que pour des républicains exaltés, ils ont répété jusqu'à satiété que la constitution n'avait pu séduire que des niais. Eh ! messieurs, ce que vous appelez niaiserie en politique, c'est presque toujours la conviction, la vertu ! Non, Rovère, Tallien, Barras, Fréron, Thibaudeau, vous n'avez jamais été des niais ; mais les Rulh, les Goujon, les Drouet, avaient ces convictions sincères que vous taxez de faiblesse ; ne les rabaissez pas à la hauteur de vos sinistres génies. Eux au moins croyaient à ce qu'ils annonçaient être la vérité ! La constitution a reçu en eux le baptême du sang des martyrs ; cessez donc de la présenter comme une œuvre de déception. Quelques-uns de ses auteurs, sans doute, ont pu douter de la possibilité de son application ; mais la majorité de ceux qui l'ont votée avaient placé en elle leur foi politique, car ils sont morts ou ils ont été proscrits pour elle.

CHAPITRE X.

Coalition départementale. — Guerre contre le fédéralisme. — Mort de Marat. — Charlotte Corday. — Barbaroux et Duperret. — Rapport de Saint-Just. — Arrestation de Custines.

PENDANT que nous organisions la constitution de la république, pendant que nous appliquions les principes de la plus pure démocratie aux destinées futures de la France, une partie des députés décrétés d'arrestation sonnaient dans les départements le tocsin contre nous, et donnaient le signal de la guerre civile. Nous avons déjà vu, dans l'avant-dernier chapitre, comment ils cherchaient à réaliser les projets de coalition départementale qu'ils avaient annoncés long-temps avant le 31 mai.

Cependant la convention, conservant le calme et la dignité qui n'ont jamais cessé de caractériser la Montagne, continuait à s'occuper de ses importants travaux, se reposant sur le comité de salut public du soin de réprimer les excès de ses ennemis. Nous nous étions contentés d'appeler l'attention des départements sur le véritable état des choses par une proclamation explicative des mou-

vements du 31 mai, et de décréter d'accusation Félix Wimpfen, notoirement traître à la patrie d'après le texte même de ses audacieuses épîtres au ministre de la guerre. Nous répugnions toujours à traiter nos collègues en ennemis, et nous voulions surtout leur rendre une impartiale et indulgente justice ; il suffirait pour le prouver de montrer avec quelle faveur fut accueillie, dans les premiers jours qui suivirent le 31 mai, la motion de donner des otages aux départements que représentaient les députés détenus, et de rappeler l'empressement avec lequel Couthon et Danton s'offrirent comme otages pour aller à Bordeaux, que l'on présumait être de toute la France la ville la moins bien disposée en faveur de la Montagne.

Malgré notre longue modération et notre louable mansuétude, on continua de nous chercher des ennemis, et force fut bientôt à la convention de punir ses adversaires pour se défendre contre leurs coups. Beaucoup de girondins, non compris dans le décret du 2 juin, s'étaient volontairement joints aux fugitifs, et soufflaient avec eux le feu de la révolte. Nous apprîmes que dans beaucoup de localités, les commissaires de la convention avaient couru de grands dangers. Rulh et Prieur de la Marne avaient même été incarcérés par ordre des administrations d'Eure-et-Loir et du Calvados, où était alors le siège de l'insurrection. Rulh annonça lui-même cette nouvelle à la con-

vention, en persistant dans la généreuse résolution de rester en otage auprès du département qui se prétendait lésé par l'arrestation de ses députés. Quelques personnes émirent des doutes sur la sincérité des déclarations de Rulh ; il n'était peut-être pas libre, remarquèrent-elles. « Je connais Rulh, s'écria Couthon ; il serait libre en face de toutes les bouches à feu de l'Europe ! » Paroles sublimes, qui font également l'éloge de celui qui les prononça et de celui qui en était l'objet. Couthon avait bien jugé Rulh en effet ; car ce généreux montagnard resta libre en présence de la réaction thermidorienne flagrante. Il resta libre en préférant mourir martyr de la liberté, passion de son noble cœur, que de servir les vengeances de quelques misérables, transfuges mercenaires de tous les partis.

Cependant il était urgent de mettre un terme à une insurrection qui devenait formidable, et qui déjà partout quittait le masque du fédéralisme pour prendre sa couleur naturelle, celle du royalisme. Lacroix fut le premier à faire sentir cette nécessité à la convention assoupie : « Plusieurs départements, dit-il, s'occupent en ce moment de prendre des mesures liberticides. Plusieurs de nos collègues provoquent eux-mêmes ces atteintes portées à la liberté. Déjà plusieurs administrations de départements, de communes et de districts, ont réuni les assemblées primaires ; elles ont suspendu l'envoi des contributions dans le trésor

public. Déjà elles ne reconnaissent plus les décrets de la convention, ni la convention elle-même. Déjà elles ont pris des mesures tendant à anéantir l'unité de la république. Plusieurs ont entrepris d'ouvrir une correspondance avec tous les départements pour opérer une coalition. Je propose à la convention de décréter que demain il sera fait un appel de tous les membres de la convention, afin de connaître ceux qui sont à leur poste; que le surlendemain un second appel sera fait pour connaître ceux qui sont allés conspirer dans les départements. Je propose de décréter que ceux-ci seront déclarés déchus de leurs fonctions de représentants du peuple et remplacés par leurs suppléants. Il importe surtout que vous dépouilliez ces indignes Français du caractère de représentants, dont ils se servent pour assurer le succès de leurs complots liberticides; alors ils resteront seuls livrés au mépris qu'ils méritent; alors vous aurez à leur place des suppléants courageux qui viendront partager, non nos dangers, car ils sont imaginaires, mais nos travaux. »

Lacroix terminait en proposant, par motion d'ordre, qu'il fût fait deux jours de suite un appel nominal pour découvrir quels étaient les membres absents; que les représentants qui ne seraient pas à leur poste fussent remplacés par leurs suppléants; qu'il fût défendu aux corps administratifs de s'assembler, de délibérer, soit pour convoquer

les assemblées primaires, soit pour suspendre l'envoi des décrets de la convention.

Ces mesures, quelque rigoureuses qu'elles fussent, étaient légitimées par les circonstances graves dans lesquelles nous nous trouvions. Nul n'osera dire, sans doute, qu'elles ne fussent d'une justice rigoureuse, mais exacte ; cependant les débris du côté droit, Fermont, Ducos, Fonfrède, la combattirent avec chaleur ; ce dernier fit l'apologie du département de la Gironde et des Bordelais.

« Fonfrède, s'écria alors Danton, n'a pas fait complètement l'éloge des citoyens de Bordeaux ; jamais ils n'ont formé le projet de marcher ni contre Paris ni contre la convention ; il peut y avoir des intrigants à Bordeaux, mais les Bordelais sont et seront toujours de dignes Français. »

Après une discussion peu vive, le projet de décret de Lacroix, d'abord ajourné, fut adopté par la presque unanimité, et exécuté aussitôt. L'appel nominal donna pour résultat soixante-trois absents. Sur ces soixante-trois membres, trente-deux étaient décrétés d'arrestation ; il restait donc trente-un fugitifs volontaires, nombre imperceptible si l'on considère que la convention était composée de sept cent quarante-cinq membres ; on disait cependant dans ces départements que la convention était mutilée, que la majorité refusait d'assister aux délibérations, et que cent cinquante membres tout au plus, troupe factieuse et sans droit, gouvernaient la France.

En même temps le comité de salut public envoyait des troupes contre les rebelles. Pacy-sur-Eure était repris, et les volontaires conventionnels attaquaient Évreux. La plupart des autorités départementales commençaient à hésiter; quelques-unes même se rétractaient et délaissaient la cause de l'insurrection. Le mouvement insurrectionnel était bientôt arrêté à Marseille et même à Bordeaux; et les girondins, abandonnés à Toulon et à Lyon, laissaient ces deux villes dans les mains des royalistes, qui, dans la première, se jetaient dans les bras de l'étranger, et dans la seconde ville de France se livraient à d'horribles vengeances. D'un autre côté les fugitifs durent s'apercevoir qu'ils avaient en vain compté sur l'appui de l'armée. Ils savaient que la plupart des officiers, nobles d'origine, étaient comme Dumouriez plus portés en leur faveur que prêts à s'unir à nous; ils espéraient surtout la participation de Custines, Houchard, Biron et Alexandre Beauharnais, et sans doute ils avaient raison de penser que ces généraux étaient bien disposés en leur faveur; mais dans ces temps d'orage et d'enthousiasme un général ne pouvait rien sans l'assentiment du soldat, et dans toutes les armées de la république les soldats étaient tout dévoués au gouvernement central placé entre les mains de la convention. Aussi les généraux repoussèrent-ils avec une indignation feinte ou véritable les propositions de Wimpfen qui leur avait écrit une espèce de circulaire pour

obtenir leur adhésion à la coalition ; une proclamation de la convention explicative des événements du 31 mai vint rassurer les esprits, et presque partout les fédéralistes furent vaincus avant même d'avoir eu à combattre. De tous côtés des adresses des départements, des municipalités et des sociétés populaires qui passaient pour les plus prononcées en faveur de la coalition, venaient féliciter la convention de ses résolutions courageuses, et jurer haine et vengeance aux conspirateurs. Le petit nombre d'autorités locales restées fidèles aux girondins étaient frappées de destitution ou d'accusation, et le calme ne tardait pas à renaître aux lieux même où l'on avait eu l'espoir le mieux fondé de porter le trouble et la terreur.

Cependant le sort des députés décrétés d'arrestation n'était pas encore fixé. Déjà nous avions pressenti la nécessité de sévir avec rigueur contre les fugitifs du Galvados, mais nous espérions encore sauver ceux qui s'étaient résignés à obéir aux décrets du 2 juin. Un événement terrible et bien diversement jugé, soit en 1793, soit même de nos jours, vint précipiter le dénouement de ce drame terrible. Une jeune fille de Caen, dont le nom est devenu historique, Charlotte Corday, assassina dans son bain le représentant Marat. Cet acte, d'un fanatisme politique auquel on ne saurait refuser le nom d'héroïque, aurait pu, dans toute autre circonstance, être regardé comme sans im-

portance générale, mais il eut une triste influence sur le sort des captifs.

Charlotte Corday avait une âme républicaine et susceptible d'impressions fortes : la présence des Girondins à Caen ; les relations qu'elle avait eues avec eux ; les déclamations répandues dans cette ville par les fugitifs contre les montagnards et le gouvernement révolutionnaire ; les accusations réitérées contre Marat, que nos adversaires peignaient à la fois comme notre chef et comme un suppôt d'assassinats et de brigandage ; toutes ces causes, qui toutes ressortaient de sa liaison avec les députés fugitifs, concoururent à exalter son fanatisme et à lui faire prendre sa funeste résolution ; toutes ses réponses, toute sa conduite, concoururent à mettre en lumière cette vérité. Aussi en résulta-t-il un redoublement de haine contre la Gironde, sur laquelle le sang du martyr de la liberté semblait en partie retomber.

Une autre circonstance donnait encore plus de poids aux accusations que cet assassinat faisait planer sur la tête de la Gironde. Charlotte Corday, qui avait une affaire à solliciter chez le ministre de l'intérieur Garat, s'était fait recommander par Barbaroux au girondin Duperret, qui siégeait encore parmi nous, et auquel elle avait apporté une lettre ainsi conçue :

« Caen, 7 juillet, an 2 de la république.

« Je t'adresse, mon cher ami, quelques ouvrages qu'il faut répandre ; il y a un ouvrage de Salles

sur la constitution : c'est celui qui, dans ce moment, produira le plus prompt effet. Il faut en faire un grand nombre d'exemplaires. Je t'ai écrit par la voie de Rouen pour t'intéresser à une affaire qui regarde une de nos concitoyennes. La citoyenne qui te portera ce paquet s'intéresse à la même affaire. Tâche de lui procurer accès auprès du ministre. Adieu, je t'embrasse. Ici, tout va bien ; nous ne tarderons pas à être sous les murs de Paris. *Signé Barbaroux.* »

Duperret avoua la réception du paquet et des écrits séditieux ; il avoua les avoir fait répandre, mais il nia toute participation à l'assassinat de Marat. Il n'avait vu Charlotte Corday que deux fois, et ne lui avait parlé que de l'affaire particulière qu'elle avait traitée avec le ministre. Il n'en demeurerait pas moins certain que les membres du côté droit, restés parmi nous, intriguaient avec les fugitifs ; qu'ils continuaient à nous susciter des ennemis et à nourrir l'espoir de renverser la convention. Duperret l'avait avoué avec franchise : il avait même dit qu'il était décidé à rejoindre à Caen Barbaroux et ses collègues. C'en était assez pour montrer quels dangers nous entouraient. Aussi ce sinistre événement fit-il demander, par toute la Montagne, une prompte décision sur les députés incarcérés.

« S'il reste dans le côté droit, s'écria Couthon, quelques membres qui ne soient qu'égarés, qu'ils me répondent. N'avez-vous pas entendu dire qu'il n'y avait à la Montagne que des hommes de sang,

des athées, des hommes sans morale, des hommes qui voulaient la loi agraire, le règne de l'anarchie et le rétablissement de la tyrannie ? Eh bien ! ces mêmes hommes ont répondu à ces calomnies atroces en faisant une constitution républicaine, qui garantit la sûreté des propriétés, qui est un roc contre lequel se briseront les entreprises de ceux qui voudraient rétablir la tyrannie ! Répondez-moi, dis-je, vous qui êtes dans l'erreur ! je ne mésestime que ceux qui commettent le crime avec connaissance. N'avez-vous pas entendu Guadet proposer de transférer le siège de la convention, d'abord à Bourges, et ensuite à Tours, afin de pouvoir correspondre plus facilement avec les révoltés de la Vendée ? »

J'ajoutai, dans un transport d'indignation difficile à décrire, en m'adressant au côté droit : « Malheureux ! vous souriez à la guerre civile ! Ah ! je voudrais pour toute punition que vous fussiez condamnés à ramasser sur le champ de bataille tous les membres épars et encore palpitants des défenseurs de la patrie ! je voudrais que vous fussiez condamnés à les suivre dans les hôpitaux, à être témoins des cruelles opérations qu'il faut faire pour sauver le corps aux dépens d'un membre. Malheureux ! vous souriez à la guerre civile ! Je voudrais que vous fussiez condamnés à enterrer tous les morts, à reconnaître le fils tué par son père, et le père tué par son fils, à entendre les cris des femmes qui ont perdu un mari, un en-

fant ! Est-ce vous qui les consolerez, qui essuieriez leurs larmes ? Pour remplir ces saints devoirs de l'humanité, il faut avoir les sentiments d'un homme, et vous n'avez que l'instinct d'un tigre altéré de sang !

Citoyens, je demande, par motion d'ordre, que les séances commencent tous les jours à six heures. Le poignard des assassins est levé sur nos têtes ; doublons, s'il est possible, notre existence politique. Il nous reste l'éducation publique à décréter, des lois populaires à faire, alors nous aurons assez vécu. »

A la suite de ce premier mouvement de terreur et d'indignation que nous fit éprouver l'assassinat d'un collègue, Duperret fut décrétée d'accusation, et la convention décida qu'elle s'occuperait incessamment du sort des détenus. Nous assistâmes en corps aux funérailles de Marat, chez qui un inventaire exact n'avait fait trouver qu'un assignat de vingt-cinq sous. Réponse irrécusable à ceux qui l'accusaient de vénalité.

C'est ici le lieu de dire toute ma pensée sur Marat. Ce fou atrabilaire ne pouvait certes être l'ami d'aucun des montagnards sincèrement attachés à leur pays ; mais il était également impossible, sans faire abnégation de sa raison, de le supposer de mauvaise foi. Fallait-il donc le repousser de notre sein, parce que son exagération nous était antipathique ; ou le persécuter, parce qu'il avait le malheur d'être irascible et soupçonneux ? Non,

sans doute ; il suffisait qu'il fût patriote , et que ses actes eussent toujours été exempts de délits , pour que nous fussions contraints de le recevoir dans nos rangs. D'ailleurs son exagération inoffensive n'était pas sans avantage. Jamais Marat n'exerça sur la convention une influence quelconque ; jamais même ses libelles n'opérèrent réellement sur le peuple. Ses folies étaient donc sans danger ; mais en même temps elles étaient une espèce de *maximum* démocratique qu'il n'était point possible de dépasser. « Et , disait Camille Desmoulins , les aristocrates ne pourront nous perdre qu'en se faisant plus révolutionnaires que nous ; aussi tout le temps que je vois Marat , sur lequel on peut compter , dans notre sein , je ne saurais avoir de crainte , car celui-là au moins ne peut être dépassé. » Ce mot était à la fois ingénieux et profond. Marat était en effet une sorte de sauvegarde contre les popularités intéressées des démagogues aux gages de l'étranger. Cette sauvegarde une fois détruite , ils mirent la main à l'œuvre , et le démocratisme des Hébert , des Chaumette et des Chabot , ne tarda pas à s'imprégner de telles couleurs qu'il fut impossible d'y méconnaître les traces de l'or de l'Angleterre et des intrigues de l'émigration.

Marat était mort ; il était politique d'exploiter au profit du mouvement républicain l'espèce de culte que lui voua le peuple , et de faire un mot d'ordre révolutionnaire de l'assassinat du martyr. Aussi vit-on les hommes de la convention qui

n'avaient jamais montré d'affection pour l'idole vivante, consentir à décerner des honneurs funèbres au représentant assassiné. Ainsi Danton et Robespierre, qui avaient toujours témoigné une répugnance bien marquée à l'ami du peuple, s'associèrent aux regrets publics qui l'accompagnèrent au tombeau. Il serait atrocement injuste d'attribuer aux hommes qui ont mêlé à leurs discours l'éloge de Marat assassiné une participation quelconque aux folies du pamphlétaire. On verra d'ailleurs bientôt que ces éloges funèbres furent de notre part renfermés dans de justes et décentes limites, et que le culte rendu aux cendres de cet homme doit être, ainsi que les processions de la déesse Raison et les autres saturnales de la fin de 93, attribué tout entier à l'aristocratie et à la coalition. Bientôt nous serons sur les traces du parti de l'étranger, et autant nous avons mis de chaleur à prouver qu'on a exagéré son influence coupable, autant nous nous empresserons de la signaler quand des lumières véritables et des pièces de conviction viendront nous la révéler.

Charlotte Corday apporta au tribunal révolutionnaire la mâle et noble attitude d'une républicaine qui croit avoir fait le bien, et qui est prête à subir les conséquences de son héroïsme. Chauveau la défendait sur le refus du girondin Doucet-Pontécoulant (1). J'aime à rendre ce public hom-

(1) Charlotte Corday avait choisi Doucet-Pontécoulant pour

mage à l'un des plus dignes martyrs d'une cause qui n'était point la nôtre. Ce n'est pas nous, vieux montagnards, qui aimons à calomnier, à avilir nos adversaires. Le républicanisme excite notre admiration sous quelque couleur qu'il se présente, et nous aimons à prodiguer nos hommages à tous les courages, à tous les dévouements. Certes, l'assassinat politique est un crime, et ce crime doit être puni. Les hommes ne peuvent juger les actes que d'après leur utilité, et la peine la plus forte qu'il leur soit permis d'appliquer (j'aime à croire que bientôt ce ne sera plus la mort) doit frapper celui qui a fait couler le sang de ses semblables hors du vœu de la loi, et de la nécessité d'une légitime défense; mais le moraliste philosophe ne peut juger l'homme que sur l'impulsion qui dirige ses actions. Or, jamais on ne regardera comme vil et coupable l'homme qui sacrifie volontairement sa vie à des idées, et qui commet même une action mauvaise en soi, quand il la croit bonne et qu'il dévoue son existence pour l'accomplir. Admirez donc Charlotte Corday comme une généreuse émule de Brutus; admirons-la, mais avouons qu'il était juste de la punir, et que son action serait moins glorieuse si la certitude du châtement n'y eût pas été attachée.

avocat, parce qu'elle le croyait montagnard; mais elle était en cela dans l'erreur, et c'est à un de ses amis du côté droit qu'elle a infligé ce mot qui restera : *Doulcet-Pontécoulant est un lâche!*

(Note de l'Auteur.)

Presque tous les écrivains qui ont tracé un tableau des temps dont je reproduis une imparfaite esquisse, ont rapporté que l'un des bourreaux chargés de l'exécution de Charlotte Corday avait, en montrant sa tête au peuple, poussé la lâche férocité jusqu'au point de lui donner des soufflets. Le fait est vrai en lui-même; mais on a trouvé le moyen de mentir en le reproduisant, puisqu'on ne l'a reproduit que pour avoir l'occasion de déclamer contre la dépravation des mœurs en 1793, et contre l'inhumanité de la multitude. Or il est certain au contraire qu'un murmure d'indignation a accueilli cette atroce gentillesse de l'aide-bourreau, et que ce misérable fut condamné en police correctionnelle pour outrage à la morale publique. On prétend pourtant faire de l'histoire avec le récit tronqué de pareils faits; heureusement toutes les pièces existent encore, et elles démontrent invinciblement qu'on ne saurait sans injustice nous attribuer la complicité de toutes les actions isolées de l'époque, de celles-là même que nos lois et nos juges punissaient.

Je l'ai dit, l'assassinat de Marat fit hâter la décision du sort des députés détenus. Le comité de salut public chargea Saint-Just du rapport auquel Billaud-Varennes ajouta quelques nouveaux développements. Ces deux pièces, fort remarquables, surtout le travail de Saint-Just, présentaient sous leur véritable point de vue la conduite de la Gironde dans les derniers mois de la législative, et

au commencement de la convention. Ils reproduisaient également la coïncidence frappante de l'insurrection vendéenne avec la coalition départementale, et prouvaient que le royalisme se glissait sous ce feint républicanisme des députés fugitifs. Ils concluaient d'une multitude de faits accablants, que la Gironde avait organisé une conspiration contre la république, et médité le rétablissement du trône. Nous avons dû gémir depuis en acquérant la preuve que cette prétendue conspiration n'avait jamais existé; mais en 93 il était impossible de ne point y être trompé. La trahison de Toulon, le royalisme de Lyon, l'alliance patente de Wimpfen avec la Vendée, le choix de cet homme et du chouan Puysaie pour commander les troupes de la fédération, la joie même manifestée par les émigrés et les étrangers dans les papiers anglais, où l'on disait formellement que l'insurrection menaçait la convention d'une prochaine destruction, et que la coalition départementale rétablirait infailliblement le trône de Louis XVII; tout devait concourir à nous induire en erreur et à nous faire regarder comme coupables des collègues plongés seulement dans un étrange aveuglement, et que quelques traîtres entraînaient à leur ruine. Il était impossible de se figurer sans preuve formelle combien l'entraînement de l'esprit de parti ferme les yeux des hommes les plus éclairés, et quelle action un petit nombre d'intrigants sans moyens peut avoir sur les enthousiastes passionnés.

Je ne rapporterai pas ce rapport de Saint-Just, où les faits se présentent souvent sous le faux jour dont les circonstances les revêtaient nécessairement ; mais je donnerai au lecteur une partie de la péroraison, pour qu'il puisse juger de l'esprit qui dirigeait alors les membres influents de la Montagne : « Prononcez maintenant, disait le rapporteur du comité de salut public : vous devez mettre une grande différence entre les détenus ; le plus grand nombre était trompé ; et qui de nous peut se flatter de ne l'être jamais ? (Hélas ! nous l'étions alors sur une partie des collègues que la guerre civile a dévorés.) Les vrais coupables sont ceux qui ont fui, et vous ne leur devez plus rien, puisqu'ils désolent leur patrie. C'est le feu de la liberté qui nous a épurés comme le bouillonnement des métaux chasse du creuset l'écume impure. Vous ne pouviez pas sauver la patrie avec eux : qu'ils restent seuls avec le crime qu'ils voulaient commettre. Ils se plaignaient de l'anarchie, ils nous y plongent ; ils ont troublé la paix des bons habitants des campagnes, et vous, vous avez fait des lois ; que le peuple choisisse entre des rebelles qui lui font la guerre et vous qui soulagez ces maux..... Ils se plaignaient qu'on voulait diviser la république, ils se partagent ses lambeaux ; ils disent qu'on a outragé les membres de la représentation, ils l'outragent tout entière ; ils étaient froids contre les brigands de la Vendée ; ils appelaient la France contre vous, et trouvent aujour-

d'hui des armes pour combattre les lois et déchirer l'empire.....

« Proscrivez ceux qui nous ont fuis pour prendre les armes ; leur fuite atteste le peu de rigueur de leur détention. Proscrivez-les, non pour ce qu'ils ont dit, mais pour ce qu'ils ont fait, et pardonnez au plus grand nombre. L'erreur ne doit pas être confondue avec le crime... L'autorité brisée au centre fait partout peser ses débris ; rétablissez en tous lieux la justice et l'énergie du gouvernement ; ralliez les Français autour de la constitution.....

« On a poussé l'oubli de la morale jusqu'à proscrire cet ouvrage, fût-il propre à assurer le bonheur du peuple français, parce que quelques-uns n'y ont pas concouru.....

« Vous avez eu le droit de faire arrêter ceux d'entre vous qui trahissaient la république. Si le souverain était assemblé, ne pourrait-il pas sévir contre quelques-uns de ses membres?... Les détenus avaient donné les premiers l'exemple de la sévérité envers les représentants du peuple ; qu'ils subissent la loi qu'ils ont faite pour les autres ! ils sont des tyrans s'ils se prétendent au-dessus d'elle ! »

Ce rapport était suivi des charges portées contre les inculpés ; les unes étaient douteuses et ont été démenties par le temps. Telles étaient les accusations de conjuration tramée chez Valazé pour assassiner les montagnards ; d'avoir voulu placer

sur le trône le fils de Louis XVI, etc. Mais plusieurs aussi étaient évidentes et sont demeurées avérées; telles sont les accusations d'avoir tenté de diviser d'opinion le nord et le midi de la France, pour allumer la guerre civile, sous prétexte d'éteindre l'anarchie;

D'avoir, dans le courant du mois de mai, excité à la révolte plusieurs administrations locales qui ont par suite arrêté les deniers publics et proclamé leur indépendance;

D'avoir soulevé contre la convention les corps administratifs de Corse (1), des Bouches-du-Rhône, de l'Eure, du Calvados.

■ Saint-Just terminait son discours en demandant que Buzot, Barbaroux, Gorsas, Lanjuinais, Salles, Louvet, Bourgoing, Biroteau, Pétion, fussent déclarés traîtres à la patrie.

Que Gensonné, Guadet, Vergniaud, Mollereau, Gardien, fussent décrétés d'accusation comme prévenus de complicité avec les détenus qui ont pris la fuite et se sont mis en état de rebellion;

Et enfin que la convention rappelât dans son sein tous les autres proscrits.

(1) Paoli s'était mis à la tête d'un parti royaliste qui, à ce qu'il parait, aurait voulu rétablir la constitution de 91 sous la dynastie d'Orléans. Il chassa de Corse les commissaires conventionnels, et établit l'indépendance des corps administratifs de l'île. Le jeune Buonaparte, qui était alors en Corse, se prononça contre Paoli pour le parti conventionnel.

Ces conclusions furent adoptées sans discussion dans la séance du 28 juillet.

Ce fut dans la même séance que, sur la proposition de Barrère, au nom du comité de salut public, la convention décréta d'accusation le général Custines, commandant en chef de l'armée du nord. Quoique cet officier eût refusé avec une certaine rudesse de s'unir à la coalition et de se mettre à la tête des soldats de Wimpfen, il s'était élevé depuis long-temps de graves soupçons contre lui. L'assurance avec laquelle les députés fugitifs avaient annoncé son accession à la coalition, les éloges qu'ils n'avaient cessé de lui prodiguer; la confiance que Wimpfen lui portait, et la lettre même dans laquelle, l'appelant son cher maître, il lui proposait de venir commander à Caen, avaient donné des doutes sur un général que plus d'un succès avaient avant ce temps rendu cher aux républicains. Une foule de dénonciations furent envoyées contre lui au comité de sûreté générale. Moi-même, comme membre du comité de correspondance, j'avais fait passer sur son compte plusieurs notes qui semblaient indiquer sa participation aux complots de la coalition. On écrivait, par exemple, de Bordeaux à la date du 23 juillet : « La mort de l'ami du peuple n'a pas fait ici beaucoup de sensation ; mais on est dans l'attente de la reddition de Mayence et de Valenciennes, et des grands événements qui doivent en être la suite. » On apprenait en même temps que Custines avait donné

à ses soldats ce mot d'ordre significatif : *Condorcet, Paris, constitution* ; le ministre de la guerre affirmait en outre qu'il avait dit insolemment que les décrets de la convention, au lieu d'être pour lui un motif d'obéissance, lui servaient à faire des papillotes. Il n'en fallait pas plus, dans un temps où tant de chefs militaires, sortis des rangs de la noblesse, ne consentaient à combattre dans les armées républicaines que pour nous trahir ; il n'en fallait pas tant, dis-je, pour faire planer sur la tête du commandant de l'armée du nord la plus grave suspicion. Une suite de défaites désastreuses vint ajouter un nouveau poids aux craintes qu'inspirait la présence de Custines à l'armée ; on se rappelait que c'était aussi après des revers inattendus, et peut-être volontaires, que Dumouriez avait levé le masque. Custines fut rappelé à Paris par ordre du comité de salut public, et peu de jours après destitué.

Cependant ce chef, comme tous les hommes assez influents pour grouper les partis autour d'eux, devint, aussitôt qu'il nous fut suspect, le point de ralliement de l'aristocratie. Les sections de Paris (1), qui avaient entouré La Fayette en juin 1792, et Dumouriez en mars 1793, se pressaient autour de Custines, et le choisissaient, pour ainsi dire, pour chef. Des cris de *vive Custines !* se mêlaient, au Palais-Royal, aux cris à bas les jacobins !

(1) La Butte des Moulins et les Filles Saint-Thomas.

que l'on répétait chaque fois que l'esprit rétrograde paraissait pouvoir l'emporter momentanément sur la marche du torrent révolutionnaire. Bazire, au nom du comité de sûreté générale, exposa les faits, et demanda comme mesure de sûreté publique l'arrestation de Custines. Cette proposition fut décrétée. Huit jours après, Barrère fit convertir cette première décision en décret d'accusation. Les charges, qui jusqu'alors avaient seulement formé contre lui de légitimes motifs de suspicion, s'étaient changées en preuves. Mayence venait de capituler honteusement, et d'après la déposition de plusieurs officiers, il paraissait certain, non-seulement que Custines avait refusé de marcher à la défense de cette place, mais encore qu'il avait conseillé la capitulation par un billet signé de sa main, au chef de brigade Doyré qui la commandait. Le chef d'état-major Vidalot déposait ainsi de ces faits : « Quelques jours avant le commencement du blocus de la ville de Mayence, le général Doyré fut invité par le général prussien à une conférence avec un agent de Custines, conférence qui devait avoir lieu en présence du général prussien. Dans cette conférence..... l'agent de Custines glissa au général Doyré un billet signé de la main de Custines, mais écrit par une main étrangère. Ce billet engageait Doyré à entrer en négociation pour la reddition de Mayence. » L'adjudant général Barthélemy écrivait à Houchard dans le même sens, et l'invitait à faire arrêter Custines

sane même attendre les ordres de la convention.

Mais une charge plus grave encore résultait de la correspondance du général Favart. Ce brave officier affirmait avoir fait observer à Custines que la place de Mayence était encombrée d'artillerie qui ne pouvait pas être servie par la garnison ; il l'invitait à retirer de la ville assiégée ces canons inutiles, pour qu'en cas de malheur ils ne tombassent pas du moins entre les mains des ennemis de la république. Custines s'était refusé à plusieurs reprises à cette mesure de précaution, et, sur l'insistance de Favart, il lui avait répondu par le billet suivant : « Je persiste dans mes précédentes dispositions, général, et pour peu que vous vouliez y réfléchir, il vous sera très-aisé de vous convaincre combien il est facile, même dans le cas désastreux que vous supposez, d'exécuter la manœuvre de retraite des pièces de canon, des routes vers le chemin couvert de la place. »

Et cependant toute notre artillerie était, à la reddition de Mayence, tombée dans les mains de l'ennemi !!!

On a souvent peint Custines comme l'une des plus pures victimes des fureurs sanguinaires de la Montagne. Cependant à la vue des pièces qui déterminèrent mon vote, il y a trente-six ans, ma conviction reste la même aujourd'hui, et je ne puis douter, en dépit des assertions de tous les historiens, que Custines ne fût un traître ! Je suis

encore à concevoir comment on a pu si lestement nous condamner et l'absoudre ! Ou je suis dans le plus étrange et le plus persévérant aveuglement, ou la vue des pièces que je viens de rapporter suffirait pour motiver la mise en jugement d'un général couvert de lauriers dans un temps calme. Comment a-t-on pu nous reprocher d'avoir, dans un temps de trouble et de trahison, renvoyé aux tribunaux un homme que les faits, que les éloges des rebelles, que les cris de ses frères d'armes accusaient si hautement ?

Je reviendrai sur le procès de Custines dans la seconde partie de ces Mémoires, et j'essaierai de prouver jusqu'à l'évidence que cette prétendue victime de nos orages a été justement condamnée, et a porté la peine de ses trahisons. Ici finit la première partie de ma carrière révolutionnaire. L'arrestation de Custines, en m'éloignant de la convention pour m'investir auprès de l'armée du nord des pleins pouvoirs du proconsulat, m'a lancé quelque temps sur un moins grand théâtre, mais dans une position où ma conscience étant la seule règle de mes actions, ma responsabilité morale devenait immense. J'espère prouver que je me suis acquitté de ces hautes missions en bon citoyen, et, avant tout, en honnête homme.

PIÈCES JUSTIFICATIVES (1).

DISCOURS DE DANTON.

C'est un beau jour pour la nation, c'est un beau jour pour la république française, que celui qui amène entre nous une explication fraternelle. S'il y a des coupables, s'il existe un homme pervers qui veuille dominer despotiquement les représentants du peuple, sa tête tombera aussitôt qu'il sera démasqué. On parle de dictateurs, de triumvirat, cette imputation ne doit pas être une im-

(1) Ces diverses pièces se rattachent à la première scène des violentes dissensions de la Montagne et du côté droit. J'ai cru devoir les rapporter, pour montrer le vague des accusations de nos adversaires, et le défaut de base de la haine prétendue vertueuse qu'ils nous portaient. On doit reconnaître mon impartialité, puisque je ne crois pas pouvoir mieux faire pour le triomphe de la cause que je défends, que de citer en entier les discours de nos plus violents ennemis : Louvet et Pétion. On verra dans ces pièces que Danton a provoqué l'accusation de Louvet ; on verra que Robespierre a terrassé son adversaire, en opposant des faits à de vagues inculpations. On verra enfin que Pétion, l'un des chefs de la Gironde, malgré toute sa surveillance contre la Montagne en général, et Robespierre en particulier, n'a pu que nous donner gain de cause toutes les fois qu'il a voulu se livrer à l'examen des faits et à une discussion sérieuse.

(Note de l'Auteur.)

putation vague et indéterminée; celui qui l'a faite doit la signer : je le ferais, moi, cette imputation dût-elle faire tomber la tête de mon meilleur ami. Ce n'est pas la députation de Paris, prise collectivement, qu'il faut inculper ; je ne chercherai pas non plus à justifier chacun de ses membres; je ne suis responsable pour personne : je ne vous parlerai donc que de moi.

Je suis prêt à vous retracer le tableau de ma vie publique. Depuis trois ans j'ai fait tout ce que j'ai cru devoir faire pour la liberté. Pendant la durée de mon ministère, j'ai employé toute la vigueur de mon caractère, et j'ai apporté dans le conseil tout le zèle et toute l'activité du citoyen embrasé de l'amour de son pays. S'il y a quelqu'un qui puisse m'accuser à cet égard, qu'il se lève et qu'il parle. Il existe, il est vrai, dans la députation de Paris, un homme dont les opinions sont pour le parti républicain ce qu'étaient celles de Royou pour le parti aristocratique ; c'est Marat : assez et trop long-temps l'on m'a accusé d'être l'auteur des écrits de cet homme. J'invoque le témoignage du citoyen qui vous préside. Il lut, votre président, la lettre menaçante qui me fut adressée par ce citoyen ; il a été témoin d'une altercation qui a eu lieu entre lui et moi à la mairie. Mais j'attribue ces exagérations aux vexations que ce citoyen a éprouvées. Je crois que les souterrains dans lesquels il a été enfermé ont ulcéré son âme..... Il est très-vrai que d'excellents

citoyens ont pu être républicains avec excès, il faut en convenir; mais n'accusons pas, pour quelques individus égarés, une députation tout entière (1). Quant à moi, je n'appartiens pas à Paris; je suis né dans un département vers lequel je tourne toujours mes regards avec un sentiment de plaisir; mais aucun de nous n'appartient à tel ou tel département, il appartient à la France entière. Faisons donc tourner cette discussion au profit de l'intérêt public.

Il est incontestable qu'il faut une loi vigoureuse contre ceux qui voudraient détruire la liberté publique. Eh bien ! portons-la cette loi, portons une loi qui prononce la peine de mort contre quiconque se déclarerait en faveur de la dictature ou du triumvirat; mais après avoir posé ces bases qui garantissent le règne de l'égalité, anéantissons cet esprit de parti qui nous perdrait. On prétend qu'il est parmi nous des hommes qui ont l'opinion de morceler la France : laissons disparaître ces idées absurdes, en prononçant la peine de mort contre

(1) Il faut bien remarquer que c'étaient des opinions que l'on attaquait dans Marat; or, l'inviolabilité des opinions des représentants du peuple a toujours été regardée comme un principe inviolable. Ce n'est pas pour leurs opinions que nous avons décrété d'accusation les chefs de la Gironde : Saint-Just, au contraire, dans son rapport sur les trente-deux, a demandé la liberté et la réintégration dans tous leurs droits de ceux dont les opinions seules étaient incriminées.

leurs auteurs. La France doit être un tout indivisible : elle doit avoir unité de représentation. Les citoyens de Marseille veulent donner la main aux citoyens de Dunkerque. Je demande donc la peine de mort contre quiconque voudrait détruire l'unité en France, et je propose de décréter que la convention nationale pose pour base du gouvernement qu'elle va établir l'unité de représentation et d'exécution. Ce ne sera pas sans frémir que les Autrichiens apprendront cette sainte harmonie ; alors, je vous jure, vos ennemis sont morts (1).

(Extrait du *Moniteur*, du 26 septembre 1792,
n° 270.)

(1) On voit, par la fin de ce discours, combien Danton a fait d'efforts dès les premiers jours de notre réunion, pour rétablir parmi nous l'harmonie. On voit aussi que l'accusation de fédéralisme n'a pas, comme le dit Louvet, été inventée après le 31 mai par le comité de salut public. Elle planait sur les girondins dès nos premières séances.

(Note de l'Auteur.)

DISCOURS DE MARAT.

J'AI dans cette assemblée un grand nombre d'ennemis personnels (*tous ! tous !* s'écrie l'assemblée entière, en se levant avec indignation) (1). J'ai dans cette assemblée un grand nombre d'ennemis ; je les rappelle à la pudeur, et à ne pas opposer de vaines clameurs, des huées ni des menaces à un homme qui s'est dévoué pour la patrie et pour leur propre salut. Qu'ils m'écoutent un instant en silence, je n'abuserai pas de leur patience. Je rends grâces à la main cachée qui a jeté au milieu de nous un vain fantôme pour intimider les âmes faibles, pour diviser les citoyens, et jeter de la défaveur sur la députation de Paris. On a osé l'accuser d'aspirer au tribunal. Cette inculpation ne peut avoir aucune couleur, si ce n'est parce que j'en suis membre. Eh bien ! je dois à la justice de déclarer que mes collègues, nommément Robespierre, Danton, ainsi que tous les autres, ont constamment improuvé l'idée, soit d'un tribunal, soit d'un trium-

(1) Je copie le *Moniteur*, qui était alors rédigé par Rabault Saint-Étienne. C'est assez dire que je ne prends pas sur moi les mouvements qui sont souvent d'une extrême inexactitude.

(Note de l'Auteur.)

virat , soit d'une dictature. Si quelqu'un est coupable d'avoir jeté dans le public ces idées , c'est moi. J'appelle sur ma tête la vengeance de la nation : mais avant de faire tomber l'opprobre ou le glaive , daignez m'entendre.

Au milieu des machinations , des trahisons dont la patrie était sans cesse environnée ; à la vue des complots atroces d'une cour perfide , à la vue des menées secrètes des traîtres renfermés dans le sein même de l'assemblée législative ; enfin , à la vue des suppôts du despotisme qui siégeaient dans l'assemblée , me ferez-vous un crime d'avoir proposé le seul moyen que je crusse propre à nous retenir au bord de l'abîme entr'ouvert ? Lorsque les autorités constituées ne servaient plus qu'à enchaîner la liberté , qu'à égorger les patriotes sous le nom de la loi , me ferez-vous un crime d'avoir proposé le seul moyen que je crusse propre à nous retenir au bord de l'abîme entr'ouvert ? Lorsque les autorités constituées ne servaient plus qu'à enchaîner la liberté , qu'à égorger les patriotes sous le nom de la loi , me ferez-vous un crime d'avoir provoqué sur la tête des traîtres la hache vengeresse du peuple ? Non , si vous me l'imputiez à crime , le peuple vous démentirait ; car , obéissant à ma voix , il a senti que le moyen que je lui proposais était le seul pour sauver la patrie ; et devenu dictateur lui-même , il a su se débarrasser des traîtres.

J'ai frémî moi-même des mouvements impétueux et désordonnés du peuple lorsque je les vis se prolonger, et pour que ces mouvements ne fussent pas éternellement vains, et qu'il ne se trouvât pas dans la nécessité de les recommencer, j'ai demandé qu'il nommât un bon citoyen, sage, juste et ferme, connu par son ardent amour de la liberté, pour diviser les mouvements et les faire servir au salut public. Si le peuple avait pu sentir la sagesse de cette mesure, et s'il l'eût adoptée dans toute sa plénitude, le jour même où la Bastille fut conquise, il aurait abattu à ma voix cinq cents têtes de machinateurs; tout aujourd'hui serait tranquille, les traîtres auraient frémî, et la liberté et la justice seraient établies aujourd'hui dans nos murs. J'ai donc plusieurs fois proposé de donner une autorité instantanée à un homme sage et fort, sous la dénomination de tribun du peuple, de dictateur, etc.; le titre n'y fait rien. Mais une preuve que je voulais l'enchaîner à la patrie, c'est que je voulais qu'on lui mit un boulet aux pieds, et qu'il n'eût d'autorité que pour abattre les têtes criminelles; telle a été mon opinion; je ne l'ai point propagée dans les cercles, je l'ai imprimée dans mes écrits; j'y ai mis mon nom, et je n'en rougis point. Si vous n'êtes pas encore à la hauteur de m'entendre, tant pis pour vous; les troubles ne sont pas finis; déjà cent mille patriotes ont été égorgés, parce qu'on n'a pas assez tôt écouté ma voix; cent mille autres seront égorgés encore ou

sont menacés de l'être ; et, si le peuple faiblit, l'anarchie n'aura point de fin. J'ai jeté dans le public ces opinions ; si elles sont dangereuses, c'était aux hommes éclairés à me réfuter les preuves à la main, à instruire le public. Moi-même j'aurais été le premier à adopter leurs idées et à donner une preuve que je veux la paix, l'ordre, le règne des lois lorsqu'elles seront justes.

M'accusera-t-on de vues ambitieuses ? Je ne descendrai pas jusqu'à une justification ; voyez-moi et jugez-moi. Si j'avais voulu mettre un prix à mon silence, si j'avais voulu quelque place, j'aurais pu être l'objet des faveurs de la cour ; mais quel a été mon sort ? je me suis jeté dans des cachots, je me suis condamné à la misère, à tous les dangers. Le glaive de vingt mille assassins était suspendu sur moi, et je prêchais la vérité la tête sur le billot.

Je ne vous demande en ce moment que d'ouvrir les yeux ; ne voyez-vous pas un complot formé pour jeter la discorde et distraire l'assemblée des grands objets qui doivent l'occuper. Que ceux qui ont fait revivre aujourd'hui le fantôme de la dictature se réunissent à moi ; qu'ils s'unissent à tous les bons patriotes, et qu'ils pressent l'assemblée de marcher vers les grandes mesures qui doivent assurer le bonheur du peuple, pour lequel je m'immolerais tous les jours de ma vie. Je demande que, faisant cesser ces discussions scandaleuses, l'assemblée s'occupe de corriger la déclaration des

droits, afin que le salut du peuple ne soit plus en suspens (1).

(Moniteur du 27 septembre 1792, n° 271.)

(1) Voici donc ce fantôme de dictature que les amis de la Gironde ont fait durer jusqu'à nos jours, réduit à sa juste valeur. Une séance suffisait pour expliquer ces bruits sans fondement. Trente-six ans n'ont pas pu détruire une calomnie absurde.

(Note de l'Auteur.)

DISCOURS DE LOUVET (1).

UNE grande conspiration publique avait un instant menacé de peser sur toute la France, et avait trop long-temps pesé sur la ville de Paris. Vous arrivâtes ; nous crûmes que votre présence réprimerait toutes ces menaces criminelles et déjouerait toutes ces trames. L'état dans lequel nous sommes depuis que vous êtes ici, annonce qu'elles ne furent qu'un instant interrompues, et qu'on les poursuit avec une ardeur nouvelle. Quand vous arrivâtes, l'autorité nationale, représentée par l'assemblée législative, était indignement méconnue, avilie, foulée aux pieds : aujourd'hui on s'attache de même à décrier cette assemblée, on emploie les mêmes moyens pour l'avilir. Que dis-je ! dans les lieux publics, aux Tuileries, aux Palais de la Révolution et ailleurs, vous m'entendez ! on prêche continuellement l'insurrection contre la convention nationale. Il est temps de savoir s'il existe une faction ou dans sept à huit membres de cette assemblée, ou dans les sept cent

(1) Je n'ajouterai aucune réflexion aux discours de Louvet et de Robespierre. Que le lecteur médite et juge. Tous les faits sont là.

(Note de l'Auteur.)

trente autres qui la combattent. Il faut que de cette lutte insolente vous sortiez vainqueurs ou avilis. Il faut que vous rendiez compte à la France des raisons qui vous font conserver dans votre sein cet homme sur lequel l'opinion publique se développe avec horreur. Il faut, ou que dans un décret solennel vous reconnaissiez son innocence, ou que vous nous purgiez de sa présence; il faut que vous preniez des mesures et contre cette commune désorganisatrice qui prolonge une autorité usurpée, et contre les agitateurs qui sèment le trouble par leurs écrits et par leurs placards. En vain prodigueriez-vous des mesures partielles, si vous n'attaquez pas le mal même, mais dans les hommes qui en sont les auteurs; c'est ici que l'on sent combien est fausse la maxime que l'on a eu soin de jeter à l'avance dans cette discussion. On vous a dit qu'il faut s'occuper des choses et non pas des personnes. Mais dans une conjuration publique les choses et les hommes sont intimement liés, et je défie bien qu'on puisse dénoncer une conjuration sans dénoncer les conjurés. C'est aussi le moment de relever une autre absurdité qui a été avancée; c'est que dans une république il ne peut exister de factieux, tandis que l'expérience des suites atteste que les factions sont les maladies presque périodiques des républiques. On vous a dit qu'il ne fallait pas accuser la ville de Paris. Un sentiment contraire m'anime. Ceux-là ont calomnié le peuple de Paris qui lui ont attribué les

horreurs commises par quelques personnes couvertes du masque du patriotisme. Je vais dénoncer leurs complots, parce que le salut public exige instamment qu'ils soient déjoués.

Dans une de vos premières séances, on vous dénonça un complot ayant pour objet un changement de gouvernement ; et si vous passâtes à l'ordre du jour, ce ne fut pas que vous n'eussiez pas un commencement de preuves, ni que l'accusation ne vous parût très-grave, mais parce que vous voulûtes fermer les yeux sur un péril passé, et jeter un voile sur un complot non-seulement avorté, mais que votre présence semblait devoir empêcher de renaitre. Moi-même je fus entraîné par ces flatteuses espérances, et si ce motif ne m'eût alors déterminé au silence, on m'aurait plutôt mis en pièces que de me faire consentir à mettre dans le porte-feuille, non pas les preuves, elles existent partout, elles existent dans tous vos comités, et je n'ai pas besoin de les produire matériellement ; mais la dénonciation des faits pour lesquels j'aurais Paris entier pour témoin.

C'est de l'ensemble de leur conduite depuis plus de six mois que je tirerai les preuves moralement irrésistibles des projets d'anarchie et de subversion de la représentation nationale que quelques hommes avaient conçue et qu'ils nourrissent encore. Je tâcherai d'être court ; veuillez me soutenir de votre attention, et vous, citoyen président, tâchez qu'on ne m'interrompe pas, car dès que j'aurai

touché le mal on crierait. J'ai à dire des vérités que rien ne doit empêcher maintenant d'entendre, et qui déplairaient mortellement à quelques-uns. Cependant je vais faire encore une courte réflexion avant d'entrer en matière. Je pourrais d'abord m'étonner de ce que Danton, que personne n'attaquait, se soit élancé ici pour déclarer qu'il est inattaquable; qu'on soit venu tout d'un coup et d'avance désavouer un collègue, comme si on ne s'en était pas servi pour quelque chose dans cette combinaison vaste d'un grand complot qui a existé; et j'observe que si l'on a fait l'expérience de son mauvais tempérament, on ne doit pas être tout-à-fait quitte pour déclarer maintenant qu'on y renonce. On vous a rappelé les observations d'un ministre sur les événements du commencement de septembre. Je pense en effet qu'on y a trouvé un grand mérite; mais moi qui considère depuis un an ces mouvements du peuple de Paris, et ceux qui l'agitent, je ne me laisserai pas entraîner par une éloquence qui a quelque chose, dans ce cas, plutôt de subtil que de véritablement solide. Je pense qu'il faut soigneusement séparer la révolution du 10 août de celle du 2 septembre; je vais même prendre les choses un peu plus haut; c'est de l'ensemble des actions et de la conduite des acteurs que va sortir mon accusation.

Ce fut dès le mois de janvier dernier que, dans un lieu où se rassemblaient mille à quinze cents hommes jugés les meilleurs ou les plus ar-

dents patriotes de Paris, dans un lieu dont je ne parle qu'avec un certain respect, qu'il faut porter encore pour d'immenses services rendus anciennement à la patrie, dans un lieu que je vous prie de ne pas m'obliger de nommer. (*Un grand nombre de voix : Nommez-le.*)

Danton. — Je demande qu'il soit permis à Louvet de toucher le mal, et de mettre le doigt dans la blessure.

Louvet. — Oui, Danton, je vais le toucher; mais ne criez donc pas d'avance (*on rit*). Ce fut dès le mois de janvier dernier qu'on a dû remarquer aux Jacobins un parti faible de moyens et de nombre, mais fort d'audace et de toute espèce d'immoralité, parti qui s'était venu jeter au milieu de nous pour couvrir de votre nom glorieux son nom justement suspect, pour s'emparer du bien que nous avons fait, et se l'attribuer; pour propager dans notre local, plus avantageux que le sien, une doctrine qu'il disait la nôtre; pour pervertir notre institution à son profit, et contre nous-mêmes; pour fatiguer, persécuter, inquiéter quiconque essayait de ramener à sa pureté primitive cet établissement maintenant si misérable qu'il ne lui reste en vérité que son titre, dont les usurpateurs abusent pour y retenir, y faire entrer encore quelques gens de bien cruellement trompés. (*Il s'élève quelques murmures dans une partie de la salle.* — *Plusieurs voix de la partie opposée : Silence aux jacobins!* *Après quelques agitations, le président observe que*

toutes les interlocutions particulières et les personnalités sont prosrites par les réglemens. Le calme se rétablit.) C'est au mois de janvier qu'on vit succéder aux discussions profondes ou brillantes qui nous avaient honorés ou servis dans l'Europe, ces misérables débats qui faillirent nous y perdre ; c'est alors qu'à travers les inculpations infiniment justes dont on poursuivait une cour traîtresse, on finit par jeter les inculpations les plus atroces contre l'excellent côté gauche de l'assemblée législative, inculpations dont le germe devait se développer terrible, quand le moment de la calomnie directe serait arrivé. Quoique personne ne dût avoir de privilège, on vit un homme vouloir toujours parler, parler sans cesse, exclusivement parler, non pour éclairer les membres de l'agrégation, mais pour jeter entre eux des divisions sans cesse renaissantes, et surtout pour être entendu de quelques centaines de spectateurs, dont on voulait obtenir des applaudissements à tel prix que ce fût. Il était convenu que des affidés se relèveraient pour présenter tel ou tel décret, tel ou tel membre du côté gauche, à l'animadversion des spectateurs crédules ; et au contraire, pour présenter à leur admiration un homme dont quelques parleurs fougueux faisaient constamment le plus fastueux éloge, à moins qu'il ne le fit lui-même. Nous, cependant, demeurés en petit nombre à cause des nombreux dégoûts dont on nous environnait ; observateurs assidus, malgré les persécutions sans

cesse renaissantes, nous sortions de cette assemblée oppressés d'ennui et d'étonnement, beaucoup plus que d'inquiétude. Nos yeux n'étaient pas encore ouverts, et nous nous contentions de gémir sur l'humaine faiblesse de quelques personnages que nous croyions seulement travaillés par la jalousie, et qui avaient su s'environner encore de quelque estime.

Après la fameuse journée du 10 mars, Lessart ayant été frappé d'accusation et des patriotes étant saisis des rênes du gouvernement, quelles furent ma surprise, ma douleur, d'entendre ces hommes déclamer contre un ministère jacobin, avec plus de force cent fois qu'ils n'en avaient mis à attaquer les conspirateurs. Mais passons à cette époque où les tyrans furent abattus, à l'époque de la fin d'août et du commencement de septembre. C'est alors que l'on vit cet homme qui dirigeait les jacobins, et ensuite l'assemblée électorale, déclamer contre tel philosophe, contre tel écrivain, contre tel orateur patriote; c'est alors qu'on vit des intrigants subalternes déclarer que Robespierre était le seul homme vertueux de la France, et qu'on ne devait confier le salut de la patrie qu'à celui qui prodiguait les plus basses flatteries à quelques centaines de citoyens, d'abord qualifiés le peuple de Paris, ensuite seulement le peuple, ensuite le souverain, à cet homme qu'on n'entendait parler que de son mérite, des perfections, des vertus sans nombre dont il était pourvu, et qui, après avoir

vanté la puissance et la souveraineté du peuple, ne manquait jamais d'ajouter qu'il était peuple lui-même; ruse aussi grossière que coupable, ruse dont se sont toujours servis les usurpateurs, depuis César jusqu'à Cromwell, depuis Sylla jusqu'à Machiavel. Alors tous ceux qui ne voulurent pas rester dans l'aveuglement durent voir. Il devint impossible à des hommes toujours plus insolents dans leurs calomnieuses persécutions, plus rampants dans leur populacière flagornerie, plus impudents dans leurs ridicules apothéoses, il leur devint impossible de se masquer plus long-temps.

Il parut incontestable qu'entre ces hommes existait un pacte secret dont le but devait être de faire tourner au profit de leur ambition personnelle la révolution qui se préparait, puisqu'ils tentaient de faire tomber la représentation nationale, et qu'après avoir contribué à renverser les rois, ils voulaient devenir rois eux-mêmes. Nous, cependant, membres anciens de l'agréation presque détruite, fidèles aux principes de l'égalité, nous nous occupions des moyens révolutionnaires de frapper une cour traîtresse, et de conserver la confiance que méritaient à juste titre, par leur caractère et leur conduite, deux cents et quelques députés du côté gauche de l'assemblée législative, confiance si nécessaire pour maintenir un centre auquel pussent se reconnaître et s'allier les véritables amis de la liberté. Nous avancions, bien résolus à ne souffrir jamais qu'on substituât au saint amour de la patrie

l'idolâtrie d'un homme, à ne pas consentir qu'on flétrit la majesté du peuple ; et nous flattant que la volonté nationale, après avoir combattu les anciens tyrans, saurait bien arrêter les tyrans nouveaux.

Ils ont, dans la journée du 10 août, contribué pour quelque chose à la chute de celui que sous différents noms ils brûlaient de remplacer ; mais l'utilité de leurs efforts auxiliaires suffirait-elle pour effacer la tache d'un crime ? Non, la liberté, pure comme la vertu son inséparable compagne, repousse tous ceux qui la servent par des motifs indignes d'elle. D'ailleurs, comment ne pas punir un complot, lorsque l'on s'aperçoit que les conspirateurs en renouent les trames ?

Deux jours après cette journée glorieuse, qui sauva la France , je siégeais dans le conseil général provisoire, dont je me trouvais membre. Un homme entre, il se fait un grand mouvement, j'en crois à peine mes yeux : c'était lui, lui-même : il vient s'asseoir au milieu de nous. Je me trompe, il était déjà allé à la place prééminente qu'il s'était lui-même choisie au bureau : et moi, plongé dans une stupéfaction profonde, je m'interroge sur cet événement. Quoi ! Robespierre , l'incorruptible Robespierre , qui dans des jours de péril avait quitté le poste où la confiance de ses concitoyens l'avait appelé ; qui depuis avait pris vingt fois l'engagement solennel de n'accepter aucune fonction publique ; qui seulement une fois , devant

quinze cents personnes, avait témoigné le désir de devenir le *conseiller* du peuple, remarquez ce mot, pourvu que le peuple parût le désirer ; Robespierre se compromettait au point de devenir avec nous officier municipal ! Dès-lors il me fut clair que le conseil général devait sans doute exécuter de grandes choses, et que plusieurs de ses membres étaient appelés à de hautes destinées.

Mais reportons-nous sur la journée du 10 août. Vous savez qu'il s'en attribue l'honneur ; et certes, je m'étonne que ceux qui se disent les défenseurs du peuple, et qui sans cesse vantent sa prudence et sa force, osent prétendre aujourd'hui que, sans leur faible appui, le peuple serait abattu. La révolution du 10 août est l'ouvrage de tous ; elle appartient aux faubourgs qui se sont levés tout entiers, à ces braves fédérés que dans le temps il n'avait pas tenu à certains hommes qu'on ne reçût pas à Paris. On se rappelle que dans le temps Robespierre parla contre la réunion de ces fédérés. Elle appartient à ces courageux députés, qui là même, au bruit des décharges de l'artillerie, votèrent le décret de suspension de Louis XVI, renouvelèrent le ministère, et portèrent beaucoup d'autres décrets, tous préparés à l'avance ; elle appartient aux généreux guerriers de Brest, et à l'intrépidité des enfants de la fière Marseille. Mais celle du 2 septembre..... conjurés barbares, elle est à vous ; elle n'est qu'à vous. Eux-mêmes s'en glorifient ; eux-mêmes, avec un mépris féroce, ne

nous désignent que comme les patriotes du 10 août, se réservant le titre de patriotes du 2 septembre. Ah ! qu'elle reste cette distinction, digne en effet de l'espèce de courage qui leur est propre ! qu'elle reste, et pour notre justification durable, et pour leur long opprobre !

Nous voici donc arrivés à l'époque fatale. Les précédents amis du peuple ont voulu rejeter sur le peuple les horreurs dont cette semaine fatale est marquée ; ils lui ont fait le plus mortel outrage. Je connais le peuple de Paris, j'ai vécu avec lui : il est grand, mais comme les braves il est bon et généreux ; il supporte difficilement l'injure, mais après la victoire il est magnanime. Je n'entends pas parler ici de cette portion du peuple qu'on égare, mais de l'immense majorité des citoyens de Paris, quand on les abandonne à leur heureux naturel (*on applaudit*). Ce peuple sait combattre, mais point assassiner. Il est vrai qu'on le vit tout entier dans le château des Tuileries, dans la magnifique journée du 10 août. Il est faux qu'on le vit devant les prisons dans l'horrible journée du 2 septembre : et dans l'intérieur des prisons, combien y avait-il de monde ? Pas deux cents personnes. Au dehors, combien y avait-il de spectateurs retenus par une curiosité vraiment inconcevable ? Pas le double. Et si vous avez quelque doute, interrogez sur les faits un homme vertueux, Pétion ; c'est lui-même qui me les a attestés. Mais attendez, s'il n'a point participé à ces meur-

tres, pourquoi ne les a-t-il point empêchés ? Pourquoi ? Parce que l'autorité tutélaire de Paris était enchaînée, parce que Roland parlait en vain, parce que le ministre d'alors ne parlait pas, parce que les présidents des quarante-huit sections, tous prêts à réprimer les désordres, attendaient une réquisition que le commandant général ne donna pas, parce que les officiers municipaux couverts de leur écharpe présidaient à ces atroces persécutions.

Mais l'assemblée législative, dit-on, que ne les a-t-elle empêchées ? L'assemblée législative ! l'impuissance où elle était alors réduite se trouve à travers tous les crimes que je vous dénonce ; le plus grand des crimes que les conjurés aient commis. Son autorité était méconnue, avilie par un insolent démagogue qui venait à sa barre lui ordonner des décrets, qui ne retournait au conseil général que pour la dénoncer, qui revenait jusque dans la commission des vingt-un la menacer de faire sonner le tocsin.

(*Moniteur du 31 octobre 1792, n° 305.*)

DISCOURS DE ROBESPIERRE.

UNE accusation sinon très-redoutable, au moins très-grave et très-solennelle, a été intentée contre moi dans la convention nationale ; j'y répondrai, parce que je ne dois pas consulter ce qui me convient mieux à moi-même ; mais, citoyens, tout mandataire du peuple se doit à l'intérêt public ; j'y répondrai, parce qu'il faut qu'en un moment disparaisse ce monstrueux ouvrage de la calomnie, si laborieusement élevé pendant plusieurs années peut-être ; parce qu'il peut bannir du sanctuaire des lois les préventions et les défiances, pour y rappeler les principes et la concorde. Citoyens, vous avez entendu l'immense plaidoyer de mon adversaire, vous l'avez même rendu public par la voie de l'impression. Vous trouverez sans doute équitable d'accorder à la défense la même attention que vous avez donnée à l'accusation.

De quoi suis-je accusé ? D'avoir conspiré pour parvenir à la dictature ou au triumvirat, ou au tribunat. L'opinion de mes adversaires ne paraît pas fixe sur ces points. Traduisons toutes ces idées romaines un peu disparates, par le mot de pouvoir suprême que mon accusateur a employé ailleurs. Or, on conviendra d'abord que si un pareil projet

•

était criminel , il était encore plus hardi : car, pour l'exécuter, il fallait non-seulement renverser le trône, mais anéantir la législature, et empêcher surtout encore qu'elle ne fût remplacée par une convention nationale.

Comment se fait-il que j'aie le premier, dans mes discours publics et dans mes écrits, appelé la convention nationale, comme le seul remède des maux de la patrie ? Il est vrai que cette proposition même fut dénoncée comme incendiaire par mes adversaires connus ; mais bientôt la révolution du 10 août fit plus que la législature, elle le réalisa. Dirai-je que pour arriver à la dictature, il ne suffisait pas de maîtriser Paris ? qu'il fallait asservir encore les quatre-vingt-deux autres départements ? Où étaient mes trésors, où étaient mes armées, les grandes places dont j'étais pourvu ?

Toute la puissance résidait précisément dans les mains de mes adversaires. La moindre conséquence que je puisse tirer de tout ce que je viens de dire, c'est qu'avant que l'accusation pût acquérir au moins un caractère de vraisemblance, il faudrait qu'il fût préalablement démontré que j'étais complètement fou ; encore ne vois-je pas même ce que mes adversaires pourraient gagner à cette supposition, car il resterait à expliquer comment des hommes sensés auraient pu se donner la peine de composer tant de beaux discours, tant de belles affiches, et de déployer tant de moyens pour me présenter à la convention na-

tionale et à la France entière, comme le plus redoutable des conspirateurs.

Mais venons aux preuves positives. L'un des reproches les plus redoutables que l'on m'avait faits, je ne le dissimule point, c'est le nom de Marat : je vais donc commencer par vous dire franchement quels ont été mes rapports avec lui. Au commencement de l'été 1791, Marat vint me voir ; jusque-là je n'avais eu avec lui aucune espèce de relations directes ni indirectes ; la conversation roula sur les affaires publiques, dont il me parla avec désespoir. Je lui dis, moi, tout ce que les patriotes, même les plus ardents, pensaient de lui ; savoir, qu'il avait mis lui-même un obstacle au bien que pouvaient produire les vérités utiles développées dans ses écrits, en s'obstinant à revenir éternellement sur deux propositions extraordinaires et violentes, telles que celle de faire tomber cinq à six cents têtes coupables qui révoltaient les amis de la liberté autant que les partisans de l'aristocratie ; il voulut défendre son opinion, je persistai dans la mienne, et je dois avouer qu'il trouva mes vues politiques tellement étroites, que, quelque temps après, lorsqu'il eut repris son journal alors abandonné par lui depuis quelque temps, en rendant compte lui-même de la conversation dont je viens de parler, il écrivit en toutes lettres que je n'avais ni les vues ni l'audace d'un homme d'État ; et si les critiques de Marat pouvaient être des titres de faveur, je pourrais remettre encore

sous vos yeux quelques-unes de ses feuilles, publiées six semaines avant la dernière révolution, dans lesquelles il m'accusait de feillantisme, parce que, dans un ouvrage périodique, je publiai hautement qu'il ne fallait pas renverser la constitution.

D'après cette première et unique visite de Marat, je l'ai retrouvé dans l'assemblée électorale. Ici je retrouve aussi M. Louvet, qui m'accuse d'avoir désigné Marat pour député, d'avoir mal parlé de Priestley ; enfin d'avoir dominé le corps électoral par l'intrigue et par l'effroi. Aux déclamations les plus absurdes et les plus atroces, aux suppositions les plus romanesques et les plus hautement démenties par la notoriété publique, je ne réponds que par les faits ; les voici :

L'assemblée électorale avait arrêté unanimement que tous les choix qu'elle ferait seraient soumis à la ratification des assemblées primaires, et ils furent en effet discutés et ratifiés par les sections. A cette grande mesure elle en avait ajouté une autre non moins propre à tuer l'intrigue, non moins digne d'un peuple libre, celle de statuer que les élections seraient faites à haute voix, et précédées de la discussion publique des candidats. Chacun usa librement du droit de les proposer. Je n'en présentai aucun. Je ne dis point de mal de Priestley ; je ne pouvais en dire d'un homme qui ne m'était connu que par sa réputation de savant, et par une disgrâce qui le rendait intéressant aux

yeux des amis de la révolution française. Je ne désignai pas Marat plus particulièrement que les écrivains courageux qui avaient combattu ou souffert pour la révolution, tels que l'auteur des crimes des rois, et quelques autres qui fixèrent les suffrages de l'assemblée. Je laisserai à ceux qui me connaissent le soin d'apprécier ce bizarre projet, formé par certaines gens, de m'identifier à quelque prix que ce soit avec un homme qui n'est pas moi. N'avais-je donc pas assez de torts personnels, et mon amour et mes combats pour la liberté ne m'avaient-ils pas déjà suscité assez d'ennemis depuis le commencement de la révolution, sans qu'il fût nécessaire de m'imputer encore les excès que j'ai évités ?

M. Louvet a fait découler les autres preuves dont il appuie son système, des deux autres sources principales, de ma conduite dans l'assemblée des Jacobins, et de ma conduite au conseil général de la commune.

Aux Jacobins, j'exerçais, si on l'en croit, un despotisme d'opinion, qui ne pouvait être regardé que comme l'avant-coureur de la dictature. D'abord je ne sais pas ce que c'est que le despotisme de l'opinion, surtout dans une société d'hommes libres, composée, comme vous le dites vous-mêmes, de quinze cents citoyens réputés les plus ardents patriotes, à moins que ce ne soit l'empire naturel des principes. Or, cet empire n'est point personnel à tel homme qui les énonce; il appartient à la

raison universelle et à tous les hommes qui veulent écouter sa voix ; il appartient à mes collègues de l'assemblée législative , à tous les citoyens qui défendirent invariablement la cause de la liberté. A quelle époque rapportez-vous les torts que vous me reprochez ? Est-ce au temps postérieur de la journée du 10 ? Depuis cette époque , jusqu'au moment où je parle , je n'ai pas assisté six fois à cette société.

C'est depuis le mois de janvier, dites-vous, qu'elle a été entièrement dominée par une faction très-peu nombreuse, mais chargée de crimes et d'immoralités, dont j'étais le chef ; tandis que tous les hommes sages et vertueux , tels que vous , gémissaient dans le silence ou l'oppression ; de manière , ajoutez-vous avec le ton de la pitié, que cette société célèbre par tant de services rendus à la patrie, est maintenant tout-à-fait méconnaissable.

Mais si depuis le mois de janvier les jacobins n'ont pas perdu la confiance et l'estime de la nation et n'ont pas cessé de servir la liberté ; si c'est depuis cette époque qu'ils ont déployé un plus grand courage contre la cour et La Fayette ; si c'est depuis cette époque que l'Autriche et la Prusse leur ont déclaré la guerre ; si c'est depuis cette époque qu'ils ont recueilli dans leur sein les fédérés rassemblés pour conspirer contre la tyrannie, et préparer avec eux la sainte insurrection du mois d'août 1792, que faut-il conclure de ce

que vous venez de dire, sinon que c'est cette poignée de scélérats dont vous parlez qui ont abattu le despotisme, et que vous et vos amis étiez trop sages et trop amis du bon ordre pour tremper dans de telles conspirations (*on applaudit*)? Et s'il était vrai que j'eusse en effet obtenu aux Jacobins cette influence que vous me supposez gratuitement et que je suis loin d'avouer, que pourriez-vous en induire contre moi?

Vous avez adopté une méthode bien sûre et bien commode pour assurer votre domination, c'est de prodiguer les noms de scélérats et de monstres à vos adversaires; et à vos partisans, ceux de modèles du patriotisme; c'est de nous accabler à chaque instant du poids de nos vices et de celui de vos vertus. Cependant, à quoi se réduisent au fond tous vos griefs? La majorité des jacobins rejetait vos opinions; elle avait tort sans doute. Le public ne vous était pas plus favorable. Direz-vous que je lui prodiguais les trésors que je n'avais pas, pour faire triompher des principes gravés dans tous les cœurs? Je ne vous rappellerai pas le seul objet de dissentiment qui nous divisait : vous défendiez indistinctement tous les actes des nouveaux ministres, et nous les principes; vous paraissiez enfin préférer le pouvoir et nous l'égalité. De quel droit voulez-vous faire servir la convention nationale elle-même à venger les disgrâces de votre amour-propre ou de votre système? Je ne chercherai point à vous rappeler aux senti-

ments des âmes républicaines; mais soyez au moins aussi généreux qu'un roi; imitez Louis XII, et que le législateur oublie les injures de M. Louvet (*on applaudit*). Mais non, ce n'est point l'intérêt personnel qui vous guide, c'est l'intérêt de la liberté, c'est l'intérêt des mœurs qui vous arme contre cette société qui n'est plus qu'un repaire de factieux et de brigands qui retiennent au milieu d'eux un petit nombre d'honnêtes gens trompés. Cette question est trop importante pour être traitée incidemment. J'attendrai le moment où votre zèle vous portera à demander la proscription de cette société à la convention nationale; nous verrons alors si vous serez plus persuasifs ou plus heureux que Léopold et La Fayette (*nouveaux applaudissements*).

Il me reste maintenant le plus fécond et le plus intéressant des trois chapitres qui composent votre plaidoyer diffamatoire, celui qui concerne ma conduite au conseil général de la commune.

On me demande d'abord pourquoi, après avoir abdiqué la place d'accusateur public, j'ai accepté le titre d'officier municipal. Je réponds que j'ai abdiqué au mois de janvier 1791 la place lucrative et nullement périlleuse, quoi qu'on en ait dit, d'accusateur public, et que j'ai accepté les fonctions de commissaire de la commune le 10 août 1792. On me fait un crime de la manière même dont je suis entré dans la salle où siégeait la nouvelle municipalité. Notre dénonciateur m'a reproché très-

sérieusement d'avoir dirigé mes pas vers le bureau. Dans ces conjonctures où d'autres soins nous occupaient, j'étais loin de prévoir que je serais obligé d'informer un jour la convention nationale que je n'avais été au bureau que pour faire vérifier mes pouvoirs. Louvet n'en a pas moins conclu de tous ces faits, à ce qu'il assure, que le conseil général, ou du moins plusieurs de ses membres, étaient réservés à de hautes destinées. Pouviez-vous en douter ? N'était-ce pas une assez haute destinée que celle de se dévouer pour la patrie ? Pour moi, je m'honore d'avoir ici à défendre et leur cause et la mienne. Mais non..... je n'ai qu'à me réjouir de ce qu'un grand nombre de citoyens ont mieux servi la chose publique que moi. Je ne veux point prétendre à une gloire qui ne m'appartient pas.

Je ne fus nommé que dans la journée du 10 ; mais ceux qui plus tôt choisis, dans la nuit même, étaient déjà réunis à la maison commune dans la nuit redoutable, au moment où la conspiration de la cour était près d'éclater, ceux-là sont véritablement les héros de la liberté ! Ce sont ceux-là qui, servant de point de ralliement aux patriotes, armant les citoyens, dirigeaient les mouvements d'une insurrection tumultueuse d'où dépendait le salut public ; déconcertaient la trahison, en faisant arrêter le commandant de la garde nationale vendu à la cour, après l'avoir convaincu par un écrit de sa main d'avoir donné aux commandants de bataillon des ordres de laisser le peuple insur-

gent, pour le foudroyer ensuite par derrière..... Citoyens représentants, si la plupart de vous ignoraient les faits qui se sont passés loin de vos yeux, il vous importe de les connaître, ne fût-ce que pour ne pas souiller les représentants du peuple français par une ingratitude fatale à la cause de la liberté ; vous devez les entendre avec intérêt, au moins pour qu'il ne soit pas dit qu'ici les dénonciations seules ont le droit d'être accueillies. Est-il donc si difficile de comprendre que, dans telles circonstances, cette municipalité tant calomniée dut renfermer les plus généreux citoyens ? Là étaient ces hommes que la bassesse monarchique dédaigne, parce qu'ils n'ont que des âmes fortes et sublimes. Là nous avons vu, et chez les citoyens et chez les magistrats nouveaux, des traits d'héroïsme que l'incivisme et l'imposture s'efforceront en vain de ravir à l'histoire.

Les intrigues disparaissent avec les passions qui les ont enfantées. Les grandes actions et les grands caractères restent seuls. Nous ignorons les noms des vils factieux qui assaillaient de pierres Caton dans la tribune du peuple romain. Les regards de la postérité ne se reposent que sur l'image de ce grand homme.

Voulez-vous juger le conseil général révolutionnaire de la commune de Paris ? Placez-vous au sein de cette immortelle révolution qui l'a créé, et dont vous êtes vous-mêmes l'ouvrage.

On vous entretient sans cesse, depuis votre réu-

nion, d'intrigants qui s'étaient introduits dans ce corps. Je sais qu'il en existait en effet quelques-uns; et qui plus que moi a le droit de s'en plaindre! Et d'ailleurs quel corps si pur et si nombreux fut absolument exempt de ce fléau. On vous dénonce éternellement quelques actes répréhensibles, imputés à des individus. J'ignore ces faits; je ne les nie ni ne les crois; car j'ai entendu trop de calomnies pour croire aux dénonciations qui partent de la même source, et qui toutes portent l'empreinte de l'affectation ou de la fureur. Je ne vous observerai pas même que l'homme de ce conseil général qu'on est le plus jaloux de compromettre, échappe nécessairement à ces traits, et je ne m'abaisserai pas jusqu'à observer que je n'ai jamais été chargé d'aucune espèce de commission, ni ne me suis mêlé en aucune manière d'aucune opération particulière. Je n'observerai pas que jamais je n'ai présidé un instant, que jamais je n'ai eu la moindre relation avec ce comité de surveillance tant calomnié; car tout compensé, je consentirais volontiers à me charger de tout le bien et le mal que l'on reproche à ce corps révolutionnaire dans la vue de m'inculper personnellement. On lui reproche des arrestations qu'on appelle arbitraires.

Quand le consul de Rome eut étouffé la conspiration de Catilina, Clodius l'accusa d'avoir violé les lois. Quand le consul rendit compte au peuple de son administration, il jura qu'il avait sauvé la

patrie, et le peuple applaudit. Des arrestations illégales ! Est-ce donc le Code criminel à la main qu'il faut apprécier les précautions salutaires qu'exige le salut public dans les temps de crise, amenés par l'impuissance même des lois ? Que ne nous reprochez-vous d'avoir consigné les conspirateurs aux portes de cette cité ? D'avoir désarmé les citoyens suspects ? Que ne faites-vous le procès à la municipalité et au corps électoral, et aux sections de Paris, et aux assemblées primaires des cantons, et à tous ceux qui nous ont imités ; car toutes ces choses étaient illégales ; aussi illégales que la révolution, que la chute du trône et de la Bastille ; aussi illégales que la liberté elle-même. Mais, que dis-je ? ce que je présentais comme une hypothèse n'est qu'une réalité. Ne nous a-t-on pas reproché tout cela ? Ne nous a-t-on pas accusés d'avoir envoyé des commissaires dans les départements pour propager nos principes, et les déterminer à s'unir aux Parisiens contre l'ennemi commun.

Quelle idée s'est-on formée de la dernière révolution ? La chute du trône paraissait-elle si facile avant le succès ? Ne s'agissait-il que de faire un coup de main aux Tuileries ? Ne fallait-il pas anéantir dans toute la France le parti des tyrans, et communiquer à tous les départements la commotion salutaire qui venait d'électrifier Paris ? Et comment ce soin pouvait-il être négligé par ces mêmes magistrats qui avaient appelé le peuple à

l'insurrection ? Il s'agissait de salut public ; il y allait de leurs têtes ! et on leur fait un crime d'avoir envoyé des commissaires aux autres communes pour les engager à avouer, à consolider leur ouvrage ! La calomnie a poursuivi ces commissaires. Quelques-uns ont été jetés dans les fers. Le feuillantisme ou l'ignorance ont calculé le degré de chaleur de leur style ; ils ont mesuré toutes leurs démarches avec le compas constitutionnel, pour trouver le prétexte de travestir les missionnaires de la révolution en incendiaires, en ennemis de l'ordre public.

Citoyens, voulez-vous une révolution sans révolution ? Quel est cet esprit de persécution qui est venu reviser, pour ainsi dire, celle qui a brisé nos fers ? Mais comment peut-on soumettre au jugement de qui que ce soit les effets qui peuvent entraîner ces grandes commotions ?

Qui peut marquer, après coup, le point précis où devaient se briser les flots de l'insurrection populaire ? A ce prix, quel peuple pourrait jamais secouer le joug de la tyrannie ; car, s'il est vrai qu'une grande nation ne peut s'élever par un mouvement simultané, et que la tyrannie ne peut être frappée que par la portion des citoyens qui est plus près d'elle, comment ceux-ci oseront-ils l'attaquer, si, après la victoire, ils peuvent devenir responsables de la durée ou de la violence de la tourmente politique qui a sauvé la patrie ? Ils doivent être regardés comme fon-

dés de procuration tacite pour la société entière.

Les Français amis de la liberté, réunis à Paris au mois d'août dernier, ont agi à ce titre au nom de tous les départements ; il faut les approuver ou les désavouer tout-à-fait. Leur faire un crime de quelques désordres apparents ou réels, inséparables d'une grande commotion ; ce serait les punir d'avoir sauvé l'État. Ils auraient droit de dire à leurs juges : Si vous désavouez les moyens que nous avons employés pour vaincre, laissez-nous les fruits de la victoire, reprenez votre constitution et toutes vos lois anciennes ; mais restituez-nous le prix de nos sacrifices et de nos combats, rendez-nous nos concitoyens, nos frères, nos enfants qui sont morts pour la cause commune.

Et ne pensez pas que j'ai invoqué ces principes éternels, parce que nous avons besoin de couvrir d'un voile quelques actions répréhensibles. Non ; nous n'avons point failli, j'en jure par le trône renversé, et par la république qui s'élève sur ses ruines.

On vous a parlé bien souvent des événements du 2 septembre ; c'était le sujet auquel j'étais le plus empêché d'arriver, et je le traiterai d'une manière absolument désintéressée.

Arrivé à cette partie de son discours, Louvet lui-même a généralisé d'une manière trop vague l'accusation dirigée auparavant contre moi personnellement. Il n'en est pas moins certain que la calomnie a travaillé dans l'ombre. Quoi qu'il en

soit, ceux qui ont dit que j'avais eu la moindre part à ces événements, sont des hommes ou excessivement crédules, ou excessivement pervers. Quant à l'homme qui, comptant sur le succès de la diffamation, dont il avait d'avance ourdi la trame, a cru pouvoir imprimer impunément que je les avais dirigés, je me contenterais de l'abandonner aux remords, s'il était digne encore de ce supplice ; mais je dirai, pour ceux que l'imposture aurait pu égarer, qu'avant l'époque où ils sont arrivés, j'avais cessé de fréquenter le conseil général de la commune ; que l'assemblée électorale, dont j'étais membre, avait commencé ses séances ; que je n'ai appris ce qui se passait dans les prisons que par le bruit public, et plus tard que la plus grande partie des citoyens : car j'étais chez moi, ou dans les lieux où mes fonctions publiques m'appelaient.

Quant au conseil général de la commune, il est également certain aux yeux de tout homme impartial, que, loin de provoquer les événements du 2 septembre, il a fait tout ce qu'il était en son pouvoir pour les empêcher. Si vous demandez pourquoi il ne les a pas arrêtés, je vais vous le dire.

Pour se former une idée juste de ces événements, il faut chercher la vérité, non pas dans les écrits ou les discours calomnieux qui les ont dénaturés, mais dans l'histoire de la dernière révolution. Ceux qui ont cherché à vous persuader qu'il n'y avait aucune analogie entre l'une et l'autre

des deux époques, ont feint de ne connaître ni les faits ni le cœur humain.

Un grand nombre de citoyens avaient pensé que la journée du 10 avait rompu les fils des conspirations royales, et regardaient la guerre comme terminée, quand tout à coup la nouvelle se répand dans Paris que Longwi a été livré, que Verdun a été livré, et, qu'à la tête d'une armée de cent mille hommes, Brunswick s'avance vers Paris ; aucune place forte ne nous séparait des ennemis. Notre armée divisée, presque détruite par les trahisons de La Fayette, manquait de tout ; il fallait songer à la fois à trouver des armes, des effets de campement, des vivres et des hommes. Le conseil exécutif ne dissimulait ni ses craintes ni son embarras. Le danger était grand ; il paraissait plus grand encore. Danton se présente à l'assemblée législative, lui peint vivement les périls et les ressources, la porte à prendre quelques mesures vigoureuses, et donne une grande impulsion à l'opinion publique. Il se rend à la maison commune, et invite la municipalité à faire sonner le tocsin. Le conseil général de la commune sent que la patrie ne peut être sauvée que par les prodiges que l'enthousiasme de la liberté peut seul enfanter, et qu'il faut que Paris tout entier s'ébranle pour voler au devant des Prussiens. Il fait sonner le tocsin pour avertir tous les citoyens de courir aux armes. Toutes les sections signalent à l'envi leur activité et leur courage ; le peuple entier est levé,

mais les volontaires manquaient d'armes ; il leur en procure par tous les moyens qui sont en son pouvoir. En un instant, quatre cent mille hommes sont armés, équipés, rassemblés, et marchent vers Châlons.....

Au milieu de ce mouvement universel, l'approche des ennemis étrangers réveille le sentiment d'indignation contre ceux qui les avaient appelés. Avant d'abandonner leurs femmes et leurs enfants, ils veulent la punition des conspirateurs qui leur avait été souvent promise. On court aux prisons... Les magistrats pouvaient-ils arrêter le peuple ? car c'était un mouvement populaire, et non la sédition partielle de quelques scélérats payés pour assassiner leurs semblables. J'ai entendu des gens me dire froidement que la municipalité devait proclamer la loi martiale à l'approche des ennemis ! La loi martiale à l'approche des ennemis ! la loi martiale après le 10 août ! Que pouvaient les magistrats contre la volonté déterminée d'un peuple indigné, qui opposait à leurs discours, et le souvenir de la victoire remportée sur la tyrannie, et le dévouement avec lequel il se précipitait au-devant des ennemis étrangers, et qui reprochait aux lois mêmes la longue impunité des traîtres qui déchiraient le sein de leur patrie.... ? Ne pouvant les déterminer à se reposer sur les tribunaux, du soin de leur punition, des officiers municipaux les engagèrent à suivre des formes nécessaires, dont le but était de ne pas confondre avec les cou-

pables qu'ils voulaient punir, les citoyens détenus pour des causes étrangères à la conspiration du 10 août; et ce sont les officiers municipaux qui ont exercé ce ministère, le seul service que les circonstances permettaient de rendre à l'humanité, qu'on vous a présentés comme des brigands sanguinaires.

Le zèle, le plus ardent pour l'exécution des lois ne peut justifier ni l'exagération ni la calomnie, et je pourrais citer ici contre les déclamations de Louvet un témoignage non suspect, c'est celui du ministre de l'intérieur, qui, en blâmant ces exécutions populaires, n'a pas craint de parler de l'esprit de prudence et de générosité que le peuple, c'est son expression, avait montrée jusque dans cette conduite illégale. Que dis-je ! je pourrais citer, en faveur du conseil général de la commune, Louvet lui-même, qui commençait l'une des affiches de la sentinelle par ces mots : *Honneur au conseil général de la commune ; il a fait sonner le tocsin, il a sauvé la patrie.....* C'était alors que commençaient les opérations du corps électoral de Paris.

On assure qu'un innocent a péri. On s'est plu à en exagérer le nombre ; mais un seul, c'est beaucoup, trop sans doute. Citoyens, pleurez cette méprise cruelle. Nous l'avons pleuré dès longtemps ; c'était un bon citoyen, c'était donc l'un de nos amis. Pleurez même les victimes coupables réservées à la vengeance des lois, qui ont tombé sous le

glaive de la justice populaire ; mais que votre douleur ait un terme, comme toutes les choses humaines. Gardons quelques larmes pour des calamités plus touchantes. Pleurez cent mille patriotes immolés par la tyrannie ; pleurez nos citoyens expirants sous leurs toits embrasés, et les fils de nos citoyens massacrés au berceau ou dans les bras de leur mère : n'avez-vous pas aussi des frères, des enfants, des épouses à venger ? La famille des législateurs français, c'est la patrie, c'est le genre humain tout entier, moins les tyrans et leurs complices (*on applaudit*).

Pleurez donc, pleurez l'humanité abattue sous leur joug odieux ; mais consolez-vous en assurant le bonheur de votre pays, et en préparant celui du monde ; consolez-vous en rappelant sur la terre l'égalité et la justice exilées, et en tarissant, par des lois justes, la source des crimes et des misères de vos semblables. La sensibilité qui gémit presque exclusivement pour les ennemis de la liberté m'est suspecte. Cessez d'agiter sous mes yeux la robe sanglante du tyran, ou je croirai que vous voulez remettre Rome dans les fers (*nombreux et vifs applaudissements d'une grande partie des tribunes*). En lisant ces tableaux pathétiques des désastres des Lamballe, des Montmorin, des Lesart, de la consternation des mauvais citoyens, et ces déclamations violentes contre des hommes connus sous des rapports opposés, n'avez-vous pas cru entendre un manifeste de Brunswick ou de

Condé ? Calomniateurs éternels , voulez-vous venger le despotisme ? Voulez-vous flétrir le berceau de la république ? Voulez-vous déshonorer , aux yeux de l'Europe , la révolution qui l'a enfantée , et fournir des armes à tous les ennemis de la liberté ? Amour de l'humanité vraiment admirable , qui tend à enhardir nos ennemis , à cimenter la misère et la servitude des peuples , et qui cache le désir barbare de se baigner dans le sang des patriotes !

A ces terribles tableaux , mon accusateur a lié le projet qu'il me supposait d'avilir le corps législatif , qui , dit-il , était continuellement tourmenté , méconnu , outragé par un insolent démagogue qui venait à sa barre lui ordonner des décrets ; espèce de figure par laquelle Louvet a travesti deux pétitions que je fus chargé de présenter à l'assemblée législative au nom du conseil général de la commune , relativement à la résurrection du département de Paris. Pour apprécier ce chef-d'œuvre d'accusation , il faut connaître quel était le motif de cette démarche de la commune. La révolution du 10 avait nécessairement fait disparaître l'autorité du département , avec celle de la cour , dont il s'était déclaré le champion ; et le conseil général de la commune en exerçait le pouvoir. Il était fermement convaincu , comme tous les citoyens , qu'il lui serait impossible de soutenir le poids de la révolution commencée , si on le paralysait par la résurrection du département dont le nom seul était devenu odieux.

Cependant, dès le lendemain du premier jour de la révolution, des membres de la commission des vingt-un, qui préparait les travaux les plus importants de l'assemblée, avaient préparé un projet de décret dont l'objet était d'énervier le pouvoir du conseil général, en le renfermant dans les limites de l'autorité qu'exerçait celui qui l'avait précédé. Le même jour, des affiches où le conseil général était diffamé, couvrirent les murs de Paris, et nous connaissions les auteurs de ces affiches; ils ont beaucoup de rapports avec les auteurs de l'accusation à laquelle je répons. Le premier projet ayant échoué, on imagina de créer un nouveau département, et le 12 ou le 13, on surprit, à l'assemblée, un décret qui en déterminait l'organisation. Le soir, je fus chargé par la commune de venir présenter à l'assemblée nationale des observations puisées dans les principes que j'ai indiqués. Elles furent appuyées par plusieurs membres, notamment par Lacroix, qui alla même jusqu'à censurer la commission des vingt-un, à qui il attribuait le décret; et sur sa rédaction même, l'assemblée décréta que les fonctions des nouveaux corps administratifs se borneraient aux matières d'imposition, et que relativement aux mesures de salut public et de police, le conseil général ne correspondrait directement qu'avec le corps législatif.

Deux jours après, une circonstance singulière nous ramena à la barre pour le même objet; la

lettre de convocation expédiée par le ministre Roland, pour nommer les membres de l'administration provisoire du département, n'était point calquée sur le dernier décret de l'assemblée législative, qui en circonscrivait les fonctions. Le conseil général crut devoir réclamer contre cette conduite, et il crut que le seul moyen de prévenir toutes ces divisions et tous les conflits d'autorité, si dangereux dans des circonstances aussi orageuses, était que l'administration provisoire ne prit que le titre de commission administrative, qui déterminât clairement l'objet des fonctions qui lui étaient attribuées par le dernier décret. Tandis qu'on discutait cette question à la commune, des membres nommés pour composer le directoire viennent lui jurer fraternité, et lui déclarer qu'ils ne voulaient prendre d'autres titres que celui de commission administrative. Ce trait de civisme, digne des jours qui ont vu renaitre la liberté, produisit une scène touchante. On arrête que les membres du directoire et des députés de la commune se rendront à l'assemblée législative pour lui en rendre compte, et la prier de consacrer les mesures salutaires dont je viens de parler. Je portai la parole; c'est cette pétition que Louvet a qualifiée d'insolente. Voulez-vous apprécier ce reproche? interrogez Hérault, qui dans cette séance présidait le corps législatif; il nous adressa une réponse véritablement républicaine, qui exprimait une opinion aussi favorable à l'objet de la pétition

qu'à ceux qui la présentaient. Nous fûmes invités à la séance.

Quelques orateurs ne pensèrent pas comme Hérault. Lacroix combattit assez durement et notre demande et nbs personnes. On passa à l'ordre du jour. Lacroix vous a dit que, dans le coin du côté gauche, je l'avais menacé du tocsin. Lacroix sans doute s'est trompé, et il était possible de confondre ou d'oublier les circonstances, dont j'ai aussi des témoins, même dans cette assemblée, et parmi les membres du corps législatif. Je vais les lui rappeler. Je me souviens très-bien que dans ce coin dont on a parlé, j'entendis certains propos qui me parurent assez feuillantins, assez peu dignes des circonstances où nous étions ; entre autres celui-ci, qui s'adressait à la commune : *Que ne faites-vous recommencer le tocsin ?* C'est à ce propos, ou à un autre pareil, que je répondis : « Les sonneurs de tocsin sont ceux qui cherchent à aigrir les esprits par l'injustice. » Je me rappelle encore qu'alors un de mes collègues, moins patient que moi, dans un accès d'humeur, tint en effet le propos qu'on m'attribue, et d'autres m'ont entendu moi-même le lui reprocher. Quant à la répétition du même propos que l'on me fait redire au comité des vingt-un, la fausseté de ce fait est encore plus notoire. Je ne retournai au conseil général que pour y dénoncer le corps législatif, dit Louvet ; ce jour-là, je retournai au conseil général pour rendre compte de ma mission. Je parlai avec décence de l'assem-

blée nationale ; avec franchise de quelques membres à qui j'imputai le projet de faire rétrograder la liberté. On a osé, par un rapprochement atroce, insinuer que j'avais voulu compromettre la sûreté de quelques députés, en les dénonçant à la commune durant les exécutions des conspirateurs.

J'ai déjà répondu à cette infamie, en rappelant que j'avais cessé d'aller à la commune avant cet événement, qu'il ne m'était pas plus donné de prévoir, que les circonstances subites et extraordinaires qui l'ont amené. Faut-il vous dire que plusieurs avant moi avaient déjà dénoncé la persécution tramée contre la commune par les deux ou trois personnes dont on parle, et ce plan de calomnier les défenseurs de la liberté et de diviser les citoyens, au moment où il fallait réunir ses efforts pour étouffer les conspirations du dedans et repousser les ennemis étrangers ? Quelle est donc cette affreuse doctrine : que de dénoncer un homme et l'assassiner, c'est la même chose ? Dans quelle république vivons-nous, si le magistrat qui, dans une assemblée municipale, s'explique librement sur les auteurs d'une trame dangereuse, n'est plus regardé que comme un provocateur au meurtre ! Le peuple, dans la journée même du 10 août, s'était fait une loi de respecter les membres les plus décriés du corps législatif ; il a vu paisiblement Louis XVI et sa famille traverser Paris, de l'assemblée au Temple, et chacun sait que personne n'avait prêché ce principe de conduite plus

souvent et avec plus de zèle que moi, soit avant, soit depuis la révolution du 10 août. Citoyens, si jamais, à l'exemple des Romains, nous élevons un temple à la Peur, je suis d'avis qu'on choisisse les ministres de son culte parmi ceux-là même qui nous entretiennent sans cesse de leur courage et de leurs dangers. Mais comment parlerai-je de cette lettre prétendue, timidement, et j'ose dire très-gauchement présentée à votre curiosité.

Une lettre énigmatique adressée à un tiers des brigands anonymes ! des assassins anonymes ! et au milieu de ces ténèbres ! Ce mot, jeté comme au hasard : ils ne veulent entendre parler que de Robespierre ! Des réticences, des mystères dans une chose si grave ! Homme vertueux, homme exclusivement, éternellement vertueux, en vous adressant à la convention nationale avec un rapport bien astucieux, après tant de libelles, tant de pamphlets de toute espèce, où voulez-vous donc aller par la route du crime ? Vous avez essayé l'opinion : vous vous êtes arrêté, épouvanté vous-même de votre propre audace..... vous avez bien fait. La nature ne vous a moulé ni pour de grandes actions ni pour de grands attentats. Je m'arrête ici moi-même par pitié pour vous ; mais une autre fois, examinez mieux les instruments qu'on met entre vos mains. Vous ne connaissez pas l'abominable histoire de l'homme qui a écrit cette missive énigmatique ; cherchez-la si vous en avez le cou-

rage dans les monuments de la police; et croyez-vous que si je voulais m'abaisser à de pareilles plaintes, il me serait difficile de vous présenter des dénonciations un peu plus précises et mieux appuyées? Je les ai dédaignées jusqu'ici. Je sais qu'il y a loin du dessein profondément conçu de commettre un grand crime, à certaines velléités et à certaines menaces dont j'aurais pu faire beaucoup de bruit : d'ailleurs, je n'ai jamais cru au courage des méchants. Mais réfléchissez sur vous-même. Voyez avec quelle maladresse vous vous embarrassez vous-même dans vos propres pièges. Vous vous tourmentez depuis long-temps pour arracher à la convention nationale une loi contre les provocateurs au meurtre. Qu'elle soit portée; ne voyez-vous pas la première victime qu'elle doit frapper? c'est vous-même. N'avez-vous pas dit calomnieusement, ridiculement, que j'aspirais à la tyrannie? N'avez-vous pas juré par Brutus d'assassiner les tyrans?

Vous voilà donc convaincu par votre propre aveu d'avoir provoqué tous les citoyens à m'assassiner? N'ai-je pas déjà entendu à cette tribune des cris de fureur répondre à vos exhortations? Et ces promenades de gens armés qui bravent au milieu de nous l'autorité des lois et des magistrats; et ces cris qui demandent les têtes de quelques représentants du peuple qui mêlent des imprécations contre moi à vos louanges et à l'apologie de Louis XVI, qui les a appelés, qui les égare, qui

les excite ? Et vous parlez de lois, de vertus, d'agitateurs et d'assassins !

Mais sortons de ce cercle d'infamies que vous nous avez fait parcourir, et arrivons à la conclusion de votre libelle.

Indépendamment de ce décret sur la force armée que vous cherchez à extorquer par tant de moyens, indépendamment de cette loi tyrannique contre la liberté individuelle et contre celle de la presse, que vous déguisez sous le spécieux prétexte de la provocation au meurtre ; vous demandez une loi de proscription contre les citoyens qui vous déplaisent, sous le nom d'ostracisme. Ainsi vous ne rougissez plus d'avouer ouvertement le motif honteux de tant d'impostures et de machinations. Ainsi vous ne parlez de dictature que pour l'exercer vous-mêmes sans aucun frein ; ainsi vous ne parlez de proscriptions que pour proscrire et tyranniser. Ainsi vous avez pensé que pour faire de la convention nationale le vil instrument de vos coupables desseins, il vous suffirait de prononcer devant elle un roman bien astucieux, et de lui proposer de décréter, sans désespérer, la perte de la liberté et son propre déshonneur.

Que me reste-t-il à dire contre des accusateurs qui s'accusent eux-mêmes ? Ensevelissons, s'il est possible, ces misérables machinations dans un éternel oubli. Pussions-nous dérober aux regards de la postérité ces jours honteux de notre histoire, où les représentants du peuple, égarés par de mépri-

sables intrigues, ont paru oublier les grandes destinées auxquelles ils étaient appelés. Pour moi, je ne prendrai aucune conclusion qui me soit personnelle. J'ai renoncé au facile avantage de répondre aux calomnies de mes adversaires par des dénunciations plus redoutables. J'ai voulu supprimer la partie offensive de ma justification. Je renonce à la juste vengeance que j'aurais le droit de poursuivre contre mes calomniateurs ; je n'en demande point d'autres que le retour de la paix et le triomphe de la liberté (*on applaudit*). Citoyens, parcourez d'un pas ferme et rapide votre carrière, et puisse-je, aux dépens de ma vie et de ma réputation même, concourir avec vous à la gloire et au bonheur de notre commune patrie !

(*Moniteur du 6 novembre 1792, n° 312.*)

DISCOURS DE PÉTION (1).

CITOYENS, je m'étais promis de garder le silence le plus absolu sur les événements qui se sont passés depuis le 10 août : des motifs de délicatesse et de bien public me déterminaient à user de réserve. Mais il est impossible de me taire plus long-temps : de l'une et l'autre part on invoque mon témoignage ; chacun me presse de dire mon opinion ; je vais dire avec franchise ce que je sais sur quelques hommes, ce que je pense sur les choses.

J'ai vu de près les scènes de la révolution ; j'ai vu les cabales, les intrigues, les luttes courageuses entre la tyrannie et la liberté, entre le vice et la vertu. Quand le jeu des passions humaines paraît à découvert ; quand on aperçoit les ressorts secrets qui ont dirigé les opérations les plus importantes ; quand on rapproche les événements de leurs causes ; quand on connaît tous les périls que la liberté a courus ; quand on pénètre dans l'abîme de la cor-

(1) Ce discours, que la clôture empêcha de prononcer, fut envoyé au *Moniteur* par Jérôme Pétion : il est curieux à méditer. Son esprit est dirigé dans le sens de Louvet. Tout ce qu'il a de palpable vient au contraire à l'appui de Robespierre.

(Note de l'Auteur.)

ruption qui menaçait à chaque instant de nous engloutir, on se demande avec étonnement par quelle suite de prodiges nous sommes arrivés au point où nous nous trouvons aujourd'hui. Les révolutions veulent être vues de loin ; ce prestige leur est bien nécessaire : les siècles effacent les taches qui les obscurcissent ; la postérité n'aperçoit que les résultats. Nos neveux nous croiront grands ; rendons-les meilleurs que nous. Je laisse en arrière les faits antérieurs à cette journée à jamais mémorable, qui a élevé la liberté sur les ruines de la tyrannie, et qui a changé la monarchie en république.

Les hommes qui se sont attribué la gloire de cette journée, sont les hommes à qui elle appartient le moins ; elle est due à ceux qui l'ont préparée (1) ; elle est due à la nature impérieuse des choses ; elle est due aux braves fédérés et à leur directoire secret, qui concertait depuis long-temps le plan de l'insurrection ; elle est due au peuple ; elle est due enfin au génie tutélaire qui préside constamment aux destins de la France, depuis la première assemblée de ses représentants. Il faut le dire ; un moment le succès fut incertain, et ceux qui sont vraiment instruits des détails de cette

(1) Jalousie contre les hommes d'action. Haine contre ceux qui ont su faire ce que la Gironde désirait, sans être capables de la tenter. Voilà tout le secret de ce paragraphe.

(Note de l'Auteur.)

journée, savent quels furent les intrépides défenseurs de la patrie, qui empêchèrent les Suisses et tous les satellites du despotisme de demeurer maîtres du champ de bataille; quels furent ceux qui rallièrent nos phalanges citoyennes un instant ébranlées. Cette journée avait également lieu sans le concours des commissaires de plusieurs sections réunis à la maison commune. Les membres de l'ancienne municipalité, qui n'avaient pas désemparé pendant la nuit, étaient encore en séance à neuf heures et demie du matin. Ces commissaires conçurent néanmoins une grande idée, et prirent une mesure hardie en s'emparant de tous les pouvoirs municipaux, et en se mettant à la place d'un conseil général dont ils redoutaient la faiblesse et la corruption. Ils exposèrent courageusement leur vie dans le cas où le succès ne justifierait pas l'entreprise (1). Si ces commissaires eussent eu la sagesse de savoir déposer à temps leur autorité, de rentrer au rang de simples citoyens après la belle action qu'ils avaient faite, ils se seraient couverts de gloire; mais ils ne surent pas résister à l'attrait du pouvoir, et l'envie de dominer s'empara d'eux (2).

(1) Et cependant vous dites que la gloire du 10 août ne doit pas retomber sur eux! Voilà le premier fait que vous citez; il est déjà contraire à votre exorde déclamatoire! (*Note de l'Auteur.*)

(2) Et quel pouvoir, excepté eux, a cherché à rendre les événements du 10 août profitables à la cause de la liberté? Quel pouvoir, excepté eux, a régné pendant quarante jours? L'assemblée? Elle

Dans les premiers moments d'ivresse de la conquête de la liberté, et d'après une commotion aussi violente, il était impossible que tout rentrât à l'instant dans le calme et dans l'ordre accoutumé ; il eût été injuste de l'exiger. On fit alors au nouveau conseil de la commune des reproches qui n'étaient pas fondés ; ce n'était connaître ni sa position ni les circonstances. Mais ces commissaires commencèrent à les mériter, lorsqu'ils prolongèrent eux-mêmes le mouvement révolutionnaire au-delà du terme (x). L'assemblée nationale s'était prononcée ; elle avait pris un grand caractère ; elle avait rendu des décrets qui sauvaient l'empire ; elle avait suspendu le roi ; elle avait effacé la ligne de démarcation qui séparait les citoyens en deux classes ; elle avait appelé la convention. Le parti royaliste était abattu ; il fallait dès-lors se rallier à elle, la fortifier de l'opinion, l'environner de la confiance : le devoir et la saine politique le voulaient ainsi.

La commune trouva plus grand de rivaliser avec l'assemblée ; elle établit une lutte qui n'était propre qu'à jeter de la défaveur sur tout ce qui s'était

était tombée dans une léthargique faiblesse. Le conseil ? Tous ses effets ont eu pour but de paralyser l'énergique audace de Danton.

(Note de l'Auteur.)

(1) Fixez donc le terme où se termine leur *belle action* et où leur crime commence. Ce paragraphe est leur apologie, et vous voulez en faire leur acte d'accusation.

(Note de l'Auteur.)

passé ; qu'à faire croire que l'assemblée était sous le joug irrésistible des circonstances. Elle obéissait ou résistait aux décrets, suivant qu'ils favorisaient ou contrariaient ses vues ; elle prenait, dans ses représentations au corps législatif, des formes impérieuses et irritantes ; elle affectait la puissance, et ne savait ni jouir de ses triomphes ni les faire pardonner. On était parvenu à persuader aux uns que tant que l'état révolutionnaire durerait, le pouvoir étant remonté à sa source, l'assemblée nationale était sans caractère ; que son existence était précaire, et que les assemblées de commune étaient les seules autorités légales et puissantes. On avait insinué aux autres que les chefs d'opinion dans l'assemblée nationale avaient des projets perfides, voulaient renverser la liberté et livrer la république aux étrangers : de sorte qu'un grand nombre des membres du conseil croyait user d'un droit légitime, lorsqu'il usurpait l'autorité ; croyait résister à l'oppression, lorsqu'il s'opposait à la loi ; croyait faire un acte de civisme, lorsqu'il manquait à ses devoirs de citoyen. Néanmoins au milieu de cette anarchie, la commune prenait de temps en temps des arrêtés salutaires (1). J'avais été conservé dans ma place, mais elle n'était plus qu'un vain titre : j'en cherchais inutilement les fonctions ; elles étaient éparses entre toutes les mains.

(1) C'est là son excuse.

(Note de l'Auteur.)

et chacun les exerçait. Je me rendis, les premiers jours, au conseil : je fus effrayé du désordre qui régnait dans cette assemblée et, surtout, de l'esprit qui la dominait. Ce n'était plus un corps administratif, délibérant sur les affaires communales ; c'était une assemblée politique, se croyant investie de pleins pouvoirs, discutant les grands intérêts de l'État, examinant les lois faites et en promulguant de nouvelles. On n'y parlait que de complots contre la liberté publique ; on y dénonçait les citoyens ; on les appelait à la barre ; on les entendait publiquement ; on les jugeait ; on les renvoyait absous, ou on les retenait. Les règles ordinaires avaient disparu ; l'effervescence des esprits était telle, qu'il était impossible de retenir ce torrent. Toutes les délibérations s'emportaient avec l'impétuosité de l'enthousiasme ; elles se succédaient avec une rapidité effrayante ; le jour, la nuit, sans aucune interruption, le conseil était toujours en séance. Je ne voulus pas que mon nom fût attaché à une multitude d'actes aussi irréguliers, aussi contraires aux principes (1).

(1) Vous regrettiez la perte de votre influence, *inde ira* ! Mais de votre propre rapport résulte que l'entrainement du conseil de la commune était nécessité par les circonstances, et qu'une multitude d'actes, *contraires aux principes*, étaient les fruits de l'amour de la patrie. Je voudrais savoir maintenant *quels principes* doivent diriger un conseil révolutionnaire. Il ne tient son mandement que du zèle du bien public. Le salut public est pour lui l'unique loi.

(Note de l'Auteur.)

Je sentis également combien il était sage et utile de ne pas approuver, de ne pas fortifier par ma présence tout ce qui s'y passait. Ceux qui dans le conseil craignaient de m'y voir ; ceux que mon aspect gênait, désiraient fortement que le peuple, dont je conservais la confiance, crût que je présidais à ses opérations, et que rien ne se faisait que de concert avec moi. Ma réserve, à cet égard, accrut leur inimitié ; mais ils n'osèrent pas la manifester trop ouvertement, crainte de déplaire à ce peuple dont ils briguaient la faveur. Je parus rarement ; et la conduite que je tins dans cette position très-délicate, entre l'ancienne municipalité qui réclamait contre sa destitution, et la nouvelle qui se prétendait légalement instituée, ne fut pas inutile à la tranquillité publique : car si alors je me fusse prononcé fortement pour ou contre, j'occasionais un déchirement qui aurait pu avoir des suites très-funestes. En tout il est un point de maturité qu'il faut savoir saisir.

L'administration fut négligée ; le maire ne fut plus un centre d'unité : tous les fils furent coupés entre mes mains. Le pouvoir fut dispersé ; l'action de surveillance fut sans force, l'action réprimante le fut également. Robespierre prit de l'ascendant dans le conseil ; il était difficile que cela ne fût pas ainsi dans les circonstances où nous nous trouvions, et avec la trempe de son esprit. Je lui entendis prononcer un discours qui me contrista l'âme. Il s'agis-

sait du décret qui ouvrait les barrières, et, à ce sujet, il se livra à des déclamations très-animées, aux écarts d'une imagination sombre; il aperçut des précipices sous ses pas, des complots liberticides; il signala les prétendus conspirateurs; il s'adressa au peuple, échauffa les esprits, et occasiona, parmi ceux qui l'entendaient, la plus vive fermentation. Je répondis à ce discours pour rétablir le calme, pour dissiper ces noires illusions, et ramener la discussion au seul point qui dût occuper l'assemblée. Robespierre et ses partisans entraînaient ainsi la commune dans des démarches inconsidérées, dans des partis extrêmes. Je ne suspecterai pas pour cela les intentions de Robespierre : j'accuserai plus sa tête que son cœur; mais les suites de ses noires visions ne m'en causaient pas moins d'alarmes. Chaque jour les tribunes du conseil retentissaient de diatribes violentes; les membres ne pouvaient pas se persuader qu'ils étaient des magistrats chargés de veiller à l'exécution des lois et au maintien de l'ordre; ils s'envisageaient toujours comme formant une association révolutionnaire. Les sections assemblées recevaient cette influence, la communiquaient à leur tour; de sorte qu'en même temps tout Paris était en fermentation.

Le comité de surveillance remplissait les prisons. On ne peut pas se dissimuler que, si plusieurs de ses arrestations furent justes et nécessaires, d'autres furent légèrement hasardées. Il faut moins

en accuser les chefs que leurs agents (1) ; la police était mal entourée : un homme, entre autres, dont le nom seul est devenu une injure, dont le nom jette l'épouvante dans l'âme de tous les citoyens paisibles, semblait s'être emparé de sa direction et de ses mouvements. Assidu à toutes les conférences, il s'immisçait dans toutes les affaires ; il parlait, il ordonnait en maître ; je m'en plaignis hautement à la commune, et je terminai mon opinion par ces mots : Marat est le plus insensé ou le plus scélérat des hommes. Depuis, je n'ai jamais parlé de lui. La justice était lente à prononcer sur le sort des détenus, et ils s'entassaient de plus en plus dans les prisons. Une section vint en députation au conseil de la commune, le 23 août, et déclara formellement que les citoyens, fatigués, indignés des retards que l'on apportait dans les jugements, forceraient les portes de ces asiles, et immoleraient à leur vengeance les coupables qui y étaient renfermés. Cette pétition, conçue dans les termes les plus délirants, n'éprouva aucune censure ; elle reçut même des applaudissements. Le 25, mille à douze cents citoyens armés sortirent de Paris pour enlever les prisonniers d'État, détenus à Orléans, et les transférer ailleurs. Des nouvelles fâcheuses vinrent encore augmenter l'agitation des esprits : on an-

(1) Et c'est contre les chefs que vous dirigez une accusation capitale.

(Note de l'Auteur.)

nonça la trahison de *Longwy*, et, quelques jours après, le siège de *Verdun*. Le 27, l'assemblée nationale invita le département de Paris et ceux environnants à fournir trente mille hommes armés pour voler aux frontières. Ce décret imprima un nouveau mouvement, qui se combina avec ceux qui existaient déjà. Le 31, l'absolution de *Montmorin* souleva le peuple. Le bruit se répandit qu'il avait été sauvé par la perfidie d'un commissaire du roi, qui avait induit les jurés en erreur. Dans le même moment, on publia la révélation d'un complot fait par un condamné, complot tendant à faire évader tous les prisonniers, qui devaient ensuite se répandre dans les villes, s'y livrer à tous les excès, et enlever le roi. L'effervescence était à son comble. La commune, pour exciter l'enthousiasme des citoyens, pour les porter en foule aux enrôlements civiques, avait arrêté de les réunir avec appareil au Champ-de-Mars, au bruit du canon.

Le 2 septembre arrive, le canon d'alarme tire, le tocsin sonne ; ô jour de deuil ! A ce son lugubre et alarmant, on se rassemble, on se précipite dans les prisons ; on égorge, on assassine. Manuel, plusieurs députés de l'assemblée nationale, se rendent dans ces lieux de carnage ; leurs efforts sont inutiles, on immole les victimes jusque dans leurs bras ! Eh bien ! j'étais dans une fausse sécurité, j'ignorais ces cruautés ; depuis quelque temps on ne me parlait de rien. Je les apprends enfin,

et comment ? D'une manière vague , indirecte , défigurée ; on m'ajoute en même temps que tout est fini. Les détails les plus déchirants me parviennent ensuite ; mais j'étais dans la conviction la plus intime que le jour qui avait éclairé ces scènes affreuses ne reparaitrait plus. Cependant elles continuent. J'écris au commandant général, je le requiers de porter des forces aux prisons : il ne me répond pas d'abord : j'écris de nouveau ; il me dit qu'il a donné des ordres. Rien n'annonce que ses ordres s'exécutent ; cependant elles continuent encore : je vais au conseil de la commune ; je me rends de là à l'hôtel de la Force , avec plusieurs de mes collègues. Des citoyens assez paisibles obstruaient la rue qui conduit à cette prison ; une très-faible garde était à la porte ; j'entre..... Non , jamais ce spectacle ne s'effacera de mon cœur. Je vois deux officiers revêtus de leurs écharpes : je vois trois hommes tranquillement assis devant une table , les registres d'écrous ouverts et sous leurs yeux , faisant l'appel des prisonniers ; d'autres hommes les interrogeant, d'autres hommes faisant les fonctions de jurés et de juges ; une douzaine de bourreaux, les bras nus couverts de sang, les uns avec des massues, les autres avec des sabres et des coutelas qui en dégouttaient, exécutant à l'instant les jugements ; des citoyens attendant au dehors ces jugements avec impatience , gardant le plus morne silence aux arrêts de mort, jetant des cris de joie aux arrêts d'abso-

lution. Et les hommes qui les jugeaient, et les hommes qui exécutaient, avaient la même sécurité, que si la loi les eût appelés à remplir ces fonctions. Ils me vantaient leur justice, leur attention à distinguer les innocents des coupables, les services qu'ils avaient rendus; ils me demandaient, pourrait-on le croire! Ils demandaient à être payés du temps qu'ils avaient passé; j'étais réellement confondu de les entendre.

Je leur parlai le langage austère de la loi; je leur parlai avec le sentiment de l'indignation profonde dont j'étais pénétré. Je les fis sortir tous devant moi : j'étais à peine sorti moi-même qu'ils y rentrèrent : je fus de nouveau sur les lieux pour les en chasser; la nuit, ils achevèrent leur horrible boucherie. Ces assassinats furent-ils commandés, furent-ils dirigés par quelques hommes? J'ai eu des listes sous les yeux, j'ai reçu des rapports, j'ai recueilli quelques faits; si j'avais à prononcer, comme juge, je ne pourrais pas dire : voilà le coupable (1). Je pense que les crimes n'eussent pas eu un aussi libre cours; qu'ils eussent été arrêtés si tous ceux qui avaient eu en main le pouvoir et la force les eussent vus avec horreur; mais je dois le dire, parce que cela est vrai, plusieurs de ces hommes publics, de ces défen-

(1) Et Louvet que vous appuyez n'ose le dire, quoiqu'il n'eût aucun des documents que vous annoncez avoir eus sous les yeux.

(Note de l'Auteur.)

seurs de la patrie, croyaient que ces journées désastreuses et déshonorantes étaient nécessaires; qu'elles purgeaient l'empire d'hommes dangereux; qu'elles portaient l'épouvante dans l'âme des conspirateurs; et que ces crimes odieux en morale étaient utiles en politique. Oui, voilà ce qui a ralenti le zèle de ceux à qui la loi avait confié le maintien de l'ordre, de ceux à qui elle avait remis la défense des personnes et des propriétés.

On voit comme on peut lier les journées des 2, 3, 4 et 5 septembre à l'immortelle journée du 10 août; comment on peut en faire une suite du mouvement révolutionnaire imprimé dans le jour, le premier des annales de la république. Mais je ne puis me résoudre à confondre la gloire avec l'infamie, et à souiller le 10 août des excès du 2 septembre (1). Le comité de surveillance lança en effet un mandat d'arrêt contre le ministre Roland; c'était le 4, et les massacres duraient encore. Danton en fut instruit; il vint à la mairie, il était avec Robespierre; il s'emporta avec chaleur contre cet acte arbitraire et de démence; il aurait perdu non pas Roland, mais ceux qui l'avaient décerné (2). Danton en provoqua la révo-

(1) Il faut bien vous y résoudre, puisque cela est vrai et que vous venez de le démontrer.

(Note de l'Auteur.)

(2) Il y a peut-être quelque perfidie à donner un tel sens à la protection toute-puissante accordée par Danton au ministre Roland. On devrait savoir gré, même à ses ennemis, du bien qu'ils ont fait.

(Note de l'Auteur.)

cation, il fut enseveli dans l'oubli. J'eus une explication avec Robespierre, elle fut très-vive. Je lui ai toujours fait en face des reproches que l'amitié (1) a tempérés en son absence; je lui dis : « Robespierre, vous faites bien du mal, vos dénonciations, vos alarmes, vos haines, vos soupçons, agitent le peuple; mais enfin expliquez-vous; avez-vous des faits? avez-vous des preuves? Je combats avec vous; je n'aime que la vérité; je ne veux que la liberté. — Vous vous laissez entourer; vous vous laissez prévenir, me répondit-il; on vous indispose contre moi; vous voyez tous les jours mes ennemis; vous voyez Brissot et son parti. — Vous vous trompez, Robespierre; personne plus que moi n'est en garde contre les préventions, et ne juge avec plus de sang-froid les hommes et les choses. Vous avez raison, je vois Brissot; néanmoins rarement; mais vous ne le connaissez pas, et moi je le connais dès son enfance. Je l'ai vu dans ces moments où l'âme se montre tout entière, où l'on s'abandonne sans réserve à l'amitié, à la confiance : je connais son désintéressement; je connais ses principes, je vous proteste qu'ils sont purs; ceux qui en font un chef de parti n'ont pas la plus légère idée de son caractère; il a des lumières et des connaissances; mais il n'a ni la ré-

(1) L'amitié! Ce n'est donc point un conspirateur, et Louvet l'a donc calomnié?

(Note de l'Auteur.)

serve, ni la dissimulation, ni ces formes entraînantes, ni cet esprit de suite qui constitue un chef de parti ; et ce qui vous surprendra, c'est que, loin de mener les autres, il est très-facile à abuser. » Robespierre insista, mais en se renfermant dans des généralités. « En grâce, lui dis-je, expliquons-nous ; dites-moi franchement ce que vous avez sur le cœur, ce que vous savez. — Eh bien ! me répondit-il, je crois que Brissot est à Brunswick. — Quelle erreur est la vôtre ! m'écriai-je, c'est véritablement une folie ; voilà comme votre imagination vous égare : Brunswick ne lui ferait-il pas le premier couper la tête ? Brissot n'est pas assez fou pour en douter ; qui de nous sérieusement peut capituler ? Qui de nous ne risque pas sa vie ? Bannissons d'injustes défiances. »

Danton s'entremêla dans ce colloque, nous dit que ce n'était pas là le moment de disputer ; qu'il fallait ajourner toutes ces explications après l'expulsion des ennemis ; que cet objet décisif devait seul occuper tous les bons citoyens. Danton, peu de jours après, vint me trouver, me montra une lettre que lui écrivait Marat ; cette lettre était insolente ; les reproches étaient mêlés aux injures ; il menaçait Danton de ses placards. Danton me parut courroucé : Marat était au comité de surveillance ; nous y descendîmes ensemble : le débat fut très-animé : Danton traita durement Marat ; Marat soutint ce qu'il avait avancé, finit par dire qu'il fallait tout oublier, déchira la lettre, em-

brassa Danton, et Danton l'embrassa. J'atteste ces faits qui se sont passés devant moi (1).

Le conseil de la commune devenait moins agité ; beaucoup de ses membres, et en général les plus effervescents, étaient dispersés, et remplissaient des missions dans plusieurs parties de l'empire. L'assemblée électorale venait d'ouvrir ses séances : elle fixait tous les regards, et devenait le foyer des ambitions et des passions particulières. Il est vrai, ainsi qu'on l'a avancé, que cette assemblée était influencée, dominée par un petit nombre d'hommes ; qu'on ne pouvait choisir que leurs partisans ; que les élections étaient préparées par des listes qui furent exactement suivies, à de légères exceptions près. Il est vrai encore que cette assemblée était devenue une lice toujours ouverte aux dénonciations, aux déclamations les plus emportées. Des orateurs, par leurs discours, entretenaient dans le peuple une agitation violente, et nous exposaient sans cesse au renouvellement de ces scènes d'horreur dont nous venions d'être témoins. Depuis long-temps on annonçait un mouvement général dans Paris pour le 20 septembre ; on annonçait que plusieurs représentants du peuple

(1) Ces faits sont précieux pour l'histoire. Danton et Robespierre s'y montrent déjà avec le caractère qu'on leur a vu déployer dans le cours de leur carrière révolutionnaire. Les convictions qu'ils manifestaient dans l'intimité n'étaient donc pas un jeu quand elles apparurent au grand jour de la convention.

(Note de l'Auteur.)

seraient égorgés. On désignait pour victimes de vrais défenseurs de la liberté. Je suivis avec attention tout ce qui se passait; j'observai la disposition des esprits, et je ne partageai pas toutes ses inquiétudes.

Paris est à lui seul, et sous un rapport, un petit empire. Il est très-facile d'y faire un mouvement; il est extrêmement difficile d'y faire une insurrection. Un quartier de la ville est calme tandis que l'autre est agité. On ignore dans une rue ce qui se passe dans la rue voisine. Ce qui touche une partie des citoyens est indifférent à l'autre. Il n'y a pas de point de ralliement où tout vienne se rendre; il n'y a pas de centre d'unité pour donner en même temps l'impulsion à toutes les parties. Pour soulever à la fois une masse d'hommes aussi énorme, il faut un très-grand objet, un objet qui attache, qui intéresse tous les citoyens: aussi n'avons-nous eu que deux insurrections dans Paris, celle du 14 juillet et celle du 10 août. Beaucoup de mouvements particuliers au contraire se font sentir. Ils n'ont pas en général de suites fâcheuses, lorsqu'on est averti à temps. Celui qui ne connaît pas Paris serait effrayé s'il lisait les rapports qui parviennent à chaque instant au maire. Dans les jours les plus tranquilles, il croirait toujours que cette cité va être en proie à tous les excès; mais par l'exagération même, on s'habitue à juger la vérité. J'avoue que dans le moment actuel, où le peuple est perpétuellement

assemblé, une grande commotion est plus aisée à opérer; elle rencontrerait néanmoins encore d'immenses obstacles. Je ne vois présentement qu'une cause aussi majeure que celle du jugement du roi qui puisse occasioner un mouvement vraiment sérieux, si la décision choquait l'opinion publique.

Le 20 septembre, ainsi que je l'avais prévu, se passa sans orage : je ne vous parle pas de ce qui a eu lieu depuis, vous le savez; ce tableau a souvent été mis sous vos yeux; trop souvent la commune de Paris a été le sujet de vos débats. D'ailleurs les membres qui la composent, repoussant à cette barre les soupçons dont ils se trouvent tous frappés, ont pris l'engagement de démasquer eux-mêmes les agitateurs et les traitres qui pourraient s'être glissés dans leur sein; de rendre leurs comptes, de justifier leur conduite, et de vous donner tous les éclaircissements que la tranquillité publique sollicite, et que vous pouvez désirer. Une organisation prompte de la municipalité, voilà le meilleur remède à apporter aux maux qui tourmentent cette cité; voilà ce qui fera cesser les dernières agitations des secousses anarchiques. Éclairer ensuite le peuple sur ses droits, sur ses devoirs, sur le véritable exercice de sa puissance, démasquer les charlatans qui le flattent et le trompent, voilà ce qui consolidera la paix en assurant son bonheur. Je reviens aux événements dont je vous ai tracé une bien faible esquisse : ces événements, et quel-

ques-uns de ceux qui ont précédé la célèbre journée du 10 août, le rapprochement des faits et d'une foule de circonstances, ont porté à croire que des intrigants avaient voulu s'emparer du peuple, pour, avec le peuple, s'emparer de l'autorité : on a désigné hautement Robespierre. On a examiné ses liaisons ; on a analysé sa conduite ; on a recueilli les paroles qui, dit-on, ont échappé à un de ses amis, et on a conclu que Robespierre avait eu l'ambition insensée de devenir dictateur. Le caractère de Robespierre explique ce qu'il a fait : Robespierre est extrêmement ombrageux et défiant ; il aperçoit partout des complots, des trahisons, des précipices. Son tempérament bilieux, son imagination atrabilaire, lui présentent tous les objets sous de sombres couleurs. Impérieux dans son avis, n'écoutant que lui, ne supportant pas la contrariété, ne pardonnant jamais à celui qui a pu blesser son amour-propre, et ne reconnaissant jamais ses torts ; dénonçant avec légèreté, et s'irritant du plus léger soupçon ; croyant toujours qu'on s'occupe de lui, et pour le persécuter ; vantant ses services, et parlant de lui avec peu de réserve ; ne connaissant point les convenances, et nuisant par cela même aux causes qu'il défend ; voulant par-dessus tout les faveurs du peuple, lui faisant sans cesse la cour, et cherchant avec affectation ses applaudissements ; c'est là, c'est surtout cette dernière faiblesse qui, perçant dans tous les actes de sa vie publique, a pu faire croire que

Robespierre aspirait à de hautes destinées, et qu'il voulait usurper le pouvoir dictatorial. Quant à moi, je ne puis me persuader que cette chimère ait sérieusement occupé ses pensées, qu'elle ait été l'objet de ses désirs, et le but de son ambition.

Il est un homme cependant qui s'est enivré de cette idée fantastique ; qui n'a cessé d'appeler la dictature sur la France comme un bienfait, comme la seule domination qui pût nous sauver de l'anarchie qu'il prêchait, qui pût nous conduire à la liberté, au bonheur. Il sollicitait ce pouvoir tyrannique ; pour qui ? Vous ne voudrez jamais le croire : vous ne connaissez pas assez tout le délire de sa vanité : il le sollicitait pour lui ; oui, pour lui, Marat. Si sa folie n'était pas féroce, il n'y aurait rien d'aussi ridicule que cet être que la nature semble avoir marqué tout exprès du sceau de sa réprobation (1).

Ce projet insensé est déjà loin de nous : il ne reparaitra plus ; mais, législateurs, je vous déclare que dans ce moment même de vils esclaves en méditent un non moins absurde et non moins criminel. Oui, on ose penser à relever vos tyrans abattus. On jette quelque intérêt sur leurs per-

(1) On vient de voir l'explication de Marat. C'est celle qu'il avait donnée dans toutes ses feuilles. N'y a-t-il pas une mauvaise foi ironique à présenter un plan tel que celui de Marat, comme un dessein formé d'établir la dictature ?

(Note de l'Auteur.)

sonnes ; on apitoie sur leur sort ; leurs crimes sont des égarements qu'on attribue à des conseils perfides ; la générosité est la vertu d'une grande nation ; l'oubli du passé nous préparera un heureux avenir , nous aurons la paix au dehors , l'abondance au dedans. Ces idées manuscrites circulent dans des lettres ; elles se propagent ; on parle d'employer tout à la fois la ruse et la force pour favoriser l'exécution du projet ; on parle d'un mouvement populaire , et de la facilité de profiter de ce trouble. J'ai reçu des avis multipliés sur des fabrications d'armes qui ne sont qu'à l'usage des scélérats. Des étrangers sont dans nos murs , et paraissent soudoyés par nos ennemis. On m'a dénoncé des hommes qui sont eux-mêmes des dénonciateurs de profession , mais que je crois néanmoins incapables de tremper dans ce projet infâme et extravagant. Il est inutile , je pense , de chercher à calmer vos inquiétudes sur une trame aussi follement atroce. La France ne courbera jamais sa tête altière sous le joug d'aucun tyran. Nous n'avons à redouter que nous-mêmes. C'est à la convention nationale , dont l'exemple est si puissant sur toute la république , à éloigner d'elle toutes ces petites passions , toutes ces personnalités avilissantes qui dégradent la majesté d'une assemblée. Nous ne pouvons avoir qu'un sentiment , celui de la liberté. Il n'est plus là de roi , de liste civile pour corrompre. Notre ouvrage ne fera qu'un projet ; la nation l'examinera. On parle de partis !

je vois des haines, des préventions, des chocs de vanité et d'amour-propre ; mais qu'on m'indique ici quel est le parti qui ne veuille pas la république, qui ne veuille pas l'unité, qui ne veuille pas la fraternité de tous les Français. Je connais tels de ceux dont on forme des chefs de parti, qui sont les hommes les plus vertueux et les plus indépendants.

Expliquons - nous ici franchement ; que nos explications tournent au profit de la chose publique, qu'elles soient les dernières. Si quelqu'un connaît dans cette assemblée un traître, qu'il le nomme ; s'il connaît une faction qui conspire contre la liberté, qu'il la dénonce : que ce ne soit pas dans l'ombre du mystère qu'il distille la calomnie ; que ce ne soit pas au moment même où un orateur est à la tribune, qu'on décrie sa personne pour décrier son opinion ; qu'on se permette des confidences astucieuses, des insinuations perfides. Qu'on n'ait pas non plus la lâcheté coupable, lorsqu'on a gardé le silence devant lui, d'aller travestir ailleurs ce qu'il a dit, et de calomnier jusqu'à ses intentions. Demandez à ces hommes envieux, si prompts à diffamer ceux qui leur déplaisent, ceux dont les talents et les vertus les offusquent ; demandez-leur quelle preuve ils ont que celui qu'ils accusent soit un fourbe, un scélérat. Ils commenceront par vous dire qu'on ne peut pas raisonnablement exiger de preuves matérielles et écrites : s'étant mis ainsi à

l'aise, ils rassembleront quelques faits vrais ou faux, des conjectures plus ou moins vagues, et bâtiront sur le tout un système de calomnie plus ou moins vraisemblable. Quel est l'homme, je parle du plus intègre, dont la réputation puisse résister à cette étrange épreuve ! Cette manie d'attaquer sans cesse et indistinctement tous les hommes publics, d'appeler sur leurs têtes les vengeances d'une multitude égarée, n'est favorable qu'aux fripons, puisqu'ils se trouvent sur la même ligne que les gens de bien ; elle n'est propre qu'à décourager la vertu et à enhardir le vice : elle met le peuple dans une situation pénible, dans une incertitude cruelle de ne savoir à qui remettre sa confiance. Laissons à l'écart toutes ces injustes défiances, toutes ces idées de parti : voyons moins les hommes, voyons plus les choses. Quand une vérité nous est offerte, qu'importe la main qui la présente ? qu'importe la source d'où elle découle, et les motifs qui l'ont inspirée ? Ne nous passionnons que pour le bien. La nation attend de nous son bonheur ; ne fatiguons pas plus long-temps son impatience. L'Europe vous contemple ; la postérité vous jugera.

Je demande que nous nous occupions des grands intérêts de la république.

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME.

	Pages.
INTRODUCTION.	j
But que s'est proposé l'auteur en publiant ces Mé- moires.	
NOTICE HISTORIQUE SUR RENÉ LEVASSEUR.	1
Ce qu'il était avant la révolution.	2
Conversation avec son oncle, riche colon à Saint-Do- mingue, sur l'esclavage des nègres.	3
Il est déshérité par son oncle.	6
Il est nommé officier municipal, et chargé de la po- lice de la ville du Mans.	7
Cherté du blé; le peuple se révolte et veut mettre Levasseur à la lanterne.	8
Mouvement insurrectionnel au sujet des cloches. Dan- ger que court Levasseur.	10
Sa tête est mise à prix.	11
Il se rend à la société populaire; il prononce un dis- cours qui est écouté avec le plus grand silence. . .	<i>ibid.</i>
Il s'oppose au massacre de quelques prêtres réfrac- taires.	12
Des ouvriers sans travail parcourent la ville, et men- dient en employant les menaces.	13
Levasseur propose au conseil municipal les moyens de donner du travail aux ouvriers; établissement d'une promenade sur les bords de la Sarthe. . . .	14
Il est nommé député à la convention nationale. . . .	15

CHAPITRE PREMIER.

	Page.
But de cet ouvrage.	19
Allocution à ses jeunes compatriotes.	20
Ce que c'était que l'ancien régime.	23
Premier mouvement révolutionnaire.	27
Enthousiasme général.	<i>ibid.</i>
Voyage à Paris.	28
Fédération.	29
Coup d'œil rapide sur les événements de 1789, 1790, 1791 et 1792. — 10 août, 2 septembre.	30
Élection des membres de la convention.	44
Situation de la France lors de la réunion de cette assemblée.	45
Levasseur siège à la Montagne.	50
Coup d'œil sur la composition de la convention.	<i>ibid.</i>
Les montagnards et les girondins.	51

CHAPITRE II.

Premières séances de la convention.	60
La république est proclamée.	62
Marat.	64
Effet qu'il produisit sur la Montagne.	65
Conseil exécutif.	70
Accusation réciproque des deux partis.	<i>ibid.</i>
Luttes violentes.	71

CHAPITRE III.

Gouvernement révolutionnaire.	84
D'Orléans. — Pache. — Dumouriez.	86
Les partis commencent à se dessiner.	88
Nouvelles dissensions.	101

CHAPITRE IV.

	Pages.
Revers de nos armées.	105
Établissement du tribunal révolutionnaire.	109
10 mars.	112
Décret d'accusation contre Marat.	128

CHAPITRE V.

Trahison de Dumouriez.	130
Danton déclare la guerre au côté droit.	138
Discussion sur le <i>maximum</i>	147
Pétition des sections de Paris.	167
Compte rendu par Cambon sur la situation des finances de la république.	157
Signes précurseurs d'une nouvelle tempête.	167
Pétition des quarante-huit sections de Paris.	181

CHAPITRE VI.

Plan de constitution.	191
Saint-Just.	202
Présidence d'Isnard.	218
Commission des douze.	220
Arrestation d'Hébert.	225
Mouvements insurrectionnels.	224
Violents débats.	226

CHAPITRE VII.

Journée du 31 mai.	233
Insurrection de la commune de Paris.	<i>ibid.</i>
La convention tout entière se montre au peuple ras- semblé dans les Tuileries.	249
Décret d'arrestation contre les principaux girondins. <i>ibid.</i>	

CHAPITRE VIII.

	Page.
Coup d'œil sur les chapitres précédents.	254
Les girondins.	256
Quelques portraits.	258
Réflexions sur le 31 mai.	264
État des partis à l'issue de cette crise.	266
Symptômes d'une insurrection départementale. . . .	268
Le général Winpfen à la barre de la convention. . .	269
Il est déclaré traître à la patrie et mis hors la loi. .	<i>ibid.</i>

CHAPITRE IX.

La constitution de 1793, et notes explicatives à ce sujet.	271
Réflexions sur cette constitution.	286

CHAPITRE X.

Coalition départementale.	297
Guerre contre le fédéralisme.	302
Mort de Marat.	303
Charlotte Corday.	304
Barbaroux et Duperret.	305
Rapport de Saint-Just.	311
Arrestation de Custines.	316

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Discours de Danton.	321
— de Marat.	325
— de Louvet.	330
— de Robespierre.	342
— de Pétion.	370

MÉMOIRES
DE
R. LEVASSEUR,
(DE LA SARTHE.)

PARIS, IMPRIMERIE DE GAULTIER-LAGUIO

MÉMOIRES
DE
R. LEVASSEUR,
(DE LA SARTHE)

EX-CONVENTIONNEL,

ORNÉS DU PORTRAIT DE L'AUTEUR.

Manebant etiam tūm vestigia morientis libertatis.

TACIT., Annal.

Tomc Deuxième.

PARIS,
RAPILLY, LIBRAIRE,

PASSAGE DES PANORAMAS.

1829.

1911

1912

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

MÉMOIRES
DE RENÉ LEVASSEUR,
ANCIEN MEMBRE
DE LA CONVENTION NATIONALE.

CHAPITRE PREMIER.

Des commissaires de la convention.

EN prenant les rênes du gouvernement de la France, la convention réunissait dans ses mains, au pouvoir constituant, à la faculté de faire des lois, la plénitude du pouvoir exécutif, et en quelque sorte l'autorité judiciaire. On nous a reproché ce qu'il y avait de monstrueux dans cette omnipotence générale; on s'est perdu en démonstrations inutiles pour prouver ce qui est plus clair que le jour, savoir : que la confusion de la législation avec le pouvoir d'exécution, du souverain avec le magistrat tend à la tyrannie, et que la convention, cumulant tant de fonctions diversement re-

doutables, était un corps essentiellement despotique. Ce qu'on s'est donné tant de peine à établir, personne n'a jamais songé à le nier. Oui, la convention était une autorité dictatoriale sans limite et sans contre-poids. Oui, ses ordres étaient à la fois des lois, des décrets et des sentences. Oui, elle exécutait comme magistrat ce qu'elle avait ordonné comme représentation du souverain; mais quelle induction a-t-on voulu tirer contre nous de cette monstruosité de fait? Est-ce nous qui avons créé la force des circonstances qui nous investissaient de la dictature? Pouvions-nous changer la nature des choses ou abdiquer un pouvoir que le vœu du peuple nous avait confié, et sans lequel la France périssait?

Au moment de notre réunion, la constitution de 1791, seule loi constitutionnelle des Français, venait de s'écrouler sous le canon du 10 août; la nation avait, en nous donnant son mandat, sanctionné l'insurrection parisienne. Nous étions appelés non à réformer la constitution, mais à en donner une autre à la France; et dès que, dans notre première séance, nous eûmes reconnu ce que le peuple avait déjà proclamé, c'est-à-dire que le gouvernement serait désormais républicain, tout ordre légal rentra en un instant dans le chaos, et nous fûmes la volonté unique destinée à en faire sortir les éléments d'une nouvelle organisation sociale.

Par quels moyens pouvions-nous exercer notre

double puissance ? la nature des choses l'indiquait. Législateurs tant que nous étions réunis en corps et dans nos discussions solennelles, nous devions gouverner par nos comités. Aucune autre puissance que la nôtre ne pouvant exister de fait ; aucun corps, aucune fonction ne pouvant être distincte de la convention, toute fiction qui séparait de nous le pouvoir exécutif était une erreur qui devait tôt ou tard porter de déplorables fruits.

Aussi la création d'un conseil exécutif responsable, œuvre ridicule des girondins, ne fut-elle qu'une source de dissensions. Quel était donc ce fantôme de pouvoir qui s'élevait auprès de nous, sans être une émanation de nos volontés ? Comment se faisait-il qu'une autre puissance que la nôtre se fit encore obéir quand la France avait déclaré vouloir se reconstituer et nous avait nommés ses représentants ? Comment pouvait-il exister dans la nation quelque chose d'indépendant de nous qui étions la nation même ?

Voilà les questions qu'élevait la création d'un conseil exécutif indépendant. Voilà ce que ne surent pas comprendre les meneurs du côté droit. Gonflés de théories sur la balance des pouvoirs, sur la nécessité de séparer l'exécution de la législation, ils ne s'aperçurent pas qu'il ne saurait y avoir de pouvoirs distincts là où tous les droits sont repris par le peuple debout et non encore constitué, discutant par ses représentants la forme sociale à adopter. Aussi résulta-t-il mille déchir-

rements de leur tentative éphémère d'organisation légale au milieu de l'anarchie révolutionnaire.

Cependant la théorie de la balance des pouvoirs subit, dans le fait, mille modifications, et bientôt il n'en resta rien. Les ministres, sans cesse mandés à la barre, interrogés sur leurs moindres opérations, recevant autant d'ordres d'exécution que de prescriptions légales, durent bientôt comprendre qu'en dépit de toutes les doctrines possibles, ils n'étaient et ne pouvaient être que nos agents; aussi le parti ministériel (les girondins, amis de Roland) se composa-t-il bientôt de révolutionnaires rétrogrades.

En même temps une foule de comités s'étaient successivement organisés. L'un, sous le nom de comité de défense générale, dirigeait le ministère de la guerre, quoiqu'il n'en eût pas le droit reconnu; de même le comité de surveillance avait une influence immense sur la police, le comité de législation traitait avec le ministre les affaires intérieures, le comité diplomatique les affaires étrangères. Après la retraite de Pache et de Roland, l'influence des comités devint plus marquée. C'est dans le comité de défense générale que la marche à suivre à l'égard de Dumouriez fut concertée avant d'être soumise à la convention. Avant cette époque même, le ministre Beurnonville s'était de fait restreint volontairement au rôle de son premier commis.

La convention avait également senti la néces-

sité d'avoir les yeux sur les provinces et sur les armées par ses propres membres ; dès le mois d'octobre 1792, des députés conventionnels étaient envoyés en mission sur tous les points où le gouvernement avait besoin d'une grande activité ; tant on sentait, sans s'en rendre compte, qu'il n'y avait de pouvoir légal que dans notre sein, et que toute force véritablement active devait être émanée de nous.

Ce système fut régularisé à l'époque du 10 mars, lorsque Danton proposa l'envoi de commissaires dans tous les départements, pour hâter la levée des troupes et des contributions patriotiques, et lorsque la création du comité de salut public vint donner à la machine politique le grand rouage qui lui manquait. Cependant ces commissaires n'avaient encore que des pouvoirs spéciaux, et force était de recourir en même temps à la convention et au pouvoir exécutif pour chaque circonstance imprévue.

Il n'en fut plus de même après le 31 mai. Alors tous les commissaires de la convention furent rappelés, et d'autres représentants furent envoyés à leur place, mais cette fois avec des pouvoirs illimités. Toute autorité disparaissait devant eux, toute force leur obéissait : leurs ordres étaient à la fois des lois de transition et des décrets exécutoires. Responsables devant la convention seule, ils étaient du reste maîtres absolus de prendre toute mesure qui leur paraissait nécessaire. Comme le pouvoir

conventionnel dont ils émanaient, ces délégués avaient à leur disposition une autorité despotique; mais ils n'échappaient pas à la surveillance de leurs collègues. La moindre dénonciation motivait un rappel, et souvent le tribunal révolutionnaire était le salaire de l'abus du pouvoir sans bornes qui leur avait été délégué. On a vu Dubois-Dubay blâmé pour avoir répondu avec trop de politesse à une ridicule sommation de Cobourg; on a vu Duhem, qui ne pouvait pas être suspect aux montagnards, et qui a bien prouvé depuis jusqu'à quel point il était attaché à notre sainte cause, rappelé avec improbation pour avoir montré quelque doute et quelque hésitation lorsqu'il s'agissait de combattre.

Le système de gouvernement provisoire par commissaires était le seul possible alors, le seul en harmonie avec la nature de l'autorité conventionnelle. Les magistratures locales ne trouvaient pas dans une constitution, dans des lois établies, une règle d'action invariablement fixée. La convention était la loi vivante. La présence d'un commissaire empreint de son esprit était le seul moyen de porter à toutes les extrémités du corps politique cette sève d'énergie qu'elle recélait dans son sein.

Mais si la présence des commissaires était partout nécessaire, si elle vivifiait tout, imprimait à tout le mouvement révolutionnaire, elle était surtout indispensable aux armées. Je l'ai déjà dit, et

j'aurai occasion de revenir sur ce point ; la plupart des chefs étaient, sinon enclins à trahir la république, du moins peu disposés à faire de grands sacrifices pour cette forme de gouvernement. Bien peu de généraux étaient sortis des rangs du peuple, et il n'était pas douteux qu'un certain nombre d'entre eux regrettât la monarchie constitutionnelle sous laquelle ils semblaient destinés à parvenir aux premiers emplois. Peut-être n'aurait-on pas toujours le temps d'arrêter des desseins perfides ou de prévenir de coupables négligences. La présence sur les lieux d'hommes dévoués, forts de toute la force de la convention même, pourvoyait à tout. Le soupçon était une cause de destitution ; la moindre velléité criminelle un arrêt de mort. Ainsi la trahison était contenue ou réprimée, la vengeance suivait de près le crime. En même temps les commissaires qui avaient vécu au milieu des états-majors pouvaient y découvrir les capacités encore inconnues, et, dans la disette de chefs qui se faisait sentir, faire sortir des rangs les plus minimes de l'armée des généraux dévoués à la république, unique cause de leur élévation, unique base de leur fortune. Il me semble que cet espoir n'a pas été déçu. Il suffirait, pour le prouver, de citer des noms tels que ceux de Hoche, Moreau, Kléber, Jourdan, Masséna, Brune, Macdonald et même Bonaparte, qui tous ont dû leur fortune à des représentants en mission. Tous ces noms nou-

veaux étaient éminemment populaires. Tous ces talents enfouis jusqu'alors dans les derniers rangs de l'armée, étaient l'ouvrage de la révolution. On ne pouvait donc pas craindre de trahison avec de tels chefs militaires. Qu'on compare cette liste de noms propres avec celle des officiers qui occupaient les premiers postes au 31 mai; les Biron, les Beauharnais, les Custines, et l'on verra si l'envoi de représentants aux armées a été réellement utile à la cause de la république.

On a cru nous flétrir de l'épithète de proconsuls!... Oui, dans nos missions, nous avons, comme ces chefs romains, une puissance sans bornes; mais comme eux aussi nous avons le courage et l'amour de la patrie. Ont-ils donc été bien fréquents, pendant trois années, les abus du proconsulat? On citera les noms des Lebon et des Carrier, de ces hommes qui auraient pu déshonorer par leurs excès la plus noble des causes si des crimes individuels pouvaient retomber sur d'autres que ceux qui les ont commis. Voilà donc deux individus sur sept cent cinquante qui composaient la convention, et qui presque tous ont rempli des missions dans les départements et aux armées! Mais les crimes d'Arras et de Nantes feront-ils oublier les victoires et la paix publique dus à tant d'autres commissaires! Condamnera-t-on une institution pour quelques abus isolés!

Je viens de prouver, je le pense, que le moyen de gouvernement révolutionnaire tiré de ce qu'on

a appelé proconsulat, était nécessaire et politique. Parlons des hommes, puisqu'on le veut. C'est un fait notoire, quelques reproches qu'on adresse d'ailleurs à la convention, que la plupart de ses membres (je parle des montagnards) sont sortis pauvres de ces missions où ils exerçaient des pouvoirs illimités. Ils ont eu la faculté de frapper des contributions sur la France et sur les peuples conquis; ils ont fait des généraux, des administrateurs, sans augmenter leur modeste patrimoine, ou même, pour la plupart, en l'entamant. Le désintéressement était donc au moins une vertu à leur usage. Je parle ici de l'immense majorité. Je parle de Carnot, de Rulh, de Goujon, de Lindet, de Duhem, de Romme, de Laignelot, etc., tous sortis montagnards des épreuves de la réaction, et ceux qui ont survécu, des tentations dorées du directoire et de l'empire. Quelques hommes, il est vrai, n'ont pas eu la même vertu; et, remarquons-le en passant, presque tous avaient déserté les drapeaux de la Montagne (1). Tallien,

(1) Il arrive souvent que dans les reproches qu'on adresse à la convention, la plus grande partie tombe sur un tout autre régime. Ainsi l'on affirme que beaucoup de conventionnels n'ont eu en vue que leur intérêt privé dans la grande crise à laquelle ils ont pris part; et l'on cite pour exemple les fortunes colossales d'un Cambacérès, d'un Fouché, d'un Barras, d'un Sieyes, etc. Il y a ici une remarque importante à faire. Ces hommes étaient, il est vrai, sortis de la convention, et ils se sont lâchement vendus au pouvoir tyrannique d'un seul; mais est-ce au milieu du grand mouvement national de 93 qu'ils ont songé à leur intérêt propre? Est-ce à cette

Barras, quelques autres, ont cherché des richesses quand nous ne pensions qu'à la liberté; mais pour sept ou huit Verrès, la convention nationale a offert à l'admiration de la France et du monde une foule d'émules de Caton (1).

Le désintéressement n'était pas la seule vertu de la presque totalité de nos collègues. Je ne parle même de cette vertu négative qui consiste seulement dans le strict devoir que parce qu'elle est

époque qu'ils sont devenus des égoïstes avilis? Non, sans doute; alors même, à l'exception d'un petit nombre d'êtres nés pour le crime, tels que l'ignoble Fouché, presque tous ceux qui sont devenus depuis les vils satellites de la cour impériale étaient de bonne foi; leur enthousiasme était sincère; ils seraient morts pour la liberté de leur pays avec une mâle fermeté. Mais, je l'ai dit, cet enthousiasme qui élevait les hommes de 93 au-dessus d'eux-mêmes ne devait pas être de longue durée. Nous avions pensé comme la masse des Français, nous, survivants de la république; le lendemain nous nous sommes réveillés isolés sur le sol de la France. On nous montrait au doigt comme des fous, parce que nous étions restés probes, et l'on applaudissait aux lâches transfuges sortis de nos rangs. Heureusement bien peu de ces hommes sont descendus de la Montagne pour endosser les livrées impériales; car je n'appelle pas montagnards les proscriptionnaires des patriotes, tels que Sieyès, Barras, Fréron, ou les gens faibles, comme Thilandeau, qui s'étaient réfugiés parmi nous pour assurer un refuge à leur lâcheté.

(Note de l'Auteur.)

(1) Je me rappelle qu'un jour, après l'une de mes missions, je vis Merlin de Thionville venir s'asseoir auprès de moi au sommet de la Montagne, paraissant très-essoufflé, et se plaignant d'une excessive lassitude. « D'où viens-tu donc? lui demandai-je. — Ah! mon ami, j'ai beaucoup couru ce matin; je viens de forcer un cerf. — Où donc? — Dans mon parc. — Ah! tu as un parc! Et des chevaux? — Mes écuries sont bien garnies. — Ah! tu as des écuries! Et des chiens? — J'ai deux meutes superbes. — Ah! tu as des meutes! Et quand tu es venu siéger à la première législature, tu n'avais pas d'effets pour la

rare dans les monarchies, quoiqu'elle soit le véhicule des républiques. Mais on admirait chez les commissaires conventionnels un dévouement sans bornes qui ne connaissait ni obstacles ni dangers. C'est ainsi que la plupart d'entre nous devenaient militaires au moment du combat, et chargeaient sur les ennemis en entonnant l'hymne marseillaise. « J'ai oublié ma plume et n'ai apporté que mon épée, » répondait Saint-Just à je ne sais plus quel chef des coalisés qui sommait les Français de capituler. Merlin et l'avocat Rewbell se conduisaient en soldats au siège de Mayence, et plus d'un de nos collègues parti pour représenter le pouvoir civil au milieu des camps, en revenait couvert d'honorables cicatrices.

On se plaît à affirmer que les représentants du peuple ont été la cause première de nos revers, et que nos succès au contraire ont été dus aux généraux que la convention a, pour la plupart, sacrifiés.

valeur d'un louis. Ote-toi de là, je ne veux pas m'asseoir auprès d'un fripon. » Merlin atterré restait sur son banc. « Eh bien ! si tu ne veux pas t'éloigner, je te cède la place. » Et je passai aussitôt à l'autre extrémité de la Montagne.

Sur le grand nombre de représentants que j'ai connus, il n'en est peut-être pas quatre qui, comme Merlin, se soient enrichis dans leurs missions. Tallien et Barras passaient pour n'être pas d'une probité exemplaire ; aussi n'eurent-ils d'influence qu'au moment où l'intrigue l'emporta sur la vertu. Pourquoi faut-il que Danton !.... Mais n'anticipons pas sur les événements, j'aurai d'assez dures vérités à dire par la suite sur l'un des hommes qui ont excité dans mon âme la plus vive et la plus pure admiration que j'aie ressentie !...

Cette calomnie se réfute par les faits. Nos revers remontent à une époque où nos commissaires n'étaient pas investis des pleins pouvoirs de la convention. Du moment où ces pouvoirs illimités leur ont été départis, nous n'avons compté que des succès. Une accusation de stupidité portée en masse contre les membres d'une assemblée qui a fait de si grandes choses, mérite en elle-même peu de créance ; mais si les commissaires conventionnels ne faisaient que nuire au succès de nos armes, d'où vient qu'ils ont su remplacer des généraux justement suspects par des patriotes qui ont depuis passé en talents tous les capitaines des temps modernes ? D'où vient qu'ils ont appelé le génie militaire de nos soldats à briller sur le plus vaste théâtre ? Ont-ils nui au succès de nos armes les représentants Robespierre jeune et Salicetti, quand ils ont préféré les plans du jeune officier Bonaparte à ceux du vieux général Cartaux ? Ai-je nui au succès de nos armes en concourant à élever Macdonald et Jourdan ?

Et ce Carnot que l'Europe admire à l'égal de Bonaparte, ce Carnot que la postérité enviera à notre âge, a-t-il nui au succès de nos armes, lorsque du sein du comité de salut public il dirigeait quatorze armées, et, suivant un mot célèbre, organisait la victoire sur le papier ? A-t-il nui au succès de nos armes quand il s'est transporté sur les champs de bataille pour tracer ses plans à nos généraux inexpérimentés,

et leur montrer la route du territoire ennemi ?

Au reste, les représentants du peuple aux armées, outre le pouvoir civil qu'ils y représentaient, étaient appelés à faire exécuter les plans du comité de salut public, plans qui ressemblaient assez à ceux qu'a suivis plus tard Napoléon. Je ne puis mieux terminer ce chapitre qu'en donnant une idée de ces plans par un court extrait de mon discours du 7 frimaire 1793 :

« Le système militaire du comité de salut public est celui auquel l'histoire raconte que les succès ont été toujours attachés : celui que les grands généraux ont suivi, celui qui appartient plus particulièrement à un peuple libre, à une nation belliqueuse et immense, qui peut tout écraser par sa masse, le système des grandes armées, le système qu'ont exécuté constamment les puissances coalisées, tandis que nous nous obstinions à disséminer nos forces sur des frontières étendues, et à tout garder sans pouvoir rien défendre.

« Le comité avait arrêté comme base de l'instruction des représentants et des généraux, et des opérations du ministre, que l'on agirait en masse et jamais partiellement ; que, pour grossir l'armée active, on retirerait des garnisons tout ce qui n'était pas rigoureusement nécessaire à leur sûreté.

« Il est certain que, si les arrêts du comité de salut public eussent été exécutés, nos ennemis de-

puis long-temps ne souilleraient plus le territoire de la république, et peut-être la paix serait faite. Le comité a toujours eu pour système de faire agir les armées en masse. Cette grande vue devait assurer le triomphe de la liberté. Qu'ont fait nos généraux? Ils ont sans cesse disséminé nos forces. Je les ai vus, étant commissaire à l'armée du nord, violer impunément les ordres du comité. J'ai vu Houchard risquer le salut de la patrie par sa coupable obstination dans le système du morcellement des troupes. Je l'ai vu, ayant en mains une lettre du comité de salut public qui lui disait : *Marchez avec toutes vos forces en masse*, ne requérir cependant qu'une partie des troupes et les disséminer en plusieurs colonnes, auxquelles il laissait couper la retraite. Qu'eût-il résulté de cette inexécution des arrêtés de votre comité de salut public?.....

« Les revers que nous avons essuyés dans La Vendée ne viennent que de ce que les sages mesures relatives au rassemblement des forces en grandes masses n'ont jamais été exécutées; de ce que nous avions autant d'armées que de départements! »

Qu'on nous accuse donc, puisque c'est une mode passée en force de chose jugée! Que les amis de la liberté eux-mêmes ne parlent jamais des bienfaits de la révolution sans maudire *l'ère sanglante de 95*! Nous avons contracté l'habitude de ces proscriptions banales, et nous nous reposons, contre elles, sur notre conscience et sur le jugement sévère, mais

impartial de la postérité ! Mais qu'au moins l'on veuille enfin ne pas dénaturer les faits , pour les tourner contre nous ! Mais qu'au moins l'on veuille consentir à nous laisser la responsabilité de nos actes , de nos actes complets , avec les prodigieux résultats qui en ont été la suite ! Il est aussi par trop cruel et par trop injuste de faire deux parts de l'époque de notre gouvernement pour jeter sur nous tous les maux sans vouloir nous attribuer aussi le bien qui en a été la suite.

On s'attache généralement , pour éviter toute accusation de ressemblance avec nous , à flétrir l'ère de la république. C'est une triste erreur d'esprit de la part de nos libéraux modernes ; leurs craintes sont bien frivoles , car jamais , certes , on ne comparera la froide éloquence de nos héros de tribune avec la fougue de Danton , ou le caractère de nos banquiers millionnaires avec la frugalité de Robespierre et le stoïcisme de Saint-Just. Ne serait-il pas temps enfin de bannir ces pusillanimes craintes , et de nous juger d'après les faits. Quant à moi , aussi impartial que si je n'avais pris aucune part aux événements de 93 , je ne répudie la responsabilité d'aucun des actes auxquels j'ai concouru ; mais je réclame également ma portion de reconnaissance et de gloire pour le bien qu'ils ont produit. Oui , la nomination de commissaires investis de pouvoirs illimités était un acte tyrannique ; oui , ce mode de gouvernement ouvrait une large porte à l'arbitraire ,

mais c'était le seul moyen de sauver la France : telle était , telle est encore ma conviction ; et les faits sont là pour prouver que les succès de nos armes et la fondation de la république en ont été les fruits.

CHAPITRE II.

Arrestation de Custines. — L'armée redemande son général. — Comité de salut public. — Conversation de Levasseur et de Carnot. — Décret de la convention, qui envoie Levasseur à l'armée du nord, avec des pouvoirs illimités. — Arrivée à Cambrai. — Camp de César. — Harangue à l'armée. — Cris séditieux. — Levasseur passe l'armée en revue le sabre à la main. — Orage dissipé. — Dîner avec les officiers supérieurs. — Concorde rétablie. — Conspiration dénoncée. — Motifs de Levasseur pour ne pas y donner de suite.

J'en touche à l'époque où, pour la première fois, j'exerçai, dans une mission aux armées, les pouvoirs illimités dont je viens d'entretenir mes lecteurs, pouvoirs qui rendaient si redoutables le nom et les fonctions de proconsul. Après les premiers succès de nos armes, la défection de Dumouriez et la désorganisation de nos forces militaires, au milieu de trois changements de ministère successifs, nous avions été forcés à rester sur la défensive. Nos frontières du nord étaient de nouveau menacées, et de grands revers avaient, ainsi que nous l'avons vu dans le premier volume, signalé le commandement confié à Custines. Ce général avait été ami des girondins; issu d'une famille noble et antique, il paraissait avoir une profonde répugnance pour les formes populaires. Son républicanisme d'un jour

ne semblait pas reposer sur une base bien solide, et l'on pouvait croire qu'il était l'ouvrage des circonstances. C'en était assez pour faire planer sur sa tête de graves soupçons. La prise de Mayence vint leur donner une nouvelle force. Une enquête sévère fut commencée dans l'ombre et le silence, et nous avons vu son résultat motiver l'arrestation de Custines, qui eut lieu à Paris même, où ce général était venu depuis quelques jours.

Ici se place naturellement une réflexion que je ne crois pas sans utilité. Je n'ai pas eu de relations personnelles avec le général Custines ; je n'ai même eu avec lui aucun rapport politique, et je ne connais les faits sur lesquels on a fondé l'ordre d'arrestation lancé contre lui, et l'accusation qui lui a fait, depuis, porter sa tête sur l'échafaud, que d'après les discussions de la convention et les feuilles publiques. Ce n'est donc pas à ce qui lui est personnel que ma réflexion s'adresse ; mais je dois dire que, dans la situation où la république se trouvait alors placée, le soupçon était bien permis à ses chefs contre les généraux qu'il leur fallait employer. Presque tous ces généraux étaient nobles, et il ne pouvait en être autrement ; car les grades supérieurs de l'armée n'étaient accordés dans l'ancien régime qu'à la caste privilégiée, et l'ère républicaine était trop récente pour avoir pu improviser encore des officiers distingués. Or, il n'était que trop évident que l'animosité de la France républicaine contre les nobles les séparait assez du reste de la nation,

pour qu'il leur fût difficile de voir, sans en gémir tout bas, la position de leur caste. Aussi chaque jour avait-il signalé la désertion de quelques officiers nobles; employés d'abord dans les armées de la république. Cette tendance naturelle s'était depuis long-temps manifestée; mais la défection de Dumouriez et la fuite du jeune duc de Chartres avaient dû la faire sentir vivement aux républicains, et accroître la force des défiances qui régnaient déjà contre une classe proscrite. Peut-être aurait-on dû tenir compte de ces circonstances lorsqu'on a voulu tracer le tableau de l'ingratitude de la convention envers les chefs militaires qui s'étaient dévoués à son service. On effrayait l'armée, a-t-on dit, par des actes d'une brutale ingratitude. Un général victorieux n'était pas certain de ne pas voir arrêter ses triomphes par un décret d'arrestation. Un général vaincu savait que sa défaite le trainait à l'échafaud. Je ne chercherai pas même à relever l'exagération de cette assertion, répétée cependant jusqu'à satiété. Je n'en ai pas besoin, car il me semble que ce n'est pas ainsi que l'on devrait juger les actes d'une telle époque. En général, on risque fort de s'exagérer quand on veut porter la règle des temps de calme à une ère de crise et de discorde. Il s'agissait alors avant tout de sauver la patrie, de fonder la république. Or, il aurait suffi de la trahison imprévue d'un seul chef militaire pour perdre à jamais la France! Dumouriez avait protesté de son dévouement à la convention avant de lancer con-

tre elle les manifestes impudents, où il ne craignait pas d'avouer lui-même qu'il n'avait ni foi ni honneur: Wimpfen et Puysaie, à Caen; Précycy, à Lyon, s'intitulaient aussi hautement les vrais républicains, et nous traitaient de contre-révolutionnaires! Depuis, nous avons vu Danican et Pichegru renouveler ces trahisons! Tous ont levé le masque qui les couvrait, et l'on ose encore nous reprocher de les avoir bien connus! Je le répète, je n'ai pas de preuves assez directes contre Custines pour m'occuper spécialement de lui, et j'ai d'ailleurs rapporté les délibérations de la convention à son égard; mais sans doute le comité de salut public était convaincu; et je crois plus facilement que mes collègues ont acquis la preuve de la trahison d'un général appartenant à une caste ennemie, que je ne puis me figurer ce général livré par eux à la mort, au moment où ses services étaient utiles à la patrie. Je ne sache pas qu'on se soit jamais, pendant le règne du gouvernement républicain, privé d'un général patriote et habile! Ce serait d'ailleurs rabaisser la convention au-dessous des êtres les plus stupides, que de le supposer; et certes nous avons prouvé que nous comprenions bien les intérêts de la France. Quelques chefs militaires ont été jetés dans les cachots; et l'on en conclut que la convention ne récompensait ses serviteurs que par la plus noire ingratitude. Singulière conclusion, qu'on est étonné de voir prendre au sérieux. Je sais aussi bien qu'un autre que les haines

et les condamnations de parti ont quelque chose d'affligeant qui répugne dans un temps de calme ; aussi ne dirai-je pas que tous les généraux destitués, emprisonnés ou condamnés, étaient coupables de trahison directe et positive ; mais ce qui est certain, c'est qu'ils étaient tous, de position et de sentiments, nos ennemis : les uns affidés de d'Orléans, les autres zélés partisans de l'ancienne constitution royale, d'autres enfin passionnés admirateurs du parti de la Gironde. Or j'ai montré, en expliquant notre guerre contre les girondins, comment les plus sincères républicains, entraînés dans l'atmosphère de cette faction ambitieuse, devenaient à leur insu les hommes de la royauté. Une telle situation militaire était, il faut l'avouer, bien effrayante, et il fallait quelque courage en l'envisageant de sang-froid, pour ne pas désespérer du salut de la France ! Ce courage, nous l'avons eu ; et nous avons pris les seuls moyens qui nous restassent pour le rendre profitable à la chose publique. En veut-on une preuve, je la puiserai dans la comparaison de nos actes avec ceux des girondins dans des circonstances semblables. Eux aussi, quand ils ont voulu organiser l'insurrection contre nous, ont trouvé de tous côtés, pour appui, des chefs militaires appartenant à la noblesse. Ils n'ont pas comme nous su conserver contre eux une salutaire défiance. Trop faibles pour songer un instant à tenir la campagne sans généraux expérimentés, ils se sont livrés entièrement entre les

maines des Wimpfen, des Précy, etc.; qu'en est-il arrivé? Partout les fédéralistes ont été trahis par les royalistes! Partout la levée de boucliers des girondins est devenue complice de l'émigration! Une égale confiance nous eût entraînés dans de semblables malheurs. Que fallait-il donc faire? Employer les anciens officiers, puisque la nécessité nous y forçait, mais rester constamment sur nos gardes, comme lorsque l'on emploie des troupes alliées dont la foi n'a jamais cessé d'être douteuse. Il fallait surtout conserver aux soldats leur caractère de citoyens, et les empêcher de prendre de l'esprit de corps et de s'attacher outre mesure à leurs chefs. Il fallait destituer tout général qui manifestait des vues ambitieuses, fût-il doué d'un véritable génie; car c'était à l'enthousiasme de tous que nous devions demander nos succès, et non aux talents de quelques hommes. La convention nationale avait décrété que le peuple français ne ferait point de conquêtes, et, pour une guerre purement défensive, le patriotisme est la meilleure de toutes les armes. Quand on sait échauffer un tel véhicule, on peut se passer d'habiles capitaines. Je reviens à mon récit.

Lorsque la nouvelle de l'arrestation de Custines parvint à l'armée du nord, elle y répandit une véritable consternation, qui fut bientôt suivie de mouvements presque séditieux. Officiers et soldats, tous avaient confiance en leur général; tous redevaient Custines à grands cris. Ils protestèrent

qu'ils ne recevraient pas le successeur du célèbre guerrier, et menacèrent bientôt ouvertement de marcher contre Paris pour délivrer leur chef de sa captivité.

Le comité de salut public, instruit bientôt de ces dispositions factieuses, eut à délibérer sur les moyens de calmer la révolte naissante. Un mouvement de faiblesse suffisait pour tout perdre. L'audace et le sang-froid pouvaient seuls nous sauver, et faire tourner la sédition même au profit de la république. Il ne fallait pour cela que faire fléchir la force armée devant le pouvoir civil, et faire comprendre aux séditieux qu'ils n'étaient plus les soldats d'un homme, mais des citoyens armés pour la défense de la patrie, et soumis avant tout à l'autorité de la convention. On se décida donc à envoyer au camp de César, théâtre des résistances de l'armée du nord, un représentant du peuple, investi de pouvoirs illimités, et réunissant dans ses mains toute l'autorité de la convention.

Cette décision prise, le comité de salut public me manda dans son sein; je n'y rencontrai que Carnot, chargé spécialement de la direction des armées; Carnot, dont un capitaine illustre a dit : « Il organisait la victoire du fond de son cabinet. » « L'armée du nord, me dit-il, est en révolte ouverte; il nous faut une main ferme pour étouffer cette rebellion, et c'est toi que nous avons choisi. — Ce choix m'honore, Carnot; mais la fermeté ne suffit pas, il faut encore de l'expérience, des talents mili-

taires, et ces moyens essentiels me manquent. — Nous te connaissons et nous savons t'apprécier. La vue d'un homme estimé, d'un ami de la liberté et de son pays, suffira pour faire rentrer dans le devoir des esprits égarés. — Mais, en vérité, Carnot, les moyens physiques me manquent; vois cette petite taille, et dis-moi comment, avec un tel extérieur, je pourrai imposer le respect à tes grenadiers? — *Alexander magnus corpore parvus erat*, repartit Carnot. — Oui, mais Alexandre avait passé sa jeunesse dans les camps; il avait fait le dur apprentissage des armes; il savait comment on manie l'esprit des troupes. — Ami! les circonstances font les hommes: la fermeté de ton caractère et ton dévouement pour la république nous répondent de tout. — Eh bien donc, j'accepte; à défaut de connaissances militaires, je te promets du moins du zèle et du courage. Quand faut-il partir? — Demain. — Je serai prêt. — Demain tu recevras le décret de la convention, des armes, et le costume de commissaire du gouvernement (1). — Et mes instructions? — Elles sont dans ton cœur et dans ta tête; les circonstances les en feront sortir. Tes pouvoirs sont illimités; pars et réussis. »

Je quittai Carnot, avec l'ardeur du zèle et l'espérance du succès; de la mission qui m'était con-

(1) Le costume des représentants du peuple envoyés en mission, était un chapeau rond entouré d'une écharpe de taffetas tricolor, surmonté d'un panache aux trois couleurs. Ils portaient également une écharpe tricolore en ceinture. (Note de l'Éditeur.)

fiée, je ne voyais plus que l'honneur et non le danger. Mes inclinations étaient toutes martiales, et si j'eusse été maître de me choisir une profession, si ma petite taille n'eût été un obstacle réel, je n'aurais jamais suivi d'autre carrière que celle des armes. Un régiment défilant au son des instruments guerriers, exécutant avec précision et célérité une évolution savante, une manœuvre hardie, faisait sur mon cœur une impression telle que je ne pouvais voir sans quelque sentiment de jalousie le chef dont un seul signe, une seule parole, imprimait à ce corps le mouvement ou lui imposait le repos. Et quand je me le représentais guidant à la victoire sa phalange docile, je m'écriais : Heureux, trois fois heureux, l'homme de guerre dont l'intrépidité et le génie procurent à son pays la gloire et la sécurité ! Combien de fois je me suis surpris enviant le sort du général La Fayette combattant avec distinction pour la liberté et l'indépendance des Américains ! Quand j'arrivai à Cambrai, tout l'état-major me rendit la visite d'usage ; je reçus les compliments des chefs avec assurance, comme un homme qui a le sentiment de sa dignité. Rien ne décéla le trouble intérieur dont je me sentis agité d'abord en présence de ces officiers supérieurs, dont l'air martial avait quelque chose d'imposant, et qui, connaissant le sujet de ma mission, m'accueillaient avec un sourire sardonique sur les lèvres. « D'où vient le mécontentement de l'armée ? demandai-je. — Vous le savez

bien, représentant. — Répondez, je veux le savoir de vous..... *On se regarde.* — Le soldat redemande Custines, me répond le général temporaire. — Je le sais, mais pour quelle raison? — Le général Custines savait maintenir la discipline. — Un autre saura la maintenir comme lui et punir l'oubli des devoirs du soldat et du citoyen ! De quel droit une armée oserait-elle prétendre imposer des lois à la convention nationale?... Une armée qui délibère est séditieuse; votre devoir est d'obéir au chef que le gouvernement vous donne, vous n'en avez point d'autre; le soldat le sait, mais ses chefs tendent à le pervertir. C'est vous qui me répondez de l'insubordination de vos troupes. — *On se regarde de nouveau*, sans dire une parole, mais le sourire sardonique a disparu. — Vous me répondez de l'obéissance des troupes sur votre tête. Vous le savez comme moi, au gouvernement seul appartient le droit de choisir ses généraux, lui seul peut juger jusqu'à quel point ils méritent sa confiance. » En disant ces mots j'observais les visages de mes interlocuteurs; les principaux chefs paraissaient interdits, mais la masse des officiers témoignaient peu de respect et de crainte pour un homme qui n'avait point le sabre au côté et d'épaisses moustaches sur les lèvres; j'aperçus aussi quelques officiers qui se heurtaient le coude en signe de mépris. Sans paraître m'apercevoir de ces divers mouvements, je pris tranquillement la plume et j'écrivis :

« Le représentant du peuple arrête : Que demain, à huit heures précises du matin, il passera l'armée en revue ! » Je remis aussitôt mon arrêté au général temporaire, en lui disant : « Demain à huit heures précises, général Kilmaine, je ne fais pas grâce d'une minute. » M'adressant ensuite aux officiers : « Allez, et demain vous me connaîtrez. » Tous passent devant moi, la contenance un peu embarrassée; je conserve un regard fier et un maintien assuré. Cependant tandis qu'ils sortaient j'entendis quelques paroles ironiques : « Mais voyez, disait l'un, comme ce petit homme a joué le rôle d'un grand personnage ! — Comment s'en tirera-t-il demain ? » dit un autre, et la porte se ferma.

Le lendemain à l'heure indiquée je me rendis au camp. Quarante mille hommes étaient sous les armes. « Vous allez me faire passer devant les lignes, » dis-je au général; il obéit. J'avais déjà fait quelques pas; point d'honneurs militaires, point de fanfares guerrières. — *Général, pourquoi ne bat-on pas au champ ?*..... Les tambours battent et les trompettes sonnent. Je passe devant un enseigne, point de salut. — *Nouvel oubli, général !* — Le drapeau s'incline, et tous les drapeaux de la ligne me saluent. Je continue ma route, et je trouve partout sur mon passage un silence dédaigneux. Pas un seul cri de *vive la république, vive la convention !* Le mécontentement est peint sur tous les visages; je m'y attendais et je comptais sur ma présence d'esprit pour changer ces dispositions

hostiles. Enfin j'arrive à la tête de la ligne et j'ordonne au général de faire former le bataillon carré. Le carré se forme et je me place au centre, la contenance ferme et le regard assuré ; cependant plusieurs officiers de cavalerie voltigeaient autour du carré ; un grand nombre de fantassins avaient quitté leurs rangs et venaient se grouper autour de moi. « Soldats de la république, dis-je d'une voix forte, le comité de salut public a fait arrêter le général Custines..... Ma voix est aussitôt couverte par un cri long-temps prolongé : *Qu'on nous rende Custines !* — Soldats, repris-je avec calme ; et ma voix fut encore étouffée par des clameurs plus sinistres. Je fais le signal d'un roulement, les tambours battent et les cris ont cessé. — Général, faites ouvrir les rangs, » et les rangs s'ouvrent. Je parcours la ligne la pointe du sabre basse, l'œil en feu et prêt à percer l'audacieux qui prononcerait de nouveau le nom de Custines, ou qui donnerait le moindre signe de mécontentement, et prêt à vendre chèrement ma vie à qui oserait m'attaquer. Tous comprirent mon intention non équivoque, tous restèrent immobiles. Les lignes ainsi parcourues, je fis serrer les rangs. Songeant alors à donner à l'armée quelque espoir de revoir son général, je repris : « Soldats, le gouvernement a cru devoir faire arrêter le général Custines. — Qu'on nous rende notre général ! s'écrie un sergent. — Avance, toi qui demandes Custines, dis-je à cet homme ; voudrais-tu répondre sur ta tête de son

patriotisme? et m'adressant à la masse : Ingrats , voilà donc le prix de notre zèle pour votre salut ; vous demandez la liberté de Custines sans être assurés de son innocence ; si Dumouriez eût été arrêté la veille de sa trahison , vous auriez sans doute fait de même ; cependant une telle mesure vous aurait ôté la douleur de pleurer la mort de tant de braves , vos frères d'armes , massacrés par suite de sa coupable défection !..... Si Custines est innocent , il vous sera rendu ; s'il est coupable , que son sang expie son crime : point de grâce pour les traîtres ! Je suis délégué par la convention nationale pour vous rappeler à vos devoirs , et pour vous annoncer que justice sera faite ! Je suis votre chef ; vous me devez obéissance complète , aveugle. Montrez-vous par votre soumission comme par votre courage les dignes enfants de la patrie qui veille sur vous. Pardon et oubli à qui sera docile à la voix du représentant du peuple français ! Malheur à celui qui la méconnaîtra ! »

Ces paroles prononcées avec l'accent de la fermeté produisirent leur effet , l'effervescence fit place à un calme profond ; un silence prolongé m'apprit bientôt que les têtes étaient calmées , et que le repentir entraînait dans les cœurs. J'ordonnai la formation d'un second carré. A peine m'y fus-je placé , qu'un bataillon entier rompit ses rangs et s'avança vers moi en désordre ; c'était le bataillon des volontaires de la Sarthe. « Vive notre compatriote , notre ami , notre père ! s'écrient à la fois les

soldats et les officiers de ce bataillon. Vive le digne représentant du peuple, Levasseur de la Sarthe ! » Je fus ému des marques de confiance et d'amitié de mes jeunes compatriotes, et je leur témoignai le plaisir que j'avais de les revoir ; mais reprenant ma gravité et élevant la voix : « A vos rangs, mes amis ! m'écriai-je. — A nos rangs, » répondirent-ils avec force, et l'ordre fut aussitôt rétabli. J'annonçai de nouveau la suspension du général Custines. — Vive la république ! vive la convention ! s'écrie le bataillon de mon département. Vive la république ! vive la convention ! répètent les autres bataillons. Ce cri n'était point unanime ; mais l'élan était donné, et je ne doutai point que tous ne suivissent bientôt l'exemple de leurs compagnons d'armes.

Je continuai l'inspection, et en passant dans les rangs de la cavalerie, quoique je fusse affligé de trouver de la froideur, je dissimulai ma douleur, et je feignis la plus grande confiance, m'adressant à plusieurs reprises à de simples cavaliers, et leur faisant entendre des paroles de bienveillance et d'encouragement. Ainsi se termina à ma satisfaction une revue qu'un moment d'hésitation pouvait me rendre fatale.

Je réunis le soir, dans un banquet, le général Kilmaine et ses principaux officiers. La réunion fut, comme je l'avais espéré, sans nuages. La plus franche cordialité y régna. Un étranger qui n'eût pas assisté à la scène du matin aurait cru voir une réunion d'anciens amis liés par les mêmes opinions

et les mêmes sentiments. Je témoignai à mes convives la plus grande confiance, et je pouvais le faire avec sincérité ; car je savais déjà que les officiers français, ardents dans leurs ressentiments, ne le sont pas moins dans leur repentir, et qu'ils reviennent facilement des préventions les plus envenimées.

Le général eut pour moi de la déférence sans bassesse, et me donna toutes les marques d'un intérêt vrai. « Savez-vous, représentant, me dit-il, que vous m'avez fait connaître la peur ? — La peur n'entre point dans une âme républicaine. — Nous avons tremblé pour votre vie ; elle était en danger. — Ma vie ne m'appartient pas ; elle est à mon pays ; ne point revenir vivant ou obtenir la soumission de l'armée, tel était mon mandat. Entre la mort et le déshonneur il n'y a point de choix, et c'eût été me déshonorer que de ne point exécuter les ordres du comité de salut public. — Mais..... — Général, vous eussiez agi comme moi ! — Oui. — Eh bien, je n'ai fait que mon devoir ; buvons à la république, au maintien de la discipline, à la gloire des armes de la France. J'oublie tout ; la défaite de l'ennemi effacera les fautes de vos soldats. » Ce toast fut porté avec enthousiasme. La confiance et la gaité marchèrent de concert ; on chanta des couplets patriotiques, et nous nous séparâmes satisfaits les uns des autres.

Le lendemain, je reçus la visite de quelques agents du gouvernement. Tous venaient me féliciter de ma conduite énergique, qui m'avait seule

soustrait au danger qui me menaçait. Chacun m'instruisit des détails à sa connaissance. Suivant leurs rapports, on devait me sommer de rendre Custines à l'armée, et si je me refusais à leurs vœux, un coup de fusil devait me frapper au milieu de la revue, et ma mort aurait servi de signal pour marcher en armes sur la capitale. Si j'eusse cédé aux désirs des troupes, je devais être gardé comme ôtage jusqu'à l'arrivée de leur général. La conspiration était patente ; on en avait saisi tous les fils ; mais on n'avait point su mon arrivée à temps pour me prévenir. « Il faut, ajoutèrent-ils, que les chefs du complot paient de leur tête leur indigne projet : nous allons vous les nommer. — Nous verrons cela, » répondis-je.

La plupart de ces agents étaient des hommes à têtes exaltées, animés de passions haineuses, ne voyant partout que complots, que conspirations. Ils auraient voulu user de mon nom et de mon autorité pour satisfaire leur vengeance particulière, ou pour se faire un mérite de leur zèle outré. Je devinai leurs intentions. Je compris surtout que je pouvais, par une excessive rigueur, rallumer le feu de la discorde à peine éteint. Un tel système pouvait faire à la république des ennemis de ceux qui devaient la défendre. Chacun eût tremblé pour soi. La désertion se serait mise dans les rangs de l'armée, et l'étranger eût foulé le sol de la république. Je ne donnai aucune suite à cette affaire, persuadé que j'étais qu'il vaut mieux

prévenir un crime que de le punir. Je brûlai les rapports des agents dont j'ai parlé, et je partis le lendemain pour Lille (1), afin de visiter tous les avant-postes français avant de rentrer dans le sein de la convention.

(1) Long-temps après cet événement, j'ai rencontré beaucoup d'officiers qui étaient alors au camp de César. Ils nièrent hautement qu'il y eût eu une conspiration organisée, mais ils avouèrent qu'il existait un mécontentement général parmi les soldats et les sous-officiers, qui disaient publiquement : - *Nous le ferons descendre de cheval, s'il ne nous rend pas Custines.* - Le colonel Grégoire, que j'ai vu à Bruxelles, me dit que ma vie avait en effet été menacée, et que la convention avait beaucoup d'ennemis dans l'armée. Il avait même entendu dire à plusieurs officiers. *Si l'on ne nous rend pas Custines, nous irons le chercher à Paris.*

CHAPITRE III.

Affaire de Linselles. — Pétition contre les nobles. — Réponse de Levasseur. — Affaire de Tourcoing. — Premiers soupçons contre Honchard.

Jaloux de remplir dignement la mission qui m'était confiée, je résolus de parcourir nos avant-postes pour étudier l'esprit du soldat et entretenir le feu sacré dans son ame. Dans cette intention, je me rendis, le 18 août, à neuf heures du matin, au camp de la Madeleine, sous Lille. Le général Berru m'apprit que le bataillon que nous avions à Linselles avait été surpris la nuit et forcé d'abandonner un poste important à conserver. Nous nous concertâmes pour le reprendre, et le jour même, vers les trois heures après midi, nous attaquâmes Linselles. Les Anglais avaient déjà établi une redoute du côté de la France; elle fut emportée malgré la résistance longue et opiniâtre de l'ennemi. Le chef du bataillon qui s'était laissé surprendre la nuit m'avait demandé la grâce de marcher à la tête de la colonne. Cette troupe fit des prodiges de valeur et perdit beaucoup de monde.

Néanmoins, après un combat fort chaud, dans lequel les Anglais et les nôtres prirent alternativement l'offensive et la défensive, la journée se termina sans résultats positifs. Les Français et l'ennemi battirent à la fois en retraite et nous rentrâmes chacun dans nos premières positions. Ce fut à cette petite affaire que je vis, pour la première fois, le général Jourdan, avec lequel j'ai entretenu depuis quelques relations.

L'affaire de Linselles me mit également en rapport avec le chef de bataillon Macdonald, qui avait repris le petit fort de Blaton pendant que nous attaquions Linselles. Suivant le rapport du général Berru, ce jeune officier aurait fait manquer par son inaction le succès de la journée. Je le fis venir pour l'interroger et je reconnus, à son langage, qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres de ses chefs. J'eus occasion de le revoir encore une fois, et je conçus tant d'estime pour son caractère et ses talens que j'usai des pouvoirs qui m'étaient confiés pour l'élever au grade de général de brigade. Quand je le prévins de cette résolution : — Représentant, me dit-il, je suis étranger. — Qu'importe, la république aura un homme de talent de plus pour la servir et la défendre. — Vous allez me faire des ennemis. — Vous leur répondrez par votre mérite. Je ne m'étais pas trompé sur le compte de ce chef de bataillon qui, depuis, s'est illustré par les plus grands talens militaires et est devenu, par la seule protection de son mé-

rite, duc de Tarente, maréchal de France, grand chancelier de la légion-d'honneur et pair de France. Je donne ici les pièces justificatives relatives à cette affaire :

« On fait lecture des pièces envoyées par Levasseur⁽¹⁾, commissaire de la convention près l'armée du Nord, datée de Lille, le 19 août; elles contiennent le récit d'une affaire qui a eu lieu entre les troupes de la république, les Autrichiens, les Anglais, les Hanovriens et Hessois. Les postes de Monvaux et de Bondues ont repoussé l'ennemi, mais la supériorité de son nombre, à Linselles et Blaton, força nos troupes à se replier; des forces qui y marchaient sous les ordres des généraux Berru et Jourdan eurent bientôt repris les postes; mais les soldats, quittant leurs rangs pour entrer dans les maisons, furent de nouveau obligés de céder le terrain qu'ils avaient gagné: ils se rallièrent cependant en-deçà du village de Linselles et y pénétrèrent une seconde fois; il était nuit, et la plupart des troupes avaient combattu toute la journée: il a été nécessaire d'abandonner le village en emmenant trois pièces de canon et des bagages pris à l'ennemi. Pendant que cela se passait à Linselles, le chef de brigade Macdonald, qui commandait la colonne partie de Commines, avait gagné Blaton, à cause qu'elle dépend de Linselles et qui n'était plus occupée par nos troupes, et il s'est retiré sur Commines et Lequesnoy. Ainsi, dans cette jour-

(1) Convention nationale, séance du 22 août 1793.

née laborieuse, nous avons enlevé aux ennemis dix pièces de canon dont deux de douze, trois obusiers, une pièce de six et de quatre et de trois, avec des caissons, environ deux cents prisonniers dont un lieutenant-colonel et quatre officiers. Le nombre de ses morts a été considérable, et il est au moins de cinq cents hommes. La faute commise à Linselles nous a fait perdre, malgré nos avantages, huit pièces, dont deux de huit et six de quatre; l'insubordination des charretiers, qui coupaient les traits des chevaux, en est la principale cause. Le nombre des blessés et des morts n'est pas encore exactement connu, mais il est certainement inférieur de moitié à ceux de l'ennemi.

Levasseur, après ce récit, ajoute : le conseil-général de la commune de Cambrai ignorait sans doute que, par un arrêté de la commission centrale, je devais me rendre à Lille, où Bentabole m'attendait; je n'ai pas quitté Cambrai parce qu'il était menacé, mais pour aller m'enfermer dans Lille qui ne l'était pas moins.

« La (1) retraite que nos troupes ont faite le 18 au soir, des villages de Linselles et Blaton, pour ne pas être surprises pendant la nuit, nous a laissés un moment incertains sur le résultat de l'affaire du même jour dont Levasseur vous a rendu compte par le courrier qu'il vous a expédié hier. La journée du 19 a répandu un jour plus vrai sur les dé-

(1) Lettre de Bentabole en date de Lille, 21 août. Extrait du Moniteur, dimanche 25 août 1793, numéro 237.

tails de cette affaire, qui a été beaucoup plus avantageuse pour nous qu'on ne le croyait d'abord.

« L'attaque de Blaton par nos troupes a été faite avec impétuosité et a mis les ennemis dans une déroute complète : il s'y trouvait deux compagnies d'émigrés portant la livrée d'Orange et une croix sur leurs habits. Ils ont été massacrés par nos soldats. Le 12^e régiment d'infanterie a chargé à l'attaque de Linselles avec la plus grande valeur et s'est emparé d'une redoute qui eût assuré notre succès complet sans un renfort de 4,000 Anglais qui nous la fit perdre et qui occasionna une sorte de confusion dans notre colonne.

« Les résultats de l'attaque de Linselles prouvent que, sans cette dernière circonstance, l'affaire du 18 eût valu pour nous le gain d'une bataille. Il n'en est pas moins vrai qu'elle a été très funeste à l'ennemi, qui, accablé de la perte que nous lui avons fait essuyer, a évacué de son propre mouvement les deux villages, le 19 au matin, et qu'il a abandonné un caisson, des chariots et des munitions que nous avons fait enlever sur-le-champ, en faisant occuper les deux villages par nos patrouilles.

« Des rapports plus exacts constatent que la perte de l'ennemi, dans la journée du 18, a été plus considérable que nous ne l'avions annoncé. Plusieurs habitants du village de Linselles nous ont assuré que l'ennemi y avait eu plus de mille hommes tués, et qu'ils ont vu emmener plus de quarante chariots de blessés. Ainsi, l'ennemi

n'ayant pas osé s'établir dans ces deux postes, le but principal de l'attaque se trouve rempli.

« Nous croyons ne pas devoir laisser passer sous silence, que notre collègue Levasseur, trop emporté par le désir de sauver une pièce de canon, a été sommé par trois Anglais de se rendre, et qu'en leur répondant qu'un député ne se rendait jamais, il a eu le bonheur de leur échapper. »

En rentrant à Lille où mon collègue Bentabole était resté, nous fûmes prévenus que la société populaire devait nous envoyer une députation de douze membres, pour nous demander le renvoi de tous les officiers nobles qui servaient dans l'armée. Nous convînmes de ne pas accéder à leur demande, et je fus chargé de répondre à la députation. « La noblesse est abolie par une loi, lui dis-je, il n'y a donc plus de nobles ; d'ailleurs, nous ne pouvons pas faire à un homme un crime de sa naissance, qui est un pur effet du hasard. Les aînés des familles ont émigré, mais les cadets ont applaudi à un gouvernement qui avait rétabli l'égalité des partages. » La députation ayant insisté : « Je croyais, dis-je à l'orateur, que les raisons que nous vous avons données conviendraient à la société parce qu'elles sont fondées sur la justice et sur l'égalité des droits. Vous me forcez à vous faire un aveu. Vous savez ce qui s'est passé à Linselles, eh bien, j'ai vu des ci-devant nobles montrer plus de courage que certains *roturiers*. » L'orateur fit des observations peu convenables. « Il suffit, citoyens, m'écriai-je, je vous invite tous à vous

trouver demain à cinq heures du matin, à cheval et en armes, à la porte de la ville qui conduit à Tourcoing, je verrai si vous êtes aussi braves qu'éloquents. » Je savais que le lendemain nous devions attaquer Tourcoing, et mon projet était de leur faire voir l'ennemi de près. Aucun d'eux ne se trouva au rendez-vous, dans lequel ils prétendirent n'avoir vu qu'une menace de les faire arrêter. « Non, citoyens, leur répondis-je, non, vous n'avez pas pu croire que Levasseur de la Sarthe fût capable d'un pareil procédé ; car, vous le savez, il est plein d'estime pour les braves Lillois qui ont défendu leur ville avec tant de dévouement et de courage. »

Cependant la pétition de la société populaire fit du bruit ; les officiers nobles commencèrent à trembler pour leur état, mais je les rassurai en leur affirmant que je ne prêterais la main à aucune réaction injuste, et que les braves pourraient toujours compter sur ma protection.

Le lendemain je me préparai à assister à l'attaque de Tourcoing ; mais quand je commençai à marcher vers le quartier-général, je trouvai toute l'armée en pleine retraite. Je me hâtai de rejoindre le général en chef Houchard, que je trouvai au milieu de son état-major, examinant froidement le mouvement rétrograde qu'il venait d'ordonner. Je m'informai des motifs d'une retraite qui me surprit. Il me répondit, avec le plus grand calme, qu'il venait de reconnaître que nous n'étions pas en force pour attaquer. « Eh pourquoi, lui de-

mandai-je, avez-vous commandé ce mouvement?» Point de réponse. « Eh bien, m'écriai-je, puisque votre retraite n'est pas autrement motivée, je marcherai sur Tourcoing, jussé-je y entrer seul!»

J'avance en effet vers la ville assiégée. Je rencontre sur mon chemin un bataillon qui échangeait quelques coups de fusil contre des tirailleurs ennemis. Il n'avait point encore reçu l'ordre de battre en retraite. — Où est le commandant? demandai-je. — Me voilà. — Il faut cesser le feu, battre la charge, entrer la baïonnette en avant dans Tourcoing. — Vous allez voir comme les Manceaux se battent. — Est-ce que vous êtes du Mans? — Oui. — Comment vous appelez-vous? — Jonneau. — Comment c'est vous, brave Jonneau! Tourcoing est à nous: marchons. Charmé de reconnaître en moi un compatriote, ce brave chef dispose à l'instant son bataillon en colonne, envoie quelques éclaireurs, et bientôt toute la troupe est en mouvement(1).

Quand j'entrai dans Tourcoing, un bataillon français campait déjà sur la grande place: les Anglais avaient quitté la ville; cependant la retraite continuait, et aucun ordre n'avait été donné à ce brave bataillon que l'on laissait à la discrétion du camp ennemi. Une telle imprévoyance m'étonna et commença à m'inspirer de graves soupçons sur Houchard. Je le fis mander aussitôt.

Représentant, me dit-il, nous ne pouvons pas

(1) J'ai retrouvé ce bataillon à Dijon et au Mans, en 1810. Je parlerai dans la suite de la manière dont j'en fus accueilli lorsque les officiers me reconnurent.

nous maintenir à Tourcoing ; la retraite de l'ennemi est une ruse de guerre pour nous amuser, nous cerner et nous attaquer cette nuit. — Mais quel était donc le but de votre attaque sur Tourcoing ? Nous avons beaucoup de tués et de blessés , sans autre résultat qu'une retraite honteuse.

Houchard interdit ne put pas répondre , et dès lors je résolus de l'observer avec attention, et de suivre ses moindres mouvements, décidé à le remplacer s'il n'était qu'incapable, et d'user contre lui de toute la sévérité que me prescrivait mon mandat, si je voyais le moindre indice de trahison.

Je continuai à visiter les postes, et presque partout je trouvai une complète désorganisation. Les trahisons successives de nos généraux, les méfiances partout répandues, les craintes même qu'avaient éprouvées les officiers sortis des rangs de la noblesse, avaient empêché jusqu'alors nos armées de prendre l'attitude qui convenait à la grande république. Une foule de recrues non exercées gênaient les mouvements des troupes, au lieu de leur prêter un appui véritable. Braves au jour du combat, les volontaires ne savaient pas encore le métier de soldat, et ne présentaient, hors de l'action, qu'une multitude indisciplinée. On peut se faire une idée du mauvais état de l'armée et de l'incurie des chefs par un seul exemple.

Je visitai Douai, place frontière d'une haute importance, pour juger par mes propres yeux des besoins du service. On avait échelonné de Lille à

cette ville un bataillon qui occupait différents postes. En arrivant près du premier corps-de-garde , je vis un factionnaire assis sur un banc près de la hutte occupée par le détachement. Nous avançons près de lui , mes deux ordonnances et moi. Surpris que trois hommes à cheval ne soient pas reconnus , je mets pied à terre , et je vais m'asseoir près du factionnaire. — Il n'y a pas long-temps que vous êtes au service? — Non. — Je le vois bien. Saisissant alors son fusil , je lui mis la baïonnette sur la poitrine en lui disant : Si tu dis un mot , tu es mort , et j'entrerai aussitôt dans la hutte en criant : Tue , tue. Les soldats , qui dormaient , se reveillèrent en sursaut. Reconnaisant bientôt par mon costume à qui ils avaient affaire , ils parurent consternés. Je leur demandai d'un ton sévère , en leur racontant ce qui s'était passé , si c'était ainsi que l'on faisait le service. Ils me répondirent qu'ils dormaient , pleins de confiance en la vigilance du factionnaire ; ils ajoutèrent qu'à la vérité c'était une recrue qu'on aurait dû surveiller. Je leur fis sentir les conséquences d'une telle négligence ; mais , au second poste , nous ne fûmes pas plus reconnus.

Cependant , à vingt pas de là , on voyait distinctement les vedettes de l'ennemi. C'en était assez pour me faire comprendre le désordre qui régnait à nos avant-postes , et les dangers qu'attirait sur nous une semblable négligence. Aussi , en arrivant à Douai , je courus chez le général Dupont , commandant de cette place , et je lui exprimai mon mécontentement en termes très vifs.

Je voulais même par un arrêté déclarer le bataillon qui remplissait si mal ses devoirs, indigne de servir dans l'armée active, et le faire rentrer dans l'intérieur; mais le général Dupont me fit remarquer que de telles mesures suffiraient pour perdre à jamais ce malheureux bataillon. Dans l'état de fermentation où étaient alors les esprits, ce châtiment fût devenu une note d'infamie et peut-être un arrêt de mort. Il était d'ailleurs certain que ce bataillon venait de recevoir beaucoup de recrues. La faute n'était pas là, et c'était de plus haut qu'il fallait commencer, pour réparer le désordre qui régnait dans l'armée. Je me relâchai donc de ma rigueur.

Je passai une journée entière chez le général Dupont, où je dinai avec cet officier et ses frères. Nous parlâmes beaucoup des affaires présentes : le général me témoigna ses craintes sur la motion qui avait été faite de renvoyer tous les nobles de l'armée; je le rassurai en lui faisant connaître ma réponse aux membres de la société populaire. Cette famille guerrière me parut, malgré sa naissance, bien portée pour la république.

Un des frères du général me dit même : « Représentant, nous savons que vous aimez l'odeur de la poudre à canon; nous vous demandons la permission de vous accompagner, et vous verrez que nous aimons aussi à la respirer de près. »

Après dîner je me remis en route pour retourner à Lille. Je ne tardai pas à m'apercevoir que mes paroles sévères avaient produit leur effet. Au

premier poste nous fûmes reconnus d'assez loin. J'y trouvai le commandant de bataillon et son état major. La musique se mit à exécuter des airs patriotiques. Cessez votre musique, m'écriai-je; c'est de l'exacritude dans le service que je vous demande. Où est le commandant? — Me voilà. — Vous savez ce qui s'est passé en venant de Lille à Douai. Quelle confiance voulez-vous que je puisse avoir dans le bataillon que vous commandez? Le service de la république demande plus de zèle. Voulez-vous que vos frères vous regardent désormais comme des lâches? — Le commandant parut pénétré de mes reproches; il s'excusa sur le grand nombre de recrues qu'il venait de recevoir. Chaque jour l'armée avait eu à subir des marches forcées ou avait été appelée à combattre, et l'on n'avait pas pu exercer les nouveaux venus.

Ces excuses et la douleur du commandant me touchèrent. Cependant un tel état de choses ne pouvait durer, et je me promis bien de concourir à rendre à l'armée une discipline stricte et sévère. Incurie ou trahison, il y avait faute capitale de la part des chefs. Je me réservai d'en étudier la nature pour agir en conséquence. Indulgence aux faibles, châtimeut terrible aux traîtres : c'est ainsi que je comprenais la nature des pouvoirs qui m'étaient donnés.

Une circonstance peu importante par elle-même vint aggraver les doutes que j'avais conçus sur le compte d'Houchard. Un jour que je me trouvais

avec lui et tout son état-major, il reçut une lettre de Paris qui annonçait la mort de Custines. « Custines guillotiné ! s'écria-t-il ; c'est donc un parti pris : on veut guillotiner tous les généraux. — Et toi aussi, répondis-je, si tu nous trahis. Il ne nous échappera pas un traître. Comment peux-tu tenir un pareil langage en présence de tous ces officiers ? Voudrais-tu leur faire croire que la guillotine attend tous les défenseurs de la patrie ? Non , citoyens, ajoutai-je en m'adressant aux officiers, la convention aura des récompenses nationales pour les braves et des châtimens pour les traîtres. » Je crus inutile de rapporter ces propos au comité de salut public. Plus tard , cependant, il me revint en mémoire comme une preuve de la tiédeur du général de l'armée du Nord.

Cependant mon mandat touchait à son terme : les tentatives d'insurrection qu'avait provoquées l'arrestation de Custines étaient calmées ; j'avais étudié l'état de nos frontières de manière à pouvoir en rendre un compte fidèle au comité de salut public. Je rentrai dans le sein de la convention où, quoique peu d'événemens se fussent passés pendant mon absence, les choses avaient bien changé de face, et je me concertai avec Carnot pour rendre à l'armée le nerf qui lui manquait. Les rapports de tous les représentans envoyés aux armées étaient si uniformes que les membres actifs de la convention durent voir qu'une chose nous manquait : une forte organisation révolutionnaire.

CHAPITRE IV.

Fédération du 10 août. — Le gouvernement s'organise. — Levée en masse. — Armée révolutionnaire. — Décret sur les poids et mesures. — Sur l'année républicaine. — Lignes télégraphiques. — Code civil. — Énergie nouvelle de la convention.

Je ne fis que reparaitre dans le sein de la convention sans avoir le temps de prendre part à ses travaux ; car à peine revenu de ma mission de l'armée du Nord, une autre mission plus importante m'attendait. Je dois cependant donner un court résumé des actes de la représentation nationale pendant ce mois d'août, fécond en miracles, que j'avais passé aux frontières.

Depuis le désastre de Nerwinden et la trahison de Dumouriez, nos armes avaient éprouvé, ainsi qu'on l'a vu, une suite non interrompue de revers. En même temps les troubles intérieurs étaient venus entraver notre énergie. En vain la Montagne décrétait de grands moyens de défense ; les ressources d'exécution manquaient, et les principes posés restaient sans application. La fuite des Girondins

et la coalition départementale; les menées fédéralistes qui agitaient sourdement la république; les arrêtés contraires des administrations locales; la marche douteuse de Bordeaux, Marseille, Nantes, etc.; la trahison de Lyon et de Toulon, tout semblait nous menacer d'une prompte ruine. Tel était l'état des choses lors de mon départ pour l'armée. Cependant je ne désespérai pas de la république, parce que j'avais foi en mes collègues désormais unis par le même sentiment. Toute ma confiance néanmoins était loin de présager le pas immense que nous devons faire en un mois vers notre entier affranchissement.

Les mesures de rigueur prises par la convention contre les Girondins ne suffisaient pas pour arrêter les funestes effets de l'insurrection départementale; il fallait encore réunir les Français dans un même sentiment, et leur prouver que la convention nationale n'avait pas cessé d'être le centre commun, le véritable point de ralliement de tous les Français. Le comité de salut public conçut alors l'idée d'une nouvelle fédération nationale : elle fut fixée au 10 août, anniversaire célèbre de notre entier affranchissement. Les députés des assemblées primaires furent convoqués pour ce jour à Paris, avec invitation d'y apporter leurs votes sur la constitution : les suffrages furent presque unanimes, l'enthousiasme est universel, et devant cette imposante réunion du peuple français en masse toutes les dissidences disparurent; aussi la

dispersion complète des armées girondines fut-elle le premier résultat de cette grande journée.

Ce but désirable une fois atteint, il s'agissait de concentrer les forces révolutionnaires et de les rendre efficaces. Le décret sur le recrutement, l'emprunt forcé, le maximum, etc., que nous avions arrachés à l'apathie du côté droit, avaient bien créé d'immenses ressources; 600,000 hommes étaient sous les armes, et l'argent ne manquait pas dans les coffres de l'état; mais aucun centre d'action ne rendait vraiment actives ces forces immenses : l'exécution partant de vingt points divergens ne pouvait tendre à un but unique. Il ne s'agissait plus que de régulariser ces mouvemens. C'est ce que comprit Danton : « Le vaisseau de l'état, s'écria-t-il, doit avoir son gouvernail : c'est la saine politique. Nous n'aurons de succès que lorsque la convention se rappelant que l'établissement du comité de salut public est une conquête de la liberté, donnera à cette institution l'énergie et le développement dont elle peut être susceptible... Les mêmes circonstances que l'année dernière se reproduisent aujourd'hui; les mêmes dangers nous menacent..... Mais le peuple n'est point usé puisqu'il a accepté la constitution; j'en jure par l'enthousiasme sublime qu'elle vient de produire. Il a par cette acceptation contracté l'engagement de se déborder tout entier sur ses ennemis. Eh bien! soyons terribles, faisons la guerre en lions. Pourquoi n'établissons-nous pas un gouvernement pro-

visoire qui seconde par de puissantes mesures l'énergie nationale?..... Rien ne se fait, le gouvernement ne dispose d'aucun moyen politique. Il faut donc, en attendant que la constitution soit en activité, et pour qu'elle puisse l'être, que votre comité de salut public soit érigé en gouvernement provisoire; que les ministres ne soient que les premiers agens de ce comité....; qu'il soit mis cinquante millions à la disposition du comité, qui en rendra compte à la fin de la session, mais qui aura la faculté de les employer tous en un jour s'il le juge utile. Une immense prodigalité pour la cause de la liberté est un placement à usure..... Vous vous occuperez ensuite des armées;..... Dans toutes les villes un peu considérables l'enclume ne doit être frappée que pour la fabrication du fer que vous devez tourner contre nos ennemis...Le peuple a confiance en vous; soyez grands et dignes de lui... »

Et sur ce qu'on objectait que placer des fonds immenses dans les mains du comité, c'était l'exposer à la calomnie : « Ce n'est pas être homme public, reprit Danton, que de craindre la calomnie. Lorsque l'année dernière, dans le conseil exécutif, je pris seul sur ma responsabilité les moyens nécessaires pour donner la grande impulsion, pour faire marcher la nation sur les frontières, je me dis : qu'on me calomnie, je le prévois, il ne m'importe; dût mon nom être flétri, je sauverai la liberté. Aujourd'hui, la question est de savoir s'il est bon que le comité de gouvernement ait des

moyens de finance, des agens, pour adapter une manivelle à la grande roue, et donner ainsi un grand mouvement à la machine politique, etc. Je déclare cependant, puisqu'on a laissé sur moi seul le poids de la discussion, que je n'accepterai jamais de fonction dans le comité; j'en jure par la liberté de ma patrie...»

La proposition de Danton, renvoyée au comité de salut public, fut d'abord ajournée sur le rapport de Hérault-Séchelles; peu après cependant elle fut reproduite et adoptée. Un membre proposa alors l'adjonction de Danton au comité, mais l'éloquent orateur refusa obstinément; et, quoique la convention voulût le faire entrer malgré lui dans le gouvernement, il persista à donner sa démission.

Cependant le comité de salut public ne parvint que peu à peu à réunir tous les pouvoirs qui l'ont rendu redoutable. On commença, ainsi que l'avait demandé Danton, par lui confier des fonds et lui permettre d'employer des agens; mais le nom de gouvernement provisoire parut effrayant, et même lorsqu'on lui en eut donné l'autorité, on lui en refusa constamment le titre. Cependant les membres du comité se partageaient toutes les affaires, ce qui en facilitait l'exécution. Carnot dirigeait la guerre en habile général et en profond politique; Cambon trouvait d'immenses ressources financières dans les assignats et les biens nationaux. Les autres membres se divisaient le

gouvernement intérieur de la république , et Barrère était conservé dans le comité à cause de sa facilité de rédaction et comme rapporteur ordinaire des travaux sérieux de ses collègues.

Le comité de salut public ne tarda pas à acquérir une grande influence. Sorti des rangs de la Montagne; il avait la confiance entière de la nouvelle majorité conventionnelle. Nous étions tous persuadés de ses bonnes intentions, et nous nous associations de toute notre énergie aux mesures énergiques qu'il proposait. La commune de Paris, dont le pouvoir autrefois si redoutable avait fait trembler les Girondins, obéissait aux moindres ordres du comité; le club des jacobins, de son côté, le secondait de tout son pouvoir. L'unité de gouvernement était enfin établie, et cette unité, si chèrement acquise, était un vaste réseau qui, partant du comité de salut public comme d'un centre, embrassait toute la république. Chaque citoyen se regardait comme un membre du grand tout, et la France et son gouvernement ne faisaient réellement qu'un.

Les résultats de cette nouvelle organisation ne tardèrent pas à se faire sentir. Au lieu de perdre, comme par le passé, toutes nos séances en discussions vaines, nous les employions aux affaires publiques. L'énumération seule des travaux d'un mois est un objet d'admiration; leurs résultats étonnent l'imagination. On a dit et répété cent fois que la

Montagne n'avait pas produit le bien immense qu'elle s'est attribué, qu'à la république seule étaient dus ces nobles succès; que nous n'avions fait que les souiller de sang. Cependant qu'avaient fait les Girondins en quatorze mois? des discours. Qu'en était-il résulté? un désordre universel, la faiblesse, la torpeur, la défaite de nos armées, le triomphe de la coalition; et ils ont prétendu que nous étions d'accord avec l'étranger! Pourquoi donc avons-nous battu l'ennemi? pourquoi avons-nous réparé leurs fautes? Nous n'avions qu'à continuer leur ouvrage, pour que la république fût perdue. Qu'on examine l'état de la France au 31 mai et au 9 thermidor, et qu'on dise quel parti de la convention a sauvé la patrie.

La plus étonnante mesure qui vint signaler la régénération du comité de salut public fut la levée en masse des Français et la réquisition générale de tous les bras pour le service de la nation. Écoutons d'abord quelques passages du rapport de Barrère : « Que voulez-vous? un contingent fourni par chaque division départementale ou territoriale?

« Laissons au corps germanique, laissons aux confédérations d'Allemagne et aux édits impériaux le vénal emploi de ce moyen seigneurial ou fédéraliste. Le contingent de la France, pour sa liberté, comprend toute sa population, toute son industrie, tous ses travaux, tout son génie. Le contingent n'est qu'une contribution levée sur les hom-

mes, comme sur de vils troupeaux, et ce mot n'est point de la langue des Français; ainsi, point de contingent. Les départements populeux et patriotes, les districts républicains ou menacés par l'ennemi vous ont-ils demandé de fixer par un décret le nombre de leurs bataillons, le degré de leur patriotisme, la mesure de leurs sacrifices, le contingent de leurs citoyens armés? Voyez le département de l'Aude et tant d'autres, plus animés de l'amour de la patrie ou de la haine de leurs ennemis, disputer de générosité et de dévouement avec les départements qui les environnent.

« Que voulez-vous? un nouveau recrutement? L'aristocratie est là qui se cache dans les sections et qui nous épie : elle vote aussi pour le recrutement de l'empire. Cette aristocratie est incorrigible et avare, parce qu'elle tient en réserve de l'or pour tenter les citoyens faibles ou peu fortunés, des fuyards pour déshonorer nos armées, des royalistes pour en corrompre l'esprit, des *saute qui peut* pour débander et perdre les troupes au milieu de la victoire, et des assignats pour exercer même l'agio sur les défenseurs de la patrie.

« Auriez-vous oublié tout ce que les contre-révolutionnaires de l'intérieur ont fait de troubles, de machinations et d'intrigues pour empêcher le recrutement? Auriez-vous sitôt perdu de vue les profondes intrigues et les discussions multipliées, les altercations violentes tendantes à faire de la défense publique un moyen de guerre civile, tantôt en di-

visant les sections sur le mode de recrutement, tantôt en rappelant le tirage des milices par le sort, ou l'élection populaire par le scrutin. Pourriez-vous surtout méconnaître cette violation si fréquente du principe que dans les pays libres *tout citoyen est soldat*; cette violation impunie faite par des riches qui se faisaient remplacer avec des assignats, ou par des étrangers, ou par des hommes sans intérêt à l'ordre actuel de notre législation? Prenez garde : par le mode de recrutement trop souvent employé, vous transformez les égoïstes opulents en recruteurs militaires, vous donnez à la malveillance des moyens de trouble, à la richesse des instruments d'anarchie et de désordre, à la révolution des hommes qui l'abhorrent assez pour la perdre, et à la patrie des soldats qui ne l'aiment pas assez pour la défendre.

« Ainsi, point de recrutement.

« Que voulez-vous? une levée en masse?

« A ce mot, tous les aristocrates de diverses nuances, tous les hommes vains et légers qui n'appartiennent à aucune patrie ni à aucun régime, tous les égoïstes qui ne sont ni nationaux ni étrangers, tous les parasites de révolution qui, semblables aux traîtres et aux conspirateurs que vous avez mis hors de la loi, se sont mis eux-mêmes hors des nations; tous les personnages inutiles se sont emparés avec complaisance de ce mot levée en masse, et ont tenté de le tourner en ridicule; comme s'ils ignoraient qu'un simple vœu de ce peuple

levé en masse les ferait rentrer dans la poussière, dont ils n'auraient jamais dû sortir : comme s'ils pouvaient se dissimuler que le peuple français n'a qu'un mot à dire pour que l'aristocratie tout entière ne soit plus.

« Il a été cependant entendu de la nation, ce mot de levée en masse, et chaque citoyen a vu dans cette expression énergique toute la force et toutes les ressources nationales prêtes à se déployer au premier signal, en raison des périls et des besoins de la patrie.

« Je le répète ici, parce que les expressions ont été prises à mauvais sens, même par des patriotes, je le répète, ils sont contre-révolutionnaires par le fait ou par l'intention ; ils sont auxiliaires de Pitt ou de Cobourg, ceux qui voudraient qu'une nation de vingt-sept millions d'hommes, qu'un peuple tout entier se levât au même instant dans toutes les parties de la république. Qui peut douter que cette commotion simultanée, si elle pouvait exister, ne produirait que des troubles affreux, des besoins immenses, des désordres incalculables et des moyens précieux à l'aristocratie. Qui peut douter que cette suspension de travaux, de commerce, de communications, cette électrisation de toutes les âmes, ce froissement de tant d'intérêts, ne fût plutôt un plan de nos ennemis qu'un moyen de défense nationale.

« De pareilles levées en masse ne sont pas des chimères, mais elles ne s'effectuent qu'avec de

grands besoins et avec des dangers imminens. Sommes-nous donc à cette grande extrémité qui nécessite une commotion aussi extraordinaire ? Six cent mille hommes qui combattent sous les drapeaux tricolores ont-ils donc disparu ? nos places fortes sont-elles toutes au pouvoir de l'Autrichien ? les forteresses honorées de Lille et de Thionville n'existent-elles plus ? l'Anglais a-t-il commis encore tous ses forfaits ? l'Espagnol ne compte-t-il que des victoires ? le fanatisme a-t-il agrandi la Vendée ? et le royaliste a-t-il grossi ses succès le long du Rhône et de la Loire ?

« Non, non, citoyens, la France, qui, sous les races des tyrans, n'a pas eu besoin d'une insurrection générale après les tristes journées de Poitiers, de Crécy et d'Azincourt, en a moins besoin encore aujourd'hui que des citoyens libres ont remplacé des serfs féodaux, et que chacun, outre l'intérêt de ses foyers, combat aussi pour ses droits. La levée générale et simultanée serait un effort de géant ; les tyrans de l'Europe qui ont eu besoin de se réunir pour nous menacer, pour nous dévaster, ne nécessitent pas encore la réunion des derniers efforts d'un grand peuple.

« La réquisition de toutes les forces est nécessaire sans doute ; mais leur marche progressive et leur emploi graduel sont suffisants. C'est là l'esprit et le sens de la levée du peuple en entier. Tous sont requis, mais tous ne peuvent marcher ou faire la même fonction. La liberté est devenue

créancière de tous les citoyens; les uns lui doivent leur industrie, les autres leur fortune, ceux-ci leurs conseils, ceux-là leurs bras; tous lui doivent le sang qui coule dans leurs veines.

« Ainsi donc, tous les Français, tous les sexes, tous les âges, sont appelés par la patrie pour défendre la liberté. Toutes les facultés physiques ou morales, tous les moyens politiques ou industriels lui sont acquis; tous les métaux, tous les éléments, sont les tributaires; que chacun occupe son poste, que chacun prenne son attitude dans le mouvement national et militaire que la fin de la campagne nécessite, et tous s'applaudiront avant peu d'avoir concouru à sauver la patrie. »

A la suite de ce rapport, dont il est facile de prévoir l'effet magique, le comité de salut public proposait un décret qui fut adopté à l'unanimité. Je le cite en son entier pour donner une idée complète de l'enthousiasme qui nous animait et de ce que nous pouvions faire pour la liberté :

ART. 1^{er}. Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la république, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées. Les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront des armes et transporteront des subsistances; leurs femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux; les enfants mettront les vieux linges en charpie; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des

guerriers, la haine des rois et l'unité de la république.

II. Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en ateliers d'armes, le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre.

III. Les armes de calibre seront exclusivement confiées à ceux qui marcheront à l'ennemi, le service de l'intérieur se fera avec des fusils de chasse et l'arme blanche.

IV. Les chevaux de selle seront requis pour compléter les corps de cavalerie, les chevaux de trait autres que ceux employés à l'agriculture, conduiront l'artillerie et les vivres.

V. Le comité de salut public est chargé de prendre toutes les mesures pour établir, sans délai, une fabrication extraordinaire d'armes de tout genre, qui réponde à l'état et à l'énergie du peuple Français; il est autorisé, en conséquence, à former tous les établissements, manufactures, ateliers et fabriques qui seront jugés nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi qu'à requérir, pour cet objet, dans toute la république, les artistes et les ouvriers qui peuvent coucourir à leur succès; il sera mis, à cet effet, une somme de trente millions à la disposition du ministre de la guerre, à prendre sur les 498 millions 200,000 livres d'assignats, qui sont en réserve dans la caisse à trois clés. L'établissement central de cette fabrication extraordinaire sera fait à Paris.

VI. Les représentants du peuple envoyés pour l'exécution de la présente loi, auront la même faculté dans leurs arrondissements respectifs en se concertant avec le comité de salut public; ils sont investis des pouvoirs illimités attribués aux représentants du peuple près les armées.

VII. Nul ne pourra se faire remplacer dans le service pour lequel il sera requis; les fonctionnaires publics resteront à leur poste.

VIII. La levée sera générale; les citoyens non mariés, ou veufs sans enfans, de 18 à 25 ans, marcheront les premiers; ils se rendront sans délai au chef-lieu de leur district, où ils s'exerceront tous les jours au maniement des armes en attendant l'ordre du départ.

IX. Les représentants du peuple régleront les appels et les marches de manière à ne faire arriver les citoyens armés au point de rassemblement, qu'à mesure que les subsistances, les munitions et tout ce qui compose l'armée matérielle, se trouvera exister en proportion suffisante.

X. Les points de rassemblement seront déterminés par les circonstances, et désignés par les représentants du peuple envoyés pour l'exécution de la présente loi, sur l'avis des généraux, de concert avec le comité de salut public et le conseil exécutif provisoire.

XI. Le bataillon qui sera organisé dans chaque district, sera réuni sous une bannière portant cette inscription : *Le peuple français debout contre les tyrans.*

XII. Les bataillons seront organisés d'après les lois établies, et leur solde sera la même que celle des bataillons qui sont aux frontières.

XIII. Pour rassembler les subsistances en quantité suffisante, les fermiers et régisseurs des biens nationaux verseront dans le chef-lieu de leurs districts respectifs en nature de grains les produits de ces biens.

XIV. Les propriétaires, fermiers et possesseurs de grains seront requis de payer en nature les contributions arriérées, même les deux tiers de celles de 1793, sur les rôles qui ont servi à effectuer le dernier recouvrement.

XV. La convention nationale nomme, etc.....

XVI. Les envoyés des assemblées primaires sont invités à se rendre incessamment dans leurs cantons respectifs, pour remplir la mission civique qui leur a été donnée par le décret du 14 août, et recevoir les commissions qui leur seront données par les représentants du peuple.

XVII. Le ministre de la guerre est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires pour la prompte exécution du présent décret; il sera mis à sa disposition par la trésorerie nationale une somme de 50 millions 200,000 livres d'assignats qui sont dans la caisse à trois clés.

XVIII. Le présent décret sera porté dans les départemens par des courriers extraordinaires.

En même temps la convention déclarait que toutes les matières propres à fabriquer des armes

ou du salpêtre étaient mises à la disposition du gouvernement (1). Elle faisait envoyer en poste la garnison de Mayence dans la Vendée, pour y combattre les rebelles (2); elle créait une armée révo-

(1) ART. I. Toutes les terres et matières salpêtrées, dans l'étendue de la république, sont mises à la disposition du conseil exécutif provisoire.

II. Les employés et ouvriers dans les ateliers, raffineries de salpêtre et fabriques de poudre, sont mis en réquisition actuelle.

III. Les biens des émigrés et les biens nationaux seront livrés à la recherche et à l'exploitation la plus prompte, en prenant les soins nécessaires pour que les dégradations soient les moindres possibles.

IV. Le nombre des salpêtriers sera élevé, par les régisseurs, dans les proportions de l'augmentation des ressources de l'exploitation.

V. Le prix du salpêtre sera fixé provisoirement à 24 sous la livre, afin que les terres les moins riches soient encore exploitées avec avantage.

VI. Les salpêtriers seront autorisés, provisoirement et pour la durée de la guerre actuelle seulement, à faire, même dans les maisons particulières, toutes recherches, fouilles et travaux que nécessitent les besoins présents; en conséquence, les corps administratifs chargés de maintenir l'égalité ne protégeront ni ne souffriront aucune exception, mais appuieront de toute l'autorité de la loi l'exécution des mesures précédentes.

VII. Les employés de la régie sont tenus, avant de quitter les lieux qu'ils auront ouverts pour leurs fouilles, de les remettre dans leur état primitif et d'indemniser les propriétaires du dommage qu'ils auront pu causer.

VIII. Les municipalités veilleront à l'exécution de cette disposition; elles constateront au besoin le dommage et termineront les différends qui pourront s'élever. Toute compétence et juridiction leur sont, à cet effet, spécialement attribuées.

IX. Les régisseurs nationaux feront établir, sans délai, de nouvelles batteries dans toutes les fabriques nationales où l'abondance du cours d'eau pourra le permettre.

X. La trésorerie nationale tiendra provisoirement à la disposition du ministre des contributions publiques la somme d'un million, pour l'exécution de ces travaux.

(2) ART. I. Le ministre de la guerre donnera sur-le-champ les ordres nécessaires pour que la garnison de Mayence soit transportée en poste dans

lutionnaire pour surveiller le recrutement et faire exécuter les lois d'intérêt public ; elle dénonçait à tous les peuples du monde la conduite infame de

la Vendée. Il sera mis à cet effet à la disposition du ministre de la guerre trois millions pour l'exécution de cette mesure.

II. Il sera procédé à l'épurement de l'état-major et des commissaires des guerres de l'armée des côtes de la Rochelle, pour leur substituer des officiers-généraux et des commissaires d'un patriotisme prononcé.

III. Les généraux de l'armée de la Rochelle tiendront la main à l'exécution rigoureuse des lois rendues contre les déserteurs, les fuyards, les traitres et ceux qui jettent les armes et vendent leurs habits.

IV. L'organisation des compagnies de pionniers et des ouvriers sera accélérée ; ils seront choisis dans les communes les plus patriotes.

V. Les généraux feront un choix pour former des corps de tirailleurs et de chasseurs intrépides.

VI. Il sera envoyé par le ministre de la guerre des matières combustibles de toutes espèces pour incendier les bois, les taillis et les genêts.

VII. Les forêts seront abattues, les repaires des rebelles seront détruits, les récoltes seront coupées par la compagnie d'ouvriers pour être portées sur les derrières de l'armée et les bestiaux seront saisis.

VIII. Les femmes, les enfans, les vieillards, seront conduits dans l'intérieur ; il sera pourvu à leur subsistance, à leur sûreté avec tous les égards dus à l'humanité.

IX. Il sera pris des mesures par le ministre de la guerre pour préparer tous les approvisionnemens d'armes et de munitions de guerre et de bouche de l'armée qui, à une époque prochaine, fera un mouvement général sur les rebelles.

X. Aussitôt que les approvisionnemens seront faits, que l'armée sera réorganisée, et qu'elle sera prête à marcher sur la Vendée, les représentans du peuple se concerteront avec les administrateurs des départemens circonvoisins qui se sont maintenus dans les bons principes, pour faire sonner le tocsin dans toutes les municipalités environnantes et faire marcher sur les rebelles les citoyens depuis l'âge de 16 ans jusqu'à celui de 60 ans.

l'Angleterre (1); elle punissait sévèrement les accapareurs, et rendait par la sévérité de la loi un cours forcé aux assignats, que nos ennemis tendaient à déprécier (2); enfin elle déployait une force et une

(1) La convention nationale dénonce, au nom de l'humanité outragée, à tous les peuples, et même au peuple anglais, la conduite lâche, perfide et atroce du gouvernement britannique qui soudoie l'assassinat, le poison, l'incendie et tous les crimes, pour le triomphe de la tyrannie, et pour l'anéantissement des droits de l'homme.

(2) Le décret salulaire que vous avez rendu hier, disait Barrère, rapporteur, doit relever votre crédit et rétablir vos finances; vos ennemis savaient bien que c'était vos finances qu'il fallait attaquer, et qu'en les frappant, c'était au cœur de l'état qu'on portait un coup mortel. Il s'est établi un système qui consiste à refuser les assignats ou à ne les accepter qu'avec perte: ainsi l'on compose avec indécence pour accepter votre valeur monétaire, comme si cette valeur était sans hypothèque et ne reposait que sur la foi publique. Cette manœuvre est de Pitt, qui soudoie au milieu de vous les agens chargés de l'exécuter, de Pitt, qui a reçu du gouvernement anglais cinq millions sterling en or. Le peuple anglais, à la loyauté duquel je dois rendre hommage, s'il savait quelle est la destination et l'emploi du fruit de ses sueurs, s'indignerait en apprenant que ses richesses allument chez nous l'incendie, préparent les poisons et les poignards. Il s'en indignerait, dis-je, ou si telle était sa volonté, ce ne serait pas un peuple d'hommes, mais de monstres dont l'Europe réunie devrait purger la terre. Vous devez au dedans punir les agens de ses manœuvres par des mesures répressives; au dehors vous pouvez les anéantir en arrêtant avec les étrangers toutes les relations de change, si l'on s'obstine à refuser les assignats pour la valeur qui leur est donnée par vos lois. A la suite du rapport la convention rendit le décret qui suit:

ART. I. Tout Français convaincu d'avoir refusé en paiement des assignats monnaie, de les avoir donnés ou reçus à une perte quelconque, sera condamné, pour la première fois, à une amende de 3,000 livres et à six mois de détention, et en cas de récidive, l'amende sera double et il sera condamné à 20 ans de fers.

énergie telles, que la France n'était plus qu'un vaste camp animé d'une seule et même pensée : battre l'ennemi, sauver la liberté.

Ces grandes mesures nationales n'empêchaient pas la convention de s'occuper des intérêts privés des citoyens français. Les sciences, les arts utiles s'élevaient simultanément au niveau de l'enthousiasme de la liberté; et si les lettres et les beaux-arts semblaient dormir, c'était pour se réveiller plus tard avec toute la force nouvelle que ce grand mouvement leur préparait. Un comité de la convention, spécialement destiné à l'examen des découvertes utiles de la science, appliquait à la guerre la découverte des aérostats, accueillait le procédé ingénieux de communication inventé par Chappe, et la convention ordonnait immédiatement l'établissement de lignes télégraphiques sur tous les points de la république. Toutes les découvertes, toutes les inventions qui, sous la monarchie, reçoivent des prix d'encouragement, et languissent ensuite sans application dans la poussière des bureaux, étaient immédiatement mises à profit par la convention, et la déclaration que

II. Les Français débiteurs de particuliers résidant dans les pays en guerre contre la France seront de droit acquittés de leur dette, si ceux-ci refusent en paiement les assignats-monnaie.

III. Tout français convaincu d'avoir agioté sur la valeur de ces assignats sera banni, ses biens confisqués et acquis à la république.

tel citoyen *avait bien mérité de la patrie* était pour l'inventeur une récompense plus simple mais plus désirée que les couronnes et les éloges académiques.

La convention acceptait aussi à la même époque le système décimal, et l'appliquait aux poids et mesures usuelles, à la monnaie, à la supputation du temps. Elle présidait à la confection du calendrier républicain, qui, sans la faiblesse de Bonaparte pour la cour de Rome, serait peut-être devenu aujourd'hui le calendrier universel. Ainsi une règle uniforme était, en toutes choses, substituée aux coutumes locales de l'ancienne monarchie : la convention ne reculait devant l'exécution d'aucun projet utile, devant l'adoption d'aucune idée vraie.

Chose étonnante ! ce mois d'août si plein d'événements politiques, de décrets de circonstance, d'application des idées républicaines, de réalisation des utopies de la science ; ce mois d'août vit aussi voter le code civil, monument national élevé au bonheur privé des citoyens, et qui comprenait dans son ensemble le meilleur code de lois des temps modernes, et sans doute de tous les temps. Il a passé presque tout entier dans le code que Napoléon voulut décorer de son nom, et ses principales dispositions régleront sans doute encore long-temps, en dépit de la haine qu'on porte à ses auteurs, les plus chers intérêts des citoyens de la France redevenue monarchique. Cambacérés fut le rapporteur de ce grand travail, et, en se rappelant la

part qu'il a prise à la rédaction du Code civil actuellement en vigueur, on peut déjà penser que les mêmes idées régnaient dans l'ensemble du Code de 93.

Tout en cherchant à nourrir le feu de l'enthousiasme républicain et à conserver le foyer de l'élan populaire, la convention songeait en même temps à réprimer les écarts anarchiques de cet élan; elle ne s'y prenait point comme les Girondins, en blâmant le principe même de l'exaltation des masses, mais en annulant ce qu'il y avait de dangereux dans la puissance des magistrats locaux. Elle déclarait que les sections de Paris avaient bien mérité de la patrie. Elle portait peine de mort contre quiconque chercherait à dissoudre les assemblées populaires, mais elle renfermait soigneusement les attributions des sections et de la commune dans la limite des intérêts locaux, et le pouvoir des assemblées populaires dans le droit de pétition. En même temps elle sévissait, en les flétrissant, contre les exagérations démagogiques. Le prêtre Jacques Roux, étant venu, au nom d'une section de Paris, provoquer des vengeances et nous adresser des menaces, fut chassé honteusement de la barre. La commune, sentant bien qu'au lieu de la main débile des Girondins, une autorité réelle tenait les rênes du gouvernement, désavoua son émissaire, qui fut renvoyé au tribunal révolutionnaire et condamné à quelques mois de prison.

Il restait à rendre à l'armée le vigoureux élan

de 92. Pour cela, il fallait faire justice des traîtres et rendre la confiance aux faibles. Une première mesure, la mise en jugement des généraux suspects, dut porter la terreur dans l'âme des coupables, en même temps que l'honorable acquittement de Westermann, les honneurs rendus à Aubert Dubayet devaient donner aux innocents l'assurance d'une rigoureuse mais impartiale justice. En second lieu, le comité de salut public envoya près de chaque armée des représentants du peuple chargés de pouvoirs illimités. Ainsi la trahison devenait impossible; l'œil du gouvernement était partout; sa force, sans cesser de partir d'un centre unique, était répandue sur toute la surface du pays. Comme les nerfs qui animent le corps humain, en correspondant sans cesse avec le cerveau, les commissaires conventionnels portaient l'action à toutes les extrémités du corps social, sans enlever au comité de salut public son utile prééminence. Un tel état de choses suffisait pour présager des victoires. La force ne nous avait jamais manqué; il ne lui fallait qu'une direction ferme et uniforme. Cette direction, la nouvelle combinaison de gouvernement la lui imprimait. Avant même que la lutte fût engagée, nous pouvions affirmer que l'ennemi était battu.

CHAPITRE V.

Le duc d'York assiège Dunkerque. — Houchard, général en chef de l'armée française. — Postes d'Andrezelle, Bambeecke, etc., pris au pas de charge. — Les Anglais tentent le passage de la Lys. — Méprise du général Houchard. — Bataille de Hondchoote. — Feu terrible. — Les généraux Collaut et Jourdan blessés. — Houchard reste derrière une haie. — Embarras des généraux et de Levasseur. — Conseils de Jourdan à Levasseur. — Il les exécute, secondé par son collègue Delbret. — Un boulet de canon tue le cheval de Levasseur. — On se bat sur tous les points. — Victoire remportée par l'armée française. — Levasseur engage le général Houchard à poursuivre les Anglais. — Refus du général.

Dans les premiers jours de septembre, le prince de Cobourg, à la tête des Autrichiens, alla attaquer Maubeuge, tandis que le duc d'York, à la tête d'une armée anglo-hollandaise, faisait les préparatifs du siège de Dunkerque avec la plus grande activité. Les Anglais attachaient beaucoup d'importance à la prise de cette place, dont ils espéraient sans doute s'emparer pour s'indemniser des frais de la guerre; mais Carnot s'occupait des moyens de la secourir. Une armée fut rassemblée sous Cassel : Houchard en fut nommé général en chef, sur le refus de Kilmaine, et l'on nous en-

voya Delbret et moi comme représentants du peuple auprès de lui (1). Le 5 septembre 1793, nous

(1) Bentabolle et moi, nous avions, par les deux lettres suivantes, donné la première nouvelle des intentions du général anglais.

« Nous croyons devoir vous annoncer une nouvelle que vous aurez sans doute apprise par nos collègues Duquesnoy et Lebas. Le général Houchard vient de nous prévenir qu'une armée de 18,000 fantassins anglais est devant Dunkerque, que le duc d'York a sommé cette ville de se rendre. Ce général, qui a passé ici hier après dîner, nous informe qu'il part à l'instant pour Cassel, afin de secourir Dunkerque, et qu'il va s'occuper de réunir un corps de 30,000 fantassins pour combattre les Anglais. La division de Cassel se trouve renforcée, depuis huit jours, de 14,000 hommes de bonnes troupes qu'y a fait passer le général Houchard, savoir: 8,000 hommes, sous les ordres du général de division Jourdan, et 6,000 sous les ordres du général de division Landrin. Notre position, du côté de Lille, se trouve raffermie depuis quelque jours, par l'abandon total, de la part des ennemis, des postes de Linselles et de Blaton, dont ils avaient voulu nous chasser, et où ils ont été maltraités dans l'affaire du 18, dont nous vous avons rendu compte.

« Nous attendons les plus heureux effets des efforts que le général Houchard se propose de faire, et nous nous empresserons de vous en rendre compte.

« BENTABOLLE. — LEVASSEUR. »

« C'est avec plaisir, citoyens nos collègues, que nous vous transmettons deux traits de bravoure des citoyens Lacombe et Régnier, cavaliers au 20^e régiment de cavalerie.

« Vers le 15 juillet, nos postes de Linselles voulurent enlever une position à l'ennemi; il prirent en effet 18 hommes: la surprise n'eut pas lieu et l'affaire s'engagea vivement. Le brave Régnier eut son cheval tué sous lui, ce qui l'engagea de combattre à pied et le sabre à la main. Voyant le cheval d'un cavalier du 13^e régiment entre les mains de l'ennemi, il se précipite seul au milieu d'eux, coupe le bras à celui qui conduisait le cheval, s'en empare et revient au secours d'un officier du 13^e régiment, qui, après avoir essuyé le feu d'un peloton de dix hommes, se trouvait au milieu de leurs baïonnettes sans vouloir se rendre. Il avait tué le chef et s

partimes de Cassel. L'armée était forte de trente mille hommes ; le général Hedouville appuyait

couvrait de son sabre lorsque le brave Régnier arrive à son aide , fend la tête à l'un , coupe le bras à l'autre , et ces deux braves réunis sont rendus à leurs frères et à la république. Nous ne pouvons nous-mêmes récompenser une telle action en donnant un nouveau grade à celui qui l'a faite ; cette nomination appartient aux camarades. Régnier , il est vrai , ne sait ni lire ni écrire , mais il est brave et pauvre. La nation peut le récompenser par une pension ou haute paie.

« LEVASSEUR. — BENTABOLLE. »

Peu de temps après , notre collègue Hentz , en mission à l'armée du nord , rendait ainsi compte de nos opérations sur toute la ligne.

LETTRE DE HENTZ , REPRÉSENTANT DU PEUPLE ,
À LA CONVENTION NATIONALE.

6 septembre.

« Pendant que nos collègues Trulor et Berlier sont à Dunkerque , que Bentabolle , Levasseur et Delbret accompagnent le général Houchard , je m'occupe de l'armement et de l'approvisionnement des places voisines que l'ennemi semble menacer. Je suis presque sûr que Dunkerque sera sauvé , mais , malheureusement , s'il ne l'était pas , Gravelines serait assiégé. Cette place a une superbe défense qu'il ne faut pas négliger , elle est en bon état. J'irai de suite à Calais et dans toutes les places de première ligne où l'on montre de l'inquiétude occasionnée par le zèle , car le peuple est excellent dans les villes ; Dunkerque le prouve. Après que nous avons eu chassé environ 200 personnes , tant étrangers qu'extrêmement suspects , et épouvanté les traitres par des mesures qui les ont fait taire , le peuple de cette ville montre une ardeur incroyable à la défense de ses murs , il couche sur les remparts et vaut une nouvelle garnison.

« Nous nous louons bien d'avoir fait changer l'ancienne garnison. A présent , on se défend , on se bat de manière à faire changer aux Anglais de

notre droite avec dix mille hommes, et le général Landrin notre gauche avec cinq mille; notre cen-

langage et de système; j'espère que demain ou après vous apprendrez sa délivrance. Honchart prend l'ennemi sur les derrières et le saboule d'importance.

« Je vous envoie le bulletin de la sortie vigoureuse faite hier par la garnison de Dunkerque, tandis que les habitants gardaient les murs. Il est étonnant comme l'esprit public s'est ravivé dans cette place, et le siège qu'elle éprouve y sera une véritable conquête du républicanisme.

« *Suite du 6.* — Sur les trois heures de l'après-midi, quatre colonnes sont sorties de Dunkerque, au nombre de 7 à 8000 hommes; la première, par la barrière entre deux canaux, sur la digue du canal de Furnes, ayant avec elle des voitures chargées de planches et poutres, pour établir des ponts sur les coupures de la digue du côté de Rosendal; cette opération ayant trainé quelque temps, la colonne a souffert du feu d'une batterie ennemie du calibre de 13, élevée sur la digue, près de la campagne de Desmouches, et a été obligée de se replier. Un affût et un caisson ayant été démontés, les roues brisées ont été abandonnées. L'ennemi, cependant, ne s'en est pas emparé encore, et nous avons l'espoir de les sauver à la faveur de nos tirailleurs.

« La seconde colonne est sortie par la barrière de Nieuport, a gagné la rue du milieu de Rosendal avec quatre pièces de campagne; elle a débâché l'ennemi des maisons et des bosquets, et fait 29 prisonniers, dont 9 blessés.

« La troisième colonne a débouché par la rue de La Chapelle, et a mis le feu à plusieurs maisons dans les environs de La Chapelle.

« La dernière, qui était la plus forte, est partie par la barrière de l'Esttran, protégée par les batteries flottantes, et soutenue par le grand cavalier. Cette colonne a attaqué avec beaucoup d'intrépidité et a délogé l'ennemi, qui, après avoir beaucoup souffert, a reculé à grands pas. Elle s'est emparée d'une dune très élevée, y planta son drapeau. Le feu de file le plus nourri s'est soutenu pendant près d'une demi-heure. L'ennemi a riposté par diverses batteries, majeure partie de petit calibre, et quelques pièces de 13 placées de distance en distance dans les dunes. Une forte colonne anglaise longeant les dunes dans l'intention de fondre sur notre

tre, commandé par le général Houchard, était de quinze mille hommes. Le duc d'York pouvait opposer à ces forces plus de soixante mille combattants.

Notre mission principale était la délivrance de Dunkerque. Nous avions aussi à relever la gloire de nos armes, compromise par les nombreux échecs qui s'étaient succédé depuis la désastreuse bataille de Nerwinden. La fortune sembla d'abord nous être favorable. Ondrezeelle, Herzelle et Bambeecke furent enlevés au pas de charge, dans la première journée, malgré les efforts de l'armée d'observation du maréchal Freytag. Hédouville, Jourdan et Vandame se couvrirent de gloire; Houchard lui-même combattit en vaillant soldat à l'attaque de Bambeecke. L'armée anglaise recula sur toute la ligne; elle fut chassée dans la même journée de Rexpoède, où le général hollandais Falkenhausen tenta de nous arrêter. Notre avant-garde s'avança même jusqu'auprès de Hondskoote. Dans cette suite de combats, peu graves par eux-mêmes, mais importants par la position respective des deux armées, les coalisés éprouvèrent une perte considérable. Le maréchal

troupe l'a forcée de se replier pour n'être pas enveloppée. Elle s'est retirée en bon ordre, protégée par les batteries flottantes, le Risban, le fort Blanc, et les remparts. Nous avons 150 blessés.

Nous croyons devoir retracer ici un trait de courage de 13 de nos grenadiers qui ont forcé un corps de garde défendu par 24 Autrichiens. Ils y sont entrés la baïonnette au bout du fusil, en ont tué 17, fait 6 prisonniers, un seul s'est sauvé.

Freytag et le prince Adolphe d'Angleterre furent blessés dans une charge de cavalerie, et demeurèrent quelques instants prisonniers dans nos mains.

Nous couchâmes à Rexpoède; ce village était presque désert; la plupart des habitants s'étaient retirés en emportant leurs effets. Je logeai dans la même auberge qu'Houchard; ce général, qui avait la bravoure d'un soldat, était, comme commandant en chef, d'une incurable nullité. Il me parut fort agité et fort effrayé de la responsabilité qui pesait sur sa tête. « Je crains bien, me dit-il, d'être surpris, cette nuit, dans cette position peu forte. — Il ne fallait donc pas nous y amener, répondis-je. »

Le bruit du canon commença en effet à se faire entendre à dix heures du soir, et la nuit se passa en escarmouches sans résultat. Cependant, à quatre heures du matin, Houchard donna ordre à son corps d'armée de se retirer sur Bambeecke. Je ne comprenais point le but de ce mouvement rétrograde dans un moment où aucune attaque ne devait nous inspirer de crainte et lorsque nous n'avions pas disputé le terrain. J'en fis l'observation au général, qui balbutia et ne sut que répondre, accablé qu'il était par des fonctions au-dessus de ses forces. A une demi-lieue environ, je lui fis sentir de nouveau ce qu'il y avait d'étrange dans sa retraite. « Cette côte, lui dis-je, est, il me semble, une excellente position militaire; arrêtons-nous ici.

Faites placer quelques pièces de canon pour assurer notre retraite, en cas de besoin ; mais sachons au moins à quel ennemi nous avons à faire. Un petit nombre d'hommes, forts de la connaissance du terrain, peuvent risquer, pendant la nuit, une attaque qu'ils ne soutiendraient pas en plein jour.» Mais Houchard ne voulut rien entendre ; il paraissait même si effrayé, qu'il voulait fuir jusqu'à Herzeelle. Une telle conduite devait nécessairement m'inspirer des soupçons. D'autres circonstances plus graves vinrent bientôt les fortifier. Houchard parlait d'attendre l'ennemi et de rester sur la défensive. Quelques escarmouches, dans lesquelles nous avons eu presque toujours un avantage marqué, semblaient l'avoir rempli de terreur.

Cette hésitation révélait au moins une incomplète incapacité si elle n'était pas une preuve certaine de trahison ; mais d'autres circonstances durent me faire croire qu'Houchard n'agissait pas de bonne foi. Malgré sa terreur panique, nous étions arrivés à Bambeecke sans être poursuivis par l'ennemi. Cependant j'entendais, du côté de Rexpoède, que nous venions de quitter, une forte canonnade qui indiquait assez que là encore les Français étaient aux mains avec l'ennemi. Je demandai, sur ce fait, une explication à Houchard, qui voulut me faire prendre le change et me persuader que le bruit du canon venait du côté de la Lys, dont l'ennemi, disait-il, voulait tenter le passage. Je n'en crus rien ; mais bientôt un officier d'état-ma-

jour vint changer mes doutes en certitude : il m'apprit que la division du général Hédouville était rentrée dans Rexpoède malgré les efforts de l'ennemi. Ainsi, il était bien évident qu'Houchard avait au moins négligé les plus simples précautions militaires et qu'Hédouville, dont la jonction avec nos forces eût pu décider la délivrance de Dunkerque, avait été laissé sans ordres pendant vingt-quatre heures.

J'assistai au conseil de guerre qui se tint chez Houchard. L'avis unanime des officiers était de marcher en avant : Houchard seul persistait à rester sur la défensive. Une telle hésitation compromettrait la délivrance de Dunkerque et par conséquent les plus graves intérêts de la république ; aussi appuyai-je vivement l'avis de tout l'état-major. Saisissant une carte géographique qui se trouvait sur la table du conseil : « Voilà Dunkerque, dis-je, et c'est Dunkerque que nous devons délivrer. Nous serions aujourd'hui à Hondschoote ou bien près, si nous n'avions pas rétrogradé cette nuit sur notre route ; nous n'avions que le village de Killem à redouter, et nous l'eussions aisément emporté au pas de charge. Le général Hédouville a entendu la canonnade, il a pensé que nous avions été surpris. Sa division a passé la nuit sous les armes et, dès la pointe du jour, il s'est porté sur Rexpoède et en a chassé l'ennemi.— Qui vous l'a dit ? — Le ton avec lequel vous me le demandez n'est pas décent ; je n'ai pas de compte

à vous rendre, et si j'ai le pouvoir de destituer un général, j'ai bien aussi le droit de vous faire des observations. Je ne vous donne point d'ordres, je vous laisse agir sous votre responsabilité. Revenons à notre affaire. Avant d'arriver à Bambeecke, je vous proposai de faire halte, vous ne le voulûtes pas; peu de temps après, je vous demandai ce que signifiait cette canonnade que nous entendions sur notre droite, vous me dites que c'était l'ennemi qui voulait passer la Lys, que vous aviez donné des ordres pour qu'il fût mal reçu. Vous voyez que vous étiez dans l'erreur. Si vous aviez voulu me croire, nous eussions bientôt su de quoi il s'agissait. Vos communications avec le général Hédouville étaient assurées, et, de votre côté, vous pouviez envoyer à la découverte. Réunis à dix mille hommes, nous pouvions porter un grand coup, engager peut-être une affaire décisive, ou au moins l'ennemi aurait battu en retraite, en nous laissant maîtres d'avancer dans la journée vers Hondschoote et de nous y poster; l'ennemi n'aurait pas eu le temps de s'y fortifier. Je ne cesse de vous dire que nous n'avons pas un moment à perdre pour aller au secours de Dunkerque. J'espère que vous allez prendre des mesures promptes et bien calculées.» Je me retirai. J'ignore ce que les officiers dirent et résolurent; je pouvais demander un conseil de guerre pour y arrêter un plan. J'avais le droit d'y assister; mais le général Houchard n'était rien moins que communicatif, et,

d'ailleurs, je n'étais pas militaire et je voulais lui laisser toute liberté. Déjà on accusait les conventionnels de régler les plans d'attaque et de forcer les généraux à les exécuter. Cela n'était pas vrai, mais on voulait rejeter sur nous les non succès.

Houchard se décida enfin à l'attaque, et le 8 septembre, au matin, toute l'armée s'avança sur Hondschoote : le général Collaud commandait l'aile droite; Jourdan, l'aile gauche; Houchard, le centre. Collaud s'empara d'abord des postes de Beveren et Killem. Vandame, à la tête de l'avant-garde, commença l'attaque en emportant les avant-postes anglais de Hondschoote. Le duc d'York avait rassemblé dans la plaine la plus grande partie de ses troupes; il avait couvert le village de Hondschoote par une redoute forte de onze pièces de canon : cette redoute était destinée à battre à la fois le chemin de Bergue qui se partageait en deux branches divergentes, et les trois chemins qui conduisent à Blenheim; une autre redoute élevée à l'entrée du petit port d'Hondschoote, balayait toute la route de Warenn; la plaine, du côté de Mooers et du côté de Hondschoote, était entièrement inondée; il fallait donc, pour attaquer l'armée anglaise, braver le feu de ces deux redoutes, en traversant un terrain d'une demi-lieue, avec de l'eau jusqu'à la ceinture. Malgré ces obstacles, qui ont long-temps fait regarder ce pays comme inabordable, et qui ont arrêté pendant plusieurs mois le célèbre Turenne devant Dunkerque, l'armée française commença l'attaq

avec la plus grande valeur; le combat fut bientôt engagé sur toute la ligne; un feu terrible se soutint de part et d'autre. J'étais au milieu du corps d'armée de Jourdan, déchirant la cartouche avec les soldats et ne désespérant pas du succès de la journée. Je donnai aussi quelques ordres de détail; le colonel Virion m'ayant fait remarquer qu'aucun effort n'était opposé à la batterie élevée par les Anglais en face d'Hondschoote, je fis placer dans un bois qui dominait la batterie anglaise quelques pièces de canon qui produisirent le meilleur effet. Cependant nous n'avancions point et le succès de la journée restait indécis, quoique de toutes parts notre feu écrasât celui des Anglais. Officiers et soldats répétaient à mes côtés : — Que faisons-nous ici? on nous laisse exposés à un feu terrible, cependant nous n'avancons point; depuis cinq heures nous n'avons point reçu d'ordres. Bientôt je vis revenir le général Collaud grièvement blessé, répétant, comme toute l'armée : le succès de la journée est compromis et cependant nous avons été partout vainqueurs; mais qu'est devenu Houchard? Pourquoi n'avons-nous point reçu d'ordres depuis plus de cinq heures?

Je visitai le corps d'armée de Collaud; il se maintenait dans ses positions et continuait à soutenir avec intrépidité le feu de l'armée anglo-hollandaise. En revenant au milieu de la division Jourdan, je trouvais ce général qui se dirigeait vers l'ambulance. Blessé et perdant beaucoup de sang, il répétait,

comme Collaud, que le général Houchard avait tout compromis par son incroyable inaction, et que, faute d'ordres, il avait été impossible de rien entreprendre. Pendant ce temps nous aperçûmes Houchard, derrière une haie, au milieu de quelques officiers, paraissant incertain et tout-à-fait inapte à remplir les hautes fonctions dont il était chargé. — Qu'allons-nous devenir avec un pareil chef? s'écria Jourdan : il y a deux fois plus de monde pour défendre Hondschoote que nous n'en avons pour l'attaquer. Nous sommes perdus. — Ce mot n'est pas Français, répondis-je, ne comptons pas le nombre des ennemis; dites-moi ce qu'il faut faire. — Vous pouvez encore remporter la victoire, mais faites cesser le feu, battre la charge, que les Français se précipitent sur l'ennemi la baïonnette en avant, gagnez la tête de la colonne; les soldats ont la plus grande confiance en vous, ils vous suivront. — Je fis en effet battre la charge. Au même instant j'aperçus de loin mon collègue Delbret et je courus vers lui. — Mon ami, lui dis-je, si nous sommes battus ici, Dunkerque est pris, je ne pourrai survivre à un si grand malheur, ici sera mon tombeau, ou nous remporterons la victoire. Cours à la division du général Collaud; fais battre la charge et précipitons-nous sur Hondschoote. — Je réponds de la division. — Je n'en doute pas, je te connais pour un homme brave.

En gagnant la tête de la colonne, je tâchais par mes discours d'animer le courage des soldats. Ayant

vu un bataillon immobile derrière une haie, j'y courus. — Que faites-vous derrière cette haie? m'écriai-je, n'entendez-vous pas battre la charge, suivez le mouvement de la colonne; en avant, marche. Je prononçais ce dernier mot lorsqu'un boulet de canon brisa les reins de mon cheval. J'entendis, en tombant, quelques soldats dire d'un ton moqueur : *Va donc en avant, tu vois s'il y fait bon*. La colonne marchait toujours dans un chemin creux et j'étais sur un terrain plus élevé. Les soldats s'arrêtèrent à l'instant où on me vit tomber. Marchez toujours, dis-je, en me relevant; je vais chercher un autre cheval. Mon domestique, qui était fort brave et qui me suivait toujours de près, se trouva heureusement peu éloigné de moi : je montai à cheval.

On battait la charge sur tous les points; le feu était terrible, surtout du côté de la division de droite où se trouvait mon collègue Delbret. La garnison de Bergues avançait sur notre gauche, trois cents gendarmes à pied en faisaient l'avant-garde; nous sortîmes alors du chemin creux : Oh! braves Français! prendre la redoute d'assaut, pénétrer dans la ville en passant sur le corps des morts et des mourants, ce ne fut pour vous que l'affaire d'un instant! Nous poursuivîmes l'ennemi la baïonnette en avant; rien ne put nous résister.

La division du général Collaud fit des prodiges de valeur; l'ennemi avait opposé encore plus de résistance de son côté qu'au centre où je me trouvais.

Je me rendis des premiers dans le bourg pour m'opposer autant qu'il serait en mon pouvoir au désordre qui accompagne ordinairement l'entrée d'une armée dans une ville prise d'assaut. Après un long espace de temps, je trouvai le général Houchard, seul, près de la redoute qui était à l'entrée de la ville. « Nous voilà pourtant maîtres d'Hondschoote, me dit-il (1). — Il y a une demi-heure

(1) Les alliés avaient élevé tant de retranchements autour de Hondschoote que le général Houchard voulait, d'après certains rapports, faire tirer sur le château qui est situé à l'extrémité de la rue de Furnes, à un quart de lieue de la frontière. Le quartier-général des alliés s'y était tenu pendant six semaines, on savait que le duc d'York avait tracé là ses plans d'attaque sur Dunkerque, de concert avec quelques émigrés qui servaient de garde de sûreté au château, et dont quelques uns étaient de Dunkerque. Le vieux général Walmoden, qui commandait les Hanovriens, n'avait presque pas cessé de l'habiter. Le chef de bataillon Rustin, commandant le bataillon de la Seine-Inférieure, dissuada Houchard de ce parti violent. Ce château, bâti à la moderne, qui était une simple maison seigneuriale, était habité par trois sœurs dont les maris étaient à défendre les remparts garnés de Dunkerque; aucun retranchement n'avait été élevé autour de cette maison de plaisance, qui était un simple carré sans fortifications naturelles. Il n'était pas supposable, malgré l'acharnement des alliés à défendre le poste important d'Hondschoote, qu'ils voulussent se tenir dans ce château comme dans une citadelle, ce qui aurait été sans aucune utilité. Les Français attaquèrent le château entre 2 et 3 heures du matin, et la bataille ne fut gagnée qu'à 3 heures après midi. On trouva dans une des salles du château trois drapeaux dont un d'émigré; il était noir, on y lisait en lettres d'or : *Noblesse française*. Cela explique l'extrême confiance des alliés et, par contre-coup, leur fuite précipitée lorsqu'ils se virent abandonnés. On se battit au milieu des jardins du château, qui furent dévastés. Quelques boulets traversèrent et endommagèrent la toiture; on trouva plusieurs soldats, entre autres des kaiserliques, noyés dans la pièce d'eau. On se battit avec acharnement jusqu'au milieu du bourg; plusieurs boulets traversèrent l'église.

que j'y suis, général; mais notre journée n'est pas finie, il faut aller nous placer sur la chaussée de Furnes, nous prendrons 40,000 Anglais et le duc d'York. — Après une bataille aussi sanglante, comment voulez-vous rassembler l'armée? — Un coup de tambour, et chacun sera près de son drapeau. Je m'en charge. — Les chemins sont mauvais, on ne peut y conduire de l'artillerie. — S'ils sont mauvais pour nous, ils le sont aussi pour les Anglais et nous les aurons plus tôt joints. — Vous n'êtes pas militaire, représentant! Comment puis-je avec 15,000 hommes en arrêter 40,000? — Quand vous auriez 50,000 hommes, vous ne pourriez pas vous en servir, c'est l'affaire du canon; nous placerons six pièces, par échelons, sur la chaussée près de laquelle nous établirons quelques batteries pour la foudroyer en flanc; avec notre artillerie nous remplacerons nos pièces démontées; il faut envoyer un officier dire au commandant de la place (1) de faire une sortie vigoureuse au moment où il saura que nous sommes aux prises avec l'ennemi. — Représentant, on ne fait pas ainsi la guerre. « Je gardai le silence; je n'étais pas militaire, il est vrai, mais toutefois j'étais intimement convaincu que nous devions réussir. Ma première pensée fut de destituer Houchard et de charger un autre général d'exécuter ce plan; mais, au mo-

(1) C'était le brave Hoche, qui s'est rendu depuis célèbre par ses hauts faits d'armes.

ment d'une victoire destituer un général en chef. ce serait infailliblement faire murmurer tous les officiers et soldats, d'ailleurs, qui pouvais-je prendre pour le remplacer? les deux généraux auxquels je portais plus de confiance étaient blessés, le temps pressait, deux heures sonnaient, et pour réussir il n'y avait pas un moment à perdre. Je quittai le général Houchard le cœur navré de douleur.

Dans ce célèbre combat de Hondskoote, les alliés perdirent beaucoup de monde, tant tués que blessés et prisonniers. Le général anglais Cochenhausen, entre autres, resta sur la place; le vieux Walmoden, qui avait remplacé Freytag, chercha en vain à rallier ses troupes : elles avaient pris la fuite dans toutes les directions. La droite des ennemis se retira sur Furnes ; la gauche sur Hoghertade. Un peu de célérité de la part d'Houchard nous les eût fait devancer dans ces deux positions, et ils se fussent trouvés enfermés entre notre armée et Dunkerque, sans avoir d'autre ressource que de capituler : le duc d'York lui-même serait infailliblement tombé entre nos mains. Voilà ce qu'avouent les défenseurs mêmes d'Houchard, et cependant l'on nous fait un crime d'avoir conçu quelque défiance, en voyant un vieux guerrier faire perdre, par sa faute, les avantages d'une victoire qui, par ses résultats, pouvait être plus utile à la France que la victoire de Jemmapes ou celle de Valmy ! On veut que nous regardions comme

un malheur une hésitation que nous, législateurs, étrangers au métier des armes, n'avions pas eue un seul instant. On veut que nous ne voyions pas une trahison dans cette suite d'opérations fausses dont murmuraient les simples soldats!!!...

CHAPITRE VI.

Blessés anglais traités avec humanité. — Levasseur se plaint à Houchard de ce qu'on n'a pas su profiter de la victoire. — Il veut contraindre Houchard à couper la retraite aux Anglais. — Motifs donnés par le général pour ne pas se porter sur la chaussée de Furnes. — Le duc d'York lève le siège de Dunkerque. — Le général et les deux conventionnels Levasseur et Delbret vont visiter le camp ennemi. — Détails donnés au ministre de la guerre sur les journées précédentes.

J'étais logé au château que l'état-major anglais avait habité dans les journées précédentes. Ce qu'ils avaient vu et entendu pendant ce temps les propriétaires de cette résidence, avait donné les plus vives inquiétudes. Le comte de Bouillé, émigré français, disait, selon eux : *Nous allons leur faire danser une carmagnole comme ils n'en ont jamais dansé.* Tous les officiers anglais paraissaient très gais, et n'émettaient aucun doute sur le succès de la bataille.

Vers onze heures, on avait vu arriver cinq mille hommes venant du camp de Dunkerque, pour soutenir les dix mille qui étaient déjà retranchés à Hondschote. A l'arrivée de ce renfort, un grand mouvement s'était opéré dans l'état-major, et les cinq mille hommes avaient été divisés en plusieurs

corps. Les officiers criaient hautement : la victoire est à nous ! Vers midi, plusieurs aides-de-camp étant arrivés avec un air inquiet, disant que les Français battaient la charge de tous les côtés ; qu'on pouvait craindre d'être coupé sur la gauche ; un officier vint donner l'ordre d'enlever tous les *papiers* ; tout l'état-major monta à cheval ; on fit avancer un fort détachement pour arrêter les Français, pendant qu'on emporterait une foule de papiers auxquels on semblait attacher beaucoup d'importance : c'est ce corps, ajoutait-on, qui vous a résisté près du château, et qui a laissé dans la rue tant de morts et de blessés.

Je sortis avec le maire d'Hondschoote, pour m'occuper des blessés des deux partis. Je me concertai avec lui et les officiers de santé. Un grand nombre de ces blessés furent portés chez les habitants de la ville, qui les reçurent et les traitèrent avec humanité, aussi bien les Anglais que les Français, car j'avais donné ordre qu'on eût soin des ennemis et qu'on les traitât comme les nôtres.

A cinq heures, j'entrai chez le général Houcard : il était avec tout son état-major et beaucoup d'officiers. Je m'écriai en entrant : Les Français savent vaincre, mais ils ne savent pas profiter de la victoire. Nous étions maîtres du duc d'York et de son armée, ajoutai-je en élevant la voix ; mais j'espère que demain, de grand matin, nous serons où nous devrions être ce soir : malheur à ceux qui ne feront pas leur devoir !....

Le chef de l'état-major me dit que l'on allait faire partir un courrier pour annoncer au ministre de la guerre la victoire que nous venions de remporter, et que si je voulais écrire au comité de salut public, le même courrier porterait ma lettre : — Je ferai partir demain un autre courrier, lui répondis-je, et j'espère donner au comité de salut public de plus grandes nouvelles. Le duc d'York ne m'entendit pas; mais il se trouva sans doute un témoin officieux qui lui rendit compte de mon projet, car à dix heures il leva son camp, se sauva du côté de Furnes, laissant toute son artillerie de siège, ses fourgons, ses caissons, etc.

Le lendemain, de grand matin, je vins trouver le général Houchard : il était encore au lit. « Eh bien ! partons-nous ? lui dis-je ; nos gens sont sans doute déjà bien en avant ? — Hier, me répondit-il, nous avons coupé huit mille hommes de l'armée anglaise ; je ne puis me porter sur la chaussée de Furnes, laissant sur mes derrières des forces aussi considérables. J'ai envoyé des ordres à différents corps ; j'espère cerner et prendre ces huit mille hommes. »

Que dire ? que faire ? Je n'avais aucun rapport particulier ; il fallait bien croire le général, et la journée se passa sans que je pusse être informé exactement de ce que l'on faisait de part et d'autre.

Le 10, au matin, le général Houchard m'annonça que le duc d'York avait levé le siège, et il m'invita ainsi que mon collègue Delbret à l'accompa-

gner dans la forteresse. Dès que nous y fûmes arrivés, nous nous rendîmes au camp des Anglais : Nous vîmes rentrer un régiment de cavalerie avec beaucoup de blessés. L'ennemi n'étant point inquiété du côté de Furnes, ni poursuivi du côté de Dunkerque, retirait, sous la protection d'une forte arrière-garde, le plus d'effets qu'il lui était possible. « Comment, dis-je au général, on se bat ici, et nous sommes aussi tranquilles à Hondschoote ? Houchard donna alors des ordres pour faire avancer des troupes : il n'y avait pas même songé avant ma remarque. Avec quel plaisir je contemplais cette belle artillerie anglaise ; ces tas de boulets et d'obus, et ces pièces de siège, dont un grand nombre étaient en position. Je fis part de ma joie à un officier qui se trouvait près de moi. « Nous en aurions davantage, me dit-il d'un air peiné, si nous avions reçu des ordres hier matin ; nos soldats, ne voyant plus les vedettes ennemies, se sont laissés couler le long du glacis, et sont venus nous avertir que l'ennemi avait levé le siège. Nous nous sommes assurés de la vérité du fait, et sachant que le chemin était libre d'Hondschoote à Dunkerque, on a envoyé un courrier au général. Qu'est-ce que vous avez donc fait hier toute la journée ? — Nous avons en vain sollicité Houchard de vouloir bien profiter d'une victoire remportée en quelque sorte malgré lui !.... »

LETTRE DU GÉNÉRAL DE BRIGADE BARTHÉLEMY, CHEF
DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DU NORD,

Au Ministre de la guerre(1).

Au quartier-général à Hondchoote, le
8 septembre 1793.

CITOYEN MINISTRE,

Je vous annonce que les troupes de la république ont battu l'ennemi avant hier et aujourd'hui. Une colonne, celle formant le corps d'armée, est partie de Steenvoorde, une autre de Bailleul, une autre encore de Wormouth; toutes, jusqu'à présent, ont battu et chassé l'ennemi. Avec dix-huit cents hommes, nous venons de forcer Hondchoote, qui était défendue par quinze mille ennemis, la plupart anglais: ils étaient bien retranchés. Ce pays-ci est abominable pour faire la guerre; il est coupé de haies, de bois et de fossés. On ne voit pas à quatre pas devant soi; on ne se bat pas, on se poignarde. Tout l'avantage, dans un tel pays, est pour celui qui attend. Nous avons pris à l'ennemi trois ou quatre drapeaux, cinq pièces de canon, des caissons, des bagages, tué beaucoup de monde, et fait des prisonniers, parmi lesquels

— (1) Extrait du *Moniteur* du jeudi 12 septembre 1793, n. 255.

il se trouve plusieurs hommes marquants, entre autres, un général hanovrien. L'affaire a été très longue et très chaude; elle a été terminée à la baïonnette, comme celles des jours précédents : ce moyen est infailible avec des républicains. Toutes les troupes ont bien donné. Nous avons eu de notre côté des blessés, mais peu de tués. Parmi les blessés, nous avons des hommes de tous les grades, depuis les soldats jusqu'aux généraux.

Les citoyens Levasseur et Delbret ont été, dans toutes les affaires, représentants du peuple et soldats. Le représentant Levasseur a eu un cheval tué sous lui; son collègue Delbret a couru les mêmes chances, mais il a été plus heureux. Je ne puis pas vous donner d'autres détails, parce qu'il nous faut tout notre temps pour des dispositions ultérieures.

Je dois cependant vous dire que la garnison de Bergues a fait des sorties brillantes; qu'une partie s'est réunie à nous, et que cette ville est libre.

Malheureusement le siège de Dunkerque est peut-être levé; je dis malheureusement, car, s'il ne l'était pas, les Anglais le paieraient bien cher : ils seraient obligés de mettre bas les armes; sans cela, ils seraient hachés ou noyés dans l'eau salée.

BARTHELEMY.

LETTRE DU GÉNÉRAL HOUCHARD

Au Ministre de la guerre (1).

Dunkerque, le 10 septembre 1793.

Enfin, les vœux de la nation sont remplis ; Dunkerque n'a plus devant ses murs les soldats de la tyrannie ; l'attaque du village de Hondschoote, qui s'est convertie en une bataille de la plus grande conséquence, a fini par mettre la déroute parmi les ennemis. Dans la nuit du 8 au 9, voyant que nous étions maîtres de Hondschoote, ils ont fait leur retraite de devant Dunkerque à minuit ; il en était temps pour eux ; car le général Landrin entrant à cinq heures dans Dunkerque, pour se réunir à la brave garnison et pour leur livrer combat. Si ce renfort n'avait pas suffi, je m'y serais transporté moi-même avec dix mille hommes, et j'aurais recommencé le combat le soir même ; ils ont évité cette peine aux soldats de la république et se sont retirés sur Furnes, laissant en notre possession leurs bouches à feu et munitions dont l'état est ci-joint. Jamais victoire n'a été plus complète et mieux méritée. Les troupes de la républi-

(1) Extrait du Moniteur, vendredi 13 septembre 1793, n. 256.

que, en général, se sont conduites avec la plus grande valeur. Je vous donnerai des détails une autre fois, car je suis horriblement pressé et les rapports particuliers ne sont pas arrivés.

Signé HOUCHARD.

DEUXIÈME LETTRE DU GÉNÉRAL BARTHÉLEMY

Au Ministre de la guerre (1).

Au quartier-général d'Armentières,
le 13 septembre 1793.

CITOYEN MINISTRE,

Depuis ma lettre datée d'Hondschoote, après l'expédition du 8, vous avez eu des détails bien intéressants sur tous les faits qui en sont bien résultés. Le 9, le général Houchard vous a écrit de Dunkerque que la retraite des Anglais laissant une immense artillerie, beaucoup de munitions et de bagages, leur déroute a été complète, et nos troupes ont appris à cette bataille ce que vaut leur courage et l'avantage qu'elles ont sur les soldats des rois. Cette retraite des Anglais devant Dunkerque a été trop précipitée pour qu'on ait eu le

(1) Extrait du *Moniteur*, mardi 17 septembre 1793, n. 260.

temps de leur fermer le passage. Leur perte a été énorme et dans une proportion vraiment étonnante par rapport à la nôtre.

Ils ont perdu un grand nombre d'officiers, deux de leurs généraux ont été enterrés à Hond-schoote. Un des fils du roi d'Angleterre, le prince Adolphe, a été grièvement blessé à cette affaire.

On assure que le général d'Alton a été tué devant Dunkerque.

Au lieu de cinq pièces de canon prises à Hond-schoote, il y en a eu huit ; ce qui fait soixante avec les cinquante-deux laissées devant Dunkerque.

Le général Houchard a laissé au camp retranché devant cette place un corps considérable qui ne manquerait pas de dégoûter l'ennemi des nouvelles tentatives qu'il pourrait y faire ; il a également laissé des forces imposantes depuis Dunkerque jusqu'à la Lys , et, sans perdre de temps, il a dirigé le reste de l'armée, forte de trente mille hommes environ, sur le camp de Menin, habité par les Hollandais, en plus grande partie. Le général Hédouville, qui commande l'avant-garde de ce corps, vient de repousser tous les avant-postes avec une grande impétuosité, et sans doute il est à Menin dans ce moment. Les troupes du camp de la Madeleine se battent aussi, dès ce matin, elles ont attaqué le camp de Cisoing : le canon a ronflé, mais nous n'avons pas encore de nouvelles. Soyez assuré, citoyen ministre, que nous ne respirerons que quand tous nos ennemis

auront été battus, que nous suivrons l'ardeur des troupes et que nous ne négligerons aucun moyen de renouveler leurs triomphes.

Signé BARTHÉLEMY.

EXTRAIT D'UNE LETTRE DU GÉNÉRAL HOUGHARD,

Au Ministre de la guerre (1).

Lille, le 13 septembre 1793.

Comme je vous l'ai mandé de Dunkerque, citoyen ministre, l'avant-garde, commandée par le général Hédouville, s'est réunie au corps qui était du côté d'Ypres, et s'est portée sur les Hollandais le long de la Lys; ils ont été battus hier à Messines et Commynes, et le général Bérù les a chassés de Noncq aujourd'hui 13.

Les attaques ont marché de front; il n'y a pas de doute qu'elles n'aient été extrêmement heureuses, car je trouve ici plus de huit cents prisonniers et vingt pièces de canon.

Tout le monde dit que nos troupes sont dans Menin et se portent vers Courtray; je n'en sais pas davantage aujourd'hui. Je n'ai pu me porter à

(1) Extrait du *Moniteur*, mardi 17 septembre 1793, n. 260.

ces attaques, à cause des dispositions générales que j'ai à faire; mais j'espère prendre ma revanche.

J'apprends dans l'instant, par Levasseur, représentant du peuple, que Wervick est au pouvoir de nos troupes, que l'action qui a eu lieu ce matin a été extrêmement chaude et rude. Le représentant Châles a été blessé à la jambe, d'un éclat d'obus. Le général Bérù s'est emparé de Menin, où les ennemis ont abandonné quarante pièces de canon et du bagage.

CHAPITRE VII.

Les représentants et le général Houchard quittent Hondschoote. — Ils trouvent le député Châles au quartier-général. — Conseil de guerre. — Attaque de Wervick. — Levasseur veut rallier un bataillon en désordre et prêt à fuir. — Châles blessé à la jambe. — Le général Bérù prend Menin. — Le général Dumesnil attribue à Levasseur le succès de la journée.

Le duc d'York ayant, par la maladresse ou la trahison de Houchard, pu se retirer sans être inquiété, nous restâmes trois jours encore dans la même situation; toutes les opérations d'une armée victorieuse se bornaient à quelques escarmouches. Les relations étaient cependant rétablies entre Dunkerque et le quartier-général de Hondschoote. Alors seulement nous apprîmes que la garnison de Dunkerque avait souvent inquiété le duc d'York, par des sorties vigoureuses, tandis que nous combattions devant Hondschoote; dans plusieurs de ces sorties, l'armée ennemie avait fait des pertes considérables (1). C'est là que le jeune Hoche, parvenu seulement au grade d'adjudant-major, signala, pour la première fois, sa brillante valeur et ses talents militaires; il fut promu incessamment

(1) Voir les pièces justificatives.

au grade de général de brigade par l'autorité des représentants du peuple.

Le 11 septembre, j'accompagnai Houchard avec mon collègue Delbret. A peine avions-nous quitté Hondschoote, que le général nous dit : « Ce soir il y aura une affaire chaude à Wervick, nous y prendrons plus de six mille Hollandais. » Je répondis gaîment qu'il aurait dû me prévenir plus tôt, parce que je regardais le plaisir d'assister à un combat comme une bonne fortune. Houchard prit alors son sérieux et parut fort mécontent du dessein que je témoignais de le suivre sur le champ de bataille. « Représentant, me dit-il, vous devez rester au quartier-général. — Je dois.... et qui donc ici peut m'assigner ma place? Je n'ai d'ordres à recevoir de personne et je prétends accompagner l'armée sous le feu de l'ennemi. »

J'arrivai en effet avant la nuit au quartier-général ; j'y trouvai mon collègue Châles qui assistait ainsi que moi au conseil, où fut dressé le plan d'attaque de Wervick. L'armée devait être divisée en deux colonnes : pendant que l'une, sous les ordres du général Dumesnil, attaquerait Wervick de front, l'autre, commandée par Hédouville, devait tourner la ville par la gauche et s'avancer jusques au chemin qui conduit à Menin, pour couper la retraite aux Hollandais. Les dispositions parurent si bien calculées que nul d'entre nous ne doutait du succès. Mais nous ne savions pas que là, comme à Rexpoède, comme à Hondschoote, une

négligence fatale devait nous faire perdre les fruits du sang versé et que la trahison prenait part à tous nos conseils.

Le lendemain, à la pointe du jour, la colonne du général Dumesnil se mit en mouvement, et bientôt ses tirailleurs engagèrent l'affaire; notre colonne n'était pas encore en marche; je pressai en vain le départ. Bientôt nous fûmes arrêtés par de mauvais chemins, des ravins à combler, du bois à abattre, et point de pionniers ni de sapeurs dans notre troupe; nous perdions beaucoup de temps pour aplanir la moindre difficulté; il semblait qu'une main ennemie s'attachât à paralyser nos opérations.

Bientôt un aide-de-camp de Dumesnil vint m'annoncer que son général trouvait la plus grande résistance. Cependant rien n'était désespéré si nous exécutions le plan d'accord avec lui; mais ses soldats, n'entendant pas notre feu, perdaient courage; et déjà le dernier bataillon de la colonne se retirait; j'y courus: ce bataillon était en désordre et prêt à fuir; je dis aux soldats: « Camarades, on vous a trompés, l'ennemi n'est pas du côté où vous allez; suivez-moi, je vais vous montrer le chemin de l'honneur. » On ne m'écoute pas. Appelant le chef d'un régiment de cavalerie qui suivait la colonne: « Colonel, lui dis-je, voyez-vous là-bas ces soldats qui fuient, tombez dessus et sabrez-les. — Représentant, ce sont des Français. — Non, ce sont des lâches; obéissez. » Je m'approchai plus près de

lui et je lui dis , en baissant un peu la voix : « *soyez prudent, colonel.* » Il donna l'ordre , et je vis avec plaisir que c'était à coups de plat de sabre qu'il fit charger les fuyards ; il y en eut cependant plusieurs de blessés. Le bataillon en désordre fut bientôt rallié par les soins de son chef ; celui qui se disposait à l'imiter resta à son poste ; le feu fut terrible de ce côté.

Je revins promptement à la colonne du général Hédouville, dont la tête avait déjà dépassé Wervick. Je demandai le général ; on attendait en vain ses ordres. Je veux alors faire avancer notre infanterie pour la tirer d'un bois taillis où elle était , et la porter sur le chemin de Wervick ; on hésite. Une pluie d'obus nous écrase. Je vois de loin un aide-de-camp qui s'avance en grande hâte , je cours à lui : « Que voulez-vous ? — Représentant , le général Dumesnil m'envoie savoir ce que vous faites : on n'entend pas votre feu. — Allez-lui dire que nous sommes à lui ; mais qu'il pousse ferme. »

Je revins à la tête de la colonne pour la faire avancer ; mais il n'était plus temps ; déjà les Hollandais se retiraient et une nombreuse cavalerie protégeait leur retraite. Nous avions ainsi perdu le fruit de nos efforts , et tandis que le brave Dumesnil avait mis l'ennemi en déroute , Houchard et Hédouville avaient , en n'exécutant pas le plan d'attaque , assuré sa retraite qu'un peu plus de célérité eût rendue impossible. Je fus transporté de colère. Cependant je ne voulus pas laisser fuir l'en-

nemi sans inquiéter sa marche. J'ordonnai au colonel d'Hautpoul de le faire poursuivre par ses chasseurs.

Adressant ensuite la parole au régiment, le chapeau à la main, j'ajoutai : « Braves chasseurs, je vous demande l'honneur de charger à votre tête. — Bravo ! bravo ! s'écrièrent-ils. — Vous nous connaissez, dit le colonel d'Hautpoul ; vous savez que nous n'avons pas peur ; mais faites avancer votre infanterie, afin que je puisse m'y rallier en cas de besoin. » Je cours donner des ordres à l'infanterie. Les deux généraux étaient encore absents. Les Hollandais eurent tout le temps de se retirer, et nous ne fîmes pas un seul prisonnier.

Était-ce la faute des conventionnels ? Mon collègue Châles fut grièvement blessé à la jambe par un éclat d'obus ; il était au poste d'honneur et cependant il n'a pas trouvé place dans le Manuel des Braves ; qui, en parlant de cette affaire, n'a pas même prononcé son nom. Serait-ce qu'on ne doit pas même justice aux conventionnels ? Sont-ils devenus des parias dans le dix-neuvième siècle pour avoir voulu sauver la France et lui donner la liberté ?

Nous poursuivîmes inutilement l'ennemi. Le plan d'attaque était manqué, et, d'une journée meurtrière, il ne nous restait que le frivole avantage de coucher dans Wervick. Cependant, dans la même journée le général Bérù s'emparait de Menin, et il ne fallait que de l'ordre et de la pré-

sence d'esprit pour se réunir à lui , et faire mettre bas les armes à un corps d'armée entier.

Aussi le soir, en soupant avec l'état-major, témoignai-je mon mécontentement aux généraux, principalement à Hédouville et à Houchard. Ils avaient promis de si grands avantages du succès de cette journée, que son résultat manqué, malgré la bravoure de nos troupes et la bonne conduite du général Dumesnil, m'indignait. Je rappelai à ces messieurs la fable de la peau de l'ours, et je les priai de ne m'annoncer plus désormais de victoires que quand elles seraient remportées. Cependant le général Dumesnil, qui seul s'était bien conduit dans cette journée, et à qui j'adressai de sincères félicitations, attribua hautement la victoire à l'énergie avec laquelle j'avais rallié les fuyards. « Cela est vrai, dit un chef d'escadron, mais, si l'un de nous en eût fait autant, il eût été destitué, et peut-être guillotiné. » On se tut. Je réfléchis mûrement de mon côté sur le mot de cet officier. Était-il donc vrai que la terreur se répandît déjà dans l'armée? Me serais-je laissé emporter trop loin par mon zèle? J'écrivis, pour résoudre ces doutes, au comité de salut public un récit détaillé de ce qui s'était passé, et je n'en reçus que des éloges, malgré les calomnies qui avaient devancé à Paris mon message. Car nous aussi, en dépit des pouvoirs illimités qui nous étaient confiés, nous avions à craindre les dénouciations de la malveillance.

Quelque temps après ce combat, Bentabolle

m'ayant communiqué plusieurs faits défavorables à Hédouville, je lui racontai de mon côté son étrange conduite à l'affaire de Wervick, et nous résolûmes de concert de le suspendre de ses fonctions. Nous prîmes en conséquence l'arrêté suivant, que nous ne rendîmes pas commun à Houchard, dans la seule crainte de désorganiser l'armée par cette fréquente mutation dans le commandement en chef :

« Nous, représentants du peuple, envoyés près l'armée du nord, suspendons de toute fonction militaire le citoyen Hédouville, général de division, pour n'avoir pas exécuté le plan d'attaque arrêté à Cambrai entre les généraux et les représentants du peuple; pour avoir refusé de charger l'arrière-garde des ennemis au moment où ils se retiraient de Wervick; pour avoir fait changer, par ses mauvaises dispositions, en déroute la retraite de Menin, en assurant que son arrière-garde était en sûreté au moment même où elle était vivement harcelée par l'ennemi; pour avoir abandonné son arrière-garde, et s'être retiré à l'avant-garde, au lieu de clore et protéger la retraite, de manière que, l'ayant cherché partout pour recevoir ses ordres, on le trouva assis tranquillement sur le bord d'un fossé, etc. (1). »

(1) Extrait du *Moniteur*, vendredi 27 septembre 1793, n. 270.

LETTRE DU GÉNÉRAL BÉRU (1).

Menin, le 23 septembre 1763.

Je vous annonce, citoyen président, une victoire remportée aujourd'hui par les troupes de la république. Nous avons pris Menin, Wervick et les différents passages de la Lys, qui étaient défendus par l'armée hollandaise et par des retranchements considérables; le général Hédouville a forcé Wervick; j'ai pris Menin à la manière accoutumée de nos troupes, c'est-à-dire au pas de charge. Dans la déroute de Menin, il y a eu environ quarante pièces de canon abandonnées par l'ennemi, qui s'est enfui en désordre sur Bruges et Courtrai.

Le deuxième bataillon de Paris, qui a souffert le plus, a aussi mérité les plus grands éloges; le quatrième bataillon batave, les troupes arrivées de l'armée du Rhin, et généralement toutes les troupes de la république ont montré le courage digne des Français républicains. Les représentants du peuple, Châles et Levasseur, étaient à cette belle journée; leur présence au milieu des périls n'a pas peu contribué à soutenir le courage des

(1) Extrait du Moniteur, mardi 17 septembre 1793, n. 260.

troupes de la république. Châles a été blessé à la jambe.

J'espère que la convention nationale apprendra avec satisfaction la nouvelle de cet intéressant succès, qui, joint à celui de Dunkerque, paraît décisif pour la campagne contre les satellites du despotisme consterné : il se trouve douze cents prisonniers faits à Menin et plusieurs généraux.

Signé BÉRU.



CHAPITRE VIII.

L'armée attaquée par des forces supérieures. — Retraite. — Terreur panique. — Levasseur arrête une colonne prête à fuir. — L'armée arrive à Gavarelle.

Le 15 septembre, j'étais encore à l'armée que je devais bientôt quitter pour revenir à Paris. Nous apprîmes dans la matinée, mon collègue Bentabolle et moi, que Menin, attaqué par des forces supérieures, allait être évacué. Nous nous disposions à suivre l'armée, et déjà nous étions à la porte de Menin, lorsqu'un fusil partit au repos sur l'épaule d'un grenadier. Une terreur panique, excitée par des cris de *sauve qui peut*, partis de plusieurs endroits, et sans doute proférés par des hommes apostés par la trahison qui nous environnait de tous côtés, éclata soudain, et mit le désordre dans tous les rangs. Plusieurs auteurs, entre autres M. Thiers, ont parlé de cette terreur panique et du désordre qui en fut la suite; mais aucun n'a osé lui assigner une cause si minime que la décharge d'un fusil au repos. C'est cependant ainsi que souvent les plus petites circonstances peuvent produire les plus im-

menses résultats. Quand le désordre se manifesta dans nos rangs, les habitants de Menin commencèrent à pousser contre nous un effrayant *hourra*, et de toutes les fenêtres on se mit à tirer des coups de feu sur la colonne française. Un danger imminent nous menaçait, car la peur est contagieuse, et la fuite d'un peloton a plus d'une fois entraîné une armée entière.

Ayant vu la cause première de tout ce désordre, je pus, mieux que personne, conserver mon sang-froid et en tirer parti pour rallier les soldats et rétablir la discipline dans les rangs. Je tirai donc mon sabre, et je me jetai au-devant de la colonne, en m'écriant : « Alte-là ! je fends la tête d'un coup de sabre au premier qui bouge ! Serait-il possible que les vainqueurs de Hondschoote fussent prêts à fuir devant une poignée d'esclaves ? » On hésite, mais on s'arrête. Un colonel de grenadiers, qui s'était trouvé à Hondschoote, et qui connaissait ma présence d'esprit, me pria de prendre le commandement. Aussitôt je courus de bataillon en bataillon, ordonnant à chaque corps de se ranger devant moi en bataille. Tous obéirent, et notre petite armée défila en aussi bon ordre qu'un jour de parade. Monté sur une éminence, je pouvais jouir de l'imposant coup d'œil de cette troupe, un instant plus tôt indisciplinée, et qui se présentait maintenant dans la plus belle tenue militaire. Cependant je songai en même temps à assurer notre retraite. Je mis en réquisition quelques paysans

occupés à labourer non loin de nous, et je fis placer quelques canons sur la ligne que devait suivre l'ennemi. Cette précaution fut inutile, car nous entrâmes dans Gavarelle sans même avoir été inquiétés. J'entendais auprès de moi, pendant la route, les officiers parler entre eux de l'espèce d'émeute que j'avais calmée. « Ce représentant, disait l'un d'eux, m'a tout l'air d'un fameux luron. C'est bien étonnant ! un homme de cabinet se faire ainsi écouter des soldats, quand nous n'en pouvons rien faire !... »

CHAPITRE IX.

Levasseur revient à Paris. — Arrestation d'Houchar. — Réflexions sur le siège d'Ypres. — Examen d'une page des Victoires et Conquêtes.

Dans le récit succinct que je viens de faire, je n'ai pas eu la prétention d'écrire l'histoire de nos combats. Mes Mémoires sont simplement des matériaux historiques et non pas à proprement parler de l'histoire. Je me suis à dessein abstenu de tracer le tableau de la campagne de l'automne de 93; assez d'autres font des livres avec des livres; j'ai voulu me borner à raconter ce que j'ai vu, ce que j'ai fait. J'ai dit, de la bataille de Hondschoote, et de quelques affaires qui l'ont précédée et suivie, les scènes auxquelles j'ai assisté. J'ai insisté surtout sur mes relations comme représentant du peuple avec les généraux en chef. Cela seul était dans mon cadre, et je n'entrerai dans les récits purement militaires que lorsque j'y serai forcé pour relever de graves erreurs ou des assertions calomnieuses.

J'arrive à la fin de ma première mission à l'ar-

mée du nord. Peu de jours après la retraite de Menin, je quittai cette armée pour revenir à Paris où des affaires m'appelaient. A mon arrivée, j'appris que mes collègues Hentz, Peyssard et Duquesnoy, commissaires près l'armée du nord, avec lesquels je n'avais point eu de relations, venaient de destituer Houchard, et que ce général était traduit au tribunal révolutionnaire.

LETTRE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE ENVOYÉS
PRÈS L'ARMÉE DU NORD,

A la convention (1).

Arras, le 26 septembre 1793.

Le général Houchard et son état-major sont coupables, aux yeux de l'homme le moins pénétrant, de n'avoir pas profité des victoires que les braves soldats de nos armées ont remportées, malgré les ordres perfides de l'état-major qui ne s'est pas même conformé au plan arrêté et qui avait tout combiné pour une déroute. Il est suspendu et mis en état d'arrestation.

Nous avons trouvé sa correspondance avec les princes étrangers. Il en résulte que nos armes

(1) Extrait du *Moniteur*, 30 septembre 1793, n. 273.

étaient confiées à l'ami de nos ennemis, à la créature de Custines : aussi le duc d'York, voyant que le soldat avait rompu les mesures prises pour nous faire hacher devant Hondschoote, a dit en se plaignant : *Nous sommes trahis.*

L'armée est républicaine, elle voit avec plaisir qu'un traître soit livré à la justice, et que les représentants du peuple veillent sur les généraux.

Signé HENTZ, PEYSSARD et DUQUESNOY.

Dans ma correspondance avec le comité de salut public et dans mes lettres particulières à Carnot, je n'ai dénoncé ni *directement* ni *indirectement* ce chef. Peut-être aurais-je dû le faire arrêter après la bataille d'Hondschoote et le refus qu'il m'avait fait de poursuivre les Anglo-Hollandais sur la chaussée de Furnes : j'ai dit quelles considérations m'ont arrêté. Plus tard je fus assigné comme témoin dans son procès, et j'ai dit avec modération ce que j'ai cru être la vérité. Je reviendrai sur ce sujet lorsque je m'occuperai du procès du général Houchard, et je démontrerai jusqu'à l'évidence qu'il y a eu dans son fait plus que de la négligence et de l'incapacité. Je remets donc à cette époque mes observations sur la bataille de Hondschoote, me bornant à constater ici que ce n'est point moi qui l'ai fait arrêter, et qui l'ai dénoncé à la convention, quoi qu'en aient pu dire les auteurs des Victoires et Conquêtes.

En général, les relations de la campagne de 93 fourmillent d'erreurs graves qui quelquefois vont

jusques à la calomnie. Je releverai seulement quelques unes des inexactitudes commises par les auteurs des *Victoires et Conquêtes*, en racontant les combats de l'armée française devant Ypres. C'est particulièrement dans la relation de ce siège qu'ils ont commis le plus d'erreurs, et qu'ils se sont permis les plus fausses allégations. Laissons-les d'abord parler :

« Au lieu de poursuivre le duc d'York après sa défaite à Hondschoote, le général avait porté sur Ypres une forte division qui canonna la ville à boulets rouges pendant trente-six heures ; mais, instruit de la prise du Quesnoy, et menacé par le général Walmoden qui accourait pour délivrer Ypres, le général Houchard se hâta de lever le siège et se retira sur Bailleul, abandonnant ainsi une entreprise sans but. Le général Walmoden prit alors une position plus rapprochée d'Ypres, et l'armée du duc d'York se porta, le 12 septembre, à Dixmude ; tandis qu'une division française conduite par le général Vandamme s'emparait de la ville de Furnes que défendait une garnison de 8,000 hommes.

« Les alliés commirent la faute de disséminer leurs forces sur une ligne trop étendue, faute sans laquelle cette campagne pouvait être décisive pour eux. Houchard du moins profita habilement de cette mauvaise disposition, et après avoir calculé avec justesse qu'en se portant sur une de leurs divisions, les autres resteraient inactives

dans leurs positions; il vint le 12 septembre attaquer les Hollandais campés à Menin. Le prince d'Orange était dans cette ville avec le gros de ses troupes. Le général Reizenstein était à Lannoy avec une brigade allemande à la solde de la Hollande, et le général Gewsau occupait Tourcoing. Houchard attaque d'abord ces deux derniers postes; reçus vigoureusement par l'ennemi qui se tenait sur ses gardes, les Français sont obligés de faire les plus grands efforts pour réussir; enfin, le poste de Tourcoing est emporté, et les vainqueurs courent aussitôt renforcer la colonne qui pressait le général Reizenstein dans Lannoy. Les Allemands, à la vue de ce secours, perdent leur assurance et abandonnent le poste qu'ils avaient jusque là défendu avec courage. Voyant Lannoy et Tourcoing emportés, le prince d'Orange, craignant d'être forcé lui-même dans Menin, résolut de prendre une position plus concentrée entre la Lys et Courtray. Déjà il opérerait ce mouvement lorsque la nouvelle que le général Beaulieu lui amenait un renfort de 50,000 Autrichiens le fit changer de projet; il rentra dans Menin et se mit en mesure d'y attendre les Français. En effet, le général Houchard, ayant réuni ses forces, s'avancait avec 25,000 hommes décidés à engager encore une affaire générale. Le prince d'Orange commit encore la faute de tenir ses troupes dispersées; 1,000 hommes commandés par le général Gewsau, portés du côté de Courtray, ne prirent point part à l'action, parce que

les Français ne vinrent point sur ce point; la brigade de Reizeinstein qui était entre Werwick et Ypres se retira sur cette dernière place qu'elle croyait menacée; enfin, Beaulieu qui était venu au secours des Hollandais et qui campait à Velvelghem, à trois quarts de lieue de Menin, se borna à envoyer au prince d'Orange un faible secours de six cents chevaux. Houchard n'eut donc affaire qu'au seul corps du prince héréditaire, quand par la réunion de ces troupes celui-ci pouvait lui opposer des forces supérieures. Aussi l'événement fut tel qu'on devait l'attendre d'après des mesures si mal prises. Le prince, qui était à Halluin, fut repoussé à Crelbecke, et, de même que la veille, les Français se réunirent pour attaquer et accablèrent le corps du prince Frédéric d'Orange, qui était à la droite de Wervick; en vain l'infanterie hollandaise animée par l'exemple du prince qui combattait à sa tête, fit des prodiges de valeur et soutint long-temps toute la fougue des Français, ceux-ci parvinrent enfin à la rompre. Le prince Frédéric est blessé grièvement, il a besoin de toute la bravoure des siens pour ne pas tomber entre les mains des assaillants; devenus furieux par la résistance, ils forcent le village de Wervick et le livrent aux flammes. En même temps une colonne qu'Houchard venait de détacher de son armée pénètre dans Menin et s'en empare; les Hollandais, près d'être cernés, sont forcés à la retraite. Les vainqueurs les poursui-

vent, et ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'ils parviennent d'abord à se retirer sur Soulers, ensuite sur Deynse et Bruges. Les Hollandais perdirent dans ces deux journées au moins 4,000 hommes, tués, blessés ou prisonniers et quarante-deux pièces de canon ; perte immense qu'ils durent attribuer au défaut d'intelligence et d'union de leurs généraux, et qui coûta à peine aux vainqueurs cinq à six cents hommes. »

RÉPONSE.

On a vu que nous étions partis d'Hondschoote le 11 septembre vers dix heures, et que je m'étais rendu à Wervick. Le général Houchard se dirigea sur Ypres, où il ne put arriver que le soir fort tard, la division qu'il avait envoyée sur ce point ayant suivi une autre route. C'est donc le 12 au matin qu'a commencé l'attaque d'Ypres à boulets rouges, *si boulets rouges il y a eu* ; et comme elle a duré trente-six heures, ce n'est que le 14 qu'il a pu marcher sur Bailleul. S'il avait le projet d'attaquer l'ennemi à Tourcoing et à Lannoy, avant de prendre Menin, qu'allait-il faire à Bailleul, qui se trouvait sur sa gauche, et bien plus loin d'Ypres que Tourcoing et Menin ? Mais, me dira-t-on, un général est censé être en personne partout où ses subordonnés agissent d'après ses ordres ; il peut aussi se porter le même jour d'un lieu à un autre, quand les divisions de son armée ne sont pas trop

éloignées : soit. Quant à l'affaire de Wervick, on a vu qu'elle était arrêtée pour le 12.

« *Abandonnant ainsi une entreprise sans but.* »

Comment *sans but*? le siège d'une ville à boulets rouges, pendant trente-six heures, en même temps que sur tous les points s'engageaient les affaires de Tourcoing, de Lannoy, de Menin, de Wervick. Mais, il faut le dire, une armée qui réunie aurait pu faire de grandes choses, ainsi divisée et placée sur une ligne si étendue, ne pouvait plus rien, et cette dissémination de nos forces n'était certes pas sans but.

Les auteurs cités conviennent que les alliés *com-*
mirent la faute de disséminer leurs forces sur une
ligne trop étendue, faute sans laquelle cette cam-
pagne pouvait être décisive pour eux. Ainsi, sans la
faute des alliés, notre armée pouvait être détruite;
elle a vaincu à Menin et à Wervich, où le général
n'était pas, comme elle a vaincu à Hondschoote
malgré Houchard, quoiqu'il y fût; mais il n'y
était pas seul... Certain maréchal, sous Paris,...
certain général à Waterloo,... n'avaient-ils pas
un but, celui de perdre leur général en chef,
leur empereur, et de faciliter aux ennemis l'en-
trée de la France! Et le général Houchard n'avait
aucun but!!!!

« *Houchard, ayant réuni ses forces* » Où? « *s'a-*
vança avec vingt-cinq mille hommes. » Où les avait-
il pris? « *décidé à engager encore une affaire géné-*
rale. » *Encore* suppose qu'il y en a déjà eu une :
est-ce la levée du siège d'Ypres? « *Le prince d'O-*

range commit la faute, etc. . . . Dix mille hommes , commandés par le général Gewsau , postés du côté de Courtray, etc. » De quelle action veulent-ils parler ? Menin et Wervick étaient pris.

« *La brigade de Reizeinstein, qui était entre Wervick et Ypres, se retira sur cette dernière place, qu'elle croyait menacée.* » Par qui menacée ? Houchard avait levé le siège, et vous le supposez près de Menin avec vingt-cinq mille hommes. C'est par trop de contradictions. Enfin, où était donc le général Houchard le 13 ? A Armentières, messieurs ; sa lettre le prouve.

Vous avez écrit l'historique de la bataille d'Hondschoote, et les autres événements qui suivirent, comme l'abbé Millot fit son siège de Candie.

Faites des romans, si vous voulez ; mais ne dénaturez pas les faits, pour avoir une occasion de nous accuser de la mort du général Houchard et proclamer son innocence. Son innocence!!!

CHAPITRE X.

Organisation du gouvernement révolutionnaire. — Procès de Custines. —
Lois sur la réquisition. — Sur les subsistances. — Sur les accaparements
— Victoires de nos armées.

Pendant mon absence de la convention, nos armées avaient repris sur tous les points l'offensive, et la république se présentait plus redoutable que jamais à ses ennemis. En même temps la réconciliation de tous les partis avait porté ses fruits, le gouvernement révolutionnaire tenait d'une main ferme la balance de nos destinées; rien n'échappait à son attention. Partout il portait avec énergie la faux de la réforme et faisait passer sur toutes les têtes le niveau de l'égalité. La levée en masse était effectuée par un décret (1) : nul n'était excepté de

(1) ART. I. A mesure que les citoyens français mis en état de réquisition, et qui doivent marcher les premiers, se réuniront dans le chef-lieu du district, il sera procédé sur-le-champ à leur organisation en bataillon.

II. Pour y parvenir, ils se formeront en compagnies de fusiliers, composées conformément à la loi du 21 février. Le nombre des fusiliers pourra être de 86 à 100 hommes.

III. La réunion des compagnies ainsi organisées, quel qu'en soit le nom-

la loi commune, et si la convention avait d'abord décidé que les employés de ses bureaux seraient exempts du service, elle se rétractait bientôt de cet arrêté contraire à ses doctrines :

« Vous avez décrété, il y a trois jours, disait Charlier, que les jeunes gens de 18 à 25 ans qui auraient plus de 3 mois d'exercice, avant la loi, dans les administrations seraient exceptés de la

bre, en raison de la population du district, formera le bataillon de ce district et en prendra le nom.

IV. Si le nombre de ces compagnies est au-dessus de neuf, l'excédant pourra être reversé dans les autres bataillons qui n'auraient pas atteint ce nombre; mais cette opération ne s'effectuera qu'au lieu du rassemblement général et seulement d'après un arrêté des représentants du peuple.

V. Chaque bataillon aura un état-major tel qu'il existe dans les bataillons des gardes nationales de première fonction, à l'exception qu'il n'y aura qu'un chef de bataillon pour chacun.

VI. Les nominations des officiers et sous-officiers seront faites au scrutin, conformément aux lois antérieures.

VII. Les appointements, solde et masses seront les mêmes que pour les autres troupes d'infanterie de la république.

VIII. Il ne sera point formé de compagnies de grenadiers.

Répartition des bataillons à organiser dans les districts.

Armée du nord, Pas de-Calais, 8 bataillons; Nord, 8; Aiane, 6; Oise 9; Paris, 13; Seine-et-Oise, 9; Eure-et-Loir, 6; Eure, 6; Orne, 6; Seine-et-Marne, 5.

Armée des Ardennes: Ardennes, 6 bataillons; Meuse, 8; Marne, 6; Indre-et Loire, 7; Cher, 7.

Armée de la Moselle: Moselle, 9 bataillons; Meurthe, 9; Vosges, 9; Haute-Marne, 6; Côte-d'Or, 7; Nièvre, 9.

Armée du Rhin: Bas-Rhin, 4 bataillons; Haut-Rhin, 3; Doubs, 6; Haute-Saône, 6; Jura, 6; Ain, 9; Saône-et-Loire, 7; Allier, 7; Indre, 6; Rhône-et-Loire, 6.

réquisition; je demande le rapport de ce décret, et que tous les jeunes gens de cet âge soient sujets à la loi, et que leurs places soient données à des pères de famille qui la leur rendront à leur retour. »

Et un décret conforme à la motion de ce député était rendu par acclamation. En vain, quelques jours plus tard, le comité de sûreté générale in-

Armée des Alpes: Hautes-Alpes, 4 bataillons; Isère, 4; Drôme, 6; Ardèche, 3; Haute-Loire, 3; Puy-de-Dôme, 8; Creuse, 7; Cantal, 4; Lozère, 7.

Armée d'Italie: Basses-Alpes, 5 bataillons; Var, 9; Bouches-du-Rhône, 6; Gard, 8; Hérault, 4; Aveyron, 9; Corrèze, 4; Tarn, 5; Alpes-Maritimes, 11; Corse, 9.

Armée des Pyrénées-Orientales: Aude, 6 bataillons; Pyrénées-Orientales, 3; Ariège, 3; Haute-Garonne, 8; Hautes-Pyrénées, 5; Gers, 6; Lot, 6.

Armée des Pyrénées-Occidentales: Basses-Pyrénées, 6 bataillons; Landes, 4; Lot-et-Garonne, 9; Gironde, 7; Dordogne, 9.

Armée des Côtes de la Rochelle: Charente-Inférieure, 7 bataillons. Charente, 6; Haute-Vienne, 6; Vienne, 6; Deux-Sèvres, 6; Vendée, 6; Mayenne-et-Loire, 8.

Armée des Côtes de Brest: Loire-Inférieure, 9 bataillons; Morbihan, 9; Finistère, 9; Côtes-du-Nord, 9; Ille-et-Vilaine, 9.

Armée des côtes de Cherbourg: Sarthe, 9 bataillons; Mayenne, 7; Manche, 7; Calvados, 6; Seine-Inférieure, 7; Somme, 5.

Les lieux de rassemblement seront indiqués par les représentants du peuple résidants près les armées.

Les feuilles de routes seront expédiées par les directoires des départements, et sur l'ordre soit des représentants du peuple, soit du conseil exécutif.

Jusqu'au moment du départ, les bataillons s'exerceront, et l'administration de département choisira parmi les anciens militaires un certain nombre d'instructeurs qui recevront un traitement convenable, ainsi qu'elle l'aura déterminé.

sista-t-il pour faire revenir sur cette décision ; en vain demanda-t-il à conserver ses employés ; on voulait que la loi fût commune pour tous ; une exception semblait une énorme injustice et l'ordre du jour fut prononcé à l'unanimité sur la proposition du comité.

A la même époque le comité de salut public présentait un décret sur les subsistances qui fixait le *maximum* du prix des grains.

Ramel et Dervars de la Charente s'étant opposés à ce décret, Thuriot l'appuya ainsi qu'il suit :

« L'agriculteur a secondé les contre-révolutionnaires en imitant les spéculations des agioteurs, spéculations d'autant plus faciles à suivre que le propriétaire lui laissait tout le temps qu'il voulait prendre pour payer le prix de la ferme.

« Les choses en sont à un tel point, que les citoyens des campagnes, à côté des monceaux de blé, manquent de subsistances. Vous en avez vu venir de 20 lieues vous demander du pain. Quelle est la cause de cette espèce de disette ? je la trouve dans l'avidité et la mauvaise foi des cultivateurs. Que doivent-ils désirer ? de remplir leurs engagements. Eh bien ! quel est celui qui ne retire point de la récolte de quoi nourrir sa famille, de quoi payer les ouvriers qu'il a employés et acquitter les impositions ? Qu'ont dit les orateurs qui ont parlé contre le *maximum* ? ils ont calculé ce qui était à la charge des cultivateurs et ont passé sous si-

lence ce qui était à leur décharge : on a dit que les bœufs étaient plus chers ; mais on ne vous a pas dit que les fermiers avaient fait de grands profits depuis deux ans sur les bêtes à cornes ; qu'avec leur basse-cour ils remplissaient leurs engagements.

« Il est démontré par la correspondance de vos commissaires que les cultivateurs ne se prêtent nullement à l'approvisionnement des villes et des places fortes ; ils sont obligés de requérir la force-armée pour obtenir d'eux la vente du blé qu'ils entassent dans leurs magasins.

« Faut-il donc, pour enrichir quelques individus, affamer la nation entière ? faut-il que le salut de l'état soit entre les mains des laboureurs, qui, par le moyen des subsistances, feraient la contre-révolution ? Non, vous voulez donner du pain au peuple et non grossir la fortune d'un petit nombre d'hommes ; vous fixerez donc un *maximum* qui sera le même pour toute la république ; vous interdirez le commerce des grains parce qu'il favorise l'accaparement, parce que c'est un moyen d'amener la disette au milieu de l'abondance. Je demande donc que vous décrétiez en principe qu'il y aura un *maximum* pour toute la république, et que le commerce des grains est interdit à compter de ce jour. »

La discussion continuait ; Danton s'écria : « Il faut que la convention prononce aujourd'hui entre les intérêts des accapareurs et ceux du peuple.

Thuriot a développé une opinion qu'il a appuyée de puissants motifs; s'il y a quelqu'un qui veuille la combattre, qu'il monte à la tribune, nous le réfuterons. La nature ne nous a pas abandonnés, n'abandonnons pas le peuple, il se ferait justice lui-même; il tomberait sur les aristocrates et leur arracherait de vive force ce que la loi aurait dû lui accorder. »

Et comme l'on faisait observer que l'uniformité du *maximum* pouvait aigrir les citoyens des départements où il était porté plus bas que ne le fixait la loi, Danton ajouta : « Ce ne sont là que de misérables chicanes; c'est une loi générale que vous devez faire, parce que le législateur ne calcule pas les intérêts généraux. Le peuple, qui est toujours juste, ne fera pas attention au petit inconvénient qui aura lieu dans les départements où le *maximum* est moindre aujourd'hui que celui que vous établirez; mais il applaudira à une loi qui assure les subsistances des armées et de la république entière. »

Le décret fut rendu suivant les principes exposés par Danton : j'en donnerai ici les bases fondamentales : « Immédiatement après la publication du présent décret, tout cultivateur ou propriétaire sera tenu de faire à la municipalité du lieu la déclaration de la quantité et de la nature de grains qu'il a récoltés, et séparément de ceux qui peuvent lui être restés de la récolte de 1792.

« Il ne pourra être vendu de grains et farines ailleurs que dans les marchés publics.

« Le setier de blé, froment, qualité loyale et marchande, composé de douze boisseaux, mesure de Paris, pesant, année commune, 240 livres, est fixé, depuis le jour de la publication de la présente loi, jusqu'au 1^{er} octobre 1794, dans toute l'étendue de la république, à la somme de 35 livres le setier.

« Tous les autres grains sont également fixés par un autre article.

« La faculté de résilier les baux pour tous les biens des campagnes est accordé aux fermiers et propriétaires.

« Tous les baux qui seront faits à l'avenir, à partir de ce jour, ne pourront contenir plus de 300 à 350 arpens de terre ou culture réunis. »

La convention, non contente d'assurer un prix commun aux subsistances, voulut encore mettre le peuple à l'abri de toute disette factice. Elle ne crut pas pouvoir mieux faire pour y parvenir, que de porter des peines sévères contre l'accaparement. Certes, il faut l'avouer, en thèse générale la liberté illimitée du commerce vaudrait beaucoup mieux; il est très vrai qu'avec liberté et concurrence toute garantie est donnée que les citoyens ne refuseront pas de vendre leurs denrées, et ne les vendront pas à un prix trop élevé; mais ces axiomes aussi simples que vrais, quoique très applicables

dans un temps calme, ne trouvent point leur application dans une ère de crise comme celle que nous avons eu à traverser. Ceux qui nous jugent si sévèrement devraient peut-être mettre en ligne de compte les circonstances au milieu desquelles nous nous trouvions. C'était un fait incontestable, que la disette se faisait sentir plus cruelle que jamais. C'était un fait incontestable que cette disette était toute factice, et que les greniers des propriétaires étaient encombrés de grains. Dans cet état de choses, quel était le devoir de la convention ? de faire cesser la disette sans doute, et d'arracher aux greniers du riche les denrées de première nécessité, pour les faire servir à la nourriture de tous.

Je sais que l'on va me dire que l'intérêt privé eût suffi pour faire sortir les subsistances du grenier du propriétaire ; car, affirmera-t-on avec J.-B. Say, il est de l'intérêt du producteur de vendre, aussi bien que de l'intérêt du consommateur d'acheter. Ces principes sont incontestables, et je ne veux pas les nier ; mais dites-nous, grands discoureurs, qui refaites l'histoire après coup, et voudriez prescrire *à posteriori* à des hommes aussi bien intentionnés que vous, et peut-être aussi sages, ce qu'ils auraient dû faire au milieu d'orages que vous ne sauriez envisager en face sans en être submergés, dites-nous si votre recette de liberté et concurrence eût donné du pain aux masses populaires le lendemain, le jour même : non sans doute ; eh bien !



nous ne pouvions pas attendre les effets de vos maximes; nous ne le pouvions pas, car chaque minute était grosse alors des événements d'un siècle entier; nous ne le pouvions pas, car c'était à l'instant même qu'il fallait pousser le peuple à la frontière, et le citoyen n'y pouvait courir qu'en sentant qu'une protection forte était assurée à sa famille, et que sa femme, ses fils, son père, n'étaient pas exposés à toutes les angoisses de la faim.

D'ailleurs, notre position se compliquait de bien d'autres circonstances, dont la moindre déconcerterait par sa gravité les raisonnemens ordinaires. Le numéraire avait entièrement disparu, et, quoique les assignats eussent un cours forcé, ils commençaient à subir un mouvement de baisse qui effrayait les spéculateurs. De là la nécessité d'échanger les denrées de première nécessité contre des assignats; de là les accaparements; de là la disette. On ne pouvait pas se dissimuler non plus que la malveillance aggravait le mal. Malgré les lois contre l'émigration, malgré l'espèce de proscription qui frappait la classe noble, il n'en est pas moins vrai que presque toutes les propriétés territoriales étaient restées dans les mains de l'aristocratie, et certes la disette, comme tout ce qui pouvait nous susciter des embarras, était trop dans ses intérêts pour qu'elle se fit faute de la susciter.

On ne peut pas se le dissimuler non plus, l'effervescence populaire avait été poussée à un assez

haut degré pour que les classes sociales plus élevées, avides de révolution en 1789, commençassent à s'alarmer d'une crise qui leur paraissait menaçante, et pour qu'elles opposassent au succès de notre cause au moins de la tiédeur, sinon une certaine malveillance. Il y avait en quelque sorte une espèce de guerre sourde, organisée entre le riche et le pauvre. C'était un malheur sans doute, et il eût fallu pouvoir réunir tous les Français dans un sentiment identique, comme les membres d'une grande famille; mais une fois aussi cette guerre déplorable organisée, pour qui devait se prononcer la convention? pour la classe la plus attachée à la république. Elle ne devait pas chercher à soulever les pauvres contre les gens fortunés, mais elle devait se servir du zèle du pauvre, l'activer, le nourrir et le favoriser dans ses dissensions avec les autres classes, puisque c'était lui qui s'offrait à défendre la patrie et à fonder la liberté.

Toutes ces causes firent voter le *maximum* et la loi contre les accapareurs. Elles étaient justes, car nous devions du pain aux défenseurs de la patrie; elles étaient justes, car sans elles le mouvement populaire s'arrêtait, le besoin de la conservation privée faisait oublier au malheureux l'enthousiasme de la liberté, et l'étranger entraît sur notre sol sans défense; elles étaient justes, car le salut du peuple était alors la suprême loi, et elles étaient nécessaires au salut du peuple.

C'est ici l'instant de réfuter une allégation in-

juste, cent fois répétée contre nous, et qui a été reproduite récemment par un homme dont le talent et le caractère mettent souvent un grand poids dans la balance des discussions politiques. On a dit que si la terreur (1) avait trouvé les moyens de sauver la république, on ne devait lui en savoir aucun gré, puisqu'elle seule avait rendu imminents les dangers qu'elle avait eu ensuite à combattre. On a ajouté que, pour être révolutionnaire, le gouvernement de 93 n'en était pas moins un gouvernement, et que, s'il avait fait du bien en tant que gouvernement, il n'avait fait que du mal comme révolutionnaire. La distinction est bien subtile pour être vraie. Nous l'examinerons néanmoins; venons d'abord au fait.

Est-il bien vrai que nous ayons suscité les dangers qui sont venus assiéger la république? Est-il bien vrai que nous n'ayons eu à vaincre que les difficultés nées de nos fautes? Pour répondre à ces deux questions, posées par l'honorable publiciste dont j'ai parlé plus haut, il faut d'abord voir quels

(1) Ce mot de *terreur* a fait naître dans tous les esprits une confusion étrange. La convention a souvent dit : Il est bon que la *terreur soit à l'ordre du jour* ! Mais cette phrase signifiait seulement : imprimons la terreur à l'ennemi, battons l'ennemi. On a prétendu au contraire que nous voulions gouverner par la terreur. C'est ainsi que de ces mots : *liberté ou la mort*, qui signifiaient : *vivons libre ou sachons mourir*, la mauvaise foi a tiré cette interprétation : aimez la liberté ou l'on vous tuera. Il est singulier qu'on aille, pour nous accuser, jusqu'à falsifier les termes les plus simples par une interprétation peu charitable.

dangers nous entouraient, quels dangers nous avons vaincus. Chose étrange ! cette simple exposition suffit pour terrasser l'allégation dirigée contre nous. Tout besoin d'argumentation cesse. Peindre, c'est prouver.

Lorsque l'on se sert de ces mots : la terreur, le gouvernement révolutionnaire, c'est au comité de salut public d'abord et à la Montagne ensuite que s'adressent les reproches agglomérés contre le fantôme revêtu de ces noms. Cela est si vrai, qu'on dit également : ces quatorze mois de funeste mémoire. Qu'on oppose aux crimes de la terreur les vertus des Girondins proscrits. Examinons donc l'état de la France, lors de la chute des Girondins au 31 mai.

Quand nous avons pris les rênes du gouvernement, quel était donc l'état des affaires ? la disette commençait à faire sentir ses rigueurs ; le défaut de numéraire et la baisse des assignats rendaient de jour en jour notre position plus difficile ; le recrutement ordonné sur le papier ne s'effectuait pas ; toutes nos armées étaient battues ; la désorganisation y régnait, les chefs trahissaient et la désertion travaillait les derniers rangs. L'aristocratie s'agitait dans les départements ; aussitôt après le 31 mai elle leva la tête sur tous les points de la France. Lyon, la Vendée, les départements de l'ouest, Bordeaux, Marseille, étaient gangrenés de royalisme ; Toulon, vendu à des traîtres, ne tarda pas à être livré aux Anglais. Guerres malheureuses

à l'extérieur; factions victorieuses à combattre à l'intérieur; partout, défaut de ressources; partout, désorganisation. Voilà dans quel état les girondins nous laissaient la France, et ils aggravaient encore les maux de la patrie en secouant dans les lieux soumis à leur influence les torches de la discorde et de la guerre civile. Voilà les fléaux que nous avons eu à combattre : nos adversaires pourraient-ils bien soutenir qu'ils ont été notre ouvrage ?

Et quelles sont donc les autres calamités suscitées par nous ? Je ne le sache pas. Je vois au contraire que, dès le moment de la chute des Girondins, nous avons cicatrisé peu à peu les plaies hideuses que je viens de mettre à jour. A notre voix, le peuple se précipita dans les cadres de l'armée, et l'ennemi fut vaincu ; les aristocrates de l'intérieur furent comprimés, la discorde assoupie ; le peuple, qui manquait de tout, fut soulagé ; la disette disparut en partie ; les assignats remplacèrent le numéraire caché ; les ennemis de la France eurent seuls à trembler. En présence de ces faits, que deviennent les reproches répétés par tant de voix ? Où sont-elles donc ces tempêtes que nous avons, dit-on, soulevées pour avoir la gloire de les conjurer ?

Mais le bien que nous avons fait n'a dû l'existence qu'à notre qualité de gouvernement ; comme révolutionnaires, nous n'avons su que nuire. Où est donc la base de cette distinction ? Comment a-t-on pu séparer deux choses intimement liées ? N'est-ce pas par des moyens révolutionnaires que

nous sommes parvenus à repousser l'étranger? Aurions-nous pu le battre sans la levée en masse et la réquisition? N'est-ce pas par des moyens révolutionnaires que nous avons nourri le peuple? La disette n'eût-elle pas régné dans toute son horreur, sans nos lois contre les accaparements (1)? Aurions-nous comprimé les aristocrates de l'intérieur, sans la loi des suspects, loi de protection qu'on nous a reprochée comme un crime, et qui n'a fait que soumettre les aristocrates à une incarcération de précaution qui ne menaçait ni leur fortune ni leur vie. Ce sont là nos actes révolutionnaires, et en même temps, ce sont là nos moyens de gouvernement. Qu'on en approuve le résultat, ou qu'on le blâme : permis aux critiques de cet âge glorieux ; mais il

(1) ART. I. L'accaparement des marchandises dont la consommation est d'un usage habituel et nécessaire est un crime capital.

II. Sont déclarés accapareurs, 1° les marchands qui dérobent à la circulation les marchandises spécifiées ; 2° ceux qui, n'exerçant aucun commerce, achètent des denrées au-delà de leur consommation, c'est-à-dire, du vin pour plus de deux ans, du bois pour plus d'un an, et des autres marchandises pour plus de six mois ; 3° les fermiers ou les propriétaires qui achètent des grains au-delà de ce qui leur est nécessaire pour la consommation ou les semences d'une année.

III. Huit jours après la publication du présent décret, tout citoyen sera tenu de faire à sa municipalité la déclaration des denrées qu'il possède. Ceux qui auront des marchandises emmagasinées seront obligés de les vendre à tout venant au prix courant, sans qu'il puisse être fixé de terme fatal ; nul marchand détaillant ne pourra quitter son commerce qu'après avoir prévenu sa municipalité six mois d'avance. Sur tous les magasins sera mise une inscription portant la quantité, la qualité des marchandises qu'ils renferment et le nom de la personne à qui elles appartiennent.

n'est pas permis, sous peine de lèse-raison, de trouver moyen d'applaudir à nos succès à l'aide d'une distinction captieuse, tout en flétrissant les causes nécessaires qui les ont produits ! C'est aussi s'adjuger trop facilement le beau rôle ! Nous aussi, comme les publicistes que nous combattons, nous aurions voulu pouvoir sauver la république sans moyens extraordinaires. Nous ne l'avons pas pu. On ne saurait donc sans injustice nous reprocher nos actes, tout en applaudissant aux résultats. Ce sont là deux choses indivisibles.

Ce n'était pas assez d'avoir prévenu les accaparements, la convention trouvait encore le moyen de faire cultiver les champs des volontaires nationaux⁽¹⁾ par les laboureurs échappés à la réquisition.

(1) ART. I. Dans toutes les communes de la république où il y a des terres qui n'ont pas encore reçu la culture nécessaire pour la semaille, à raison du départ des citoyens pour les armées, en vertu de la loi du 23 août dernier, la municipalité du lieu nommera des commissaires pour en faire la visite et en dresser procès-verbal.

II. Aussitôt que la visite et le procès-verbal seront dressés, la municipalité désignera les propriétaires, fermiers et habitants de la commune qui devront cultiver lesdites terres, en observant une répartition proportionnée à leurs moyens relatifs. On commencera par celles des citoyens les moins aisés.

III. Si les cultivateurs manquent de bras, la municipalité requerra les journaliers manouvriers de la commune, pour aider les laboureurs jusque après leurs semailles.

IV. Les journaliers manouvriers qui refuseraient aux réquisitions qui leur seraient faites d'aider les cultivateurs, moyennant leurs salaires ordinaires, y seront contraints sous peine de trois jours de prison, et de trois mois en cas de récidive. La peine sera prononcée par la police municipale.

Ily a sans doute quelque chose qui contrarie les idées reçues dans ces grandes décisions ; mais elles étaient commandées par les circonstances. Une chose le prouve invinciblement : c'est leur succès. Les circonstances étaient gigantesques ; il fallait nous mettre à leur hauteur. Qu'on ne nous accuse donc

V. Les journaliers manouvriers qui se coaliseront pour refuser leur travail seront punis de deux années de fers.

VI. Après que les propriétaires, fermiers et autres cultivateurs auront labouré et ensemencé leurs terres, ils seront tenus de labourer et d'ensemencer celles des particuliers qui n'auront point de chevaux, de mulets, de bœufs ni d'instruments aratoires, en commençant par les terres des citoyens les moins fortunés ; ils ne pourront exiger pour chaque façon que le prix ordinaire et tel qu'il était en mars dernier.

VII. Les propriétaires de chevaux, mulets, bœufs et instruments aratoires qui refuseraient de les prêter avec leurs domestiques, d'après les réquisitions qui leur seraient faites, seront condamnés à 500 livres d'amende payable par corps, comme délit national, applicable au profit de celui dont le fonds aura manqué d'être cultivé.

VIII. Si les propriétaires, fermiers et cultivateurs avaient abandonné leurs terres sans avoir laissé de quoi pourvoir aux frais de labour et de semences, la municipalité en fera dresser le procès-verbal avec le devis estimatif des sommes nécessaires pour les frais de labour, semences, fumage et exploitation.

IX. Le directoire du district sera tenu d'ordonner sur-le-champ au receveur du district de verser aux mains de la municipalité, et sous sa responsabilité, les sommes suffisantes pour l'exploitation de ces terres abandonnées.

X. Si le propriétaire ou fermier n'était pas rentré dans ses foyers avant la récolte, la municipalité sera tenue de la faire vendre ou recueillir, de faire rentrer dans la caisse du district les sommes avancées et de verser le surplus aux mains de l'absent, lorsqu'il sera de retour, ou à ses héritiers ou ayans-cause.

XI. Si le produit de l'exploitation ne suffisait pas pour remplir les dépenses faites, le déficit, constaté par la municipalité, visé par le district sera supporté par la nation.

pas de nous être hissés sur des échasses pour paraître grands, et pour imiter les vieux Romains. Nous n'avons jamais songé à nos intérêts privés, et nous n'avons voulu imiter personne; mais les événements nous ont grandis, et certes, les hommes de 1793 doivent planer au-dessus des hommes de 1829, car ils sont plus élevés qu'eux de toute la hauteur de la république, et jamais les pygmées de la monarchie ne sauraient les atteindre.

Dans un précédent chapitre nous avons vu rejeter par la majorité de la convention la proposition de Danton relative à la transformation du comité de salut public en gouvernement provisoire; nous avons vu aussi comment la force des faits avait promptement réalisé les vœux de Danton, et donné peu à peu au comité la puissance qu'il avait refusé de se laisser attribuer légalement. Cependant on sentit bientôt que la constitution ne pouvait être mise à exécution qu'à la paix, et dès lors tous les hommes sages songèrent à donner enfin au comité de salut public une autorité assez grande pour devenir notre centre commun. Saint-Just en fit la proposition formelle dans un rapport plein de vues sages et élevées :

« Vous avez eu de l'énergie, dit-il; l'administration publique en a manqué. Vous avez désiré l'économie; la comptabilité n'a point secondé vos efforts. Tout le monde a pillé l'État; les généraux ont fait la guerre à leur armée; les possesseurs des productions et des denrées, tous les vices de la

monarchie se sont ligüés contre le peuple et vous.

« Un peuple n'a qu'un ennemi dangereux : c'est son gouvernement ; le vôtre nous a fait constamment la guerre avec impunité.

« Nos ennemis n'ont point trouvé d'obstacles à ourdir les conjurations. Les agents choisis sous l'ancien ministère, les partisans des royalistes, sont les complices nés de tous les attentats contre la patrie. Vous avez eu peu de ministres patriotes ; c'est pourquoi tous les principaux chefs de l'armée et de l'administration, étrangers au peuple, pour ainsi dire, ont constamment été livrés aux seins de nos ennemis.

« Le peuple se trompe ; il se trompe moins que les hommes. Le généralat est sans sympathie avec la nation, parce qu'il n'émane ni de son choix, ni de celui de ses représentants ; il est moins respecté du soldat, il est moins recommandable par l'importance du choix ; la discipline en souffre, et le généralat appartient encore à la nature de la monarchie.

« Il n'est peut-être point de commandant militaire qui ne fonde en secret sa fortune sur une trahison en faveur des rois.

« On ne saurait trop identifier les gens de guerre au peuple et à la patrie.

« Il en est de même des premiers agents du gouvernement : c'est une cause de nos malheurs, que le mauvais choix des comptables ; on achète les places, et ce n'est pas l'homme de bien qui les

achète. Les intrigants s'y perpétuent : on chasse un fripon d'une administration , il entre dans une autre.

« Le gouvernement est donc une conjuration perpétuelle contre l'ordre présent des choses. Six ministres renoncent aux emplois : ils peuvent être purs ; mais on les sollicite , ils choisissent aveuglément. Ainsi le gouvernement est une hiérarchie d'erreurs et d'attentats.

« Les ministres avouent qu'ils ne trouvent plus qu'inertie et insouciance au-delà de leurs premiers et seconds subordonnés.....

« Vous devez vous garantir de l'indépendance des administrations , diviser l'autorité , l'identifier au mouvement révolutionnaire et à vous , et la multiplier.

« Vous devez resserrer tous les nœuds de la responsabilité ; diriger le pouvoir , souvent terrible pour les patriotes , et souvent indulgent pour les traîtres ; tous les devoirs envers le peuple sont méconnus ; l'insolence des gens en place est insupportable ; les fortunes se font avec rapidité.

« Il est impossible que les lois révolutionnaires soient exécutées , si le gouvernement lui-même n'est constitué révolutionnairement.

« Vous ne pouvez point espérer de prospérité , si vous n'établissez un gouvernement qui , doux et modéré envers le peuple , sera terrible envers lui-même , par l'énergie de ses rapports ; ce gouvernement doit peser sur lui-même et non sur le peu-

ple. Toute injustice envers les citoyens, toute trahison, tout acte d'indifférence envers la patrie, toute mollesse, y doivent être souverainement réprimés.

« Il faut y préciser les devoirs, y placer partout le glaive à côté de l'abus, en sorte que tout soit libre dans la république, excepté ceux qui conjurent contre elle, et qui gouvernent mal.

« Les conjurations qui ont déchiré depuis un an la république, nous ont avertis que le gouvernement avait conjuré sans cesse contre la patrie. L'éruption de la Vendée s'est accrue, sans qu'on en arrêtât les progrès; Lyon, Bordeaux, Toulon, Marseille, se sont révoltées et se sont rendues, sans que le gouvernement ait rien fait pour prévenir ou pour arrêter le mal.

« Aujourd'hui que la république a douze cent mille hommes à nourrir, des rebelles à soumettre, et le peuple à sauver; aujourd'hui qu'il s'agit de prouver à l'Europe qu'il n'est point en son pouvoir de rétablir chez nous l'autorité d'un seul, vous devez rendre le gouvernement propre à vous seconder dans vos desseins, propre à l'économie et au bonheur public.

« Vous devez mettre en sûreté les rades, construire de nombreux vaisseaux, remplir le trésor public, ramener l'abondance, approvisionner Paris comme en état de siège jusqu'à la paix; vous devez tout remplir d'activité, rallier les armées au peuple et à la convention nationale.

« Il n'est pas inutile non plus que les devoirs des représentants du peuple auprès des armées leur soient sévèrement recommandés. Ils doivent être les pères et les amis du soldat ; ils doivent coucher sous la tente ; ils doivent être présents aux exercices militaires ; ils doivent être peu familiers avec les généraux, afin que le soldat ait plus de confiance dans leur justice et leur impartialité, quand il les aborde ; le soldat doit les trouver , jour et nuit , prêts à l'entendre ; les représentants doivent manger seuls ; ils doivent être frugals , et se souvenir qu'ils répondent du salut public , et que la chute éternelle des rois est préférable à la mollesse passagère.

« Ceux qui font des révolutions dans le monde , ceux qui veulent faire le bien , ne doivent dormir que dans le tombeau.

« Il faut donc que notre gouvernement regagne d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre. Il doit mettre tous les ennemis de la liberté dans l'impossibilité de lui nuire à mesure que les gens de bien périssent. Il faut faire la guerre avec prudence et ménager notre sang, car on n'en veut qu'à lui ; l'Europe en a soif. Vous avez cent mille hommes dans le tombeau qui ne défendent plus la liberté.

« Le gouvernement est leur assassin ; c'est le crime des uns , c'est l'impuissance des autres et leur incapacité.

« Tous ceux qu'emploie le gouvernement sont

paresseux ; tout homme en place ne fait rien lui-même et prend des agents secondaires. Le premier agent secondaire a les siens, et la république est en proie à vingt mille sots qui la corrompent, qui la combattent, qui la saignent.

« Vous devez diminuer partout le nombre des agents afin que les chefs travaillent et pensent.

« Le ministère est un monde de papier ; je ne sais point comment Rome et l'Égypte se gouvernaient sans cette ressource ; on pensait beaucoup, on écrivait peu. La prolixité de la correspondance et des ordres du gouvernement est une marque de son inertie ; il est impossible que l'on gouverne sans laconisme. Les représentants du peuple, les généraux, les administrateurs, sont environnés de bureaux comme les anciens hommes de palais ; il ne se fait rien et la dépense est pourtant énorme. Les bureaux ont remplacé le monarchisme, le démon d'écrire nous fait la guerre, et l'on ne gouverne point.

« Il est peu d'hommes à la tête de nos établissements dont les vues soient grandes et de bonne foi ; le service public tel qu'on le fait n'est pas vertu, il est métier.

« Tout enfin a concouru au malheur du peuple et à la disette, l'aristocratie, l'avarice, l'inertie, les voleurs, la mauvaise méthode. Il faut donc rectifier le gouvernement tout entier pour arrêter l'impulsion que nos ennemis s'efforcent de lui donner vers la tyrannie ; quand tous les abus se-

ront corrigés, la compression de tout mal amènera le bien, on verra renaître l'abondance d'elle-même.

« J'ai parcouru rapidement la situation de l'état, ses besoins et ses maux, c'est à votre sagesse de faire le reste ; c'est au concours de tous les talents à étendre les vues du comité de salut public : il m'a chargé de vous présenter les mesures suivantes du gouvernement. »

A la suite du discours dont je viens de citer les passages les plus remarquables, la convention rendit le décret suivant :

Art. 1^{er}. Le gouvernement provisoire de la France sera révolutionnaire jusqu'à la paix.

2. Le conseil exécutif provisoire, les ministres, les généraux, les corps constitués sont placés tous sous la surveillance du comité de salut public qui en rendra compte tous les huit jours à la convention.

3. Toute mesure de sûreté doit être prise par le conseil exécutif provisoire sous l'autorisation du comité qui en rendra compte à la convention.

4. Les lois révolutionnaires doivent être exécutées rapidement ; le gouvernement correspondra immédiatement avec les districts dans les mesures de salut public.

5. Les généraux en chef seront nommés par la convention nationale sur la présentation du comité de salut public.

6. L'inertie du gouvernement étant la cause des revers, les délais pour l'exécution des lois des mesures de salut public seront fixés ; la violation des délais sera punie comme un attentat à la liberté.

7. Le tableau des productions en grains de chaque district, fait par le comité de salut public, sera imprimé et distribué à tous les membres de la convention pour être mis en action sans délai.

8. Le nécessaire de chaque département sera évalué par approximation et garantie ; le superflu sera soumis aux réquisitions.

9. Le tableau des productions de la république sera adressé aux représentants du peuple, aux ministres de la marine et de l'intérieur, aux administrateurs des subsistances ; ils devront requérir dans les arrondissements qui leur auront été assignés. Paris aura un arrondissement particulier.

10. Les réquisitions pour le compte des départements stériles, seront autorisées et réglées par le conseil exécutif provisoire.

11. Paris sera approvisionné au 1^{er} mars pour une année.

12. La direction et l'emploi de l'année révolutionnaire seront incessamment réglés de manière à comprimer les contre-révolutionnaires. Le comité de salut public en présentera le plan.

13. Le conseil enverra garnison dans les villes où il se sera élevé de nouveaux contre-révolutionnaires ; les garnisons sont payées et entretenues par les riches de ces villes jusqu'à la paix.

14 Il sera créé un tribunal et un juré de comptabilité : ce tribunal et ce juré seront nommés par la convention nationale. Il sera chargé de poursuivre tous ceux qui ont manié les deniers de la révolution, et de leur demander compte de leur fortune.

Ces grandes mesures régularisèrent l'action de la force révolutionnaire et produisirent bientôt les plus heureux résultats. Sévères dans nos actes contre les suspects et les aristocrates, nous ne l'étions pas moins envers nous-mêmes. Tout représentant chargé d'une mission était sévèrement examiné à son retour ; on lui demandait compte de ses actes, de ses discours, de ses omissions ; c'était ainsi que pouvait s'établir sur des bases solides la renommée patriotique de la convention ; c'était ainsi qu'elle pouvait prouver à la France qu'aucune espèce de coterie ne l'animait, et que rigoureuse envers tous elle l'était surtout quand il s'agissait de ses propres membres. La Montagne ne garantissait pas des dénonciations ; les apparences du plus chaud patriotisme ne soustrayaient pas un individu à la plus minutieuse investigation. Ainsi, Duhem, l'un des plus ardents adversaires des Girondins, Duhem, montagnard par conviction, dont la véhémence révolutionnaire survécut au 9 thermidor qui assoupit l'ardeur de tant d'autres, Duhem fut expulsé des jacobins pour quelques faiblesses dans une mission à l'armée ; ainsi Julien (de Toulouse) subit la même radiation pour

avoir émis dans un rapport sur les municipalités quelques vues entachées de tiédeur républicaine; ainsi Dubois-Dubay fut rappelé de l'armée pour avoir traité d'altesse royale le prince de Cobourg. On taxera peut-être cette rigidité de principes d'exagération; elle était nécessaire alors à notre salut, car nous ne pouvions compter que sur l'enthousiasme républicain des Français, et tout ce qui tendait à l'affaiblir était un crime révolutionnaire.

L'époque de mon absence avait encore été signalée par le jugement du général Custines. Après deux semaines de débats les plus approfondis, cet officier fut condamné à mort. La plus grande latitude avait été donnée à sa défense, mais elle n'avait servi qu'à mieux faire ressortir ses liaisons avec les Girondins, et les fautes qu'il avait commises, fautes qui avaient amené la perte de Mayence et les revers de l'armée du nord. Aucun fait particulier sur ce grand procès n'étant à ma connaissance, je dois m'abstenir d'en parler avec détail, mais le récit des débats existe dans le *Moniteur* et je défie ceux qui voudront le lire avec bonne foi, de méconnaître qu'aucune partialité ne l'a poussé à l'échafaud, et que la conviction la plus sincère a motivé la décision de ses juges. Plus de cent témoins furent entendus dans cette affaire : officiers, généraux, représentants du peuple, tous s'accordèrent à reconnaître Custines coupable; il demeura surtout pour avéré qu'à lui seul était due la red-

dition de Mayence, et que, malgré sa réponse énergique à Wimpfen, lorsque ce dernier voulut le faire entrer dans la coalition départementale, tous ses vœux étaient contre la convention et en faveur des Girondins, et qu'il n'attendait qu'un moment pour s'unir à nos adversaires contre nous. Certes, dans un moment de trouble et d'agitation on ne doit pas faire un crime à un homme du parti qu'il a embrassé; tant de causes peuvent concourir à modifier les opinions politiques; mais on ne peut pas faire un crime non plus à un parti de s'être défendu contre ceux qui l'attaquaient. Si l'insurrection départementale eût triomphé, si les Girondins fussent rentrés en maîtres dans Paris, ils ne nous eussent pas ménagés sans doute : j'en atteste leurs propres écrits, j'en atteste leurs vengeances contre les débris de la Montagne; comment peut-on nous reprocher, avec quelque apparence de raison, d'avoir sévi contre eux et leurs adhérents, alors qu'ils tournaient leurs armes contre nous, et que nous n'avions plus de choix qu'entre leur perte ou la nôtre !

.. Mais si les opinions diffèrent sur la marche intérieure de la convention, il est au moins une série d'événements que jugent du même point de vue tous les Français dignes de ce nom; je veux parler de la gloire de nos armes et des immenses travaux des soldats français. En trois mois quatorze armées, élevées par enchantement, avaient repris l'offensive sur nos frontières. Les Espagnols étaient

repoussés au-delà des Pyrénées; les Allemands et les Italiens étaient battus au pied des Alpes; l'armée du nord marchait de triomphe en triomphe. En même temps quatre armées étaient employées à mettre fin à la guerre civile qui nous dévorait. Les Vendéens, long-temps vainqueurs, après avoir occupé Laval, Angers, et dominé dans tout le pays qui s'étend de La Rochelle à la ci-devant province de Normandie, trouvaient enfin leur tombeau au Mans, et étaient réduits à se disperser et à prendre la fuite. Lyon était repris après un siège terrible; Toulon, livré aux Anglais par la trahison, était enlevé à l'ennemi et à la contre-révolution. Bien des excès sans doute suivirent ces admirables faits d'armes : Fouché et Collot d'Herbois dans Lyon, Fréron à Marseille, Carrier à Nantes, réunirent leurs efforts pour faire haïr le nom français et les institutions républicaines. Mais les crimes de ces hommes étaient-ils ceux de la république? Tous les patriotes sont-ils responsables des actes de quelques monstres? Non sans doute; il existe encore d'ardents républicains qui ne répudieront pas leur noble croyance, parce que des tigres, qui prétendaient la servir, se sont souillés de mille excès. Hélas! trop de vengeances nécessaires ont été suscitées par nos discordes civiles. Honte et malheur à ceux qui se sont faits les instruments de vengeances inutiles, de sanguinaires proscriptions! Ceux-là heureusement ne se sont pas trouvés dans nos rangs au jour du péril. Nous

avons aimé la liberté, et l'on nous a proscrits comme terroristes, et ce sont les Fréron, les Rovère, les hommes de vengeance enfin qui se sont faits les hommes de la réaction! Il y avait plus d'honneur à être proscrit par eux qu'à se rendre leur complice, et les montagnards calomniés par ces misérables peuvent attendre le jugement de l'histoire. Les noms seuls de nos accusateurs sont déjà un commencement de justification.

CHAPITRE XI.

Influence du club des jacobins. — Premiers symptômes de dissensions entre les membres de la Montagne. — Faction des étrangers. — Jacques Roux. — Varlet. — Mariage de Chabot. — Loi contre les étrangers. — Procès des vingt-deux députés.

On a souvent parlé de l'immense influence du club des jacobins; mais je n'ai pas vu que jusqu'à ce jour on en ait considéré les effets sous leur véritable point de vue. Presque tous les historiens qui se sont occupés de la révolution française ont peint l'influence des clubs comme celle d'une force brutale, aveugle, dominant par des moyens matériels, et par la vigueur des meneurs qui les dirigeaient. Je n'ai rien vu de pareil tout le temps que j'ai pris part aux affaires publiques. Le club des jacobins, et les sociétés affiliées, parmi lesquelles se distinguait le club des cordeliers, ne m'ont jamais paru avoir une autre puissance que celle de l'opinion, une autre influence que celle de la publicité. Pour prouver la vérité de ce que j'avance, il suffirait d'examiner la composition des clubs depuis 1789

jusqu'à l'époque à laquelle nous sommes parvenus. Dans cet intervalle, dix fois peut-être la société mère s'est renouvelée; ses membres ont changé, et avec eux son esprit, et cependant elle n'a jamais perdu son influence, parce qu'elle s'est sans cesse recrutée dans l'opinion dominante, et qu'elle n'a jamais cessé d'être ce qu'elle avait été dans son principe, un auxiliaire assidu de l'opinion publique, et un moyen permanent de publicité.

Ainsi, fondé d'abord par des constitutionnels, le club des jacobins les a bientôt dépassés par son enthousiasme de liberté; Mirabeau et les Lameth y sont devenus de véritables puissances, parce qu'ils étaient, en idées libérales, au-delà de la majorité de l'assemblée. Bientôt aussi les Lameth se sont arrêtés dans la carrière révolutionnaire, et ont été obligés de fuir une assemblée qu'ils avaient fondée, et où commençait à dominer le républicanisme. Alors les girondins régnèrent à l'aide du club dominant, et les Lameth, réfugiés aux feuillants, ne purent même plus se faire entendre d'un public dont ils avaient long-temps été l'idole. Ils étaient restés stationnaires pendant que toute la France était en marche, et leur déconfiture au milieu des jacobins, véritable *criterium* de l'opinion publique, dut leur apprendre que leur règne était passé.

Chose remarquable ! La publicité, auxiliaire nécessaire de la vérité, qu'elle finit en dernier ressort par faire triompher, a toujours paru

une arme utile aux causes triomphantes et un ennemi redoutable aux partis vaincus. Les constitutionnels, qui avaient organisé les clubs contre la cour, répudièrent ces dangereux foyers de patriotisme lorsque l'opinion les eut dépassés, et les girondins, à leur tour, après avoir battu les constitutionnels par l'appui des clubs, représentèrent ces affiliations comme d'intolérables centres d'anarchie quand ils en furent expulsés. On peut voir, aujourd'hui, par l'action des journaux sur le pouvoir, ce qu'étaient alors les clubs; il n'est pas, depuis 1815, de parti en dehors du pouvoir qui ne se soit servi avec avantage de la presse contre le ministère; il n'est pas de parti parvenu à diriger l'administration, qui n'ait vu avec terreur les attaques de la presse, arme redoutable qu'il avait lui-même revendiqué le droit de tourner contre ses adversaires.

Cependant on a beaucoup exagéré la puissance des clubs sous la législative et dans les premiers mois de la convention. Leur mission se bornait à annoncer que les girondins avaient perdu la confiance publique: il n'est pas vrai du reste qu'ils aient eu une part active aux mouvements populaires, si ce n'est, comme les journaux, les pamphlets, les brochures, et les autres organes de la publicité; mais, après le 31 mai, lorsque les principes les plus absolus de la liberté et de l'égalité eurent gagné leur cause, lorsque la constitution votée par la convention nationale eut fait triompher les doctrines défendues depuis trois ans par les

jacobins, lorsque le *nec plus ultra* du patriotisme fut atteint, les opinions du club furent, en quelque sorte, le régulateur de l'opinion, et le club devint ainsi une véritable puissance; mais cette puissance, quoi qu'on en ait dit, était toute bien-faisante, toute dans l'intérêt de la liberté. Elle servait, a-t-on affirmé, la tyrannie conventionnelle: le fait est entièrement faux, car, devant le club des jacobins, les députés de la convention avaient à répondre de leur conduite, de leurs opinions. Chaque jour on recommençait l'épuration des membres de la société; exercer une fonction publique était un titre pour être examiné avec plus de soin; être représentant du peuple suffisait pour passer au creuset de la plus minutieuse critique. Mais ces épurations continuelles n'étaient pas la seule épreuve à laquelle notre patriotisme fût mis. Le moindre soupçon, le moindre bruit désavantageux sur notre compte suffisait pour nous faire demander une explication à laquelle il fallait répondre en termes catégoriques, sous peine de radiation. Un montagnard jacobin revenait-il d'une mission, après son compte rendu à la convention, et aux comités de gouvernement, il lui fallait encore rendre compte de sa conduite aux jacobins, dont l'examen était cent fois plus minutieux et plus sévère que celui des autorités légales. Bridés ainsi par la crainte d'une surveillance active et d'une sévère responsabilité, il était impossible que, quand bien même le patriotisme n'eût pas été pour nous

un frein assez fort, nous songeassions à commettre des exactions ou d'autres actes iniques, dont la radiation de la liste des jacobins et par suite la guillotine eussent infailliblement été la suite immédiate.

Cependant l'accord général qui avait régné entre toutes les parties du gouvernement depuis la révolution du 31 mai, et qui avait permis pendant trois mois de veiller aux intérêts les plus urgents de la république, ne devait pas durer long-temps. De nouveaux symptômes de désaccord ne tardèrent pas à se faire sentir au sein même de la Montagne, qui avait paru un corps si compact et si bien lié pendant la lutte contre la Gironde. Plusieurs partis bien distincts ne tardèrent pas à s'y caractériser. Les jacobins, où Robespierre avait pris alors la plus haute influence, les révélèrent d'abord. L'un de ces partis, qui comptait parmi ses membres Thuriot, Julien de Toulouse, Bourdon de l'Oise, etc., n'avait fait la guerre à la Gironde qu'en haine de sa puissance, à laquelle il espérait succéder. A peine la victoire accomplie, ce parti ne songea plus qu'à en recueillir les fruits, et devint tout-à-coup étranger au mouvement révolutionnaire, qu'il n'avait paru vouloir accélérer qu'en vue de son intérêt propre. Autrès de lui s'élevait un autre parti qui, au contraire, avait pris pour but l'anarchie, employée par les montagnards comme moyen, moyen terrible et dangereux peut-être, mais nécessaire à la fondation de la république. Ces deux partis se faisaient la guerre, sourdement

sans doute, mais d'une manière assez active pour être aperçue. Aucun des deux n'était à craindre, car ils se neutralisaient respectivement, et entre eux se trouvait le parti de la convention, le parti de la république, qui n'avait en vue que le bien de la France : activer les hommes tièdes, modérer les fougueux, ou laisser le plus souvent leurs querelles se terminer de guerre lasse sans y prendre part, tel fut long-temps notre rôle, tel fut celui que la nature même des choses semblait nous prescrire. Aussi, Robespierre et Danton répétaient-ils souvent que des dissentiments d'opinions ne devaient pas dégénérer en haines envenimées, et que l'on pouvait être également bon patriote avec des idées plus ou moins prononcées sur la marche à suivre, et sur l'énergie nécessaire au gouvernement révolutionnaire.

Je citerai deux seuls exemples pour faire connaître l'un et l'autre parti que j'ai essayé de décrire. Un jour Drouet, ce même maître de poste de Ste-Menehould, qui avait arrêté Louis XVI à son passage à Varennes, et qui était l'un des membres les plus exaltés du parti violent de la Montagne, s'emporta jusqu'à dire : « Les ennemis de la liberté nous appellent brigands et bien soyons brigands contre les aristocrates, soyons brigands... » Cette inconvenante sortie fut couverte par les murmures de l'immense majorité de la convention, et l'orateur réduit au silence. Thuriot prouva sans peine que c'était à force de justice et de générosité que nous pou-

vions repousser les calomnies des aristocrates, et que jamais leurs crimes ne nous autoriseraient à user de représailles. Drouet était un homme de bonne foi, mais sans instruction et sans notions politiques; il désirait le bien et croyait le faire par son exagération. Nous ne crûmes pas nécessaire de sévir contre un tel homme; mais ses pareils devinrent bientôt dangereux. Nous verrons comment et dans quelles circonstances.

Vers le même temps Julien de Toulouse, l'un des chefs de l'autre parti, publia un grand travail sur les mouvements révolutionnaires qui avaient travaillé la France depuis le 10 août. Ce travail avait pour but de prouver que ces mouvements n'avaient point été l'ouvrage des patriotes; il tendait ainsi au modérantisme. Il en fit hommage à la commune parisienne et aux jacobins. Raison demandait que l'hommage fût repoussé. Robespierre appuya son avis avec véhémence, quoiqu'en conservant pour notre collègue les plus grands égards. Julien essaya de se défendre :

« J'entrais dans cette assemblée, dit-il, lorsque Robespierre développait son opinion sur mon rapport; je croyais que ma profession de foi sur ce travail, dans la dernière séance, me mettrait à l'abri de reproches ultérieurs; j'y réponds une fois pour toutes.

« Je n'ai point offert à la société mon travail comme un ouvrage qui fût digne d'elle; mais, connaissant toutes les lumières dont elle est environ-

née, j'ai dû la prier qu'elle me les communiquât, afin d'en tirer tout le parti possible pour parvenir à la vérité.

« Quant à la commune, je n'ai point prétendu non plus lui faire hommage de ce rapport; mais il m'a semblé plus que juste de lui faire voir que cette ville qui a fondé la liberté, que les Parisiens qui la créèrent, et qu'on a tant calomniés, ne soit point les auteurs des troubles qu'on leur attribua, mais qu'ils prirent naissance dans les départements voisins par les intrigues de quelques factieux. Je lui devais cette preuve, qui se trouvait dans mon rapport; je la lui ai donnée, et je ne crois pas qu'il soit permis de mal interpréter cette offre. Il s'est trouvé dans mon travail des erreurs...., mais je tiens à l'humanité, et je ne suis point infailible. Cependant j'en atteste tous mes collègues; ne leur ai-je pas demandé de m'investir de toutes leurs connaissances? ne les ai-je pas conjurés de me faire part de tous leurs renseignements? Ai-je pu mieux faire, et n'ai-je pas rempli tous les devoirs attachés à mes fonctions? Je le répète, il n'est pas un cas où j'aie pu faire mieux, vu l'insuffisance des pièces et des détails qui étaient soumis à mon examen, et j'atteste surtout qu'il n'en est pas un où qui que ce soit eût pu faire mieux. »

Julien terminait par prier qu'on chargeât de ce rapport une plume plus exercée que la sienne; du reste il était prêt à recommencer son travail, et à le faire réimprimer même si cela était jugé

nécessaire. C'est ainsi qu'il voulait répondre à toutes les imputations dont on pourrait le charger à l'avenir, et qu'il pouvait démentir au moins sous le rapport des intentions qu'on lui prête.

Robespierre s'élança aussitôt à la tribune pour répondre à l'orateur, et, tout en conservant à son égard les mêmes ménagements, il attaqua son travail avec non moins de vivacité. Laissons-le parler :

« Je désirerais vivement d'être de l'avis de mon collègue, mais je ne le puis. Je ne peux sacrifier le sang des patriotes, et nulle considération, pas même celle de l'amitié, ne me portera à transiger avec la vérité, ne me fera dire autre chose que ce que je pense.

« Vous avez pu remarquer que Julien a très-peu parlé du fond de la question. Il n'a pas eu à se plaindre de la tolérance de la société, mais, se rejetant sur les épisodes, il a beaucoup parlé de lui, de moi ; il n'était point question de lui ni de moi.

« Il n'a justifié que ce que nous avons appelé son hommage à la municipalité. On sent que c'était là le plus léger reproche qu'on pût lui faire ; car, si son ouvrage eût été bon, ce n'eût été qu'une démarche imprudente, puisqu'il ne lui appartenait pas, avant que la convention eût jugé son ouvrage, de capter des suffrages étrangers ; mais la chose enfin n'était pas inexcusable. »

Robespierre fit voir des rapports entre cette démarche et beaucoup d'autres qui tendaient à compromettre la municipalité, qu'on avait induite

en erreur, à qui on avait fait faire une fausse démarche auprès de celle de Bordeaux, qui, malgré ses belles apparences, était l'ennemi né de la ville de Paris, et devait être, relativement à son commerce, ennemi de la république.

Il persistait à demander que la société rejetât l'hommage du rapport, et envoyât vers la commune de Paris, pour l'engager à effacer son acceptation. Cette motion fut adoptée à l'unanimité.

Une fois la guerre commencée sur la Montagne, les moindres sujets furent des sources d'interminables débats. Ce n'était plus cependant, comme au temps des Girondins, une guerre à mort et des discussions envenimées, mais c'étaient des sources d'opposition sans cesse renaissantes, et qui annonçaient qu'un vent de malheur avait soufflé sur l'assemblée. Ainsi la destitution d'Houchard, réclamée par les représentants envoyés à l'armée du nord et effectuée par le comité de salut public, fut désapprouvée par les patriotes les plus purs. Quelques montagnards, habitués aux débats violents, ne croyaient plus jouir de leur liberté si l'anarchie cessait de régner dans le gouvernement, et semblaient se plaindre de voir une action uniforme donnée aux affaires par l'institution d'un gouvernement fort.

Ainsi, lorsque le ministre annonça la destitution d'Houchard par la lettre suivante :

« J'annonce à la convention nationale que le conseil exécutif a nommé le citoyen Jourdan, géné-

ral de division, commandant en chef de l'armée des Ardennes, au commandement en chef de l'armée du nord, vacant par la destitution du général Houcharde; le citoyen Ferrand, général de division, au commandement en chef de l'armée des Ardennes, vacant par la nomination du général Jourdan; le citoyen Delmas, au commandement en chef de l'armée du Rhin, vacant par la destitution du général Landremont; le citoyen Moreau, général de division, au commandement en chef provisoire de l'armée de la Moselle, vacant par la destitution du général Schombourg. Je vous prie, citoyen président, de vouloir bien soumettre cette nomination à l'approbation de la convention. »

Lors, dis-je, que cette lettre fut lue à la convention, des symptômes de mécontentement se manifestèrent, et Duroi se plaignit de la mesure qui venait d'être prise :

« Citoyens, dit-il, nos soldats sont intrépides, et, pourvu qu'ils soient bien commandés, ils feront trembler nos ennemis. J'arrive de l'armée du Rhin, je connais tous les généraux qui la commandent. Ils sont tous patriotes et ont de la valeur, mais je ne les crois pas en état de diriger de grandes opérations militaires. Ce n'est pas assez d'avoir fait la révolution à Paris. Pour avoir acquis les connaissances nécessaires à un général habile, il faut de la pratique. Si vous voulez anéantir vos ennemis, ne confiez le commandement de vos armées qu'à des généraux instruits. Il faut leur laiss-

ser des officiers qui, pour avoir le malheur d'être nés nobles, n'en sont pas moins sans-culottes (murmures).

« Vous nous avez envoyés, le mois de juillet dernier, Lindet et moi, pour réduire les révoltés du Calvados; nous n'avions aucun général avec nous; nous avons confié le gouvernement des quinze cents hommes qui nous accompagnaient à Humbert. Cet homme, quoique noble, battit les rebelles. Pour toute récompense il demanda de conserver sa place, on lui refuse cette faveur. La même grace est refusée à Tilly, à Tilly qui a résisté aux instances de Wimpfen pour lui livrer la ville de Cherbourg; il a cependant par son courage épargné de grands maux à la république.

« Je demande que le conseil exécutif ne puisse suspendre, destituer ni remplacer les généraux qu'après en avoir donné les motifs à la convention nationale. »

Duroi, avec les meilleures intentions du monde, tombait ici dans une étrange erreur. Il ne sentait pas qu'avant des généraux habiles nous avions besoin de généraux patriotes, et qu'il nous fallait une complète sécurité plutôt que des talents militaires. Duhem, non moins chaud patriote que son collègue, non moins attaché à la cause de la Montagne, voulut le réfuter et vint se heurter contre une erreur du même genre :

« Dans la question qui vous occupe maintenant, on a toujours parlé des personnes et jamais des

choses. Sans doute parmi la classe des ci-devant nobles il ne peut se trouver de vrais sans-culottes; mais il n'est pas question ici de tel ou tel individu, il s'agit d'une purgation générale de nos armées. Je ne me dissimule pas que par cette mesure on privera la république du service de braves gens; mais, si nous voulons éviter la trahison, il faut se passer des services de l'ancienne caste privilégiée. Quelle est notre position? la voici : jusqu'à présent nous avons été victimes de la trahison et des scélérats qui conduisaient nos armées, et peut-être le serons-nous maintenant de l'ignorance. Nous sommes entre deux écueils, la trahison et l'ignorance. Mais de deux maux inévitables il faut choisir le moins grand; c'est ce que nous avons fait en chassant de nos armées tous les ci-devant nobles; et bientôt nous trouverons parmi la classe des lieutenants-colonels, et même des capitaines, des hommes patriotes et instruits, qui remplaceront vos généraux perfides.

« Je demande que le ministre de la guerre forme un tableau à deux colonnes : dans la première seront mis le nom du général et les motifs qui l'ont fait destituer; dans la seconde le nom de celui qui doit le remplacer, et ce qu'il a fait pour mériter cet honneur. Il faut aussi renouveler les bureaux du ministre de la guerre, et les recomposer de sans-culottes purs et zélés révolutionnaires. Alors aucun traître ne commandera vos armées, et on ne vous verra plus applaudir aujourd'hui à la no-

mination d'un général que vous serez obligés dans huit jours de décréter d'accusation.

« Citoyens , je conclus en recommandant l'union parmi les patriotes. La Montagne a fait la révolution , la Montagne la finira ; elle en est responsable. »

On peut être patriote sans être ignorant , répondit la Montagne à cette singulière sortie. D'ailleurs cet incident n'eut pas de suites , et je ne le mentionne ici que parce qu'il donna lieu , dans le sein des jacobins , à une dénonciation contre Duroi et Duhem. Tant les esprits étaient alors irritables , tant une influence funeste cherchait à animer les uns contre les autres les amis de la liberté !

Les deux factions nouvelles , je viens de le dire , n'étaient pas à craindre par elles-mêmes ; mais l'aristocratie était aux aguets , prête à se couvrir de leur manteau , pour semer la discorde parmi les défenseurs de la république. Le comité de salut public commença à pouvoir suivre les traces de l'or des Anglais et des intrigues de l'émigration au milieu même des corps connus jusqu'alors par leur esprit révolutionnaire. Nos ennemis travaillaient par une action double , et également dangereuse sous chacune de ses deux faces , à ôter toute considération au gouvernement révolutionnaire et à exciter des haines violentes contre la république. Au nom de la modération ils déclamaient contre nos prétendus excès , et en même temps ils se glissaient dans les corps constitués , pour donner par

des excès véritables matière à leurs déclamations. Ainsi, ils envoyaient le prêtre Jacques Roux prêcher la révolte à notre barre ; ainsi, ils traînaient la commune de Paris, où leurs agents étaient en force depuis peu, dans la fange de l'athéisme et de l'immoralité.

La convention s'était aperçue que les assemblées de section, par la fréquence de leur réunion, prêtaient une force nouvelle aux aristocrates ; car les agents de cette faction ne manquaient pas une seule séance, tandis que les patriotes pauvres étaient obligés de s'en absenter pour vaquer à leurs travaux et satisfaire à leurs intérêts privés. Un décret fut rendu en conséquence, pour restreindre à deux jours par semaine les assemblées de sections, et donner une indemnité aux citoyens qui y assisteraient. Ce décret donna lieu à une pétition impérative des démagogues, pétition qui nous fut apportée par le nommé Varlet :

« Législateurs, dit ce jeune émergumène, nous venons, au nom des quarante-huit sections de Paris, vous présenter une pétition. Le maire serait à notre tête, si le maire se fût trouvé à son poste ; car il était instruit de notre démarche.

« Mandataires du peuple, les commissaires des sections de Paris, réunis dans l'une des salles de l'évêché, pour exprimer souverainement leur vœu sur le décret du 9 de ce mois, ont arrêté ce qui suit :

« Le décret déshonore le peuple de Paris, et le voue au mépris et à l'indignation de tous les peu-

ples libres. A-t-on voulu mettre en doute son patriotisme ? Jugez-le par l'exposé de ses principes. Ce décret est attentatoire à la constitution et à la déclaration des droits de l'homme. Celui qui le premier proposa un décret particulier à la ville de Paris vous fit violer votre serment. Avez-vous pu, sans attenter aux droits du souverain, réduire les assemblées du peuple et en prescrire la durée ? non, vous l'avez vous-mêmes reconnu dans un autre temps. Lorsqu'une faction scélérate vous proposa d'anéantir la permanence des sections, il se trouva ici de braves montagnards, inébranlables dans les principes, qui s'y opposèrent. Vous voulez fermer l'œil du peuple, attédir sa surveillance active à l'instant où la république se déclare en révolution, où elle met en réquisition les hommes et les armes, où elle a besoin de tous les services que ses enfants peuvent lui rendre.

« Mandataires du peuple, vous avez accordé une indemnité de quarante sous aux citoyens indigens qui se rendent dans leurs sections. Ah ! vous avez bien peu connu cette classe estimable du peuple ; elle rejette vos offres, elle veut rester dans ses sections. Citoyens volontaires, que deviendraient les assemblées du peuple, si le gouvernement pouvait les payer ? Dans un état libre, qui ne peut se salarier lui-même pour exercer ses droits, si le lien social tenait à cette indemnité, la déclaration des droits ne serait plus qu'une chimère ; la ligne de démarcation entre les citoyens serait rétablie ; l'a-

mour de la patrie serait éteint; la république serait ébranlée dans ses fondements.

« Citoyens, les sans-culottes de Paris, en faveur desquels ce décret a été rendu, en demandent le rapport.

« Les commissaires des sections de Paris, après avoir entendu le présent arrêté, y ont adhéré, et ont arrêté qu'il serait imprimé, envoyé aux quarante-huit sections et aux départements, et présenté à la convention nationale. »

Cette insolente harangue fut accueillie par des murmures d'indignation. On remarqua que Pache, si hautement prononcé en faveur de toutes les mesures révolutionnaires, Pache, qui s'était plusieurs fois placé au péril de sa vie à la tête des sections parisiennes, lors de leur lutte contre la Gironde, avait refusé de s'associer à cette pétition séditieuse. On demanda pourquoi Varlet, à peine âgé de vingt-cinq ans, et qui se prétendait si chaud patriote, n'était pas aux armées. Plusieurs membres provoquèrent même son arrestation, mais leur motion fut rejetée par respect pour le droit de pétition. Toutefois Varlet fut unanimement improuvé, et peu de temps après répudié par sa section et expulsé des Jacobins. On prouva facilement que le décret de la convention était utile à la cause populaire. Robespierre s'éleva avec force contre le préjugé qui portait à croire que le citoyen pauvre se dégradait en recevant une indemnité pour son temps. « Nous ne nous croyons pas avilis, nous,

ajouta-t-il, en recevant une indemnité, pour nos fonctions, du peuple à qui nous consacrons notre temps. Une honorable pauvreté n'aura jamais rien de dégradant. Il n'y a de dégradant que le crime. »

Mais cet incident suffisait pour prouver que des ennemis de la liberté se cachaient sous un masque ultra-patriote. Dès lors ces misérables devenaient plus à craindre que les tièdes ou même que les aristocrates avoués. Ainsi se réalisaient les prédictions de Camille Desmoulins et ce mot si vrai et si profond : « On ne peut nous prendre que par les hauteurs » ; mais heureusement nous ne tardâmes pas à être sur la voie de la faction étrangère. Elle se perdit par sa propre exagération. Toutefois, avant de tomber, elle eut le temps d'exercer contre nous sa pernicieuse influence.

Le premier coup que le comité de salut public essaya de porter à la faction impie qui nous menaçait par la popularité même qu'elle essayait de conquérir, et par les excès dans lesquels elle essayait d'entraîner le peuple, fut un projet de décret portant incarcération provisoire, jusqu'à la paix, de tous les étrangers. Cette mesure de sûreté était commandée par la présence à Paris d'un grand nombre d'étrangers sans aveu, et qui, pour la plupart, sous les dehors du patriotisme cachaient les desseins les plus pervers. Un grand nombre de ces intrigants étaient parvenus à acquérir une sorte d'influence dans les sections et dans les co-

mités révolutionnaires. C'étaient un Espagnol nommé Gusman , un Peyreira , un Anacharsis Clootz, tous signalés comme de vils intrigants, tous reconnus depuis pour appartenir à Pitt et à Calonne.

Mais au nombre de ces agents de discorde on distinguait surtout un baron allemand, qui jouait le républicanisme le plus exalté, et se cachait sous le nom de *Junius* Frey. Cet homme disposait on ne sait comment de sommes considérables; il s'était lié intimement avec Chabot, ancien capucin qui, par son ardeur révolutionnaire, exerçait quelque influence sur la Montagne. Le perfide étranger s'attacha dès lors aux pas du député pour le corrompre. Après lui avoir donné une haute idée de son républicanisme, il acheva de l'enivrer en lui offrant en mariage sa sœur avec une dot de 200,000 fr. Chabot fit part de son alliance à la société des jacobins. Je rapporterai quelques passages de son discours, qui suffiront pour montrer les mobiles de corruption que faisaient mouvoir nos ennemis:

« Je dois, dit l'ex-capucin, annoncer à la société que je me marie. On sait que j'ai été prêtre, capucin même. Je dois donc motiver à vos yeux la résolution que j'ai prise. Comme législateur, j'ai cru qu'il était de mon devoir de donner l'exemple de toutes les vertus. On me reproche d'aimer les femmes; j'ai cru que c'était anéantir la calomnie que d'en prendre une que la loi m'accorde, et que mon cœur réclame depuis long-temps. Je ne connaissais pas il y a trois semaines la femme que

j'épouse. Élevée, comme les femmes de son pays, dans la plus grande réserve, on l'avait soustraite aux regards des étrangers. Je n'étais donc pas amoureux d'elle. Je ne le suis encore que de sa vertu, de ses talents, de son esprit et de son patriotisme ; de son côté la réputation du mien m'avait trouvé le chemin de son cœur. J'étais loin de prétendre à elle ; je la demandai à l'un de ses frères, Junius Frey, homme de lettres estimable, connu par deux ouvrages très patriotiques ; je la demandai, dis-je, pour un de mes parents : elle vous est réservée pour vous-même, me répondit-il. Je lui fis observer que je n'avais qu'une pension *capucinale* de 700 livres, que j'abandonnais à mes parents, l'un âgé de quatre-vingts ans, l'autre de quatre-vingt-cinq, plus patriotes, plus énergiques que moi, et qui se sont ruinés pour me donner de l'éducation. Cela est égal, me répondit ce galant homme, nous vous la donnons pour vous et non pas pour votre fortune.

« On m'a calomnié à cet égard ; on a prétendu que j'avais de l'argent, puisque je faisais un mariage avantageux. Je vais vous lire mon contrat de mariage ; vous y verrez en quoi consiste ma fortune. J'achetai, lors de la législature de 92, pour 1500 livres de meubles qui, gagnant à cause de la baisse des assignats, sont reconnus valoir deux mille écus. Je suis donc riche d'un capital de six mille livres.

« (Chabot fait lecture de son contrat de ma-

riage.) Maintenant, j'invite la société à nommer une députation qui assiste à mon mariage et au banquet civique qui le terminera. Je la prévien qu'aucun prêtre ne souillera ma noce et que nous n'emploierons que la municipalité. La députation voudra bien s'y rendre à huit heures; je désire que tout soit terminé pour neuf; car je ne veux pas m'absenter de la convention nationale, et ma femme m'a dit qu'elle cesserait de m'aimer si cela me faisait négliger une seule fois la convention et les jacobins.»

Chabot, à l'époque où il prononçait ce discours, était évidemment de bonne foi. L'amour et les richesses le corrompirent. Bientôt il connut les intrigues de Frey, et son patriotisme fléchit devant l'influence de son beau-frère et devant l'appât doré qu'il lui présentait. Déjà, lors de la présentation du projet de loi contre les étrangers, l'ex-capucin, qu'on avait toujours vu voter jusque là avec les patriotes les plus exaltés, s'opposa à une mesure qui frappait son beau-frère. Sans être encore vendu à nos ennemis, il fléchissait déjà : il avait posé un pied sur l'abîme.

« Je suis prêt, dit-il, à prouver, comme je l'ai toujours fait, que je porte en mon cœur l'amour le plus ardent pour mon pays et pour la liberté. Si un décret de la convention m'ordonnait à l'instant de conduire dans une prison l'épouse vertueuse que la nature et la loi m'ont donnée, je le ferais pour sauver ma patrie; ainsi il me sera permis de

vous faire quelques observations sur le projet de loi qu'on vous présente. Il est de fait que tout homme tient au sol sur lequel il a pris naissance; mais il est de fait aussi que les Anglais, plus qu'aucun autre peuple, tiennent à leur pays, parce qu'il y règne un simulacre de liberté. Parmi ceux qui sont venus en France il peut se trouver un philosophe qui n'ait eu d'autre intention que celle d'y venir respirer l'air bienfaisant de la liberté; mais en général les Anglais ont une sorte d'orgueil national qui les attache à leur pays. Ainsi, vous devez les atteindre directement. Mais, je vous le demande, quand un ami de la liberté sera venu d'une terre où l'on éprouve toutes les vexations du despotisme, quand il vous aura apporté sa fortune, son numéraire, pour les convertir en domaines nationaux; quand il pourra montrer aux amis de la patrie les marques honorables de ses blessures reçues le 10 août, le comparerez-vous aux perfides Anglais qui tentent d'incendier nos ports; il est de toute justice de distinguer les étrangers des étrangers.

« St.-Just a très bien senti cette vérité, en faisant observer que généraliser trop cette mesure c'était diminuer l'intérêt qu'elle inspire et la neutraliser. Cependant, le rapport frappe tous les étrangers indistinctement. Mais, quoi! irez-vous confisquer la fortune de ceux qui ne sont venus que parce que vous les avez appelés? Vous mettrez sans doute une distinction entre les étrangers qui sont venus

de bonne foi et ceux qui ne sont venus en France que dans des vues perfides, et qui, en se revêtant du nom de patriotes, assassinent la liberté. Je demande qu'il soit créé un tribunal pour examiner la conduite de tous les étrangers depuis qu'ils sont en France, leurs principes et leur fortune ; que ce tribunal prononce dans le plus court délai possible, afin que ceux qui sont vraiment patriotes ne restent pas long-temps confondus avec les coupables. »

Malgré ce discours, dont les principes furent soutenus par quelques autres députés, sur qui l'or des étrangers ou des affections particulières avaient fait impression, la majorité de la Montagne, persistant dans la marche qu'elle s'était tracée, adopta le décret. Il fut voté dans les termes suivants :

Art. 1^{er}. Les étrangers nés sujets des gouvernements avec lesquels la république est en guerre seront détenus jusqu'à la paix ;

2. Les femmes qui ont épousé des Français avant le décret du 18 du premier mois ne sont point comprises dans la première loi, à moins qu'elles ne soient suspectes ou mariées à des hommes suspects ;

3. Le comité de commerce présentera dans trois jours ses vues sur le sort des étrangers qui ont formé des établissements dans la république, afin que la présente loi ne tourne point contre l'industrie nationale.

Mais Chabot était aigri contre la convention à cause de l'adoption de cette mesure, quoique Junius Frey eût trouvé, on ne sait trop comment, le moyen d'y échapper. Sa faiblesse se tourna bientôt en trahison. Peut-être, néanmoins, est-il heureux pour la cause publique qu'un homme de ce caractère se soit trouvé au milieu des faux patriotes qui se sont laissé séduire par les puissances. Faible encore, et dévoré de remords, après sa trahison, il avoua du moins ses crimes au jour de la vengeance, et ses révélations vinrent jeter une lumière précieuse sur l'abominable participation du royalisme aux excès de la république. Nous ne sommes pas encore à l'époque où ces trames hideuses furent découvertes : alors nous consacrerons un chapitre spécial à l'influence des étrangers et au développement de leur conspiration. Reprenons la suite de notre récit.

Je touche à l'incident le plus tragique et le plus douloureux de l'ère de 93 : le procès des vingt-deux députés. Je dois l'avouer, je n'aborde qu'en tremblant un tel sujet. Dans le nombre des proscrits dont j'ai à raconter la mort déplorable, un grand nombre étaient de sincères républicains, et leur condamnation doit rester pour les patriotes un éternel sujet de douleur. De cruelles préventions de notre part, de nombreuses fautes de la leur, les précipitèrent sur l'échafaud, et la hache fatale moissonna, en un seul coup, talents, patriotisme et vertus. C'est en hésitant que je reviens agiter

les cendres froides de mes infortunés collègues ; c'est en hésitant surtout que je me décide à reprocher des fautes à ceux qu'a dévorés une mort si funeste ; mais un devoir m'est imposé ; des collègues aussi , et des collègues non moins purs , ont concouru à ce triste événement ; ils y ont concouru par suite d'une conviction qui pour être malheureuse n'en était pas moins sincère. Je dois prouver que leur conscience leur a commandé le sacrifice que je déplore aujourd'hui ; je dois prouver que la fatalité des circonstances a , seule , livré aux bourreaux des hommes innocents ; je dois prouver que les ennemis des vingt-deux n'ont point été des assassins. Mais avec la même franchise qui me porte à défendre ce que je crois juste et bon dans les actes de la Montagne , je blâmerai l'affreux empressement qui fit terminer les débats solennels de leur procès ; là est la cruauté , là toute justification de ma part doit cesser. Je voudrais , au prix de mon sang , qu'au milieu de tant d'actes glorieux , quelques mesures de ce genre n'aient pas été surprises à cette convention dont je m'honorerai toujours d'avoir été membre.

L'accusation des vingt-deux fut votée sur le rapport d'Amar. Quelques passages de ce discours célèbre montreront quelles étaient nos préventions. Un petit nombre de réflexions pouveront que les circonstances les justifiaient.

« C'en était fait de la république , (dit Amar) , si les conjurés avaient conservé plus long-temps leur

trueux pouvoir. La révolution du 10 août l'avait fondée, celle du 31 mai la sauva; mais si cette révolution paisible et imposante déconcerta cette conjuration, elle ne put l'étouffer entièrement; les coupables étaient trop nombreux, la corruption trop profonde et trop étendue, la ligue des tyrans trop puissante. L'arrestation des conspirateurs, décrétée par la convention, étonna les despotes coalisés, sans les dompter. Les administrations fédéralistes, les mécontents, les nobles, les prêtres réfractaires, tous les ennemis de la révolution éclatèrent à la fois; ils décelèrent eux-mêmes leurs complices; ils révélèrent le secret de leurs espérances criminelles, en donnant pour motifs de leur révolte les décrets qui frappaient les députés coupables; ils prétendirent que la convention n'existait plus; ils la dénoncèrent à tous les scélérats de la France, à l'Europe entière, comme un ramas de brigands et de factieux; ils annoncèrent que la constitution qu'elle a faite, que tous les décrets populaires qu'elle avait portés depuis le moment où elle s'était purgée des traîtres, étaient nuls; ils mirent tout en œuvre pour engager les assemblées primaires à rejeter la constitution qu'elle leur présentait. Mille adresses séditieuses, mille libelles contre-révolutionnaires des députés accusés ou condamnés, tel que l'écrit adressé par Condorcet au département de l'Aisne, sont les honteux monuments de cette machination.

« Cependant les succès des rebelles armés de la

Vendée devenaient tous les jours plus alarmants, et les conjurés faisaient les préparatifs d'une expédition contre la république; leurs complices de Bordeaux rappelaient de la Vendée les bataillons de la Gironde, et levaient des troupes contre les représentants de la nation : un grand nombre d'administrations départementales suivirent cet exemple. Ducos et Fonfrède, laissés dans la convention, abusèrent de cet excès d'indulgence pour alimenter par leurs correspondances et par leurs intrigues le foyer de la rébellion; ils osèrent, assez long-temps, faire entendre à la tribune leurs voix vénales pour célébrer les vertus des conjurés, et pour insulter à la représentation nationale. Les commissaires de la convention furent outragés par les administrateurs du Jura; d'autres furent arrêtés à Bordeaux, d'autres dans le Calvados; une partie des conjurés que la convention avait mis en état d'arrestation, fuyant la justice nationale, se répandit dans les départements pour rallier tous les satellites de la royauté et de l'aristocratie.

« Buzot, Pétion, Gaudet, Louvet, Barbaroux, Gorsas, Lesage, Doulcet, Larivière et autres, coururent dans l'Eure et le Calvados, y établirent des espèces de conventions nationales, érigèrent les administrateurs en puissances indépendantes, s'entourèrent de gardes et de canons, pillèrent les caisses publiques, interceptèrent les subsistances de Paris qui prirent leur cours vers les révoltés de la ci-devant Bretagne; ils levèrent eux-mêmes une

nouvelle armée, ils ne rougirent pas de choisir pour général le traître Wimpfen, déjà déshonoré par sa lâche hypocrisie, et par son servile attachement à la cause de Louis XVI; ils tentèrent de se joindre aux rebelles de la Vendée; ils s'efforcèrent de livrer aux ennemis de la république les contrées qui composaient naguère les provinces de Bretagne et de Normandie, avec les ports importants qu'elles possèdent. Ils mirent le comble à tant de crimes par le plus lâche de tous les attentats : de Caen, où ils avaient fixé le siège de leur ridicule et odieuse domination, ils envoyèrent des assassins à Paris, pour arracher la vie aux députés fidèles dont ils avaient depuis long-temps juré la perte. Ils armèrent la main d'une femme pour poignarder Marat, cette femme avait été adressée à Duperret par Barbaroux et ses complices.

« Elle avait été accueillie et conduite à la convention nationale par Fauchet. Tous les ennemis de la France l'érigèrent en héroïne. Au récit de son crime, Pétion fit son apothéose à Caen, et ne balança pas à appeler l'assassinat une vertu. L'assassin, dans son interrogatoire, a déclaré qu'elle avait puisé les opinions qui l'ont conduite à cet attentat, dans les écrits de Gorsas, de Brissot, dans la *Gazette Universelle*. Il existe des chansons dignes des Euménides, imprimées à Caen, ouvrage du nommé Giré-Dupré, coopérateur de Brissot dans la rédaction du *Patriote Français*, qui invitent formellement tous les braves citoyens de Caen à

s'armer de poignards pour frapper, entre autres, trois représentants du peuple, qu'il désigne nominativement à leur fureur.

« Chassés successivement par les soldats de la république, de l'Eure et du Calvados, ils parcoururent le Finistère et plusieurs départements : partout la discorde, la trahison, la calomnie volaient sur leurs pas.

« Quelques jours après son arrestation, Brissot avait fui lâchement, ajoutant un faux à ses crimes. Il avait été arrêté sur la route de Lyon, où il allait sans doute presser l'exécution des attentats dont cette malheureuse ville a donné l'exemple; et si, comme l'indiquait le faux passeport dont il était muni, son dessein était de se transporter en Suisse, il allait souiller cette contrée de la présence d'un traître, pour susciter un nouvel ennemi à la France.

« Tandis que Rabaut Saint-Étienne, Rebecqui, Duprat, Antiboul incendiaient le Gard et les contrées voisines, Chassey, Biroteau, Rouyer, Roland conspiraient dans Lyon, quelle scène d'horreur s'ouvre ici devant l'histoire! Ils ont péri sous le fer des satellites de la royauté, ces généreux amis de la patrie, que les Vergniaud, les Gensonné, les Buzot, et tous les orateurs de la faction criminelle calomniaient depuis si long-temps sous le nom d'agitateurs et d'anarchistes; ils ont triomphé, ces honnêtes gens, ces vrais républicains, dont elle plaidait la cause avec tant de zèle; ils ont rassemblé dans leurs murs une armée d'émigrés et de pré-

tres coupables, dignes de s'associer à eux ; ils ont entassé l'artillerie et les munitions, dont la patrie a besoin pour combattre ses innombrables ennemis ; ils soutiennent contre elle un siège opiniâtre. ils fusillent les femmes et les enfants des citoyens qui proposent de lui rendre les armes ; ils ont exterminé les patriotes, dans la malheureuse contrée qui les environne ; ils ont triomphé à Toulon, et Toulon a nagé dans le sang des bons citoyens ; les rebelles fugitifs de Marseille ont grossi leurs phalanges criminelles, pour exécuter ces atrocités.

« Si l'on en croit les avis les plus certains qui aient pu nous parvenir de cette contrée, ils ont étonné l'univers par un attentat inoui dans l'histoire des traîtres et des tyrans : ils ont plongé un fer parricide dans le sein de l'un des fidèles représentants du peuple, que la convention avait envoyés dans cette ville ; ils n'ont épargné la vie de l'autre que pour insulter plus long-temps, dans sa personne, à la majesté du peuple, par des traitements plus cruels que la mort ; les monstres ont vendu aux Anglais ce superbe port ; les lâches satellites de Georges disposent de notre arsenal, de nos vaisseaux, de nos matelots ; ils égorgent nos déserteurs : un tribunal anglais rend dans cette ville des arrêts de mort contre tout Français ; ils emportent sur leurs vaisseaux le reste de la population républicaine, qu'ils n'ont pas eu le temps d'assassiner, comme ils transportent les nègres des côtes d'Afrique ; afin que, lorsqu'ils seront chassés de ce

port, ils ne nous laissent que la corruption et les vices dont ils auront souillé Toulon,

« Mais les ennemis éternels de la France, en comblant la mesure des crimes du plus corrompu de tous les gouvernements, sont vaincus en lâcheté et en barbarie par les indignes Français qui les ont appelés, et par les députés infidèles qui leur ont vendu la liberté et la patrie.

« Marseille et Bordeaux étaient réservés au même sort : la faction dominante avait parlementé avec l'amiral Hood ; ils attendaient son escadre ; l'exécution entière de la conspiration dans le midi ne tenait qu'à la jonction des Marseillais avec les Lyonnais et les bataillons du Jura, qui fut empêchée par la victoire de l'armée républicaine, et par la prompte réduction de Marseille.

« L'étendard de la rebellion flottait aussi dans la Corse : Paoli et les administrateurs de cette île étaient en correspondance avec les conjurés de la convention ; une lettre, adressée par eux à Vergniaud, et qui est entre les mains du comité de sûreté générale, prouve ce fait : on y invite ce député et ses complices à délivrer la Corse des commissaires envoyés par la convention pour la rendre à la république.

« La marche des conjurés fut en tout conforme à celle des ennemis de la France ; et surtout des Anglais.

« Pitt voulait déshonorer dans l'Europe la république naissante : Brissot et ses complices ont pris

comme ils ont long-temps caché celui de ressusciter la royauté en France sous les formes de la république : il existe des preuves même littérales de leur corruption dans la correspondance du nommé Raimond, leur coopérateur et leur créature. Raymond pressurait les hommes de couleur, pour partager leur substance avec Brissot, Pétion, Gaudet, Gensonné, Vergniaud ; ils étaient législateurs, et leurs opinions sur les colonies étaient un objet de trafic ; leur langage même ne diffère point de celui des tyrans ligués contre nous.

« Lisez la proclamation de l'amiral Hood aux Toulonnais et aux départemens méridionaux ; lisez celle du duc d'York, celle du duc de Brunswick, vous croirez lire les libelles de Brissot, de Louvet, de Carra, de Vergniaud, de Gensonné, les adresses des administrations fédéralistes. Les rois et leurs généraux, dans leur manifeste, disent qu'ils veulent extirper en France l'anarchie, faire cesser le règne des factieux, qu'ils veulent ramener les Français au bonheur et à la véritable liberté. Brissot, les députés et les administrateurs, ses complices, ne cessent de protester que leur unique but est d'extirper l'anarchie : ils promettent aux aristocrates la paix et la liberté, s'ils ont le courage de se liguer pour exterminer les défenseurs de la république ; ils font sans cesse entrevoir au peuple la tranquillité et l'abondance avec un roi.

« Ce qui les distingue des tyrans les plus abhor-

rés c'est qu'ils ont imprimé à tous leurs crimes le caractère odieux de l'hypocrisie. Ils ont créé la science infernale de la calomnie ; ils ont appris à tous les ennemis de la révolution l'art exécrable d'assassiner la liberté en adoptant son cri de ralliement ; ils n'ont levé leur masque qu'à mesuré qu'ils ont vu croître leur puissance. L'un des secrets les plus importants de leur politique fut d'imputer d'avance aux amis de la patrie tous les forfaits qu'ils méditaient, ou qu'ils avaient déjà commis ; ils ont presque flétri le nom de la vertu en l'usurpant, ils l'ont fait servir au triomphe du crime.

« Nos villes livrées ou incendiées, nos campagnes ravagées, nos femmes et nos enfans égorgés par les barbares satellites du despotisme, l'élite de la nation immolée, l'opinion publique dépravée, les mœurs publiques altérées dans leur naissance par des leçons continuelles d'intrigue et de perfidie, des germes éternels de corruption et de discorde semés dans toute l'étendue de la république ; nos maux passés, nos maux présens, ceux que l'avenir nous prépare, voilà leurs crimes : la France et l'univers, voilà les témoins. L'histoire de la révolution, leurs discours, leurs écrits, leurs actes publics, toutes les pièces qui présentent quelques traces des complots tramés contre la patrie, voilà les preuves.

« Parmi les faits innombrables qui accusent la faction, quelques-uns sont personnels à certains individus ; la conjuration est commune à tous.

S'ils ont paru divisés dans certaines occasions rares, pour mieux cacher leur concert criminel, s'ils ont dans certains points semblé prendre des sentiers différents, ils se sont toujours retrouvés. Dans la grande route ils ont marché ensemble à la ruine de la patrie.

« Il résulte des faits qui viennent d'être exposés :

1° Qu'il a existé une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la république, contre la liberté, la sûreté du peuple français.

2° Que tous les individus dénommés dans le présent acte d'accusation, en sont coupables comme en étant les auteurs ou les complices. »

Certes, cet acte d'accusation ne peut pas être regardé aujourd'hui comme un jugement sain des prétentions, des projets et des actes du parti de la Gironde ; mais s'ensuit-il, ainsi qu'on l'a prétendu, qu'il ait été dicté par la plus insigne mauvaise foi. Amar ne croyait-il pas, ne pouvait-il pas croire à la vérité des rapprochements qu'il exposait devant nous ? voilà ce dont il fallait donner la preuve avant de nous condamner. Voilà ce qu'on n'a point tenté ; nul de nos adversaires n'a, que je sache, rapporté les pièces de ce grand procès. Je le ferai pour eux, car c'est la vérité seule que je veux faire briller à tous les yeux. Je ne prétends point défendre tous les actes d'un parti, et je sais dire : *nous avons eu tort*, quand telle est ma conviction présente. Il n'en était point de même sans doute de ces prétendus historiens girondins ou contre-révo-
lu-

tionnaires, qui ont essayé de nous flétrir depuis le neuf thermidor par de vagues assertions qu'ils se sont bien gardés d'appuyer de faits, car les faits étaient pour eux des charbons ardents qui auraient dévoré en un instant leurs inventions mensongères.

Nous avons livré les vaincus du 31 mai aux tribunaux ! n'y avons-nous pas été forcés ! Ceux de ces hommes qui avaient fui ne déchiraient-ils pas le sein de la république ! la guerre civile n'avait-elle pas été organisée par eux ! les trahisons des armées, l'influence croissante du royalisme, n'étaient-elles pas leur ouvrage ! Toutes ces calamités ne découlaient-elles pas nécessairement du plan de conduite arrêté par les girondins bien avant le 31 mai ! Voilà ce qu'affirmait le rapport d'Amar, voilà les bases de l'accusation portée par nous contre nos anciens collègues, et il faudrait se boucher les yeux pour ne pas voir la lumière avant de nier que ces accusations soient de la dernière évidence. Beaucoup d'erreurs de détails, erreurs funestes puisqu'elles venaient à l'appui d'une accusation capitale, sont sans doute mêlées à des charges trop réelles. Nous ne pouvons plus croire maintenant que Louvet ou Barbaroux aient prostitué leur ardeur tribunicienne au royalisme. Nous ne pouvons plus croire que les mêmes hommes qui ont désavoué Whimpen et Puysaie, quand ils se sont vendus à l'Angleterre, aient livré Toulon aux Anglais et Lyon à l'émigration. Nous ne pouvons plus le croire, et nous devons gémir de l'avoir cru un seul instant ; nous

devons gémir d'avoir confondu avec l'ennemi des défenseurs égarés de notre cause, mais notre erreur toute déplorable qu'elle ait été paraissait alors avoir les faits en sa faveur. Tous les travaux de nos adversaires avaient eu pour effet immédiat la renaissance du royalisme long-temps étouffé ; ils avaient soufflé l'insurrection départementale dès les premiers jours de la session conventionnelle , et l'insurrection départementale s'était élevée au mois de juin sous des bannières royalistes. Gaudet avait provoqué la dissolution de la convention ou sa translation en province et les mêmes motions sortaient du camp de Cobourg. Tout le parti avait célébré l'héroïsme de Lyon et Lyon s'était bientôt royalisé. Ils avaient vanté les travaux de Custines et Mayence succombait par la trahison de ce général. Enfin, le pays qu'ils avaient choisi pour leur quartier-général, la Normandie, s'appuyait sur la Vendée et en devenait une ardente succursale ; tels sont les faits, et, à défaut du *Moniteur*, les écrits même de nos adversaires serviraient à le constater ; n'était-ce pas assez au moment de la lutte pour nous méprendre sur leurs intentions : *scelus est cui prodest*, dit un vieil adage de jurisprudence et le sens commun avant lui ; il nous était donc impossible de deviner que des intentions républicaines pussent appartenir à des hommes qui avaient le malheur de ne travailler qu'en faveur des rois. Malheureux girondins ! vous eussiez pu devenir l'ornement d'une république

fondées, mais vous n'avez fait que nuire au moment de la lutte; élégans écrivains, logiciens adroits, vous n'avez jamais su être politiques habiles, et vos erreurs, dans la discussion des plus graves intérêts nationaux, avaient tout l'effet d'une trahison combinée; est-ce notre faute à nous si nous avons été amenés à attribuer à des effets constants la cause la plus naturelle.

Nous étions donc de bonne foi lorsque nous sanctionnions par nos votes les accusations d'Amar; nous n'avancions pas un fait faux, pas un fait que nos adversaires n'aient alors avoué avec orgueil et dont ils n'aient depuis rejeté les sinistres conséquences sur la fatalité. Nous tirions, il est vrai, de ces faits des inductions fausses, mais ces inductions étaient avouées par une bonne logique; car il nous était impossible de ne pas voir du royalisme dans tant d'actes qui concouraient à servir la cause de Coblenz. Faute d'avoir bien compris l'extrême incapacité de tant d'hommes forts dans le cabinet, nous avons pris pour crimes d'incroyables erreurs. Nous avons vu une combinaison savante dans de puérils échecs, nous n'avons pas pu croire que les orateurs du côté droit aient méconnu la suite naturelle de leurs imprudences et que ces prétendus hommes d'état ne se soient montrés sur la scène politique que pour y être écrasés par le choc de deux partis contraires. Leur faconde même et ce que l'on a décoré en eux du nom de talent concourait à nourrir notre

erreur; nous ne savions pas que l'art de bien dire pût être un but pour des hommes politiques, et que l'éloquence de tribune, puissant moyen pour le fougueux Danton, constituât l'existence entière de Louvet et de Vergniaud. Nous nous trompions; chez les girondins comme chez plus d'un beau diseur des récentes assemblées, la forme l'emportait sur le fond ou plutôt la forme était tout. Ils ne voyaient pas plus loin que l'effet académique de leurs discours étudiés, et, comme ces sophistes de l'antiquité qui réclamaient d'autant plus d'admiration que leurs phrases étaient brodées sur un fond plus vide, ils étaient renfermés tout entiers dans leurs périodes arrondies. Non, sauf deux ou trois êtres pervers que le temps et les récompenses de la monarchie ont flétris, les girondins n'étaient point faits pour devenir des conspirateurs: c'étaient simplement d'élégants sophistes entachés d'une radicale nullité; nés pour briller dans une académie ou dans une chaire de rhétorique, ils étaient déplacés dans une arène gigantesque où la liberté luttait contre la tyrannie, la pensée contre la pensée. Les maux qu'ils ont produits n'étaient point dans leurs intentions; s'ils ont nui à la convention c'est qu'ils n'y étaient qu'une véritable superfétation. Ils n'y faisaient entendre qu'une éloquence de luxe dangereuse alors que les moments étaient précieux et que la vigueur d'un homme robuste était plus utile que des ôtages dorés: comme les musiciens de nos armées ils eussent pu

ajouter par l'éclat de leurs chants aux joies de la victoire, mais ils n'étaient qu'un embarras dans un jour de bataille.

On ne contestera pas sans doute le droit que nous avions de nous défendre contre ceux qui nous attaquèrent à main armée; ainsi, je pense n'avoir point à expliquer les décrets qui frappèrent nos collègues fugitifs; mais on a qualifié d'assassinat la condamnation des députés qui ne se sont point soustraits au décret du 2 juin. N'est-il donc pas évident que leur marche à tous était identique, leurs plans combinés, et que Vergniaud, Gensonné, Fonfrede, etc., dans Paris, formaient l'arrière-garde de Pétion, Barbaroux, Henri Larivière et les autres chefs actifs de l'insurrection normande? une partie d'entre eux l'ont avoué. Duperret, par exemple, n'a point nié le dessein d'aller rejoindre le quartier-général de Caen. Une correspondance active n'avait point cessé de régner entre les chefs du parti. Chacun d'eux remplissait son rôle avec une égale ardeur. A Caen, à Lyon, à Paris, c'étaient les mêmes hommes, les fractions du même corps; il fallait courber le front devant l'insurrection ou sévir contre ceux de ses chefs qui se trouvaient en notre pouvoir.

On dira, je le sais, que les girondins fugitifs ont soutenu par la force leurs opinions comme nous avons soutenu les nôtres, et qu'il n'y avait point de crime pour eux à penser autrement que nous: mais on devrait remarquer que cette défense de nos adversaires, juste en thèse générale,

est notre égide aussi bien que la leur. Non, les erreurs, les fautes politiques quand elles sont fondées sur une conviction sincère, quand elles ne proviennent pas d'un vil intérêt, d'un froid égoïsme, ne sauraient être regardées comme des crimes ordinaires. Cela prouve simplement que les hommes devraient s'appliquer à éteindre leurs haines et se laisser conduire par la raison. Cela prouve que la saine philosophie est peu d'accord avec les exigences de la politique; mais cela ne prouve aucunement qu'une fois la guerre engagée nous eussions dû nous abstenir de nous défendre contre ceux qui nous attaquaient. C'est un grand malheur, sans doute, que le sacrifice sanglant des chefs de la Gironde; mais si nous eussions succombé nous auraient-ils épargnés? Comme nous ils avaient levé l'étendard de la guerre; comme eux nous avions engagé notre tête dans le combat; la seule différence est qu'ils ont été vaincus: nous reprocher leur triste sort c'est nous reprocher d'avoir triomphé dans cette lutte terrible.

Les accusés se présentèrent pour la plupart devant leurs juges avec noblesse et courage. Vergniaud plaida éloquemment la cause de son parti; Gensonné, Valazé, montrèrent beaucoup de sang-froid et de présence d'esprit, mais quelques-uns de leurs collègues cherchèrent à se sauver par un lâche abandon de la cause commune; ainsi Boileau avoua s'être trompé, et affirma être devenu ardent montagnard depuis le 2 juin; ainsi, les membres

de la commission des douze rejetèrent l'un sur l'autre la signature des mandats d'arrêts lancés contre Hébert, Varlet et Dobsent; ainsi, Brissot, Sillery et quelques autres se défendirent isolément en se séparant de leurs collègues; ainsi, presque tous abandonnèrent les fugitifs et avouèrent la culpabilité de leur conduite subséquente.

Les principaux témoins qui parurent dans ce grand procès furent Hébert, Pache et Chaumette, membres de la commune parisienne, ainsi que quelques députés de la convention. Chabot se signala surtout par une déposition très longue et très détaillée, qui n'était qu'une sorte de reproduction de l'acte d'accusation d'Amar. Les débats furent d'abord dirigés avec une sage lenteur : chacun des accusés répondait longuement aux dépositions des témoins. Plusieurs semaines furent consacrées à cet examen préparatoire interrompu plus tard par un décret conventionnel que je ne saurais trop blâmer. Quelques faits isolés, reprochés à divers accusés, furent controversés en même temps que l'accusation principale. Ainsi, Duperret et Fauchet étaient accusés de complicité dans l'assassinat de Marat, mais les charges qui pesaient sur eux s'effacèrent dans le cours des débats; ils furent acquittés sur ce point. Brissot était accusé de malversation, Sillery, d'avoir conspiré en faveur de d'Orléans; ces diverses inculpations ne purent ni s'effacer entièrement, ni demeurer constantes : elles furent écartées par les jurés. Mais tous ces

faits isolés, plus ou moins avérés, plus ou moins douteux, ne concouraient pas moins à noircir le parti et à montrer que ses membres ne s'étaient pas recrutés dans les rangs du plus pur républicanisme.

Ainsi l'on reprochait à Carra, par exemple, de n'avoir appuyé la déchéance de Louis XVI que pour amener un changement de dynastie. Je citerai le passage du journal du procès qui le concerne : le lecteur jugera si, en dépit des récriminations de ses amis, le reproche était fondé.

« *Destournelles.* Je n'ai sur Carra qu'un seul fait à articuler; c'est qu'à une séance des jacobins, dont la date précise ne m'est pas bien présente, il proposa, étant à la tribune, d'appeler au trône de France le duc d'York, fils du roi d'Angleterre. Indigné, comme tous les membres de la société, je joignis ma voix aux mille voix qui n'en firent qu'une seule, pour foudroyer une proposition aussi révoltante.

« *L'accusé Carra.* Le principe unique de ma conduite a été de voir toutes les nations libres, et principalement ma patrie. Lorsque l'assemblée constituante décréta que la France aurait une constitution mixte, c'est-à-dire moitié monarchique, moitié républicaine, j'ai juré de la maintenir. Mais lorsque je vis les trahisons de la maison Bourbon, j'ai cru, pour l'intérêt de la France, qu'il fallait tâcher de désunir les ennemis. C'est donc d'après ce principe que j'ai publié que, si Louis XVI continuait à nous trahir, il fallait faire un autre choix.

Par le traité de Pavie, la cour de Vienne engageait le roi de Prusse à s'unir avec elle contre la France, et, par celui de Pilnitz, elle avait déterminé le roi d'Angleterre, comme duc d'Hanovre, à entrer dans la coalition. Je craignais donc que l'influence de George n'engageât l'Angleterre à suivre cet exemple ; c'est pourquoi je voulus, en parlant du duc d'York, donner à cette maison des espérances.

« *Le président.* Ces espérances ne pouvaient être fondées que sur les intrigues que vous employiez pour faire réussir ce perfide système, qui ne tendait qu'à consolider la tyrannie en France. D'ailleurs, avez-vous pu croire qu'un changement de dynastie pût s'opérer en France sans un grand mouvement de toute l'Europe, qui n'aurait pas manqué d'être funeste à la république ?

« *L'accusé Carra.* Sans doute il y aurait eu un mouvement, mais il aurait tourné à notre avantage. La maison d'Autriche a bien senti le but de ma proposition, puisqu'elle s'y est constamment opposée.

« *Le président.* Pouviez-vous espérer que l'Espagne qui croit avoir des droits sur la couronne de France en aurait laissé prendre paisiblement la possession au duc d'York ?

« *L'accusé Carra.* Si maintenant l'Espagne ne peut faire dix lieues sur notre territoire, je vous demande ce qu'elle aurait pu faire si nous eussions pu nous réunir aux Anglais.

« *Le président.* Comment avez-vous pu vous per-

suaider qu'un tyran, quel qu'il soit, pût faire le bonheur des Français?

« *L'accusé Carra.* J'étais bien loin d'avoir cette opinion; mais, en flattant tantôt le duc d'York, tantôt le duc de Brunswick, je suis parvenu à brouiller ce dernier avec la maison d'Autriche, puisque, de général qu'il était l'année dernière, il ne commande plus qu'une simple division.

« *Le président.* Vous qui prétendez dans vos écrits avoir témoigné la plus grande horreur pour les rois, comment avez-vous pu vous livrer à une adulation si basse envers Brunswick, jusqu'à dire que, s'il venait à Paris, on le verrait en bonnet rouge aux jacobins?

« *L'accusé Carra.* C'était pour humilier la maison d'Autriche, et pour lui rendre suspect Brunswick. que je faisais l'éloge de ce dernier. »

Tous les girondins, traduits au tribunal révolutionnaire, n'avaient pas une égale influence sur leur parti; tous n'étaient pas coupables au même titre; tous n'étaient pas également intéressants. Il y avait quelque différence sans doute entre le jeune et courageux Ducos, et Sillery, courtisan de Philippe-Égalité, qui, sous le masque du républicanisme, ne songeait qu'à servir les intérêts de son maître. Il y avait quelque différence entre Fonfrède, Vergniaud, Gensonné, orateurs habitués à lutter à la tribune avec la seule arme de l'éloquence, et les Brissot, les Carra, les Gardien, le Henri Larivière, agents d'intrigue plus ou moins

engagés dans le parti républicain, mais qui tous cachaient une arrière-pensée sous le masque du patriotisme. Aussi les montagnards les plus énergiques ne purent-ils se défendre d'une vive douleur en apprenant la condamnation des vingt-deux. On sait que Camille Desmoulins les pleura, lui qui les avait si long-temps combattus; mais il n'était pas en notre pouvoir de les sauver. L'insurrection départementale les constituait en état de rebellion ouverte; ne pas les frapper, c'était fléchir devant eux; ne pas les frapper, c'était leur céder la victoire.

Cependant une circonstance de leur procès a justement indigné un grand nombre d'historiens; je l'ai déjà blâmée implicitement, mais je dois ici dire toute ma pensée sur ce que cette circonstance avait d'odieux. Je veux parler du décret qui permettait aux jurés de couper la parole aux accusés, après trois jours de débats, en se déclarant suffisamment éclairés. Ce décret fut appliqué avec une sorte de rétroactivité aux vingt-deux députés qui tous furent condamnés à mort. Malgré la gravité des circonstances, malgré le danger que pouvait trouver la convention à laisser les Girondins, du sein du tribunal révolutionnaire, élever tribune contre tribune, et prêcher à la fois l'insurrection et les doctrines fédéralistes qui avaient failli nous perdre; malgré, dis-je, ce qui pouvait paraître menaçant dans les longs débats du procès des vingt-deux, le décret qui les frappa était contraire

à tous les droits , à toute idée de justice ; la majorité de la convention se laissa égarer par cette idée, qu'elle était en état de guerre , et que tous les moyens qui assuraient le triomphe pouvaient être employés ; erreur déplorable ! Même dans la guerre la plus acharnée il est certains moyens que nul n'a le droit de se permettre ; ce sont ceux qui blessent la morale et les lois éternelles de la justice et de la raison.

Le mois d'octobre 1793 vit tomber un assez grand nombre de têtes sous la hache révolutionnaire. Bailly, Barnave, M^{me} Rolland, furent, avec les vingt-deux, les plus nobles victimes de cette crise. Beaucoup d'autres hommes, connus par leur patriotisme et par leur dévouement à la cause de la révolution, furent également entraînés à l'échafaud. Alors la terreur commença à s'emparer des esprits ; alors un grand nombre de patriotes s'arrêtèrent effrayés de parcourir une carrière devenue sanglante ; alors le principe actif de la révolution menaça de s'éteindre ! Certes, ces condamnations politiques, toujours odieuses, même quand elles sont justifiées par les faits, et qui le deviennent bien plus encore lorsque le glaive a frappé des innocents ; ces condamnations, ces échafauds répandent une teinte hideuse et sinistre sur l'histoire de l'époque qu'ils ont effrayée. Déplorons ces sanglants sacrifices, déplorons-les ; car une seule goutte de sang humain ne peut pas être versée par un homme sans que l'humanité ne

oive frémir ! Déplorons-les, mais n'en faisons oint un crime à la république et à la Montagne ui ne les ont point prescrits. Ils ont été un fléau é des circonstances et non de la volonté des ommes. Et, en effet, au milieu de l'immense ouvement de résistance nationale que nous avions ascité, toutes les passions avaient été soulevées, ontes les forces appelées à la défense de la patrie; ans ce grand mouvement national, l'anarchie eule était notre moyen de résistance, l'anarchie eule gagnait des batailles, chassait l'ennemi du erritoire, aplanissait la route de la république. ais, si nous ressentions les bienfaits de ce moyen uissant créé par nos mains, nous devions bien- ôt en subir aussi les inconvénients, et ces in- onvénients étaient terribles. Ce qui constituait état d'anarchie de 93, c'est que chaque individu olé concourait réellement et efficacement de sa ersonne à la défense des sentiments républicains. onvention, comités, autorités municipales ou xécutives, tout ce qui avait une influence ou une ction quelconque devait obéir à l'opinion publi- ue, et l'opinion publique, toujours forte, était lors proclamée par vingt-cinq millions de voix. Défendue par vingt-cinq millions de bras armés, alheur à qui eût refusé d'exécuter ses décrets !

L'agitation de tant d'hommes qui tous étaient us par le plus délirant enthousiasme, le sou- enir de l'ancien régime, la certitude que c'était ontre lui qu'on avait à combattre, la haine et la

crainte qu'inspiraient les aristocrates, tout concourait alors à faire répéter le terrible cri des vengeances par une multitude de citoyens. Le soupçon est né avec l'amour de la liberté; le soupçon alors était une voie de l'échafaud. On nous a attribué les sanglantes exécutions! Était-ce nous qui poursuivions les suspects avec acharnement? Était-ce nous qui remplissions les prisons? Les accusateurs publics obéissaient-ils à nos ordres? étaient-ils dans nos mains des instruments passifs? non sans doute. La terreur que nous inspirions se glissait sur les bancs de la Montagne comme dans les hôtels du Faubourg-Saint-Germain. Elle s'asseyait sur les bancs du tribunal et apprenait à ses membres qu'ils pouvaient incessamment passer de la mission de juge au rôle d'accusé. Nul, en effet, n'avait songé à établir un système de terreur. Il s'était établi par la force des circonstances; aucune volonté ne l'avait organisé, mais toutes les volontés avaient concouru à son établissement. Les soupçons de chaque particulier se transformaient en soupçon public; tel homme était condamné avant d'avoir été entendu parce qu'un préjugé fatal s'était élevé contre lui dans l'opinion, mais ses accusateurs et ses juges étaient de bonne foi. Ils devenaient injustes parce qu'ils avaient été souvent trompés; ils devenaient cruels parce qu'ils croyaient avoir de nombreux sujets d'alarmes.

Mais a-t-on pu croire, a-t-on cru, en effet,

comme on l'a si souvent affirmé, que le système de la terreur ait été l'ouvrage d'un homme ou de quelques hommes ? A-t-on pu croire qu'on en ait calculé à l'avance la nature et les effets ! je ne saurais le comprendre. Cependant, puisqu'on l'a sinon cru du moins répété, repoussons cette ignoble et honteuse prévention, et prouvons que l'humanité n'a pas à ce point démerité d'elle-même.

Robespierre et la Montagne, dont on a fait le bouc émissaire des excès révolutionnaires, ont-ils créé et développé volontairement le régime de la terreur ? Voilà, il me semble, la question telle qu'elle doit être posée ; les faits vont nous en donner la solution. Et, d'abord, pour tous les excès qui tendaient à la démoralisation, on ne soutiendra plus, sans doute, qu'ils aient été dans le plan de Robespierre, puisqu'il s'y est constamment opposé et que leurs auteurs ont été ses plus cruels ennemis. On trouve dans les papiers rassemblés par Courtois diverses notes de Robespierre qui suffisent pour montrer combien de répugnance les saturnales terroristes inspiraient au célèbre membre du comité de salut public. Ici, il reproche à Léonard Bourdon d'avoir avili la convention en introduisant la coutume de parler le chapeau sur la tête, et d'autres formes indécentes : là, il flétrit de tout son pouvoir les hideuses tentatives de la commune pour établir l'athéisme public. Partout il se montre ami de la vertu, de la religion, de la bienséance même. Le culte de la déesse Raison le

dégoûte encore plus que le fanatisme des prêtres catholiques; il sent que l'homme ne peut être républicain s'il n'est avant tout moral et religieux : ces idées sont aussi celles de Saint-Just et de tout ce qui, dans la Montagne, portait une âme honnête, c'est-à-dire, de l'immense majorité.

Mais, dit-on, Robespierre, avec des formes élégantes, par cela même qu'il aspirait à la dictature, versait le sang avec indifférence sinon avec joie. Ses haines implacables ont dressé partout des échafauds. Voyons les faits. Où se sont effectués les plus odieux de tous les crimes? à Nantes, à Lyon. Voyons comment les amis, les confidents intimes de Robespierre, parlaient avec lui de ces excès; je cite les pièces recueillies par les principaux accusateurs de Robespierre.

Écoutons d'abord Cadillac exprimant à Robespierre ce qu'il pense des crimes de Lyon :

« Les exécutions sont finies à la vérité; la nation a exercé sa vengeance, mais la stupeur reste: les paiements ne se font pas, les scellés ne se lèvent pas; personne n'ose se livrer à l'industrie; beaucoup de patriotes innocents, mais effrayés, n'osent rejoindre leurs foyers; leur absence les a fait soupçonner coupables, on a mis les scellés parce qu'ils n'y étaient pas, voilà leurs crimes. Il y a eu un temps (postérieur à Couthon) où l'innocence a été confondue avec le crime, non seulement par les incarcérations mais par les exécutions; ce temps a donné la frayeur et la

chasse aux moins fautifs. Oui, un voile épais couvre la vérité; et l'injustice, les anciennes haines, l'amour-propre anciennement humilié, ont aussi exercé des vengeances; mais tirons le rideau sur le passé. Lyon n'est plus! Lyon a mérité la vengeance nationale; mais Lyon a été conduit par une horde de scélérats qui a trompé la grande masse. Lyon a paru le chef de la révolte fédéraliste par une cause indirecte. Son affaire du 29 mai n'avait aucun rapport avec celle du 13 mai de Paris; c'est cette affaire qui lui a valu les compliments et députations du département fédéralisé. C'est Marseille qui a corrompu Lyon, ce sont les Marseillais, de retour de Paris, qui soufflèrent à leur passage les principes de Barba-roux; c'est l'exaltation sanguinaire de Chalier qui amena la journée du 29, quand il dit, le 27, au club: « Après demain, les présidents et secrétaires des sections permanentes, les riches égoïstes, seront guillotinés. » Le 26, la municipalité avait fait une imposition de six millions payables dans le délai fatal de vingt-quatre heures: voilà ce qui aigrit les esprits. La nuit du 28, la municipalité s'entoura de canons; on craignit l'exécution de la menace de Chalier; *inde iræ*. La nouvelle du 31 mai vint échauffer les esprits, et Lyon se trouva chef de parti sans l'avoir voulu; il fut livré aux intrigants, et le cruel Biroteau vint avec quelque autre chef ranimer beaucoup d'administrateurs provisoires qui abandonnaient le parti. Quelques-

uns, à la vérité, résistèrent tout-à-fait et se retirèrent.

« Ces mêmes chefs sont restés en possession jusqu'à la fin du siège, ils ont caché les décrets, annoncé des cruautés, et abusé par là de la crédulité de la grande masse. Il y a eu beaucoup de secrétaires de sections choisis par cela seul qu'ils savaient écrire; beaucoup d'officiers et sous-officiers des bataillons du centre qui étaient là sans savoir pourquoi; beaucoup de soldats forcés par le fer et la faim d'être au poste; tous ceux-là n'étaient pas coupables, ou, s'ils l'étaient, ils méritaient indulgence. Mais il a fallu un grand exemple à la France, il est donné de manière à se le rappeler. Un père punit et pardonne, il met ses enfants à la portée de devenir meilleurs; voilà ce que le comité de salut public doit faire : mettre hors de la loi les grands coupables tels que Précý, Imbert-Colommés, Gilibert, médecin, et quelques autres; puis pardonner à cette foule de petits coupables, et même à cette masse d'innocents que la peur tient éloignés, à qui leur éloignement a fait mettre les scellés et qui ne peuvent les faire lever. Il y a dans les comités révolutionnaires de chaque section bien de petites passions; les haines, les vengeances particulières trouvent leur place; les petits débiteurs voudraient tout-à-fait écarter le créancier : un seul homme souvent retient tous les autres. C'est, je le répète, au comité de salut public à donner cette action nécessaire pour faire disparaître les entraves, et vivi-

fier ces sources de richesses nationales, et bientôt nous tirerons de l'étranger, par la Suisse et Gênes, beaucoup de fonds qui sont morts entre les mains des propriétaires innocents, et on donnera de l'activité à une branche d'autant plus essentielle que la matière première croît en France et qu'elle n'en part que chargée d'industrie.

« Si vous pardonnez à un petit coupable vous rendrez justice à, au moins, vingt innocents qui souffrent des fautes qu'ils n'ont pas commises. Ah! si le vertueux Couthon fût resté à la commune affranchie, que d'injustices de moins! Six mille individus, et non seize cents, n'auraient pas tous péri : le coupable seul eût été puni; mais Collot..... ce n'est pas sans raison qu'il a couru à Paris soutenir son ami Ronsin. Il a fallu des phrases bien ampoulées pour couvrir de grands crimes! Je doute cependant qu'ils aient échappé à l'œil vigilant des vrais soutiens de la république. »

Voyons maintenant comment un autre ami de Robespierre s'expliquait confidentiellement avec lui sur les excès de Carrier :

« Je t'ai promis quelques détails, mon bon ami, sur Carrier et sur Nantes; je ferai connaître au comité le mal que j'ai vu; le comité s'empressera d'y porter remède.

« La réunion de trois fléaux, de la peste, de la famine et de la guerre, menace Nantes. On a fait fusiller peu loin de la ville une foule innombrable

ble de soldats royaux, et cette masse de cadavres entassés, jointe aux exhalaisons pestilentiellles de la Loire toute souillée de sang, a corrompu l'air. Des gardes nationales de Nantes ont été envoyées par Carrier pour enterrer les morts, et deux mille personnes, en moins de deux mois, ont péri d'une maladie contagieuse. L'embarcation de la Loire, embarrassée, n'a pas permis de faire venir des subsistances pour remplacer celles qu'absorbaient nos armées; et la commune est en proie à la plus horrible disette. On dit que la Vendée n'est plus. et Charette, à quatre lieues de Nantes, tient en échec les bataillons de la république, qu'on lui envoie les uns après les autres, comme dans le dessein de les sacrifier. On ne dissimule pas qu'on veut éterniser la guerre. Nous la finirons quand nous voudrons, disent les généraux, et cependant elle ne finit pas. Quand des canons sont pris, un général répond : Nous avons le temps de les reprendre; et cependant on laisse aggraver le mal, on affecte le mépris le plus indécent des assassins de la patrie; on voit de sang-froid périr ses défenseurs. Une armée est dans Nantes, sans discipline, sans ordre, tandis qu'on envoie successivement des corps épars à la boucherie. D'un côté l'on pille, de l'autre l'on tue la république. Un peuple de généraux, fiers de leurs épaulettes et bordures en or au collet, riches des appointements qu'ils volent, éclaboussent dans leurs voitures les sans-culottes à pieds, sont toujours auprès des

femmes, au spectacle, ou dans les fêtes ou repas somptueux; qui insultent à la misère publique, et dédaignent ouvertement la société populaire, où ils ne vont que très rarement avec Carrier. Celui-ci est invisible pour les corps constitués, les membres du club et tous les patriotes. Il se fait dire malade et à la campagne, afin de se soustraire aux occupations que réclament les circonstances; et nul n'est dupe de ce mensonge : on le sait bien portant et en ville; on sait qu'il est dans un sérail, entouré d'insolentes sultanes, et d'épauletiers lui servant d'eunuques; on sait qu'il est accessible aux seuls gens d'état-major, qui le flagornent sans cesse, et calomnient à ses yeux les patriotes; on sait qu'il a de tous côtés des espions qui lui rapportent ce qu'on dit dans les comités particuliers et dans les assemblées publiques. Les discours sont écoutés, les correspondances interceptées; on n'ose ni parler, ni écrire, ni même penser. L'esprit public est mort, la liberté n'existe plus.

« J'ai vu dans Nantes l'ancien régime. L'énergie des sans-culottes est étouffée, et les vrais républicains pleurent de désespoir d'avoir vu le despotisme renaître, et la guerre civile semble couvrir au sein de tant d'horreurs. Une guerre manifeste éclate déjà entre les états-majors et la société populaire.

« Une justice doit être rendue à Carrier, c'est qu'il a, dans un temps, écrasé le négociantisme, tonné avec force contre l'esprit mercantile, aris-

toocratique et fédéraliste ; mais , depuis , il a mis la terreur à l'ordre du jour contre les patriotes eux-mêmes , dont il a paru prendre à tâche de se faire craindre. Il s'est très mal entouré ; il a payé par des places les bassesses de quelques courtisans , et il a rebuté les républicains , rejeté leurs avis , comprimé les élans du patriotisme. Il a , par un acte inoui , fermé pendant trois jours les séances d'une société montagnarde. Il a chargé un secrétaire insolent de recevoir les députations de la société populaire. Enfin il a fait arrêter de nuit , comparaître devant lui , et il a maltraité de corps , en les menaçant de la mort , ceux qui se plaignaient qu'il y eût un intermédiaire entre le représentant du peuple et le club , organe du peuple , ou qui , dans l'énergique élan de la franchise républicaine , demandaient que Carrier fût rayé de la société , s'il ne fraternisait plus avec elle : j'ai moi-même été le témoin de ces faits. On lui en reproche d'autres ; on assure qu'il a fait prendre indistinctement puis conduire dans des bateaux et submerger dans la Loire tous ceux qui remplissent les prisons de Nantes. Il m'a dit à moi-même qu'on ne révolutionnait que par de semblables mesures , et il a traité d'imbécile Prieur de la Marne , qui ne savait qu'enfermer les suspects , etc..... Ma conférence avec lui serait trop longue à détailler. C'est encore Carrier qui par un acte public défendit de reconnaître un de ses collègues pour représentant du peuple ; et cet arrêté , que je t'ai envoyé , était , dans toute

la force du terme, contre-révolutionnaire. Il faut sans délai appeler Carrier et envoyer à Nantes quelqu'un qui reveille l'énergie du peuple, et le rende à lui-même. Il faut sans délai charger un général, sous sa responsabilité, d'exterminer à terme fixe les restes des rebelles. Vous chargez bien un corps constitué d'exécuter un décret à terme fixe, et le rendez responsable de l'exécution : faites-en de même pour les généraux. La limite du consulat, chez les Romains, a empêché bien des campagnes de se prolonger : limitez aussi le généralat ; il le faut, ou vous avez un nouveau système de trahisons inévitables.

« Réponds-moi, je te prie, à la Rochelle. Je t'ai donné des détails sur nos généraux, sur Carrier et sur Nantes ; les patriotes que je t'ai adressés te diront le reste. Ne perdons point de temps, sauvons un port important, rendons une masse de citoyens nombreuse au bonheur et à la liberté ; déjouons nos ennemis et nos généraux, et finissons la guerre de la Vendée.

« Dis-moi, je te prie, si tu as reçu ma dernière lettre datée de Nantes, où je te parlais de la mesure très instante du troc des patriotes de Paris, appelés dans les départements, et des patriotes des départements, appelés à Paris..... L'exemple du secrétaire Carrier, qui reçoit avec la hauteur d'un ci-devant valet de ci-devant ministre les députations d'une société populaire, et les exemples multipliés, qu'il serait trop long de rapporter ici, de

maints secrétaires que j'ai vus, me font croire très utile d'interdire à ces messieurs de prendre un caractère public, et de signer les arrêtés des représentants du peuple. Ils ne s'identifieront plus avec la représentation nationale, et ne pourront plus la compromettre. Faites part de cette observation au comité..... Rappelez Carrier, envoyez à Nantes un représentant montagnard, ferme, laborieux et populaire. Prenez des mesures promptes pour éteindre la Vendée renaissante. J'ai pensé un instant que je devais me rendre à Paris pour y donner de vive voix les détails de ce que j'ai vu; mais j'ai mieux aimé ne revoir Paris qu'après ma mission terminée. Et quand je t'écris, c'est comme si je pouvais converser avec toi. Tu agiras de même; il n'y a pas un instant à perdre. J'enverrai de Tours quelques détails; mais il est superflu de les attendre. Il faut sauver Nantes, éteindre la Vendée, réprimer les élans despotiques de Carrier. C'est au nom de la patrie que je te recommande les mesures réclamées par les circonstances. »

Étudions maintenant les conseils généraux que ce même individu donnait à son ami Robespierre. Nous y chercherions en vain les traces de la férocité qu'on a reprochées à ce parti; mais en revanche nous y verrons de saines maximes politiques et le plus pur amour de la liberté. Certes, des hommes qui s'expriment ainsi dans leur intimité ne sont pas de sanguinaires tyrans.

« Je ne t'ai pas écrit depuis long-temps, mon

bon ami, parce que je te présumais très occupé et que je n'avais rien de très intéressant à t'écrire; que d'ailleurs je n'en continuais pas moins exactement de correspondre avec le comité de salut public. Aujourd'hui je veux te soumettre avec une entière franchise quelques observations sur Bordeaux, dont j'ai déjà fait connaître en détail la situation au comité. L'esprit, en général, est bon; la république est sincèrement aimée; le riche même, qui ne l'aime pas, lui prodigue des sacrifices, et l'égoïsme paraît s'éteindre. Mais d'abord le club national est sans aucune consistance, sans influence, sans énergie; à peine sait-on qu'il existe, et le dessein que j'ai formé de lui donner cette prépondérance qu'il doit avoir, est une exécution difficile. J'y travaille néanmoins sans relâche.

« Un grand reproche que j'ai à faire aux Bordelais, c'est qu'ils traitent le représentant du peuple comme un intendant de l'ancien régime. Passe-t-il dans les rues avec les gendarmes qui le suivent, on se découvre, on applaudit, quelques voix même crient : Vive le sauveur de Bordeaux ! Paraît-il au spectacle, au club ou dans une assemblée quelconque, les mêmes cris se font entendre. L'enthousiasme et l'idolâtrie sont poussés au dernier période, et j'ai remarqué que c'étaient les aristocrates eux-mêmes qui, croyant se donner un air de patriotisme, indiquaient souvent au peuple les battements de mains qui déshonoraient à mes yeux des hommes libres. On n'applaudit jamais à la

seule présence d'un homme libre , quand il parle , mais aux principes qu'il exprime.

« Quand on fait courir le bruit du prochain rappel des représentans délégués à Bordeaux et de leur remplacement , on dit que Bordeaux est perdu : on a dit même , et c'est dans une réunion nombreuse qu'a été proféré ce blasphème , on a dit qu'il faudrait que le peuple se portât en foule pour s'opposer au départ de son ami.

« J'ai tiré de ces faits , et d'une multitude d'autres trop longs à détailler , la réflexion , que je crois vraie , qu'un représentant du peuple , revêtu de pouvoirs illimités , ne doit jamais rester long-temps dans les mêmes lieux ; car , s'il se conduit mal , il ne faut pas lui laisser le temps de rendre le peuple victime de sa mauvaise conduite ; s'il se conduit bien , il faut craindre ce penchant trop facile du peuple à la reconnaissance et à l'idolâtrie , qui deviennent la mort de la liberté ; il faut craindre que le peuple ne se fasse une habitude , un besoin d'un homme , et qu'il ne s'identifie avec lui au point de ne pas croire pouvoir s'en passer.

« Du reste , je dois rendre justice à Ysabeau , qui n'a cessé de travailler à bien remplir sa mission , et qui mérite des éloges pour les services qu'il a rendus. Il désirerait lui-même être appelé d'ici à l'armée des Pyrénées occidentales , avoir un mois de repos dans les Pyrénées , après treize mois d'absence de Paris et de mission continue , et regagner ensuite son poste.

« Je te dirai maintenant deux mots de moi. Mes lettres au comité ont pu l'instruire de tout ce que j'ai dit et fait pour régénérer l'esprit public. J'ai saisi la dernière conspiration découverte, pour électriser un peu les sociétés populaires de Rochefort, de La Rochelle, de Saintes et de Bordeaux. Je vous ai parlé en détail de la disette de ce département et de ses causes, et je vous ai aussi rappelé l'infame guerre de la Vendée, et les moyens qui, d'après la connaissance que j'ai des faits et des localités, me paraissent puissants pour la terminer.

« J'ai toujours suivi dans ma mission le même système, que, pour rendre la révolution aimable, il fallait la faire aimer, offrir des actes de vertus, des adoptions civiques, des mariages; associer les femmes à l'amour de la patrie, et les lier par de solennels engagements. Ce système m'a bien réussi, et l'influence qu'un sexe obtient sur l'autre est un mobile puissant dans le particulier, comme dans le public, pour élever les âmes au degré de chaleur républicaine. J'ai envoyé au comité les détails de notre fête pour la plantation de l'arbre de Marat. J'ai aussi donné les mêmes exemples qu'à Port-Malo, Lorient, La Rochelle, Rochefort et Saintes; et les Bordelais ont par de publiques promesses réchauffé l'enthousiasme et présenté la carrière de la vertu, pour les presser de la suivre, à leurs époux, à leurs fils, à leurs familles entières, et à la commune qui en était témoin. Comme j'ai

vu les incalculables effets de ce genre de fêtes, j'ai cru salutaire de l'offrir au moins sur la scène à toute la France, et j'en ai composé un petit délassement patriotique, intitulé : *Les engagements des citoyens*. J'en ferai hommage au comité de salut public, et, s'il le juge bon, je ferai imprimer mon petit ouvrage et les détails d'exécution du ballet républicain qui le termine, pour être joué à Paris et dans les autres communes. Je n'ai pas regardé ce travail comme étranger à ma mission de former l'esprit public, et je n'y ai d'ailleurs donné que trois jours. Je t'embrasse. »

Les deux premières pièces que je viens de citer démontrent, je pense, jusqu'à la dernière évidence, qu'à Robespierre et à la partie du comité de salut public et de la Montagne, qui votait avec lui, ne doivent pas être attribuées les fureurs de quelques proconsuls, qui ont souillé les fastes glorieux de la république. La dernière prouve aussi qu'au milieu d'une anarchie nécessaire les hommes de tête et de cœur songeaient à jeter les fondements d'un régime heureux et tranquille, mais assis sur l'égalité la plus complète, sur la liberté la plus absolue. « Pour fonder la république, il faut la faire aimer, » disait souvent Saint-Just. Il ne voulait donc ni l'avilir, ni l'ensanglanter.

Certains actes de sévérité ont été cependant l'ouvrage de Robespierre et de ses adhérents. Tous étaient inflexibles, quand ils croyaient voir compromis le salut de la cause sainte. Aucun ne recu-

lait devant les conséquences de ses principes, quelque déplorables qu'ils pussent être transitoirement et quelques actes douloureux qu'ils pussent entraîner. Ainsi, ils ont frappé les chefs de la Gironde, les députés constituants qui rêvaient la constitution de 91, et les fougueux compagnons d'Hébert et les amis corrompus de Danton. Mais de ces vengeances légales, dont la nécessité leur semblait démontrée, aux sanglants holocaustes qui effrayèrent la France il y a une distance immense; il y a toute la distance d'un jugement qui frappe le crime, à un assassinat qui déchire l'innocence au milieu de sa famille. La différence qui existait entre Robespierre, Saint-Just et un Carrier, un Collot, un Lebon était celle qui sépare un magistrat juste, mais inflexible, d'un bourreau teint du sang qu'on l'a payé pour répandre. Robespierre et la Montagne excitaient, dit-on, aux excès. D'où vient qu'ils se sont séparés des vils et stupides démagogues de la commune? Robespierre et la Montagne brûlaient de répandre le sang. D'où vient qu'ils ont sévi contre un Vincent, un Ronsin et tant d'autres monstres sanguinaires? d'où vient qu'à la tête des ennemis qui les ont renversés se sont placés les Collot-d'Herbois, les Billaud-Varennes, les Carrier, tous les hommes de meurtre, tous les tigres à face humaine de cette triste et glorieuse époque?

Ce n'est point encore ici le lieu d'examiner le rapport de Courtois contre la république et contre Robespierre; mais les courtes réflexions que je

soumets dès à présent au lecteur seront autant de jalons qui me serviront à retrouver la trace des turpitudes de thermidor et des lâchetés des chefs qui se partagèrent le gouvernement après cette journée contre-révolutionnaire.

CHAPITRE XII.

Réflexions sur Houchard. — Son procès.

Nous avons vu comment le général Houchard fut destitué et incarcéré par ordre de Hentz, et comment la convention nationale approuva les mesures prises par ce représentant. Nous avons vu que, quoi qu'en aient dit les auteurs des *Victoires et Conquêtes* et la *Biographie des Contemporains*, je n'ai pris à cet acte de rigueur aucune part directe ni indirecte. Cependant ces grandes mesures, pleinement justifiées par les circonstances, portaient la terreur dans l'ame de la plupart des généraux de la république. Pichegru murmurait et répétait à qui voulait l'entendre que c'était un système arrêté; qu'on guillotinerait les chefs de toutes nos armées. Ces plaintes eurent leur écho dans le sein de la convention; Briez dénonça les fréquentes destitutions de généraux et en demanda compte au comité de salut public. Mais Barrère répondit à cette attaque par une brillante improvisation, dont je citerai quelques passages.

« Ce n'est qu'aujourd'hui, dit-il, que le comité de salut public a appris en même temps que la convention l'affaire de Menin, que nous ne connaissions pas, et sur laquelle Houchard avait gardé le silence. Elle nous est parvenue par voie indirecte. Il y a trouvé la confirmation des soupçons qu'il avait déjà conçus contre ce général. Quant à ce qu'il connaît, il a été chargé plusieurs fois d'être le porteur de nouvelles désastreuses. Il faut ici en analyser les causes, et cet examen vous donnera les motifs qu'on nous a demandés de la destitution et du remplacement de plusieurs généraux.

« Depuis long-temps le premier principe pour tirer parti du courage du soldat, le principe établi par Frédéric, et celui de tous les grands généraux, est d'avoir de grandes armées en masse plutôt que de partager ses forces. Au contraire, vous n'avez eu jusqu'à présent que des armées disséminées, morcelées, même lorsqu'on les rassemblait en masse; des généraux ignorants ou perfides les divisaient et les faisaient battre en détail, en les opposant toujours à un ennemi supérieur. Le comité a aperçu le mal; il a écrit aux généraux de se battre en masse : ils ne l'ont pas fait; vous avez eu des revers.

« Une autre cause de nos maux, c'est la méfiance et la trahison. Tous les hommes qui appartenaient à la classe nobiliaire sont frappés d'opinion : ce sont des traîtres commencés. Une voix générale s'élevait contre eux. Le comité vous en a avertis,

et vous avez reçu la même impulsion. Le comité a cru que vous ne deviez pas rappeler l'existence d'une caste détruite, en faisant des lois particulières à une classe d'hommes; il a cru que tous les gens suspects, en général, devaient être éloignés des armées. Les opérations qu'il a faites à cet égard devaient être secrètes, pour avoir leur succès; vous-mêmes l'y avez autorisé, en lui donnant tout pouvoir d'exclure les gens suspects des armées; mais il a dû prendre des ménagements, soit pour l'escadre qui est en mer, et qui est commandée en partie par des nobles, soit pour les armées de terre, où les nobles sont dépositaires des plans de campagne; il a fallu les tâter secrètement; connaître quels étaient ceux qui trahissaient, ceux qui étaient disposés à trahir, ceux sur qui on pouvait momentanément compter; enfin, ne pas opérer une subite désorganisation.

« C'est d'après ces motifs que nous avons fixés plus particulièrement notre attention sur des faits qui, quoique environnés de lauriers recueillis à Dunkerque et à Bergues, ne présentaient pas moins le caractère d'une adroite trahison. Je vous ai lu à cette tribune les relations de plusieurs avantages remportés sur les Anglais. On a cru d'abord que c'était la plus grande victoire. Mais les fonctions de votre comité ne se bornent pas à vous lire les lettres des généraux et à faire le rôle d'une froide gazette nationale; il doit s'assurer par lui-même de la vérité des faits. Examinant les résul-

tats généraux de l'affaire de Dunkerque , et les pertes que nous faisaient éprouver ces victoires même , par la mauvaise disposition qu'on donnait à nos armées ; il a dû épier le caractère particulier de chacun de ceux qui ont eu part à ces événements. Quatre faits rendent Houchard infiniment suspect : le premier , de n'avoir pas jeté à la mer les Anglais après leur déroute ; le second , de n'avoir pas taillé en pièce les Hollandais qu'il tenait cernés ; le troisième , de n'avoir donné qu'un mouvement partiel à l'armée , et d'avoir laissé dans l'inaction des troupes qui auraient pu être d'un grand secours , quand on assassinait la garnison de Cambrai dans un ravin ; enfin , d'avoir abandonné Menin , laissé tailler les derrières de cette armée , pendant la retraite , et d'avoir gardé le silence sur cette affaire. Tous ces faits , qui ne nous étaient qu'imparfaitement connus , ne nous inspiraient encore que de fortes préventions. Houchard , né dans les rangs obscurs d'une légion , parvenu au grade le plus éminent , après avoir fait en Allemagne plusieurs actions d'éclat , ne paraissait pas devoir être jugé aussi sévèrement , sans un examen approfondi des faits.

« Dans ces circonstances , un de nos collègues , d'un patriotisme prononcé , le citoyen Henz , est venu de l'armée. Ce commissaire intègre et éclairé a confirmé tous les rapports que nous avions déjà. Trente ou trente-deux mille hommes avaient été commandés par Houchard. Trente mille Français

contre les Anglais devaient les exterminer. Le général Houchard les divisa en trois colonnes; l'une, composée de dix mille hommes, fut confiée à Landrin, qui se cacha au moment de l'action; l'autre, dirigée du côté de la mer, ne produisit pas son effet, et donna aux Anglais le temps de se retirer; la troisième colonne fut dirigée sur Hondschoote; elle avait contre elle toutes les chances et les principales forces de l'ennemi; elle était composée de douze mille contre dix-huit mille bien retranchés. Voilà un morcellement qui ne peut être que l'effet d'une ignorance crasse ou de la trahison. Cette dernière colonne, la seule qui remplit son but, ne vainquit que par un effort de courage qui tient du prodige. Nous avons donc pris le parti de destituer le général Houchard et de mettre à sa place un général sans-culotte, un patriote prononcé.

« Nous nous sommes dirigés dans ce choix, principalement d'après le rapport de vos commissaires. Vos ennemis ont deux moyens de désorganiser vos armées : l'aristocratie qui trahit, c'est celle de vos généraux; la perfidie qui répand de fausses terreurs, qui fait fuir et qui met la confusion dans les troupes, c'est celle des états-majors. Ce n'est pas tant des Condés et des Turennes qu'il nous faut que de bons états-majors, et au-dessus d'eux un homme de probité.

« Le comité a pensé que la mesure de l'arrestation prompte et secrète répondrait des traîtres. Il

a sur-le-champ fait repartir Hentz avec un travail concerté entre le comité et le ministre. Ce travail a pour objet d'éloigner des armées, par des mesures successives et prudentes, les gens suspects, les étrangers, et surtout les nobles. On a paru témoigner quelque inquiétude sur ces destitutions : c'est sans doute parce qu'on n'en connaissait pas les motifs. Hentz doit être arrivé hier ; il a dû procéder au changement de l'état-major. Le comité a cru devoir lui laisser quelques jours pour faire ces changements sans commotion, pour ne pas imprimer de nouvelles secousses et de nouvelles craintes à cette malheureuse armée du nord, qui a déjà éprouvé quatre ou cinq trahisons. »

A la suite de ces explications, la convention passa à l'ordre du jour ; Houchard fut par suite de cette décision décrété d'accusation et livré au tribunal révolutionnaire. Assigné comme témoin pour déposer dans ce procès, je rapportai simplement ce que j'avais vu et entendu, sans ajouter aucune observation, sans rien dire qui pût aggraver la position de l'accusé ; je parlai avec la modération et les égards que l'on doit au malheur. J'avais l'intention d'entrer ici dans plus de détails ; mais, dans le dénûment où je suis de matériaux, sans avoir pour aider ma mémoire d'autres documents que quelques papiers et le *Moniteur*, je ne puis rendre un compte bien circonstancié du procès ; mais ce procès existe, et le lecteur peut vérifier ma véracité et la certitude de mes souvenirs, en

consultant le journal qui rendait compte des séances du tribunal révolutionnaire.

Je dois dire seulement pour ma défense, non moins que dans l'intérêt de la vérité, que Houchard est convenu publiquement que tout ce que je rapporte lui avoir dit sur la redoute était exact, mot pour mot; j'ai reconnu de même que ses réponses étaient telles qu'il me les avait faites; il est convenu également de tout ce que je lui avais dit vers les cinq heures à l'état-major. Mon collègue Delbret et les officiers présents en étaient d'ailleurs témoins.

Le duc d'York fut-il informé de nos intentions? A dix heures du soir, le même jour, il s'écria : *Nous sommes trahis, et par qui?* Aussitôt qu'il eût appris que les Français avaient remporté la victoire, il ordonna la retraite, et pendant la nuit son armée fila sur Furnes. Il craignait donc qu'on ne lui coupât sa retraite; mais on ne craint pas une chose impossible, et Houchard nous en garantissait l'impossibilité; le général Barthélemy, chef de l'état-major, n'écrivit sa lettre au ministre de la guerre qu'après m'avoir entendu me plaindre de ce que l'on ne s'était pas porté sur la chaussée de Furnes pour couper la retraite aux Anglais. « Le général Houchard craint que les Anglais ne lèvent le siège pendant la nuit, y est-il dit; sans cela ils seraient forcés de mettre bas les armes ou périeraient dans l'eau salée. »

Le soir, il croyait donc possible ce qu'il avait

refusé à deux heures. Mais, dit-on, c'était faute d'expérience : faute d'expérience ! n'aurait-il pas dû être informé le lendemain matin de la retraite des Anglais ? Quarante mille hommes, des fourgons, des voitures, de l'artillerie, ne passent pas ainsi sans être entendus de personne. Puisque le général Houchard craignait que les ennemis ne levassent le siège pendant la nuit, ne devait-il pas envoyer de grand matin à la découverte ? n'avait-il pas ses espions ? ne savait-il pas qu'ils sont nécessaires à une armée ? Les Anglais avaient bien été informés de la retraite des Français. Si le général Houchard eût ordonné à la garnison de Dunkerque de faire une sortie au moment où il ferait un mouvement pour s'en approcher, il n'aurait pas donné aux Anglais le temps de retirer de leur camp une grande quantité d'effets et de bagages ; mais il attendit qu'un tiers l'informât de la levée du siège !

Viendra-t-on dire qu'il n'avait plus de troupes disponibles, les ayant envoyées à la poursuite des huit mille hommes qu'il avait coupés ? Plusieurs généraux ont affirmé que c'était une fable de l'invention d'Houchard, et d'ailleurs ce général n'a plus parlé depuis lors de cette prétendue poursuite. Au reste, je dois dire que, malgré les affirmations des *Victoires et Conquêtes*, Carnot n'est point venu à Cassel ; il n'a point paru à l'armée ; il n'était pas à la bataille d'Hondschoote. S'il y eût été, on ne lui aurait point dit, comme à moi : *Vous n'êtes pas*

militaire. On ne l'aurait pas aussi facilement trompé, et le duc d'York et son armée auraient été faits prisonniers.

En résumé les commissaires conventionnels, dont on dit tant de mal, et que l'on accuse à tort et à travers d'avoir causé des défaites en substituant leurs plans à ceux des militaires expérimentés, les commissaires conventionnels, tant calomniés, ont été d'accord avec les généraux, ou plutôt les généraux ont été d'accord avec eux, pour livrer la bataille qui a sauvé Dunkerque.

Houchard hésitait au contraire à livrer bataille; pendant la bataille il hésitait à donner des ordres; après la victoire il hésitait à en tirer parti. Que d'hésitations chez un général, chez un chef d'armée et chez un homme qu'on présente comme un vieux militaire couvert d'honorables blessures⁽¹⁾, ayant une grande expérience de la guerre! Les auteurs des ouvrages cités sont en contradiction manifeste avec l'article où ils excusent ses fautes par son incapacité. Je ne prétends pas au surplus qu'Houchard ait manqué d'activité; voici au contraire un fait qui prouve qu'il en avait beaucoup.

Peu de temps avant son procès, un capitaine

(1) Quinze ans avant la révolution, Houchard était sous-lieutenant d'un régiment de troupes légères cantonnées en Corse. Il conduisait alors un détachement dans cette île; il reçut dans la joue un coup de fusil tiré par un de ses soldats. Voilà l'origine de la grande balafre qu'il avait à la figure, et qui s'est multipliée sous la plume de ses apologistes.

me fit le récit suivant, auquel je ne me permets pas de changer un seul mot : « Le général Houchard se présenta, dit-il, à l'avant-poste que je commandais; je le reconnus parfaitement; il était accompagné du colonel du 18^e régiment de cavalerie et de vingt cavaliers tant officiers que sous-officiers et soldats. Je pensai que le général désertait, car nous n'avions pas de postes en avant et il allait se trouver quelques pas plus loin au milieu des ennemis; le 8 à trois heures du matin il revint par la même route et je le reconnus également. »

Que l'on rapproche ce fait de l'arrivée à Hondschoote, vers onze heures du matin, de cinq mille Anglais tirés du camp devant Dunkerque ! Que l'on compare cette activité sans but possible autre que la trahison avec l'inaction de Houchard quand nous avions besoin de son activité, et qu'on juge cet homme représenté par des militaires français comme une innocente victime de la terreur !

De tous les officiers supérieurs Houchard était peut-être le moins propre à remplacer Custine. Je suis encore à comprendre l'aveuglement qui l'a fait élever à un si haut poste. D'abord, il ne jouissait pas d'une grande réputation comme militaire; je ne sais pas même s'il avait jamais commandé une division. A la tête d'un corps de cavalerie il aurait pu être à sa place, mais il n'était point fait pour commander en chef une armée. D'un autre côté, on devait prévoir quel serait le sort de Custine, et il n'était pas prudent de lui donner pour

successeur un officier qui avait servi sous ses ordres, qu'il avait protégé de tout son pouvoir, qui lui devait son avancement dans la carrière militaire. Houchard avait de l'attachement pour son protecteur, il dut être sensible à la mort de Custines : on a vu quel témoignage de mécontentement il donna en en recevant la nouvelle. S'il croyait son protecteur innocent, il ne se trouvait pas dans une disposition d'esprit et de cœur propre à bien servir un gouvernement qu'il accusait intérieurement d'avoir immolé un illustre guerrier à d'injustes haines.

Il est généralement reconnu aujourd'hui, et j'espère démontrer jusqu'à l'évidence, il est reconnu, dis-je, que des agents du gouvernement anglais et de l'émigration circonvenaient toutes les autorités révolutionnaires et poussaient aux excès dont la France a dû gémir.

Ces misérables profitaient sous le masque du patriotisme de toutes les circonstances favorables à la contre-révolution, et essayaient souvent avec un douloureux succès de dépopulariser la cause républicaine. Nous étions tous, pour ainsi dire, sous la surveillance de ces agents secrets dont le prétendu patriotisme inspirait la confiance aux plus purs républicains. Connaissant nos mœurs, nos goûts, nos désirs et nos passions même, ils en profitaient pour nous tromper et nous diriger vers le but qu'ils voulaient atteindre, *la contre-révolution*. Ne serait-ce pas à l'influence de mêmes agents

qu'il faudrait attribuer la nomination du général Houchard ? Ne pouvaient-ils pas nourrir l'espoir qu'il vengerait la mort de son protecteur et qu'ils tireraient parti de son influence, soit à cause de son incapacité, soit en l'aigrissant continuellement pour le déterminer à trahir la patrie ? Quoi qu'il en soit, le jour où il fut nommé général en chef fut un jour de malheur pour lui et pour la république (1).

(1) Plus de trente ans après la bataille de Hondschoote, je me trouvais au Mans, assis à table auprès d'un M. Odit, qui était passé en Angleterre en 1793, et qui était resté long-temps au service d'un lord. On parla des guerres de la révolution et du duc d'York. M. Odit nous rapporta avoir vu ce prince chez le lord au service duquel il avait été. Il nous affirma lui avoir entendu dire :

« J'avais promis trois millions à Houchard si on me laissait prendre Dunkerque, mais le commissaire de la convention prit le commandement de l'armée et il remporta la victoire. Il voulait me couper la retraite sur la chaussée de Furnes, et je n'eus que le temps pendant la nuit de me sauver de cette ville. »

Tous les regards se portèrent sur moi avec un air de surprise. M. Odit s'en aperçut et en demanda la cause. M. Langlechère, ancien juge au Mans, lui dit : « Si je ne craignais pas d'abuser de votre complaisance, je vous prierais de nous répéter ce que vous venez de dire : il y consentit et répéta mot pour mot les mêmes paroles ; alors M. Langlechère s'écria, en me désignant : Voilà le commissaire de la convention dont vous nous parlez. — Monsieur était donc militaire ? — Non, j'étais représentant du peuple, envoyé à l'armée avec des pouvoirs illimités. — C'était la première fois que je voyais M. Odit, et on ne lui avait point parlé de moi. Mademoiselle Latour, chez qui nous dinions, et M. Langlechère vivent encore, ils peuvent démentir un fait d'ailleurs connu de beaucoup de mes compatriotes. Que l'on compare ce propos avec ce que j'ai écrit sur la bataille de Hondschoote, et, sans donner à cette circonstance plus d'importance qu'elle n'en mérite, si on n'est pas convaincu comme moi de la trahison d'Houchard, on sera au moins bien disposé à le croire coupable.

Dans les deux ouvrages que j'ai combattus on se contente de dire : que le général Collaud commandait la droite, et le général Jourdan le centre ; il fallait ajouter, que ces deux généraux avaient , pendant cinq heures , essuyé un feu terrible ; que par leur présence et leur fermeté , ils avaient soutenu le courage de nos soldats ; que , blessés tous les deux , ils ont été forcés de se retirer quelques moments avant que la victoire fût décidée en notre faveur. Ainsi ces auteurs ne sont pas plus justes envers ces deux généraux qu'envers les conventionnels ; n'ont-ils donc des louanges que pour les chefs militaires qui ont compromis les destins de la France ?

A qui doit-on faire honneur de l'éclatante victoire remportée à Hondschoote ? Au vainqueur de Fleurus, qui me donna le conseil de cesser le feu ; et de nous précipiter au pas de charge sur Hondschoote. Aux généraux Collaud et Leclerc , aux deux généraux de brigade qui exécutèrent et dirigèrent l'attaque , à toute l'armée , qui , après cinq heures de combat et de fatigue , montra jusqu'où peuvent aller la persévérance et le courage des Français.

Voilà quels sont les vainqueurs de Hondschoote dont les commissaires conventionnels se sont honorés de partager les lauriers. Tout s'est fait sans Houchard ou plutôt malgré Houchard... à nous et l'armée française appartient la victoire de Hondschoote... à lui la retraite et le salut des Anglais.

Il a été puni et j'aurais voulu pouvoir laisser dans l'oubli ses fautes et son châtimement, mais ses imprudents apologistes m'ont forcé de rappeler les faits. A eux seuls doit être imputé ce qu'il y a de douloureux dans la discussion des actes de l'homme qui a rendu sur l'échafaud le compte de ses trahisons.



CHAPITRE XIII.

Nouvelle mission à l'armée. — Entretien avec Carnot. — Armée française rassemblée sous les murs de Philippeville, et commandée par le général Charbonnier. — Gorges de Boasut prises à l'arme blanche. — Rapprochements historiques. — La convention décrète que l'armée du Nord a bien mérité de la patrie. — On passe la Sambre. — Levasseur, suivi de deux ordonnances, s'élance au milieu des ennemis. — Toute l'armée se précipite sur ses pas. — Les Français et les ennemis entrent pêle-mêle dans la ville. — Vifs reproches du général Charbonnier au représentant Levasseur sur les dangers auxquels il s'expose.

Au milieu du mouvement révolutionnaire dont j'ai essayé de tracer une faible esquisse, plusieurs fois encore je fus envoyé à l'armée. Je m'appliquai constamment à remplir mes diverses missions en honnête homme et en bon citoyen : le comité de salut public apprécia ma conduite et Carnot surtout, à l'estime duquel je tenais plus particulièrement, m'en donna des témoignages qui me touchèrent. Un jour que j'étais allé au comité de salut public pour je ne sais quelle affaire il me dit, en présence de tous ses collègues : « L'armée du nord ne marche pas et nous ne savons pas pour-

15.

quoi; il faudra que tu y ailles toi-même. — Tu m'étonnes, répondis-je, Pichegru y commande en chef et deux braves patriotes sont auprès de lui. Nous ne pouvons rien craindre de ce côté. — N'importe; tout cela ne va pas, et un républicain comme toi peut seul en découvrir la cause. — Il faudrait donc rappeler les commissaires actuels, car je n'aime pas à partager la responsabilité de mes actes avec mes collègues. Plusieurs commissaires peuvent ne pas s'entendre. Un seul agit toujours suivant sa conscience et sous sa responsabilité. — Eh bien, mon ami, on les rappellera. Je ne voudrais pas qu'à cause de moi on fit une injustice à mes collègues. — On les enverra ailleurs. — Disposez donc de moi. « Et je partis, en effet pour l'armée. Dès lors sans aucun doute Pichegru méditait quelque trahison; mais la surveillance active des commissaires conventionnels arrêta l'exécution de ses coupables desseins. On lui a depuis érigé des statues et nous végétons dans l'exil !....

Avant d'aller au quartier-général de Pichegru; je me rendis d'abord à Philippeville, appelée à cette époque vedette républicaine.

Le comité de salut public y avait rassemblé une armée que le général Charbonnier commandait. Pour entrer en campagne on faisait de grands préparatifs qui nous laissèrent long-temps dans l'inaction. Carnot m'écrivit pour se plaindre de nos lenteurs; je rassemblai aussitôt un conseil de

guerre; je demandai aux généraux la cause du retard que l'on mettait à attaquer l'ennemi; ils me donnèrent des raisons qui ne me contentèrent pas, et je les engageai à le presser davantage. Je voyais du haut des remparts de Philippeville les vedettes ennemies, et je brûlais du désir d'en venir aux mains; aussi dis-je au général Charbonnier, que, si dans trois jours tout n'était pas prêt, je me mettrais à la tête de tous les braves et je marcherais avec eux en avant. Nous sortîmes enfin et nous attaquâmes l'ennemi, retranché sur les hauteurs qui dominaient les gorges de Bossut. Notre plan consistait à rejoindre l'armée du nord commandée par Pichegru, en passant sur le corps des Autrichiens. Il fallait d'abord les déloger des positions voisines de Philippeville; les ordres furent donnés; nos régiments de chasseurs, protégés par notre artillerie, grimpèrent sur les hauteurs, culbutèrent les Autrichiens, s'emparèrent des postes et nous assurèrent ainsi un libre passage à travers les gorges. Au plus fort de l'action je remarquai un général de brigade qui montrait une valeur peu commune et un dévouement à toute épreuve; je demandai son nom à un officier l'état-major qui se trouvait près de moi. « C'est le général qui commande l'avant-garde. — Mais comment se nomme-t-il? — Hardi. — Hardi! m'écriai-je en fronçant le sourcil. — C'est un très bon général, répliqua vivement cet officier, et de plus un bon républicain. » J'avais des notes

contre lui et pour ainsi dire des ordres pour le faire arrêter. Ce n'était pas assurément contre un homme de cette trempe que j'aurais sévi; je fus vers lui. « On dit que vous êtes un bon républicain. — Pourquoi donc pas? ne l'êtes-vous pas vous-même? Vous allez voir comme ils se battent pour la cause de la patrie. » Il dirigea aussitôt son avant-garde sur un chemin creux, dont les côtés étaient très élevés, laissant à peine le passage d'une seule pièce de canon. Je ne pus me défendre d'un sentiment de crainte en songeant que par la rupture d'un essieu de canon cette avant-garde pouvait être taillée en pièces sans qu'on eût le moyen de lui porter du secours. Nous sortîmes enfin de ce terrible passage, tandis que Charbonnier attaquait dans la plaine le centre du prince de Kaunitz. Le général Hardi rangea son avant-garde en bataille et lui fit longer des haies et des fossés qui se trouvaient sur la droite. L'ennemi s'était mis en ligne dans la plaine. Je crus voir un mouvement dans sa cavalerie, je le fis remarquer au général en lui disant : « Je crois qu'ils se préparent à nous charger. — Qu'ils viennent, je les attends de pied ferme. — Il ne faut pas les attendre mais aller à leur rencontre au pas de charge. — On n'a jamais fait une pareille manœuvre. — Avec des républicains, il ne faut que montrer où est l'ennemi. — Eh bien, allons! » Il fait battre la charge; je parcours la ligne en disant aux soldats de ne tirer qu'à la portée du pistolet et de croiser la

baïonnette. On avance non au pas de charge mais au petit pas ; la cavalerie ennemie s'élance sur nous, notre infanterie la reçoit par un feu de file sur toute la ligne, mais notre feu engagé de trop loin fut peu meurtrier. Les Autrichiens s'arrêtèrent, firent volte-face et se retirèrent ; nous vîmes les officiers ennemis rallier leurs cavaliers à coups de sabre pour les forcer à faire une seconde charge : Pendant ce temps notre arrière-garde sortait des gorges et formait une seconde ligne. Quand l'ennemi exécuta sa seconde charge, il fut repoussé par un feu de file tiré à portée de fusil. Quelques cavaliers ennemis, emportés par leur courage ou par leurs chevaux, tombèrent sur notre première ligne et nous culbutèrent quelques soldats, mais le corps entier fut chassé et battit en retraite. Charbonnier fit alors sa jonction avec nous ; nous étions maîtres des hauteurs et de toute la plaine, nos avant-postes entraient au même instant dans Beaumont, et les Autrichiens en pleine fuite laissaient le chemin libre entre nous et Pichegru. Je rendis compte au comité de salut public de cette brillante affaire, en faisant un éloge mérité du général Hardi ; et je terminai ainsi ma lettre : « Il y a aujourd'hui cent ans que Louis XIV a tenté de franchir les gorges de Bossut, il y perdit beaucoup d'hommes et d'artillerie et n'eut aucun succès, parce qu'il n'avait que des esclaves à sa suite ; aujourd'hui nous avons franchi ce passage et remporté une victoire éclatante, parce que nous avons combattu

pour la patrie et pour la liberté. » Barère, en lisant ma lettre à la convention, ajouta : « Levasseur nous indique la manière d'écrire la révolution. » Un député qui avait été informé de la manœuvre exécutée par notre division, demanda pour nous l'honorable décret, que l'armée du nord avait bien mérité de la patrie. La décision fut prise à l'unanimité, au milieu des plus vifs applaudissements. J'étais seul représentant du peuple à cette armée.

Nous passâmes la Sambre pour la première fois. Nous nous portâmes ensuite sur Thuin ; notre armée se rangea en bataille dans une plaine qui se trouve vis-à-vis de cette ville. Thuin était défendu par un rempart assez long, et par un fossé qui avait peu de largeur et de profondeur. Au-dessus de la porte du côté de France on avait placé une batterie de canons ; le rempart était d'ailleurs bien garni d'infanterie. Nous n'étions pas encore à portée de fusil, et l'artillerie faisait déjà feu sur nous. Nos soldats approchaient lentement et avec un sentiment d'hésitation. Plein d'impatience, je parcourus la ligne en criant *en avant !* La tête de mon cheval était tournée du côté de Thuin. En faisant des gestes avec mon sabre, pour donner le signal de marcher en avant, je touchai involontairement mon cheval de l'éperon. Ce bel animal, ennuyé de sentir cette excitation continuelle, prit le mors aux dents, et m'emporta vers l'ennemi. J'avais quatre ordonnances avec moi ; mon cheval fran-

chit le fossé, ceux de deux de mes ordonnances en firent autant; nous nous trouvâmes au milieu des ennemis. Toute l'armée, infanterie et cavalerie, se précipita sur le rempart pour venir à notre secours. Les soldats ennemis, qui se trouvaient près de la porte, entrent précipitamment dans la ville, où nos soldats les suivent et se heurtent pêle-mêle avec eux. Je me trouvai à la tête d'une colonne qui se ralliait sur la place; nous nous battîmes dans les rues; j'ordonnai un feu actif qui fit beaucoup de mal à l'ennemi; la ville fut bientôt évacuée, et les Autrichiens nous laissèrent un grand nombre de prisonniers. Le général Charbonnier et les autres officiers supérieurs me firent de vifs reproches de m'être exposé ainsi. Je n'étais pas, dirent-ils, à ma place; je m'étais exposé à me faire tuer ou à être pris, et on les aurait accusés de m'avoir sacrifié, pour se débarrasser de moi. Déjà mon secrétaire (1), qui venait de me rejoindre, m'avait fait part des plaintes des généraux. Je lui répondis que mon cheval m'avait entraîné malgré moi. « Comment! ce n'était donc pas ton intention? Non, assurément. — Eh bien, ne le dis qu'à moi. » J'aime à rappeler ce mot d'un ami, qui voulait par une innocente tricherie m'assurer un peu de gloire. En soupant, les généraux recommencèrent d'une

(1) C'était un homme de lettres, mon ami intime, et qui avait désiré m'accompagner pour savoir ce que c'était que la guerre; il était fort brave.

manière très affectueuse à me faire des reproches : je les remerciai en leur disant qu'à l'avenir je serais plus sage.

Notre armée était subordonnée à l'armée du nord commandée par le général Pichegru , et nous ne devions faire aucun mouvement que de concert avec lui. Quatre généraux de division , Scherrer , Kléber , Charbonnier et Desjardins , agissaient ensemble ; toutes les opérations étaient concertées et décidées dans un conseil de guerre , auquel je présidais comme représentant du peuple.

Je ne terminerai pas ce chapitre sans raconter une anecdote qui peut donner une idée de mes relations avec les généraux , et de l'extrême sévérité que je croyais nécessaire au service de la république. Le lendemain de l'affaire des gorges de Bossut , j'allai visiter le général Hardi , qui , comme je l'ai déjà dit , commandait notre avant-garde. Général , lui dis-je , je viens passer la nuit avec vous. Il me remercia de cette preuve de confiance , et m'assura que nous pouvions dormir tranquilles. Il me quitta ensuite pour visiter les avant-postes. Je fis de mon côté une tournée dans le camp. Un chef de bataillon était avec quelques officiers aux dernières limites du camp. « Où est donc votre tente ? lui demandai-je en riant. Il me montra le ciel. Et votre matelas ? du pied il frappa la terre. Alors , continuai-je avec gaité , je puis , sans crainte de vous gêner , vous demander une place dans votre lit. » Je m'assis en effet au bivouac , et je passai

ne partie de la nuit à converser avec ces braves militaires.

Quand je rentrai au quartier-général, Hardi tait couché; ses ronflements et son sommeil enrecoupé ne me laissèrent pas long-temps ignorer qu'il était dans un état complet d'ivresse. Ses aides-le-camp paraissaient fort embarrassés; ils eussent bien voulu me cacher l'état du général, mais ils lurent bientôt s'apercevoir que je n'avais plus rien à apprendre.

Je soupai avec un œuf cuit sous la cendre et une once de pain de munition; repas plus que frugal qui n'était guère différent de ceux que je faisais la plupart du temps à l'armée. Je me couchai ensuite sur un peu de paille, et je dormis très bien; car il n'est rien de tel que la fatigue des camps pour donner du prix au plus mauvais lit.

Le lendemain le général Hardi, un peu confus, vint s'excuser auprès de moi de l'état dans lequel je l'avais trouvé. « N'ayant aucune provision, disait-il, il avait pris un ou deux verres de vin qui avaient fermenté dans sa poitrine d'une manière extraordinaire; il ne fallait donc pas attribuer son ivresse à un excès mais à la mauvaise disposition et à la fatigue. — Et si l'ennemi eût fait une attaque de nuit, qui aurait commandé? lui dis-je. Je ne reçois point vos excuses, car le premier devoir d'un général est la vigilance. Si je faisais moi-même mon devoir, je vous destituerais. Allez, je vous méprise. » Et je lui tournai le dos sans pousser plus loin l'ex-

plication. Cependant je n'avais nullement intention de lui nuire; car, malgré cette faute, c'était un brave militaire qui s'était toujours battu avec distinction. Il est mort depuis à Saint-Domingue de la fièvre jaune.



CHAPITRE XIV.

Entrevue du général Pichegru et de Levasseur. — Conseil de guerre où se trouvent Saint-Just et Lebas. — Levasseur propose à Saint-Just d'aller voir l'ennemi de près. — Visite de Saint-Just à Levasseur. — Une carabine chargée part entre les mains de Saint-Just. — Réflexions sur cet événement. — Aveux de Saint-Just. — Levasseur et le général Charbonnier à Fontaine-Lévéque. — Ils chassent des pillards français. — Réconciliation du général Kleber et de Levasseur. — Preuve d'amitié que le général donne dans la suite à Levasseur.

Je restai quelques jours à Thuin avec le général Charbonnier. Pendant que j'y étais encore, le général Pichegru vint visiter notre armée; je me rendis à l'abbaye de Lobe où était le quartier-général. Un de mes collègues, qui accompagnait Pichegru, s'avança vers moi, m'embrassa, me prit la main et dit au général Pichegru : « Général, c'est l'honneur de vous présenter mon collègue Levasseur de la Sarthe. Je reculai trois à quatre pas, je répliquai avec fierté : Il me semble que tu devrais plutôt me présenter le général. » Pichegru

me témoigna le plaisir qu'il avait de faire ma connaissance (1).

Pichegru eut, dans la journée qu'il passa auprès de nous, plusieurs entretiens particuliers avec le général Scherrer; le soir il rejoignit son armée. Après son départ, les généraux tinrent un conseil de guerre : St-Just et Lebas s'y trouvèrent; c'était la première fois que je voyais ces deux députés à l'armée. Il était un peu tard quand j'entrai au conseil; je demandai sur quoi avait roulé la délibération: « Nous avons décidé, me dit le général Scherrer, de faire demain une pointe sur Nivelles avec dix mille hommes d'élite de notre armée commandée par le général Kleber (2). — Quel est votre but? — De prendre des chevaux; nous en manquons pour les différents services. — Vous vous y prenez un peu tard, ce coup de main eut dû être fait hier sur toute la ligne. — Nous enleverons des grains. — Fort bien

(1) Avant cette entrevue le général Pichegru m'avait écrit pour me demander la grace de trois officiers arrêtés à raison de faute de discipline. J'accordai cette grace, et dans la lettre que j'écrivis à ce sujet au général je terminai par cette phrase : « Je serai charmé de faire votre connaissance un jour de bataille. » Il termina aussi sa lettre de remerciements par la même phrase.

(2) Il est à présumer que dans les conversations que Pichegru eut particulières avec Scherrer, il lui conseilla de faire cette pointe sur Nivelles; c'est Scherrer lui seul qui en fit la proposition au conseil de guerre. L'on prétend que cette pointe avait pour but d'inquiéter l'ennemi pendant que Pichegru ferait une tentative sur l'armée du Nord. D'après les informations que j'ai prises, il ne se passa rien à l'armée du Nord le jour où eut lieu cette malheureuse pointe sur Nivelles; j'ai toujours cru que de ce temps Pichegru nous trahissait.

tais déjà inquiet pour les subsistances de l'armée : des voitures ? — Nous allons en demander au commissaire-ordonnateur Vaillant. — Il n'en a pas pour le service ordinaire ; je viens d'en mettre enquisition dans trois départements : elle ne sont pas encore arrivées. — Nous prendrons des bœufs. — Oui, quelques vaches, quelques moutons, est-ce que l'ennemi n'a pas son parc de bœufs sur ses derrières ? — Je conviens, me dit-il d'un air impatienté, que notre expédition n'a pas le sens commun ; mais l'ennemi nous surprendra de grandes vues et fera quelque mouvement dont nous profiterons. Je me levai de mauvaise humeur, je m'approchai de Scherrer en lui disant :

Je croyais que la guerre était un art ; il n'en est pas beaucoup cependant pour faire je ne sais où aller, je ne sais où, et revenir je ne sais comment. Si l'ennemi est averti de votre mouvement par ses espions, il vous attaquera demain et vous précipitera dans la Sambre. — Eh bien, représentant, donnez-nous des ordres. — Je ne suis pas militaire, j'use du droit que j'ai de vous faire quelques observations. St-Just, Lebas et les généraux dirent pas un seul mot. Je retournai à Thuin, très mécontent, avec le général Charbonnier.

Le soir, comme on en était convenu dans le conseil de guerre, on tira de l'armée dix mille hommes pour les porter en avant ; ils devaient s'arrêter à quelques lieues, faire halte et tomber sur Nivelles dès la pointe du jour. Je fus réveillé

de très grand matin par le bruit du canon; je courus chez Charbonnier qui dormait et ronflait presque aussi fort que le canon; je le réveillai en disant : « Tu dors, général et on se bat! — Ah! qu'ils feraient bien mieux de dormir! — Oui, mais l'ennemi s'est éveillé de grand matin avec de belles intentions. — Nous les verrons venir. — Envoyez un de vos aides-de-camp du côté de Merbes-le-Château pour savoir ce qui se passe, je vais rentrer chez moi et je me tiendrai prêt à monter à cheval lorsque vous me ferez avertir de tout ce qui se passe. » L'aide-de-camp ne revenant pas assez vite, jem'impatientai comme c'était assez mon habitude, je montai à cheval et je pris la route de Merbes-le-Château. Je rencontrai à moitié chemin St-Just, Scherrer, Kleber et Desjardins : « Comment, leur dis-je, vous venez du quartier-général et on se bat là-bas. — Est-ce que vous croyez, me dit Kleber d'un ton fort dur et d'un air fâché, que nous avons peur. — Eh! je ne vous suppose pas un pareil sentiment; mais quand il y a quatre généraux, il me semble qu'il devrait s'en trouver un où l'on se bat. — Nos avant-postes, me dit le général Scherrer, ont été attaqués avec la plus grande fureur et nous avons été obligés de passer la Sambre. Nous avons laissé un général de brigade pour défendre le pont et nous allons à Thuin pour nous concerter sur les moyens de repasser la rivière. — Je ne vous rappellerai pas ce que j'ai dit hier, le mal est fait, il faut le réparer. » Je les accompagnai à Thuin. En arrivant je

demandai à Saint-Just s'il avait donné des ordres pour marcher en avant. — Non, mais je crois qu'il y a des traîtres et il faut chercher à les connaître. — Il n'est pas question de traîtres, l'ennemi n'a-t-il pas ses espions qui l'aurent informé de la séparation des dix mille hommes de notre armée et du mouvement qui s'est opéré.» Je laissai les généraux à Thuin se concerter entre eux ; je me portai sur une hauteur d'où l'on voyait le camp ennemi ; St-Just m'accompagnait. Nous vîmes très distinctement l'ennemi mettre le feu au canon. Je dis à mon collègue : « Les représentants du peuple ne doivent pas voir de si loin une bataille ; courons dans la mêlée ? — Que veux-tu que nous allions faire là ? » Cette réponse fit sourire quelques officiers qui se trouvaient près de nous. J'en pris de l'humeur, et je dis ironiquement à St-Just : « Je vois que l'odeur de la poudre t'incommode. » Je le quittai ensuite en donnant de l'éperon à mon cheval. J'arrivai près du pont, où je trouvai un général de brigade qui m'apprit que le feu de l'ennemi commençait à se ralentir, il ajouta qu'il n'y avait rien de mieux à faire que de conserver la tête du pont et de se tenir sur ses gardes. Je revins à Thuin (1).

(1) Les auteurs des Victoires et Conquêtes et du Manuel des braves l'ont pas été heureux dans le choix qu'ils ont fait d'un combat pour reprocher aux conventionnels d'avoir prescrit aux généraux de passer la nuit. Si Saint-Just et Lebas en avaient donné l'ordre, le général Scherer n'aurait pas manqué de le dire.

Le lendemain Saint-Just vint dans ma chambre : j'étais occupé de mon courrier et je le priai de me laisser finir ma lettre. Pendant que j'écrivais il aperçut ma carabine, s'en empara et s'amusa à en examiner la batterie : elle était malheureusement chargée, le coup partit, la balle passa près de moi et alla percer mon porte-manteau qui était sur une chaise, à cinq ou six pas ; je me levai aussitôt, le fusil était tombé des mains de Saint-Just, il pâlit, chancela et se jeta dans mes bras. Il me dit ensuite d'un ton pénétré : « Ah ! Levasseur, si je t'avais tué ? — Tu m'aurais joué un vilain tour ; si je dois mourir d'un coup de fusil, que ce soit au moins d'une main ennemie. » En entendant la détonation, plusieurs officiers qui étaient près de ma porte entrèrent précipitamment dans ma chambre et trouvèrent Saint-Just dans mes bras et aussi pâle que la mort. « Pardon, représentant, mais le bruit d'une arme à feu nous a inquiétés et nous sommes entrés pour voir ce qui se passait, » me dirent-ils. Je leur racontai ce qui venait de nous arriver et je les remerciai de leur bienveillante attention ; ils se retirèrent. Hélas ! à quoi tient la vie et l'honneur d'un homme ! Je pouvais être tué et Saint-Just aurait infailliblement été accusé de meurtre par les officiers qui avaient entendu la réponse ironique que je lui avais faite la veille. Craignant toutefois qu'on n'eût des soupçons injustes à ce sujet, j'eus l'attention de me promener dans la journée bras dessus bras dessous avec mon collègue. Pen-

dant cette promenade j'eus avec lui une conversation qui mérite d'être rapportée. Comme je lui disais : « Vous avez donc supprimé les défenseurs officiels au tribunal révolutionnaire. Si votre tribunal est composé d'anges, vous avez raison ; mais ce sont des hommes : *Erudimini vos qui judicatis* (1). — Tous les jurés sont des patriotes, me répondit-il ; au reste encore quelques châtimens et le règne de la clémence va être mis à l'ordre du jour. — Vous vous y prenez un peu tard ; un parti vous devance peut-être et se servira de ces moyens pour vous renverser. — Il n'y a qu'un républicain comme toi qui puisse me parler ainsi sans me paraître suspect. Que n'ont-ils mis de suite en pratique leur projet de pacification, ils auraient épargné bien du sang et peut-être leur pouvoir, conservé plus long-tems, eût été utile à la France, sur laquelle il a pesé si douloureusement et qu'on a renversé au moment où il allait porter ses fruits !

Les dispositions étant prises pour repasser la Sambre, je la traversai sur un pont de bateaux avec la brigade Marceau que commandait le général Charbonnier. Nous éprouvâmes plusieurs obstacles que le courage de nos troupes surmonta ; d'abord l'endroit n'était pas commode pour établir un pont de bateaux, ensuite il fallut traverser

(1) C'est vers le même temps que le comité de salut public fut dénoncé par Camille-Desmoulins dans *Le-Vieux-Cordelier*, et par Philippeaux dans son fameux rapport sur la Vendée.

un bois taillis, monter par des chemins escarpés et très étroits où le moindre embarras dans les équipages de l'artillerie pouvait arrêter la marche de la colonne ; malgré tant de difficultés nous débouchâmes en bon ordre dans la plaine, où Charbonnier fit ranger son armée en bataille. J'aperçus alors une petite ville qui était à la portée du canon, je lui demandai quel était le nom de cette bourgade. — Fontaine-Levêque. — L'avez-vous fait reconnaître ? — Donnez-nous donc le temps de respirer ! — Eh bien, dis-je en riant, allons voir ce qui se passe à Fontaine-Levêque ? — Je le veux bien, allons. » Nous primes avec nous une vingtaine de cavaliers et quelques gendarmes, des officiers voulurent aussi nous accompagner et nous marchâmes vers Fontaine-Levêque. En entrant dans la ville, nous entendîmes des cris perçants : des soldats français traînaient des femmes par les cheveux, d'autres battaient les habitants ; indigné de ces actes de violence, j'ordonnai aux gendarmes de tomber sur ces coquins à coups de plat de sabre et de les chasser loin du bourg ; mes ordres furent exécutés à l'instant. Au milieu des pillards se trouvait un capitaine, je courus vers lui : Comment, lui dis-je, un capitaine peut-il donner l'exemple du pillage et de la désertion ! vous êtes indigne de servir dans les armées de la république, et de commander à des Français, en même temps je lui arrachai ses épaulettes en lui ordonnant de s'éloigner. Le général m'avait laissé faire sans dire un

seul mot, mais quand le capitaine fut à quelques pas de nous : « Représentant, me dit-il, ce n'est pas ainsi que vous arrêterez le pillage; nous avons des gendarmes; il fallait faire arrêter le capitaine et quelques soldats, les traduire devant un conseil de guerre qui les aurait fait fusiller comme pillards et même comme déserteurs. — Bah! les morts ne sont bons à rien; ces soldats se battront bien demain : quant au capitaine, il se souviendra de la leçon, et il achètera d'autres épaulettes. Tenez, général, ajoutai-je en riant, j'ai la barbe bien longue et vous pareillement, faisons nous raser ici et nous pourrons dire que nous nous sommes fait raser à la barbe de l'ennemi. » Ce n'était qu'une plaisanterie, mais le général Charbonnier prit la chose au sérieux; il plaça des vedettes en divers endroits et nous entrâmes chez un perruquier. Je n'aurais point parlé de cette plaisanterie, que beaucoup de personnes trouveront assurément inconvenante sous tous les rapports, mais elle eut long-temps après des suites sérieuses que je ferai connaître et qui me contraignent à la rapporter. Nous nous emparâmes donc de Fontaine-Lévêque, mais il nous fut impossible de conserver long-temps notre position au-delà de la Sambre : dès le lendemain nous fûmes attaqués vigoureusement et forcés de la repasser. J'étais désolé, je ne savais à qui reprocher des opérations si mal concertées. De trahison, je n'en voyais point l'ombre, mais l'incapacité des chefs était flagrante. On a voulu cependant rejeter

tout le mal sur les conventionnels : l'injustice de ce reprochese relève d'elle-même : Guyton de Morveau était avec moi à l'armée. Les généraux ne recevaient de nous ni ordres ni reproches ; Saint-Just ne se mêlait point de la guerre, ainsi la faute de notre revers était tout entière aux généraux. Pichegru, sans doute, cherchait de son côté à entraver nos opérations quoiqu'il fit preuve du sans-culotisme le plus outré ; mais à l'armée des Ardennes, les chefs, quoique dévoués, servaient, par leur manque d'expérience, les vues de ce misérable ambitieux. Cependant Carnot se plaignait de ce que nous n'étions pas à Charleroi. Je souffrais de ces reproches auxquels je ne pouvais opposer que mes conseils, souvent mal reçus des généraux. En dépit de mes efforts nous repassâmes la Sambre à Marchiennes-au-Pont. C'est là que, dans un moment de halte, je rencontrai le brave Kléber. Depuis notre entrevue sur le chemin de Thuin, il me parlait très froidement et paraissait mécontent de mes reproches : je craignis d'avoir offensé un si vaillant soldat ; je fus à lui : « Kléber, lui dis-je, nous allons voir l'ennemi de près, peut-être un de nous restera sur le champ de bataille, peut-être même tous les deux : nous ne sommes pas faits l'un et l'autre pour mourir ennemis, embrassons-nous. — Moi votre ennemi, s'écria-t-il, je vous estime trop pour cela ! » Il m'ouvrit aussitôt ses bras ; je m'y précipitai. Mon cheval, dont j'avais lâché la bride, s'éloignait ; Kléber,

qui avait et la taille et la force d'un Hercule , me retint dans ses bras et me fit asseoir sur son cheval : nous nous embrassâmes de nouveau. Tous les militaires qui étaient près de nous applaudirent en criant *Bravo!* Ils aimaient Kléber et voyaient avec plaisir les témoignages d'amitié et de confiance que je lui prodiguais. Depuis cette époque nous avons toujours été amis (1).

(1) Il m'a donné dans une circonstance bien malheureuse une preuve de son attachement pour moi. Je ne puis passer sous le silence un trait qui fait honneur au cœur de cet illustre guerrier. Après le 9 thermidor, les réacteurs firent décréter à la convention l'arrestation de plusieurs de ses membres ; je fus du nombre des proscrits , et on me conduisit à la citadelle de Besançon. J'écrivis à mon fils, aide-de-camp du général Jourdan, que j'allais mourir sur un échafaud pour avoir aimé et servi ma patrie. Je lui rappelai que la meilleure manière de venger ma mort était de continuer à défendre la république, etc. Mon fils reçut cette lettre au moment où il était à table avec plusieurs généraux, il se leva aussitôt. Le général Jourdan voyant son émotion et ses larmes essaya de le consoler : « Console-toi, lui dit-il, un républicain, un honnête homme comme ton père ne doit mourir qu'au champ d'honneur. » Mon fils se retira dans une chambre voisine. Après le dîner Kléber vint le trouver et lui demanda la lettre qu'il venait de recevoir ; après l'avoir lue, il lui dit en le serrant dans ses bras : « Si votre père succombe sous les traits de ses ennemis, je vous servirai de père, comptez sur moi. C'est un devoir que je serai heureux de remplir. »

CHAPITRE XV.

L'armée marche sur Marchiennes-au-Pont. — Préparatifs du siège de Charleroi. — Levasseur fait différer le siège jusqu'à l'arrivée de l'armée de la Moselle. — Détails donnés par un déserteur ennemi. — On bombarde Charleroi. — Levasseur met le feu au premier canon de signal. — Attaque vigoureuse de l'ennemi. — Le général Jourdan conseille de lever le siège. — Motifs qui déterminent Levasseur et Gayton de Merveaux à nommer le général Jourdan général en chef. — Cette nomination est approuvée par le comité de salut public. — Prise de Charleroi.

Après bien des marches et des contre-marches nous cherchions toujours à investir Charleroi sans pouvoir réussir à nous en approcher. Enfin l'armée française chercha à s'emparer de Marchiennes-au-Pont: une fois en possession de cette place, le siège devait être dirigé d'une manière régulière. Quand j'arrivai sous Marchiennes mon collègue Saint-Just et l'état-major s'y trouvaient déjà réunis. Ils étaient tous dans un grand embarras: un ordre interpestif avait fait avancer la cavalerie, dont nous n'avions que faire; ordre lui avait été donné de se retirer, mais cette retraite sans but avait jeté le découragement dans les rangs de l'in-

fanterie, qui refusait d'avancer. Je me rendis au milieu d'elle : « Fantassins, m'écriai-je, c'est moi qui ai donné l'ordre à la cavalerie de se retirer; le poste d'honneur appartient à l'infanterie, je ne souffrirai pas qu'on vous l'enlève. Quand nous aurons culbuté l'ennemi, la cavalerie viendra charger à son tour; suivez-moi, mes amis, je vais vous conduire au chemin de la gloire et de l'honneur. » On m'obéit et malgré la résistance de l'ennemi nous nous emparâmes de Marchiennes-au-Pont où le quartier général fut établi. Charleroi fut dès lors cerné et on fit tous les préparatifs d'un siège en règle; l'armée de la Moselle marchait à grandes journées pour venir nous rejoindre; le général Jourdan était arrivé en avant, et il se trouvait avec nous. Sa présence me donnait de la confiance, car j'ai toujours aimé cet officier. Je reçus une lettre de Carnot, qui portait en substance : « L'ennemi a évacué la forêt de Mormale et se dirige sur vous, il faut attaquer vigoureusement Charleroi, le prendre ou vous retirer. » J'allai trouver les généraux pendant qu'ils dinaient et je leur demandai si Charleroi était fortifié de manière à offrir beaucoup de résistance. « Les Hollandais, me dit le général Scherer y ont passé l'hiver, ils ont fait beaucoup d'ouvrages en terre qui en rendent l'abord difficile. — Les avez-vous vus? — Non, c'est d'après le rapport qui nous a été fait que je parle. — Il faut nous en assurer par nous-mêmes. » Nous montâmes à cheval après le dîner. Le général Marescot,

qui commandait le génie, était monté sur une rosse ; je le plaisantai sur son triste équipage et je lui offris de lui prêter un cheval : « Tenez, général, ajoutai-je, si nous prenons Charleroi je vous prierai d'accepter ce cheval. — Il est à moi, » répondit Marescot, et il était si persuadé de ce qu'il disait qu'il ne me le rendit pas.

Nous approchâmes le plus près possible de Charleroi. Je demandai aux généraux comment ils trouvaient le gâteau. « Pas facile à entamer, me dit en riant l'un d'eux. — Il faut le prendre d'assaut. — Représentant, me dit le général Scherer, donnez-nous en l'ordre. — Combien croyez-vous que nous perdrons d'hommes ? — Huit mille, et nous ne sommes pas sûrs de réussir. — Je ne veux point de Charleroi à ce prix : l'armée de la Moselle arrivera dans trois jours ; une victoire donnera cette ville à meilleur marché.

Nous étions encore réunis quand on vint nous annoncer qu'un déserteur demandait à parler au général. On le fit entrer : c'était un chasseur qui parlait français ; il nous apprit que dix-sept escadrons et cinq mille hommes d'infanterie venaient d'arriver à marche forcée au camp ennemi, la journée du lendemain devait se passer en préparatifs et l'on devait nous attaquer le surlendemain. « Il ne faut pas, dis-je aux généraux, donner aux ennemis le temps d'assurer tous leurs moyens. il faut les attaquer demain ; j'ai observé que quand nous sommes prévenus nous ne sommes pas si

sûrs de la victoire que quand nous prenons l'offensive. — Nous ne sommes pas en forces pour livrer bataille, répliqua le général Scherer, mais si l'ennemi nous attaque nous lui répondrons. » La journée du lendemain se passa à canonner et bombarder Charleroi sans avoir à essuyer d'engagements sérieux.

Il était convenu que l'on débiterait par un feu terrible contre Charleroi, afin d'étonner les ennemis. Un coup de canon devait donner le signal à toutes les batteries. Quand tous les préparatifs furent faits : « Qui est-ce qui doit tirer le premier coup de canon, dit un aide-de-camp de Scherer, si ce n'est le représentant du peuple, qui est depuis trois jours à la tranchée avec nous ; » il me présenta la mèche en ajoutant : « Venez, représentant, donner le signal de la victoire, elle doit vous suivre partout.

L'ennemi était aussi préparé que nous, car il répondit coup pour coup à notre attaque : le feu devint terrible de part et d'autre. Mon collègue Guyton de Morveau était présent ; ce respectable vieillard montrait le plus grand sang-froid. Sa modestie et sa simplicité empêchaient que les généraux ne fissent attention à lui. J'étais peiné du dédain avec lequel on le traitait, et je tenais à honneur de lui faire rendre les hommages qui étaient dus à son caractère et à ses talents. Une plaisanterie suffit pour fixer sur lui l'attention et lui faire décerner des respects mérités. « Gen-

darmes, dis-je au plus fort de l'action en désignant du doigt mon collègue, arrêtez cet homme et conduisez-le au quartier-général. Les généraux, étonnés, me regardèrent, Guyton ne disait rien. — Vous ne savez donc pas, ajoutai-je alors en riant, que nous avons parmi nous l'un des hommes les plus savants de France. Je veux empêcher qu'il ne soit frappé d'un boulet de canon, et c'est pour cela que je le fais emmener. » Guyton et les généraux se mirent à rire, et depuis lors on s'empressa autour de mon célèbre collègue et l'on ne manqua pas de lui rendre les honneurs qui lui étaient dus.

Le lendemain nous fûmes attaqués vigoureusement; nos troupes résistèrent long-temps; mais un village situé vers notre centre, où l'on n'avait mis qu'un bataillon, fut pris par l'ennemi, qui déboucha en forces sur ce point. Je vis aussitôt que nous allions être coupés sur notre gauche. Je rencontrai au même instant le général Jourdan, qui sans avoir de commandement observait ce qui se passait, je courus vers lui. « Je crois, général, que nous sommes coupés. — Je vous cherchais pour vous le dire. — Eh bien, que faut-il faire? — Lever le siège, ou vous êtes exposé à perdre toute votre artillerie. »

Nous cherchâmes le général Scherer et nous lui fîmes part de tout ce qui se passait. Il ordonna la retraite. Le quartier-général s'établit à Montignille-Teigneux où nous n'eûmes point d'affaire, quoi

qu'en disent les auteurs des Victoires et Conquêtes et du Manuel des Braves. Est-ce par la faute des conventionnels que l'on fut obligé de lever le siège de Charleroi, et de repasser la Sambre ? nos détracteurs l'affirment. Il résulte cependant des faits que j'ai rapportés que si nous combattons en soldats nous n'avons jamais commandé comme généraux. Certes si l'on ne consent à nous attribuer aucune part aux succès, on n'a pas non plus le droit de mettre sur notre compte les défaites.

Depuis long-temps je voyais avec peine l'armée commandée par quatre généraux ; je n'avais, d'ailleurs, aucune confiance en Scherer ; je ne voulais qu'une tête et des bras. J'avais déjà fait part de mes observations à Saint-Just, il m'avait répondu que le comité de salut public ne voulait point mettre une grande armée sous le commandement d'un seul, parce que c'était donner à un militaire un pouvoir très dangereux pour la liberté ; un général en chef, ajoutait-il, pourrait abuser de son influence et de son crédit pour renverser le gouvernement. Le temps a prouvé que le comité de salut public avait raison.

A peine arrivé à Montigni-le-Teigneux, je sentis la nécessité d'avoir avec mon collègue Guyton de Morveau une conversation particulière. « Tu vois, mon ami, lui dis-je, comme tout va avec quatre généraux ; il n'y a pas possibilité de faire réussir une seule entreprise majeure ; crois-tu que celui qui n'a pas été d'avis d'une opération, se batte

bien pour la faire réussir ? Desjardins est brave, mais il me dit tous les jours qu'il n'est pas en état de commander une grande armée ; le général Scherer veut tout ramener à son avis et je n'ai pas grande confiance en lui. Quel rôle va jouer ici Jourdan, dont l'armée arrive demain ? il va donc se trouver sous les ordres de la majorité du conseil.... Cela ira mal, car cela fera un dissentiment d'opinion de plus. J'ai conçu le projet de réunir l'armée des Ardennes et du Nord à celle de la Moselle, et de nommer le général Jourdan général en chef de cette armée combinée. Qu'en penses-tu, mon collègue ? — Tu es plus au fait des affaires militaires que moi ; j'ai la plus grande confiance en toi, et tes raisons me paraissent fort justes ; fais comme tu l'entends. » Nous prîmes un arrêté par lequel nous donnâmes le commandement en chef des armées réunies au brave Jourdan. Les autres généraux restèrent sous ses ordres comme généraux de division.

Le général Jourdan fit beaucoup de difficultés pour accepter le commandement en chef ; il nous fit observer qu'il ne connaissait pas notre armée, qu'il aurait désiré avoir la sienne avec ses généraux dont il était sûr ; qu'il avait été obligé de laisser une forte division commandée par le général Lefèvre ; et qu'enfin, il désirait que cette division fût remplacée par celle des Ardennes. Nous lui accordâmes tout ce qu'il désirait. Il me dit en particulier qu'il croyait que Carnot n'approuve-

rait pas sa nomination, et il me donna à ce sujet des raisons qui ne me convainquirent pas.

Le lendemain, je partis pour Paris. J'exposai au comité de salut public les motifs qui nous avaient déterminés à nommer Jourdan général en chef. Carnot me dit que notre arrêté était déjà confirmé, ce qui me fit le plus grand plaisir.

Pendant mon absence le général Jourdan repassa la Sambre; on recommença le siège de Charleroi. Deux bataillons français occupèrent le village qui avait été forcé par l'ennemi. Enfin, après plusieurs alternatives de succès et de défaites, Jourdan remporta à Fleurus la victoire célèbre qui a couvert d'une gloire immortelle et l'armée et son général. Charleroi se rendit alors. Est-ce par la faute des conventionnels que l'on passa et repassa tant de fois la Sambre? non, certes; nous ne réclamons pas la gloire de Fleurus; qu'on ne rejette pas sur nous les fautes qui l'ont précédée.

Guyton de Morveau était venu à l'armée pour essayer l'effet d'un aérostat; on sait qu'il était un des plus grands chimistes de l'Europe: il monta dans la nacelle avec un officier nommé Lomet. Les auteurs précédemment cités ne daignent pas les nommer et voudraient faire croire que cet aérostat était de l'invention du général Jourdan. Comment l'animosité avec laquelle on poursuit les conventionnels dans tous les ouvrages sur les guerres de la révolution ne s'est-elle pas arrêtée devant le nom célèbre de Guyton de Morveau? Pourquoi

vouloir ravir à deux braves citoyens l'honneur d'avoir contribué au succès de cette mémorable journée? Est-ce parce que Guyton de Morveau était conventionnel? la haine devrait, il me semble, s'arrêter devant le génie. Permis à ceux qui ne sentent point les élans de patriotisme dont nous étions brûlés, de nier les effets de ce sublime enthousiasme. Mais qui osera nier la gloire, comme savants, des Guyton et des Fourcroy? l'esprit de parti suffirait-il pour étouffer tout sentiment de justice?

CHAPITRE XVI.

Levasseur reçoit du comité de sûreté générale l'ordre de se rendre à Sedan.

— Arrestation des membres de la commune. — Portefeuille du général Lafayette. — Un jeune garçon se jette aux genoux du représentant en lui redemandant son père. — Le général Wirron envoyé par Levasseur pour défendre les prévenus près du comité. — Patriotes mis en liberté. — Effets déplorables de l'esprit de parti et de réaction. — Retour à l'armée du nord.

Pendant que j'étais à l'armée du nord, je reçus un arrêté du comité de sûreté générale, qui ordonnait l'arrestation des membres du conseil général de la commune de Sedan. Ils étaient désignés par leurs noms et devaient être traduits sans délai au tribunal révolutionnaire; l'arrêté portait que j'étais chargé de son exécution. Cette commission me causa une vive peine, d'abord à cause de son objet, ensuite parce qu'elle m'enlevait à l'armée. J'ai toujours éprouvé depuis un vif regret de n'avoir pas refusé, d'une manière positive, cette désagréable mission, quoique ce refus eût pu m'être plus que préjudiciable. C'est la seule fois dans ma

vie que j'aie eu à sévir contre des concitoyens, et je ne me rappelle jamais cette circonstance sans douleur. J'obéis pourtant; je me rendis à Sedan, accompagné du général Wirrion, qui commandait la gendarmerie d'élite, et je fis arrêter tous ceux qui étaient désignés dans l'arrêté du comité de sûreté générale. Heureusement il s'en trouva plusieurs qui étaient alors absents. Ceux qui étaient à Sedan et qui furent incarcérés demandèrent à me parler, j'y consentis; ils me dirent : « Nous vous prions de nous instruire de la cause de notre arrestation afin que nous puissions préparer nos moyens de défense. — J'obéis aux ordres du comité de sûreté générale, je ne suis jamais venu à Sedan; je ne connais aucun de vous. — Mais pourquoi le comité de sûreté générale nous fait-il arrêter? — Tenez, lisez, voici l'arrêté.

CONVENTION NATIONALE.

Comité de sûreté générale et de surveillance de la convention nationale.

Du 4 floréal an II de la république française.

Le comité de sûreté générale, vu un procès-verbal du conseil général de la commune de Sedan, sous la date du 14 août 1792, qui met en état d'ar-

restation les mandataires du peuple qui furent envoyés vers la frontière des Ardennes, après la fameuse journée qui renversa le trône, et considérant que cet acte sacrilège constitua tous les signataires de ce procès-verbal en état de la plus criminelle résistance à la volonté nationale; que tous les principes du plus audacieux royalisme y sont consignés de la manière la plus odieuse; qu'il est dit dans cette déclaration, *que l'assemblée nationale était obsédée par une horde de factieux qui remplissaient alors la capitale de sang et de carnage; qu'elle n'a pu agir avec la liberté qui appartient à tout corps délibérant; que le décret qui prononce la suspension du roi viole de la manière la plus outrageante la constitution; que ce décret doit être regardé comme monstrueux.* Considérant enfin que le susdit procès-verbal de la commune de Sedan contient tous les principes les plus révoltants et les plus opposés à la volonté du peuple, que ses mandataires ne firent que consacrer dans la mémorable journée du 10 août; que le dessein perfide des signataires de cet acte de rebellion n'a été que trop manifeste, soit en mettant en arrestation les commissaires de l'assemblée nationale, soit en voulant soulever l'armée et soustraire les généraux traîtres, surtout Lafayette, qui la commandait; soit enfin en délibérant que le monstrueux procès-verbal serait envoyé aux administrateurs de districts et de départements, pour répandre partout le germe de la guerre civile et

relever le trône du tyran ; arrête que les nommés *Deroussaux*, maire ; *Le Gardeur le jeune* ; *Faulin*, *Husson*, *Saint-Pierre*, *Lamotte-Germain*, *Fournier*, *Petitfils*, *Verrier*, *Gigon-Saint-Simon*, pour lors officiers municipaux ; *Le Noir Peyre*, procureur de la commune ; *Varoquier père*, *Grosselin père*, *Le Gardeur l'ainé*, *Fosfoy*, *Le Chanteur*, *Mesmie*, *Hennug*, *Edet le jeune*, *Chayaux Caillon*, *Gibon*, *Veviron*, *Édet*, menuisier ; *Ternaux* (1), *Jacques de Latre* et *Ludet père* ; *A. C. Rousseau*, *Dalché père* et *Hermet Servain*, notables (2), tous signataires de l'infame procès-verbal de la com-

(1) M. Ternaux heureusement n'était point à Sedan, il ne fut point arrêté. La France a conservé ce célèbre manufacturier, et a trouvé en lui un défenseur de plus à la tribune de la chambre des députés pour ses droits les plus sacrés.

(Note de l'auteur.)

(2) Le général Lafayette bien informé que trois commissaires du corps législatif étaient envoyés pour l'arrêter eut assurément bien raison de se sauver, mais n'aurait-il pas pu le faire sans compromettre les membres de la commune de Sedan en leur ordonnant d'arrêter ces trois commissaires et de les mettre en prison ? Le registre de la municipalité, les pièces trouvées dans le portefeuille que ce général oublia si malheureusement dans sa tente, et qui fut envoyé ensuite à Paris, prouvent qu'ils ne l'ont fait qu'à sa demande*.

(Note de l'auteur.)

* Le vainqueur qui a aussi été au milieu de la lutte des partis eût peut-être dû songer avant d'accuser le général Lafayette que c'est chose naturelle à chaque parti de faire tous les efforts possibles pour assurer son triomphe, et de ne s'avouer vaincu que lorsqu'il y est contraint par la force. Avant de céder à la force, Lafayette a cru devoir se défendre. L'abandon de ses soldats lui a fait perdre le fruit de ses peines ; mais il ne pouvait pas prévoir cet abandon lorsqu'il s'est préparé à combattre. Il est malheureux sans doute que d'estimables citoyens se soient trouvés entraînés dans sa ruine, mais c'est l'une de ces chances de la guerre qu'il ne pouvait ni calculer ni empêcher.

(Note de l'éditeur.)

mune de Sedan, du 14 août 1792 (vieux style), seront traduits sans délai au tribunal révolutionnaire ; que ledit procès-verbal sera envoyé à l'accusateur public, qui à sa diligence poursuivra les prévenus ; charge de l'exécution du présent arrêté le citoyen Levasseur, représentant du peuple, invite ce représentant à faire apposer les scellés sur tous les papiers des prévenus, distraction faite de ce qui se trouvera de suspect pour être rapporté au comité de sûreté générale. Le charge en outre de s'entourer des lumières des patriotes, et de réunir toutes les autres pièces de conviction contre les susdits signataires susnommés et qualifiés.

Signé, Les représentans du peuple, membres du comité de sûreté générale.

ÉLIE LACOSTE, VADIER, LOUIS (du Bas-Rhin),
LAVICOMTERIE, VOULLAND.

« Représentant, me dit l'un des malheureux proscrits avec avoir lu l'arrêté, si vous nous envoyez au tribunal révolutionnaire nous sommes perdus ; nous vous prions avec instance de nous faire conduire au comité de sûreté générale, afin que nous puissions donner sur cette affaire toutes les explications nécessaires à notre justification : il y a une amnistie en notre faveur. — Vous avez vu que l'arrêté est motivé ; je ne sais si je puis prendre sur moi de souscrire à vos demandes : je vais

y réfléchir. Je me retirai alors pour prendre des informations sur les accusés; on me dit que parmi eux beaucoup avaient signé de confiance l'écrit dénoncé, comme cela arrive dans toutes les grandes assemblées; d'ailleurs, en général, ils jouissaient de l'estime publique. On ajouta même que les Anglais verraient avec plaisir la mort des chefs des manufactures de Sedan, et que ces perfides ennemis pourraient bien être les instigateurs des mesures de rigueur que l'on avait fait prendre au comité de sûreté générale. Ce qui n'était alors qu'un doute pour moi est maintenant une certitude, quand je me rappelle ce qu'ils ont fait à Quiberon, à Toulon, et que je songe à tant d'autres événements de la république et de l'empire.

Ces renseignements m'inspirèrent un vif désir d'être utile aux inculpés. En conséquence, je les fis conduire à Paris avec recommandation de les adresser au comité de salut public. Je chargeai le général Wirron de les accompagner et de parler en leur faveur. Je lui remis en outre une lettre fortement motivée pour Élie Lacoste qui avait signé le fatal arrêté. Je gardai, d'ailleurs, l'arrêté qui était un acte d'accusation tout dressé et je fis, au contraire, passer au comité toutes les pièces justificatives qui tombèrent entre mes mains.

Le soir, une scène à laquelle je ne m'attendais pas vint encore aggraver la douleur que m'avait causée une si cruelle mission. J'assistai à la séance de la société populaire. Mon arrivée avait fait quelque

bruit et l'on savait que je me rendrais infailliblement dans le sein de la société. Aussi ne pus-je pas y jouir de la faveur de l'*incognito*. Un jeune enfant vint se jeter à mes pieds en me demandant la grâce de son père. Je pris cette innocente créature dans mes bras et je mêlai mes larmes aux siennes. Quoi ! c'est moi, m'écriai-je, qui prive un fils de son père, une famille de son chef ! quelle affreuse commission !

Hélas ! cette mission de Sedan, dans laquelle la convention ne m'a laissé que le rôle d'un instrument passif, est la plus triste circonstance de ma vie. Je me rappelle pourtant avec satisfaction que j'ai adouci autant qu'il était en moi les ordres qui m'étaient transmis, et que je n'ai ajouté aucune rigueur aux rigueurs de l'arrêté du comité de sûreté générale. Cette douloureuse mission a pourtant été pour moi une source féconde de calomnies. Il est facile de les braver quand on a la conscience pure ! J'ai d'ailleurs pour moi la certitude qu'en mourant les tristes victimes de Sedan n'ont pas pu me maudire et m'attribuer leur mort. On verra dans la suite de ces mémoires que plus tard les députés du département des Ardennes me rendirent justice et convinrent que dans cette déplorable mission je n'exécutai pas l'arrêté dans toute sa rigueur.

Je ne fis arrêter à Sedan que ceux qui étaient désignés par leurs noms dans l'arrêté, et je m'empressai de faire élargir ceux qui étaient désignés dans l'arrêté qui suit :

CONVENTION NATIONALE.

Comité de sûreté générale et de surveillance de la convention nationale.

Du 2 floréal an II de la république française.

Le comité de sûreté générale arrête que les citoyens *Vassault*, maire de Sedan; *Durege*, chirurgien-major, *Pommier*, commissaire des guerres, *Varoquier* fils, *Jorry*, adjudant-général, *Charbonnier*, *Evin*, médecin de l'armée, *Cayrol*, commissaire des guerres, *Jacquemart*, employé aux effets militaires, *Fichet*, soldat au 45^e régiment, *Davranges*, accusateur public du tribunal militaire; *Collot*, ci-devant écrivain, suivant le commissaire-ordonnateur, seront mis sur-le-champ en liberté; invite le représentant du peuple, *Levasseur*, à faire lever en sa présence les scellés apposés sur les papiers du citoyen *Lambert*, commissaire-ordonnateur de l'armée des Ardennes, et de transmettre au comité de sûreté générale tous les papiers qui pourraient s'y trouver de suspects. afin que le comité puisse statuer définitivement sur le sort du citoyen *Lambert*, à la vue des charges qui se trouveront contre lui.

Arrête également que les citoyens L'Ecole, Valta et Rostolan seront également élargis.

Signé, les représentants du peuple,
membres du comité de sûreté générale,

ÉLIE-LACOSTE, LAVICOMTERIE, DUBARRAN,
LOUIS (du Bas-Rhin), AMAR, M. BAYLE.

Le département des Ardennes est un de ceux qui ont le plus souffert pendant la révolution. Deux partis très opposés s'y faisaient une guerre à mort. Plusieurs députés y furent envoyés en mission, et malheureusement ils se laissèrent influencer par les factions ou n'agirent que suivant leurs opinions privées, sans tenir compte de l'opinion publique. Les modérés avaient destitué les patriotes et les avaient fait mettre en prison; ceux-ci réclamèrent près des comités de salut public et de sûreté générale. On envoya d'autres députés, qui mirent à leur tour en liberté les patriotes, et en arrestation leurs ennemis, et *vice versa*. Ceux désignés dans l'arrêté ci-dessus étaient des patriotes, que je rendis à la liberté d'après l'ordre que j'en avais reçu du comité. Plusieurs membres de l'administration du département, par suite d'un revirement de parti, se trouvaient incarcérés. Le général Wirrion me parla en leur faveur, et, à mes risques et périls, je les fis élargir. Je n'en avais pas le droit. Nous pouvions bien faire arrêter un ci-

toyen, mais nous ne pouvions lui rendre la liberté que d'après une décision des comités de salut public ou de sûreté générale. Fatale prérogative qui permettait d'exciter des douleurs, mais non point de sécher des larmes ! Toutefois je ne reçus aucun reproche de l'acte en quelque sorte arbitraire que l'humanité m'avait commandé. Fatigué d'une mission si fâcheuse, je voulus avant de retourner à l'armée du nord prendre quelques jours de repos. Je me retirai chez un parent du général Wirrion, qui avait une ferme considérable appelée la Fosse aux Lions. C'est là que les citoyens que j'avais fait mettre en liberté vinrent me remercier. Après le 9 thermidor le fermier fut arrêté pour m'avoir reçu chez lui ; et tous ceux que j'avais rendus à la liberté, d'après l'ordre qui m'en avait été donné par le comité de sûreté générale, furent incarcérés de rechef.... presque tous ont péri sur l'échafaud !.

CHAPITRE XVII.

Le comité de salut public accusé d'entretenir la guerre en Vendée. — Levasseur envoyé en mission pour empêcher les Vendéens de passer la Loire. — Autorités civiles et militaires convoquées. — Mesures prises à Saumur pour s'opposer au passage des Vendéens. — Révolte des prisonniers Vendéens. — Saumur mis en état de siège. — On découvre que les Vendéens doivent attaquer Angers.

Avant de revenir aux discussions de la convention je vais finir par ma mission en Vendée le sommaire rapide de mes travaux à l'armée. Je suis pour cela obligé, comme dans le chapitre précédent, d'abandonner l'ordre chronologique et d'anticiper sur quelques événements que j'aurai à raconter en détail. L'armée vendéenne avait passé la Loire (1) et s'était portée sur Grandville dont

(1) *Extrait du Manuel des braves :*

- Le parti des Bretons, à la tête duquel se trouvait le prince de Talmont, ne voyait qu'avec peine la résolution prise par l'armée royaliste de se rapprocher de la Loire pour reporter la guerre civile sur son premier théâtre. La proposition de se jeter en Bretagne fut renouvelée après la bataille d'Antennin ; mais la majorité des chefs, qui connaissait à cet égard les disposi-

elle espérait s'emparer, mais d'où elle fut repoussée; elle revenait sur ses pas pour rentrer dans

- tions des Vendéens, persista dans la détermination arrêtée, et l'armée
- se dirigea sur Angers, à l'effet de s'en emparer et d'assurer ainsi le passage du fleuve qui la séparait du sol témoin de ses premiers exploits.
- La garnison d'Angers consistait en quatre mille hommes de troupes régulières, sous les ordres des généraux Boucret et Damican. A l'approche de l'armée vendéenne toute la garde nationale prit les armes, déterminée à s'ensevelir sous les ruines plutôt que de se rendre.
- L'attaque commença le 5 décembre à onze heures du matin. Les royalistes s'emparèrent d'abord des faubourgs, abandonnés par les habitants.
- On avait relevé au moyen de sacs à terre une partie des remparts de la ville garnis d'ailleurs de vingt pièces d'artillerie depuis la porte de Saint-Aubin jusqu'à la haute chaîne. Ces canons répondirent avec succès à l'artillerie vendéenne, braquée contre la ville. L'infanterie occupait tous les retranchements, et les Angévins combattaient aux postes les plus périlleux; les femmes même partageaient le danger commun; elles portaient des munitions et des vivres, et prodiguaient les secours aux blessés. Les assaillants font partout les plus vigoureux efforts; le brave général Beaupuy que ses blessures avaient retenu à Angers s'était transporté sur les remparts, il est blessé de nouveau. Plusieurs officiers supérieurs et un municipal nommé Lebreton sont tués sur la muraille.
- Cependant la longue résistance des Angévins rebute les soldats royalistes. L'arrivée d'une troupe de cavalerie légère sur les derrières de leur armée, et la nouvelle d'un rassemblement de forces à Châteaubriant pour venir au secours de la ville assiégée, achèvent de les décourager. Larochejacquelin emploie vainement toutes les instances, toutes les menaces, pour engager ses troupes à tenter un dernier effort. Il leur représente que l'artillerie vient d'ouvrir une brèche par laquelle il leur sera facile de pénétrer dans la ville; et, pour leur donner l'exemple de l'intrépidité, il y marche lui-même suivi des chefs forestiers Desessarts, Boispréaux, et de quelques autres. Boispréaux est tué, Desessarts dangereusement blessé; mais les Vendéens, découragés, ne font aucun mouvement pour seconder le dévouement de leurs chefs. La retraite est demandée de toutes parts, et Larochejacquelin au désespoir est forcé d'en donner le signal. L'armée royaliste se retire enfin après une attaque qui avait duré trente heures.

la Vendée. Dans le même temps, Condé, Valenciennes et Landrecies étaient tombés au pouvoir de l'ennemi. Cet état de choses jeta une grande défaveur sur le comité de salut public. D'un autre côté trois députés de la convention venaient d'être décrétés d'accusation pour une affaire de fournitures dans laquelle leur probité était compromise. Fabre d'Eglantine, dont la culpabilité n'était pas bien connue, en craignait les suites. Les amis des prévenus, et surtout Fabre d'Eglantine désiraient à quelque prix que ce fût sauver leurs complices. Pour cela il fallait renverser le comité de salut public et le remplacer par des affidés qui pussent donner à cette affaire une tournure toute différente de sa véritable physionomie. C'est alors que parut la fameuse lettre de Phelippeaux, affidé du parti de Fabre et de ses complices; de Phelippeaux, agent de Danton et de Lacroix, dans laquelle ce député accusait le comité de salut public d'être l'auteur de la guerre de la Vendée et de la prolonger pour éterniser son pouvoir. Camille Desmoulins, homme de bonne foi, mais allié à la faction, fit paraître en même temps son vieux Cordelier, ouvrage plein de verve satyrique et de vérités d'un ordre élevé, mais dans lequel il reprochait au comité de salut public les mesures de rigueur dont il s'était servi. Il parlait de clémence et nous étions tous prêts à entendre ce langage, mais il récriminait en même temps contre un passé auquel il avait concouru et dont la nécessité avait légitimé les rigueurs. Le comité

de salut public me manda près de lui. Carnot m'appria de la manière la plus pressante d'aller dans la Vendée. « On nous accuse, me dit-il, d'entretenir cette malheureuse guerre. Prieur, membre du comité, est à l'armée de Mayence, nous ne pouvons pas être partout. Nous avons donné des ordres tout le long de la Loire pour empêcher le passage de l'armée vendéenne. Tu prendras une copie de nos arrêtés et tu verras qu'ils ne sont exécutés nulle part. Nous avons tiré de l'armée du nord une division forte de dix mille hommes avec une bonne artillerie commandée par le général Dabem que tu as vu à l'armée du nord.

« Tout cela ne servira de rien si les Vendéens passent la Loire et rentrent dans un pays dont ils connaissent jusqu'au moindre buisson. » Je refusai d'abord, ne voulant pas être témoin des horreurs d'une guerre civile, mais enfin je cédai aux instances, je pourrais dire même aux prières de Carnot. Il était quatre heures du soir quand je sortis du comité. « Si tu pouvais partir demain, me dit Carnot, tu nous ferais grand plaisir à tous. — Et pourquoi pas ce soir, lui répliquai-je, il ne faut jamais remettre au lendemain une affaire pressée. »

Je partis en effet avant 9 heures avec un garçon de bureau qui me servit de domestique. J'arrivai avant midi à Orléans; j'eus avec les autorités constituées une conférence sur la marche des Vendéens et j'acquis quelques renseignements importants.

Je partis d'Orléans le soir fort tard et j'arrivai de grand matin à Blois. J'eus encore un entretien avec les autorités de cette ville et le commandant de la place; le résultat m'amena à faire partir pour Tours un des deux bataillons qui étaient à Blois, dans la crainte que les Vendéens ne prissent la route de Vendôme pour venir passer la Loire à Blois. Je pris un arrêté par lequel je réglai toutes les dispositions nécessaires pour empêcher les Vendéens de passer. J'ordonnai de faire sauter une arche du pont dans le cas où on serait averti que les Vendéens eussent véritablement l'intention de prendre cette route. A Tours, je fis également rassembler les autorités. Je demandai à Clément de Ris, président de l'administration du département, s'il avait reçu un arrêté du comité de salut public qui ordonnait de faire couper la partie du pont qui était en bois; «oui, me répondit le président.— Et pourquoi donc cela n'est-il pas fait?—Nous avons communiqué à l'ingénieur en chef l'arrêté du comité de salut public. — Ainsi vous croyez votre responsabilité à couvert? Ne devez-vous pas surveiller l'exécution des ordres que vous donnez? faites venir cet ingénieur.»

En passant sur le pont j'avais remarqué cinq ou six travailleurs qui débarrassaient les gravois dont sa surface était encombrée; j'avais aussi remarqué qu'un grand nombre de grands bateaux étaient amarrés sur la rive droite du fleuve, et qu'à ne portée de canon il y avait une éminence où

l'on pouvait établir une batterie pour faciliter le passage de la Loire. Je demandai au commandant de la place pourquoi il n'avait pris aucune précaution militaire pour s'opposer au passage des Vendéens, dans le cas où ils tenteraient de former un pont de bateaux; j'ajoutai que l'on aurait dû établir deux redoutes en terre sur la rive gauche pour s'opposer aux travaux de l'ennemi. Le commandant me répondit qu'il n'avait point reçu d'ordre. Dès que l'ingénieur parut je lui demandai sévèrement s'il avait reçu l'arrêté du comité de salut public. Sur sa réponse affirmative, et sur ce qu'il avait dit qu'il y avait beaucoup de gravois mastiqués qu'il fallait faire enlever, et que cela demandait du temps. « Oui, répliquai-je, quand on n'emploie que cinq à six ouvriers »; et sans rien ajouter je demandai une plume et du papier, et je rédigeai l'arrêté suivant.

« Le représentant du peuple arrête que dans 24 heures la partie en bois du pont sera coupée. L'ingénieur est chargé de cette opération, sous sa responsabilité. Les autorités locales sont chargées de surveiller ledit ingénieur. » L'ingénieurs'en alla murmurer. De concert avec le commandant, nous décidâmes qu'il serait établi deux redoutes sur la rive gauche, afin de pouvoir faire un feu croisé sur la place occupée par la partie du pont en bois. Nous visitâmes l'éminence qui domine la ville et où j'avais eu, en arrivant, l'idée d'établir une redoute pour disputer aux Vendéens leur entrée de ce côté; mais y ayant réfléchi plus sérieusement, j'

ne jugeai pas ces travaux d'une utilité absolue; le commandant fut de mon avis. Je partis fort tard de Tours, le même jour, et j'arrivai à Saumur dans la nuit. Je descendis dans une auberge, où je demandai un lit, car j'étais excédé de fatigue. L'aubergiste me refusa assez durement: je crus qu'en faisant connaître ma qualité de représentant du peuple je serais mieux traité, mais je me nommai en vain. Quand il fit jour je donnai des ordres pour rassembler les fonctionnaires: je leur annonçai que l'armée vendéenne était en marche pour passer la Loire; que, dans l'incertitude du lieu où elle pouvait se présenter, il fallait prendre toutes les mesures convenables pour leur disputer le passage. Je dis au commandant de la place de l'accompagner vers les lieux où les Vendéens pouvaient passer; je remarquai que la tête du pont sur la rive droite était dominée par des bâtiments assez élevés. Si les Vendéens étaient parvenus à s'y loger, ils auraient eu une grande facilité pour assurer le passage des leurs sur ce pont.

Je donnai ordre de vider à l'instant ces maisons, de les remplir de fagots et d'autres matières combustibles et d'y mettre le feu au moment où les ennemis se présenteraient. Je fis ensuite établir une route en terre sur le milieu du pont. Après avoir liqué tout ce que je croyais utile pour opposer une forte résistance à l'ennemi, je me rendis à la maison de ville où toutes les autorités étaient réunies. Pendant que nous étions à discuter sur les

moyens de défense, on vint nous avertir que les prisonniers se révoltaient; cet incident donna lieu à de vives interpellations et à des récriminations violentes entre tous les fonctionnaires. « Je vous leur dis-je, que tout le monde veut commander ici, mais je n'y trouve pas mon compte; je vais mettre Saumur en état de siège : général *Coumer*, vous seul commanderez ici ; à vous seul on obéira ; mais vous seul, aussi, serez responsable. — Représentant, je ne suis pas en état d'occuper cette place. — Comment ! général, quand il n'y a rien à faire, vous acceptez toutes les places, vous autres officiers supérieurs, et dans les occasions difficiles vous cherchez à vous excuser sur votre peu de savoir ! c'est manquer à la république : je ne trouve que vous ici et je vous prends ; malheur à vous si les ennemis passent par Saumur. » Dans le même moment, on vint nous dire une seconde fois que les prisonniers se révoltaient. « Quels sont ces prisonniers ? — Ce sont des Vendéens. — Combien sont-ils ? — Trois cents environ. — Ce sont de très mauvais hôtes très dangereux dans ce moment ; je sais qu'il y a beaucoup de partisans ici. Si les Vendéens viennent attaquer Saumur, ils peuvent forcer la prison pour faire une diversion, peut-être même mettre le feu aux maisons du côté de la rive gauche : il faut conduire tous les prisonniers à Orléans ; indiquez-moi un brave homme à qui on puisse confier cette affaire. » On me présenta le citoyen Pet

Cet homme accepta la tâche difficile que je lui

destinai; mais il exigea une forte escorte, et le commandant de place déclara formellement qu'il ne pouvait pas la détacher de la garnison sans compromettre sa responsabilité. J'étais dans une triste alternative dont Petit me tira en me disant qu'il se chargerait volontiers de la conduite des prisonniers, si on l'autorisait à les attacher deux à deux et à faire tirer sur eux en cas de révolte. Un tel moyen, quelque douloureux qu'il fût, était le seul qui nous restât. J'autorisai Petit à user de rigueur dans un cas désespéré; mais en lui recommandant toutefois de n'agir par violence qu'à la dernière extrémité. Dans le trajet qu'il avait à faire, il eut à essuyer diverses révoltes, pendant lesquelles plusieurs prisonniers furent sacrifiés; mais c'était le petit nombre, et la grande masse arriva à bon port.

J'avais envoyé plusieurs agents de confiance éclairer les projets des Vendéens. L'un d'eux se glissa jusqu'au centre de leur armée et revint, après avoir couru de grands risques, nous apprendre que les révoltés tenteraient le lendemain une attaque sur Angers. Il était fort tard quand cet homme revint à Saumur; il avait fait une marche forcée; il me rendit compte de ce qu'il avait découvert. Je vis que je n'avais pas un moment à perdre pour exécuter les instructions du comité le salut public, lesquelles se bornaient à me trouver partout où les Vendéens voudraient passer; je partis à l'instant. Avant d'arriver au Lion d'Ar-

gent (1), je rencontrai un commissaire des guerres, à qui je demandai des nouvelles de ce qui se passait. Il me dit qu'on attendait de moment en moment l'attaque des Vendéens contre Angers. « Je le sais et j'y vais. — Si j'étais à votre place je ne m'exposerais pas à tant de dangers. — Oui, si j'étais vous, je ferais ce que vous dites, et si vous étiez moi, vous iriez à Angers. » J'arrivai au Lion d'Argent vers minuit et au moment où un détachement de chasseurs, qui avait été envoyé à la découverte, en partait pour retourner dans la ville. Je me fis connaître au commandant de ce détachement et je lui dis de m'attendre ; je changeai de relais et nous partîmes.

(1) Petit bourg entre Saumur et Angers.



CHAPITRE XVIII.

Arrivée à Angers. — Le général Danican. — Dispositions prises pour recevoir les Vendéens. — Siège d'Angers. — Levasseur passe deux nuits sur le rempart. — Les Vendéens lèvent le siège.

J'arrivai à Angers à sept heures du matin. J'envoyai aussitôt chercher le commandant de la ville. Le général Danican se présenta, je lui dis : « Nous allons être attaqués ce matin par 8,000 hommes. — Je ne les crains pas ; me répondit le général d'un ton ferme et assuré. — Ce n'est pas assez de ne pas les craindre, il faut être en état de bien les recevoir ; venez à neuf heures me prendre ici, et nous irons voir quels sont les moyens de défense. Il vint me chercher, et nous fîmes le tour du rempart près la porte Saint-Michel. Je visitai plusieurs postes, et nous sortîmes par la porte Neuve. « C'est de ce côté, dis-je au général, que les Vendéens vont nous attaquer ; comment allez-vous vous défendre ? — Avec mes remparts. — Il faut que vous ne sachiez guère votre métier. Quand on veut se

défendre avec des remparts ou fait un découvert. Regardez ces maisons et surtout la plus grande (la maison de Gohin), elles sont à la portée de fusil des murs : les Vendéens s'y logeront, et de là ils tueront vos canonniers sur le rempart. Il faut faire mettre le feu à ces constructions. — Représentant, elles ne sont pas vides. — Tant mieux, les meubles serviront de matières combustibles. La république a le moyen de dédommager le propriétaire, mais elle n'a pas le pouvoir de rendre la vie aux canonniers qui, de ces bâtiments, seraient tués par l'ennemi. » Au même instant nous vîmes accourir au grand galop un militaire qui nous annonça l'arrivée de l'ennemi. L'ordre de brûler la maison ne fut pas exécuté. Nous rentrâmes; nous allions au grand trot, lorsqu'au détour d'une rue le cheval du général s'abattit. Nous mîmes aussitôt pied à terre pour le secourir : comme on l'aidait à se relever, il s'écria : « J'ai la jambe cassée ! » On le porta dans une maison, où il demanda un seau d'eau froide; on lui tira sa botte, son bas, et il plongea sa jambe dans l'eau, en criant qu'il souffrait horriblement. « Si vous avez la jambe cassée, lui dis-je, ce n'est pas là le remède. » Je pris une chaise et je m'assis devant lui, en lui disant : « J'en'y connais, je suis chirurgien. » Je retirai sa jambe de l'eau, presque malgré lui; je ne trouvai ni fracture ni contusion; les mouvements dans l'articulation du pied et du genou s'exécutaient fort bien. « Ce n'est rien, allons, il faut monter à cheval. — Oh! je souffre horriblement! » Je montai

à cheval, et le général, après s'être fait porter sur un brancard, se mit paisiblement dans son lit. Je donnai aussitôt l'ordre de battre la générale.

Les Vendéens se logèrent dans les maisons dont j'ai parlé précédemment, et d'où ils firent un feu continuel qui nous tua beaucoup de monde. Je passai deux nuits sur les remparts avec nos braves militaires. Les habitants d'Angers, et même les femmes, bravaient les périls les plus grands pour nous apporter des aliments. Un officier municipal fut atteint d'une balle et tomba mort.

Pendant le siège j'allai plusieurs fois chez le général Danican pour m'informer de sa santé. Il se plaignait toujours des souffrances *horribles* qu'il éprouvait. Dans une de ces visites, je me trouvai au moment même où les chirurgiens entraient pour lever l'appareil. Je voulus assister au pansement. Le général Danican, qui ne s'en souciait pas, essaya de renvoyer les chirurgiens, j'insistai pour qu'ils restassent, et je tirai la couverture qui cachait sa jambe, le général en fit autant de son côté; enfin la couverture tombe à terre : je vois une jambe bien soigneusement enveloppée avec des compresses. Je défais tout l'appareil; j'examine, et ne trouve pas le moindre symptôme morbide. Je demandai aux chirurgiens quel mal ils voyaient à cette jambe. Ils répondirent qu'il n'y en avait pas de bien évident, mais le général affirmait souffrir beaucoup. « Que mettez-vous dessus? — Des compresses trempées dans de l'eau blanche. — Oh ! il

en faudrait beaucoup pour guérir cela ; tous vos soins n'y pourront rien. » Je me retirai fort mécontent. Un commissaire de la convention qui eut destitué ce général aurait-il eu tort, messieurs les auteurs des Victoires et Conquêtes, etc. ? je ne le fis pas, je le méprisai assez pour n'en point parler, et je l'aurais même oublié si après le 9 thermidor ce vaillant guerrier ne fût venu à la barre de la convention crier contre le règne de la terreur, et se vanter d'avoir défendu Angers contre 8,000 hommes, sans avoir fait répandre le sang des citoyens. Je répondis alors que le général, au premier coup de fusil, s'était mis au lit, où il était resté pendant tout le siège, pour une chute de cheval qu'il avait faite près de moi, quoiqu'il ne fût nullement blessé. Je fus fort gourmandé pour avoir mal parlé d'un aussi brave homme ; à la vérité je ne savais pas qu'il fût réservé pour commander au 13 vendémiaire les insurgés qui attaquèrent la convention !

Pendant la première nuit que je passai sur le rempart vis-à-vis la maison Gohin, je crus entendre le bruit d'une voiture ; je le dis à un commandant de bataillon qui se trouvait près de moi : nous écoutions attentivement. « Cela est vrai, me dit-il ; les Vendéens viendraient-ils avec une pièce de canon pour enfoncer la porte, pénétrer dans la ville, y mettre le feu, jeter l'alarme et profiter de l'obscurité de la nuit ? » Dans le doute, nous donnâmes l'ordre à la com-

pagnie la plus voisine de faire une décharge à peu près vers cette porte. La nuit était extrêmement obscure, mais nous découvrîmes que notre manœuvre était nécessaire, car les Vendéens ripostèrent à plusieurs reprises. Le lendemain, quand il fit jour, nous vîmes une pièce de canon braquée en face de la porte; les deux chevaux étaient tués, et quelques hommes étaient également couchés sur le carreau. Dans la journée, l'attaque contre cette porte fut renouvelée avec impétuosité. La troupe de ligne, la garde nationale et tous les habitants d'Angers montrèrent la plus grande valeur. Ils étaient décidés à s'ensevelir sous les ruines de leur ville plutôt que d'y laisser entrer l'ennemi.

Les Vendéens levèrent le siège le troisième jour, vers quatre heures après midi, et prirent la route de La Flèche; je me rendis chez le général Danican; il était encore au lit; il me conseilla de faire une sortie vigoureuse, en disant que c'était une belle occasion *d'exterminer tous ces coquins-là*. « C'est bien malheureux, lui dis-je, que vous soyez blessé; nous nous serions mis à la tête de nos braves, et nous aurions exterminé les aristocrates. Mais... » Je me retirai, ne croyant pas prudent de suivre les avis du général, qui avait peut-être de bonnes raisons pour me conseiller une sortie. Je ne dois pas oublier de dire que j'avais trouvé à Angers mes deux collègues Francastel et Esnue Lavallée; pendant le siège ils s'exposèrent à de grands dangers, et ne contribuèrent pas peu

par leur courage à animer l'ardente population
de la capitale de l'Anjou.

LETTRE DU GÉNÉRAL COUMER (1).

Saumur, le 13 frimaire 1793.

L'ennemi vient de se porter sur Angers, qu'il attaque sur tous les points: depuis trois heures du matin le canon gronde; mais l'esprit des habitants et de la garnison est excellent et la ville est très bien fortifiée; ainsi je ne doute pas que ses tentatives ne soient vaines: c'est en vain qu'ils veulent passer le pont de Cé, les soldats républicains sont là pour les en empêcher. Saumur est dans un état respectable; il vient d'être proclamé en état de siège, par un arrêté des représentants du peuple. Le patriotisme qui anime les habitants et la garnison promet une bonne défense, si les ennemis venaient nous attaquer, ce que je ne crois pas: je compte bientôt vous annoncer que les rebelles ont été repoussés sur tous les points.

(1) Extrait du *Moniteur*, 18 frimaire an II de la république, n° 78.

CHAPITRE XIX.

Arrivée de l'armée de Mayence et des représentants Thureau, Bourbotte et Prieur de la Marne. — Conseil de guerre. — Le général Westermann exécute trop tard la décision du conseil — Les Vendéens sont battus au Mans. — Levasseur retourne à Paris. — Rapport de Barrère. — Levasseur propose une amnistie. — Cette proposition n'est point appuyée.

L'armée de Mayence avait marché à grandes journées pour venir à notre secours; elle arriva ainsi que mes collègues, Bourbotte, Thureau et Prieur de la Marne, à 6 heures du soir, trois heures avant la retraite des Vendéens; il est probable que l'ennemi en fut averti et c'est sans doute ce qui le détermina à lever le siège d'Angers. Je racontai à mes collègues les exploits du général Danican; quoique nous fussions tous bien convaincus que ce général était resté dans son lit ou par lâcheté ou par trahison, nous ne le destituâmes point. Il fallait, pour que nous prissions une telle mesure, que le sort d'une armée fût compromis ou que des preuves plus claires que la lumière du jour vinssent nous éclairer.

A 11 heures du soir on tint un conseil de guerre où se trouvèrent Prieur de la Marne, Bourbotte, Thureau, Francastel, Ernue Lavallée et moi, tous représentants du peuple; les généraux, Rossignol, qui commandait en chef, Kléber, Marceau, Beaupui, Westermann, etc. Il fut décidé que l'on resterait trois jours à Angers pour organiser l'armée et que l'on se mettrait ensuite à la poursuite de l'ennemi. Ce projet ne me convenait pas : je le dis à mes collègues : « Je commence à croire, ajoutai-je, que nous ne finirons cette malheureuse guerre que quand nous nous mettrons à la tête des colonnes ; je commence à croire que si la guerre de la Vendée n'est pas finie, c'est qu'on l'a bien voulu. En restant trois jours dans une ville dont vous aurez chassé l'ennemi, vous lui donnerez le temps de parcourir toute la république ; les Vendéens sont découragés pour n'avoir pas pris Angers ; la maladie est parmi eux, ils manquent de vivres et de munitions, il ne faut pas leur donner le temps de s'en procurer dans d'autres villes ; il faut les suivre comme l'ombre suit le corps ; je vous préviens que le comité de salut public a tiré de l'armée du nord une division de dix mille hommes ; que son intention est de mettre l'armée vendéenne entre deux feux ; il faut pour cela l'arrêter dans sa marche. — Explique-nous ton plan, me dit Prieur. — Le voici : Demain à la pointe du jour toute la cavalerie sortira d'Angers et attaquera l'arrière-garde ; au reste le commandant se

conduira militairement. A dix heures cinq mille hommes d'infanterie suivront pour soutenir la cavalerie, si elle en a besoin ; à midi toute l'armée se mettra en marche. » Ce plan fut discuté et arrêté. Je demandai où était le général de cavalerie, le général Westermann se présenta : « Vous avez entendu, lui dis-je ; afin que vous n'oubliiez pas nos ordres, je vais vous les transmettre par écrit (1) ; » et en effet je lui remis à l'instant le plan écrit de ma main. Il était une heure du matin quand le conseil leva sa séance.

A dix heures du matin je rencontrai le général Westermann : « Comment, m'écriai-je avec surprise, vous êtes encore ici ? — Représentant, cela ne va pas comme vous le croyez ; la plupart des chevaux étaient déferrés. — Mauvaise raison : est-ce que vous n'avez pas des maréchaux attachés à chaque corps ? » Il ne partit qu'à deux heures après midi ; ainsi les cinq mille hommes et le reste de l'armée ne sortirent point d'Angers ce jour-là, ce qui donna le temps aux Vendéens d'aller jusqu'au Mans, où cependant leur armée fut détruite. Je n'ai point suivi cette armée et je n'ai rien à en dire. Ma

(1) On m'avait recommandé au comité de salut public d'observer le général Westermann ; on avait beaucoup de notes contre lui, et on s'en défiait depuis long-temps. « Eh pourquoi le laisser en place, dis-je à mes collègues ; voulez-vous lui donner le temps de faire un mal que vous ne pourrez peut-être pas réparer dans la suite ? On ne tint pas compte de mes avis, et il en résulta des revers pour la république et l'échafaud pour le général.

CHAPITRE XX.

Divisions entre les Montagnards. — Maximum de l'action révolutionnaire. — Faction des étrangers. — Ses symptômes. — Abolition du culte. — Denton. — Robespierre. — Saint-Just. — Camille-Desmoulins. — Incertitude des purs républicains.

Pendant le cours des événements dont je viens de tracer une faible esquisse, je n'étais pas toujours resté aux armées; j'avais, au contraire, souvent assisté aux séances de la convention, au comité de correspondance, dont j'étais membre, et aux discussions des Jacobins. Mais, dans l'intervalle de mes missions, j'avais passé trop peu de temps à Paris pour pouvoir bien connaître l'état des partis et suivre les nouvelles combinaisons qui s'étaient formées dans le sein de la convention nationale. Lorsque, un peu reposé de mes longues fatigues à l'armée, je considérai la situation de l'assemblée, je la trouvai tellement changée que la tête m'en tourna, et que je pus à peine reconnaître mes collègues et savoir dans laquelle de toutes les nouvelles agrégations qui s'étaient formées ma véri-

table place était marquée. Je n'éprouvai cependant aucun embarras pour choisir une ligne de conduite : j'avais toujours eu un sûr *palladium* contre toute faute grave, le patriotisme et l'honneur, et j'avais résolu de ne suivre jamais d'autre guide.

J'éprouvai cependant une vive douleur en retrouvant, au lieu de cette Montagne, qui formait naguère un tout compact et bien uni, une foule de factions rivales, qui n'osaient pas lutter ouvertement, mais qui se faisaient une guerre sourde, plus dangereuse peut-être que des combats de tribune. Dans presque tous les nouveaux partis qui s'étaient formés les hommes de bonne foi étaient en majorité; dans presque tous aussi on trouvait la trace de desseins pervers, d'intentions perfides. Les débris du côté droit ne se mêlaient pas aux débats suscités par des passions nouvelles. Jouissant en silence des dissensions de la Montagne, ils attendaient qu'elle se déchirât de ses propres mains pour reprendre l'offensive, et pour se précipiter sur elle comme sur une proie.

J'ai déjà signalé les premiers symptômes de ces divisions; j'ai déjà annoncé deux factions rivales, qui, peu après le 31 mai, commencèrent à nous menacer d'une scission : la faction modérée (1) et

(1) On nous a fait un crime de ce mot : *faction modérée*, et l'on a feint de croire que nous sévissions contre la modération. Ai-je besoin de dire que cette faction s'était donnée à elle-même le titre de modérée, et que c'est pour cela que le mot lui en est resté.

la faction ultra-révolutionnaire. Certes, je suis loin de croire, comme on le disait alors, que toutes deux s'entendissent pour déchirer le sein de la république ; mais il est impossible de méconnaître que le génie du mal ne soufflât de Londres sur toutes deux et ne fit mouvoir leurs membres, la plupart du temps, à leur insu, dans l'intérêt de la royauté et de l'aristocratie.

La puissance du comité de salut public fut à peine établie que les factions, dont j'ai parlé plus haut, commencèrent à déployer leur caractère de perversité. Tous les hommes de bon sens avaient compris la nécessité de donner une action forte au gouvernement révolutionnaire ; tous avaient senti qu'il fallait le concentrer dans un petit nombre de mains, et le faire ressortir d'une volonté unique. Nous n'en étions plus, comme au temps des Girondins, à faire la guerre sur des mots, à combattre un fantôme de dictature, dont la force révolutionnaire anarchique qu'elle était dans son essence, démontrait par sa nature même le vide et l'impossibilité. Cependant, dès que ce pouvoir fut organisé, les hommes qui avaient espéré en faire partie et qui s'en trouvaient exclus ne tardèrent pas à manifester leur mécontentement : ils avaient bien compris théoriquement qu'il fallait une direction unique et forte, mais ils se sentaient blessés dès que cette force pesait sur eux. Aussi vint-on dès lors le germe de conspirations contre le comité de salut public. Certes, de là à des conspi-

rations contre la république il y a loin. Renverser les gouvernants d'alors n'était pas attenter à la chose publique, mais il fallait les renverser en les attaquant dans le sein de la convention à l'aide de la puissance conventionnelle; tout moyen qui tenait à l'intrigue était, par cela même, indigne de républicains, de représentants du peuple, et concourait à servir la cause de nos ennemis.

C'est à donner au lecteur le fil qui doit le diriger au milieu du labyrinthe de ces factions à peine caractérisées que je vais maintenant appliquer mes efforts. Nous les verrons dans le chapitre suivant apparaître successivement sur la scène et tomber bientôt tour à tour sur le même échafaud. Avant d'aborder l'examen de ces faits, si mal racontés et si peu compris jusqu'à ce jour, qu'il me soit permis de jeter encore un coup d'œil général sur cette ère si belle et si hideuse à la fois de la terreur. Quelques réflexions rapides pourront amener à bien comprendre des faits dont, sans cela, nous tenterions en vain de fournir l'explication.

Il faut se rappeler d'abord quelle était la nature des pouvoirs existants; sur quels éléments ils devaient opérer et quelle force était en leur pouvoir. Constituer la république, telle était la mission de la convention nationale et, jusqu'à cette constitution définitive, son moyen d'action était la dictature la plus complète, la plus absolue. Cette dictature aux sept cents têtes venait d'être récemment concentrée en un petit nombre de mains,

mais elle ne leur était confiée que temporairement, et le moindre souffle de la convention pouvait faire rentrer dans le néant conseil exécutif, ministres et comités. De là, chaos complet; et cependant despotisme complet au milieu du chaos.

Si, sortant de la convention, nous examinons quelle force était appelée à soutenir cette gigantesque dictature, nous ne trouvons rien d'organisé. L'anarchie seule règne. Ce n'est qu'en remuant les passions qu'on peut leur prescrire l'obéissance. C'est au désordre qu'on s'adresse pour maintenir l'ordre. C'est la multitude qui exécute la loi.

En considérant attentivement cet état d'anarchie flagrante, de fermentation générale, on devra avouer que les gouvernants étaient de toute nécessité contraints pour diriger la multitude de lui obéir sous beaucoup de rapports. Or, de cette multitude prompte au soupçon, avide de vengeance, sortirent les cris de mort qui amenèrent tant de victimes sous le fer des lois: nul n'avait le pouvoir de faire grâce, tous avaient le pouvoir d'émettre leur soupçon, et le soupçon était la mort. Couper le mal par sa racine était peut-être facile, il ne fallait pour cela que diriger toutes les forces du gouvernement contre le débordement populaire. Mais, je l'ai déjà dit, nous avons calculé l'anarchie comme une force nécessaire; nous sentions que sans elle la révolution périssait sans soutien; il s'agissait seulement pour nous d'en rendre l'action profitable.

Il arriva ce qui doit toujours arriver quand on ne

peut pas surveiller la croissance des fruits que l'on a semés; le torrent révolutionnaire, lancé par nous dans une voie utile, se débordait de toutes parts et renversait jusqu'aux digues salutaires que nous eussions voulu pouvoir opposer à ses ravages. Ainsi nous avions voulu détruire le fanatisme et annihiler l'influence perverse de quelques prêtres, et le peuple fut poussé à l'athéisme et aux saturnales du culte de la raison. Ainsi nous avions voulu sévir contre les ennemis de la république, et l'esprit de vengeance remplissait les prisons et faisait ruisseler sur les échafauds le sang des meilleurs patriotes. Le mouvement révolutionnaire était parvenu à son *maximum*; en même temps une partie de notre tâche était remplie; les royalistes de l'intérieur n'étaient plus à craindre; l'étranger était battu de toutes parts; il ne fallait plus songer qu'à amener paisiblement la transition entre le chaos révolutionnaire et l'ordre légal; c'est à quoi songeait chacun de nous. C'était le désir général; pourquoi faut-il que la perversité de nos ennemis ait ensanguanté les derniers moments d'une ère qui aurait enfanté la démocratie, et qui n'a laissé après elle que des ruines!

Nous avons déjà vu, en parlant du mariage du capucin Chabot avec la sœur d'un banquier autrichien, comment des agents étrangers s'étaient infiltrés dans tous les rouages de la machine révolutionnaire. C'est au moment où nous n'avions plus qu'à réédifier, que ces misérables commencèrent

à saper la société dans ses fondements et, en haine de la liberté, cherchèrent à détruire de fond en comble tout ce qui constituait la nation française.

Ainsi les prêtres et les nobles avaient fait croire au peuple des campagnes que, substituant un fanatisme à un autre fanatisme, la convention voulait détruire la religion chrétienne et recommencer contre elle l'œuvre des persécutions. Aussitôt les agitateurs étrangers suscitérent un mouvement qui tendait à donner du poids à ces abominables fables. Sur le réquisitoire de Chaumette la commune de Paris prononça l'abolition du culte catholique. Gobel, évêque de Paris, ses vicaires épiscopaux et un grand nombre de curés vinrent processionnellement déposer leurs ornements sacerdotaux dans le sein de la convention; un peuple immense les suivait. La religion fut foulée aux pieds; chaque jour les mêmes faits se renouvelaient, et une prostituée fut promenée sur un char avec le nom ridiculement pompeux de *déesse Raison*. Cette fatale séance valut aux Vendéens plus qu'un renfort de 10,000 hommes. Tous les républicains sincères en éprouvèrent une vive douleur; mais une protestation formelle eût été impossible et inutile; impossible, car elle eût livré l'opposant aux vengeances d'un peuple qu'entraînaient à sa suite par d'ignobles flatteries les contre-révolutionnaires de la commune; inutile, car pour servir le peuple déchaîné il fallait d'abord suivre l'impulsion de l'opinion dominante; mais

dès ce moment nous nous tinmes en garde contre les misérables qui souillaient ainsi notre sainte cause et la menaçaient d'une ruine certaine en la rendant exécration à la majorité des citoyens. Malheureusement il y avait bien peu de moyens de parer un coup si funeste. La fête de l'être suprême de Robespierre ne fut qu'une ridicule protestation contre l'impiété; on la lui a reprochée comme partant elle-même d'une idée impie. Il suffit de suivre toute la conduite de Robespierre pour avoir une persuasion opposée : l'athéisme de la commune, les primes offertes à l'immoralité, les sacrifices à la déesse Raison et à Marat, qu'il nous fallut d'abord subir comme une honteuse nécessité, furent l'arrêt de mort de leurs auteurs. Nous y avons de suite reconnu le bout de l'oreille de l'émigration : c'était un moyen infame qu'employèrent alors ceux-là même qui se sont servis depuis du jésuitisme. Il n'est pas un ami sincère de la liberté qui n'ait senti le piège, car le piège était trop grossier.

Cependant il fallut laisser passer le premier moment d'engouement; pendant huit jours les mascarades irréligieuses se succédèrent sans interruption au sein de la convention : un jour c'était un évêque qui déclarait avoir trompé le peuple pour mériter un bénéfice; un autre jour un curé annonçait qu'il s'était marié depuis long-temps, mais qu'il était prêt à se faire athée si l'on voulait bien lui conserver sa pension ; nous plions la tête

et nous déplorions en silence ces scandaleuses déclarations qu'applaudissaient quelques frénétiques stupides et quelques aristocrates déguisés. Danton porta le premier coup à ces prétendus mouvements patriotiques en interrompant un jour des pétitionnaires qui lisaient une emphatique adresse irrégulière : « Qu'on nous laisse, dit-il, consacrer notre temps à des travaux utiles ; toutes les religions sont libres et nous ne devons aucune admiration à celui qui suit l'impulsion de la conscience. »

Dans une autre séance on lut une adresse où l'on demandait la fermeture de toutes les églises. « Nos ancêtres, dis-je, ont eu le *compelle intrare*, aujourd'hui on demande la défense d'entrer ; l'un ne vaut pas mieux que l'autre ; pour mettre à exécution le premier, Charlemagne fit massacrer 30,000 Saxons ; et puis l'on eut à subir la guerre civile, la Saint-Barthélemi, les dragonnades, les lettres de cachet, la révocation de l'édit de Nantes, et par-dessus tout un million d'hommes furent brûlés vifs par ordre de la sainte inquisition ; pour soutenir le second faudra-t-il employer les mêmes moyens ? pourquoi non, diront les tartufes présents et à venir, *tantum religio potuit suadere malorum* ! Je demande l'ordre du jour motivé sur ce que toutes les religions sont permises : » l'ordre du jour passa à l'unanimité.

C'était déjà un grand coup porté aux fanatiques anti-religieux, et surtout aux suppôts de l'étranger. Bientôt on leur porta un coup plus rude. On demandait que tout traitement fût ôté aux prêtres.

Une vive discussion s'éleva. Les uns voulaient que tout traitement fût ôté aux prêtres ; d'autres au contraire désiraient qu'on récompensât les prêtres qui abdiqueraient. Il s'agissait de ne point ressusciter de force une religion tombée , mais de ne pas plus violenter la conscience des croyants. Danton essaya de résoudre le problème. Malgré les ménagements qu'il dut garder envers le fanatisme irrégulier , on peut voir dans le discours suivant qu'il prononça si ce genre de fanatisme l'avait plus séduit que la fougue catholique.

« Citoyens, l'opinion du peuple français s'est prononcée ; la raison nationale est à son apogée : le règne des prêtres est passé ; mais le règne politique vous appartient. C'est à vous d'adopter ce qui est utile au peuple et de rejeter ce qui peut le perdre ou lui nuire. Sur quelle considération fondez-vous les décrets que vous rendez ? sur l'économie du sang des hommes. Sachez , citoyens , que vos ennemis ont mis à profit pour vous perdre jusqu'à la philosophie qui vous dirige ; ils ont cru qu'en accueillant les prêtres que la raison porte à abandonner leur état , vous persécuterez ceux qui sont aveuglés par le bandeau de l'erreur. Le peuple est aussi juste qu'éclairé. L'assemblée ne veut salarier aucun culte ; mais elle exécute la persécution et ne ferme point l'oreille aux cris de l'humanité. Citoyens , accordez des secours à tous les prêtres ; mais que ceux qui sont encore dans l'âge de prendre un état ne puissent prétendre aux secours de la nation , après

s'être procuré les moyens de subsister. Si Pitt a pensé que l'abolition du fanatisme serait un obstacle à votre rentrée dans la Belgique, par la persécution que vous ferez éprouver aux prêtres, qu'il soit détrompé et qu'il apprenne à respecter une nation généreuse qu'il n'a cessé de calomnier.

« Citoyens, il faut concilier la politique avec la saine raison; apprenez que si vous ôtez aux prêtres les moyens de subsister vous les réduisez à l'alternative ou de mourir de faim ou de se réunir aux rebelles de la Vendée. Soyez persuadés que tout prêtre observant le cours de la raison se hâtera d'alléger les charges de la république en devenant utile à lui-même, et que ceux qui voudront encore secouer les torches de la discorde seront arrêtés par le peuple, qui écrase tous ses ennemis sous le char de la révolution.

« Je demande l'économie du sang des hommes; je demande que la Convention soit juste envers ceux qui ne sont pas signalés comme les ennemis du peuple.

« Citoyens, n'y eût-il qu'un seul prêtre qui, privé de son état, se trouvât sans ressource, vous lui devez de quoi vivre : soyez justes, politiques, grands comme le peuple; au milieu de sa fureur vengeresse, il ne s'écarte jamais de la justice, il la veut. Proclamez-la en son nom et vous recevrez ses applaudissements. »

Je parlai dans le même sens, mais également avec de grands ménagements pour l'opinion dominante,

et je dois donner plusieurs raisons de ces ménagements. D'abord je ne croyais pas nécessaire de relever des idoles détruites ; ensuite je ne voulais pas arrêter la révolution en prêchant une marche rétrograde sur quelque point que ce soit ; enfin, je sentais surtout qu'en plaidant la cause des prêtres il fallait la faire accueillir par l'opinion ; je comprenais bien que le moyen d'être utile ne consistait pas à violenter l'esprit public mais à le gagner. Quoi qu'il en soit, je reproduis mes paroles ; les ennemis de la liberté pourront y trouver des motifs de calomnie ; les esprits droits en comprendront le vrai sens : « Le fanatisme a été de tout temps le plus grand fléau de l'humanité. Si on vous eût dit : législateurs philosophes, avec de l'argent vous préserverez les hommes des maux qu'il leur cause, eussiez-vous hésité ? eussiez-vous marchandé le bonheur du genre humain ? non sans doute, vous eussiez répandu l'or à grands flots. Eh bien, en assurant un traitement aux prêtres vous rendez un service à l'humanité ; et vous faites disparaître pour jamais le fanatisme de dessus le sol de la France ; mais si vous détruisez leurs moyens de subsistance, les prêtres au lieu d'abjurer tâcheront peut-être de ressusciter la superstition.

« Hier je passai dans la commune de Luzarche ; il y a quelque temps que j'y avais trouvé un scélérat de prêtre qui depuis a été traduit au tribunal révolutionnaire, pour avoir par son influence égaré l'esprit des citoyens de cette commune ; je fus même

obligé d'en faire arrêter plusieurs; je leur parlai le langage de la vérité avec toute l'énergie dont je suis capable; le vicaire monta en chaire, me remit ses lettres de prêtrise et adressa ce discours à ses concitoyens :

« Je n'ai jamais cru ce que je vous ai enseigné; on m'a donné l'état de prêtre, je l'ai professé; mais la force de la vérité me force d'abjurer aujourd'hui un état dont le mensonge est la principale étude. »

« Je repris ensuite la parole et je dis aux habitants que la profession de foi de leur vicaire, et l'abjuration non provoquée de tant de prêtres, qui n'étaient point dirigés par l'intérêt, devaient enfin leur dessiller les yeux et leur faire connaître l'empire de la raison.

« Les habitants me demandèrent alors de consacrer à la raison leur ancienne église; vous êtes les maîtres, leur dis-je, de le faire, et mes pouvoirs cessent là où la raison a repris ses droits. La municipalité était présente; ils se consultèrent entre eux, et décidèrent que leur ancienne église serait désormais un temple consacré à la raison. Eh bien! sans ce vicaire de bonne foi, cette commune serait restée sous le joug du fanatisme. Il faut que la pension que vous accordez aux jeunes prêtres ne puisse les dispenser de travailler, mais il faut que celle que vous accorderez aux vieillards leur donne les moyens de subsister. Je demande que vous décrétiez le principe que les prêtres qui abdiqueront

recevront des secours : c'est ainsi que vous anéantirez le fanatisme.

La Convention sanctionna le principe que j'avais posé ; elle renouvela en même temps la déclaration d'entière protection à tous les cultes en tant qu'ils ne troubleraient pas l'exercice des droits de citoyen. C'était déjà beaucoup de gagné ; déjà les hommes bien intentionnés pouvaient voir que nous n'avions aucun désir de persécution religieuse. Mais bientôt une déclaration plus formelle de nos principes put être faite, et nos perfides ennemis nous en fournirent le moyen. Hébert et Chaumette sonnèrent l'alarme à la commune ; ils montrèrent que la réprobation dont leurs saturnales avaient été frappées leur inspirait la terreur ; ils annoncèrent une persécution imminente contre les patriotes. Au même instant un grand événement dut les consterner. Chabot et Bazire, entraînés par les frères Frey dans les trames de l'étranger, saisis de remords ou vaincus par la terreur que leur inspirait la surveillance active du comité de salut public, dénoncèrent la conspiration étrangère à laquelle ils avaient pris part, et avouèrent leur participation à cette trame. Depuis lors, aux jacobins et à la commune, les Proley, les Desfieux, les Anacharsis, Clootz, et par-dessus tous les Hébert et les Chaumette sonnèrent le signal de détresse ; ils s'attendaient à entendre à chaque instant surgir leur nom au milieu des terribles révélations du capucin Chabot. Ces terreurs mal dissimulées du-

rent convaincre les Montagnards de leur culpabilité, et alors songeant au rôle qu'ils avaient joué dans les farces anti-chrétiennes, à leur propension à l'immoralité, à leurs dénonciations contre les plus purs patriotes, on put voir un anneau précieux de la chaîne qui liait l'émigration aux excès contre - révolutionnaires. Cependant si aucune preuve n'existait contre ces deux hommes il y en avait de frappantes contre plusieurs de leurs affidés; d'autres agents plus obscurs, mais non moins dangereux, devinrent suspects par cela même qu'ils étaient étrangers. Les Frey, les Pereyra, les Proly, et à leur suite les Desfieux, les Dubuisson furent ou chassés des jacobins ou mis en état d'arrestation. Hébert et Chaumette, qui devaient prévoir leur sort par le sort de leurs complices, feignaient de triompher de ces actes de justice nationale; mais sous leur feint enthousiasme patriotique ils cachaient mal les craintes qui les dévoraient. Je n'en veux pour preuve qu'une séance de la commune que je choisis entre vingt autres.

« *Chaumette*. Vous n'êtes pas sans savoir ce qui s'est passé au comité de sûreté générale et aux jacobins relativement au maire de Paris, Hébert et moi. Vous savez que l'écho de Londres, l'écho de la conjuration des puissances coalisées est venu frapper les patriotes de Paris. Il y a quatre jours que l'on disait au maire de Paris qu'Hébert et moi étions dénoncés au comité de sûreté générale comme ayant trempé dans la conjuration de l'An-

gleterre; on disait à Hébert que c'était Pache et moi, et on me disait à moi que c'était Pache et Hébert seulement qui étaient dénoncés; il y a quatre ou cinq jours que ce manège dure et que des malveillants se sont plu à débiter ces faux bruits dans Paris. Il y a même eu une phrase énoncée dans un rapport fait à la convention, qui pouvait faire soupçonner qu'en effet il y avait quelque chose de réel dans les bruits qu'on se plaisait à répandre; nous avons enfin découvert d'où partait ce coup. Vous la verrez, cette conjuration, et vous jugerez qui de nous ou de nos ennemis sont les coupables.

« Cette conjuration contre la commune de Paris se trouve enveloppée dans la fameuse dénonciation de Chabot et de Bazire, mais le comité de sûreté générale, après avoir pris connaissance des faits, nous a rendu justice; une partie de ceux qui avaient ourdi cette trame contre les patriotes est arrêtée, et nous espérons que les autres le seront incessamment; l'innocence et la vérité percent à travers les menées ténébreuses du mensonge et trouvent de zélés défenseurs. Robespierre s'est montré le nôtre, l'énergie du patriotisme l'animait : déjà la société des jacobins a fait un épurement; elle a chassé dans la séance d'avant hier Dubuisson, Desfieux et Pereyra.

« *Hébert*. Ils voyaient, les scélérats, que nous alions notre train, et ils voulaient nous arrêter dans notre course; lorsqu'ils se sont vus couverts de

boue ils ont cherché à la rejeter sur le conseil général; demain nous sommes appelés au comité de sûreté générale pour éclaircir davantage cette affaire. Vous connaissez tous Chabot, ex-capucin. Cet homme qui a fait constituer à la femme qu'il a prise, qui n'avait rien, 200,000 liv., est-il étonnant qu'il ait cherché à me dénoncer, moi qui l'avais dénoncé tant de fois? il faudra que nous suivions cette affaire, ce qui nous forcera de nous absenter.»

Bientôt les mêmes hommes portèrent leurs plaintes jusque dans le sein du club des jacobins, auxquels ils auraient voulu faire adopter leur cause privée. C'était ordinairement là que les diverses fractions de la Montagne préludaient à des combats plus sérieux. Leur sortie fut mal reçue; Robespierre se chargea de leur répondre, et sans croire qu'il fût encore opportun de les attaquer nominativement il déroula les projets de leur parti, et trouva occasion de faire une espèce de profession de foi qu'approuvèrent tous les hommes sages de la convention, et qui est assez curieuse pour que je la rapporte en partie.

«Est-il vrai, dit-il, que nos plus dangereux ennemis soient les restes impurs de la race de nos tyrans, les odieux captifs dont les noms servent encore de prétexte à la politique criminelle de quelques rebelles et surtout des puissances étrangères? J'ai voté en mon cœur pour que la race des tyrans disparaisse de la terre; mais puis-je m'aveugler sur la situation de mon pays au point de croire que cet événement

suffirait pour éteindre le foyer des conspirations qui nous déchirent ? A qui persuadera-t-on que la punition de la sœur de Louis en imposerait plus à nos ennemis que celle de Louis même et de sa compagne ?

« Est-il vrai encore que la principale cause de nos maux soit le fanatisme ? le fanatisme ! il expire ; je pourrais même dire qu'il est mort ; en dirigeant depuis quelques jours toute notre attention contre lui , ne la détourne-t-on pas de nos véritables dangers ?

Vous craignez , dites-vous , les prêtres ! les prêtres craignent bien davantage les progrès de la lumière. Vous avez peur des prêtres ! et ils s'empres- sent d'abdiquer leurs titres , pour les échanger contre ceux de municipaux , d'administrateurs et même de présidents de sociétés populaires. Croyez- vous seulement à leur amour pour la patrie , sur la foi de leur abjuration subite , et ils seront très contents de vous. vous ne le serez peut-être pas également d'eux. Avez-vous peur de ces évêques , qui naguère étaient très attachés à leur bénéfice constitutionnel qui leur rapportait 70,000 livres de rentes , et qui en ont fait le sacrifice , dès qu'il était réduit à 6,000 livres ; de ces évêques , qui aujourd'hui en sollicitent et en ont peut-être obtenu l'immunité ? Oui , craignez , non pas leur fanatisme , mais leur ambition ; non pas l'habit qu'ils portent , mais la peau nouvelle dont ils se sont revêtus. Au reste ceci ne s'applique point à tous les prêtres ; je

respecté les exceptions, mais je m'obstine à croire qu'elles sont rares.

« Non, ce n'est point le fanatisme qui doit être aujourd'hui le principal objet de nos inquiétudes. Cinq ans d'une révolution qui a frappé sur les prêtres, déposent de son impuissance ; la Vendée même, son dernier asile, ne prouve point du tout son pouvoir. C'est la politique, c'est l'ambition, ce sont les trahisons de ceux qui gouvernaient jadis qui ont créé la Vendée : c'étaient des hommes sans honneur comme sans religion, qui entraînaient des brigands étrangers ou français au pillage, et non au pied des autels. Encore la force de la république et le zèle du gouvernement actuel les ont-ils frappés à mort, malgré tant d'obstacles et de crimes, car ils ont perdu leurs places d'armes, leurs magasins, la plus grande partie de leurs forces ; il ne leur reste qu'une horde fugitive, dont l'existence ne pourrait être prolongée que par la malveillance et par l'ineptie. Je ne vois plus qu'un seul moyen de réveiller parmi nous le fanatisme, c'est d'affecter de croire à sa puissance. Le fanatisme est un animal féroce et capricieux ; il fuyait devant la raison. Poursuivez-le avec de grands cris, il retournera sur ses pas.

« Et quels autres effets peut produire cette chaleur extraordinaire et subite, ce zèle exagéré et fastueux avec lequel on semble faire la guerre depuis quelque temps ? Je l'ai déjà dit à la convention, et je le répète ici : il est une infinité de choses que

le bon esprit du peuple a tournées au profit de la liberté et que nos ennemis n'avaient imaginées que pour la perdre.

« Que des citoyens, animés par un zèle pur, viennent déposer sur l'autel de la patrie les monuments nutils et pompeux de la superstition, pour leur faire servir à notre triomphe; la patrie et la raison sourient à ces offrandes. Que d'autres renoncent à telles ou telles cérémonies et adoptent sur toutes ces choses l'opinion qui leur paraît la plus conforme à la vérité; la raison et la philosophie peuvent applaudir à leur conduite. Mais de quel droit l'aristocratie et l'hypocrisie viendraient-elles ici mêler leur influence à celle du civisme et de la vertu? De quel droit des hommes inconnus jusqu'ici dans la carrière de la révolution, viendraient-ils chercher au milieu de tous les événements les moyens d'usurper une fausse popularité; d'entraîner les patriotes même à de fausses mesures, et de jeter parmi nous le trouble et la discorde? De quel droit viendraient-ils troubler la liberté des cultes, au nom de la liberté, et attaquer le fanatisme par un fanatisme nouveau? De quel droit feraient-ils dégénérer les hommages solennels rendus à la vérité pure en des farces éternelles et ridicules? Pourquoi leur permettrait-on de se jouer ainsi de la dignité du peuple et d'attacher les grelots de la folie au sceptre même de la philosophie?

« On a supposé qu'en accueillant des offrandes

civiques la convention avait proscrit le culte catholique.

« Non, la convention n'a point fait cette démarche téméraire ; la convention ne la fera jamais. Sa intention est de maintenir la liberté des cultes qu'elle a proclamée, et de réprimer en même temps tous ceux qui en abuseraient pour troubler l'ordre public. Elle ne permettra pas qu'on persécute les ministres paisibles du culte, et elle les punira avec sévérité toutes les fois qu'ils oseront se prévaloir de leurs fonctions pour tromper les citoyens et pour animer les préjugés ou le royalisme contre la république. On a dénoncé des prêtres pour avoir dit la messe : ils la diront plus long-temps si on les empêche de la dire ; celui qui veut les empêcher est plus fanatique que celui qui dit la messe.

« Il est des hommes qui veulent aller plus loin. qui sous le prétexte de détruire la superstition veulent faire une sorte de religion de l'athéisme lui-même. Tout philosophe, tout individu peut adopter là-dessus l'opinion qui lui plaira. Quiconque voudrait lui en faire un crime est un insensé ; mais l'homme public, mais le législateur, serait cent fois plus insensé qui adopterait un pareil système ; la convention nationale l'abhorre. La convention n'est point un faiseur de livres, un auteur de systèmes métaphysiques ; c'est un corps politique et populaire chargé de faire respecter non seulement les droits mais le caractère du peuple français. Ce n'est point en vain qu'elle a proclamé la déclara-

tion des droits de l'homme en présence de l'être suprême.

« On dira peut-être que je suis un esprit étroit, un homme à préjugés, que sais-je ! un fanatique.

« J'ai déjà dit que je ne parlais point comme un individu, mais comme un représentant du peuple. L'athéisme est *aristocratique* ; l'idée d'un grand être qui veille sur l'innocence opprimée et qui punit le crime triomphant est toute populaire. Le peuple, les malheureux m'applaudissent ; si je trouvais des censeurs, ce serait parmi les riches et parmi les coupables. J'ai été dès le collège un assez mauvais catholique ; je n'ai jamais été ni un ami froid ni un défenseur infidèle de l'humanité. Je n'en suis que plus attaché aux idées morales et politiques que je viens de vous exposer.

« Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer. »

« Je parle dans une tribune où l'impudent Guadet osa me faire un crime d'avoir prononcé le mot de providence ; et dans quel temps ? lorsque le cœur ulcéré de tous les crimes dont nous étions les témoins et les victimes ; lorsque versant des larmes amères et impuissantes sur la misère du peuple éternellement trahi, éternellement opprimé, je cherchais à m'élever au-dessus de la tourbe impure des conspirateurs dont j'étais environné, en invoquant contre eux la vengeance céleste au défaut de la foudre populaire. Ce sentiment est

gravé dans tous les cœurs sensibles et purs : il anima dans tous les temps les plus magnanimes défenseurs de la liberté. Aussi long-temps qu'il existera des tyrans il sera une consolation douce au cœur des opprimés ; et si jamais la tyrannie pouvait renaître parmi nous, quelle est l'âme énergique et vertueuse qui n'appellerait point en secret de son triomphe sacrilège à cette éternelle justice, qui semble avoir écrit dans les cœurs l'arrêt de mort de tous les tyrans. Il me semble du moins que le dernier martyr de la liberté exhalerait son âme avec un sentiment plus doux en le reposant sur cette idée consolatrice. Ce sentiment est celui de l'Europe et de l'univers ; c'est celui du peuple français. Ce peuple, qui n'est attaché ni aux prêtres, ni à la superstition ni aux cérémonies religieuses, il ne l'est qu'au culte en lui-même, c'est-à-dire à l'idée d'une puissance incompréhensible, l'effroi du crime et le soutien de la vertu, à qui il se plaît à rendre des hommages qui sont autant d'anathèmes contre l'injustice et contre le crime triomphant.

« Si le philosophe peut attacher sa moralité à d'autres bases, gardons-nous néanmoins de blesser cet instinct sacré et ce sentiment universel des peuples. Quel est le génie qui puisse en un instant remplacer par ses inventions cette grande idée protectrice de l'ordre social et de toutes les vertus privées ?

• « Ne voyez-vous pas le piège que nous tendent les

ennemis de la république et les lâches émissaires des tyrans étrangers? En présentant comme l'opinion générale les travers de quelques individus et leur propre extravagance, ils voudraient nous rendre odieux à tous les peuples, pour affermir les trônes chancelants des scélérats qui les oppriment? Quel est le temps qu'ils ont choisi pour ces machinations? celui où leurs armées combinées ont été vaincues ou repoussées par le génie républicain; celui où ils veulent étouffer les murmures des peuples fatigués ou indignés de leur tyrannie; celui où ils pressent les nations neutres et alliées de la France de se déclarer contre nous: les lâches ne veulent que réaliser toutes les calomnies grossières dont l'Europe entière reconnaissait l'impudence, et repousser de vous, par les préjugés ou par les opinions religieuses, ceux que la morale et l'intérêt commun attiraient vers la cause sublime et sainte que nous défendons.

«Je le répète: nous n'avons plus d'autre fanatisme à craindre que celui des hommes immoraux soudoyés par les cours étrangères pour réveiller le fanatisme et pour donner à notre révolution le vernis de l'immoralité, qui est le caractère de nos lâches et féroces ennemis.

«J'ai parlé des cours étrangères: oui, voilà les véritables auteurs de nos maux et de nos discordes intestines!

«Leur but est d'avilir, s'il était possible, la nation française; de déshonorer les représentants qu'elle

a choisis et de persuader aux peuples que les dateurs de la république n'ont rien qui les distingue des valets de la tyrannie.

« Ils ont deux espèces d'armées, l'une sur nos frontières, impuissante, plus près de sa ruine à mesure que le gouvernement républicain prendra de la vigueur, et que la trahison cesse de rendre inutiles les efforts héroïques des soldats de la patrie; l'autre, plus dangereuse, est au milieu de nous : c'est une armée d'espions, de fripons stipendiés, qui s'introduisent partout, même au sein des sociétés populaires : depuis que les chefs d'une faction exécrable, le plus fameux appui des trônes étrangers ont péri; depuis que la journée du 31 mai a engendré la convention nationale, qu'ils voulaient anéantir, ils redoublent d'activité pour séduire, pour calomnier, pour diviser tous les défenseurs de la république, pour avilir et pour dissoudre la convention nationale. »

Cette énergique attaque, malgré les ménagements que Robespierre gardait encore contre les chefs de la commune perverse, dut leur montrer que leurs trames étaient découvertes; dès lors tout était à craindre, insurrections, mesures violentes, tentatives de renversement de la convention : la plus active surveillance et la réunion de toutes nos forces pouvaient seules nous sauver. Le comité de salut public le comprit, et dans cette circonstance il fit preuve d'une grande hardiesse et d'une peu commune habileté.

Ce n'était pas chose peu difficile que de lutter contre l'infame faction qui cherchait à renverser la révolution à l'aide de ses propres excès. On dut se rappeler, quand on la vit apparaître au grand jour, hideuse de perfidie, dégoûtante de crimes et souillée de sang, le mot ingénieux de Camille Desmoulins sur Marat. Cette faction avait trouvé un moyen de se montrer plus révolutionnaire que nous. C'en était assez sans doute pour nous rendre presque impossible de détromper l'opinion publique sur son compte; d'ailleurs, cantonnée à la commune, elle disposait de toute la force matérielle de la capitale. Elle avait sous ses ordres le stupide Hanriot, commandant général de l'armée parisienne. Elle disposait en outre, à l'aide de ses journaux de fange et de boue, de toute la populace des faubourgs; l'or des étrangers lui donnait d'immenses moyens de corruption qu'elle savait employer utilement pour la réussite de ses perfides desseins. Le petit nombre de conspirateurs qui formait son noyau agissait avec une rare habileté. Son plan était vaste et bien conçu. Tandis qu'elle tâchait de précipiter dans la fange la révolution française, ses amis, les aristocrates avoués, criaient au scandale, à la corruption, au crime; d'un côté elle faisait servir à ses desseins tout ce qu'il y avait d'ignoble et de vil, pour faire haïr la république; de l'autre elle calomnait les intentions des patriotes, et cherchait à détacher d'eux les honnêtes gens, en attribuant à la révolution ses propres crimes : les traces

matérielles de cet odieux complot ne manquent pas, les preuves morales surabondent. D'un côté l'on peut voir les aveux de Chabot, aveux qui ne peuvent être suspects puisqu'ils ont traîné leur auteur à l'échafaud. On peut voir les correspondances d'émigrés qui se vantent de leur propre fraude; cent lettres, et entre autres la lettre si connue du marquis d'Alcudia, où l'on parle d'agents royaux parfaitement masqués en maratistes; le personnel même de cette bande de démoralisateurs où dominaient les étrangers sans-culottes aux mains pleines d'or, acheteurs salariés des consciences de leurs amis, presque aussi vils qu'eux. On peut aussi se rappeler avec quelle facilité dans un autre temps Mehée-Latouche inspira la confiance à la diplomatie anglaise et aux chefs de l'émigration, quand il s'annonça auprès d'eux comme un émissaire royaliste des anarchistes de Paris. D'un autre côté, pour ne pas révoquer en doute un fait d'ailleurs si bien établi, il suffit d'examiner intrinsèquement les doctrines des démoralisateurs, d'étudier leur tendance, de voir à qui elle profitait et qui les approuvait.

Certes elles ne pouvaient être favorables aux patriotes. Ces comédies immorales qui détachaient de la cause révolutionnaire la plus saine partie de la nation, qui envenimaient le chancre de la Vendée, et qui nous ôtaient toute sympathie chez les peuples que nous avions pu regarder jusqu'alors comme bien disposés en notre faveur; de tels

actes ne pouvaient profiter qu'à l'aristocratie, et par cela seul il devrait déjà être soupçonné de les avoir suscités, quand il n'aurait pas été pris sur le fait.

Mais je le répète, si jusqu'alors nous avions obtenu de faciles victoires contre nos ennemis, il était moins aisé de vaincre l'anarchie contre-révolutionnaire, car il n'était pas aisé de montrer au peuple la corrélation d'actes qui le séduisaient avec les projets des puissances. Un tel machiavélisme que, preuves en mains, nous avons tant de peine à comprendre, ne pouvait pas tomber sous les sens du peuple, et faute par nous de pouvoir rendre nos accusations contre les anarchistes matérielles et palpables, nous courions risque d'être regardés, en les condamnant, comme des modérés qui auraient eu le dessein de faire le procès à la révolution.

Cette difficulté n'était pas pourtant insurmontable, mais notre position se compliquait de bien d'autres difficultés. J'ai parlé des factions qui commençaient à sortir de cette Montagne, autrefois si bien unie. Elles se partageaient déjà les hommes les plus distingués de la convention. Le Mirabeau de 93, ce Danton que nous avons vu marcher avec tant d'éclat à notre tête ; ce Danton qui avait associé son nom à tous nos succès, à tous nos actes énergiques, était tombé dans une inconcevable torpeur ; fatigué des grands combats de la révolution, il avait, par son inaction même,

beaucoup nui à la cause de la république. On attribuait son silence au mécontentement, et la marche de ses amis depuis sa retraite donnait du poids à cette explication de son étrange conduite. Thuriot, Fabre-d'Eglantine, Lacroix et jusqu'à Legendre même, sonnaient le tocsin contre le comité de salut public au nom de la modération. Philippeaux accusait avec une évidente mauvaise foi le comité d'avoir entretenu volontairement la guerre de la Vendée. Camille Desmoulins, enfin, faisait dans le Vieux-Cordelier le procès au gouvernement révolutionnaire.

Ces étranges disparates dans la conduite d'hommes naguère si violents s'expliquent naturellement par les circonstances; l'exaltation révolutionnaire parvenue à son apogée, ne pouvait durer longtemps; chacun sentait le besoin de lui donner une fin, et chacun trouvait des moyens différents pour arriver à cette fin désirée.

Peu d'hommes étaient capables de sentir qu'avant d'éteindre le foyer de l'anarchie il fallait placer autre part les forces qu'elle avait fait naître et accroître de plus en plus la puissance conventionnelle représentée par le comité de salut public; la création de ce comité avait été après le 31 mai l'arche de salut de la république. On jouissait de ses bienfaits sans lui en savoir gré, et l'on reprochait à ce centre d'action les maux résultant de l'anarchie qu'on eût dû l'appeler à éteindre. Ainsi Camille Desmoulins, qui avait si bien senti

la nécessité d'appeler la force populaire au secours de la république, était impatient d'excès qu'il eût dû regarder en quelque sorte comme son propre ouvrage; et au lieu d'en tarir la source par une organisation générale il déclamait contre des faits particuliers que rien au monde ne pouvait arrêter. Tous les hommes qui supportaient avec peine le joug du comité de salut public et la prolongation du malaise révolutionnaire tournaient avec espoir les yeux vers Danton, qu'ils regardaient comme seul propre à arrêter le torrent déchainé en partie par son éloquence; mais Danton se sentait peu propre au rôle qu'on lui destinait; fort au moment de la lutte, il était faible lorsqu'il s'agissait de profiter de la victoire. Toute sa puissance était dans son éloquence, mais les premiers éléments de l'organisation sociale lui étaient inconnus, et sa tête tournait lorsqu'il songeait au pas immense qui restait à faire pour sortir du chaos et revenir à un mode régulier d'organisation; cependant avec ses puissantes facultés, Danton eût pu faire le plus grand bien, si sa conduite comme homme privé n'eût pas éloigné de lui les plus purs Montagnards. Il serait absurde de penser qu'un tel homme n'était pas dévoué à la révolution; nous l'aimions tous comme tribun et nous ne pouvions l'estimer comme homme; aussi, excepté Camille Desmoulins, la plupart des individus qui se groupaient autour de lui étaient-ils des ambitieux avides qui espéraient se servir de

la révolution pour acquérir de la fortune et du pouvoir. Il faut rendre cette justice à Danton, qu'il valait beaucoup mieux que sa clientèle. Ses mains n'étaient point pures d'exactions ; il avait profité de sa position pour s'enrichir aux dépens de la république ou plutôt pour dissiper l'argent qui lui était confié ; mais il répugnait à toute trahison politique, à tout manège ambitieux. Homme de plaisir, il s'était laissé entraîner à ce genre de fautes qui souillent un chef politique ; mais il n'avait jamais combiné une perfidie ou voté dans le sein de la convention par des vues personnelles : il avait même dans ce genre un désintéressement qui allait jusqu'au sacrifice de la vie ; chose étrange quoiqu'elle soit vraie dans le déprédateur de la Belgique. Quand les circonstances devinrent plus fortes que lui, rien ne put le faire sortir de son inaction. Sa vanité lui faisait penser qu'il pouvait être encore une puissance, mais dès que le but lui avait échappé il méprisait les victoires de tribunes, dont il ne concevait plus l'utilité. Ses amis ne purent jamais parvenir à stimuler son ambition ; il répondait à ceux qui essayaient de lui démontrer que son silence le conduirait à l'échafaud : « Il faudrait donc encore verser du sang ? il y en a assez comme ça, j'en ai répandu quand je l'ai cru utile ; aujourd'hui j'aime mieux être guillotiné que guillotineur. » Et convaincu qu'il était de sa perte prochaine, il ne voulait pas même s'y dérober par la fuite ; ce mot énergique : « On n'emporte pas son pays à la semelle

de ses souliers! » est connu de tout le monde; étrange contradiction dans cet homme qu'effrayait l'ombre de la trahison et de la lâcheté et qui n'avait pas craint pourtant de forfaire à la probité, en consacrant à d'ignobles orgies les trésors de la république.

Le parti de Danton, aussi peu scrupuleux que son chef dans les affaires d'argent, mais beaucoup moins pur en politique, avait bien compris qu'il était temps d'arrêter le fanatisme révolutionnaire et d'établir un ordre de choses légal; mais il en rêvait la fondation à son profit. Ce parti fut l'un des premiers dans la convention à se prononcer énergiquement contre les saltimbanques de la commune, mais il avait poussé plus loin ses attaques, et s'était prononcé, en quelque sorte, contre le comité de salut public et le gouvernement révolutionnaire même.

Les purs Montagnards, les hommes qui n'avaient vu dans la lutte politique que le triomphe de la liberté et le salut de la république, se pressaient autour du comité de salut public, voyant avec un égal mépris les cyniques disciples d'Hébert et les Machiavels révolutionnaires, qui espéraient clore l'anarchie pour lui substituer un despotisme qui leur fût profitable. Robespierre et Saint-Just étaient à la tête de ce parti; nous avons vu Robespierre donner le signal de l'attaque contre les immoraux; républicains sincères, ils méprisaient toutes les démonstrations fastueuses, toutes les jongleries

politiques, et ils n'avaient pas tardé à découvrir l'or de l'étranger sous les haillons sans-culottides des suppôts de Chaumette. Cependant Robespierre sentait le besoin d'appui contre l'ennemi le plus à craindre, le royalisme et l'étranger qui nous menaçaient sous le masque ultra-révolutionnaire. Il ménageait donc les Thuriot, les Bourdon et autres intrigants qui, du moins, n'étaient pas vendus à l'émigration, dans l'espoir de s'appuyer sur eux pour renverser l'odieuse commune. Il sentait aussi le besoin de s'assurer l'aide de Danton, dont la mâle éloquence avait exercé un pouvoir magique sur le peuple; mais, depuis que Danton avait abandonné les affaires publiques, les hommes intéressés à semer la discorde dans le camp républicain avaient aigri l'un contre l'autre les chefs de la Montagne et suscité d'amères défiances entre Danton et Robespierre. Cependant l'intérêt public rallia ces deux hommes; une entrevue eut lieu entre eux, et ils s'entendirent sur les moyens de renverser la faction des immoraux : leur réconciliation eut de l'éclat; la société des Jacobins en fut le théâtre. Pendant l'absence de Danton des bruits absurdes avaient été semés contre lui par les Hébertistes. On avait été jusqu'à l'accuser d'émigration, et ces inculpations folles ayant trouvé de l'écho dans la société des Jacobins, Robespierre se chargea de la défense de son collègue, et saisit cette occasion pour en faire l'éloge.

Depuis ce moment Danton remonta sur la brè-

ie, et dirigea contre les immoraux ces foudres d'éloquence qui avaient terrassé la Gironde et organisé l'action du gouvernement révolutionnaire. Ses abjurations de prêtres catholiques se renouvelant chaque jour, il interrompit tout à coup l'un de ces étranges pétitionnaires par la vigoureuse sortie que je transcris : « Il y a un décret qui porte que les prêtres qui abdiqueront iront porter leurs dénonciations au comité. Je demande l'exécution de ce décret; car je ne doute pas qu'ils ne viennent successivement abjurer l'imposture. Il ne faut pas tant s'extasier sur la démarche d'hommes qui ne font que suivre le torrent. Nous ne voulons nous engouer pour personne. Si nous n'avons pas honoré le prêtre de l'erreur et du fanatisme, nous ne voulons pas plus honorer le prêtre de l'incrédulité : nous voulons servir le peuple. Je demande qu'il n'y ait plus de mascarades anti-religieuses dans le sein de la convention; que les individus qui vont déposer sur l'autel de la patrie les dépouilles des églises ne s'en fassent plus un jeu, ni un trophée. Notre mission est de ne pas recevoir sans cesse des députations qui répètent toujours les mêmes mots. Il est un terme à tout, même aux citations. Je demande qu'on pose la barrière. « Il faut que les comités préparent un rapport sur ce qu'on appelle une conspiration de Pétrane. Il faut nous préparer à donner du ton et de l'énergie au gouvernement. Le peuple veut, et il a raison, que la terreur soit à l'ordre du jour; mais

il veut que la terreur soit reportée à son vrai but, c'est-à-dire contre les aristocrates, contre les égoïstes, contre les conspirateurs, contre les traîtres amis de l'étranger. Le peuple ne veut pas que celui qui n'a pas reçu de la nature une grande dose d'énergie, mais qui sert la patrie de tous ses moyens, quelque faibles qu'ils soient; non, le peuple ne veut pas qu'il tremble.

« Un tyran, après avoir terrassé la Ligue, disait à un de ses chefs qu'il avait vaincu, en le faisant suer : « Je ne veux pas d'autre vengeance de vous. Le temps n'est pas venu où le peuple pourra se montrer clément. Le temps de l'inflexibilité et des vengeances nationales n'est point passé. Il faut un nerf puissant, un nerf terrible au peuple. Ce nerf est le sien propre, puisque d'un souffle il peut créer et détruire ses magistrats, ses représentants. Nous ne sommes, sous le rapport politique, qu'une commission nationale que le peuple encourage par ses applaudissements.

« Le peuple veut, après avoir fondé la république que nous essayions tous les moyens qui pourront donner plus de force et d'action au gouvernement républicain.

« Que chacun de nous médite donc tous les jours ces grands objets. Il faut que le comité de salut public se dégage de beaucoup de détails, pour se livrer tout entier à ces importantes méditations. Donnons enfin des résultats au peuple. Depuis long-temps c'est le peuple qui fait toutes les gran-

les choses. Certes il est beau que les représentants s'humilient devant la puissance souveraine; mais il serait beau qu'ils s'associassent à sa gloire, qu'ils prévinssent et dirigeassent ses mouvements immortels.

« Je demande que le comité de salut public, éuni à celui de sûreté générale, fasse un prompt apport sur la conspiration dénoncée, et sur les moyens de donner une action grande et forte au gouvernement provisoire. »

A la même époque, une espèce d'histriion étant venu, comme l'habitude s'en était introduite depuis quelque temps, commencer la lecture d'une espèce de poème en l'honneur de Marat, Danton l'interrompit en s'écriant : « Et moi aussi, j'ai défendu Marat contre ses ennemis; et moi aussi, j'ai apprécié les vertus de ce républicain : mais, après avoir fait son apothéose patriotique, il est inutile d'entendre tous les jours son éloge funèbre et des discours ampoulés sur le même sujet : il nous faut des travaux et non pas des discours. Je demande que le pétitionnaire nous dise clairement et sans emphase l'objet de sa pétition. »

Et le pétitionnaire, confus, se retira au milieu des applaudissements ironiques de l'assemblée.

On pense bien que la réunion d'un athlète tel que Danton au parti du comité de salut public, était plus que suffisante pour étouffer l'hydre de la commune; mais l'entourage de Danton était loin de nous rassurer et de mettre un terme aux dan-

gers qui nous obsédaient. Cependant l'éloquent orateur n'embrassait pas les querelles particulières de ses amis. Par exemple, lorsque je crus devoir attaquer Philippeaux aux Jacobins, à propos de son étrange rapport sur la Vendée (voir les pièces justificatives), Danton garda la plus stricte neutralité. Robespierre, de son côté, usa envers Philippeaux d'une modération qui ne lui était pas habituelle; mais ces égards réciproques étaient plutôt une trêve armée qu'un accord parfait; Robespierre était jaloux de sortir du gouffre révolutionnaire par sa propre énergie et sans concession à aucun des partis vaincus. Danton, au contraire effrayé des excès qui frappaient ses yeux, voulait en finir à tout prix avec l'anarchie. Cependant un accord était encore possible entre ces deux hommes, et peut-être aurait-il eu lieu sans la haute influence de Saint-Just sur le comité de salut public.

Robespierre a toujours été regardé comme la tête du gouvernement révolutionnaire. Pour moi, qui ai vu de près les événements de cette époque, je serais presque affirmé que Saint-Just y eut plus de part que Robespierre lui-même. Quoique l'un des plus jeunes des membres de la convention, Saint-Just était peut-être celui qui joignait à l'enthousiasme le plus exalté, au coup-d'œil prompt et sûr la volonté la plus opiniâtre et l'esprit le plus éminemment organisateur. Profondément convaincu, exalté jusqu'au fanatisme, il avait les dehors les plus froids, parce que son enthousiasme

résultait d'une certitude mathématique. Jamais on n'avait pu faire varier son opinion ; jamais on n'avait pu faire fléchir ses résolutions ; considérant seulement le but qu'il voulait atteindre , il calculait peu le genre de moyens qu'il lui faudrait employer : les plus sûrs lui paraissaient toujours les meilleurs. Pour fonder la république qu'il avait rêvée depuis long-temps, il aurait donné sa tête, mais aussi cent mille têtes d'hommes avec la sienne. Intimement lié avec Robespierre, il lui était devenu nécessaire, et il s'en était fait craindre peut-être plus encore qu'il n'avait désiré s'en faire aimer. Jamais on ne s'est vu divisés d'opinions , et s'il a fallu que les idées personnelles de l'un pliassent devant celles de l'autre , il est certain que jamais Saint-Just n'a cédé. Robespierre avait un peu de cette vanité qui vient de l'égoïsme ; Saint-Just était plein de l'orgueil qui naît de croyances bien affirmées ; sans courage physique, et faible de corps, jusqu'au point de craindre le sifflement des balles, il avait ce courage de réflexion qui fait attendre une mort certaine, pour ne pas sacrifier une idée. On pense bien qu'avec un tel caractère et avec l'habitude de voir des criminels dans tous les dissidents, et de ne plus agir avec eux que comme avec des obstacles qu'il faut vaincre, il était prêt à sacrifier tout homme ayant quelque influence et la dirigeant contrairement à ses vues. Aussi, tandis même que Robespierre s'unissait à Danton pour terrasser la commune, Saint-Just songeait à sévir à la foi

contre la commune et contre Danton. Ainsi le sort de la révolution fut encore compromis par des luttes intestines. Ici, cependant, il ne s'agissait plus de savoir où et comment on marcherait. Tous les hommes de quelque valeur, Robespierre comme Danton, Camille Desmoulins comme Saint-Just, sentaient bien que la révolution avait atteint son *sumum*, et qu'il ne s'agissait plus que de la régulariser. Tous voulaient revenir à l'indulgence et à l'ordre légal; mais tous y tendaient par des voies différentes: de là de nouveaux déchirements; de là de terribles catastrophes, dont il me reste à rendre compte.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

LETTRE DU GÉNÉRAL DE BRIGADE OMÉARA.

Dunkerque, le 23 août 1798.

« Citoyen président, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la sommation qui vient de m'être faite de la part du duc d'York, ainsi que de la réponse que j'y ai faite.

« *Signé OMÉARA.* »

Au quartier-général de l'armée combinée devant Dunkerque,
le 23 août 1793.

« Monsieur, je vous préviens que l'armée que je commande est à vos portes ; votre ville, sans défense réelle, ne peut opposer aucune résistance aux armées victorieuses que je pourrais sur-le-champ employer contre elle, si je ne voulais éviter la ruine totale d'une ville florissante, et si l'hu-

manité et la générosité ne me faisaient désirer d'épargner le sang humain.

« Je vous somme donc, monsieur, de rendre la ville de Dunkerque à sa majesté britannique, avant que j'aie déployé contre elle les forces considérables qui sont à ma disposition, en vous prévenant cependant que j'écouterai les propositions que vous pourrez me présenter qui ne porteraient pas atteinte à la considération et à l'honneur des armes britanniques ainsi qu'aux intérêts de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Je veux bien vous accorder un délai de vingt-quatre heures pour délibérer sur la présente sommation.

« *Signé* FRÉDÉRIC, duc d'York, commandant l'armée combinée devant Dunkerque.

COPIE DE LA RÉPONSE A LA SOMMATION.

Dunkerque, le 23 août, l'an II de la république française,
une et indivisible.

« Général, investi de la confiance de la république française, j'ai reçu votre sommation de rendre une ville si importante. J'y répondrai en vous assurant que je saurai la défendre avec les braves républicains que j'ai l'honneur de commander.

« *Signé* OMÉARA, général de brigade. »

Dunkerque, le 24 août 1793, 8 heures du matin.

« Citoyen ministre, l'ennemi s'est porté à Lastrenckouche, et nos troupes se sont repliées sur la ville et les postes avancés. On croit l'armée anglaise forte de 14,000 hommes. Elle est campée à droite et à gauche du canal de Furnes, entre Ghuivelde et Lastrenckouche, et son front s'étend jusqu'aux dunes le long de la mer ; il n'y a point eu d'action, si ce n'est des attaques de postes. Les batteries flottantes viennent enfin de prouver leur utilité. J'avais fait passer en rade l'ordre au citoyen Castaignier de prendre une position tout-à-fait à l'est de la rade. Cet officier s'est porté avant le jour le plus près de terre possible, à peu près sous le fort de Lastrenckouche, et par la vivacité de son feu il a forcé à rétrograder une colonne de 4,000 hommes de cavalerie, qui sans doute manquait de grosse artillerie. Pendant tout le jour il a empêché le passage de détachements de cavalerie, qui filant sur Lastren auraient coupé la retraite à nos tirailleurs ; et sur les cinq heures du soir il a arrêté une grosse pièce d'artillerie et un mortier que l'ennemi n'a pu faire rétrograder qu'avec perte de chevaux.

« Nous attendons les renforts qu'on nous promet.

« Signé l'ordonnateur civil, TOUSTAIN. »

Dunkerque, le 25 août 1793.

« L'armée est toujours campée sur Lastrenckoucke. Plusieurs postes se sont avancés ; un entre autres a établi une batterie à une demi-lieue au plus de la place, et plusieurs boulets sont tombés dans la ville. L'armée française est campée sous les remparts. Il y a eu pendant le jour beaucoup d'actions de postes ; et les tirailleurs de part et d'autre ont fait un feu continuel. Sur les dix heures la garnison a fait une sortie vigoureuse et a repoussé les avant-postes à une lieue des fortifications ; et leur a tué beaucoup de monde. Les batteries de la place ont fait un feu terrible jusqu'à neuf heures du soir. Depuis ce moment jusqu'à six heures du matin il n'a pas été tiré un coup de fusil, et la nuit entière a été des plus tranquilles. Les troupes, harassées de fatigue depuis trois jours, avaient bien besoin de repos. Les batteries flottantes ont été aussi utiles que la veille, et le citoyen Castaignier a fait replier deux fois un corps nombreux de cavalerie, auquel il a empêché le passage de Lastren, ainsi qu'à un train considérable. L'ennemi a élevé sur les dunes deux batteries avec lesquelles il a canonné les batteries flottantes. Le citoyen Castaignier a fait taire deux fois de suite leur feu ; il se portera plus à l'ouest s'il ne peut parvenir à démonter les deux batte-

ries. Je ne peux faire trop l'éloge de cet officier, dont la bravoure égale le patriotisme. Nous sommes disposés à défendre cette ville importante jusqu'à la dernière extrémité.

« La garde nationale est dans les meilleures dispositions, et Dunkerque soutiendra, j'ose vous l'assurer, la réputation qu'elle s'est acquise sous les Jean-Bart. Appelé au conseil de guerre dont je suis membre, je n'ai pas négligé l'administration de la marine, qui m'est confiée ; j'ai pourvu à tous les moyens de sûreté en cas de bombardement. J'ai fait établir des boîtes remplies d'eau à des distances très rapprochées le long des bâtiments de l'arsenal et de tous les magasins ; j'ai fait évacuer tous les câbles et autres cordages, les chanvres et autres matières combustibles ; j'ai fait établir des gardes assez nombreuses dans l'intérieur de l'arsenal pour en assurer la conservation, et la moitié des administrateurs passe la nuit alternativement. Je procure à la place, et sur la réquisition du conseil de guerre, tous les fusils, pistolets et sabres dont il a besoin, ainsi que des boîtes à mitraille, grappes de raisins de différents calibres, dont l'artillerie aurait pu manquer d'un instant à l'autre. Ces objets me seront remplacés. J'ai aussi fait porter à l'hôpital tous les matelas des magasins. Nous avons beaucoup de blessés, au secours desquels il a fallu venir.

« *Signé* TOUSTAIN. »

LETTRE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE PRÈS L'ARMÉE
DU NORD.

Lille, le 28 août 1793.

« Citoyens nos collègues, nous vous rendons compte de l'attaque de Roncq, Tourcoing et Lauvoiy; les ennemis ont été chassés de vive force du poste de Roncq: l'attaque du Tourcoing fut beaucoup plus difficile; elle était commandée par le citoyen Dupont. Cette petite ville, qui renfermait plus de 4,000 hommes de l'armée ennemie, est environnée de bois, et quand nous quittâmes le lieu de l'attaque pour aller voir ce qui se passait à Roncq, il y avait trois heures que nos troupes n'obtenaient d'autre succès que celui de tirer du canon au hasard et d'envoyer des tirailleurs dans les bois d'où l'ennemi faisait agir avec beaucoup plus d'avantage ses canons, ses obus, ses tirailleurs; quand nous revînmes de Tourcoing, à onze heures, la constance de nos tirailleurs avait forcé l'ennemi de préparer sa retraite; nos troupes attaquèrent le retranchement, la baïonnette au bout du fusil; elles pénétrèrent une rue où elles trouvèrent beaucoup de résistance, et furent arrêtées pendant une demi-heure dans ce premier succès; les ennemis ne s'obstinaient à cela que pour nous

amuser afin de retirer leur artillerie et leurs munitions : alors on se décida à battre la charge ; nos troupes entrèrent victorieusement dans Tourcoing, où l'ennemi nous abandonna un obusier et son caisson ; nous apprîmes aussitôt que l'ennemi s'était retiré jusque sous Courtray, et nous lui prîmes environ cent prisonniers, parmi lesquels se trouvent cinq officiers et des chevaux.

« D'un autre côté l'attaque de Lannoy n'avait pas eu d'effet décisif ; mais l'ennemi, intimidé de l'attaque de Tourcoing, nous abandonna Lannoy dans la soirée ; il en fut à peu près de même de Roncq, que l'ennemi avait repris au moyen d'un renfort considérable qu'il s'était procuré du camp de Menin ; mais qu'il a évacué après par le même motif ; il résulte cependant de cette journée un très grand avantage pour la république, puisque nous avons forcé les ennemis de se retirer à plus de trois lieues et d'abandonner des postes importants où il avait mis beaucoup de troupes ; et que cet avantage nous facilite des moyens d'aller l'inquiéter un peu plus sérieusement, ce qui pourra s'exécuter d'une manière importante avec les renforts que nous attendons, et faciliter nos approvisionnements. Nous avons perdu environ cent hommes et trois cents blessés : Levassour, en visitant l'un de ces derniers, qui s'était trouvé à l'affaire de Lannoy et auquel on venait de couper la jambe, lui apprit que Lannoy était évacué par l'ennemi ; « Ah ! s'écria-t-il, je ne regrette plus

ma jambe. » Un autre, à qui on venait de couper le bras, dit aux assistants : « N'importe, il m'en reste encore un pour la république et pour exterminer ses ennemis ; » le premier de ces braves gens s'appelle Antoine Sicardy, natif de Ville-sur-Aube, et le second Louis Boutry, grenadier au 5^e régiment d'infanterie.

« Nos troupes, retranchées à Pont-Amarque, ayant reçu ordre de faire une démonstration d'attaque, furent chargées par la cavalerie et obligées de se retirer en abandonnant quatre pièces de canon.

« Nous vous dénonçons un abus très grand qui, si vous ne preniez des mesures pour le réprimer, nuirait aux intérêts de la république ; des conducteurs de chevaux, pour ne pas s'exposer en retirant les pièces de canon, coupent les traits de leurs chevaux ; nous vous demandons à cet égard une loi sévère contre ces lâches. La prise de Tourcoing nous aurait déterminés à nous porter plus avant, si des hommes bien répréhensibles dans nos troupes, profitant de ce que les habitants de Tourcoing ont la réputation d'être aristocrates, pour y faire commettre quelque pillage, n'avaient empêché la marche de l'armée ; on a fait restituer les effets pillés et l'on a recommandé la plus grande sévérité contre ceux qui se rendraient coupables de pareils désordres.

« Signé BENTABOLLE, LEVASSEUR. »

BULLETIN DE DUNKERQUE.

Du 8 septembre au soir, vers neuf heures.

« La nuit se passe dans le calme, mais toujours en grande surveillance, et les citoyens sont à leur poste malgré leur fatigue,

« Vers quatre heures du matin un cuirassier arrive; il vient d'annoncer que l'armée de Houchard va être renforcée par quinze cents hommes qui passeront ce jour par Dunkerque; il dit que Houchard est près de Furnes, qu'il a une armée de 80,000 hommes à sa suite (cela est possible, mais nous ne garantissons pas un si grand nombre); il dit que les ennemis ont été poursuivis et sont dans une déroute complète; nous présumons qu'il veut parler de ceux chassés des environs de Bergues et Hondschoote; car, quant à nos prétendus assiégeants, nous croyons qu'ils ne seront rencontrés par Houchard que dans la matinée, si cette nuit ils n'ont pas réussi à lui échapper.

« A cinq heures et demie nous avons eu la certitude que l'ennemi a évacué son camp et qu'il a fait sa retraite; il ne tardera pas à être suivi de près, car, dans ce moment, nous recevons l'avis qu'il arrive ici à sept heures une colonne de 10,000 hommes, qui, avec notre garnison, va le

suivre sous les ordres du général de division Candie.

« *Signé*: Les membres du conseil général de la commune de Dunkerque; DÉSAGUE, BLORIZ et EMMERY. »

LETRE DES ADMINISTRATEURS DU DISTRICT DE BERGUES A LEURS COLLÈGUES.

A Dunkerque, datée de Bergues, le 8 septembre après midi.

« Notre position avec l'ennemi devient de plus en plus avantageuse; nos troupes ont continué leur marche, ce matin, sur Hondshoote, où l'ennemi s'était retranché jusqu'aux dents, après la fusillade la plus vive et la plus meurtrière. On rapporte à l'instant que les braves gendarmes ont sauté de vive force à l'arme blanche dans les tranchées; rien n'a pu résister à l'intrépidité de nos troupes; tout a été emporté; canons, bagages; et une infinité d'officiers et autres troupes anglaises sont en notre pouvoir.

« On annonce à l'instant qu'on a enveloppé dans cette défaite environ six cents émigrés; nous avons cependant peine à croire ce grand nombre; nous attendons la confirmation de la nouvelle. Il arrive continuellement des prisonniers; on a

amené quantité de caissons, une forge ambulante et autres objets des ennemis.

« P. S. La lettre cachetée. Quatre cents prisonniers entrent dans la ville et on annonce qu'il doit en arriver encore autant. Il passe à l'instant un corps de six à sept mille hommes tant cuirassiers que troupe de ligne et artillerie volante marchant sur Furnes. »

**LETTRE DU GÉNÉRAL HOUGHARD AU MINISTRE DE LA
GUERRE.**

Dunkerque, le 10 septembre.

« Enfin les vœux de la nation sont remplis ; Dunkerque n'a plus devant ses murs les soldats de la tyrannie ; l'attaque du village de Hondchoote, qui s'est convertie en une bataille de la plus grande conséquence, a fini par mettre la déroute parmi les ennemis : dans la nuit du 8 au 9, voyant que nous étions maîtres de Hondchoote, ils ont fait leur retraite de devant Dunkerque. A minuit il en était temps pour eux, car le général Landrin entrant à cinq heures dans Dunkerque pour se réunir à la brave garnison et pour lui livrer combat : si ce renfort n'avait pas suffi je m'y serais transporté moi-même avec 10,000 hommes et j'aurais recommencé le combat le soir

même; ils ont évité cette peine aux soldats de la république et se sont retirés sur Furnes, laissant en notre pouvoir leurs bouches à feu et munitions, dont l'état est ci-joint; cet état n'a point encore été envoyé au ministre.

« Jamais victoire n'a été plus complète et mieux méritée; les troupes de la république, en général, se sont conduites avec la plus grande valeur. Je vous donnerai des détails une autre fois, car je suis horriblement pressé, et les rapports particuliers ne sont pas arrivés.

« *Signé HOUCHARD.* »

LETTRE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE ENVOYÉS PAR
L'ARMÉE DU NORD, A LA CONVENTION NATIONALE.

Arras, le 26 septembre 1793.

« Le général Houchard et son état-major sont coupables aux yeux de l'homme le moins pénétrant de n'avoir pas profité des victoires que les braves soldats de nos armées ont remportées, malgré les ordres perfides de l'état-major, qui ne s'est pas même conformé au plan arrêté, et qui avait tout combiné pour une déroute. Il est suspendu et mis en arrestation.

Nous avons trouvé sa correspondance avec les princes étrangers: il en résulte que nos armées

étaient confiées à l'ami de nos ennemis , à la créature de Custines. Ainsi le duc d'York, voyant que le soldat avait rompu les mesures prises pour nous faire hacher devant Hondschoote, a dit en se plaignant : « Nous sommes trahis. »

« L'armée est républicaine ; elle voit avec plaisir qu'un traître soit livré à la justice et que les représentants du peuple veillent sur les généraux.

« Les actions d'éclat commises tant à Hondschoote qu'à Menin et à Werwick sont nombreuses. Nous vous envoyons note de quelques-unes.

« François Maratson, caporal de la 3^e compagnie du 36^e régiment d'infanterie, a attaqué lui seul à l'affaire de Hondschoote douze hommes qui conduisaient un caisson ; il en a tué trois et chassé les autres, pris le caisson et trois chevaux. Nous lui avons demandé ce qu'il désirait, il a répondu qu'il ne voulait qu'un poste d'honneur.

« Les volontaires ont pris beaucoup d'or et d'argent à Furnes ; au lieu de le vendre comme ils y étaient invités par des agioteurs, ils l'ont méprisé ; plusieurs ont donné l'écu de six livres pour quatre livres dix sous en assignats.

« Salut et fraternité.

« *Signé HENTZ, PETSSARD et DUQUESNOY.* »

**LETTRE DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE PRÈS L'ARMÉE
DU NORD, A LA CONVENTION NATIONALE.**

Lille, le 26 septembre 1793.

« Citoyens mes collègues , une conspiration qui devait livrer à l'ennemi la ville et le fort d'Armentières a été découverte par une note trouvée sur un officier ennemi qui a été tué dans une des dernières affaires. C'était une trentaine d'habitants de ladite ville qui travaillaient pour cela d'intelligence avec les ennemis : ces indignes Français avaient fait passer la liste des royalistes qui étaient dans cette ville ; avaient donné tous les indices et renseignements qu'il fallait à l'ennemi pour entrer dans la ville et prendre les postes. Heureusement nous avons découvert ce complot infame. Les coupables sont arrêtés ; douze sont traduits au tribunal révolutionnaire à Paris ; et les autres, qui nous ont paru moins coupables que ceux-ci , seront conduits dans le château de Dourlens, où ils resteront jusqu'à de nouveaux ordres. Nous faisons passer par ce même courrier toutes les pièces relatives à cette affaire à l'accusateur du tribunal révolutionnaire, et nous l'engageons fortement à traiter cette affaire avec la plus grande rigueur. Peut-être que les suites non-

feront découvrir de plus grands complots, car nous avons lieu de croire que dans les autres villes qui sont, comme Armentières, vis-à-vis l'ennemi, il se trouve d'aussi mauvais citoyens que ceux qui voulaient livrer cette ville à l'ennemi.

« *Signé* BENTABOLLE, LEVASSEUR. »

AUTRE LETTRE DES MÊMES REPRÉSENTANTS A LILLE.

Lille, le 26 septembre 1793.

« Citoyens nos collègues, un des postes avancés de l'ennemi a été vivement enlevé ce matin par nos troupes : on nous a amené cinquante-cinq prisonniers, dont deux officiers commandants de ce poste ; l'ennemi a eu quelques morts et des blessés et nous n'avons pas perdu un seul homme. C'est le citoyen Dandel, chef du 4^e bataillon de la légion franche étrangère, qui a dirigé cette affaire ; et ce sont dix-sept braves hussards au 9^e régiment qui l'ont exécutée avec un courage et une intrépidité qu'inspire seul l'amour de la patrie et de la liberté. Il faut qu'à l'avenir la république connaisse par leurs noms tous ceux des citoyens soldats qui la servent avec distinction ; jusqu'à ce moment les généraux se sont attribué la gloire que presque toujours le soldat seul avait méritée.

Nous vous remettons ci-joint l'état nominatif des hussards qui se sont distingués dans cette affaire, pour que leurs noms soient insérés au bulletin et qu'il en soit fait mention honorable dans le procès-verbal.

« Palucet, capitaine ; Houdnart, sous-lieutenant ; Cadet, maréchal-de-logis ; Jeure, brigadier ; Pegorrier, Félix, Fontaine, Devos, Sigard, Poulain, Dumont, Blaudin, Jaunnau, Ordinaire, Carlier, Viguiard, Poncelet, Delback, hussards.

« *Signé* BENTABOLLE, LEVASSEUR. »

DISCOURS DE LEVASSEUR SUR LES ARMÉES.

« On a laissé des garnisons énormes ; on a cédé à la crainte que venaient témoigner les communes. Il en est résulté un morcellement funeste dans nos armées. L'ennemi a attaqué successivement les différents postes et les a forcés presque partout.

« L'événement malheureux de la ville de Cambrai justifie les plaintes du comité et a prouvé les dangers attachés à l'inexécution de ces arrêtés.

« Il en a été de même des attaques partielles qui ont été faites dans la Flandre maritime. Qui n'a pas applaudi aux espérances données par le général Vandamme, espérances qui étaient fon-

dées si ce système du comité, qui crie sans cesse aux généraux de marcher et d'attaquer par masse, eût été suivi?

« Que firent les divers généraux sur la Flandre maritime! ils forcèrent, à la vérité, les cinq postes avancés; ils les eurent tous à la fois, mais ensuite ils furent repoussés par l'ennemi qui suivait le système de masse trop négligé par les généraux de la république.

« Telle a été la cause des échecs éprouvés à Marchiennes et à Orchies.

« Le sang du soldat, le sang du républicain, prodigué à l'impéritie ou à un faux système dans ces deux actions, crie vengeance et appelle la sévérité des représentants de la nation, en même temps qu'il prescrit la nécessité de peines sévères contre ceux qui n'obéissent pas aux ordres émanés du centre du gouvernement.

« Parcourons rapidement les événements de cette campagne, qui devait être si désastreuse pour la république si on s'en était rapporté aux sinistres présages qui résultaient des trahisons successives de Dumouriez, de Custines, de Houchard, sur la frontière la plus menacée et la plus malheureuse, la frontière du nord.

« Je ne vous parlerai pas de la reddition de Condé.

« Au commencement de septembre près de quarante mille hommes furent envoyés par les puissances coalisées pour attaquer ce point important (Dunkerque); des intelligences étaient ménagées à

Bergues et à Dunkerque; de nombreuses familles anglaises servaient ces projets perfides : le pays est inondé de hordes étrangères.

« Aussitôt le comité forme un plan de défense pour envelopper l'armée ennemie en se portant sur Furnes, Ostende et Nieuport.

« Le plan de campagne n'a été exécuté que très imparfaitement; au lieu d'envelopper l'ennemi on l'a attaqué de front, et l'on peut juger par la perte qu'il a faite dans cette attaque partielle de l'échec décisif qu'il aurait dû éprouver. »

(Moniteur du 7 frimaire 1793, n. 67.)

SOCIÉTÉ DES JACOBINS, SÉANCE DU 3 NIVOSE.

Levasseur : « Citoyens, je demande à arracher le masque dont se couvre Philippeaux. Je déclare que le patriotisme de Philippeaux consiste en bavardage, en déclamations, et que pas une action républicaine ne parle en sa faveur. Je fus avec lui officier municipal du Mans, il ne mit jamais la main à l'ouvrage. Je l'accuse de m'avoir engagé ainsi que Boutroue et Letourneur à voter l'appel au peuple; d'avoir écrit dans un journal qu'il rédigeait en faveur de l'appel au peuple, quoiqu'il ait voté depuis contre l'appel. Je l'accuse d'avoir menti dans

le rapport qu'il a fait au dîner avec Vincent, Hébert, etc. ; Vincent dit à Philippeaux, dans un moment où la conversation avait pour objet les généraux de la Vendée : « Ronsin et Rossignol sont d'excellents patriotes ; Philippeaux répondit qu'ils étaient des scélérats ; et, sur ce que Vincent ajouta que les jacobins en pensaient autrement, il répliqua que les jacobins n'étaient composés que de fripons, etc. »

Philippeaux. « Je ne m'attendais pas à être accusé par Levasseur, lui, mon compatriote et mon confrère.

« Je me voue à l'infamie s'il se trouve dans mon rapport un seul fait controuvé. Je vous lirai un article que je composai sur la mort du tyran, le 19 janvier, époque à laquelle il est permis de croire que je cédaï à ma conscience. Je vous rappellerai la manière dont je motivai mon vœu dans l'affaire du roi, où je reconnus m'être trompé jusqu'à ce jour, et où je votai sa mort.... Je déclare que j'ai toujours voté dans le sens de la Montagne. »

Levasseur. « Excepté dans l'affaire de Marat, où il ne voulut pas rester quoique nous l'y engageassions tous, et où je restai seul avec Boutroue, de ma députation. »

Philippeaux. « Je vais répondre aux inculpations principales ; je poursuivrai les hommes que j'ai déjà poursuivis... les hommes qui sont causes des malheurs de la république ; qui ont fait couler le

sang de cinquante mille de nos frères dans la Vendée, et qui ont dilapidé le trésor public.

« Tous les habitants du théâtre de la guerre vous rendront témoignage que Ronsin et Rossignol étaient toujours plongés dans les plaisirs, occupés à faire bonne chère, et qu'ils n'étaient jamais à la tête de leurs armées, excepté à l'affaire du 18, où Ronsin trouva moyen de faire écraser une armée de quarante-trois mille hommes par des brigands au nombre de trois mille.

« Écoutez les fautes d'un homme aussi expérimenté que Ronsin et vous verrez ensuite s'il est excusable :

« Son armée était sur huit hommes de front. elle avait six lieues de flanc, et l'artillerie était en tête dans un fond, embarrassée avec les équipages et ne pouvant être d'aucune utilité, tandis qu'il eût pu s'emparer des hauteurs pour foudroyer de là les ennemis, qui, au contraire, placés dans le poste avantageux, taillèrent notre armée en pièces. »

Philippeaux nie ensuite le propos insolent qu'on lui reprocha d'avoir tenu sur le compte de la société des jacobins.

Levasseur interpelle Hébert de déclarer s'il est vrai ; Hébert atteste que Philippeaux l'a tenu ; celui-ci persiste à le nier.

Danton. « Je demande la parole pour une motion d'ordre ; il est du devoir de la société d'entendre dans le silence notre collègue Philippeaux :

quant à moi, qui n'ai point d'opinion formée sur cette affaire, je désire acquérir une conviction.

« Un grand procès se discute et se discutera de même à la convention.

« Pour être à portée de prononcer sainement dans cette affaire, nous avons besoin d'écouter attentivement, et je réclame le plus grand calme.

« La société ne veut rayer personne par provision, mais peut-être cette affaire se lie à une multitude d'autres qu'il faut enfin éclaircir. Je n'ai aucune opinion formée sur Philippeaux ni sur d'autres; je lui ai dit à lui-même: « Il faut que tu prouves ton accusation ou que tu portes ta tête sur un échafaud. »

« Peut-être n'y a-t-il ici de coupables que les événements: dans tous les cas, je demande que tous ceux qui ont à parler dans cette affaire soient entendus. Il n'y a qu'un malheur à redouter, c'est que nos ennemis profitent de nos discussions: qu'ils en profitent le moins possible, et conservons tout le sang-froid qui nous est nécessaire. »

Robespierre. « S'il est question ici d'une querelle individuelle; si Philippeaux n'a obéi qu'à des passions particulières; si l'amour-propre a été mis en jeu, il doit faire le sacrifice de son opinion; mais si une passion plus violente, l'amour de la patrie et de la liberté l'a engagé à dénoncer à l'univers entier le comité de salut public, alors ce n'est plus une querelle d'individu à individu, c'est le gouvernement, ce sont des hommes calomniés

et abhorrés par les puissances étrangères qu'on attaque, et la société doit entendre un homme qui, j'aime à le croire, n'a eu que de bonnes intentions. On dit qu'il a accusé le comité de salut public dans sa brochure (je ne l'ai point lue) d'avoir fait sacrifier par entêtement trente mille hommes.

« Quoi ! le comité de salut public est accusé d'être composé d'assassins ! que diraient de plus les aristocrates et nos véritables ennemis ? Cependant Philippeaux n'a point eu d'intentions contre-révolutionnaires ; il faut l'entendre et juger entre lui et le comité. La discussion doit donc être calme et tranquille. Citoyens, d'où viennent les agitations qui vous tourmentent depuis quelques jours ? Savez-vous que les puissances étrangères vous cernent ici ? elles vous ont placés entre deux écueils entre le modérantisme, qui est abattu pour jamais et la perfidie prussienne de ces hommes qui veulent la république ou plutôt l'incendie universel. Soyez-en persuadés ; la tactique de nos ennemis, et elle est sûre, c'est de nous diviser ; on veut que luttant corps à corps nous nous déchirions de nos propres mains.

« Quels sont donc ces soupçons qu'on répand depuis quelques jours ? On se plaint de certaines arrestations, on voudrait faire croire qu'elles sont l'ouvrage d'un homme ; non, ne le croyez pas, elles avaient été discutées dans les comités de salut public et de sûreté générale, et l'opinion na-

tionale était formée. D'autres patriotes ont été arrêtés, et le peuple s'en est rapporté à la justice de la convention. Marat n'avait-il pas été tranquillement au tribunal révolutionnaire? n'en est-il pas revenu triomphant? Chabot, qui a rendu les plus grands services à la chose publique, n'est-il pas arrêté? Les patriotes ont-ils pris l'alarme? Que la société se repose sur la convention, sur la Montagne; les patriotes auront toujours le courage d'arracher leurs frères à l'oppression. Je demande que Philippeaux soit entendu, et on lui répondra. »

Philippeaux. « J'ai dans mon cœur les principes que vient de professer Robespierre. Je n'ai point voulu diviser les patriotes. Voici ce que j'ai fait : de retour de ma mission dans la Vendée, je me suis présenté au comité pour lui rendre compte de mes opérations. J'ai cru remarquer dans le comité des formes repoussantes et qui ne conviennent point à des républicains : on n'a point voulu m'écouter ; alors j'ai fait imprimer ce que je savais et ce que je ne pouvais taire. Mais pour ne point servir l'aristocratie, je n'ai fait tirer de ma brochure que le nombre d'exemplaires suffisant pour mes collègues de la convention. »

Levasseur. « Cela n'est pas vrai ; tu en as envoyé des exemplaires à Saumur et à Angers. »

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE HARDY, CHEF DU 7^e BATAILLON DE LA MARNE, COMMANDANT TEMPORAIRE DE LA VEDETTE RÉPUBLICAINE, AU MINISTRE DE LA GUERRE.

De la vedette républicaine (ci-devant Philippenille),
le 2 nivose.

« La garnison a fait avec beaucoup de succès différentes sorties pour réprimer l'audace de l'ennemi. L'enlèvement de cinq cloches, pesant environ quinze mille, quarante voitures de bois, de blé, des moutons et la mort de plus de vingt esclaves du despotisme furent le fruit de la première. Deux jours après l'ennemi tenta d'avoir sa revanche : il ne fut pas plus tôt en présence que les républicains fondirent sur lui avec une impétuosité à laquelle il ne put résister ; il laissa un grand nombre des siens sur la place, les autres prirent la fuite à travers les bois. Nous n'eûmes pas un seul homme de tué ni de blessé.

La place avait besoin de bois. On résolut de forcer un poste ennemi pour s'en procurer. On détacha un nombre suffisant seulement pour enlever le poste et protéger la rentrée du bois, sous les ordres de Prestat, adjoint au chef du 20^e bataillon d'infanterie ; il fond sur le premier poste

de l'ennemi, l'enlève d'emblée, avec la seule perte d'un chasseur à cheval : mais nos troupes, entraînées par leur ardeur, qu'augmente le succès, ne s'en tiennent pas là et forcent quatre autres postes qui soutenaient le premier, tuent vingt-cinq hommes à l'ennemi et lui font quinze prisonniers. Pendant ce temps, on fait entrer de nouveau dans la place bois, cloches et argenterie d'églises.

Ces succès sont particulièrement dus à la valeur des dragons du 10^e régiment, des chasseurs à cheval du 20^e, des soldats du 6^e bataillon de la Marne et du 20^e bataillon d'infanterie légère.

« Prestat, qui conduisait la colonne, Wathez, capitaine des chasseurs du 20^e régiment, et Comtois, capitaine commandant des dragons du 10^e régiment, se sont conduits en braves sans-culottes ainsi que tous leurs frères d'armes. »

**BELLE ACTION DU CITOYEN MANDEMENT, CAVALIER
AU 6^e RÉGIMENT DE CAVALERIE, LORS DE L'AFFAIRE
D'HONDSCHOOTE.**

« Le 6^e régiment de cavalerie étant en bataille derrière les lignes d'infanterie, attendant le moment d'agir, on demanda des cavaliers de bonne volonté pour porter des cartouches à nos bataillons, qui s'avançaient, en faisant un feu terrible, sur les redoutes : nos cavaliers malgré le feu

terrible de l'ennemi s'empressèrent de porter des secours à leurs frères d'armes ; rien ne ralentit leur ardeur.

« Un nommé Mandement remplit son sac de cartouches, se porte au galop vers nos bataillons et leur dit : « Camarades, avez-vous besoin de cartouches ? — non, camarade, nous ne tirons plus : nous tirons sur les brigands à l'arme blanche. » En se retirant, ce cavalier aperçoit dans un pr-huit ou dix soldats d'infanterie qui gardaient un drapeau ; croyant que c'était de nos troupes, il marche vers eux avec sécurité au travers d'une haie épaisse : « Camarades, voulez-vous des cartouches ? — Approchez, » lui crièrent-ils. Ce cavalier franchit la haie ; il reconnaît son erreur mais trop tard : il était entouré. « Rends-toi, » lui dirent-ils, et se saisissant des rênes de la bride de son cheval et s'emparant du passage : ce cavalier, faisant semblant de se rendre, jette à terre son sac de cartouches ; ces brigands lâchent aussitôt les rênes pour les ramasser ; Mandement tire son sabre, les frappe de droite, de gauche, de tous les côtés, saute sur le drapeau, qu'il leur arrache, et se fait jour à travers la haie.

« A peu de distance de là il se vit entouré par le régiment ennemi ; il le traversa au milieu du feu et des baïonnettes ; mais, se voyant pris de tous les côtés, il fut obligé de le repasser une seconde fois sans se dessaisir de son drapeau. Il distingua le colonel, qui était en avant de son régiment : il

tombe sur lui à coups de sabre, en lui criant à haute voix : « Voilà la cavalerie qui arrive pour vous charger ! » A peine eut-il lâché ces mots que le régiment ennemi, croyant la cavalerie déjà au milieu de ses rangs, jette bas ses armes, ses havresacs et prend la fuite; Mandement se saisit du colonel et abandonne le drapeau.

« La prise du colonel était infiniment plus importante puisqu'il en est résulté la déroute de ce régiment. Mandement, avec sa prise, rencontre le général Jourdan, qui était blessé, et avec lequel il fit route jusqu'au quartier-général.

« Ce cavalier a eu un reçu de l'adjutant-général Ernouf, en date du 8 septembre dernier, qui constate qu'il a amené à Cassel un colonel allemand.

« L'action courageuse de Mandement est attestée par les membres du conseil d'administration du 6^e régiment de cavalerie et par le général Jourdan lui-même.

(Extrait du Moniteur du 16 nivose an II.)

EXTRAIT DU RAPPORT DE BARRÈRE SUR L'INTÉRIEUR.

« Le 31 mai se forgea, au milieu des refroidissements de toutes les passions, de tous les intérêts, de tous les complots, une constitution républicaine simple et énergique. Des conspirateurs

contre cette arche sainte ont été punis , et la patrie a dû , pour se sauver , mettre la terreur à l'ordre du jour.

« Le parti de l'étranger et des conjurés domestiques ont pris alors une marche nouvelle. C'est en vain que des généraux traîtres , des députés parjures , des fédéralistes incorrigibles , étaient traduits devant le tribunal révolutionnaire ; l'intrigue redoublait dans les cités ; le faux patriotisme triomphait dans les sociétés populaires ; les étrangers étaient partout , et la trahison couvrait nos côtes et nos frontières.

« Où étaient donc les citoyens suspects à la république ? ils étaient partout ; ils commandaient nos armées et nos escadres ; ils entraînaient notre artillerie ; ils réchauffaient ou attiédisaient à leur gré la Vendée.

« Où étaient les citoyens suspects à la liberté ? ils prenaient le costume des sans-culottes ; ils inondaient les places publiques ; ils égaraient les groupes des citoyens ; ils corrompaient l'esprit public ; ils correspondaient avec les puissances étrangères ; nobles , ils donnaient des secours aux émigrés ; fanatiques , ils recélaient les prêtres conspirateurs ; incrédules , ils se plaignaient sans cesse de la perte de la religion ; opulents , ils recélaient avec un soin avare leur inutile fortune ; pauvres , ils se plaignaient avec amertume du nouvel état des choses ; citadins , ils louaient l'esprit de la révolution en la maudissant ; habitants des camp-

gues, ils dénigraient les lois nouvelles; politiques, ils accusaient le gouvernement; marchands, ils s'engraissaient de la substance la plus précieuse du peuple; banquiers, ils avilissaient la fortune publique et alimentaient nos ennemis; éloquents, ils prêchaient le fédéralisme; indifférents, ils formaient l'appui des contre-révolutionnaires, et présentaient à la liberté une nation étrangère au milieu des Français; écrivains périodiques, ils corrompaient les sources de l'opinion; lettrés, ils pleuraient l'esclavage académique; et stipendiaires du despotisme, leur plume était paralysée pour la liberté.

« Il n'est pas jusqu'à cette classe utile et malheureuse du peuple que les scélérats n'eussent corrompue. Des cordonniers étaient investis de séductions pour cartonner leurs souliers; des fournisseurs pour altérer les substances et les matières premières; les chaquetiers pour couper les traits et livrer les canons; les marchands d'eau-de-vie pour l'altérer; les ouvriers de l'habillement pour donner des vêtements insuffisants, mesquins et de peu de durée; les armuriers, pour donner des armes de mauvaise trempe. Ils avaient tout couvert de crimes et de corruption; ils avaient tout altéré, tout dénaturé, tout armé de soupçons.

« Il n'est pas jusqu'aux femmes qu'ils n'eussent attirées dans le parti suspect ou contre-révolutionnaire. La vanité ou les vices des femmes d'une

caste noble ou corrompue ont prêché, fomenté encouragé l'émigration ; les autres classes ont été employées, les unes à atténuer le courage de nos armées, les autres à servir de moyens de correspondance à nos ennemis extérieurs ; ainsi l'épidémie contre-révolutionnaire avait lancé partout des symptômes que le législateur a été obligé d'examiner et de guérir.

« Une institution terrible, mais nécessaire, une institution qui a sauvé la France, malgré quelques abus (quelle institution en a jamais été exempte ?), a été disséminée dans toutes les sections, dans toutes les communes.

« La loi qui fit arrêter les personnes suspectes a été et a dû être portée. L'aristocratie a frémi en voyant perdre ses soutiens et incarcérer ses émissaires. L'œil perçant et scrutateur de la liberté jalouse s'est reposé sur chaque citoyen, a pénétré dans chaque famille, a percé dans chaque famille.....»

« Ainsi, je dirai avec plus de raison et de politique que les écrivains périodiques qui, sans le savoir et sans le vouloir peut-être, ravivent les contre-révolutionnaires et réchauffent les cendres de l'aristocratie ; je dirai : noble, suspect ; prêtre, homme de cour, homme de loi, suspects ; banquier étranger, agioteur connu, citoyen déguisé d'état et de forme extérieure, suspects ; homme plaintif de tout ce qui se fait en révolution, suspect ; homme affligé de nos succès à Mau-

beuge, à Dunkerque et dans la Vendée, suspect; oh! la belle loi que celle qui eût déclaré suspects tous ceux qui à la nouvelle de la prise de Toulon n'ont pas senti battre leur cœur pour la patrie et n'ont pas eu une joie prononcée! Que n'a-t-on pu pénétrer ce jour-là dans les salons dorés, dans ce que la vanité appelle des hôtels, dans les clubs aristocratiques, dans les cafés inciviques, dans les groupes salariés, dans les confidences des complices du despotisme! c'est là que les comités de surveillance eussent frappé sans erreur et incarcéré sans remords.

« De telles arrestations n'eussent pas motivé une nouvelle traduction de Tacite, qui n'écrivait que contre les tyrans sans révolution, et non contre les républicains révolutionnaires; Tacite, qui ne burinait les traits hideux de la tyrannie que lorsque la tyrannie était passée, et non pas lorsque nous attaquions les vieux amis, les incorruptibles sectaires de la tyrannie.

« Je suis bien loin d'attaquer les intentions d'un de nos collègues, dont je connais le patriotisme et les talents qui ont plusieurs fois servi la liberté.

« Ce n'est pas que nous voulions non plus établir l'infailibilité des comités de surveillance; ils sont composés d'hommes exaltés pour la liberté, d'hommes entourés de passions étrangères, quand même ils n'auraient pas leurs passions personnelles.

« Il faut corriger leurs erreurs , réformer leurs abus , punir leurs délits, et non pas atténuer leur force nécessaire, attiédire leur courage utile, et dissoudre des éléments si pénibles à réunir. Mais aussi il ne faut pas prohiber les manufactures d'armes parce que les assassins se servent de fusils , ni proscrire l'imprimerie parce que des calomnieux en abusent.

« N'altérons pas, ne perdons pas le mouvement, la vigueur révolutionnaire ; le moment du repos ou l'inattention même est surveillée par les aristocrates et les ennemis de la république : ils ont un instinct subtil de contre-révolution qui ne les abandonne pas un instant.....

« Mais le législateur vous doit cependant une vérité évidente ; il vous doit une justice éclairée ; il vous doit un examen général mais sévère des motifs d'arrestation ; il doit des mandats de liberté à tous ceux qui n'ont pas dû, qui n'ont pas pu entrer dans la classe des suspects , et qui ne sont pas faits pour donner , par leurs moyens, par leurs principes, par leurs relations, par leur vie politique, des inquiétudes à la liberté, des sollicitudes à la patrie.

« Aussi la convention nationale, sur la motion de Robespierre, a reconnu la nécessité de rechercher les moyens de rendre des patriotes à la liberté sans atténuer les mesures révolutionnaires. Elle renvoie aux comités de salut public et de sûreté générale la recherche du meilleur moyen d'exécution. Voici le décret.

« 1^{er} La convention nationale décrète que les comités de salut public et de sûreté générale nommeront des commissaires, pris dans leur sein, pour rechercher les moyens de remettre en liberté les patriotes qui auraient pu être incarcérés.

« 2° Les commissaires apporteront dans l'exercice de leurs fonctions la sévérité nécessaire pour ne point énerver l'énergie des mesures révolutionnaires commandées pour le salut de la patrie.

« 3° Les noms de ces commissaires demeureront inconnus au public, pour éviter les dangers des sollicitations.

« 4° Ils ne pourront mettre personne en liberté de leur propre autorité.

« Ils proposeront seulement le résultat de leurs recherches aux deux comités, qui statueront définitivement sur la mise en liberté des personnes qui leur paraîtront injustement arrêtées. »

Ce discours était accompagné dans le *Moniteur* de la note suivante :

« Nous devons à nos lecteurs quelques observations pour l'intelligence de cette partie du rapport de Barrère.

« Camille Desmoulins, dans un journal qu'il vient d'entreprendre sous le nom de *Vieux Cordelier*, s'élève avec chaleur contre la mesure de l'arrestation des gens suspects. On a vu avec quelque étonnement ce représentant du peuple deve-

nir tout à coup aussi indulgent envers les ennemis de la liberté qu'il leur était autrefois terrible; car il faut ou prétendre qu'il n'existe plus de contre-révolutionnaires ou préserver de leurs trahisons le berceau de la république en s'assurant de leurs personnes.

« Son troisième numéro a été dénoncé dans toutes les sociétés populaires de Paris. Ce n'est pas que nous pensions que le tableau qu'il a fait, sous le titre de *Traduction de Tacite*, de la tyrannie des Césars puisse fournir aucun moyen de parallèle avec la mesure précautionnelle de l'arrestation momentanée des hommes suspects. Les couleurs et les expressions dont il s'est servi dans la rédaction de cet article, plutôt que les faits exposés dans sa nomenclature des victimes de la cruauté soupçonneuse des tyrans romains, ont pu donner lieu aux applications perfides de l'aristocratie. Mais combien il serait nécessaire que les écrivains politiques eussent attention de ne jamais servir la malignité de ces hommes accoutumés à saisir avec avidité tout ce qui peut discréditer les mesures que la prudence et la vigueur révolutionnaire commandent !

« Sans doute le Romain libre, persécuté par un tyran usurpateur, le préteur patriote, Quintus Gelius, à qui Auguste arracha les yeux de sa propre main avant de le livrer au bourreau, ne doit pas être assimilés à l'aristocrate français condamné par le salut public au sacrifice momentané

de la liberté ; sans doute le peuple français , exerçant enfin le droit d'une juste méfiance contre les riches égoïstes qui l'ont si long-temps trahi et opprimé , ne sera pas non plus comparé à Néron , qui déclarait suspects , dit Desmoulins , ou condamnait à mort tous les citoyens riches pour envahir leurs biens . Mais pourquoi ces tableaux ont-ils été environnés par l'artifice de couleurs qui sembleraient faites pour indiquer aux ennemis de la liberté des points de ressemblance qui fournissent déjà un nouvel aliment à leurs calomnies ? Il n'est pas permis d'attaquer la pureté des intentions d'un écrivain qui n'a cessé de montrer un patriotisme prononcé ; mais la joie que tous les hommes , toutes les sociétés , connus par leur aristocratie , ont témoignée sur la publication des deux derniers numéros de ce journal , qui fait en ce moment le texte de toutes les conversations , a été le thermomètre sur lequel les patriotes ont jugé cette production . »

(Moniteur du 8 nivose an II .)

**EXTRAIT DU RAPPORT FAIT DANS LA SÉANCE DU 18
PLUVIOSE , PAR CHOUDIEU , L'UN DES COMMISSAIRES
ENVOYÉS PAR LA CONVENTION AUPRÈS DES ARMÉES
DIRIGÉES CONTRE LES REBELLES DE LA VENDÉE .**

« La guerre de la Vendée doit tenir une place importante dans l'histoire de la révolution fran-

çaise; née, pour ainsi dire, avec elle, elle a été sourdement entretenue par les ministres du tyran constitutionnel. Elle a éclaté plus fortement après son supplice, et quand les chefs qui la dirigeaient n'ont plus été retenus par la crainte de compromettre sa tête. Enfin elle est devenue le centre de toutes les espérances et de tous les efforts de nos ennemis du dehors et des conspirateurs de l'intérieur.

« Mais si cette guerre a causé de grands maux à la patrie elle a aussi puissamment servi la liberté. C'est elle qui a ouvert les yeux des bons citoyens sur les dangers qui l'entouraient à son berceau; c'est elle qui a porté tout à coup les républicains français à ce degré d'énergie qui fait aujourd'hui trembler l'Europe esclave; c'est elle enfin qui d'une extrémité de la France à l'autre a réuni tous les hommes libres et les a sauvés du piège du fédéralisme.

« On a beau écrire sur cette guerre, mais personne ne s'est attaché à indiquer son véritable caractère, son objet politique et les causes de ses étonnants progrès et de sa longue durée; nous n'avons eu jusqu'ici que des écrits dictés par l'esprit de parti vainement déguisé, par la haine, l'ambition et toutes ces petites passions qui ne permettent jamais d'observer avec justesse, et qui substituent dans leurs tableaux le fiel et l'amertume à l'amour de la patrie et à la vérité.

« Envoyés dans la Vendée en qualité de repré-

sentants du peuple, nous avons dû nous élever au-dessus des intrigues et des intérêts particuliers ; le triomphe de la liberté et l'anéantissement des rebelles ont dû seuls diriger notre conduite.

« Je viens rendre compte à la convention nationale des faits dont nous avons été les témoins , de ceux qui se sont passés autour de nous , et des réflexions morales et politiques que nous avons été à portée de faire pendant le cours d'une mission de près de neuf mois.

« J'ai annoncé hier que nous avions présenté ce travail , mon collègue Richard et moi , et que nous l'avions livré à l'impression.

« Je me bornerai donc à vous présenter un tableau rapide des causes de cette malheureuse guerre depuis près de trois années.

« Le fanatisme avait préparé la rebellion de la Vendée ; le conseil exécutif , instruit de ces premiers mouvements , ou les méprisa ou les cacha à la nation ; peut-être même les favorisait-il.

« Les administrateurs de départements , les districts , les municipalités ne prenaient aucune mesure pour les réprimer ; sans doute ils les favorisaient aussi.

« Les habitants de ces contrées , plongés dans la plus parfaite ignorance , étaient restés asservis aux nobles , aux prêtres , au milieu de la France libre ; ces ennemis implacables de la liberté n'avaient osé d'abord se déclarer les chefs de la révolte.

« Les paysans étaient alors sans armes, sans munitions et même sans chefs; ils ne s'étaient d'abord soulevés que pour redemander leurs bons prêtres; on se donna bien de garde de leur parler de noblesse, de féodalité; les nobles eurent au contraire la politique d'adopter le même costume de prendre les mêmes habitudes, d'assister religieusement aux grand'messes qui se chantaient en cérémonie; de porter des chapelets et des rosaires; et avec cette hypocrisie ils parvinrent à surprendre leur confiance. Ce ne fut que par degrés qu'on prépara les esprits à entendre parler de la royauté en la mêlant toujours à la religion; par ce moyen on parvint à grossir le parti. Bien les riches fermiers, les administrateurs perfides se rangèrent du côté des rebelles, et leur nombre s'accrut encore de tous les brigands en soutiers, d'émigrés, et de tous les déserteurs étrangers que la faction de la Gironde avait appelés en France; présentant à l'assemblée législative ce décret si politique qui leur accordait cent livres de pension.

« L'assemblée constituante avait été instruite de ces mouvements; mais le moyen qu'elle employa pour les apaiser leur donna au contraire de la confiance; elle remit l'autorité entre les mains de ceux qui avaient intérêt à favoriser l'explosion. Elle chargea le roi d'envoyer dans ce pays des commissaires civils, et de prendre les mesures qu'il jugerait nécessaires pour le rétablissement de la tranquillité publique.

« Gensonné fut chargé de cette mission avec un nommé Gallois, et le traître Dumouriez fut chargé, comme officier-général, de la direction des forces qu'on feignit d'opposer à ces commencements de révolte. Ces commissaires parcoururent les villes et les campagnes en véritables envoyés du roi : au lieu de répandre autour d'eux la lumière, de dessiller les yeux des malheureuses victimes du fanatisme, ils donnèrent à leurs erreurs un nouveau degré de force et de violence ; ils approuvèrent solennellement leur coupable résistance à l'exécution des lois, et leur promirent de la faire ratifier par les représentants de la nation.

« L'assemblée législative, à qui Gensonné et Gallois vinrent rendre compte de leur mission, était trop faible pour prendre dans cette circonstance les mesures vigoureuses que commandait le salut de la liberté ; elle confondit cette affaire importante avec les plaintes journalières qu'elle recevait contre les prêtres non assermentés, et ne s'en occupa plus.

« Cependant les nobles et les prêtres ne perdaient pas un moment, et de temps à autre des émeutes partielles annonçaient un mouvement plus général et plus violent. Les conspirateurs agissaient avec d'autant plus d'audace que tout leur promettait l'impunité.

« Enfin, vers le mois de juillet 1792, les conjurés donnèrent le signal, et la révolte devint générale

dans une partie des départements de la Vendée, Deux-Sèvres et de Maine-et-Loire; mais les projets des rebelles échouèrent cette fois; neutralisés par l'esprit de modérantisme, qui depuis a produit tant de funestes effets, ils se mirent en campagne, et, se portant avec rapidité sur tous les points, ils parvinrent bientôt à les dissiper. Ce fut à Bressuire que l'avantage des défenseurs de la liberté fut le plus marqué; on y fit prisonniers la plupart des chefs, et tout semblait annoncer que la conspiration était déjouée sans retour; mais elle avait des branches trop étendues.

« On avait chargé le tribunal criminel de Niort de suivre le procès des coupables : quelques hommes obscurs furent punis de mort; tous les autres, au nombre de près de trois cents, recouvrèrent la liberté et le droit de conspirer de nouveau contre la patrie.

« Le peu de succès de leurs premières tentatives leur apprit toutes les difficultés d'une pareille entreprise : ils conçurent des plans plus vastes et cherchèrent des complices dans les départements voisins, et surtout dans ceux de la ci-devant Bretagne; c'est alors que se trama la fameuse conspiration de la Rouerie, dont la découverte a prévenu tant de malheurs.

« Les mesures révolutionnaires étaient alors inconnues; l'assemblée législative, en proie aux intrigues et aux factions, ne comptait dans son sein qu'un petit nombre d'hommes assez énergiques

pour créer ces résolutions hardies qui seules peuvent sauver la patrie dans les temps difficiles, et la voix des amis du peuple avait toujours été étouffée par les partisans de la royauté : à peine cette assemblée avait-elle pu parvenir à former deux lois faiblement répressives contre les émigrés et contre des prêtres ouvertement rebelles ; et tel était le degré d'oppression où elle se trouvait que le roi ne craignit pas de refuser sa sanction à ces décrets et de s'avouer publiquement le complice et le protecteur des assassins du peuple.

« La convention nationale remplaça bientôt la législative, après que le peuple eut renversé le trône et les tyrans ; elle semblait promettre à la France un gouvernement plus vigoureux, mais on ne l'espéra pas long-temps. Une faction coupable s'éleva sur les débris du trône, et gouverna suivant les principes de la cour ; les meilleurs patriotes furent représentés à l'opinion publique comme des monstres couverts de crimes ; plutôt, des émissaires à gages et de nombreux écrits distribuèrent, sous la direction de Roland, les poisons les plus dangereux ; l'esprit public se dénatura, se corrompit ; l'amour de la liberté s'éteignit chez les hommes faibles, et fut comprimé par la persécution dans les hommes d'un caractère plus prononcé : en un mot, l'anarchie et la contre-révolution se montrèrent de toutes parts avec audace, et donnèrent de concert aux Français le signal d'un bouleversement général.

« Les conspirateurs de la Vendée avaient fait avec sécurité tous leurs préparatifs pendant cet état de choses ; il semblait avoir été amené pour eux ; la faction qui dominait alors , entièrement occupée de sa puissance et de ses projets , ne vit pas ou feignit de ne pas voir l'orage qui menaçait la patrie ; et tel était l'aveuglement à cet égard qu'on ne craignit pas de proposer à la convention , dans les commencements de la session , une amnistie pour tous les révoltés dont on instruisait le procès à Niort ; Duchâtel appuya fortement cette proposition ; elle était digne de lui.

« Ce fut vers les premiers jours de mars 1793 que le tocsin sonna dans sept à huit cents communes des départements des Deux-Sèvres, de la Vendée, du Maine-et-Loire et de la Loire-inférieure. On a cru que la loi sur le recrutement en avait été le motif ; on s'est trompé ; elle a tout au plus servi de prétexte à quelques communes environnantes , qui n'étaient pas de la conspiration.

« Nous arrivâmes à cette époque dans le département de Maine-et-Loire. On avait rassemblé les gardes nationales des départements voisins pour les diriger contre les rebelles ; mais les premiers efforts, mal concertés, n'eurent aucun succès et ne servirent qu'à donner aux bigots une nouvelle consistance et de nouvelles forces par les triomphes faciles qu'ils procurèrent.

« Nous ne tardâmes pas à nous apercevoir que cette révolte avait des caractères extrêmement

graves, et que nous ne devions pas espérer de l'éteindre, ni même de l'arrêter avec les seuls moyens que nous avions. L'esprit public était perdu dans ces malheureuses contrées; les meilleurs citoyens, égarés par des écrits perfides et des administrateurs coupables, ne connaissaient plus cette énergie qui n'appartient qu'aux amis ardents de la liberté. Le peuple, entouré de tous les pièges et de toutes les séductions, restait immobile au milieu de cette lutte épouvantable, et s'il faisait quelques mouvements, ils n'avaient point ce caractère de force et de volonté qui décide du succès. Les malveillants, qui se multipliaient partout, contribuaient encore à le décourager; ils ne parlaient des rebelles qu'avec l'accent de l'épouvante, et faisaient passer partout ces sentiments pusillanimes, qu'il est si facile d'inspirer et si difficile de détruire.

« Nous peignîmes avec force la situation pénible où nous nous trouvions au comité de défense générale de la convention, mais nous n'en reçûmes que des promesses stériles qui sont demeurées sans effet : ce comité était alors composé de Brissot qui était son président, de Fermont, Guadet, Gensonné, Vergniaud, Fonfrède, Buzot, Penières, Isnard, Condorcet, Lasource, Péthion, Barbaroux et Doulcet (ci-devant marquis de Pontécoulant).

« Certains de ne rien obtenir d'un comité de pareils hommes, nous écrivîmes à la convention na-

tionale elle-même ; mais son bureau était composé d'hommes basement vendus au même parti. et nos lettres ne lui ont jamais été communiquées.

« Beurnonville était alors ministre de la guerre : nous lui demandâmes des généraux et des troupes. Il ne nous envoya point de troupes , mais seulement un général, et ce général était Vittenkof, celui-là qui accompagnait Louis XVI le 10 août et qui avait préparé les Suisses au massacre du peuple. Notre accueil lui fit connaître que nous étions disposés à faire tomber la tête de tous les traîtres. Il resta qu'un jour avec nous et prétexta un voyage à Rennes pour concerter un plan d'attaque avec le général Labourdonnaye ; depuis ce moment nous ne l'avons pas revu.

« Lebrun succéda à Beurnonville et eut le portefeuille de la Guerre par intérim ; mais au lieu de secourir les efforts de Berruyer, qui nous avait été envoyé pendant cet intervalle, il ne lui fit pas même de réponse. Ce fait a été constaté lors du procès de ce coupable ministre.

« Notre position devenait de jour en jour plus critique. Nous chargeâmes Carra, qui se rendait à Paris, de la faire connaître à la convention. Mais ce mandataire infidèle lui peignit cette guerre cruelle comme une révolte facile à réprimer. La convention fut trompée, et la faction qui dominait n'envoya rien.

« Enfin nous primes le parti d'envoyer à Paris

un de nos collègues et le général lui-même; mais on ne nous renvoya ni l'un ni l'autre.

« Cependant les brigands prenaient de la consistance; ils s'emparaient de Thouars, où la garnison fut faite prisonnière. Quétineau fut accusé de trahison : nous n'étions pas sur les lieux; mais nous avons cru que sa conduite méritait d'être sévèrement examinée : nous l'avons fait arrêter; il est maintenant au tribunal révolutionnaire.

« Pendant ce temps, Biron fut nommé général en chef de cette armée; tout le monde connaît sa conduite et les malheurs dont il a été la cause.

« Ce fut pendant son commandement que Paris fut le théâtre d'une grande et heureuse révolution; d'un mouvement régénérateur qui fut aussitôt partagé par la France entière. Le peuple, dans les journées du 31 mai et 2 juin, avait enfin obtenu justice de ces hommes qui voulaient faire rétrograder la révolution; qui, ligués pour nous ramener la tyrannie, avaient corrompu l'esprit public et peint partout les patriotes comme des scélérats dignes de l'exécration générale.

« Plusieurs d'entre eux, échappés à la surveillance publique, s'étaient répandus sur divers points et avaient appelé autour d'eux les complices et les partisans de leur affreux système. Déjà le midi était en feu, et le Calvados préparait, sous les ordres de Wimfen, au nom de ces mandataires infidèles, une seconde guerre civile.

« Les satellites des despotes, à la faveur de tant

de trahisons, pressaient vivement nos frontières du nord au midi. L'Espagnol était aux portes de Perpignan.

« Il nous fallut lutter contre tous ces obstacles, protéger les patriotes qu'on incarcérait à Nîort par les ordres de Biron et de Westermann, nous défendre contre nos propres collègues, dont l'infame Carra prêchait hautement le fédéralisme.

.....

Ici l'orateur passe en revue la plupart des objections de Philippeaux. Il termine ainsi :

« Philippeaux prétend qu'au retour de Granville, où les brigands furent repoussés d'une manière si glorieuse, il était facile de les ensevelir dans le marais de Dol; qu'une avant-garde seulement de 3,000 hommes leur fut opposée, les battit deux fois de suite, mais succomba enfin sous l'avantage du nombre, faute d'être secourue par le gros de l'armée, que Rossignol tenait à sept lieues du champ de bataille; qu'ensuite cette armée elle-même fut mise en pleine déroute; qu'un nombre des victimes sacrifiées dans cette affreuse journée étaient neuf cents Brestois, pères de famille, et tout le 41^e régiment; que Rossignol s'enfuit à Rennes, dont il disposa l'évacuation, et que le Morbihan s'insurgea dès le lendemain.

« Comme nous n'étions présents à l'affaire de Dol, ni Philippeaux ni moi, nous ne pouvions ni l'un ni l'autre exiger qu'on nous crût sur parole :

il faut donc s'en rapporter aux militaires qui ont pu juger les généraux dans les différents combats qui s'y sont livrés.

« Je copie ici littéralement le compte qui a été rendu au ministre de la guerre par l'adjudant-général Rouyer, envoyé par le conseil exécutif et par ordre du comité de salut public pour surveiller les opérations.

« L'avant-garde, commandée par Marigny et Westermann, s'est trop pressée d'attaquer Dol ; elle y est entrée dans la nuit du 30 brumaire au 1^{er} frimaire. Elle a d'abord battu les brigands qui, revenus de leur première erreur, se sont ralliés et l'ont battue à leur tour ; la deuxième colonne n'a pu arriver assez tôt pour la soutenir. Cependant, arrivée à la portée de l'ennemi, elle a fait bonne contenance, et a soutenu son feu. Ensuite est arrivée la troisième colonne, qui a également soutenu le feu jusqu'à extinction de munitions. On en est venu à l'arme blanche, et la victoire semblait se prononcer pour nous, lorsqu'un ou deux bataillons en fuyant ont entraîné une grande partie de l'armée. Les représentants du peuple et les généraux ont fait de vains efforts pour les rallier. L'armée a cependant repris sa position à Autrain ; les soldats étaient excédés de fatigue, et la nuit approchait : on n'a pas jugé à propos d'attaquer de nouveau. Tout le monde se rapporte à dire que l'on a fait une ample déconfiture des brigands, dont la perte est plus considérable que la nôtre.

« Il y a, ce me semble, à examiner pourquoi, entraînés par leur ardeur ou par un amour excessif de la gloire, quelques généraux préviennent l'heure, le lieu et le mode de combat, tandis qu'une attaque simultanée peut seule assurer le succès.

« Il n'est pas vrai qu'on n'ait opposé aux ennemis qu'une avant-garde de trois mille hommes.

« Il n'est donc pas vrai que Rossignol tint l'armée à sept lieues du champ de bataille, puisque toutes les divisions de l'armée se sont battues.

« Le lendemain l'ennemi sortit de Dol pour se retrancher sur les routes de Pontorson et d'Autrain. Westermann reçut ordre de prendre une position en avant de Pontorson, et de s'y tenir sur une défensive active.

« Rossignol fit sortir l'armée qui était à Autrain, et lui fit également prendre une position avancée en avant de cette ville.

« A deux heures après midi, rien n'annonça que l'ennemi dût attaquer. Aucun mouvement de sa part ne le faisait présumer, quand une vive canonnade annonça que Westermann était aux prises avec les brigands. Rossignol donna à l'instant l'ordre à une partie de troupes légères de sortir de la ligne et d'inquiéter l'ennemi. Les représentants du peuple et les généraux se portèrent en avant pour reconnaître les projets des brigands. Bientôt ils s'aperçurent qu'ils descendaient en

grand nombre et se disposaient à attaquer. Le corps porté en avant, loin de s'opposer à leur marche, prit la fuite. L'armée, placée avantageusement, arrêta l'ennemi pendant quelque temps, mais une terreur panique s'en empare et entraîne une déroute complète. L'ennemi l'a poursuivie jusqu'à Autrain, et même au-delà.

« On a fait de vains efforts pour rallier l'armée, et pour ne la pas voir se débâter il a fallu la laisser filer par Rennes.

« Nos collègues, Bourbotte et Prieur de la Marne, n'ont point quitté Rossignol, et s'il eût trahi les intérêts de la république, ils n'eussent pas abandonné à Philippeaux, qui était alors à Paris, le soin de dénoncer une trahison dont ils auraient été les témoins; autrement, il faut qu'ils les accuse d'en avoir été les complices.

« Qu'à Angers, pendant deux jours que dura le siège, les lieutenants de Rossignol, cachés dans leurs maisons, s'occupèrent uniquement de préparer une fuite honteuse; que les soldats et gardes-nationaux, n'ayant pu être découragés par cette conduite, parvinrent seuls, avec Menard et Beaupui, à repousser les brigands; qu'alors ils conjurèrent les officiers supérieurs de faire une sortie décisive contre l'ennemi en déroute, et ne purent l'obtenir; que Rossignol arriva six heures après la levée du siège, pendant lequel il s'était obstiné à faire stationner l'armée à Châteaubriant, malgré les instances qu'elle lui faisait

de la conduire à l'ennemi, et les conjurations qu'il recevait à toutes les heures par des courriers extraordinaires.

« Il n'est pas vrai que l'armée ait stationné trois jours à Châteaubriant. Elle est arrivée le 11, et elle en est partie le 13 au soir, pour arriver à Angers le 14, après une marche forcée de vingt-deux heures.

« Au surplus, s'il y a des coupables dans cette affaire, ce ne peut être Rossignol, qui n'y était pas, et qui pressait à Rennes le départ du corps d'armée.

« L'adjudant-général Rouyer écrivait au ministre de la guerre, le 15 frimaire, que la stagnation de l'avant-garde à Châteaubriant devait être attribuée à Sepher, et que ce général avait été destitué pour ce fait. Notre collègue Jean-Bon-Saint-André vous a dit dans son rapport que ce général ne s'était mis en mouvement que forcé par des réquisitions.

« C'est donc sans fondement que Philippeaux accuse les lieutenants de Rossignol, et qu'il accuse ce général lui-même de s'être obstiné à faire stationner l'armée pendant trois jours à Châteaubriant.

Philippeaux a eu la relation du siège d'Angers par le procureur-général syndic du département de Maine-et-Loire, qui en a parlé en administrateur plutôt qu'en militaire, et qui, comme lui, l'a sans doute vu de son cabinet. Pour moi, qui n'écris pas légèrement sur la foi des autres, j'ai été in-

struit par un adjudant-général qui a donné tous les ordres pendant le siège , qu'il n'y avait alors dans cette ville qu'un seul lieutenant de Rossignol (pour me servir des mêmes expressions); ce lieutenant était le général Danican , qui s'était replié de Laval sur Angers avec 4,000 hommes , auxquels on doit peut-être la conservation de cette place ; car le courage de ses habitants n'eût pas sans doute suffi à sa défense.

« Je sais qu'on a accusé ce général de s'être tenu pendant l'attaque dans sa maison ; de petites intrigues, adroitement dirigées pour le perdre , ont empêché de dire qu'il était tombé de cheval le premier jour du siège , en visitant les postes , et qu'il était dans l'impossibilité de marcher et de monter à cheval. Son adjudant-général s'est porté partout et a donné des ordres en son nom.

« Je connais les services que les citoyens Beaupui et Menard ont rendus dans cette affaire , mais je soutiens qu'il est impossible qu'ils aient demandé à faire une sortie sans pouvoir l'obtenir ; car ils la pouvaient ordonner eux-mêmes , puisque le général en chef n'était pas arrivé. Beaupui est général de brigade plus ancien que Danican et Menard , commandant de la place. Il est absurde de dire que les hommes qui pouvaient ordonner la sortie n'ont pu obtenir la permission de la faire.

« Que Rossignol , survenu après l'action , ne voulut pas profiter de la déroute des brigands pour les tailler en pièces ; qu'il les laissa tranquillement dé-

vaster toutes les contrées environnantes , et n'envoya pas même à la Flèche une colonne pour leur couper le passage.

« Rossignol en se portant sur Angers, où il arriva le 14 dans la nuit , avait envoyé Marigny avec un parti de cavalerie pour harceler l'ennemi sur les derrières , et ce brave homme s'est fait tuer le lendemain du siège d'Angers sur la route de la Flèche aux environs de Durtal.

Le 15 , Rossignol donna l'ordre à Westermann de se porter en avant avec sa cavalerie sur la route de la Flèche dès la pointe du jour. Westermann, à la vérité, n'était pas parti à midi , mais il en avait reçu l'ordre ; et si quelqu'un est coupable ce n'est pas le général en chef. Le même jour l'armée eut ordre de se former en trois colonnes , dont l'une , aux ordres de Maller, a suivi Westermann sur la route de la Flèche jusqu'à Saette. L'ennemi, qui avait trouvé le pont de Durtal coupé, s'était porté sur Beaugé, où cette colonne l'a suivi. Une seconde colonne a pris la route de la Levée pour protéger Saumur et Tours ; enfin la troisième a eu ordre de se porter sur la route de Beaufort pour servir de corps intermédiaire et protéger la droite et la gauche, suivant le besoin

« Il n'est donc pas vrai qu'on n'ait pas voulu profiter de la déroute des brigands , puisque Westermann avait ordre dès le 15 au matin de les poursuivre. Il n'est donc pas vrai qu'on n'ait pas envoyé de colonne à la Flèche , puisque Wester-

mann et Muller avaient ordre de les suivre sur cette route.

« Que nos armées étaient toujours à huit ou à dix lieues des forces ennemies, qui pouvaient à ces moyens commettre avec succès toutes les horreurs; qu'elles ne furent jointes au Mans que deux jours après leur arrivée en cette ville; que le moment où Rossignol cessa de commander nos armées fut le terme de nos désastres, et que la victoire décisive du Mans n'est due qu'à une infraction des ordres supérieurs.

« J'offre pour preuve irrésistible de tous ces faits
1° la collection des pièces officielles que j'ai remises au comité de salut public à mon retour de Nantes,
2° le témoignage de tous les représentants du peuple qui ont été commissaires nationaux dans les deux Vendées; 3° le témoignage de tous les soldats des diverses colonnes de l'armée de l'ouest; 4° celui de tous les citoyens qui habitent les départements qui ont été le théâtre de la guerre,

« Mon accusation est précise et solennelle; j'en demande le renvoi au comité de sûreté générale pour vérifier attentivement les faits et vous en faire un rapport.

« Il n'est point étonnant qu'une armée en fuite et qui ne traîne pas avec elle d'attirail de guerre ait eu souvent huit et dix lieues d'avance sur l'armée qui la poursuivait et qui était obligée de faire suivre des vivres dans un pays que les brigands dévastaient en passant. Mais la preuve qu'il n'y a

pas toujours eu huit ou dix lieues de distance entre les deux armées, c'est que le général Marigny s'est fait tuer entre Duretal et Angers, où il a rencontré l'ennemi; c'est que Westermann et Muller l'ont atteint entre Beaugé et la Flèche; c'est qu'il a été atteint de nouveau à la Flèche; c'est enfin qu'il a été complètement battu au Mans.

« Je ne sais pas comment Philippeaux nous prouvera que le moment où Rossignol a cessé de commander nos armées a été le terme de nos désastres. car, si je ne me trompe, il était encore, à l'époque de la prise du Mans, le général en chef des armées réunies de l'ouest et des côtes de Brest. Il l'était encore lorsque les brigands ont été battus à Savenay. Enfin, et au grand regret de Philippeaux, Rossignol était encore le général en chef de nos armées lorsqu'ils ont été entièrement exterminés sur la rive droite de la Loire.

« J'ignore ce que Philippeaux a voulu dire lorsqu'il prétend que la prise du Mans n'est due qu'à une infraction aux ordres supérieurs. Quand on accuse on ne doit pas parler en termes énigmatiques. Pour moi, qui ai promis en termes bien clairs de prouver que Philippeaux était un fou ou un imposteur, je crois avoir rempli suffisamment cette tâche pénible, et j'abandonne maintenant à la convention nationale le soin d'examiner si elle le décrètera d'accusation comme un imposteur contre-révolutionnaire, ou si elle lui fera préparer un logement aux petites-maisons.

LETTRE DU GÉNÉRAL PICHEGRU A LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DES AMIS DE L'ÉGALITÉ SÉANTE AUX JACOBINS.

Paris, le 18 pluviôse.

« Je n'attendais, frères et amis, que ma confirmation au commandement de l'armée du nord pour venir au milieu de mes frères, dans le sanctuaire de la liberté, répéter le serment bien gravé dans mon cœur de défendre et maintenir la liberté et l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la république. La nécessité de me rendre promptement à mon poste me prive de cette douce satisfaction ; recevez - en mes regrets, frères et amis. Je vole au milieu de mes frères d'armes et je jure ne m'en séparer que lorsque nous aurons vaincu les tyrans coalisés. Déjà j'ai eu l'avantage de partager les succès de l'armée du Rhin : les soldats de nord n'ont pas moins de courage ; il suffit d'être républicain français et de combattre pour la liberté, pour que la victoire ne soit plus incertaine.

« Continuez, fondateurs du droit de l'homme, à propager dans tous les cœurs l'amour de la république, tandis que nous combattons pour elle. Je jure de faire triompher ses armes, d'exterminer les tyrans ou de mourir en les combattant : mon der-

nier mot sera toujours : vive la république ! vive la Montagne (1) ! »

**LEVASSEUR REPRÉSENTANT DU PEUPLE, AUX CITOYENS
MEMBRES DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC.**

A Beaumont, le 8 floréal, l'an II de la république
une et indivisible.

« J'attendais à Givet, citoyens, des instructions du comité de sûreté générale, dont le citoyen Wirion était porteur. J'ai entendu ronfler le canon du côté de la Vendée républicaine, le moyen d'y tenir ! Massieu et moi nous sommes partis pour Vedette.

« L'armée des Ardennes, commandée par le général Charbonnier, a forcé le passage de Bossut, où en 1693 les Français furent battus ; en 1794, les Français républicains y ont terrassé leurs ennemis : ils s'étaient placés sur les hauteurs ; nos tirailleurs, soutenus par notre artillerie, sont allés les y attaquer. Dans la place, la cavalerie ennemie a chargé trois fois notre infanterie : autant de fois notre in-

(1) Ainsi l'homme à qui le royalisme a élevé des statues feignait d'être rou par les sentiments du plus ardent républicanisme, avant de s'être laissé entraîner à l'appât de l'or ! On concevrait que vivant on lui donnât un salaire pour sa trahison ; on ne croyait pas que mort on pût lui décerner des honneurs publics.

fanterie est allée au-devant d'eux au pas de charge, la baïonnette en avant. Cette nouvelle tactique républicaine a dérouter ces messieurs, et de tous côtés ils ont fui. Le même jour le général Desjardins chauffait Beaumont; notre collègue Laurent y était. Dans la nuit l'ennemi a évacué Beaumont, nous y sommes entrés en même temps que la division de l'armée du Nord : ainsi s'est effectuée une jonction que vous aviez ordonnée. L'armée des Ardennes a fait des prodiges de valeur pour forcer le passage de Bossut. La première réquisition est au pas; officiers, soldats tous se sont conduits en braves républicains. »

LE GÉNÉRAL EN CHEF DE L'ARMÉE DES ARDENNES, AU
COMITÉ DE SALUT PUBLIC DE LA CONVENTION NATIONALE.

Au quartier-général de Turin, le 22 floréal, l'an II
de la république une et indivisible.

« Je vous fais passer le rapport que m'a fait le général Marceau, que j'avais chargé du commandement des divisions de gauche de l'armée des Ardennes. Vous verrez que les troupes qui ont bien mérité de la patrie continuent à se rendre dignes de l'estime des républicains.

« *Salut et fraternité*, CHARBONNIER. »

MARCEAU, GÉNÉRAL DE DIVISION, AU GÉNÉRAL EN CHEF
CHARBONNIER.

Du quartier-général de Thuin, le 21 floréal, l'an II
de la république une et indivisible.

« Conformément à tes ordres et aux dispositions arrêtées, je suis parti du champ de Bossut, et me suis mis en marche ce matin à deux heures et demie. J'ai rassemblé les différentes divisions à l'avant-garde campée à Beaumont, sur les hauteurs de Court. L'ennemi, qui avait ses postes dans la plaine, a bientôt été forcé de les abandonner, et notre formation s'est faite sans obstacle; je me suis porté de là sur Thuin. L'ennemi, qui occupait les bois en avant de cette place, a opposé quelque résistance; mais, forcé par nos chasseurs de les quitter bientôt, il s'est trouvé forcé de se renfermer dans ses redoutes en avant de la place, et dans la place même qu'il avait fortifiée d'une manière formidable. Le général Hardi, qui commande l'avant-garde, a fait investir la ville par les troupes légères, et, à l'aide de quelques pièces d'artillerie légère, a protégé l'établissement des divisions de l'armée sur les hauteurs en avant de la place.

« L'ennemi faisant tous ses efforts pour conserver ce point important, en attendant qu'il se rende maître du Court de la Sambre dans cette partie.

j'ai été forcé d'employer les moyens révolutionnaires et français, la baïonnette. Je t'annonce donc avec plaisir que ce moyen, employé toujours avec succès par les républicains, a encore procuré une victoire à l'armée des Ardennes. Nos chasseurs soutenus par l'artillerie ont enlevé les retranchements et les remparts. Les Autrichiens ont été forcés de nous céder la place, non sans avoir laissé bon nombre de morts ; nous avons aussi fait quelques prisonniers. Annoncé à la république que si l'armée des Ardennes a bien mérité de la patrie, pour avoir repoussé la cavalerie à la baïonnette, la cavalerie a aussi dans cette occasion donné des preuves d'héroïsme. Le onzième régiment de chasseurs à cheval a chargé l'ennemi jusque dans les redoutes, et est entré dans la ville malgré tous les obstacles.

« La division de l'armée du nord, qui devait attaquer Thuin sur la gauche, ayant été retardée par des causes imprévues, n'est arrivée qu'après la prise de la ville ; mais elle a eu aussi part à la fête, et a emporté une position que l'ennemi avait conservée derrière la place, et s'y est établie.

« Je ne parlerai de personne en particulier. Je puis t'assurer que tous ceux qui ont été employés à l'attaque ont fait leur devoir. J'attends les ordres pour demain, et j'espère que l'essai d'aujourd'hui prouvera à tous nos ennemis ce que nous sommes en état de faire par la suite. »

**LE GÉNÉRAL COMMANDANT EN CHEF L'ARMÉE DES AR-
DENNES, AUX CITOYENS REPRÉSENTANTS DU PEUPLE,
COMPOSANT LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC DE LA CON-
VENTION NATIONALE.**

**Au quartier-général de Thuin, le 14 floréal an II
de la république française une et indivisible.**

« Mon dernier courrier vous a appris la prise du
poste de Thuin et le passage de la Sambre. Je vous
annonçais que j'avais mis à la disposition du gé-
néral Desjardins une division, et que je me portais
avec le reste de mes troupes sur les hauteurs de
Lernes. J'occupe aujourd'hui cette position, et je
suis entré hier dans la petite ville de Fontaine-
Levéque, avec votre collègue Levasseur. »

FIN DU TOME II.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS 'LE SECOND VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

Des commissaires de la convention.	Page	1
Toute autorité disparaît devant eux.		5
Leur présence vivifie tout.		6
La trahison est contenue ou réprimée.		7
Ils appellent le génie militaire de nos soldats à briller sur un plus vaste théâtre.		12
Ils font exécuter les plans du comité de salut public.		13

CHAPITRE II.

Arrestation de Custines.	18
L'armée redemande son général.	22
Comité de salut public.	23
Conversation de Carnot et de Levasseur.	24
Décret de la convention qui envoie Levasseur à l'armée du nord avec des pouvoirs illimités.	Id.
Arrivée à Cambrai.	25
Visite de l'état-major.	Id.
Ordre donné au général Kilmaine.	27
Camp de César.	Id.

Harangue à l'armée.	23
Cris séditieux.	24
Levasseur passe l'armée en revue le sabre à la main.	25
Orage dissipé.	26
Dîner avec les officiers.	31
Concorde rétablie.	32
Conspiration dénoncée.	33
Motifs de Levasseur pour ne pas y donner de suite.	34
Départ pour Lille.	35

CHAPITRE III.

Affaire de Lincelles.	36
Le chef de bataillon Macdonald nommé général de brigade.	37
Députation de la société populaire de Lille pour demander le renvoi des nobles de l'armée.	38
Réponse négative de Levasseur	40
Affaire de Tourcoing.	41
Premiers soupçons contre Houchard.	42
Voyage à Douai.	43
Sentinelle désarmée.	45
Dîner chez le général Dupont.	46
Retour à Lille; commandant réprimandé.	47
Exclamation d'Houchard en apprenant la mort de Custines.	48
Vifs reproches de Levasseur à Houchard.	49
Retour à Paris.	50

CHAPITRE IV.

Fédération du 10 août.	48
Le gouvernement s'organise.	49
Le comité de salut public acquiert une grande influence.	51
Levée en masse.	53
Décret de la convention à ce sujet.	55
Armée révolutionnaire.	56

TABLE DES MATIÈRES.

389

Lignes télégraphiques.	65
Décret sur les poids et mesures.	66
Décret sur l'année républicaine.	Id.
Code civil.	Id.
Énergie de la convention.	67

CHAPITRE V.

Le duc d'York assiège Dunkerque.	69
Armée rassemblée sous Cassel.	Id.
Houchard, général en chef de l'armée française.	Id.
Levasseur et Delbret envoyés à cette armée.	70
Situation de l'armée.	71
Postes d'Andrezelle, Hertzelle, Bambeecke, pris au pas de charge.	73
Armée anglaise chassée de Rexpoède.	Id
Les Anglais tentent le passage de la Lys.	75
Méprise du général Houchard.	76
Altercation entre Levasseur et Houchard.	77
Bataille de Hondschoote.	78
Fen terrible.	79
Les généraux Collaud et Jourdan blessés.	Id
Houchard reste derrière une haie.	80
Embarras des généraux et de Levasseur.	Id.
Conseils de Jourdan à Levasseur.	Id.
Il les exécute, secondé par son collègue Delbret.	Id.
Un boulet de canon tue le cheval de Levasseur.	81
On se bat sur tous les points.	Id.
Victoire remportée par l'armée française.	Id.
Levasseur engage le général Houchard à poursuivre les Anglais.	83
Refus du général.	Id.
Détails sur la bataille de Hondschoote.	84

CHAPITRE VI.

Blessés anglais traités avec humanité.	86
Levasseur se plaint à Houchard de ce qu'on n'a pas su profiter de la victoire.	87

Il veut contraindre Houchard à couper la retraite aux Anglais.	3
Motifs donnés par le général pour ne pas se porter sur la charrée de Furnes.	16
Le duc d'York lève le siège de Dunkerque.	11
Le général et les deux conventionnels Levasseur et Dalmat vont visiter le camp ennemi.	42
Joie de Levasseur en voyant la belle artillerie anglaise prise par l'armée française.	1
Détails donnés au ministre de la guerre sur les journées précédentes.	9

CHAPITRE VII.

Les représentants et le général Houchard quittent Hondschoote.	2
Ils trouvent le député Châles au quartier-général.	1
Conseil de guerre.	13
Attaque de Wervick.	9
L'armée ennemie oppose une grande résistance.	12
Levasseur veut rallier un bataillon en désordre et prêt à fuir.	11
Les Hollandais se retirent protégés par une nombreuse cavalerie.	10
Châles blessé à la jambe.	121
Le général Bérù prend Menin.	12
Le général Dumeanil attribue à Levasseur le succès de cette journée.	100
Le général Hedouville destitué.	1

CHAPITRE VIII.

L'armée française attaquée par des forces supérieures.	107
Terreur panique.	11
Retraite.	11
Houtra des habitants de Menin contre les Français.	107
Levasseur arrête un bataillon prêt à fuir.	12
Rentrée à Gavarelle.	107

CHAPITRE IX.

Levasseur revient à Paris.	109
Arrêté des représentants du peuple qui destitue Houchard et le tra- duit au tribunal révolutionnaire.	111
Levasseur assigné comme témoin dans le procès du général Houchard.	Id.
Erreurs des Victoires et Conquêtes relevées.	112
Observations sur le siège d'Ypres.	115

CHAPITRE X.

Organisation du gouvernement révolutionnaire.	118
Loi sur la réquisition.	120
— Sur les subsistances.	121
— Sur les accaparements.	123
Procès de Custines.	143
Victoires de nos armées.	144

CHAPITRE XI.

Influence du club des jacobins.	147
Premiers symptômes de dissension entre les membres de la Mon- tagne.	151
Faction des étrangers.	160
Jacques Roux.	161
Varlet.	Id.
Mariage de Chabot.	165
Loi sur les étrangers.	169
Procès des vingt-deux députés.	171

CHAPITRE XII.

Réflexions sur le général Houchard.	213
Son procès.	219

CHAPITRE XIII.

Nouvelle mission à l'armée.	227
Entretien avec Carnot.	Id.
Armée française rassemblée sous les murs de Philippoville, et commandée par le général Charbonnier.	228
Gorges de Bossut prise à l'arme blanche.	230
Rapprochements historiques.	231
La convention décrète que l'armée du Nord a bien mérité de la patrie.	232
On passe la Sambre.	Id.
Le cheval de Levasseur l'emporte au milieu des ennemis; toute l'armée se précipite sur ses pas.	233
Frugal repas aux avant-postes.	234
Levasseur fait de vifs reproches au général Hardi sur son ivresse, qui exposait l'armée.	235

CHAPITRE XIV.

Entrevue du général Fichegru et de Levasseur.	237
Conseil de guerre, où se trouvent Saint-Just et Lebas.	238
Singuliers aveux de Scherrer.	239
Levasseur propose à Saint-Just d'aller voir l'ennemi de près.	241
Visite de Saint-Just à Levasseur.	242
Une carabine chargée part entre les mains de Saint-Just.	Id.
Réflexions sur cet événement.	Id.
Aveux de Saint-Just.	243
Levasseur et le général Charbonnier à Fontaine-Lévéque.	244
Ils chassent des pillards français.	Id.
Levasseur arrache les épaulettes à un capitaine.	Id.
Réconciliation du général Kleber et de Levasseur.	246
Preuve d'amitié que le général donne dans la suite à Levasseur.	247

CHAPITRE XV.

L'armée marche sur Marchiennes-au-Pont.	248
Préparatifs du siège de Charleroi.	249
Levasseur fait différer le siège jusqu'à l'arrivée de l'armée de la Moselle.	250
Détails donnés par un déserteur ennemi.	Id.
Levasseur met le feu au premier canon de signal.	251
Attaque vigoureuse de l'ennemi.	252
Le général Jourdan conseille de lever le siège.	Id.
Motifs qui déterminent Levasseur et Guyton de Morveau à nommer Jourdan général en chef.	254
Cette nomination est approuvée par le comité de salut public.	255
Bataille de Fleurus, prise de Charleroi.	Id.

CHAPITRE XVI.

Levasseur reçoit du comité de sûreté générale l'ordre de se rendre à Sedan.	257
Arrestation des membres de la commune.	258
Portefeuille du général Lafayette.	260
Le général Wirion envoyé par Levasseur pour défendre les prévenus près du comité.	262
Un enfant se jette aux pieds de Levasseur en lui demandant la grace de son père.	263
Réflexions sur ces tristes événements.	Id.
Patriotes mis en liberté.	265
Effets déplorable de l'esprit de réaction.	266
Retour à l'armée du nord.	Id.

CHAPITRE XVII.

Comité de salut public accusé d'entretenir la guerre de la Vendée.	270
Levasseur envoyé en mission pour empêcher les Vendéens de passer la Loire.	Id.

Autorités civiles et militaires convoquées.	271
Mesures prises à Saumur pour s'opposer au passage des Vendéens.	272
Saumur mis en état de siège.	274
Prisonniers révoltés.	Id.
On découvre que les Vendéens doivent attaquer Angers.	275
Réponse ironique à un commissaire des guerres.	276

CHAPITRE XVIII.

Arrivée à Angers.	277
Le général Danican.	Id.
Le cheval du général Danican s'abat.	279
Dispositions prises pour recevoir les Vendéens.	Id.
Siège d'Angers.	279
Le général Danican reste dans son lit.	Id.
Les compresses sur une jambe en bon état.	Id.
Levasseur passe deux nuits sur le rempart. Officier municipal tué par une balle.	Id.
Les Vendéens lèvent le siège.	281
Le général Danican conseille de faire une sortie. Réponse de Levasseur.	Id.
Les députés Esnue Lavallée et Francastel s'exposent à de grands dangers.	282

CHAPITRE XIX.

Arrivée de l'armée de Mayence et des représentants Thureau, Bourbotte et Fricour de la Marne.	283
Conseil de guerre.	284
Le général Westermann exécute trop tard les ordres du conseil.	285
Les Vendéens battus au Mans.	Id.
Levasseur retourne à Paris.	286
Rapport de Barrère.	Id.
Levasseur propose une amnistie. Cette proposition n'est point appuyée.	287

CHAPITRE XX.

Division entre les Montagnards.	188
Maximum de l'action révolutionnaire.	289
Faction des étrangers.	293
Ses symptômes.	Id.
Mascarades irréligieuses.	294
Abolition du culte.	300
Chabot et Bazire dénoncent la conspiration étrangère.	301
Une séance de la commune.	302
Robespierre, Danton et Saint-Just.	305
Camille-Desmoulins.	317
Incertitude des purs républicains.	325

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Lettre du général Oméara.	327
Sommaton du duc d'York.	Id.
Réponse à la sommation.	328
Lettres de l'ordonnateur Toustain.	329
Lettre des représentants du peuple près l'armée du nord.	332
Bulletin de Dunkerque.	335
Lettre des administrateurs du district de Bergues.	336
Lettre du général Houchar d au ministre de la guerre.	337
Lettre des représentants du peuple près l'armée du nord à la convention nationale.	338
Idem.	340
Idem.	341
Discours de Levasseur sur les armées.	342
Extrait d'une séance de la société des jacobins.	344
Extrait d'une lettre de Hardy, chef du 7 ^e bataillon de la Marne, au ministre de la guerre.	350
Belle action de Mandement, cavalier au 6 ^e régiment de cavalerie.	351
Extrait du rapport de Barrère sur l'intérieur.	353

Extrait du rapport fait dans la séance du 18 pluviôse par Choudieu, l'un des commissaires envoyés par la convention auprès des ar- mées dirigées contre les rebelles de la Vendée.	361
Lettre du général Pichegru à la société populaire des amis de l'é- galité, séants aux jacobins.	360
Lettre de Levasseur représentant du peuple au comité de salut public.	361
Lettre du général en chef de l'armée des Ardennes au comité de salut public.	363
Lettre de Marceau, général de division, au général en chef.	364

FIN DE LA TABLE DU TOME II.





